RESOLUTIONS FRANCAISES

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session de Genève – 1874

Utilité d'un accord commun des règles uniformes de droit international privé

I. L'Institut reconnaît l'évidente utilité et même, pour certaines matières, la nécessité de traités, par lesquels les Etats civilisés adoptent d'un commun accord des règles obligatoires et uniformes de droit international privé, d'après lesquelles les autorités publiques, et spécialement les tribunaux des Etats contractants, devraient décider les questions concernant les personnes, les biens, les actes, les successions, les procédures et les jugements étrangers.

II. L'Institut est d'avis que le meilleur moyen d'atteindre ce but serait que l'Institut lui-même préparât des projets textuels de ces traités, soit généraux, soit concernant des matières spéciales, et particulièrement les conflits par rapport aux mariages, aux successions, ainsi qu'à l'exécution des jugements étrangers. Ces projets de traités pourraient servir de base aux négociations officielles et à la rédaction définitive, qui seraient confiées à une conférence de jurisconsultes et d'hommes spéciaux délégués par les différents Etats ou du moins par quelques-uns d'entre eux, en accordant dans ce dernier cas aux autres Etats, pour ce qui concerne les matières à l'égard desquelles ce système peut être adopté sans inconvénient, la faculté d'y accéder successivement.

III. Ces traités ne devraient pas imposer aux Etats contractants l'uniformité complète de leurs codes et de leurs lois ; ils ne le pourraient même pas sans mettre obstacle aux progrès de la civilisation. Mais, sans toucher à l'indépendance législative, ces traités devraient déterminer d'avance laquelle d'entre les législations qui pourraient se trouver en conflit, sera applicable aux différents rapports de droit. On soustrairait ainsi cette détermination aux contradictions entre législations parfois inconciliables des divers peuples, à l'influence dangereuse des intérêts et des préjugés nationaux, et aux incertitudes de la jurisprudence et de la science elle-même.

IV. Dans l'état actuel de la science du droit international, ce serait pousser jusqu'à l'exagération le principe de l'indépendance et de la souveraineté territoriale des nations, que de leur attribuer un droit rigoureux de refuser absolument aux étrangers la reconnaissance de leurs droits civils, et de méconnaître leur capacité juridique naturelle de les exercer partout. Cette capacité existe indépendamment de toute stipulation des traités et de toute condition de réciprocité. L'admission des étrangers à la jouissance de ces droits, et l'application des lois étrangères aux rapports de droit qui en dépendent, ne pourraient être la conséquence d'une simple courtoisie et bienséance *(comitas gentium),* mais la reconnaissance et le respect de ces droits de la part de tous les Etats doivent être considérés comme un devoir de justice internationale. Ce devoir ne cesse d'exister que si les droits de l'étranger et l'application des lois étrangères sont incompatibles avec les institutions politiques du territoire régi par l'autre souveraineté, ou avec l'ordre public tel qu'il y est reconnu.

(5 septembre 1874)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session de Genève - 1874

Vœu en vue d'éviter les conflits en matière de procédure

(Rapporteur : MM. P.S. Mancini et T.M.C. Asser)

Il serait utile d'établir, par des *traités internationaux,* des règles uniformes concernant :

1. La base et les limites de la juridiction et de la compétence des tribunaux ;

2. Les formes de la procédure, afin :

a) de décider quelle est la loi qui régit ces formes dans les cas douteux ;

b) de bien préciser les principes du droit international à l'égard des moyens de preuve ;

c) de régler la forme des assignations et autres exploits à signifier aux personnes domiciliées ou résidant à l'étranger ;

d) de régler les *commissions rogatoires* ;

3. L'exécution des jugements étrangers, en vertu de traités, dans lesquels on stipulera les garanties et les conditions sous lesquelles le *pareatis* sera accordé.

*

(5 septembre 1874)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session de La Haye – 1875

Projet de règlement pour la procédure arbitrale internationale

L'Institut,

Désirant que le recours à l'arbitrage pour la solution des conflits internationaux soit de plus en plus pratiqué par les peuples civilisés, espère concourir utilement à la réalisation de ce progrès en proposant, pour les tribunaux arbitraux, le règlement éventuel suivant. Il le recommande à l'adoption entière ou partielle des Etats qui concluraient des compromis.

Article premier

Le compromis est conclu par traité international valable.

Il peut l'être:

a) *D'avance,* soit pour toutes contestations, soit pour les contestations d'une certaine espèce à déterminer, qui pourraient s'élever entre les Etats contractants,

b) Pour une contestation ou plusieurs contestations *déjà nées* entre les Etats contractants.

Article 2

Le compromis donne à chacune des parties contractantes le droit de s'adresser au tribunal arbitral qu'il désigne pour la décision de la contestation. A défaut de la désignation du nombre et des noms des arbitres dans le compromis, le tribunal arbitral se réglera selon les dispositions prescrites par le compromis ou par une autre convention.

A défaut de disposition, chacune des parties contractantes choisit de son côté un arbitre, et les deux arbitres ainsi nommés choisissent un tiers arbitre ou désignent une personne tierce qui l'indiquera.

Si les deux arbitres nommés par les parties ne peuvent s'accorder sur le choix d'un tiers arbitre, ou si l'une des parties refuse la coopération qu'elle doit prêter selon le compromis à la formation du tribunal arbitral, ou si la personne désignée refuse de choisir, le compromis est éteint.

Article 3

Si, dès le principe, ou parce qu'elles n'ont pu tomber d'accord sur le choix des arbitres, les parties contractantes sont convenues que le tribunal arbitral serait formé par une tierce personne par elles désignée et si la personne désignée se charge de la formation du tribunal arbitral, la marche à suivre à cet effet se réglera en première ligne d'après les prescriptions du compromis. A défaut de prescriptions, le tiers désigné peut ou nommer lui-même les arbitres, ou proposer un certain nombre de personnes parmi lesquelles chacune des parties choisira.

Article 4

Seront capables d'être nommés arbitres internationaux les souverains et chefs de gouvernements sans aucune restriction, et toutes les personnes qui ont la capacité d'exercer les fonctions d'arbitre d'après la loi commune de leur pays.

Article 5

Si les parties ont valablement compromis sur des arbitres individuellement déterminés, l'incapacité ou la récusation valable, fût-ce d'un seul de ces arbitres, infirme le compromis entier, pour autant que les parties ne peuvent se mettre d'accord sur un autre arbitre capable.

Si le compromis ne porte pas détermination individuelle de l'arbitre en question, il faut, en cas d'incapacité ou de récusation valable, suivre la marche prescrite pour le choix originaire (§§ 2, 3).

Article 6

La déclaration d'acceptation de l'office d'arbitre a lieu par écrit.

Article 7

Si un arbitre refuse l'office arbitral, ou s'il se déporte après l'avoir accepté, ou s'il meurt, ou s'il tombe en état de démence, ou s'il est valablement récusé pour cause d'incapacité aux termes de l'article 4, il y a lieu à l'application des dispositions de l'article 5.

Article 8

Si le siège du tribunal arbitral n'est désigné ni par le compromis, ni par une convention subséquente des parties, la désignation a lieu par l'arbitre ou la majorité des arbitres.

Le tribunal arbitral n'est autorisé à changer de siège qu'au cas où l'accomplissement de ses fonctions au lieu convenu est impossible ou manifestement périlleux.

Article 9

Le tribunal arbitral, s'il est composé de plusieurs membres, nomme un président, pris dans son sein, et s'adjoint un ou plusieurs secrétaires.

Le tribunal arbitral décide en quelle langue ou quelles langues devront avoir lieu ses délibérations et les débats des parties, et devront être présentés les actes et les autres moyens de preuve. Il tient procès-verbal de ses délibérations.

Article 10

Le tribunal arbitral délibère tous membres présents. Il lui est loisible toutefois de déléguer un ou plusieurs membres, ou même de commettre des tierces personnes, pour certains actes d'instruction.

Si l'arbitre est un Etat ou son chef, une commune ou autre corporation, une autorité, une faculté de droit, une société savante, ou le président actuel de la commune, corporation, autorité, faculté, compagnie, tous les débats peuvent avoir lieu, du consentement des parties, devant le commissaire nommé *ad hoc* par l'arbitre. Il en est dressé protocole.

Article 11

Aucun arbitre n'est autorisé, sans le consentement des parties, à se nommer un substitut.

Article 12

Si le compromis, ou une convention subséquente des compromettants prescrit au tribunal arbitral le mode de procédure à suivre, ou l'observation d'une loi de procédure déterminée et positive, le tribunal arbitral doit se conformer à cette prescription. A défaut d'une prescription pareille, la procédure à suivre sera choisie librement par le tribunal arbitral, lequel est seulement tenu de se conformer aux principes qu'il a déclaré aux parties vouloir suivre.

La direction des débats appartient au président du tribunal arbitral.

Article 13

Chacune des parties pourra constituer un ou plusieurs représentants auprès du tribunal arbitral.

Article 14

Les exceptions tirées de l'incapacité des arbitres doivent être opposées avant toute autre. Dans le silence des parties, toute contestation ultérieure est exclue, sauf les cas d'incapacité postérieurement survenue.

Les arbitres doivent prononcer sur les exceptions tirées de l'incompétence du tribunal arbitral, sauf le recours dont il est question à l'article 24, 2^{me} alinéa, et conformément aux dispositions du compromis.

Aucune voie de recours ne sera ouverte contre des jugements préliminaires sur la compétence, si ce n'est cumulativement avec le recours contre le jugement arbitral définitif.

Dans le cas où le doute sur la compétence dépend de l'interprétation d'une clause du compromis, les parties sont censées avoir donné aux arbitres la faculté de trancher la question, sauf clause contraire.

Article 15

Sauf dispositions contraires du compromis, le tribunal arbitral a le droit :

1° De déterminer les formes et délais dans lesquels chaque partie devra, par ses représentants, dûment légitimés, présenter ses conclusions, les fonder en fait et en droit, proposer ses moyens de preuve au tribunal, les communiquer à la partie adverse, produire les documents dont la partie adverse requiert la production ;

2° De tenir pour accordées les prétentions de chaque partie qui ne sont pas nettement contestées par la partie adverse, ainsi que le contenu prétendu des documents dont la partie adverse omet la production sans motifs suffisants ;

3° D'ordonner de nouvelles auditions des parties, d'exiger de chaque partie l'éclaircissement de points douteux ;

4° De rendre des ordonnances de procédure (sur la direction du procès), faire administrer des preuves et requérir, s'il le faut, du tribunal compétent les actes judiciaires pour lesquels le tribunal arbitral n'est pas qualifié, notamment l'assermentation d'experts et de témoins ;

5° De statuer, selon sa libre appréciation, sur l'interprétation des documents produits et généralement sur le mérite des moyens de preuves présentés par les parties.

Les formes et délais mentionnés sous les numéros 1 et 2 du présent article seront déterminés par les arbitres dans une ordonnance préliminaire.

Article 16

Ni les parties, ni les arbitres ne peuvent d'office mettre en cause d'autres Etats ou des tierces personnes quelconques, sauf autorisation spéciale exprimée dans le compromis et consentement préalable du tiers.

L'intervention spontanée d'un tiers n'est admissible qu'avec le consentement des parties qui ont conclu le compromis.

Article 17

Les demandes reconventionnelles ne peuvent être portées devant le tribunal arbitral qu'en tant qu'elles lui sont déférées par le compromis, ou que les deux parties et le tribunal sont d'accord pour les admettre.

Article 18

Le tribunal arbitral juge selon les principes du droit international, à moins que le compromis ne lui impose des règles différentes ou ne remette la décision à la libre appréciation des arbitres.

Article 19

Le tribunal arbitral ne peut refuser de prononcer sous le prétexte qu'il n'est pas suffisamment éclairé soit sur les faits, soit sur les principes juridiques qu'il doit appliquer.

Il doit décider définitivement chacun des points en litige. Toutefois, si le compromis ne prescrit pas la décision définitive simultanée de tous les points, le tribunal peut, en décidant définitivement certains points, réserver les autres pour une procédure ultérieure.

Le tribunal arbitral peut rendre des jugements interlocutoires ou préparatoires.

Article 20

Le prononcé de la décision définitive doit avoir lieu dans le délai fixé par le compromis ou par une convention subséquente. A défaut d'autre détermination, on tient pour convenu un délai de deux ans à partir du jour de la conclusion du compromis. Le jour de la conclusion n'y est pas compris ; on n'y comprend pas non plus le temps durant lequel un ou plusieurs arbitres auront été empêchés, par force majeure, de remplir leurs fonctions.

Dans le cas où les arbitres, par des jugements interlocutoires, ordonnent des moyens d'instruction, le délai est augmenté d'une année.

Article 21

Toute décision définitive ou provisoire sera prise à la majorité de tous les arbitres nommés, même dans le cas où l'un ou quelques-uns des arbitres refuseraient d'y prendre part.

Article 22

Si le tribunal arbitral ne trouve fondées les prétentions d'aucune des parties, il doit le déclarer, et, s'il n'est limité, sous ce rapport, par le compromis, établir l'état réel du droit relatif aux parties en litige.

Article 23

La sentence arbitrale doit être rédigée par écrit et contenir un exposé des motifs sauf dispense stipulée par le compromis. Elle doit être signée par chacun des membres du tribunal arbitral. Si une minorité refuse de signer, la signature de la majorité suffit, avec déclaration écrite que la minorité a refusé de signer.

Article 24

La sentence, avec les motifs s'ils sont exposés, est notifiée à chaque partie. La notification a lieu par signification d'une expédition au représentant de chaque partie ou à un fondé de pouvoirs de chaque partie constitué *ad hoc*.

Même si elle n'a été signifiée qu'au représentant ou au fondé de pouvoirs d'une seule partie, la sentence ne peut plus être changée par le tribunal arbitral.

Il a néanmoins le droit, tant que les délais du compromis ne sont pas expirés, de corriger de simples fautes d'écriture ou de calcul, lors même qu'aucune des parties n'en ferait la proposition, et de compléter la sentence sur les points litigieux non décidés, sur la proposition d'une partie et après audition de la partie adverse. Une interprétation de la sentence notifiée n'est admissible que si les deux parties la requièrent.

Article 25

La sentence dûment prononcée décide, dans les limites de sa portée, la contestation entre les parties.

Article 26

Chaque partie supportera ses propres frais et la moitié des frais du tribunal arbitral, sans préjudice de la décision du tribunal arbitral touchant l'indemnité que l'une ou l'autre des parties pourra être condamnée à payer.

Article 27

La sentence arbitrale est nulle en cas de compromis nul, ou d'excès de pouvoir ou de corruption prouvée d'un des arbitres ou d'erreur essentielle.

*

(28 août 1875)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session de La Haye – 1875

Examen de la Déclaration de Bruxelles de 1874

(Rapporteur : M. Gustave Rolin-Jaequemyns)

1. Il est désirable que les lois et coutumes de la guerre soient réglementées par voie de convention, de déclaration ou d'accord quelconque entre les différents Etats civilisés.

II. Une semblable réglementation ne saurait sans doute avoir pour effet la suppression complète des maux et des dangers que la guerre entraîne, mais elle peut les atténuer dans une mesure considérable, soit en déterminant les limites que la conscience juridique des peuples civilisés impose à l'emploi de la force, soit en mettant le faible sous la protection d'un droit positif.

III. Le projet de Déclaration arrêté à Bruxelles, sur l'initiative généreuse de S. M. l'Empereur de Russie, tout en ayant beaucoup d'analogie avec les instructions américaines du président Lincoln, a sur elles le double avantage d'étendre aux relations internationales un règlement fait pour un seul Etat, et de contenir des prescriptions nouvelles, conçues dans un esprit à la fois pratique, humain et progressif.

IV. Mis en regard du droit de la guerre, tel qu'on le trouve exposé dans les ouvrages les plus récents, le projet de Bruxelles est, pour toutes les matières qu'il embrasse et quant au fond, à la hauteur de la science actuelle. - Sans doute, l'élasticité ou le vague de certaines expressions peut donner prise, au point de vue juridique, à une critique rigoureuse ; mais cet inconvénient doit être regardé comme une conséquence inévitable de la nécessité d'obtenir, avant tout, une entente entre les divers Etats, et d'assurer cette entente par des concessions mutuelles. Rien n'empêchera d'ailleurs de réviser la déclaration lorsqu'on se trouvera d'accord sur des améliorations à y introduire, lorsqu'une théorie et une pratique nouvelles auront dissipé les doutes, résolu les controverses, rendu possible le développement de principes dont un accord conclu aujourd'hui ne saurait contenir que le germe.

V. Si l'on examine la manière dont la guerre a été pratiquée jusqu'ici, le projet de Déclaration ouvre la perspective de progrès importants, dont les résultats semblent devoir être d'autant plus durables que l'on s'abstiendra davantage de formuler des vœux utopiques et d'imposer aux armées, au nom d'une philanthropie mal entendue, des exigences incompatibles avec leur sécurité et avec la poursuite des opérations militaires.

VI. Les dispositions du projet de Déclaration relatives à l'occupation du territoire ennemi sont l'application de ce principe vrai : que le seul fait de l'occupation ne confère aucun droit de souveraineté, mais que la cessation de la résistance locale et la retraite du gouvernement national, d'une part, la présence de l'armée envahissante, de l'autre, créent pour celle-ci et pour le gouvernement qu'elle représente un ensemble de droits et d'obligations essentiellement provisoires. Le projet tend surtout, dans cet ordre d'idées, à tracer les limites de ces droits, et à déterminer ces obligations, dictées par la nécessité de maintenir l'ordre social et de protéger la sécurité individuelle et la propriété privée, en l'absence momentanée de tout gouvernement régulier. Les règles tracées à cet égard sont sans doute susceptibles d'améliorations de détail, mais, dès à présent, elles sont au fond plus favorables aux citoyens paisibles et aux propriétés publiques et privées du pays occupé, que la pratique suivie jusqu'ici et que la doctrine de la plupart des auteurs.

VII. Le projet de Déclaration implique une distinction fondée entre trois catégories de personnes, savoir, les combattants réguliers qu'il faut traiter comme tels - les habitants paisibles, qu'il faut protéger dans leurs personnes et dans leurs propriétés, - et les combattants irréguliers qui, méconnaissant les lois de la guerre, ne méritent point d'être traités comme des ennemis loyaux. Cette distinction est fondée sur la manière actuelle d'envisager la guerre, qui se fait entre les Etats et non entre les particuliers. Elle n'entrave en rien la défense nationale la plus énergique par la masse de la population armée. Elle ajoute même à l'efficacité éventuelle de cette défense, en la soumettant à des conditions d'ordre et d'organisation, seules compatibles avec la conduite d'une guerre régulière entre nations civilisées. - Il est nécessaire, dans ce but, d'exiger pour les combattants réguliers, sauf l'exception prévue par l'article 10, un signe distinctif fixe, reconnaissable à distance, et d'ailleurs aisé à se procurer, afin que les armées en marche puissent reconnaître si elles ont devant elles des habitants paisibles qu'il faut protéger, ou des ennemis qu'il faut combattre.

VIII. Les dispositions concernant les réquisitions et contributions sont également en progrès sur la pratique généralement admise dans les guerres antérieures. L'article 42, en particulier, en exigeant que, pour toute réquisition, il soit accordé une indemnité ou délivré un reçu, formule un principe dont l'avenir et une expérience plus humaine développeront les conséquences.

IX. Les représailles sont une exception douloureuse mais inévitable, dans certains cas, au principe général d'équité d'après lequel un innocent ne doit pas souffrir pour un coupable. Du moment où l'on ne peut les prohiber complètement, il serait à désirer que, conformément au projet russe primitif, on les comprît dans la Déclaration, pour avoir l'occasion de les limiter d'après les principes suivants :

1. Leur mode d'exercice et leur étendue ne devraient pas dépasser le degré de l'infraction commise par l'ennemi ;

2. Elles seraient formellement interdites dans le cas où l'infraction dont on a lieu de se plaindre aurait été réparée ;

3. Elles ne pourraient s'exercer qu'avec l'autorisation du commandant en chef ;

4. Elles respecteraient, dans tous les cas, les lois de l'humanité et de la morale.

X. L'Institut, sans vouloir entrer dans l'examen détaillé de tous les articles de la Déclaration, croit pouvoir recommander à l'attention des gouvernements et de leurs délégués, appelés à réviser et à compléter l'œuvre de la Conférence de Bruxelles, les observations et propositions présentées individuellement par divers membres de la Commission, entre autres :

a) Les divers projets de définition de l'occupation guerrière, notamment la définition suivante : "un territoire est considéré comme occupé du moment, aussi longtemps et aussi complètement que l'Etat dont il relève est empêché, par la cessation de la résistance locale, d'y exercer publiquement son autorité souveraine" ;

b) La proposition de dire qu'il est du devoir de l'autorité militaire de notifier le plus tôt possible aux habitants d'un territoire occupé que l'occupation est établie ;

c) La proposition d'appliquer le principe général de la restitution ou des indemnités aux dépôts d'armes et de munitions appartenant à des particuliers du pays occupé, comme à toute autre propriété privée ennemie ;

d) La proposition d'ajouter à l'énumération des moyens de guerre interdits, la destruction ou le ravage, par voie d'inondation, d'incendie, etc. - dans un but momentané de guerre, d'une partie considérable du territoire ou des productions durables du sol ennemi ;

e) La proposition de prendre des mesures pour assurer le caractère sérieux et régulier des quittances ou reçus délivrés aux habitants du pays occupé, dont on exige des prestations ou services, des contributions ou des réquisitions ;

f) Le vœu que les différentes Puissances fassent entrer les règles du droit international dans l'instruction de leurs armées.

XI. L'Institut adhère aux vœux suivants formulés dans le sein de la Conférence de Bruxelles :

1. Par M. le général Arnaudeau, en faveur d'une entente entre les Puissances, pour établir la concordance des modes de répression actuellement prescrits par leurs codes militaires, et pour rechercher les bases d'un accord, en vue d'unifier les pénalités applicables aux crimes, délits et contraventions commis en violation du droit international *(droit pénal de la guerre) ;*

2. Par MM. le baron Blanc et le colonel comte Lanza, afin que toutes les parties des règlements militaires intéressant les rapports des belligérants entre eux, soient, par une entente des gouvernements, soumises à un travail d'unification ;

3. Par M. le colonel Brun, de sanctionner la disposition suivante : "Après un combat, les belligérants sont tenus de communiquer à la partie adverse la liste des morts tombés en leur pouvoir. Pour rendre cette mesure plus facile, il serait désirable que chaque soldat fût muni d'une marque indiquant son numéro (son nom ?) et le nom de son régiment, ainsi que le numéro de sa compagnie".

*

(30 août 1875)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session de La Haye – 1875

Traitement de la propriété privée dans la guerre maritime

1. Le principe de l'inviolabilité de la propriété privée ennemie, naviguant sous pavillon neutre, doit être considéré dès à présent comme entré dans le domaine du Droit des Gens positif.

II. Il est à désirer que le principe de l'inviolabilité de la propriété privée ennemie, naviguant sous pavillon ennemi, soit universellement accepté dans les termes suivants, empruntés aux déclarations de la Prusse, de l'Autriche et de l'Italie en 1866, et sous la réserve ci-après, *sub* III :

"Les navires marchands et leurs cargaisons ne pourront être capturés que s'ils portent de la contrebande de guerre ou s'ils essaient de violer un blocus effectif et déclaré."

III. Il est entendu que, conformément aux principes généraux qui doivent régler la guerre sur mer aussi bien que sur terre, la disposition précédente n'est pas applicable aux navires marchands qui, directement ou indirectement, prennent part ou sont destinés à prendre part aux hostilités.

*

(31 août 1875)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session de La Haye – 1875

Devoirs internationaux des Etats neutres : Règles de Washington

(Rapporteur : M. Caspar Bluntschli)

I. L'Etat neutre désireux de demeurer en paix et amitié avec les belligérants et de jouir des droits de la neutralité, a le devoir de s'abstenir de prendre à la guerre une part quelconque, par la prestation de secours militaires à l'un des belligérants ou à tous les deux, et de veiller à ce que son territoire ne serve pas de centre d'organisation ou de point de départ à des expéditions hostiles contre l'un d'eux ou contre tous les deux.

II. En conséquence, l'Etat neutre ne peut mettre, d'une manière quelconque, à la disposition d'aucun des Etats belligérants, ni leur vendre ses vaisseaux de guerre ou vaisseaux de transport militaire, non plus que le matériel de ses arsenaux ou de ses magasins militaires, en vue de l'aider à poursuivre la guerre. En outre, l'Etat neutre est tenu de veiller à ce que d'autres personnes ne mettent des vaisseaux de guerre à la disposition d'aucun des Etats belligérants, dans ses ports ou dans les parties de mer qui dépendent de sa juridiction.

III. Lorsque l'Etat neutre a connaissance d'entreprises ou d'actes de ce genre, incompatibles avec la neutralité, il est tenu de prendre les mesures nécessaires pour les empêcher, et de poursuivre comme responsables les individus qui violent les devoirs de la neutralité.

IV. De même, l'Etat neutre ne doit ni permettre ni souffrir que l'un des belligérants fasse de ses ports ou de ses eaux la base d'opérations navales contre l'autre, ou que les vaisseaux de transport militaire se servent de ses ports ou de ses eaux, pour renouveler ou augmenter leurs approvisionnements militaires ou leurs armes, ou pour recruter des hommes.

V. Le seul fait matériel d'un acte hostile commis sur le territoire neutre ne suffit pas pour rendre responsable l'Etat neutre. Pour qu'on puisse admettre qu'il a violé son devoir, il faut la preuve soit d'une intention hostile (*dolus*), soit d'une négligence manifeste *(culpa).*

VI. La puissance lésée par une violation des devoirs de neutralité n'a le droit de considérer la neutralité comme éteinte, et de recourir aux armes pour se défendre contre l'Etat qui l'a violée, que dans les cas graves et urgents, et seulement pendant la durée de la guerre.

Dans les cas peu graves ou non urgents, ou lorsque la guerre est terminée, des contestations de ce genre appartiennent exclusivement à la procédure arbitrale.

VII. Le tribunal arbitral prononce *ex bono et aequo* sur les dommages et intérêts que l'Etat neutre doit, par suite de sa responsabilité, payer à l'Etat lésé, soit pour lui-même, soit pour ses ressortissants.

*

(30 août 1875)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session de La Haye - 1875

Compétence des tribunaux

Les règles uniformes concernant la compétence des tribunaux, règles dont l'utilité a été reconnue par l'Institut dans la session de Genève, devraient avoir pour base les principes suivants :

Article premier

Le *domicile* (et subsidiairement la *résidence)* du *défendeur,* dans les actions personnelles ou qui concernent des biens meubles, et la *situation des biens,* dans les actions réelles concernant des immeubles, doivent, dans la règle, déterminer la compétence du juge, sauf l'adoption de *fora exceptionnels*, à l'égard d'une certaine catégorie de litiges.

Article 2

La règle posée à l'article précédent aura pour effet que le juge compétent pour décider un procès n'appartiendra pas toujours au pays dont les lois régissent le rapport de droit qui fait l'objet de ce procès. Cependant, l'adoption des *fora exceptionnels,* mentionnés à l'article 1, devra surtout avoir pour but de faire décider, autant que possible, par les juges du pays dont les lois régissent un rapport de droit, les procès qui concernent ce rapport ; par exemple, les procès qui ont pour objet principal de faire statuer sur des questions d'état ou de capacité personnelle, par les tribunaux du pays dont les lois régissent le *status* personnel, etc....

Article 3

Dans les procès civils et commerciaux, la *nationalité* des parties doit rester sans influence sur la compétence du juge, - sauf dans les cas où la *nature* même du litige doit faire admettre la compétence exclusive des juges nationaux de l'une des parties.

Article 4

Les tribunaux saisis d'une contestation doivent, à l'égard de la compétence adoptée par les traités, statuer d'après les mêmes règles qui ont été établies à l'égard de la compétence, par les lois du pays. Ainsi, dans les pays où ce système est adopté pour l'application des lois nationales concernant la compétence des tribunaux, ils ne se déclareront pas incompétents d'*office,* quand il s'agit de l'incompétence *ratione personae.*

Article 5

Les règles de droit international privé qui entreront dans les lois d'un pays par suite d'un traité international seront appliquées par les tribunaux, sans qu'il y ait une obligation internationale de la part du gouvernement de veiller à cette application par voie administrative.

*

(30 août 1875)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session de Zurich – 1877

Arbitrage international : clause compromissoire à insérer dans les traités

L'Institut de Droit international

Recommande avec instance d'insérer dans les futurs traités internationaux une clause compromissoire, stipulant le recours à la voie de l'arbitrage en cas de contestation sur l'interprétation et l'application de ces traités.

L'Institut propose en même temps, en considération de la difficulté que les parties pourront avoir à s'entendre préalablement sur la procédure à suivre, l'addition, à la clause compromissoire, de la disposition qui suit :

"Si les Etats contractants ne sont pas tombés d'accord préalablement sur d'autres dispositions touchant la procédure à suivre devant le tribunal arbitral, il y a lieu d'appliquer le Règlement consacré par l'Institut dans sa session de La Haye, le 28 août 1875."

*

(12 septembre 1877)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session de Zurich – 1877

Projet d'organisation d'un tribunal international des prises maritimes

(Rapporteurs : MM. John Westlake et August de Bulmerincq)

L'Institut

Déclare que le système actuel des tribunaux et de l'administration de la justice en matière de prises est défectueux, et considère comme urgent de porter remède à cet état de choses par une nouvelle institution internationale. Il est d'avis qu'il y a lieu :

1. De formuler par traité les principes généraux en matière de prises ;

2. De remplacer les tribunaux jusqu'ici exclusivement composés de juges appartenant à l'Etat belligérant par des tribunaux internationaux qui donnent aux particuliers intéressés de l'Etat neutre ou ennemi de plus amples garanties d'un jugement impartial ;

3. De s'entendre sur une procédure commune à adopter en matière de prises.

Toutefois l'Institut croit devoir déclarer que dès à présent il considérerait comme un progrès l'institution de tribunaux mixtes soit de première instance, soit d'appel, sur les bases du projet élaboré par M. Westlake.

*

(12 septembre 1877)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session de Zurich – 1877

Application du Droit des Gens à la guerre de 1877 entre la Russie et la Turquie *Observations et Vœux*

L'Institut de Droit international,

Réuni en session ordinaire à Zurich, déclare qu'il approuve et ratifie, de la manière la plus complète, *"Appel aux belligérants et à la presse"* publié en son nom par son Bureau, sous la date du 28 mai 1877.

S'inspirant de la pensée qui a dicté cet acte, l'Institut croit ne pas pouvoir clore la présente session sans élever de nouveau la voix en faveur du droit et de l'humanité. Déterminé cependant à se limiter au rôle qui lui revient, l'Institut n'émettra pas d'opinion collective sur les faits qui ont amené la guerre actuelle entre la Russie et la Turquie, ni sur les mesures à prendre pour donner satisfaction, par la voie des traités, aux intérêts légitimes engagés dans la lutte. C'est du droit international positif, obligatoire pour tous, et non des solutions de la politique ou de la diplomatie, - c'est spécialement des lois de la guerre, exactement définies par l'acte du 28 mai, de leur reconnaissance et de leur application, que l'Assemblée croit pouvoir s'occuper utilement. Même dans cette sphère limitée, elle s'abstiendra de toute appréciation qui ne serait pas fondée sur des preuves irrécusables.

De part et d'autre les belligérants s'accusent de méconnaître les lois de la guerre. Chaque jour nous apporte le récit détaillé de nouvelles horreurs. Malheureusement, s'il faut reconnaître que la plupart de ces faits honteux pour notre siècle, alarmants pour l'avenir ne sont que trop réels, les moyens de rechercher la vérité, au sujet de chaque cas particulier, font le plus souvent défaut.

Il ne peut donc s'agir pour l'Institut de se livrer à une enquête impossible sur un nombre chaque jour croissant d'allégations passionnées. Mais il est une autre question qu'une association de jurisconsultes fondée pour "favoriser le progrès du droit international" a le devoir de se poser et les moyens de résoudre. C'est celle de savoir jusqu'à quel point des mesures ont été prises par les belligérants pour assurer, autant que possible, la connaissance et l'observation des lois de la guerre par leurs armées respectives.

Voici à cet égard les faits constatés.

Presque au moment où paraissait "*l'Appel aux belligérants et à la presse",* un ukase impérial du 12/24 mai 1877 prescrivait à toutes les autorités civiles et militaires de l'Empire russe l'observation, non seulement de la Convention de Genève de 1864 et de la Déclaration de St-Pétersbourg de 1868, mais aussi des principes proclamés par la Conférence de Bruxelles de 1874.

Les mêmes conventions et les mêmes principes ont été portés à la connaissance des troupes russes au moyen d'une sorte de catéchisme militaire par demandes et réponses, publié le 1/13 juin 1877 dans le "recueil militaire russe", organe officiel du Ministre de la guerre. Cette publication a été tirée à plusieurs milliers d'exemplaires et distribuée dans l'armée active.

Le Gouvernement russe a enfin publié, le 10/22 juillet 1877, un "Règlement sur les prisonniers de guerre" qui sanctionne comme prescriptions obligatoires pour ses armées les règles les plus humaines du Droit des Gens.

En regard de ces actes, qui prouvent tout au moins les efforts faits par la Russie pour enlever à ses soldats tout prétexte d'ignorance, et leur présenter l'observation des lois de la guerre comme faisant partie de leurs devoirs professionnels, l'Institut a le regret de devoir constater qu'aucun acte officiel émané du Gouvernement turc n'a eu pour objet de porter, d'une manière précise, à la connaissance des troupes turques le droit coutumier, notamment les prescriptions de ce droit formulées dans le projet de Déclaration de Bruxelles.

En est-il du moins différemment en ce qui concerne le droit écrit, c'est-à-dire la Convention de Genève ? Malheureusement non. Le texte même de ce traité vient seulement d'être traduit en langue turque pour la première fois, à la suite des représentations de plusieurs Puissances autres, signataires du même acte. Il n'est pas téméraire d'affirmer que les troupes turques ignoraient leurs obligations à cet égard, quand on voit le Gouvernement turc lui-même s'y méprendre. On lit en effet dans une lettre adressée le 16 novembre 1876 par Safvet Pacha, ministre des Affaires étrangères, au Conseil fédéral suisse la phrase suivante : "comme signataire de la Convention de Genève, la Turquie a pris l'engagement de respecter et de protéger les ambulances de la Société de la Croix-Rouge, en même temps qu'elle a acquis le droit de former elle-même des Sociétés ayant le même objet et régies par les mêmes règles!" On sait que, dans la Convention de 1864, il n'est pas même question de sociétés de ce genre.

On peut s'étonner aussi que la Porte, signataire de la Convention de Genève dès le 5 juillet 1865, et l'ayant tacitement ratifiée par le silence de ses représentants à Bruxelles en 1874, ait attendu la fin de 1876 pour s'apercevoir que la Croix *Rouge* "blesse les susceptibilités du soldat musulman" (Dépêche précitée du 16 novembre).

Il est vrai que le 13 juin 1877, le Gouvernement turc, après avoir commencé par substituer, de sa propre autorité, le Croissant à la Croix rouge dans ses ambulances, a affirmé par une autre dépêche au Gouvernement fédéral suisse, que des instructions formelles venaient d'être données aux troupes ottomanes, pour respecter la Croix Rouge des Russes.

L'Institut, tout en se félicitant de cette reconnaissance d'une obligation internationale, regrette de ne connaître ni la teneur, ni la date des instructions en question. Il ne peut d'ailleurs s'empêcher de faire remarquer que, plus de deux mois après la dépêche du 13 juin, l'Allemagne et plusieurs autres Puissances signataires de la Convention de Genève se sont vues dans la nécessité de rappeler la Turquie à l'observation de ses engagements contractuels.

L'Institut n'a pas à se demander s'il entre dans la pensée de l'un des belligérants de violer ou de laisser violer par ses troupes les lois de la guerre. Mais, en dehors de la question de bonne foi, il y a une question de responsabilité qui peut résulter soit de la négligence dans l'instruction des troupes, soit de l'emploi de hordes sauvages non susceptibles de faire une guerre régulière. Il incombe à des Etats qui se disent civilisés et font partie du concert européen de repousser entièrement l'emploi de pareils auxiliaires. Un gouvernement qui leur devrait son triomphe se mettrait lui-même hors la loi internationale. Il deviendrait responsable de tous ces mauvais instincts qu'il n'aurait pas comprimés, de cette barbarie contre laquelle il n'aurait pas réagi.

L'Institut ne saurait donc considérer comme une excuse valable celle qui consisterait à rejeter sur des troupes irrégulières, Bachi-Bozouks, Tcherkesses, Kurdes ou autres, la responsabilité de cruautés avérées. Si ces troupes sont absolument incapables de se conduire comme des êtres humains et raisonnables, le fait seul de les employer est, comme l'enseigne depuis longtemps l'unanimité des auteurs, une infraction grave aux lois de la guerre. Si cette incapacité absolue n'existe pas, c'est au belligérant qui utilise leurs services à les régulariser.

L'Institut est loin, en signalant ces abus et en protestant contre leur maintien, de vouloir aggraver les divisions et appeler des représailles stériles. Animé d'un ardent amour de paix et de justice, l'Institut entend uniquement user de toute l'influence qu'il peut devoir à son organisation, à ses antécédents, aux études spéciales de ses membres, pour indiquer ce qui, d'après lui, serait de nature à empêcher les guerres modernes de présenter, à côté des plus nobles exemples de courage, de patriotisme et de charité, le spectacle dégradant de la férocité et de la bestialité poussées jusqu'à leurs dernières limites.

C'est dans cet esprit que l'Institut émet les vœux suivants :

1. Que, comme complément à l'œuvre commencée à Bruxelles en 1874 et conformément aux conclusions adoptées par l'Institut à La Haye en 1875, les divers Etats s'obligent contractuellement à l'observation de certaines lois et coutumes de la guerre ;

2. Que les lois et coutumes de la guerre, à formuler par traité, soient par cela même considérées comme placées sous la sauvegarde de l'ensemble des Etats européens, et que ceux-ci, en vue d'éclairer l'opinion, développent, s'il se peut, l'institution des attachés militaires chargés de suivre les armées belligérantes et de renseigner leurs gouvernements sur les infractions graves qu'ils constateraient contre les lois de la guerre. - Un excellent exemple est donné dans ce sens par la publication que le Gouvernement anglais a faite des rapports du colonel Wellesley ;

3. Que les divers gouvernements prennent toutes les mesures nécessaires pour porter ces lois et coutumes à la connaissance individuelle des officiers et des soldats qu'ils emploient à leur service ;

4. Que, comme mesure d'application garantissant la réalité des informations spéciales données tout au moins aux chefs de corps, chaque officier, avant d'entrer en campagne, signe un procès-verbal constatant que lecture lui a été donnée d'une instruction relative aux lois et coutumes de la guerre et que, en outre, il a reçu un exemplaire de cette instruction.

*

(21, 22, 24 et 25 septembre 1906)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session de Zurich - 1877

Capacité de l'étranger d'ester en justice : formes de la procédure

(Le titre officiel de la Résolution est :
"Règles internationales proposées pour prévenir des conflits de lois sur les formes de la procédure")

Article premier

L'étranger sera admis à ester en justice aux mêmes conditions que le régnicole.

Article 2

Les formes ordinatoires de l'instruction et de la procédure seront régies par la loi du lieu où le procès est instruit. Seront considérées comme telles, les prescriptions relatives aux formes de l'assignation (sauf ce qui est proposé ci-dessous, 2e al.), aux délais de comparution, à la nature et à la forme de la procuration *ad litem,* au mode de recueillir les preuves, à la rédaction et au prononcé du jugement, à la passation en force de chose jugée, aux délais et aux formalités de l'appel et autres voies de recours, à la péremption de l'instance.

Toutefois, et par exception à la règle qui précède, on pourra statuer dans les traités que les assignations et autres exploits seront signifiés aux personnes établies à l'étranger, dans les formes prescrites par les lois du lieu de destination de l'exploit. Si, d'après les lois de ce pays, la signification doit être faite par l'intermédiaire du juge, le tribunal appelé à connaître du procès requerra l'intervention du tribunal étranger par la voie d'une commission rogatoire.

Article 3

L'admissibilité des moyens de preuve (preuve littérale, testimoniale, serment, livres de commerce, etc.) et leur force probante seront déterminées par la loi du lieu où s'est passé le fait ou l'acte qu'il s'agit de prouver.

La même règle sera appliquée à la capacité des témoins, sauf les exceptions que les Etats contractants jugeraient convenable de sanctionner dans les traités.

Article 4

Le juge saisi d'un procès pourra s'adresser par commission rogatoire à un juge étranger, pour le prier de faire dans son ressort soit un acte d'instruction, soit d'autres actes judiciaires pour lesquels l'intervention du juge étranger serait indispensable ou utile.

Article 5

Le juge à qui l'on demande de délivrer une commission rogatoire décide :

a) de sa propre compétence ;

b) de la légalité de la requête ;

c) de son opportunité lorsqu'il s'agit d'un acte qui légalement peut aussi se faire devant le juge du procès, par exemple, d'entendre des témoins, de faire prêter serment à l'une des parties, etc....

Article 6

La commission rogatoire sera adressée directement au tribunal étranger, sauf intervention ultérieure des gouvernements intéressés, s'il y a lieu.

Article 7

Le tribunal à qui la commission est adressée sera obligé d'y satisfaire, après s'être assuré : 1. de l'authenticité du document ; 2. de sa propre compétence *ratione materiae*, d'après les lois du pays où il siège.

Article 8

En cas d'incompétence matérielle, le tribunal requis transmettra la commission rogatoire au tribunal compétent, après en avoir informé le requérant.

Article 9

Le tribunal qui procède à un acte judiciaire en vertu d'une commission rogatoire applique les lois de son pays en ce qui concerne les formes du procès, y compris les formes des preuves et du serment.

*

(11 septembre 1877)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session de Zurich – 1877

Traitement de la propriété privée dans la guerre maritime

1. La propriété privée neutre ou ennemie, naviguant sous pavillon ennemi ou sous pavillon neutre, est inviolable.

II. Sont toutefois sujets à saisie : les objets destinés à la guerre ou susceptibles d'y être employés immédiatement. Les gouvernements belligérants auront, à l'occasion de chaque guerre, à déterminer d'avance les objets qu'ils tiendront pour tels. Sont également sujets à saisie les navires marchands qui ont pris part ou sont en état de prendre immédiatement part aux hostilités, ou qui ont rompu un blocus effectif et déclaré.

III. Un blocus est effectif lorsqu'il a pour résultat d'empêcher l'accès du port bloqué au moyen d'un nombre suffisant de vaisseaux de guerre, stationnés ou ne s'écartant que momentanément de leur station. Il y a rupture de blocus lorsqu'un navire marchand, informé de l'existence du blocus, a tenté par force ou par ruse de pénétrer dans la ligne du blocus.

IV. La course est interdite.

V. Le droit de visite peut être exercé par les vaisseaux de guerre de puissances belligérantes sur des vaisseaux marchands, en vue de vérifier leur nationalité, de rechercher les objets susceptibles de saisie et de constater une rupture de blocus. Le droit de visite peut être exercé depuis le moment où la déclaration de guerre a été notifiée jusqu'à la conclusion de la paix. Il est suspendu pendant une trêve ou un armistice. Il peut s'exercer dans les eaux des belligérants comme dans la haute mer, mais non sur les vaisseaux de guerre neutres ni sur ceux qui appartiennent ostensiblement à un Etat neutre. Le commandant du vaisseau qui opère la visite doit se borner à l'inspection des papiers de bord. Il n'est autorisé à se livrer à une recherche du navire que si les papiers de bord donnent lieu de soupçonner la fraude ou fournissent la preuve de celle-ci, ou s'il y a des motifs sérieux de présumer la présence à bord d'objets destinés à la guerre.

*

(11 septembre 1877)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session de Paris - 1878

Exécution des jugements

(Rapporteur : M. T.M.C. Asser)

Article premier

Une réforme complète à l'égard de l'exécution des jugements étrangers ne saurait être réalisée par le seul moyen de lois générales, uniformément applicables à tous les jugements étrangers. Il faut en attendre le complément d'un système de conventions diplomatiques à conclure avec les Etats dont les tribunaux et l'organisation judiciaire paraîtront présenter des garanties suffisantes.

Article 2

Ces lois et conventions doivent poser des règles uniformes sur la compétence relative des tribunaux (compétence *ratione personae* ou *territorii*, par opposition à la compétence *ratione materiae* qui résulte de l'organisation judiciaire de chaque pays), et stipuler un minimum de garanties quant aux formalités de procédure (spécialement en ce qui concerne les formes de l'assignation et les délais de comparution).

Article 3

Parmi les conditions sous lesquelles l'exequatur sera accordé aux jugements étrangers par les tribunaux du pays où l'exécution doit avoir lieu, sans révision du fond, on doit stipuler que le demandeur aura à prouver que le jugement étranger est exécutoire dans l'Etat où il a été rendu, ce qui implique la preuve qu'il est passé en force de chose jugée, dans tous les cas où la législation du pays dans lequel le jugement a été rendu ne considère comme exécutoires que les jugements contre lesquels il n'y a plus de recours.

Si le jugement a été rendu par le tribunal d'un Etat dont la loi nationale n'a pas adopté les règles de compétence mentionnées à l'article 2, d'une manière *générale* et applicable à *tous* les procès, le demandeur aura toujours à prouver que le jugement étranger a été rendu par un juge compétent d'après la convention entre les deux Etats.

Article 4

Même quand les preuves mentionnées à l'article 3 ont été fournies, l'exequatur ne serait pas accordé, si l'exécution des jugements impliquait l'accomplissement d'un acte contraire à l'ordre publie ou défendu par une loi quelconque de l'Etat où l'exequatur est requis.

Article 5

Les voies ou modes d'exécution doivent être déterminés par la loi du pays où l'exécution a lieu. Toutefois la contrainte par corps ne doit être applicable nulle part, si elle n'a pas été prononcée par le tribunal qui a rendu le jugement étranger.

L'hypothèque judiciaire n'aura lieu que quand elle est accordée par les lois des deux pays.

Article 6

L'adoption de règles uniformes pour servir de base à la solution des conflits de législation civile et commerciale, désirable sous plusieurs rapports, servirait aussi à faciliter l'introduction du système de l'exécution internationale des jugements.

*

(5 septembre 1878)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session de Bruxelles – 1879

Protection et neutralité conventionnelle du canal de Suez

(Rapporteurs : Sir Travers Twiss et M. Frédéric de Martens)

I. Il est de l'intérêt général de toutes les nations que le maintien et l'usage du canal de Suez, pour les communications de toute espèce, soient, autant que possible, protégés par le Droit des Gens conventionnel.

II. Dans ce but, il est à désirer que les Etats se concertent, à l'effet d'éviter, autant que possible, toute mesure par laquelle le canal et ses dépendances pourraient être endommagés ou mis en danger, même en cas de guerre.

III. Si une Puissance vient à endommager les travaux de la Compagnie universelle du canal de Suez, elle sera obligée de plein droit à réparer, aussi promptement que possible, le dommage causé et à rétablir la pleine liberté de la navigation du canal.

*

(4 septembre 1879)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session de Bruxelles – 1879

Protection internationale, en temps de paix et en temps de guerre, des câbles sous-marins qui ont une importance internationale

(Rapporteur : M. Louis Renault)

I. Il serait très utile que les divers Etats s'entendissent pour déclarer que la destruction ou la détérioration des câbles sous-marins, en pleine mer, est un délit du droit des gens, et pour déterminer d'une manière précise le caractère délictueux des faits et les peines applicables ; sur ce dernier point, on atteindrait le degré d'uniformité compatible avec la diversité des législations criminelles.

Le droit de saisir les individus coupables ou présumés tels, pourrait être donné aux navires d'Etat de toutes les nations, dans les conditions réglées par les traités ; mais le droit de les juger devrait être réservé aux tribunaux nationaux du navire capturé.

II. Le câble télégraphique sous-marin qui unit deux territoires neutres est inviolable.

Il est à désirer, quand les communications télégraphiques doivent cesser par suite de l'état de guerre, que l'on se borne aux mesures strictement nécessaires pour empêcher l'usage du câble, et qu'il soit mis fin à ces mesures, ou que l'on en répare les conséquences, aussitôt que le permettra la cessation des hostilités.

*

(5 septembre 1879)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session d'Oxford – 1880

Principes généraux en matière de nationalité, de capacité, de succession et d'ordre public

L'Institut émet le vœu que les règles suivantes soient adoptées d'une manière uniforme dans les lois civiles de toutes les nations et que leur maintien soit garanti par des traités internationaux, qui devraient contenir en même temps la clause ci-après, comme complément à l'article premier :

"Les Puissances contractantes s'engagent réciproquement à n'introduire à cette règle aucune exception nouvelle, sans le consentement de toutes les parties contractantes".

"Les nations chez lesquelles il existe encore des exceptions, s'engagent à mettre leur législation intérieure le plus tôt possible en harmonie avec cette règle".

1. L'étranger, quelle que soit sa nationalité ou sa religion, jouit des mêmes droits civils que le régnicole, sauf les exceptions formellement établies par la législation actuelle.

II. L'enfant légitime suit la nationalité de son père.

III. L'enfant illégitime suit la nationalité de son père lorsque la paternité est légalement constatée ; sinon, il suit la nationalité de sa mère lorsque la maternité est légalement constatée.

IV. L'enfant né de parents inconnus, ou de parents dont la nationalité est inconnue, est citoyen de l'Etat sur le territoire duquel il est né, ou trouvé lorsque le lieu de sa naissance est inconnu.

V. La femme acquiert par le mariage la nationalité de son mari.

VI. L'état et la capacité d'une personne sont régis par les lois de l'Etat auquel elle appartient par sa nationalité.

Lorsqu'une personne n'a pas de nationalité connue, son état et sa capacité sont régis par les lois de son domicile.

Dans le cas où différentes lois civiles coexistent dans un même Etat, les questions relatives à l'état et à la capacité de l'étranger seront décidées selon le droit intérieur de l'Etat auquel il appartient.

VII. Les successions à l'universalité d'un patrimoine sont, quant à la détermination des personnes successibles à l'étendue de leurs droits, à la mesure ou quotité de la portion disponible ou de la réserve, et à la validité intrinsèque des dispositions de dernière volonté, régies par les lois de l'Etat auquel appartenait le défunt, ou subsidiairement, dans les cas prévus ci-dessus à l'article VI, par les lois de son domicile, quels que soient la nature des biens et le lieu de leur situation.

VIII. En aucun cas les lois d'un Etat ne pourront obtenir reconnaissance et effet dans le territoire d'un autre Etat, si elles y sont en opposition avec le droit public ou avec l'ordre public.

*

(7 septembre 1880)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session d'Oxford– 1880

Manuel des lois de la guerre sur terre

(Rapporteur : M. Gustave Moynier)

AVANT-PROPOS

La guerre tient une grande place dans l'histoire, et il n'est pas présumable que les hommes parviennent de sitôt à s'y soustraire - malgré les protestations qu'elle soulève et l'horreur qu'elle inspire -, car elle apparaît comme la seule issue possible des conflits qui mettent en péril l'existence des Etats, leur liberté, leurs intérêts vitaux. Mais l'adoucissement graduel des mœurs doit se refléter dans la manière de la conduire. Il est digne des nations civilisées de chercher, comme on l'a fort bien dit, "à restreindre la force destructive de la guerre, tout en reconnaissant ses inexorables nécessités".

Ce problème n'est pas facile à résoudre ; cependant on y est déjà parvenu sur quelques points, et, en dernier lieu, le projet de Déclaration de Bruxelles a été comme une attestation solennelle du bon vouloir de tous les gouvernements à cet égard. On peut dire qu'indépendamment des lois internationales existantes en cette matière, il y a aujourd'hui un certain nombre de principes de justice qui dirigent la conscience publique, qui se manifestent même par des coutumes générales, mais qu'il serait bon de fixer et de rendre obligatoires. C'est ce que la Conférence de Bruxelles a tenté, à l'instigation de S.M. l'Empereur de Russie, et c'est à quoi l'Institut de Droit international, à son tour, essaie aujourd'hui de contribuer. Il le fait, quoique les gouvernements n'aient pas ratifié le projet issu de la Conférence de Bruxelles, attendu que depuis 1874 les idées ont eu le temps de mûrir, par la réflexion et par l'expérience, et qu'il semble moins difficile qu'alors de tracer des règles acceptables par tous les peuples.

L'Institut, d'ailleurs, ne propose pas un traité international - qui peut-être serait prématuré ou tout au moins fort difficile à obtenir - mais, tenu par ses Statuts de travailler, entre autres choses, à l'observation des Lois de la guerre, il croit remplir un devoir en offrant aux gouvernements un *Manuel,* propre à servir de base, dans chaque Etat, à une législation nationale, conforme à la fois aux progrès de la science juridique et aux besoins des armées civilisées.

On n'y trouvera pas, au surplus, de téméraires hardiesses. L'Institut, en le rédigeant, n'a pas cherché à innover ; il s'est borné à préciser, dans la mesure de ce qui lui a paru admissible et pratique, les idées reçues de notre temps et à les codifier.

En agissant ainsi, il a pensé rendre service aux militaires eux-mêmes. En effet, tant que les exigences de l'opinion demeurent indéterminées, les belligérants sont exposés à des incertitudes pénibles et à des récriminations sans fin. Une réglementation positive, au contraire, si elle est judicieuse, loin d'entraver les belligérants, sert utilement leurs intérêts, puisque, en prévenant le déchaînement des passions et des instincts sauvages - que la lutte réveille toujours en même temps que le courage et les vertus viriles -, elle consolide la discipline qui fait la force des armées ; elle ennoblit aussi, aux yeux des soldats, leur mission patriotique, en les maintenant dans les limites du respect dû aux droits de l'humanité.

Mais, pour que ce but soit atteint, il ne suffit pas que les souverains promulguent une législation nouvelle. Il est essentiel en outre qu'ils la vulgarisent, de telle sorte que, lorsqu'une guerre sera déclarée, les hommes appelés à défendre, les armes à la main, la cause des Etats belligérants, soient bien pénétrés des droits et des devoirs spéciaux attachés à l'exécution d'un semblable mandat.

C'est afin de faciliter aux autorités l'accomplissement de cette partie de leur tâche, que l'Institut a donné à son travail une forme populaire et raisonnée, d'où un texte législatif peut être au besoin facilement détaché.

Les lois de la guerre sur terre

PREMIÈRE PARTIE

PRINCIPES GÉNÉRAUX

Article premier

L'état de guerre ne comporte des actes de violence qu'entre les forces armées des Etats belligérants.

Les personnes qui ne font pas partie d'une force armée belligérante doivent s'abstenir de tels actes.

Cette règle implique une distinction entre les individus dont se compose "la force armée" et les autres ressortissants d'un Etat. Une définition est donc nécessaire pour bien établir ce qu'il faut entendre par "force armée".

Article 2

La force armée d'un Etat comprend :

1. L'armée proprement dite, y compris les milices ;

2. Les gardes nationales, landsturm, corps francs et autres corps qui réunissent les trois conditions suivantes :

a) Etre sous la direction d'un chef responsable ;

b) Avoir un uniforme ou un signe distinctif, fixe et reconnaissable à distance, porté par les personnes qui font partie du corps ;

c) Porter les armes ouvertement ;

3. Les équipages des navires et autres embarcations de guerre ;

4. Les habitants du territoire non occupé qui, à l'approche de l'ennemi, prennent les armes spontanément et ouvertement pour combattre les troupes d'invasion, même s'ils n'ont pas eu le temps de s'organiser.

Article 3

Toute force armée belligérante est tenue de se conformer aux lois de la guerre.

Le seul but légitime que les Etats doivent se proposer pendant la guerre étant l'affaiblissement des forces militaires de l'ennemi *(Déclaration de Saint-Pétersbourg* du 4/16 novembre 1868).

Article 4

Les lois de la guerre ne reconnaissent pas aux belligérants une liberté illimitée quant aux moyens de nuire à l'ennemi.

Ils doivent s'abstenir notamment de toute rigueur inutile, ainsi que de toute action déloyale, injuste ou tyrannique.

Article 5

Les conventions militaires faites par les belligérants entre eux pendant la durée de la guerre, telles que les armistices et les capitulations, doivent être scrupuleusement observées et respectées.

Article 6

Aucun territoire envahi n'est considéré comme conquis avant la fin de la guerre ; jusqu'à ce moment l'occupant n'y exerce qu'un pouvoir de fait essentiellement provisoire.

DEUXIÈME PARTIE

APPLICATION DES PRINCIPES GÉNÉRAUX

I.

DES HOSTILITÉS

A. Règles de conduite à l'égard des personnes

a) *Des populations inoffensives*

La lutte n'ayant lieu qu'entre "forces armées" (art. 1).

Article 7

Il est interdit de maltraiter les populations inoffensives.

b) *Des moyens de nuire à l'ennemi*

La lutte devant être loyale (art. 4).

Article 8

Il est interdit :

a) De faire usage du poison, sous quelque forme que ce soit ;

b) D'attenter traîtreusement à la vie d'un ennemi, par exemple en soudoyant des assassins ou en feignant de se rendre ;

c) D'attaquer l'ennemi en dissimulant les signes distinctifs de la force armée ;

d) D'user indûment du pavillon national, des insignes militaires, ou de l'uniforme de l'ennemi, du pavillon parlementaire, ainsi que des signes tutélaires prescrits par la *Convention de Genève* (art. 17 et 40 ci-après).

Comme on doit s'abstenir de rigueurs inutiles (art. 4).

Article 9

Il est interdit :

a) D'employer des armes, des projectiles ou des matières propres à causer des souffrances superflues ou à aggraver les blessures, - notamment des projectiles d'un poids inférieur à quatre cents grammes explosibles ou chargés de matières fulminantes ou inflammables *(Déclaration de Saint-Pétersbourg) ;*

b) De mutiler ou de tuer un ennemi qui s'est rendu à discrétion ou qui est hors de combat et de déclarer d'avance qu'on ne fera pas de quartier, même si l'on n'en réclame pas pour soi-même.

c) *Des blessés, des malades et du personnel sanitaire*

Les blessés, les malades et le personnel sanitaire sont soustraits aux rigueurs inutiles qui pourraient les atteindre, par les dispositions suivantes (art. 10 à 18) qui découlent de la *Convention de Genève.*

Article 10

Les militaires blessés ou malades doivent être recueillis et soignés, à quelque nation qu'ils appartiennent.

Article 11

Les commandants en chef ont la faculté de remettre immédiatement aux avant-postes ennemis les militaires ennemis blessés pendant le combat, lorsque les circonstances le permettent et du consentement des deux partis.

Article 12

Les évacuations, avec le personnel qui les dirige, sont couvertes par la neutralité.

Article 13

Le personnel des hôpitaux et des ambulances - comprenant l'intendance, les services de santé, d'administration et de transport des blessés, ainsi que les aumôniers et les membres et agents des sociétés de secours dûment autorisées à seconder le personnel sanitaire officiel - est considéré comme neutre lorsqu'il fonctionne, et tant qu'il reste des blessés à relever ou à secourir.

Article 14

Le personnel désigné à l'article précédent doit continuer, après l'occupation par l'ennemi, à donner, dans la mesure des besoins, des soins aux malades et aux blessés de l'ambulance ou de l'hôpital qu'il dessert.

Article 15

Lorsque ce personnel demande à se retirer, le commandant des troupes occupantes fixe le moment de son départ, qu'il ne peut toutefois différer que pour une courte durée, en cas de nécessités militaires.

Article 16

Des dispositions doivent être prises pour assurer, s'il se peut, au personnel neutralisé, tombé entre les mains de l'ennemi, la jouissance d'un traitement convenable.

Article 17

Le personnel sanitaire neutralisé doit porter un brassard blanc à croix rouge, dont la délivrance appartient exclusivement à l'autorité militaire.

Article 18

Les généraux des puissances belligérantes doivent faire appel à l'humanité des habitants et les engager à secourir les blessés, en leur signalant les avantages qui en résulteront pour eux-mêmes (art. 36 et 59). Ils doivent considérer comme inviolables ceux qui répondent à cet appel.

d) *Des morts*

Article 19

Il est interdit de dépouiller et de mutiler les morts gisant sur les champs de bataille.

Article 20

Les morts ne doivent jamais être inhumés avant que l'on ait recueilli, sur leur personne, tous les indices tels que livrets, numéros, etc., propres à établir leur identité.

Les indications ainsi recueillies sur des morts ennemis sont communiquées à leur armée ou à leur gouvernement.

e) *Qui peut être fait prisonnier de guerre ?*

Article 21

Les individus qui font partie des forces armées belligérantes, s'ils tombent au pouvoir de l'ennemi, doivent être traités comme prisonniers de guerre, conformément aux articles 61 et suivants.

Il en est de même des messagers porteurs de dépêches officielles, accomplissant ouvertement leur mission, et des aéronautes civils chargés d'observer l'ennemi, ou d'entretenir les communications entre les diverses parties de l'armée ou du territoire.

Article 22

Les personnes qui suivent une armée sans en faire partie, telles que les correspondants de journaux, les vivandiers, les fournisseurs, etc., et qui tombent au pouvoir de l'ennemi ne peuvent être détenues qu'aussi longtemps que les nécessités militaires l'exigent.

f) *Des espions*

Article 23

Les individus capturés comme espions ne peuvent exiger d'être traités comme des prisonniers de guerre.

Mais

Article 24

On ne doit pas considérer comme espions les individus, appartenant à l'une des forces armées belligérantes et non déguisés, qui ont pénétré dans la zone d'opérations de l'ennemi, - non plus que les messagers porteurs de dépêches officielles, accomplissant ouvertement leur missions et les aéronautes (art. 21).

Pour prévenir les abus auxquels donnent lieu trop souvent, en temps de guerre, les accusations d'espionnage, il importe de proclamer bien haut que

Article 25

Aucun individu accusé d'espionnage ne doit être puni avant que l'autorité judiciaire ait prononcé sur son sort.

D'ailleurs, il est admis que

Article 26

L'espion qui réussit à sortir du territoire occupé par l'ennemi n'encourt, s'il tombe plus tard au pouvoir de cet ennemi, aucune responsabilité pour ses actes antérieurs.

g) *Des parlementaires*

Article 27

Est considéré comme parlementaire et a droit à l'inviolabilité, l'individu autorisé par l'un des belligérants à entrer en pourparlers avec l'autre, et se présentant avec un drapeau blanc.

Article 28

Il peut être accompagné d'un clairon ou d'un tambour, d'un porte-drapeau, et même, s'il y a lieu, d'un guide et d'un interprète, qui ont droit aussi à l'inviolabilité.

La nécessité de cette prérogative est évidente. Elle s'exerce d'ailleurs fréquemment dans l'intérêt de l'humanité.

Mais il ne faut pas qu'elle soit dommageable à la partie adverse. C'est pourquoi :

Article 29

Le chef auquel un parlementaire est expédié, n'est pas obligé de le recevoir en toutes circonstances.

En outre,

Article 30

Le chef qui reçoit un parlementaire a le droit de prendre toutes les mesures nécessaires, pour que la présence de cet ennemi dans ses lignes ne lui cause pas de préjudice.

Le parlementaire lui-même et ceux qui l'accompagnent doivent se comporter loyalement envers l'ennemi qui les reçoit (art. 4).

Article 31

Si un parlementaire abuse de la confiance qu'on lui accorde, on peut le retenir temporairement, et, s'il est prouvé qu'il a profité de sa position privilégiée pour provoquer une trahison, il perd son droit à l'inviolabilité.

B. Règles de conduite à l'égard des choses

a) *Des moyens de nuire. Du bombardement*

Des ménagements sont commandés par la règle qui veut que l'on s'abstienne de rigueurs inutiles (art. 4). C'est à ce titre que

Article 32

Il est interdit :

a) De piller, même les villes prises d'assaut ;

b) De détruire des propriétés publiques ou privées, si cette destruction n'est pas commandée par une impérieuse nécessité de guerre ;

c) D'attaquer et de bombarder des localités qui ne sont pas défendues.

Si l'on ne conteste pas aux belligérants le droit de recourir au bombardement contre les forteresses et autres lieux dans lesquels l'ennemi s'est retranché, des considérations d'humanité exigent que ce procédé de coercition soit entouré de quelques tempéraments, qui en restreignent autant que possible les effets à la force armée ennemie et à ses moyens de défense. C'est pourquoi :

Article 33

Le commandant de troupes assaillantes doit, sauf le cas d'attaque de vive force, faire, avant d'entreprendre un bombardement, tout ce qui dépend de lui pour avertir les autorités locales.

Article 34

En cas de bombardement, toutes les mesures nécessaires doivent être prises pour épargner, si faire se peut, les édifices consacrés aux cultes, aux arts, aux sciences et à la bienfaisance, les hôpitaux et les lieux de rassemblement de malades et de blessés, à la condition qu'ils ne soient pas utilisés en même temps, directement ou indirectement, pour la défense.

Le devoir de l'assiégé est de désigner ces édifices par des signes visibles, indiqués d'avance à l'assiégeant.

b) *Du matériel sanitaire*

Les dispositions tutélaires des blessés, qui font l'objet des art. 10 et suivants, seraient insuffisantes si une protection spéciale n'était pas également accordée aux établissements sanitaires. Aussi, en vertu de la *Convention de Genève,*

Article 35

Les ambulances et les hôpitaux à l'usage des armées sont reconnus neutres et doivent, comme tels, être protégés et respectés par les belligérants, aussi longtemps qu'il s'y trouve des malades ou des blessés.

Article 36

Il en est de même des bâtiments ou parties de bâtiments particuliers, dans lesquels des malades ou des blessés sont recueillis et soignés.

Toutefois

Article 37

La neutralité des ambulances et des hôpitaux cesse, s'ils sont gardés par une force militaire, - ce qui n'exclut pas la présence d'un poste de police.

Article 38

Le matériel des hôpitaux militaires demeurant soumis aux lois de la guerre, les personnes attachées à ces hôpitaux ne peuvent, en se retirant, emporter que les objets qui sont leur propriété particulière. - Les ambulances, au contraire, conservent tout leur matériel.

Article 39

Dans les circonstances prévues par les alinéas ci-dessus, la dénomination d' "ambulance" s'applique aux hôpitaux de campagne et autres établissements temporaires, qui suivent les troupes sur les champs de bataille pour y recevoir des malades et des blessés.

Article 40

Un drapeau distinctif et uniforme est adopté pour les hôpitaux, les ambulances et les évacuations. - Il porte croix rouge sur fond blanc. - Il doit toujours être accompagné du drapeau national.

II.

DES TERRITOIRES OCCUPÉS

A. Définition

Article 41

Un territoire est considéré comme occupé lorsque, à la suite de son invasion par des forces ennemies, l'Etat dont il relève a cessé, en fait, d'y exercer une autorité régulière, et que l'Etat envahisseur se trouve être seul à même d'y maintenir l'ordre. Les limites dans lesquelles ce fait se produit déterminent l'étendue et la durée de l'occupation.

B. Règles de conduite à l'égard des personnes

En considération des nouveaux rapports qui naissent du changement provisoire de gouvernement (art. 6),

Article 42

Il est du devoir de l'autorité militaire occupante, d'informer le plus tôt possible les habitants des pouvoirs qu'elle exerce, ainsi que de l'étendue territoriale de l'occupation.

Article 43

L'occupant doit prendre toutes les mesures qui dépendent de lui pour rétablir et assurer l'ordre et la vie publique.

A cet effet,

Article 44

L'occupant doit maintenir les lois qui étaient en vigueur dans le pays en temps de paix, et ne les modifier, ne les suspendre ou ne les remplacer que s'il y a nécessité.

Article 45

Les fonctionnaires et employés civils de tout ordre, qui consentent à continuer leurs fonctions, jouissent de la protection de l'occupant.

Ils sont toujours révocables et ont toujours le droit de se démettre de leur charge.

Ils ne doivent être punis disciplinairement que s'ils manquent aux obligations librement acceptées par eux, et livrés à la justice que s'ils les trahissent.

Article 46

En cas d'urgence, l'occupant peut exiger le concours des habitants, afin de pourvoir aux nécessités de l'administration locale.

L'occupation n'entraînant pas un changement de nationalité pour les habitants,

Article 47

La population ne peut être contrainte de prêter serment à la puissance ennemie, mais les habitants qui commettent des actes hostiles contre l'occupant sont punissables (art. 1).

Article 48

Les habitants d'un territoire occupé qui ne se soumettent pas aux ordres de l'occupant peuvent y être contraints.

L'occupant ne peut toutefois contraindre les habitants à l'aider dans ses travaux d'attaque et de défense, ni à prendre part aux opérations militaires contre leur propre pays (art. 4).

En outre,

Article 49

L'honneur et les droits de la famille, la vie des individus, ainsi que leurs convictions religieuses et l'exercice de leur culte doivent être respectés (art. 4).

C. Règles de conduite à l'égard des choses

a) *Propriétés publiques*

Si l'occupant est substitué à l'Etat ennemi pour le gouvernement des territoires envahis, il n'y exerce point cependant un pouvoir absolu. Tant que le sort de ces territoires est en suspens, c'est-à-dire jusqu'à la paix, l'occupant n'est pas libre de disposer de ce qui appartient encore à l'ennemi et ne peut servir aux opérations de la guerre. De là les règles suivantes :

Article 50

L'occupant ne peut saisir que le numéraire, les fonds et les valeurs exigibles ou négociables appartenant en propre à l'Etat, les dépôts d'armes, approvisionnements, et, en général, les propriétés mobilières de l'Etat de nature à servir aux opérations de la guerre.

Article 51

Le matériel de transport (chemins de fer, bateaux, etc.) ainsi que les télégraphes de terre et les câbles d'atterrissage, peuvent seulement être séquestrés pour l'usage de l'occupant. La destruction en est interdite, à moins qu'elle ne soit commandée par une nécessité de guerre. Ils sont restitués à la paix, dans l'état où ils se trouvent.

Article 52

L'occupant ne peut faire que des actes d'administrateur provisoire quant aux immeubles, tels qu'édifices, forêts et exploitations agricoles, appartenant à l'Etat ennemi (art. 6).

Il doit sauvegarder le fonds de ces propriétés et veiller à leur entretien.

Article 53

Les biens des communes et ceux des établissements consacrés aux cultes, à la charité, à l'instruction, aux arts ou aux sciences, sont insaisissables.

Toute destruction ou dégradation intentionnelle de semblables établissements, de monuments historiques, d'archives, d'œuvres d'art ou de science, est formellement interdite, si elle n'est pas impérieusement commandée par les nécessités de la guerre.

b) *Propriétés privées*

Si les pouvoirs de l'occupant sont limités à l'égard des propriétés de l'Etat ennemi, à plus forte raison le sont-ils quant aux biens des particuliers.

Article 54

La propriété privée, individuelle ou collective doit être respectée et ne peut être confisquée, sous réserve des dispositions contenues dans les articles suivants.

Article 55

Les moyens de transport (chemins de fer, bateaux, etc.), les télégraphes, les dépôts d'armes et de munitions de guerre, quoique appartenant à des sociétés ou à des particuliers, peuvent être saisis par l'occupant, mais ils doivent être restitués, si possible, et les indemnités réglées à la paix.

Article 56

Les prestations en nature (réquisitions), réclamées des communes ou des habitants, doivent être en rapport avec les nécessités de guerre, généralement reconnues, et en proportion avec les ressources du pays.

Les réquisitions ne peuvent être faites qu'avec l'autorisation du commandant dans la localité occupée.

Article 57

L'occupant ne peut prélever, en fait de redevances et d'impôts, que ceux déjà établis au profit de l'Etat. Il les emploie à pourvoir aux frais de l'administration du pays, dans la mesure où le gouvernement légal y était obligé.

Article 58

L'occupant ne peut prélever des contributions extraordinaires en argent, que comme équivalent d'amendes ou d'impôts non payés ou de prestations non livrées en nature.

Les contributions en argent ne peuvent être imposées que sur l'ordre et sous la responsabilité du général en chef ou de l'autorité civile supérieure établie dans le territoire occupé, autant que possible d'après les règles de la répartition et de l'assiette des impôts en vigueur.

Article 59

Dans la répartition des charges relatives au logement des troupes et aux contributions de guerre, il est tenu compte aux habitants du zèle charitable déployé par eux envers les blessés.

Article 60

Les prestations en nature, quand elles ne sont pas payées comptant, et les contributions de guerre sont constatées par des quittances. – Des mesures doivent être prises pour assurer le caractère sérieux et la régularité de ces quittances.

III.

DE LA CONDITION DES PRISONNIERS DE GUERRE

A. Régime de la captivité

La captivité n'est ni une peine qu'on inflige aux prisonniers de guerre (art. 21), ni un acte de vengeance ; c'est seulement un séquestre temporaire, qui doit être exempt de tout caractère pénal.

Dans les dispositions suivantes, il est tenu compte à la fois des égards qui sont dus aux prisonniers et de la nécessité de s'assurer de leur personne.

Article 61

Les prisonniers de guerre sont au pouvoir du gouvernement ennemi, mais non des individus ou des corps qui les ont capturés.

Article 62

Ils sont soumis aux lois et règlements en vigueur dans l'armée ennemie.

Article 63

Ils doivent être traités avec humanité.

Article 64

Tout ce qui leur appartient personnellement, les armes exceptées, reste leur propriété.

Article 65

Chaque prisonnier est tenu de déclarer, s'il est interrogé à ce sujet, ses véritables noms et grade. Dans le cas où il ne le ferait pas, il pourrait être privé de tout ou partie des avantages accordés aux prisonniers de sa catégorie.

Article 66

Les prisonniers peuvent être assujettis à l'internement dans une ville, une forteresse, un camp ou une localité quelconque, avec obligation de ne pas s'éloigner au-delà de certaines limites déterminées ; mais ils ne peuvent être enfermés que par mesure de sûreté indispensable.

Article 67

Tout acte d'insubordination autorise à leur égard les mesures de rigueur nécessaires.

Article 68

Contre un prisonnier fugitif on peut, après sommation, faire usage des armes.

S'il est repris avant d'avoir pu rejoindre son armée ou quitter le territoire soumis au capteur, il est passible seulement de peines disciplinaires ou soumis à une surveillance plus sévère.

Mais si, après avoir réussi à s'échapper, il est capturé de nouveau, il n'est passible d'aucune peine pour sa fuite antérieure.

Toutefois, si le fugitif ressaisi ou capturé à nouveau avait donné sa parole de ne pas s'évader, il peut être privé des droits de prisonnier de guerre.

Article 69

Le gouvernement au pouvoir duquel se trouvent des prisonniers est chargé de leur entretien.

A défaut d'une entente sur ce point entre les parties belligérantes, les prisonniers sont traités, pour la nourriture et l'habillement, sur le même pied de paix que les troupes du gouvernement qui les a capturés.

Article 70

Les prisonniers ne peuvent être astreints d'aucune manière à prendre une part quelconque aux opérations de guerre, ni contraints à des révélations sur leur pays ou sur leur armée.

Article 71

Ils peuvent être employés à des travaux publics qui n'aient pas un rapport direct avec les opérations sur le théâtre de la guerre, qui ne soient pas exténuants et ne soient humiliants ni pour leur grade militaire, s'ils appartiennent à l'armée, ni pour leur position officielle ou sociale, s'ils n'en font pas partie.

Article 72

Dans le cas où ils sont autorisés à prendre part aux travaux de l'industrie privée, leur salaire peut être perçu par l'autorité qui les détient, laquelle doit alors l'employer à améliorer leur position, ou le leur remettre au moment de leur libération, sous déduction, s'il y a lieu, des frais de leur entretien.

B. *Cessation de la captivité*

Les motifs qui légitiment la détention de l'ennemi capturé n'existent que pendant la durée de la guerre. En conséquence,

Article 73

La captivité des prisonniers de guerre cesse de droit par la conclusion de la paix, mais leur libération est alors réglée d'un commun accord entre les belligérants.

Avant cette époque et en vertu de la *Convention de Genève,*

Article 74

Elle cesse aussi de droit pour les prisonniers blessés ou malades qui, après guérison, sont reconnus incapables de servir de nouveau.

Le capteur doit alors les renvoyer dans leur pays.

Pendant la guerre,

Article 75

Les prisonniers peuvent encore être relâchés, en vertu d'un cartel d'échange convenu entre les parties belligérantes.

Même sans échange,

Article 76

Les prisonniers peuvent être mis en liberté sur parole, si les lois de leur pays ne l'interdisent pas.

Dans ce cas, ils sont obligés, sous la garantie de leur honneur personnel, de remplir scrupuleusement les engagements qu'ils ont librement contractés et qui doivent être clairement spécifiés. - De son côté, leur propre gouvernement ne doit exiger ni accepter d'eux aucun service contraire à la parole donnée.

Article 77

Un prisonnier ne peut pas être contraint d'accepter sa liberté sur parole. - De même, le gouvernement ennemi n'est pas obligé d'accéder à la demande d'un prisonnier réclamant sa mise en liberté sur parole.

Article 78

Tout prisonnier libéré sur parole et repris portant les armes contre le gouvernement auquel il l'avait donnée, peut être privé des droits de prisonnier de guerre, à moins que, postérieurement à sa libération, il n'ait été compris dans un cartel d'échange sans conditions.

IV.

DES INTERNÉS EN PAYS NEUTRE

Il est universellement admis qu'un Etat neutre ne peut, sans compromettre sa neutralité, prêter assistance aux belligérants et notamment leur permettre d'emprunter son territoire. L'humanité, d'autre part, veut qu'il ne soit pas contraint de repousser ceux qui viennent lui demander asile pour échapper à la mort ou à la captivité. De là les dispositions suivantes destinées à concilier ces exigences contraires.

Article 79

L'Etat neutre sur le territoire duquel se réfugient des troupes ou des individus appartenant aux forces armées des belligérants doit les interner, autant que possible, loin du théâtre de la guerre.

Il doit agir de même envers ceux qui empruntent son territoire pour des opérations ou des services militaires.

Article 80

Les internés peuvent être gardés dans des camps ou même enfermés dans des forteresses ou autres lieux.

L'Etat neutre décide si les officiers peuvent être laissés libres sur parole, en prenant l'engagement de ne pas quitter le territoire neutre sans autorisation.

Article 81

A défaut de convention spéciale pour ce qui concerne l'entretien des internés, l'Etat neutre leur fournit les vivres, les vêtements et les secours commandés par l'humanité.

Il veille aussi à la conservation du matériel amené ou apporté par les internés.

A la paix, ou plus tôt si faire se peut, les frais occasionnés par l'internement sont remboursés à l'Etat neutre, par celui des belligérants auquel ressortissaient les internés.

Article 82

Les dispositions de la *Convention de Genève* du 22 août 1864 (articles 10 à 18, 35 à 40, 59 et 74 ci-dessus) sont applicables au personnel sanitaire, ainsi qu'aux malades et aux blessés, réfugiés ou transportés en pays neutre.

En particulier

Article 83

Les évacuations de blessés et de malades non prisonniers peuvent transiter par un territoire neutre pourvu que leur personnel et leur matériel soient exclusivement sanitaires. - L'Etat neutre, chez lequel passent ces évacuations, est tenu de prendre à leur égard les mesures de sûreté et de contrôle nécessaires, pour que les conditions qu'elles doivent remplir soient rigoureusement observées.

TROISIÈME PARTIE

SANCTION PÉNALE

Si des infractions aux règles qui précèdent ont été commises, les coupables doivent être punis, après jugement contradictoire, par celui des belligérants au pouvoir duquel ils se trouvent. Donc,

Article 84

Les violateurs des lois de la guerre sont passibles des châtiments spécifiés dans la loi pénale.

Mais ce mode de répression n'est applicable que lorsqu'on peut atteindre le coupable. Dans le cas contraire, la loi pénale est impuissante, et, si la partie lésée juge le méfait assez grave pour qu'il soit urgent de rappeler l'ennemi au respect du droit, il ne lui reste d'autre ressource que d'user de représailles à son égard.

Les représailles sont une exception douloureuse au principe général d'équité d'après lequel un innocent ne doit pas souffrir pour un coupable, et à celui qui veut que chaque belligérant se conforme aux lois de la guerre, même sans réciprocité de la part de l'ennemi. Mais cette dure nécessité est tempérée par les restrictions suivantes :

Article 85

Les représailles sont formellement interdites dans le cas où le dommage dont on a lieu de se plaindre a été réparé.

Article 86

Dans les cas graves où des représailles apparaissent comme une nécessité impérieuse, leur mode d'exercice et leur étendue ne doivent jamais dépasser le degré de l'infraction commise par l'ennemi.

Elles ne peuvent s'exercer qu'avec l'autorisation du commandant en chef.

Elles doivent respecter, dans tous les cas, les lois de l'humanité et de la morale.

*

(9 septembre 1880)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session d'Oxford - 1880

Résolutions d'Oxford
(Extradition)

(Rapporteurs : MM. Ludwig von Bar, Charles Brocher, Louis Renault et Caspar Bluntschli)

1. L'extradition est un acte international conforme à la justice et à l'intérêt des Etats, puisqu'il tend à prévenir et à réprimer efficacement les infractions à la loi pénale.

2. L'extradition n'est pratiquée d'une manière sûre et régulière que s'il y a des traités, et il est à désirer que ceux-ci deviennent de plus en plus nombreux.

3. Toutefois, ce ne sont pas les traités seuls qui font de l'extradition un acte conforme au droit, et elle peut s'opérer même en l'absence de tout lien contractuel.

4. Il est à désirer que, dans chaque pays, une loi règle la procédure de la matière, ainsi que les conditions auxquelles les individus réclamés comme malfaiteurs seront livrés aux gouvernements avec lesquels il n'existe pas de traité.

5. La condition de réciprocité, en cette matière, peut être commandée par la politique : elle n'est pas exigée par la justice.

6. Entre pays dont les législations criminelles reposeraient sur des bases analogues, et qui auraient une mutuelle confiance dans leurs institutions judiciaires, l'extradition des nationaux serait un moyen d'assurer la bonne administration de la justice pénale, parce qu'on doit considérer comme désirable que la juridiction du *forum delicti commissi* soit, autant que possible, appelée à juger.

7. En admettant même la pratique actuelle qui soustrait les nationaux à l'extradition, on ne devrait pas tenir compte d'une nationalité acquise seulement depuis la perpétration du fait pour lequel l'extradition est réclamée.

8. La compétence de l'Etat requérant doit être justifiée par sa propre loi ; elle doit n'être pas en contradiction avec la loi du pays de refuge.

9. S'il y a plusieurs demandes d'extradition pour le même fait, la préférence devrait être donnée à l'Etat sur le territoire duquel l'infraction a été commise.

10. Si le même individu est réclamé par plusieurs Etats à raison d'infractions différentes, l'Etat requis aura égard, en général, à la gravité relative de ces infractions.

En cas de doute sur la gravité relative des infractions, l'Etat requis tiendra compte de la priorité de la demande.

11. En règle, on doit exiger que les faits auxquels s'applique l'extradition soient punis par la législation des deux pays, excepté dans les cas où, à cause des institutions particulières ou de la situation géographique du pays de refuge, les circonstances de fait qui constituent le délit ne peuvent se produire.

12. L'extradition étant toujours une mesure grave ne doit s'appliquer qu'aux infractions de quelque importance. Les traités doivent les énumérer avec précision ; leurs dispositions à ce sujet varient naturellement suivant la position respective des pays contractants.

13. L'extradition ne peut avoir lieu pour faits politiques.

14. L'Etat requis apprécie souverainement, d'après les circonstances, si le fait à raison duquel l'extradition est réclamée, a ou non un caractère politique.

Dans cette appréciation, il doit s'inspirer des deux idées suivantes :

a) Les faits qui réunissent tous les caractères de crimes de droit commun (assassinats, incendies, vols), ne doivent pas être exceptés de l'extradition à raison seulement de l'intention politique de leurs auteurs ;

b) Pour apprécier les faits commis au cours d'une rébellion politique, d'une insurrection, ou d'une guerre civile, il faut se demander s'ils seraient ou non excusés par les usages de la guerre.

15. En tout cas, l'extradition pour crime, ayant tout à la fois le caractère de crime politique et de crime de droit commun ne devra être accordée que si l'Etat requérant donne l'assurance que l'extradé ne sera pas jugé par des tribunaux d'exception.

16. L'extradition ne doit pas s'appliquer à la désertion des militaires appartenant à l'armée de terre ou de mer, ni aux délits purement militaires.

L'adoption de cette règle ne fait pas obstacle à la livraison des matelots appartenant à la marine d'Etat ou à la marine marchande.

17. Une loi ou un traité d'extradition peut s'appliquer à des faits commis antérieurement à sa mise en vigueur.

18. L'extradition doit avoir lieu par la voie diplomatique.

19. Il est à désirer que, dans le pays de refuge, l'autorité judiciaire soit appelée à apprécier la demande d'extradition après un débat contradictoire.

20. L'Etat requis ne doit pas faire l'extradition, si, d'après son droit public, l'autorité judiciaire a décidé que la demande ne doit pas être accueillie.

21. L'examen devrait avoir pour objet les conditions générales de l'extradition et la vraisemblance de l'accusation.

22. Le gouvernement qui a obtenu une extradition pour un fait déterminé est, de plein droit et sauf convention contraire, obligé de ne laisser juger ou punir l'extradé que pour ce fait.

23. Le gouvernement qui a accordé une extradition, peut ensuite consentir à ce que l'extradé soit jugé pour des faits autres que celui qui avait motivé sa remise, pourvu que ces faits puissent donner lieu à l'extradition.

24. Le gouvernement qui a un individu en son pouvoir par suite d'une extradition, ne peut le livrer à un autre gouvernement sans le consentement de celui qui le lui a livré.

25. L'acte émané de l'autorité judiciaire qui déclare l'extradition admissible, devra constater les circonstances dans lesquelles l'extradition aura lieu, et les faits pour lesquels elle aura été accordée.

26. L'extradé devrait être admis à opposer comme exception préalable, devant le tribunal appelé à le juger définitivement, l'irrégularité des conditions dans lesquelles l'extradition aurait été accordée.

*

(9 septembre 1880)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session de Turin – 1882
(§ 1 - § 62)
Session de Munich – 1883
(§ 63 - § 84)

Règlement international des prises maritimes

(Rapporteur : M. August de Bulmerincq)

(La suite de la Résolution, à savoir les paragraphes 85 à 122, se trouvent dans la Résolution "Juridiction nationale et internationale en matière de prises maritimes Session de Heidelberg – 1887).

I. Dispositions générales

§1. Les navires de guerre et les forces militaires d'Etats belligérants sont seuls autorisés à exercer le droit de prise, c'est-à-dire l'arrêt, la visite, la recherche et la saisie des navires de commerce pendant une guerre maritime.

§2. La course est interdite.

§3. L'armement en course demeure permis à titre de rétorsion contre les belligérants qui ne respectent pas le principe du § 2. En ce cas il est interdit de délivrer des commissions à des étrangers.

§4. La propriété privée est inviolable sous la condition de réciprocité, et sauf les cas prévus au § 23.

§5. Le droit de prise à l'égard des belligérants ne s'ouvre qu'après le commencement des hostilités. Il cesse durant l'armistice et avec les préliminaires de la paix. A l'égard des neutres le droit de prise ne peut être exercé qu'après que les belligérants leur ont notifié l'existence de la guerre.

§6. Le droit de prise ne peut être exercé sur les navires et leurs cargaisons que s'ils ont eu connaissance de l'existence de la guerre. Il n'y a pas lieu d'exercer le droit de prise si le patron du navire ou le propriétaire de la cargaison prouve qu'il n'a pas eu cette connaissance.

§7. Si l'Etat belligérant qui somme les navires de commerce ennemis de quitter ses ports leur permet de décharger auparavant les marchandises qu'ils ont à bord et d'en charger de nouvelles, il doit fixer exactement le délai qui leur est accordé à cet effet, et le faire connaître au public. Dans ce cas, le belligérant ne peut laisser exercer un droit de prise contre ces navires avant l'expiration dudit délai.

§8. Le droit de prise ne peut être exercé que dans les eaux des belligérants et en haute mer ; il ne peut pas être exercé dans les eaux neutres ni dans les eaux qui sont expressément, par traité, mises à l'abri des faits de guerre. Le belligérant ne peut pas non plus poursuivre dans les eaux des deux dernières espèces une attaque commencée.

§9. Les prises faites dans les eaux neutres, ou dans les eaux qui sont mises, par traité, à l'abri des faits de guerre, sont nulles. Les navires ou objets capturés doivent être livrés à l'Etat neutre ou riverain pour être restitués par cet Etat à leur propriétaire primitif. En outre, l'Etat du capteur est responsable de tous les dommages et pertes.

II. Dispositions spéciales

1. De l'arrêt

§10. Les navires de guerre d'un Etat belligérant sont autorisés à arrêter, dans les cas prévus par le règlement, tout navire de commerce ou privé qu'ils rencontrent, dans les eaux de leur Etat, ou en haute mer, et ailleurs qu'en des eaux neutres ou soustraites aux faits de guerre.

§11. Le navire de guerre du belligérant, pour inviter le navire de commerce à s'arrêter, se servira comme signal d'un coup de canon de semonce à boulet perdu ou à poudre. Avant ou en même temps, le navire de guerre hissera son pavillon au-dessus duquel, en temps de nuit, un fanal sera placé. A ce signal, le navire arrêté hissera son pavillon et se mettra en panne pour attendre la visite. Le navire de guerre enverra alors au navire arrêté une chaloupe montée par un officier accompagné d'un nombre d'hommes suffisant, dont deux ou trois seulement monteront avec l'officier à bord du navire arrêté.

§12. Le navire arrêté ne pourra jamais être requis d'envoyer à bord du navire de guerre son patron ou une personne quelconque, pour montrer ses papiers ou pour toute autre cause.

§13. Le navire de commerce est obligé de s'arrêter ; il lui est interdit de continuer sa route. S'il le fait néanmoins, le navire de guerre a le droit de le poursuivre et de l'arrêter de force.

2. De la visite

§14. Le droit de visite s'exerce dans les eaux des belligérants, en tant qu'elles ne sont pas mises, par traité, à l'abri des faits de guerre, et en haute mer ; il s'exerce à l'égard des navires de commerce, mais non à l'égard des navires de guerre d'un Etat neutre, ni à l'égard d'autres navires appartenant ostensiblement à un tel Etat, ni à l'égard des navires de commerce neutres qui sont convoyés par un navire de guerre de leur Etat.

§15. Le droit de visite s'exerce, soit en vue de vérifier la nationalité du navire arrêté, soit pour constater s'il fait un transport interdit, soit pour constater une violation de blocus.

§16. Lorsque des navires de commerce neutres sont convoyés, ils ne seront pas visités, si le commandant du convoi remet au navire du belligérant qui l'arrête une liste des navires convoyés et une déclaration signée par lui et portant qu'il ne se trouve à leur bord aucune contrebande de guerre, et quelles sont la nationalité et la destination des navires convoyés.

§17. Lorsque le navire à visiter est un paquebot-poste, il ne sera pas visité, si le commissaire du gouvernement dont il porte le pavillon, se trouvant à son bord, déclare par écrit que le paquebot ne transporte ni des dépêches ni des troupes pour l'ennemi, ni de la contrebande de guerre pour le compte ou à destination de l'ennemi.

§18. La visite à laquelle doit se soumettre tout navire qui n'en est pas exempt en vertu des dispositions des articles 16 et 17, commence par l'examen des papiers de bord du navire arrêté. Si ces papiers sont trouvés en règle ou s'il ne se présente rien de suspect, le navire arrêté peut continuer sa route. Pourront de même continuer leur route les navires neutres destinés à des expéditions scientifiques, à condition qu'ils observent les lois de la neutralité.

3. De la recherche

§19. Si les papiers de bord ne sont pas en ordre, ou si la visite opérée a fait naître un soupçon fondé, comme il est dit en l'article qui suit, l'officier qui a opéré la visite est autorisé à procéder à la recherche. Le navire ne peut s'y opposer ; s'il s'y oppose néanmoins, la recherche peut être opérée de force.

§20. Il y a soupçon fondé dans les cas suivants :

1. Lorsque le navire arrêté n'a pas mis en panne sur l'invitation du navire de guerre ;

2. Lorsque le navire arrêté s'est opposé à la visite des cachettes supposées receler des papiers de bord ou de la contrebande de guerre ;

3. Lorsqu'il a des papiers doubles, ou faux, ou falsifiés, ou secrets, ou que ses papiers sont insuffisants, ou qu'il n'a point de papiers ;

4. Lorsque les papiers ont été jetés à la mer ou détruits de quelque autre façon, surtout si ces faits se sont passés après que le navire a pu s'apercevoir de l'approche du navire de guerre ;

5. Lorsque le navire arrêté navigue sous un pavillon faux.

§21. Il n'est pas permis aux personnes qui sont chargées d'opérer la recherche d'ouvrir ni de rompre des armoires, réduits, caisses, cassettes, tonnes, futailles ou autres cachettes pouvant renfermer une partie de la cargaison, ni d'examiner arbitrairement les objets faisant partie de la cargaison qui se trouvent répandus à découvert dans le navire.

§22. Dans les cas de soupçon mentionnés au § 20, s'il n'y a pas de résistance à la recherche, l'officier qui y procède doit faire ouvrir les réduits par le patron, et faire faire la recherche dans la cargaison à découvert sur le navire avec le concours du patron.

4. De la saisie

§23. La saisie d'un navire ou d'une cargaison, ennemi ou neutre, n'a lieu que dans les cas suivants :

1. Lorsqu'il résulte de la visite que les papiers de bord ne sont pas en ordre ;

2. Dans tous les cas de soupçon mentionnés au § 20 ;

3. Lorsqu'il résulte de la visite, ou de la recherche, que le navire arrêté fait des transports prohibés pour le compte et à destination de l'ennemi ;

4. Lorsque le navire a été pris en violation de blocus ;

5. Lorsque le navire a pris part aux hostilités ou est destiné à y prendre part.

5. De la nationalité du navire, de la cargaison et de l'équipage

§24. La nationalité du navire, de sa cargaison, de son équipage doit être constatée par les papiers de bord trouvés sur le navire saisi, sans exclusion, toutefois, d'une production ultérieure devant les tribunaux des prises.

§25. La question de savoir si les conditions de nationalité sont remplies est décidée selon la législation de l'Etat auquel le navire est ressortissant.

§26. L'acte juridique constatant la vente d'un navire ennemi faite pendant la guerre doit être parfait, et le navire doit être enregistré conformément à la législation du pays dont il acquiert la nationalité, avant qu'il quitte le port de sortie. La nouvelle nationalité ne peut être acquise au navire par une vente faite en cours de voyage.

§27. Les papiers de bord requis en vertu du droit international sont les suivants :

1. Les documents relatifs à la propriété du navire ;

2. Le connaissement ;

3. Le rôle d'équipage avec l'indication de la nationalité du patron et de l'équipage ;

4. Le certificat de nationalité, si les documents mentionnés sous le chiffre 3 n'y suppléent pas ;

5. Le journal de bord.

§28. Les documents énoncés au précédent article doivent, pour avoir force probante, être rédigés clairement et sans équivoque.

§29. Si, dans la constatation d'une circonstance déterminante pour la saisie, il y a évidence quant à la nationalité ou la destination du navire, ou quant à la nature de la cargaison, ou quant à la nationalité du patron et de l'équipage, suivant le fait dont il s'agit, - et qu'un papier de bord ordinairement relatif à l'une de ces questions manque - la seule absence de ce papier n'est pas un motif de saisie, pourvu toutefois que les autres papiers de bord soient parfaitement d'accord entre eux sur le point en question.

6. Des transports interdits durant la guerre

§30[1]. Sont sujets à saisie, durant la guerre, les objets qui, expressément faits pour la guerre, y servant dans leur état actuel immédiatement et spécialement, et transportés par mer pour le compte ou à destination d'un belligérant, rentrent dans la catégorie de la contrebande de guerre.

§31. Les objets de contrebande doivent être réellement à bord au moment de la recherche.

§32. Ne sont pas réputés contrebande de guerre les objets nécessaires à la défense de l'équipage et du navire, pourvu que le navire n'en ait pas fait usage pour résister à l'arrêt, à la visite, à la recherche ou à la saisie.

§33. Le navire arrêté pour cause de contrebande de guerre peut continuer sa route, si sa cargaison ne se compose pas, exclusivement ou en majeure partie, de contrebande de guerre, et que le patron soit prêt à livrer celle-ci au navire du belligérant et que le déchargement puisse avoir lieu sans obstacle selon l'avis du commandant du croiseur.

§34[2]. Les transports illégaux d'agents, de militaires et de dépêches, pour le compte d'un belligérant, assimilés jusqu'à présent aux faits de contrebande, seront traités comme service de transport interdit, selon la seconde partie du Règlement international de la contrebande de guerre.

---

[1] Le texte primitif de ce paragraphe 30 adopté le 14 septembre 1882 à la Session de Turin avait la teneur suivante :

"Sont sujets à saisie, durant la guerre, les objets susceptibles d'être employés à la guerre immédiatement, qui sont transportés par des navires de commerce nationaux, neutres ou ennemis, pour le compte ou à destination de l'ennemi (contrebande de guerre). Les gouvernements belligérants auront à déterminer d'avance, à l'occasion de chaque guerre, les objets qu'ils tiendront pour tels."

Le texte définitif fut accepté le 1er septembre 1897 à la Session de Copenhague, en vue de mettre le Règlement sur les prises maritimes de 1887 en harmonie avec le Règlement sur la contrebande de guerre de 1896.

[2] Le texte primitif de ce paragraphe 34 adopté le 14 septembre 1882 à la Session de Turin avait la teneur suivante :

"Sont assimilés au transport interdit de contrebande de guerre (§ 30) les transports de troupes pour les opérations militaires, sur terre et sur mer, de l'ennemi, ainsi que les transports de la correspondance officielle de l'ennemi, par les navires de commerce, nationaux, neutres ou ennemis".

Le texte définitif fut accepté le 1er septembre 1897 à la Session de Copenhague, en vue de mettre le Règlement sur les prises maritimes de 1887 en harmonie avec le Règlement sur la contrebande de guerre de 1897.

7. Du blocus

§35. Le blocus déclaré et notifié est effectif lorsqu'il existe un danger imminent pour l'entrée ou la sortie du port bloqué, à cause d'un nombre suffisant de navires de guerre stationnés ou ne s'écartant que momentanément de leur station.

§36. La déclaration du blocus doit déterminer non seulement les limites du blocus par leurs latitude et longitude, et le moment précis où le blocus commencera, mais encore, éventuellement, le délai qui peut être accordé aux navires de commerce pour décharger, recharger et sortir du port (§ 7).

§37. Le commandant du blocus doit, en outre, notifier la déclaration du blocus aux autorités et aux consuls du lieu bloqué. Les mêmes formalités seront remplies lors du rétablissement d'un blocus qui a cessé d'être effectif, et lorsque le blocus sera étendu à des points nouveaux.

§38. Si les navires bloquants s'éloignent de leur station pour un motif autre que le mauvais temps constaté, le blocus est considéré comme levé ; il doit alors être de nouveau déclaré et notifié.

§39. Il est interdit aux navires de commerce d'entrer dans les places et ports qui se trouvent en état de blocus effectif et d'en sortir.

§40. Cependant, il est permis aux navires de commerce d'entrer, pour cause de mauvais temps, dans le port bloqué, mais seulement après constatation par le commandant du blocus, de la persistance de la force majeure.

§41. S'il est évident qu'un navire de commerce approchant du port bloqué n'a pas eu connaissance du blocus déclaré et effectif, le commandant du blocus l'en avertira, inscrira l'avertissement dans les papiers de bord du navire averti, tout au moins dans le certificat de nationalité et dans le journal de bord, en marquant la date de l'avertissement, et invitera le navire à s'éloigner du port bloqué, en l'autorisant à continuer son voyage vers un port non bloqué.

§42. On admet l'ignorance du blocus, lorsque le temps écoulé depuis la déclaration du blocus est trop peu considérable pour que le navire en cours de voyage, qui a tenté d'entrer dans le port bloqué, ait pu en être instruit.

§43. Un navire de commerce sera saisi pour violation de blocus lorsqu'il aura essayé par force ou par ruse de pénétrer à travers la ligne de blocus, ou si, après avoir été renvoyé une première fois, il a essayé de nouveau de pénétrer dans le même port bloqué.

§44. Ni le fait qu'un navire de commerce est dirigé sur un port bloqué, ni le simple affrètement, ni la seule destination du navire pour un tel port, ne justifient la saisie pour violation de blocus. En aucun cas, la supposition d'un voyage continu ne peut justifier la condamnation pour violation de blocus.

8. Des formalités qui suivent la saisie

§45. Après la saisie, le capteur fermera les écoutilles et la soute aux poudres du navire saisi et y apposera ses scellés. Il fera de même à l'égard de la cargaison, après que celle-ci aura été inventoriée.

§46. Il ne sera rien vendu, ni déchargé, ni échangé, ni en général distrait, consommé, ou détérioré de la cargaison.

Si cependant la cargaison consiste en choses pouvant se gâter facilement, ou si ces choses sont avariées, le capteur prendra les mesures les plus convenables pour la conservation de la cargaison, du consentement et en présence du patron, ainsi qu'en présence d'un consul de la nationalité du navire saisi, s'il s'en trouve un dans le voisinage du lieu de la capture. Le commandant du navire capteur procédera, à cet effet, à l'inspection de la cargaison.

§47. Le capteur dressera l'inventaire du navire saisi et de la cargaison, ainsi que la liste des personnes trouvées à bord, et fera passer à bord du navire saisi un équipage suffisant pour s'assurer du navire et y maintenir l'ordre.

§48. Le capteur saisira tous les papiers de bord, documents et lettres qui se trouvent sur le navire saisi. Ces papiers, documents et lettres seront réunis dans un paquet revêtu du cachet du commandant du navire de guerre et de celui du patron du navire saisi ; il sera dressé inventaire de ces papiers, documents et lettres, et le commandant du navire de guerre déclarera par écrit, dans le procès-verbal, que ce sont là tous les papiers trouvés sur le navire ; il y ajoutera une mention indiquant quels papiers manquaient au moment de la saisie, et dans quel état se trouvaient les papiers saisis, notamment s'ils paraissent avoir été altérés.

§49. Le capteur dressera procès-verbal de la saisie ainsi que de l'état du navire et de la cargaison, en y mentionnant le jour et l'heure de la saisie ; à quelle hauteur elle a eu lieu ; la circonstance qui l'a motivée ; le nom du navire et celui du patron ; le nombre d'hommes composant l'équipage ; la nationalité du navire, du patron et de l'équipage ; sous quel pavillon naviguait le navire au moment de l'arrêt et s'il y a eu résistance de la part du navire, et de quelle nature a été la résistance. Seront joints au procès-verbal les inventaires du navire, de la cargaison et des papiers de bord, avec mention au procès-verbal que ces inventaires ont été dressés. Copie du procès-verbal sera transmise à l'autorité militaire supérieure de laquelle relève le navire capteur.

§50. Il sera permis au capteur de brûler ou de couler bas le navire ennemi saisi, après avoir fait passer sur le navire de guerre les personnes qui se trouvaient à bord et déchargé autant que possible la cargaison, et après que le commandant du navire capteur aura pris à sa charge les papiers de bord et les objets importants pour l'enquête judiciaire et pour les réclamations des propriétaires de la cargaison en dommages-intérêts, dans les cas suivants :

1. Lorsqu'il n'est pas possible de tenir le navire à flot, à cause de son mauvais état, la mer étant houleuse ;

2. Lorsque le navire marche si mal qu'il ne peut pas suivre le navire de guerre et pourrait facilement être repris par l'ennemi ;

3. Lorsque l'approche d'une force ennemie supérieure fait craindre la reprise du navire saisi ;

4. Lorsque le navire de guerre ne peut mettre sur le navire saisi un équipage suffisant, sans trop diminuer celui qui est nécessaire à sa propre sûreté ;

5. Lorsque le port où il serait possible de conduire le navire saisi est trop éloigné.

§51. Il sera dressé procès-verbal de la destruction du navire saisi et des motifs qui l'ont amenée ; ce procès-verbal sera transmis à l'autorité militaire supérieure et au tribunal d'instruction le plus proche, lequel examinera et, au besoin, complétera les actes y relatifs et les transmettra au tribunal des prises.

§52. Des personnes se trouvant à bord du navire saisi, les seules qui seront considérées comme prisonniers de guerre sont celles qui font partie de la force militaire de l'ennemi, et celles qui ont assisté l'ennemi ou sont soupçonnées de l'avoir assisté.

§53. Le patron, le subrécargue, le pilote et les autres personnes qu'il pourra être nécessaire d'entendre pour la constatation des faits seront retenus à bord provisoirement. Ces personnes ne seront autorisées à quitter le bord, après leur déposition, qu'en vertu d'une décision du tribunal instructeur.

§54. Les personnes trouvées et retenues à bord seront nourries et, au besoin, vêtues et soignées par le gouvernement de l'Etat auquel appartient le navire capteur. Le patron fournira caution pour les frais qui en résulteront, lesquels pourront être remboursés en vertu du jugement.

§55. On laissera aux hommes de l'équipage les effets servant à leur usage personnel.

§56. Il n'est pas permis au capteur de débarquer les hommes de l'équipage qui ne sont pas nécessaires pour l'enquête et qu'il y a lieu de renvoyer immédiatement, faute de place, sur le navire capteur ou, faute de vivres, sur des terres incultes et inhabitées ni sur des terres où leur vie et leur liberté seraient en danger. Mais il sera permis au capteur de faire passer ces hommes à bord de navires neutres ou alliés qu'il pourra rencontrer, et de les débarquer sur des territoires cultivés et habités.

§57. Le capitaine du navire capteur répond du bon traitement et du bon entretien des personnes trouvées à bord du navire saisi, par l'équipage du navire capteur et par celui qui conduit le navire saisi ; il ne doit pas tolérer que celles même d'entre ces personnes qui sont prisonniers de guerre soient employées à des travaux avilissants.

9. Du transport du navire saisi en un port

§58. Le navire saisi sera conduit dans le port le plus voisin de l'Etat capteur ou dans un port d'une puissance alliée où se trouvera un tribunal pour instruire à l'égard du navire saisi.

§59. Le navire saisi ne pourra être conduit dans un port d'une puissance neutre que pour cause de péril de mer, ou lorsque le navire de guerre sera poursuivi par une force ennemie supérieure.

§60. Lorsque, pour cause de péril de mer, le navire de guerre s'est réfugié avec le navire saisi dans un port neutre, ils devront quitter ce port aussitôt que possible, après que la tempête aura cessé. L'Etat neutre a le droit et le devoir de surveiller le navire de guerre et le navire saisi durant leur séjour dans le port.

§61. Lorsque le navire de guerre s'est réfugié avec le navire saisi dans un port neutre, parce qu'il était poursuivi par une force ennemie supérieure, la prise sera relâchée.

§62. Le navire saisi et la cargaison seront, autant que possible, conservés intacts durant le voyage au port ; la cargaison sera close et scellée, sauf dans le cas où la levée des scellés et l'ouverture de la cargaison seraient jugées nécessaires dans l'intérêt de la conservation de celle-ci, avec le consentement du patron.

10. De l'organisation et de la procédure du tribunal d'instruction des prises dans le port d'arrivée

§63. Le tribunal d'instruction, dans le port d'arrivée du navire saisi, se compose de magistrats de l'ordre judiciaire. Le tribunal entend des officiers de marine et des employés de la douane comme experts.

§64. Des délégués de l'Etat capteur et des capturés assistent aux opérations du tribunal. Le ou les capturés sont ordinairement représentés par le consul de leur Etat respectif ou, s'il n'y en a pas dans le port, par le consul d'un Etat ami et neutre. En l'absence d'un tel consul, les capturés sont représentés par des fondés de pouvoir judiciaires choisis par eux.

§65. Le conducteur du navire saisi remet le navire, ainsi que sa cargaison et son équipage, au tribunal d'instruction, lequel prend des dispositions relativement au navire, à la cargaison et à l'équipage.

§66. Sont remis au tribunal par le conducteur du navire saisi, dans les vingt-quatre heures depuis l'arrivée du navire dans le port :

1. Le procès-verbal dressé après la saisie (§ 49) ;

2. Les papiers mis dans une enveloppe cachetée après la saisie (§ 48) ;

3. Les inventaires du navire, de la cargaison et des papiers, documents et lettres trouvés à bord du navire, qui ont été dressés après la saisie (§§ 47 et 48) ;

4. La liste des personnes, trouvées à bord, dressée après la saisie (§ 47) ;

5. Un compte rendu du voyage jusqu'au port d'arrivée.

§67. En même temps, le conducteur du navire saisi atteste, par rapport aux papiers, que ce sont les mêmes qui se trouvaient à bord du navire saisi et qu'ils sont en l'état dans lequel on les y a trouvés. Dans le cas où l'on n'a pas trouvé de papiers, le fait doit être constaté.

§68. Le conducteur du navire saisi présente au tribunal au moins le capitaine ou patron, le subrécargue et le pilote pour être entendus.

§69. Le tribunal d'instruction, après s'être assuré, en présence du conducteur du navire saisi et des capturés, du capitaine ou patron, du pilote et du subrécargue, que les scellés apposés sur le navire, la cargaison et ailleurs sont intacts, procède ensuite, en présence des mêmes personnes, au descellement et à l'ouverture de l'enveloppe cachetée qui lui a été remise ; il enregistre et fait la liste des papiers qui s'y trouvent et des personnes et des inventaires du navire et de la cargaison, en se basant sur les listes et inventaires dressés après la saisie pour contrôler et compléter, au besoin, ces derniers ; il vérifie également si les personnes sont présentes et constate le résultat.

§70. Le conducteur ne quitte pas le navire saisi avant de l'avoir remis, avec sa cargaison, à un gardien désigné par le tribunal d'instruction, ni avant que ce tribunal ait apposé des scellés. Après avoir accompli tous les actes qui lui sont prescrits, le conducteur cesse d'être responsable du navire, de la cargaison et de l'équipage, et la responsabilité passe au gardien qui remet au conducteur un reçu du navire, de la cargaison et de l'équipage.

§71. Le gardien désigné par le tribunal d'instruction prend livraison du navire saisi et de la cargaison et se charge des réparations urgentes du navire, de la conservation de la cargaison ainsi que de l'entretien des personnes restant à bord.

§72. Le navire saisi est conservé autant que possible et l'Etat capteur en supporte les frais jusqu'au jugement final. Le tribunal d'instruction met toutefois en vente publique, sur rapport d'experts, les marchandises sujettes à détérioration et le navire qu'on ne peut conserver à cause de son mauvais état, ou dont la valeur réelle n'est pas en rapport avec les frais qu'occasionnerait sa conservation. La vente publique est annoncée, tant dans le lieu où elle se fait, qu'aussi, pour le navire saisi, dans le lieu du domicile du propriétaire de ce navire. Enfin, en vertu d'une décision du tribunal et du consentement de l'Etat capteur, le tribunal délivre le navire, après estimation, à un réclamant qui prouve qu'il en est le propriétaire légitime, pourvu que celui-ci dépose auprès du tribunal la valeur d'estimation. Même dépôt est fait du produit de la vente publique.

§73. Le tribunal relâche le navire non suspect capturé, en retenant la cargaison suspecte, dans le cas où le règlement demande seulement la condamnation de la cargaison.

§74. Sont avant tout séparés de la cargaison, les objets qui ne sont saisissables en aucun cas ; ils sont délivrés aux propriétaires légitimes. Si tous les intéressés n'y consentent pas, celui qui reçoit les objets doit déposer auprès du tribunal leur valeur estimée par experts. Sous la même condition et du consentement des parties, le tribunal délivre la cargaison au légitime propriétaire. Les réclamants supportent les frais de garde et d'assurance de la cargaison non délivrée, jusqu'à la décision finale.

§75. Si le tribunal juge nécessaire de décharger la cargaison pour la conserver, des experts nommés et assermentés par lui l'inventorient en présence des parties, et la déposent dans un magasin fermé et scellé du cachet du représentant de l'Etat capteur, des capturés et du tribunal. Les objets que des experts déclarent susceptibles de se détériorer promptement sont vendus publiquement sur décision du tribunal.

§76. Des procès-verbaux sont dressés sur la prise de livraison du navire et de la cargaison, ainsi que du déchargement, emmagasinage, fermeture, scellement et délivrance ; les membres du tribunal et les parties présentes signent ces procès-verbaux.

§77. Parmi les personnes trouvées à bord du navire saisi, les militaires ennemis sont remis immédiatement, comme prisonniers de guerre, à l'autorité militaire du lieu même ou du lieu le plus proche, laquelle les met à la disposition du tribunal pour être entendus à la réquisition de celui-ci. Sont remis à l'autorité militaire ceux qui ont assisté l'ennemi ou qui sont soupçonnés de l'avoir assisté. Les autres personnes trouvées à bord du navire y restent sous surveillance, pour un temps fixé par le tribunal, si et autant que le tribunal d'instruction juge leurs dépositions nécessaires. Si le navire est vendu ou détruit dans le port d'arrivée, ceux qu'on aurait dû retenir à son bord resteront aux arrêts judiciaires jusqu'à décision du tribunal. L'instruction terminée, le capitaine ou patron et le subrécargue ne sont mis en liberté que sous caution de *judicio sisti.*

§78. Le tribunal d'instruction a pour tâche principale d'éclaircir complètement l'état des choses, de rechercher particulièrement de quelle manière ont eu lieu l'arrêt, la visite et éventuellement la recherche, ainsi que la saisie, et si le capteur a agi légalement, et les motifs qui ont provoqué la saisie. Si le capteur n'a pas trouvé de papiers à bord du navire saisi, ou si ceux qui y étaient sont incomplets, le tribunal interroge les personnes qui se trouvaient à bord, et s'informe auprès des propriétaires du navire et de la cargaison, ou, s'ils ne sont pas connus, au moyen d'annonces insérées dans des journaux très répandus, dans lesquelles il fait connaître la saisie avec la description exacte du navire et de la cargaison et invite les intéressés à faire valoir leurs droits dans un délai fixé.

§79. Le tribunal, après avoir constaté provisoirement l'état des choses, invite l'Etat capteur et les réclamants légitimes à assister, dans un délai de quatre à six semaines au plus, aux opérations ultérieures du tribunal et à formuler leurs demandes, soit en personne ou par des mandataires à ce dûment autorisés. L'invitation comprend le résumé succinct de l'état des choses provisoirement constaté. En attendant, le conducteur du navire saisi représente l'Etat capteur, et le capitaine ou patron, ou le subrécargue, ou le consul respectif, représente les capturés. Pour les réclamants non représentés le tribunal désigne des curateurs.

§80. Le tribunal, après avoir pris connaissance des journaux, documents et papiers qui lui sont remis par le conducteur du navire saisi (§ 66), commence immédiatement l'audition des personnes se trouvant à bord. Il est obligé d'entendre le conducteur du navire, ainsi que le capteur, dans le cas où les deux ne se confondent pas en une seule et même personne, le capitaine ou patron, le pilote, et le subrécargue lorsque ce n'est pas le capitaine ou le patron lui-même qui était chargé de la surveillance de la cargaison.

§81. Les représentants des parties ont le droit :

1. D'assister à toute l'instruction de l'affaire ;

2. De formuler par écrit ou verbalement des requêtes relatives à la communication ou à la production de pièces ainsi qu'à la mise en état et au jugement de l'affaire, ou pour faire accélérer le procès dans le cas où le tribunal tarderait à le commencer ou qu'il y aurait des retards dans le cours de l'instruction ;

3. De demander l'audition des personnes que le tribunal n'a pas interrogées et de formuler des questions à poser aux personnes à interroger.

§82. L'instruction de l'affaire ne commence que lorsque l'Etat capteur et les réclamants sont représentés. Le tribunal fait connaître complètement à ces représentants toutes les formalités remplies jusqu'à ce jour et communique aux intéressés, pour qu'ils en prennent connaissance, les inventaires et autres pièces.

§83. L'enquête finie, le tribunal, en la faisant connaître, demande aux parties si elles désirent la compléter, et quelles requêtes elles ont encore à présenter. Après avoir donné suite aux requêtes des parties et examiné si les actes de l'enquête sont complets, le tribunal les soumet à l'inspection des intéressés, puis invite le délégué de l'Etat capteur à formuler, dans une quinzaine au plus, un réquisitoire final qui est communiqué aux réclamants pour y répondre dans le même délai. Le tribunal, après avoir reçu les deux déclarations, ou après l'expiration des délais fixés pour leur rentrée, dans le cas ou l'une ou l'autre ne lui serait pas parvenue, propose aux parties un arrangement amiable, et ne transmet que si un tel arrangement ne réussit pas, dans la quinzaine, les actes complets ainsi que tous les documents qui lui ont été remis dès le début, au tribunal des prises, en donnant avis de cette transmission à l'Etat capteur et aux réclamants.

§84. Procès-verbal est dressé de toutes les formalités qui ont eu lieu dans l'instruction. Les personnes interrogées signent leurs déclarations.

*

(13-15 septembre 1882
et 6-7 septembre 1883)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session de Turin – 1882

Conflits des lois commerciales

(Rapporteur : M. T.M.C. Asser)

1. Plusieurs parties du droit commercial devraient être réglées par une législation uniforme, le moyen le plus radical et le plus efficace de faire disparaître les conflits de droit.

2. Les matières à l'égard desquelles l'uniformité est surtout désirable sont : les lettres de change et autres papiers négociables, le contrat de transport et les principales parties du droit maritime.

3. Pour toutes les autres parties du droit commercial, l'intérêt des relations commerciales exige que les principaux conflits soient décidés au moyen de traités, à défaut de dispositions uniformes dans les législations nationales.

*

(12 septembre 1882)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session de Munich – 1883

Projet concernant la procédure dans les procès mixtes entre ressortissants ou protégés d'Etats qui ont le droit de juridiction consulaire dans les pays d'Orient

(Rapporteurs : MM. David Dudley Field, Sir Travers Twiss, Frédéric de Martens)

Les gouvernements des Etats qui ont le droit de juridiction consulaire dans les pays d'Orient reconnaissent la nécessité d'organiser d'un commun accord la procédure dans les procès mixtes entre leurs ressortissants ou protégés respectifs.

Pour les procès mixtes où sont engagés les sujets des pays orientaux, les stipulations des traités conclus avec la Porte ottomane, les pays de l'extrême Orient et le Maroc demeurent en vigueur.

Le présent accord ne s'applique pas aux procès où ne sont engagés que les ressortissants ou protégés d'une seule des Puissances contractantes.

I. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article premier

Il y a lieu de prendre en considération, dans l'organisation des tribunaux, d'un côté, les traités internationaux, de l'autre, les usages établis et les nécessités locales.

Article 2

Ces tribunaux ne seront d'ailleurs compétents que pour les ressortissants des Etats qui auront adhéré formellement au présent accord.

II. DISPOSITIONS SPÉCIALES

1. De l'organisation des tribunaux

Article 3

Le tribunal de première instance compétent est le tribunal consulaire du défendeur. S'il y a deux ou plusieurs défendeurs, le tribunal compétent est le tribunal consulaire de l'un d'eux, au choix du demandeur ; dans ce cas, sur l'invitation du tribunal compétent, le consul des autres défendeurs enjoint à ceux-ci de comparaître et a le droit d'assister aux débats.

Le principe ci-dessus souffre exception toutes les fois que les lois de procédure fixent la compétence d'un autre tribunal, à raison de la matière.

Article 4

Il est établi un tribunal d'appel dans chacun des pays d'Orient où la juridiction consulaire est reconnue. Il porte le nom de cour d'appel.

La cour d'appel est organisée de la manière suivante :

Le gouvernement de chacune des Puissances contractantes nomme un membre ayant fait des études juridiques suffisantes ou ayant fonctionné en qualité de consul-juge.

Les consuls généraux fonctionnant dans le pays où la cour d'appel est instituée peuvent également être nommés membres de celle-ci.

Plusieurs gouvernements peuvent s'entendre pour nommer en commun un seul membre de la cour d'appel.

2. De la procédure devant les tribunaux de première instance

Article 5

La procédure devant le tribunal de première instance est déterminée par la législation de l'Etat dont ce tribunal dépend.

Article 6

Le consul du demandeur a le droit d'assister aux débats.

3. De la procédure devant les cours d'appel

Article 7

Toute décision d'un tribunal de première instance est sujette à appel.

Le délai d'appel est de quarante-cinq jours francs à partir de la signification du jugement, outre les délais de distance.

Article 8

L'acte d'appel doit être motivé.

Il est transmis à la partie contre qui l'appel est formé par les soins du consul de cette partie.

Article 9

La procédure devant la cour d'appel est déterminée par un accord spécial entre les Puissances contractantes.

4. De l'exécution des jugements

Article 10

L'exécution du jugement prononcé par le tribunal de première instance est confiée aux autorités consulaires ou autres de l'Etat auquel appartient, en qualité de ressortissant ou de protégé, la partie contre qui le jugement a été prononcé.

Article 11

L'exécution de l'arrêt prononcé par la cour d'appel est confiée aux autorités consulaires ou autres de l'Etat auquel appartient, en qualité de ressortissant ou de protégé, la partie contre qui l'arrêt a été rendu.

*

(6 septembre 1883)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session de Munich – 1883

Liberté de navigation sur le Congo

(Mémoires de MM. Gustave Moynier et Sir Travers Twiss)

L'Institut de Droit international

Exprime le vœu que le principe de la liberté de navigation, pour toutes les nations, soit appliqué au fleuve du Congo et à ses affluents, et que toutes les Puissances s'entendent sur des mesures propres à prévenir les conflits entre nations civilisées dans l'Afrique équatoriale.

L'Institut charge son Bureau de transmettre ce vœu aux diverses Puissances, en y joignant, mais seulement à titre d'information, le mémoire qui lui a été présenté par l'un de ses membres, M. Moynier, dans la séance du 4 septembre 1883.

*

(7 septembre 1883)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session de Turin – 1882
(§ 1 - § 62)
Session de Munich – 1883
(§ 63 - § 84)

Règlement international des prises maritimes

(Rapporteur : M. August de Bulmerincq)

(La suite de la Résolution, à savoir les paragraphes 85 à 122, se trouvent dans la Résolution "Juridiction nationale et internationale en matière de prises maritimes Session de Heidelberg – 1887).

I. Dispositions générales

§1. Les navires de guerre et les forces militaires d'Etats belligérants sont seuls autorisés à exercer le droit de prise, c'est-à-dire l'arrêt, la visite, la recherche et la saisie des navires de commerce pendant une guerre maritime.

§2. La course est interdite.

§3. L'armement en course demeure permis à titre de rétorsion contre les belligérants qui ne respectent pas le principe du § 2. En ce cas il est interdit de délivrer des commissions à des étrangers.

§4. La propriété privée est inviolable sous la condition de réciprocité, et sauf les cas prévus au § 23.

§5. Le droit de prise à l'égard des belligérants ne s'ouvre qu'après le commencement des hostilités. Il cesse durant l'armistice et avec les préliminaires de la paix. A l'égard des neutres le droit de prise ne peut être exercé qu'après que les belligérants leur ont notifié l'existence de la guerre.

§6. Le droit de prise ne peut être exercé sur les navires et leurs cargaisons que s'ils ont eu connaissance de l'existence de la guerre. Il n'y a pas lieu d'exercer le droit de prise si le patron du navire ou le propriétaire de la cargaison prouve qu'il n'a pas eu cette connaissance.

§7. Si l'Etat belligérant qui somme les navires de commerce ennemis de quitter ses ports leur permet de décharger auparavant les marchandises qu'ils ont à bord et d'en charger de nouvelles, il doit fixer exactement le délai qui leur est accordé à cet effet, et le faire connaître au public. Dans ce cas, le belligérant ne peut laisser exercer un droit de prise contre ces navires avant l'expiration dudit délai.

§8. Le droit de prise ne peut être exercé que dans les eaux des belligérants et en haute mer ; il ne peut pas être exercé dans les eaux neutres ni dans les eaux qui sont expressément, par traité, mises à l'abri des faits de guerre. Le belligérant ne peut pas non plus poursuivre dans les eaux des deux dernières espèces une attaque commencée.

§9. Les prises faites dans les eaux neutres, ou dans les eaux qui sont mises, par traité, à l'abri des faits de guerre, sont nulles. Les navires ou objets capturés doivent être livrés à l'Etat neutre ou riverain pour être restitués par cet Etat à leur propriétaire primitif. En outre, l'Etat du capteur est responsable de tous les dommages et pertes.

II. Dispositions spéciales

1. De l'arrêt

§10. Les navires de guerre d'un Etat belligérant sont autorisés à arrêter, dans les cas prévus par le règlement, tout navire de commerce ou privé qu'ils rencontrent, dans les eaux de leur Etat, ou en haute mer, et ailleurs qu'en des eaux neutres ou soustraites aux faits de guerre.

§11. Le navire de guerre du belligérant, pour inviter le navire de commerce à s'arrêter, se servira comme signal d'un coup de canon de semonce à boulet perdu ou à poudre. Avant ou en même temps, le navire de guerre hissera son pavillon au-dessus duquel, en temps de nuit, un fanal sera placé. A ce signal, le navire arrêté hissera son pavillon et se mettra en panne pour attendre la visite. Le navire de guerre enverra alors au navire arrêté une chaloupe montée par un officier accompagné d'un nombre d'hommes suffisant, dont deux ou trois seulement monteront avec l'officier à bord du navire arrêté.

§12. Le navire arrêté ne pourra jamais être requis d'envoyer à bord du navire de guerre son patron ou une personne quelconque, pour montrer ses papiers ou pour toute autre cause.

§13. Le navire de commerce est obligé de s'arrêter ; il lui est interdit de continuer sa route. S'il le fait néanmoins, le navire de guerre a le droit de le poursuivre et de l'arrêter de force.

2. De la visite

§14. Le droit de visite s'exerce dans les eaux des belligérants, en tant qu'elles ne sont pas mises, par traité, à l'abri des faits de guerre, et en haute mer ; il s'exerce à l'égard des navires de commerce, mais non à l'égard des navires de guerre d'un Etat neutre, ni à l'égard d'autres navires appartenant ostensiblement à un tel Etat, ni à l'égard des navires de commerce neutres qui sont convoyés par un navire de guerre de leur Etat.

§15. Le droit de visite s'exerce, soit en vue de vérifier la nationalité du navire arrêté, soit pour constater s'il fait un transport interdit, soit pour constater une violation de blocus.

§16. Lorsque des navires de commerce neutres sont convoyés, ils ne seront pas visités, si le commandant du convoi remet au navire du belligérant qui l'arrête une liste des navires convoyés et une déclaration signée par lui et portant qu'il ne se trouve à leur bord aucune contrebande de guerre, et quelles sont la nationalité et la destination des navires convoyés.

§17. Lorsque le navire à visiter est un paquebot-poste, il ne sera pas visité, si le commissaire du gouvernement dont il porte le pavillon, se trouvant à son bord, déclare par écrit que le paquebot ne transporte ni des dépêches ni des troupes pour l'ennemi, ni de la contrebande de guerre pour le compte ou à destination de l'ennemi.

§18. La visite à laquelle doit se soumettre tout navire qui n'en est pas exempt en vertu des dispositions des articles 16 et 17, commence par l'examen des papiers de bord du navire arrêté. Si ces papiers sont trouvés en règle ou s'il ne se présente rien de suspect, le navire arrêté peut continuer sa route. Pourront de même continuer leur route les navires neutres destinés à des expéditions scientifiques, à condition qu'ils observent les lois de la neutralité.

3. De la recherche

§19. Si les papiers de bord ne sont pas en ordre, ou si la visite opérée a fait naître un soupçon fondé, comme il est dit en l'article qui suit, l'officier qui a opéré la visite est autorisé à procéder à la recherche. Le navire ne peut s'y opposer ; s'il s'y oppose néanmoins, la recherche peut être opérée de force.

§20. Il y a soupçon fondé dans les cas suivants :

1. Lorsque le navire arrêté n'a pas mis en panne sur l'invitation du navire de guerre ;

2. Lorsque le navire arrêté s'est opposé à la visite des cachettes supposées receler des papiers de bord ou de la contrebande de guerre ;

3. Lorsqu'il a des papiers doubles, ou faux, ou falsifiés, ou secrets, ou que ses papiers sont insuffisants, ou qu'il n'a point de papiers ;

4. Lorsque les papiers ont été jetés à la mer ou détruits de quelque autre façon, surtout si ces faits se sont passés après que le navire a pu s'apercevoir de l'approche du navire de guerre ;

5. Lorsque le navire arrêté navigue sous un pavillon faux.

§21. Il n'est pas permis aux personnes qui sont chargées d'opérer la recherche d'ouvrir ni de rompre des armoires, réduits, caisses, cassettes, tonnes, futailles ou autres cachettes pouvant renfermer une partie de la cargaison, ni d'examiner arbitrairement les objets faisant partie de la cargaison qui se trouvent répandus à découvert dans le navire.

§22. Dans les cas de soupçon mentionnés au § 20, s'il n'y a pas de résistance à la recherche, l'officier qui y procède doit faire ouvrir les réduits par le patron, et faire faire la recherche dans la cargaison à découvert sur le navire avec le concours du patron.

4. De la saisie

§23. La saisie d'un navire ou d'une cargaison, ennemi ou neutre, n'a lieu que dans les cas suivants :

1. Lorsqu'il résulte de la visite que les papiers de bord ne sont pas en ordre ;

2. Dans tous les cas de soupçon mentionnés au § 20 ;

3. Lorsqu'il résulte de la visite, ou de la recherche, que le navire arrêté fait des transports prohibés pour le compte et à destination de l'ennemi ;

4. Lorsque le navire a été pris en violation de blocus ;

5. Lorsque le navire a pris part aux hostilités ou est destiné à y prendre part.

5. De la nationalité du navire, de la cargaison et de l'équipage

§24. La nationalité du navire, de sa cargaison, de son équipage doit être constatée par les papiers de bord trouvés sur le navire saisi, sans exclusion, toutefois, d'une production ultérieure devant les tribunaux des prises.

§25. La question de savoir si les conditions de nationalité sont remplies est décidée selon la législation de l'Etat auquel le navire est ressortissant.

§26. L'acte juridique constatant la vente d'un navire ennemi faite pendant la guerre doit être parfait, et le navire doit être enregistré conformément à la législation du pays dont il acquiert la nationalité, avant qu'il quitte le port de sortie. La nouvelle nationalité ne peut être acquise au navire par une vente faite en cours de voyage.

§27. Les papiers de bord requis en vertu du droit international sont les suivants :

1. Les documents relatifs à la propriété du navire ;

2. Le connaissement ;

3. Le rôle d'équipage avec l'indication de la nationalité du patron et de l'équipage ;

4. Le certificat de nationalité, si les documents mentionnés sous le chiffre 3 n'y suppléent pas ;

5. Le journal de bord.

§28. Les documents énoncés au précédent article doivent, pour avoir force probante, être rédigés clairement et sans équivoque.

§29. Si, dans la constatation d'une circonstance déterminante pour la saisie, il y a évidence quant à la nationalité ou la destination du navire, ou quant à la nature de la cargaison, ou quant à la nationalité du patron et de l'équipage, suivant le fait dont il s'agit, - et qu'un papier de bord ordinairement relatif à l'une de ces questions manque - la seule absence de ce papier n'est pas un motif de saisie, pourvu toutefois que les autres papiers de bord soient parfaitement d'accord entre eux sur le point en question.

6. Des transports interdits durant la guerre

§30[1]. Sont sujets à saisie, durant la guerre, les objets qui, expressément faits pour la guerre, y servant dans leur état actuel immédiatement et spécialement, et transportés par mer pour le compte ou à destination d'un belligérant, rentrent dans la catégorie de la contrebande de guerre.

§31. Les objets de contrebande doivent être réellement à bord au moment de la recherche.

§32. Ne sont pas réputés contrebande de guerre les objets nécessaires à la défense de l'équipage et du navire, pourvu que le navire n'en ait pas fait usage pour résister à l'arrêt, à la visite, à la recherche ou à la saisie.

§33. Le navire arrêté pour cause de contrebande de guerre peut continuer sa route, si sa cargaison ne se compose pas, exclusivement ou en majeure partie, de contrebande de guerre, et que le patron soit prêt à livrer celle-ci au navire du belligérant et que le déchargement puisse avoir lieu sans obstacle selon l'avis du commandant du croiseur.

§34[2]. Les transports illégaux d'agents, de militaires et de dépêches, pour le compte d'un belligérant, assimilés jusqu'à présent aux faits de contrebande, seront traités comme service de transport interdit, selon la seconde partie du Règlement international de la contrebande de guerre.

---

[1] Le texte primitif de ce paragraphe 30 adopté le 14 septembre 1882 à la Session de Turin avait la teneur suivante :

"Sont sujets à saisie, durant la guerre, les objets susceptibles d'être employés à la guerre immédiatement, qui sont transportés par des navires de commerce nationaux, neutres ou ennemis, pour le compte ou à destination de l'ennemi (contrebande de guerre). Les gouvernements belligérants auront à déterminer d'avance, à l'occasion de chaque guerre, les objets qu'ils tiendront pour tels."

Le texte définitif fut accepté le 1er septembre 1897 à la Session de Copenhague, en vue de mettre le Règlement sur les prises maritimes de 1887 en harmonie avec le Règlement sur la contrebande de guerre de 1896.

[2] Le texte primitif de ce paragraphe 34 adopté le 14 septembre 1882 à la Session de Turin avait la teneur suivante :

"Sont assimilés au transport interdit de contrebande de guerre (§ 30) les transports de troupes pour les opérations militaires, sur terre et sur mer, de l'ennemi, ainsi que les transports de la correspondance officielle de l'ennemi, par les navires de commerce, nationaux, neutres ou ennemis".

Le texte définitif fut accepté le 1er septembre 1897 à la Session de Copenhague, en vue de mettre le Règlement sur les prises maritimes de 1887 en harmonie avec le Règlement sur la contrebande de guerre de 1897.

7. Du blocus

§35. Le blocus déclaré et notifié est effectif lorsqu'il existe un danger imminent pour l'entrée ou la sortie du port bloqué, à cause d'un nombre suffisant de navires de guerre stationnés ou ne s'écartant que momentanément de leur station.

§36. La déclaration du blocus doit déterminer non seulement les limites du blocus par leurs latitude et longitude, et le moment précis où le blocus commencera, mais encore, éventuellement, le délai qui peut être accordé aux navires de commerce pour décharger, recharger et sortir du port (§ 7).

§37. Le commandant du blocus doit, en outre, notifier la déclaration du blocus aux autorités et aux consuls du lieu bloqué. Les mêmes formalités seront remplies lors du rétablissement d'un blocus qui a cessé d'être effectif, et lorsque le blocus sera étendu à des points nouveaux.

§38. Si les navires bloquants s'éloignent de leur station pour un motif autre que le mauvais temps constaté, le blocus est considéré comme levé ; il doit alors être de nouveau déclaré et notifié.

§39. Il est interdit aux navires de commerce d'entrer dans les places et ports qui se trouvent en état de blocus effectif et d'en sortir.

§40. Cependant, il est permis aux navires de commerce d'entrer, pour cause de mauvais temps, dans le port bloqué, mais seulement après constatation par le commandant du blocus, de la persistance de la force majeure.

§41. S'il est évident qu'un navire de commerce approchant du port bloqué n'a pas eu connaissance du blocus déclaré et effectif, le commandant du blocus l'en avertira, inscrira l'avertissement dans les papiers de bord du navire averti, tout au moins dans le certificat de nationalité et dans le journal de bord, en marquant la date de l'avertissement, et invitera le navire à s'éloigner du port bloqué, en l'autorisant à continuer son voyage vers un port non bloqué.

§42. On admet l'ignorance du blocus, lorsque le temps écoulé depuis la déclaration du blocus est trop peu considérable pour que le navire en cours de voyage, qui a tenté d'entrer dans le port bloqué, ait pu en être instruit.

§43. Un navire de commerce sera saisi pour violation de blocus lorsqu'il aura essayé par force ou par ruse de pénétrer à travers la ligne de blocus, ou si, après avoir été renvoyé une première fois, il a essayé de nouveau de pénétrer dans le même port bloqué.

§44. Ni le fait qu'un navire de commerce est dirigé sur un port bloqué, ni le simple affrètement, ni la seule destination du navire pour un tel port, ne justifient la saisie pour violation de blocus. En aucun cas, la supposition d'un voyage continu ne peut justifier la condamnation pour violation de blocus.

8. Des formalités qui suivent la saisie

§45. Après la saisie, le capteur fermera les écoutilles et la soute aux poudres du navire saisi et y apposera ses scellés. Il fera de même à l'égard de la cargaison, après que celle-ci aura été inventoriée.

§46. Il ne sera rien vendu, ni déchargé, ni échangé, ni en général distrait, consommé, ou détérioré de la cargaison.

Si cependant la cargaison consiste en choses pouvant se gâter facilement, ou si ces choses sont avariées, le capteur prendra les mesures les plus convenables pour la conservation de la cargaison, du consentement et en présence du patron, ainsi qu'en présence d'un consul de la nationalité du navire saisi, s'il s'en trouve un dans le voisinage du lieu de la capture. Le commandant du navire capteur procédera, à cet effet, à l'inspection de la cargaison.

§47. Le capteur dressera l'inventaire du navire saisi et de la cargaison, ainsi que la liste des personnes trouvées à bord, et fera passer à bord du navire saisi un équipage suffisant pour s'assurer du navire et y maintenir l'ordre.

§48. Le capteur saisira tous les papiers de bord, documents et lettres qui se trouvent sur le navire saisi. Ces papiers, documents et lettres seront réunis dans un paquet revêtu du cachet du commandant du navire de guerre et de celui du patron du navire saisi ; il sera dressé inventaire de ces papiers, documents et lettres, et le commandant du navire de guerre déclarera par écrit, dans le procès-verbal, que ce sont là tous les papiers trouvés sur le navire ; il y ajoutera une mention indiquant quels papiers manquaient au moment de la saisie, et dans quel état se trouvaient les papiers saisis, notamment s'ils paraissent avoir été altérés.

§49. Le capteur dressera procès-verbal de la saisie ainsi que de l'état du navire et de la cargaison, en y mentionnant le jour et l'heure de la saisie ; à quelle hauteur elle a eu lieu ; la circonstance qui l'a motivée ; le nom du navire et celui du patron ; le nombre d'hommes composant l'équipage ; la nationalité du navire, du patron et de l'équipage ; sous quel pavillon naviguait le navire au moment de l'arrêt et s'il y a eu résistance de la part du navire, et de quelle nature a été la résistance. Seront joints au procès-verbal les inventaires du navire, de la cargaison et des papiers de bord, avec mention au procès-verbal que ces inventaires ont été dressés. Copie du procès-verbal sera transmise à l'autorité militaire supérieure de laquelle relève le navire capteur.

§50. Il sera permis au capteur de brûler ou de couler bas le navire ennemi saisi, après avoir fait passer sur le navire de guerre les personnes qui se trouvaient à bord et déchargé autant que possible la cargaison, et après que le commandant du navire capteur aura pris à sa charge les papiers de bord et les objets importants pour l'enquête judiciaire et pour les réclamations des propriétaires de la cargaison en dommages-intérêts, dans les cas suivants :

1. Lorsqu'il n'est pas possible de tenir le navire à flot, à cause de son mauvais état, la mer étant houleuse ;

2. Lorsque le navire marche si mal qu'il ne peut pas suivre le navire de guerre et pourrait facilement être repris par l'ennemi ;

3. Lorsque l'approche d'une force ennemie supérieure fait craindre la reprise du navire saisi ;

4. Lorsque le navire de guerre ne peut mettre sur le navire saisi un équipage suffisant, sans trop diminuer celui qui est nécessaire à sa propre sûreté ;

5. Lorsque le port où il serait possible de conduire le navire saisi est trop éloigné.

§51. Il sera dressé procès-verbal de la destruction du navire saisi et des motifs qui l'ont amenée ; ce procès-verbal sera transmis à l'autorité militaire supérieure et au tribunal d'instruction le plus proche, lequel examinera et, au besoin, complétera les actes y relatifs et les transmettra au tribunal des prises.

§52. Des personnes se trouvant à bord du navire saisi, les seules qui seront considérées comme prisonniers de guerre sont celles qui font partie de la force militaire de l'ennemi, et celles qui ont assisté l'ennemi ou sont soupçonnées de l'avoir assisté.

§53. Le patron, le subrécargue, le pilote et les autres personnes qu'il pourra être nécessaire d'entendre pour la constatation des faits seront retenus à bord provisoirement. Ces personnes ne seront autorisées à quitter le bord, après leur déposition, qu'en vertu d'une décision du tribunal instructeur.

§54. Les personnes trouvées et retenues à bord seront nourries et, au besoin, vêtues et soignées par le gouvernement de l'Etat auquel appartient le navire capteur. Le patron fournira caution pour les frais qui en résulteront, lesquels pourront être remboursés en vertu du jugement.

§55. On laissera aux hommes de l'équipage les effets servant à leur usage personnel.

§56. Il n'est pas permis au capteur de débarquer les hommes de l'équipage qui ne sont pas nécessaires pour l'enquête et qu'il y a lieu de renvoyer immédiatement, faute de place, sur le navire capteur ou, faute de vivres, sur des terres incultes et inhabitées ni sur des terres où leur vie et leur liberté seraient en danger. Mais il sera permis au capteur de faire passer ces hommes à bord de navires neutres ou alliés qu'il pourra rencontrer, et de les débarquer sur des territoires cultivés et habités.

§57. Le capitaine du navire capteur répond du bon traitement et du bon entretien des personnes trouvées à bord du navire saisi, par l'équipage du navire capteur et par celui qui conduit le navire saisi ; il ne doit pas tolérer que celles même d'entre ces personnes qui sont prisonniers de guerre soient employées à des travaux avilissants.

9. Du transport du navire saisi en un port

§58. Le navire saisi sera conduit dans le port le plus voisin de l'Etat capteur ou dans un port d'une puissance alliée où se trouvera un tribunal pour instruire à l'égard du navire saisi.

§59. Le navire saisi ne pourra être conduit dans un port d'une puissance neutre que pour cause de péril de mer, ou lorsque le navire de guerre sera poursuivi par une force ennemie supérieure.

§60. Lorsque, pour cause de péril de mer, le navire de guerre s'est réfugié avec le navire saisi dans un port neutre, ils devront quitter ce port aussitôt que possible, après que la tempête aura cessé. L'Etat neutre a le droit et le devoir de surveiller le navire de guerre et le navire saisi durant leur séjour dans le port.

§61. Lorsque le navire de guerre s'est réfugié avec le navire saisi dans un port neutre, parce qu'il était poursuivi par une force ennemie supérieure, la prise sera relâchée.

§62. Le navire saisi et la cargaison seront, autant que possible, conservés intacts durant le voyage au port ; la cargaison sera close et scellée, sauf dans le cas où la levée des scellés et l'ouverture de la cargaison seraient jugées nécessaires dans l'intérêt de la conservation de celle-ci, avec le consentement du patron.

10. De l'organisation et de la procédure du tribunal d'instruction des prises dans le port d'arrivée

§63. Le tribunal d'instruction, dans le port d'arrivée du navire saisi, se compose de magistrats de l'ordre judiciaire. Le tribunal entend des officiers de marine et des employés de la douane comme experts.

§64. Des délégués de l'Etat capteur et des capturés assistent aux opérations du tribunal. Le ou les capturés sont ordinairement représentés par le consul de leur Etat respectif ou, s'il n'y en a pas dans le port, par le consul d'un Etat ami et neutre. En l'absence d'un tel consul, les capturés sont représentés par des fondés de pouvoir judiciaires choisis par eux.

§65. Le conducteur du navire saisi remet le navire, ainsi que sa cargaison et son équipage, au tribunal d'instruction, lequel prend des dispositions relativement au navire, à la cargaison et à l'équipage.

§66. Sont remis au tribunal par le conducteur du navire saisi, dans les vingt-quatre heures depuis l'arrivée du navire dans le port :

1. Le procès-verbal dressé après la saisie (§ 49) ;

2. Les papiers mis dans une enveloppe cachetée après la saisie (§ 48) ;

3. Les inventaires du navire, de la cargaison et des papiers, documents et lettres trouvés à bord du navire, qui ont été dressés après la saisie (§§ 47 et 48) ;

4. La liste des personnes, trouvées à bord, dressée après la saisie (§ 47) ;

5. Un compte rendu du voyage jusqu'au port d'arrivée.

§67. En même temps, le conducteur du navire saisi atteste, par rapport aux papiers, que ce sont les mêmes qui se trouvaient à bord du navire saisi et qu'ils sont en l'état dans lequel on les y a trouvés. Dans le cas où l'on n'a pas trouvé de papiers, le fait doit être constaté.

§68. Le conducteur du navire saisi présente au tribunal au moins le capitaine ou patron, le subrécargue et le pilote pour être entendus.

§69. Le tribunal d'instruction, après s'être assuré, en présence du conducteur du navire saisi et des capturés, du capitaine ou patron, du pilote et du subrécargue, que les scellés apposés sur le navire, la cargaison et ailleurs sont intacts, procède ensuite, en présence des mêmes personnes, au descellement et à l'ouverture de l'enveloppe cachetée qui lui a été remise ; il enregistre et fait la liste des papiers qui s'y trouvent et des personnes et des inventaires du navire et de la cargaison, en se basant sur les listes et inventaires dressés après la saisie pour contrôler et compléter, au besoin, ces derniers ; il vérifie également si les personnes sont présentes et constate le résultat.

§70. Le conducteur ne quitte pas le navire saisi avant de l'avoir remis, avec sa cargaison, à un gardien désigné par le tribunal d'instruction, ni avant que ce tribunal ait apposé des scellés. Après avoir accompli tous les actes qui lui sont prescrits, le conducteur cesse d'être responsable du navire, de la cargaison et de l'équipage, et la responsabilité passe au gardien qui remet au conducteur un reçu du navire, de la cargaison et de l'équipage.

§71. Le gardien désigné par le tribunal d'instruction prend livraison du navire saisi et de la cargaison et se charge des réparations urgentes du navire, de la conservation de la cargaison ainsi que de l'entretien des personnes restant à bord.

§72. Le navire saisi est conservé autant que possible et l'Etat capteur en supporte les frais jusqu'au jugement final. Le tribunal d'instruction met toutefois en vente publique, sur rapport d'experts, les marchandises sujettes à détérioration et le navire qu'on ne peut conserver à cause de son mauvais état, ou dont la valeur réelle n'est pas en rapport avec les frais qu'occasionnerait sa conservation. La vente publique est annoncée, tant dans le lieu où elle se fait, qu'aussi, pour le navire saisi, dans le lieu du domicile du propriétaire de ce navire. Enfin, en vertu d'une décision du tribunal et du consentement de l'Etat capteur, le tribunal délivre le navire, après estimation, à un réclamant qui prouve qu'il en est le propriétaire légitime, pourvu que celui-ci dépose auprès du tribunal la valeur d'estimation. Même dépôt est fait du produit de la vente publique.

§73. Le tribunal relâche le navire non suspect capturé, en retenant la cargaison suspecte, dans le cas où le règlement demande seulement la condamnation de la cargaison.

§74. Sont avant tout séparés de la cargaison, les objets qui ne sont saisissables en aucun cas ; ils sont délivrés aux propriétaires légitimes. Si tous les intéressés n'y consentent pas, celui qui reçoit les objets doit déposer auprès du tribunal leur valeur estimée par experts. Sous la même condition et du consentement des parties, le tribunal délivre la cargaison au légitime propriétaire. Les réclamants supportent les frais de garde et d'assurance de la cargaison non délivrée, jusqu'à la décision finale.

§75. Si le tribunal juge nécessaire de décharger la cargaison pour la conserver, des experts nommés et assermentés par lui l'inventorient en présence des parties, et la déposent dans un magasin fermé et scellé du cachet du représentant de l'Etat capteur, des capturés et du tribunal. Les objets que des experts déclarent susceptibles de se détériorer promptement sont vendus publiquement sur décision du tribunal.

§76. Des procès-verbaux sont dressés sur la prise de livraison du navire et de la cargaison, ainsi que du déchargement, emmagasinage, fermeture, scellement et délivrance ; les membres du tribunal et les parties présentes signent ces procès-verbaux.

§77. Parmi les personnes trouvées à bord du navire saisi, les militaires ennemis sont remis immédiatement, comme prisonniers de guerre, à l'autorité militaire du lieu même ou du lieu le plus proche, laquelle les met à la disposition du tribunal pour être entendus à la réquisition de celui-ci. Sont remis à l'autorité militaire ceux qui ont assisté l'ennemi ou qui sont soupçonnés de l'avoir assisté. Les autres personnes trouvées à bord du navire y restent sous surveillance, pour un temps fixé par le tribunal, si et autant que le tribunal d'instruction juge leurs dépositions nécessaires. Si le navire est vendu ou détruit dans le port d'arrivée, ceux qu'on aurait dû retenir à son bord resteront aux arrêts judiciaires jusqu'à décision du tribunal. L'instruction terminée, le capitaine ou patron et le subrécargue ne sont mis en liberté que sous caution de *judicio sisti.*

§78. Le tribunal d'instruction a pour tâche principale d'éclaircir complètement l'état des choses, de rechercher particulièrement de quelle manière ont eu lieu l'arrêt, la visite et éventuellement la recherche, ainsi que la saisie, et si le capteur a agi légalement, et les motifs qui ont provoqué la saisie. Si le capteur n'a pas trouvé de papiers à bord du navire saisi, ou si ceux qui y étaient sont incomplets, le tribunal interroge les personnes qui se trouvaient à bord, et s'informe auprès des propriétaires du navire et de la cargaison, ou, s'ils ne sont pas connus, au moyen d'annonces insérées dans des journaux très répandus, dans lesquelles il fait connaître la saisie avec la description exacte du navire et de la cargaison et invite les intéressés à faire valoir leurs droits dans un délai fixé.

§79. Le tribunal, après avoir constaté provisoirement l'état des choses, invite l'Etat capteur et les réclamants légitimes à assister, dans un délai de quatre à six semaines au plus, aux opérations ultérieures du tribunal et à formuler leurs demandes, soit en personne ou par des mandataires à ce dûment autorisés. L'invitation comprend le résumé succinct de l'état des choses provisoirement constaté. En attendant, le conducteur du navire saisi représente l'Etat capteur, et le capitaine ou patron, ou le subrécargue, ou le consul respectif, représente les capturés. Pour les réclamants non représentés le tribunal désigne des curateurs.

§80. Le tribunal, après avoir pris connaissance des journaux, documents et papiers qui lui sont remis par le conducteur du navire saisi (§ 66), commence immédiatement l'audition des personnes se trouvant à bord. Il est obligé d'entendre le conducteur du navire, ainsi que le capteur, dans le cas où les deux ne se confondent pas en une seule et même personne, le capitaine ou patron, le pilote, et le subrécargue lorsque ce n'est pas le capitaine ou le patron lui-même qui était chargé de la surveillance de la cargaison.

§81. Les représentants des parties ont le droit :

1. D'assister à toute l'instruction de l'affaire ;

2. De formuler par écrit ou verbalement des requêtes relatives à la communication ou à la production de pièces ainsi qu'à la mise en état et au jugement de l'affaire, ou pour faire accélérer le procès dans le cas où le tribunal tarderait à le commencer ou qu'il y aurait des retards dans le cours de l'instruction ;

3. De demander l'audition des personnes que le tribunal n'a pas interrogées et de formuler des questions à poser aux personnes à interroger.

§82. L'instruction de l'affaire ne commence que lorsque l'Etat capteur et les réclamants sont représentés. Le tribunal fait connaître complètement à ces représentants toutes les formalités remplies jusqu'à ce jour et communique aux intéressés, pour qu'ils en prennent connaissance, les inventaires et autres pièces.

§83. L'enquête finie, le tribunal, en la faisant connaître, demande aux parties si elles désirent la compléter, et quelles requêtes elles ont encore à présenter. Après avoir donné suite aux requêtes des parties et examiné si les actes de l'enquête sont complets, le tribunal les soumet à l'inspection des intéressés, puis invite le délégué de l'Etat capteur à formuler, dans une quinzaine au plus, un réquisitoire final qui est communiqué aux réclamants pour y répondre dans le même délai. Le tribunal, après avoir reçu les deux déclarations, ou après l'expiration des délais fixés pour leur rentrée, dans le cas ou l'une ou l'autre ne lui serait pas parvenue, propose aux parties un arrangement amiable, et ne transmet que si un tel arrangement ne réussit pas, dans la quinzaine, les actes complets ainsi que tous les documents qui lui ont été remis dès le début, au tribunal des prises, en donnant avis de cette transmission à l'Etat capteur et aux réclamants.

§84. Procès-verbal est dressé de toutes les formalités qui ont eu lieu dans l'instruction. Les personnes interrogées signent leurs déclarations.

*

(13-15 septembre 1882
et 6-7 septembre 1883)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session de Munich - 1883

Règles relatives aux conflits des lois pénales en matière de compétence

(Rapporteurs : MM. Charles Brocher, Ludwig von Bar et Emile Brusa)

Article premier

La compétence territoriale de la loi pénale est celle du pays où se trouve le coupable lors de son activité criminelle.

Article 2

La justice pénale d'un pays dans le territoire duquel se réalisent ou devaient se réaliser, selon l'intention du coupable, les effets de son activité, n'est pas compétente à raison de ces effets seuls.

Article 3

Par contre, si la réalisation desdits effets devait, selon l'intention de l'agent, avoir lieu seulement dans un pays dont la législation pénale ne regarde comme criminels ni l'action destinée à produire ces effets, ni ces effets mêmes, l'Etat dans le territoire duquel l'*action* est commise ne pourra déclarer punissable cette action comme tentative ou acte préparatoire.

Il pourra déclarer punissable cette action expressément comme délit spécial, en faisant abstraction des effets que l'agent voulait atteindre.

Article 4

Par le mot "coupable", on comprend toutes sortes de "coupables" - principaux, secondaires ou accessoires - participant d'une façon quelconque à l'infraction (auteurs, provocateurs, aides et complices en général, continuateurs, receleurs et tous ceux qui favorisent l'impunité).

Article 5

Toutefois, des Etats limitrophes ou voisins pourraient, en vertu d'un traité et après consentement préalable du gouvernement, s'accorder réciproquement une prorogation de leur compétence territoriale en vue de réunir, dans le même procès, le jugement du coupable accessoire ou secondaire avec celui du coupable principal, ou d'un autre coupable accessoire ou secondaire, pourvu qu'il ne s'agisse pas d'infractions ou attentats à la sûreté politique d'un Etat, et que le tribunal décrète la peine encourue selon la loi de l'activité criminelle (articles 1-3).

Article 6

Lorsque la loi pénale d'un pays, compétente d'après le principe de la territorialité (articles 1-3), considère comme infraction une et indivisible dans le sens juridique, des actes commis en partie au dedans des frontières et en partie au dehors, la justice pénale de ce pays pourrait juger et punir même les actes commis à l'étranger.

Il y aurait donc une compétence pénale double ou même multiple, dont l'une, dûment exercée par prévention, exclurait l'autre et serait respectée partout, sauf les cas des délits contre la sûreté de l'Etat et des infractions mentionnées à l'article 8.

Article 7

Chaque Etat conserve le droit d'étendre sa loi pénale nationale à des faits commis par ses nationaux à l'étranger.

Article 8

Tout Etat a le droit de punir les faits commis même hors de son territoire et par des étrangers en violation de ses lois pénales, alors que ces faits constituent une atteinte à l'existence sociale de l'Etat en cause et compromettent sa sécurité, et qu'ils ne sont point prévus par la loi pénale du pays sur le territoire duquel ils ont eu lieu.

Article 9

Les nationaux restent responsables, selon la législation de leur patrie, pour toute infraction dont ils se rendent coupables dans des pays qui ne sont soumis à aucune souveraineté quelconque, ou qui sont régis par une justice pénale fondée sur des principes tout à fait différents de ceux qui sont adoptés par les législations des pays chrétiens ou reconnaissant les principes du droit des pays chrétiens.

Dans cette hypothèse cependant, le juge est tout particulièrement tenu d'avoir égard aux circonstances de fait qui peuvent amoindrir ou exclure la culpabilité.

La législation nationale peut établir des règles spéciales pour ces cas.

Article 10

Chaque Etat chrétien (ou reconnaissant les principes du droit des pays chrétiens), ayant sous sa main le coupable, pourra juger et punir ce dernier, lorsque, nonobstant des preuves certaines de prime abord d'un crime grave et de la culpabilité, le lieu de l'activité ne peut pas être constaté ou que l'extradition du coupable, même à sa justice nationale, n'est pas admise ou est réputée dangereuse.

Dans ces cas, le tribunal jugera d'après la loi la plus favorable à l'accusé, eu égard à la probabilité du lieu du crime, à la nationalité du coupable et à la loi pénale du tribunal même.

Article 11

Le tribunal qui, d'après les règles mentionnées ci-dessus, doit appliquer la loi la plus favorable à l'accusé, en cas de divergence des peines sanctionnées dans les législations différentes, apprécie souverainement la gravité des peines. La peine de mort est toujours regardée comme étant la plus sévère.

Article 12

Les peines prononcées par jugement régulier des tribunaux d'un Etat quelconque, même non compétent, mais dûment subies doivent empêcher toute poursuite dirigée à raison du même fait contre le coupable. Seraient exceptés, toutefois, les délits contre la sûreté des Etats et les délits mentionnés ci-dessus à l'article 8.

Une peine subie seulement en partie, s'il n'y a pas eu remise du reste, n'entraverait pas la poursuite devant les tribunaux d'un autre pays.

Cependant, dans ce cas, on offrira l'extradition même d'un national, lorsqu'il y a extradition entre les pays respectifs et que le coupable préfère l'extradition ; excepté seulement les cas des crimes et délits contre la sûreté de l'Etat et ceux mentionnés, ci-dessus, à l'article 8.

Toutes les fois qu'il y a lieu d'exercer de nouvelles poursuites après un jugement prononcé à l'étranger, on tiendra compte de la peine que le coupable a déjà subie du chef du même fait. L'appréciation du tribunal quant à la mitigation de la peine, dans ces cas, sera souveraine.

Article 13

Les acquittements prononcés du chef d'insuffisance des preuves produites contre l'accusé seraient valables partout. De même, les grâces accordées par le souverain d'un pays ayant sous sa main le coupable.

Les acquittements motivés par la non-criminalité du fait auraient même force que la loi du pays déclarant non punissable ce même fait.

S'il y avait doute quant à la portée du jugement, la présomption serait en faveur du prévenu.

La prescription est traitée de la même manière que l'acquittement motivé par la non-criminalité.

Ces règles ne s'appliquent pas aux délits contre la sûreté de l'Etat, ni aux cas exceptionnels mentionnés à l'article 8.

Article 14

L'exécution de la peine ne peut jamais avoir lieu hors du pays où le jugement est prononcé, sauf le cas d'une convention internationale ou conclue entre les membres d'un Etat formant un système fédératif.

Article 15

L'aggravation de la peine à raison de récidive, quand la condamnation antérieure est émanée d'un tribunal étranger, ne peut être appliquée qu'après examen préalable de l'infraction antérieure. Cependant, selon l'avis du tribunal, le *dossier* de l'instruction étrangère pourra suffire. Le tribunal, vu les circonstances et les doutes soulevés, pourra écarter souverainement la question d'aggravation à raison de récidive.

*

(7 septembre 1883)

§JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session de Bruxelles – 1885

Vœu concernant la publication des traités

L'Institut de Droit international

Exprime le vœu que les Hauts Gouvernements des divers Etats veuillent bien prendre soin de faire recueillir et publier dans des collections particulières, soit officiellement, soit en encourageant et favorisant les entreprises d'hommes compétents, les traités et actes internationaux conclus et faits par eux, dont la publication ne serait pas interdite par des raisons d'Etat ou par des convenances politiques.

L'Institut désire, en outre, que ces publications soient faites aussi générales et complètes que possible, pour qu'elles puissent offrir à la science du droit international la connaissance parfaite et exacte des relations de droit actuellement en vigueur entre les différents Etats.

L'Institut charge son Bureau de transmettre ce vœu aux Hauts Gouvernements, en y joignant, à titre d'information, le mémoire qui lui a été présenté par un de ses membres.

*

(11 septembre 1885)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session de Bruxelles – 1885

Propositions pour un accord international aux fins de l'institution d'un Comité international permanent pour faciliter aux gouvernements et aux citoyens de chaque pays la connaissance des lois actuellement en vigueur

(Rapporteur : M. César Norsa)

L'Institut

Emet les vœux suivants :

1. Que les gouvernements s'engagent à se communiquer les lois qui sont en vigueur et qui seront promulguées ultérieurement dans leurs Etats respectifs, conformément à ce qui suit ;

2. Que, parmi les lois à communiquer, on comprendra :

a) Les codes, les lois et les règlements qui concernent le droit civil et commercial, le droit pénal, les procédures civile et pénale, y compris celles qui regardent la faillite ou le concours des créanciers, et l'organisation judiciaire ;

b) Les lois et les règlements qui se rapportent au droit administratif et public intérieur, quand ils auront un intérêt général pour les Etats et pour les citoyens des diverses nations ;

c) Les traités, les conventions et les accords internationaux, ou les dispositions y contenues, concernant les rapports de droit civil ou d'intérêt économique, abstraction faite des rapports purement politiques ;

d) Les lois et les règlements édictés par suite desdits accords internationaux, de quelque forme qu'ils soient, ou traités d'union avec divers Etats, ou conventions internationales spéciales avec l'un d'eux.

Le Comité à instituer d'après le n° 3 pourra y ajouter d'autres catégories ;

3. Un Comité international permanent, composé de délégués nommés par les gouvernements, sera institué dans le but de recevoir les lois, etc., qui seront communiquées, de les conserver et d'en faire une classification dans un ordre systématique ;

4. Chaque année, par les soins du Comité permanent, il sera rédigé, en français, un tableau général de toutes les lois, etc., communiquées par les divers Etats, en suivant la classification ci-dessus.

*

(12 septembre 1885)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session de Bruxelles – 1885

Projet d'une loi uniforme sur les lettres de change et les billets à ordre

(Rapporteur : M. César Norsa)

TITRE PREMIER

Règles générales

Article premier

Est capable de s'obliger par lettre de change ou par billet à ordre quiconque est capable de s'obliger par contrat.

Article 2

L'étranger incapable de s'obliger par lettre de change ou par billet à ordre, en vertu de loi de son pays, mais capable d'après la loi du pays où il appose sa signature sur la lettre de change ou sur le billet à ordre, ne peut pas invoquer son incapacité pour se soustraire à ses obligations.

Article 3

Les obligations résultant de la lettre de change ou du billet à ordre sont indépendantes les unes des autres. En conséquence un débiteur par lettre de change ou par billet à ordre ne peut invoquer les vices des obligations d'autres signataires du titre pour se soustraire à ses propres obligations.

TITRE II

Des lettres de change

Section première

De la forme de la lettre de change

Article 4

La lettre de change doit nécessairement contenir les énonciations suivantes :

1. La dénomination de lettre de change *(Wechsel - cambiale - lettera di cambio - Bill of exchange),* ou une expression équivalente dans la langue dans laquelle elle est écrite ;

2. La somme à payer ;

3. Le lieu, les jours, mois et an où la lettre est émise ;

4. Le nom de la personne à laquelle le payement doit être fait ;

5. L'époque du payement ;

6. La signature du tireur ;

7. Le nom de celui qui doit faire le payement ;

8. Le lieu du payement.

Article 5

Si la somme à payer est écrite en toutes lettres et en chiffres, en cas de différence, on doit s'en tenir à la somme écrite en toutes lettres.

Si la somme est écrite plusieurs fois en toutes lettres, ou plusieurs fois en chiffres, en cas de différence, on doit s'en tenir à la somme la plus faible.

Article 6

La stipulation d'intérêts insérée dans une lettre de change est réputée non écrite.

Article 7

La lettre de change peut être à l'ordre ou en faveur du tireur lui-même.

Elle peut être émise aussi par ordre d'un tiers.

Article 8

La clause *à ordre* n'est pas essentielle à la lettre de change.

L'insertion de la clause *non à ordre* a pour effet d'interdire l'endossement.

Article 9

La lettre de change ne peut pas être payable par fractions et à plusieurs époques successives.

Elle ne peut être payable que :

A un jour déterminé ;

A vue, ou à un certain délai de vue ;

A un certain délai de date, à partir de la création,

En foire ou dans un marché.

Article 10

Une croix ou toute marque autre que la signature apposée par le tireur ou par un endosseur sur la lettre de change n'est valable en droit de change *(wechselmässig)* qu'autant que l'engagement en résultant est certifié par un juge ou par un notaire.

Article 11

La lettre de change peut être tirée sur une personne et être payable chez une autre. En l'absence de désignation spéciale relative au lieu du payement, le lieu indiqué avec le nom du tiré est considéré comme lieu du payement et en même temps comme domicile du tiré.

Article 12

L'écrit dans lequel manque une des énonciations prescrites pour la lettre de change ne produit pas d'effets en vertu du droit de change, sauf les effets attachés aux obligations d'après le droit commun, s'il y a lieu.

De même, les déclarations ajoutées à un tel titre (endossement, acceptation, aval) ne peuvent valoir comme obligations de change.

Article 13

Le défaut ou l'insuffisance des timbres n'a pas pour effet d'enlever au titre la valeur d'une lettre de change.

Section II

Des obligations du tireur

Article 14

Le tireur d'une lettre de change est garant, par droit de change, de l'acceptation et du payement.

Section III

De l'endossement

Article 15

Le preneur peut transmettre la lettre de change à un tiers par endossement. L'endossement porte la date, l'énonciation du nom de celui à qui il est passé et la signature de l'endosseur.

Article 16

L'endossement transmet à celui au profit de qui il est fait, tous les droits résultant de la lettre de change, notamment la faculté de la transmettre par endossement.

Avec la propriété de la lettre de change sont transmises par l'endossement les garanties qui sont attachées à la lettre, c'est-à-dire les gages, privilèges et hypothèques, sauf, pour l'acquisition de ces droits, l'observation des conditions prescrites par la loi de la situation des biens.

Article 17

L'endosseur est garant envers tout porteur ultérieur de l'acceptation et du payement de la lettre.

Mais, si l'endosseur a ajouté à son endossement la mention *"sans garantie"* ou toute autre restriction équivalente, il n'est pas tenu en vertu du droit de change.

Article 18

L'endosseur peut interdire la transmission ultérieure de la lettre de change par les mots *non à ordre,* ou par une autre expression équivalente.

Dans ce cas, l'endossement de la lettre ne peut pas valoir comme tel ; il n'est qu'une cession valable en vertu du droit civil, s'il y a lieu, ou sinon ses effets sont seulement ceux d'une simple procuration.

Article 19

L'endossement peut avoir lieu valablement même au profit du tireur, du tiré, de l'accepteur ou d'un endosseur antérieur.

Article 20

L'endossement doit être écrit soit sur la lettre, soit sur une copie. soit sur une allonge attachée à la lettre ou à la copie.

Article 21

L'endossement est valable alors même que l'endosseur s'est borné à écrire son nom sur le dos de la lettre ou de la copie ou sur l'allonge (endossement en blanc).

Article 22

Tout porteur de la lettre de change a le droit de remplir les endossements en blanc qui s'y trouvent. Il peut aussi, sans les remplir, endosser lui-même la lettre.

Article 23

Quand à l'endossement est ajoutée la mention *pour procuration*, on *pour encaissement*, ou *pour garantie*, ou toute autre formule exprimant le mandat, l'endossement ne transfère pas la propriété de la lettre de change ; mais il autorise celui au profit de qui il est fait, à toucher le montant de la lettre, à faire dresser un protêt et à signifier le refus de payement au prédécesseur de son endosseur, à exercer les poursuites judiciaires pour le recouvrement de la dette, et à en toucher le montant. - Le porteur est également autorisé à transmettre son droit à un tiers par un nouvel endossement de procuration, mais il ne peut consentir d'endossement translatif de propriété.

Article 24

Quand une lettre de change est endossée après l'expiration du délai fixé pour le protêt faute de payement, celui au profit de qui elle est endossée acquiert contre le tiré les droits résultant de l'acceptation, et le droit de recours contre ceux qui ont endossé la lettre après l'expiration du délai.

Mais si, avant l'endossement, la lettre a déjà été protestée faute de payement, le bénéficiaire de l'endossement n'a que les droits de son endosseur contre l'accepteur, contre le tireur et contre les endosseurs antérieurs au protêt. L'endossement a, dans ce cas, à l'égard de l'endosseur, les effets d'une cession.

Section IV

De l'aval

Article 25

Le payement d'une lettre de change peut être garanti par un aval.

Article 26

L'aval est donné par un tiers et doit être écrit sur la lettre de change.

L'aval est signé par le donneur d'aval avec son nom ou sa raison de commerce.

Cependant la simple signature apposée sur le recto de la lettre de change est suffisante pour produire l'engagement du donneur d'aval.

Article 27

L'obligation du donneur d'aval s'étend à tout ce que le porteur peut réclamer contre la personne pour laquelle la garantie est fournie.

Le donneur d'aval est obligé même en cas de nullité de l'engagement de celui pour lequel l'aval est donné.

Si la personne pour laquelle l'aval est donné n'est pas déclarée, il est censé donné pour l'accepteur, ou pour le tireur si la lettre de change n'est pas encore acceptée.

Le porteur de la lettre de change doit accomplir, à l'égard du donneur d'aval, tous les actes nécessaires à la conservation de son recours par droit de change contre la personne pour laquelle l'aval est donné.

Article 28

Le donneur d'aval qui paye la lettre de change échue, est subrogé dans les droits du porteur envers la personne pour laquelle l'aval a été donné, et envers les obligés antérieurs.

Section V

De la présentation à l'acceptation, et de l'acceptation

Article 29

Le porteur d'une lettre de change a le droit de la présenter immédiatement à l'acceptation du tiré, et, faute d'acceptation, de la faire protester. Toute clause contraire à ce droit est nulle.

Les lettres de change payables *en foire* ou dans un *marché* ne peuvent être présentées à l'acceptation et protestées faute d'acceptation qu'aux époques fixées par les lois et par les usages qui sont en vigueur au lieu de la foire ou du marché.

La simple détention de la lettre de change confère le droit de la présenter à l'acceptation et de la faire protester à défaut d'acceptation.

Article 30

La présentation à l'acceptation n'est pas obligatoire pour le porteur.

Néanmoins, si la lettre est payable à un certain délai de vue ou si elle désigne un lieu de payement autre que le domicile du tiré, le porteur doit, à peine de perdre son recours fondé sur le droit de change contre les endosseurs et le tireur, présenter la lettre à l'acceptation dans le délai fixé par celle-ci, ou, à défaut de fixation, dans le délai d'un an à partir de l'émission.

L'endosseur qui, sur une lettre de ce genre, a indiqué, dans son endossement, un délai pour la présentation, cesse d'être obligé par droit de change, si la présentation n'a pas eu lieu dans le délai fixé.

Article 31

Si la lettre payable à un certain délai de vue n'est point acceptée, ou si le tiré refuse de dater son acceptation, le porteur doit, sous peine de perdre son recours contre les endosseurs et contre le tireur, faire constater sa présentation en temps opportun, au moyen d'un protêt fait dans le délai de la présentation.

Le jour du protêt est alors considéré comme jour de la présentation.

Article 32

Le porteur est tenu de laisser au tiré un délai de 24 heures pour délibérer sur l'acceptation de la lettre de change.

Article 33

L'acceptation doit être écrite sur la lettre de change ; elle ne peut pas être faite par acte séparé.

Article 34

Toute déclaration écrite sur la lettre de change et signée par le tiré vaut acceptation pure et simple, à moins qu'il ne soit dit expressément que le tiré n'accepte pas, ou qu'il n'accepte que sous certaines restrictions.

La simple signature du tiré apposée sur le recto de la lettre de change vaut acceptation pure et simple.

Article 35

L'acceptation une fois donnée ne peut plus être retirée.

Article 36

Le tiré peut restreindre son acceptation à une partie du montant de la lettre de change. Il peut aussi, en acceptant, indiquer un autre domicile que le sien dans le lieu du payement. Toute autre restriction équivaut à un refus d'acceptation ; mais l'accepteur est tenu par droit de change, dans les termes de son acceptation.

Article 37

Si la lettre de change désigne un lieu de payement autre que le domicile du tiré, l'accepteur doit indiquer sur la lettre par qui le payement sera fait au lieu désigné, à moins que la lettre ne l'indique déjà elle-même. A défaut de cette mention, le tiré est censé seul s'engager à payer lui-même au lieu désigné.

Section VI

Du recours

I. A défaut d'acceptation

Article 38

Si la lettre de change est protestée faute d'acceptation, le porteur a le droit d'exercer immédiatement son recours contre le tireur et contre les endosseurs, conformément aux articles 71 et suivants, et de réclamer le payement du montant de la lettre sous la déduction d'un escompte.

II. A raison de la solvabilité insuffisante de l'accepteur

Article 39

Quand une lettre de change a été acceptée pour le tout ou pour partie, le porteur ne peut exercer son recours contre le tireur et contre les endosseurs que dans les cas suivants :

1. Lorsque l'accepteur a été déclaré en faillite ;

2. Lorsque, postérieurement à la création de la lettre, l'accepteur a été inutilement exécuté sur ses biens.

Section VII

Des reproductions d'une lettre de change

I. Des duplicatas

Article 40

Le tireur d'une lettre de change est tenu de délivrer au preneur, sur sa demande, plusieurs exemplaires conformes de la lettre. Ces exemplaires doivent être désignés dans leur texte comme : première, seconde, troisième etc., faute de quoi, chaque exemplaire est considéré comme une lettre *indépendante.*

Tout porteur peut aussi demander un duplicata de la lettre. Il doit, à cet effet, s'adresser à son prédécesseur immédiat, lequel, à son tour, s'adresse à son prédécesseur jusqu'à ce que la demande arrive au tireur. Chaque endosseur peut demander à son prédécesseur que les endossements antérieurs soient reproduits sur le duplicata.

Article 41

Si l'un des exemplaires est payé, les autres perdent leur valeur. Toutefois :

1. L'endosseur qui a transmis à des personnes différentes plusieurs exemplaires de la même lettre, reste tenu de ses endossements inscrits sur les exemplaires non restitués au moment du payement. Restent également tenus tous les endosseurs subséquents, dont les endossements se trouvent sur ces mêmes exemplaires ;

2. L'accepteur qui a accepté plusieurs exemplaires de la même lettre reste tenu des acceptations qui se trouvent sur les exemplaires non restitués lors du payement.

Article 42

Celui qui a envoyé à l'acceptation un des exemplaires d'une lettre de change doit indiquer, sur les autres exemplaires, la personne entre les mains de laquelle se trouve l'exemplaire envoyé. Néanmoins, l'omission de cette mention n'annule pas la lettre de change. Le dépositaire de l'exemplaire envoyé à l'acceptation est tenu de le remettre à la personne qui prouve son droit à le recevoir.

Article 43

Le porteur d'un duplicata indiquant la personne entre les mains de laquelle se trouve l'exemplaire envoyé à l'acceptation, ne peut exercer le recours pour défaut d'acceptation, ni le recours pour défaut de payement qu'après avoir fait constater par protêt :

1. Que l'exemplaire envoyé à l'acceptation ne lui a pas été rendu par le dépositaire ;

2. Que l'acceptation ou le payement n'ont pas pu être obtenus sur le duplicata.

II. Des copies

Article 44

Les copies des lettres de change doivent être conformes à l'original, et reproduire les endossements et les énonciations qu'ils contiennent, avec les mots *: jusqu'ici copie,* ou autre indication analogue.

La copie doit indiquer aussi chez qui se trouve l'original envoyé à l'acceptation. Néanmoins, l'omission de cette mention n'annule pas la copie endossée.

Article 45

Tout endossement original fait sur une copie oblige l'endosseur comme s'il était fait sur la lettre de change elle-même.

Article 46

Le dépositaire de l'exemplaire original est tenu de le remettre au porteur de la copie revêtue d'un ou de plusieurs endossements originaux, dès que celui-ci justifie de son droit à recevoir l'original, soit en vertu d'un endossement, soit à tout autre titre. Si le dépositaire ne restitue pas l'original, le porteur ne peut exercer soit le recours en garantie pour défaut d'acceptation, soit, après l'échéance indiquée sur la copie, le recours faute de payement, contre les endosseurs, dont les endossements originaux se trouvent sur la copie, qu'après avoir fait dresser acte de protêt.

Section VIII

De l'échéance

Article 47

Si la lettre de change indique comme époque de payement un jour déterminé, l'échéance a lieu au jour ainsi fixé.

Si l'époque indiquée est le commencement ou la fin d'un mois, l'échéance a lieu le premier ou le dernier jour du mois.

Si l'époque indiquée est le milieu d'un mois, l'échéance a lieu le 15 de ce mois.

Article 48

L'échéance d'une lettre à vue a lieu lors de la présentation. Le porteur d'une lettre à vue doit, sous peine de perdre son recours par droit de change contre les endosseurs et le tireur, la présenter au payement suivant les conditions spéciales indiquées par la lettre, et, à défaut de cette indication, dans le délai d'un an à compter de la création de la lettre.

L'endosseur d'une lettre à vue, qui a indiqué dans son endossement un délai spécial pour la présentation, cesse d'être obligé par droit de change, si la présentation n'a pas eu lieu dans ce délai.

Article 49

Pour les lettres qui sont payables à un certain délai de vue, ou à un certain délai de date, l'échéance a lieu ainsi qu'il suit :

1. Si le délai est indiqué en jours, l'échéance est au dernier jour du délai : dans le calcul de ce délai, on ne compte ni le jour de la création pour les lettres payables à un certain délai de date, ni le jour de la présentation pour les lettres payables à un certain délai de vue ;

2. Si le délai est indiqué en semaines, en mois ou en périodes comprenant plusieurs mois (année, semestre, trimestre), l'échéance est au jour de la semaine ou du mois qui, par sa dénomination ou par son quantième, correspond au jour de la création ou de la présentation : si ce jour manque dans le mois du payement, l'échéance est au dernier jour de ce mois.

L'expression *"un demi-mois"* est réputée équivalente à un délai de quinze jours.

Si la lettre est payable à un ou plusieurs mois entiers plus un demi-mois, les quinze jours se comptent en dernier lieu.

Article 50

Si la lettre de change à un certain délai de vue a été acceptée, mais si l'accepteur a omis de dater son acceptation, à défaut de protêt, le délai de l'échéance se calcule à compter du dernier jour du délai de la présentation.

Article 51

Il n'est point admis de jours de grâce.

Il n'y a pas lieu aux délais de faveur, d'usage ou d'habitude locale, pour le payement des lettres de change.

Article 52

Pour les lettres payables en foire ou dans un marché, l'échéance a lieu au jour fixé pour les payements par les lois ou par les usages du lieu où se tient la foire ou le marché, et à défaut d'une pareille fixation, au jour qui précède la clôture légale de la foire ou du marché.

Si la foire ou le marché ne dure qu'un jour, l'échéance a lieu ce jour-là.

Section IX

Du payement

Article 53

Si une lettre de change échoit un dimanche ou un autre jour férié légal, le payement doit être fait le premier jour ouvrable qui suit.

Article 54

Le porteur d'une lettre de change justifie de la propriété par une série continue d'endossements descendant jusqu'à lui.

Ainsi le premier endossement doit être signé par le preneur, et chaque endossement suivant par la personne indiquée dans l'endossement immédiatement antérieur.

S'il y a un endossement en blanc suivi d'un autre endossement, le signataire de l'endossement qui suit est présumé avoir acquis la lettre par l'endossement en blanc.

Les endossements biffés sont réputés non écrits quant à la preuve de la propriété. Le payeur n'est pas tenu à rechercher l'authenticité des endossements.

Article 55

Le porteur de la lettre de change ne peut pas refuser un payement partiel, quoique la lettre de change ait été acceptée pour la somme entière ; mais, pour conserver l'action en recours pour la somme non payée, il doit constater le défaut partiel de payement.

Article 56

Lorsqu'une lettre de change est stipulée payable en une monnaie qui n'a pas cours au lieu du payement (monnaie étrangère), le payement ne peut pas être fait en la monnaie du pays, d'après la valeur lors de l'échéance, si le tireur a formellement exprimé par le mot *effectif*, ou par toute autre adjonction équivalente, que le payement doit se faire en la monnaie même indiquée par la lettre.

Article 57

Le débiteur payant tout le montant de la lettre de change a le droit d'exiger que le porteur lui remette la lettre acquittée.

Si le débiteur fait un payement partiel, il peut seulement exiger que ce payement soit mentionné sur la lettre de change, et qu'on lui en donne quittance sur une copie de la lettre.

Article 58

Le porteur d'une lettre de change ne peut pas être contraint d'en recevoir le payement avant l'échéance. Celui qui paye une lettre de change avant son échéance, paye à ses risques et périls.

Article 59

Si le payement de la lettre n'est pas demandé à l'échéance, l'accepteur peut, après l'expiration du délai pour le protêt faute de payement, déposer la somme aux risques et frais du porteur, soit au tribunal, soit auprès de tout autre établissement ou autorité ayant qualité pour recevoir des dépôts. Une sommation adressée au porteur n'est pas nécessaire.

Section X

De l'intervention

I. De l'acceptation par intervention

Article 60

Si la lettre de change indique plusieurs personnes pour la payer *au besoin,* la préférence entre elles appartient à celle dont le payement libérera le plus grand nombre d'obligés : si cette règle n'est pas observée, le porteur perd l'action en recours contre ceux qui auraient été libérés.

Article 61

L'accepteur par intervention doit se faire remettre le protêt faute d'acceptation contre remboursement des frais, et faire constater l'acceptation par intervention dans le protêt ou dans une annexe audit protêt.

Il doit aviser celui pour le compte de qui il est intervenu, par l'envoi du protêt, de l'intervention qui a eu lieu : cet avis et le protêt doivent être mis à la poste dans le délai de deux jours après le jour du protêt. En cas d'omission, il est responsable de tous dommages résultant de sa négligence.

Article 62

Si l'accepteur par intervention a omis, dans son acceptation, d'indiquer pour le compte de qui il accepte, il est réputé être intervenu pour le tireur.

Article 63

L'acceptation par intervention emporte obligation par droit de change envers tous les successeurs de celui pour qui l'intervention a eu lieu. Cette obligation s'éteint si la lettre n'est pas présentée pour le payement à l'accepteur par intervention au plus tard le second jour ouvrable après le jour de l'échéance.

Article 64

Le recours en garantie peut être exercé par celui pour qui l'intervention a eu lieu et par ses prédécesseurs.

Article 65

Le tiré qui a refusé d'accepter en cette qualité peut accepter par intervention.

II. Du payement par intervention

Article 66

Si, sur une lettre de change non payée par le tiré, le tireur a indiqué, comme devant la payer *au besoin* ou comme accepteurs par intervention, des personnes domiciliées dans le lieu où la lettre est payable, le porteur doit, au plus tard le second jour ouvrable après l'échéance, présenter la lettre pour le payement à toutes ces personnes et faire constater le résultat de la présentation dans le protêt faute de payement ou dans une annexe dudit protêt. En cas d'omission, il perd son recours contre le tireur, contre celui pour lequel une intervention a eu lieu, et contre ses successeurs.

Article 67

Le payeur par intervention peut se faire remettre la lettre et le protêt faute de payement contre remboursement des frais.

Il est subrogé aux droits du porteur contre celui pour qui le payement a été fait, contre les garants de celui-ci et contre l'accepteur.

Article 68

Le porteur d'une lettre de change ne peut pas refuser le payement par intervention, offert par un tiers intervenant, lors même que la lettre n'est payée ni par le tiré, ni par les accepteurs par intervention, ni par les recommandataires.

Le payement par intervention doit être déclaré dans l'acte de protêt.

Si le porteur refuse le payement offert par un tiers intervenant, il perd son recours contre les endosseurs qui suivent celui pour le compte duquel le payement était offert.

Article 69

Entre plusieurs personnes qui se présentent pour payer par intervention, la préférence appartient à celle dont le payement libérera le plus grand nombre d'obligés.

Un intervenant qui paye, quoiqu'il résulte de la lettre ou du protêt que le payement était offert par un autre intervenant préférable aux termes de la disposition qui précède, n'a aucun recours contre les endosseurs qu'aurait libérés le payement effectué par cet autre intervenant.

Article 70

Le tiré qui, en cette qualité, se présente pour payer une lettre de change protestée, quoiqu'il ne l'ait pas acceptée, doit être préféré à tout autre.

L'accepteur par intervention qui ne paye pas la lettre parce qu'elle a été payée par le tiré ou par un autre intervenant a le droit d'exiger du payeur une commission selon l'usage du lieu.

Section XI

Du recours pour défaut de payement

Article 71

Pour que le recours faute de payement puisse être exercé contre le tireur et les endosseurs, il faut :

1. Que la lettre ait été présentée pour le payement ;

2. Que cette présentation et le défaut de payement soient constatés par un protêt fait dans le délai légal.

Il n'est besoin ni de présentation de la lettre à l'échéance, ni de protêt pour la conservation des droits contre l'accepteur, sauf dans le cas où la lettre a été domiciliée par le tireur.

Article 72

La clause *sans protêt* ou *sans frais* implique interdiction de faire dresser le protêt, et décharge en conséquence le tireur et les endosseurs de l'obligation de rembourser les frais du protêt, s'il a été dressé.

Ladite clause a effet seulement à l'égard de celui qui l'a apposée.

Article 73

Si la lettre est payable ailleurs qu'au domicile du tiré, c'est au domiciliataire ou, s'il n'est pas désigné, au tiré lui-même, au domicile indiqué dans la lettre, que doit être faite la présentation, et c'est au même lieu que doit être fait le protêt faute de payement. A défaut de protêt fait dans le délai légal chez le domiciliataire, le porteur perd son recours par droit de change contre tous les obligés, sauf contre l'accepteur.

Article 74

Le porteur d'une lettre de change protestée à défaut de payement est tenu d'en avertir par écrit, dans les deux jours qui suivent celui du protêt, son prédécesseur immédiat. Il suffit que, dans ce délai, la lettre d'avis ait été mise à la poste.

Tout endosseur ainsi averti doit, dans le même délai, à compter du jour où il a reçu l'avis, aviser de la même manière son prédécesseur immédiat.

Article 75

Lorsqu'un endosseur a transmis la lettre de change sans indiquer son domicile, l'avertissement du défaut de payement doit être donné à l'endosseur qui le précède.

Article 76

Le porteur ou l'endosseur qui ne donne pas l'avertissement ou qui, le donnant, ne l'adresse pas à son prédécesseur immédiat, est tenu, envers tous les signataires non avertis, de réparer le dommage résultant du défaut d'avertissement.

Article 77

Pour prouver que l'avis a été donné dans le délai légal, il suffit de produire une copie de la lettre d'avis et un certificat de la poste constatant que l'intéressé a expédié une lettre au domicile du prédécesseur au jour indiqué, à moins toutefois qu'il ne soit établi que la lettre reçue avait un autre objet.

Il suffit aussi d'un certificat de la poste pour prouver la date de la réception de l'avertissement écrit.

Article 78

Toute personne obligée par lettre de change a le droit d'exiger du porteur, moyennant le payement du capital, des intérêts et des frais, la remise de la lettre acquittée et du protêt faute de payement.

Article 79

Le porteur d'une lettre de change protestée faute de payement peut intenter son recours contre toutes les personnes obligées par la lettre, ou contre quelques-unes, ou contre l'une d'entre elles seulement, sans perdre son action contre celles qu'il n'aurait pas actionnées. Il n'est pas tenu de suivre l'ordre des endossements.

Article 80

Si plusieurs des obligés sont en faillite, le créancier peut produire dans chaque faillite pour la totalité de sa créance et toucher dans chacune la totalité du dividende, jusqu'à concurrence de son payement intégral.

Article 81

Le porteur qui a fait protester faute de payement ne peut réclamer à ses garants que :

1. Le montant impayé de la lettre, avec intérêts selon l'usage du lieu, à compter du jour de l'échéance ;

2. Les frais du protêt et autres déboursés ;

3. Une commission selon l'usage de la place.

Si celui contre lequel s'exerce le recours est domicilié dans un autre lieu que celui où la lettre était payable, les sommes ci-dessus seront calculées d'après le cours de change d'une lettre à vue tirée du lieu où la lettre était payable sur le lieu de son domicile.

S'il n'y a pas de cours de change du premier de ces endroits sur le second, on prend le cours sur la place la plus voisine du domicile de celui sur lequel s'exerce le recours.

Le cours est constaté, à la requête de celui sur qui s'exerce le recours, par un bulletin de cours publié sous la direction de l'autorité, ou par le certificat d'un courtier assermenté ou, à défaut de ces modes de preuve, par une attestation signée de deux banquiers.

Article 82

Pour l'exercice de l'action en recours du porteur de la lettre de change contre les obligés domiciliés dans l'Etat où elle était payable, on doit observer les délais déterminés par les lois nationales de l'Etat même où le payement était fixé.

Article 83

Si le porteur intente l'action en recours collectivement contre les endosseurs et le tireur, les délais déterminés ci-dessus s'appliquent à chacun d'eux.

Les mêmes délais s'appliquent pour l'exercice de l'action en recours qui compète aux endosseurs.

Si l'endosseur a payé la lettre de change, les délais courent du jour où il l'a payée ; s'il a été poursuivi en justice, les délais courent de la date de la citation.

Article 84

L'endosseur qui a remboursé une lettre de change ou qui l'a reçue à titre de remise, peut exiger de tout endosseur précédent ou du tireur :

1. La somme par lui payée ou dont il a été débité en retour, avec les intérêts selon l'usage du lieu, à compter du jour du payement ;

2. Les frais par lui déboursés ;

3. Une commission selon l'usage de la place.

Si celui contre lequel s'exerce le recours est domicilié dans un autre lieu que celui qui exerce le recours, les sommes ci-dessus seront calculées d'après le cours de change d'une lettre à vue, tirée du domicile de ce dernier sur le domicile de celui contre lequel s'exerce le recours. S'il n'y a pas de cours de change sur cette place, on prend le cours sur la place la plus voisine.

Pour la preuve du cours, on applique la disposition de l'article 80.

Section XII

Du protêt

Article 85

L'acte de protêt est nécessaire pour la conservation des droits contre tous les signataires de la lettre, à l'exception des droits contre l'accepteur, sous la réserve du cas mentionné dans l'article 71.

Article 86

Le protêt doit être fait le premier jour ou au plus tard le second jour ouvrable après celui de l'échéance.

Article 87

Le délai pour dresser le protêt peut être prolongé en cas de force majeure, pourvu que cette force majeure résulte de causes générales, telles que : interruption des communications, inondations, guerres civiles ou étrangères, etc.... La constatation des cas de force majeure faite par la loi d'un des pays dans lesquels la présente loi est en vigueur, aura ses effets même dans les autres Etats.

Article 88

La loi de chaque pays détermine les formalités à remplir pour l'acte de protêt.

Section XIII

De la retraite

Article 89

Le porteur d'une lettre de change non payée peut se rembourser de son montant au moyen d'une retraite tirée sur l'un des signataires du titre.

Article 90

Celui contre lequel la retraite est tirée n'est tenu de payer que contre remise de la lettre, du protêt et d'un compte de retour acquitté.

Le compte de retour doit comprendre :

1. Le montant de la lettre de change, avec l'intérêt à partir du jour de l'échéance ;

2. Les frais de protêt et autres frais légitimes, tels que commission de banque, courtage, timbres et ports de lettres ;

3. L'indication de la personne sur qui la retraite est faite ;

4. Le rechange.

Tout endosseur qui a payé la lettre de change peut biffer son endossement et ceux de ses successeurs.

Section XIV

De l'action du créancier par lettre de change

Article 91

Tous les signataires de la lettre de change, le tireur, l'accepteur et les endosseurs, ainsi que le donneur d'aval, sont solidairement obligés envers le porteur au payement de la lettre de change.

Leur obligation s'étend à tout ce que le porteur peut réclamer par suite du défaut de payement.

Article 92

Le porteur d'une lettre de change protestée faute de payement peut intenter son recours contre toutes les personnes obligées par la lettre, ou contre quelques-unes, ou contre l'une d'elles seulement, sans perdre son action contre celles qu'il n'aurait pas actionnées. Il peut agir contre chacun des obligés pour la totalité de la créance ; il peut choisir celui des obligés qu'il veut poursuivre en premier lieu et il n'est pas tenu de suivre l'ordre des endossements.

Article 93

Le débiteur par lettre de change ne peut opposer que les exceptions fondées soit sur le droit de change, soit sur ses rapports personnels avec le porteur qui le poursuit.

En tout cas, le litige ne suspend pas l'action du porteur de la lettre de change, qui a le droit d'obtenir le dépôt judiciaire de la valeur de la lettre et de tous les frais.

Article 94

Quand le tireur ou l'accepteur a cessé d'être obligé en vertu du droit de change, soit par prescription, soit par suite de l'omission des formalités exigées par la loi pour la conservation de la créance, le porteur peut agir contre le tireur ou l'accepteur dans la mesure où ils s'enrichiraient à ses dépens.

Ladite action n'est pas donnée contre les endosseurs qui ont cessé d'être tenus en vertu de la lettre de change.

Section XV

Du lieu et du temps où doivent se faire la présentation et les autres actes relatifs à la lettre de change

Article 95

La présentation de la lettre de change, le protêt, la demande de duplicata et tous autres actes à faire chez une personne déterminée doivent se faire au bureau de cette personne et, à défaut, à son domicile. Le bureau ou le domicile ne sont considérés comme inconnus que si les recherches faites par le notaire ou par l'officier de justice auprès de la police locale sont demeurées sans résultat ; cette circonstance doit être mentionnée dans l'acte de protêt.

Article 96

La demande d'un duplicata, la présentation à l'acceptation et tous les autres actes ne peuvent être faits qu'aux jours ouvrables.

Si le dernier jour du délai fixé pour l'accomplissement de ces actes se trouve être un dimanche ou un jour férié légal, l'acte doit être fait le premier jour ouvrable qui suit.

Article 97

Les formes des actes à faire pour l'exercice ou la conservation des droits découlant d'une lettre de change, doivent se déterminer d'après la législation en vigueur dans le lieu où les formalités doivent être remplies.

Section XVI

Des lettres de change perdues

Article 98

Le propriétaire d'une lettre de change perdue peut demander, par devant le tribunal du lieu où la lettre est payable, l'annulation de la lettre, exiger le payement en fournissant caution, ou bien demander le dépôt judiciaire du montant de la lettre de change.

Les formes et voies d'action sont déterminées par la loi du lieu du payement de la lettre de change.

Section XVII

De la prescription en matière de lettres de change

Article 99

L'action résultant de la lettre de change se prescrit contre l'accepteur par trois ans, et contre le tireur et les endosseurs par un an.

Article 100

La prescription doit courir contre le porteur à compter du jour du protêt et, dans les cas où le protêt n'est pas nécessaire, à l'égard de l'accepteur (art. 84), à compter du jour de l'échéance.

Le recours d'un endosseur contre le tireur et les autres endosseurs doit courir du jour où il a payé, ou, en cas de poursuite judiciaire, du jour de la signification qui lui a été faite de la citation en justice.

Article 101

La prescription n'est interrompue que par une citation en justice, et seulement à l'encontre de la partie citée.

Néanmoins il y a lieu d'assimiler à la citation, la dénonciation faite par le défendeur des poursuites intentées contre lui.

TITRE III

Des billets à ordre

Article 102

Le billet à ordre doit contenir les énonciations suivantes :

1. La dénomination de *Billet à ordre (eigener Wechsel - Promissory note - biglietto all'ordine - vaglia cambiario),* ou une expression équivalente dans la langue dans laquelle il est écrit ;

2. La somme à payer ;

3. Le nom de la personne à qui ou à l'ordre de qui le souscripteur doit payer ;

4. L'époque du payement ;

5. La signature du souscripteur ;

6. Les lieu, jour, mois et an où le billet est souscrit.

A défaut d'indication de l'époque, le billet doit être considéré comme payable à vue.

Article 103

Le billet à ordre doit, en outre, contenir l'énonciation du lieu du payement.

Si le lieu du payement n'est pas spécialement indiqué, le lieu où le billet est souscrit est considéré comme lieu du payement et en même temps comme domicile du souscripteur.

Article 104

Les dispositions suivantes de la présente loi sur les lettres de change s'appliquent aussi aux billets à ordre :

1. Les articles 5, 6, 9, 10, 12 et 13 sur les conditions de la lettre de change ;

2. Les articles 14 et 37 sur l'obligation du tireur ;

3. Les articles 15 à 24 sur l'endossement ;

4. Les articles 25 à 28 sur l'aval ;

5. Les articles 30 et 31 sur la présentation des lettres de change à un délai de vue, avec la différence que cette présentation doit être faite au souscripteur ;

6. L'article 39 sur le recours en garantie, avec cette différence que ce recours aura lieu en cas de solvabilité insuffisante du souscripteur ;

7. Les articles 40 à 46 sur les reproductions des lettres de change ;

8. Les articles 47 à 59 sur l'échéance, sur le payement et le droit de déposer le montant de la lettre échue, avec la différence que ce droit appartient ici au souscripteur ;

9. Les articles 66 à 70 sur le payement par intervention ;

10. Les articles 71 à 84 sur le recours par défaut de payement ;

11. Les articles 85 à 90 sur le protêt et la retraite ;

12. Les articles 91 à 94 sur l'action du créancier par lettre de change ;

13. L'article 98 sur les lettres de change perdues ;

14. Les articles 95 à 97 et 99 à 101 sur le lieu et le temps où doivent se faire la présentation et les autres actes relatifs à la lettre de change et sur la prescription.

Article 105

Si le billet à ordre est payable ailleurs qu'au domicile du souscripteur, il doit être présenté pour le payement au domiciliataire, ou, si aucun domiciliataire n'est désigné, au souscripteur lui-même au domicile indiqué par le billet ; à défaut de payement, c'est là que le protêt doit être fait ; et, à défaut de protêt fait dans le délai légal chez le domiciliataire, le porteur est déchu de son action de change contre le souscripteur et les endosseurs.

Nonobstant la déchéance de l'action de change, le souscripteur reste obligé envers le porteur du billet pour la somme dont il tirerait autrement un profit indu au préjudice du porteur même.

Si le billet à ordre n'est pas payable ailleurs qu'au domicile du souscripteur, le porteur n'a pas besoin, pour conserver ses droits contre le souscripteur, de présenter la lettre à l'échéance ni de faire dresser le protêt.

Article 106

L'action par droit de change contre le souscripteur d'un billet à ordre se prescrit par trois ans à compter de l'échéance du billet, ou à compter du jour du protêt dans le cas où le protêt est nécessaire en vertu de l'article précédent.

*

(10 septembre 1885)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session de Bruxelles – 1885

Projet de règlement international des conflits de lois en matière de lettres de change et les billets à ordre

(Rapporteur : M. César Norsa)

1. La forme de la lettre de change et du billet à ordre est déterminée par la loi du lieu de son émission.

La forme des endossements, de l'acceptation et de l'aval est fixée par la loi de chacun des pays où ces actes sont faits.

II. Les effets et la validité de la lettre de change et du billet à ordre, des endossements, de l'acceptation, de l'aval, se jugent d'après les lois de chacun des pays où ces différents actes sont faits, sans préjudice des règles relatives à la capacité des signataires des titres. Toutefois, les effets des actes postérieurs à la création du titre ne peuvent jamais être plus étendus que ceux qui dérivent de l'émission du titre lui-même.

III. Le délai accordé pour la présentation des lettres de change et des billets à ordre à vue ou à un certain délai de vue, se détermine d'après la loi du pays dans lequel le titre a été créé.

IV. Les obligations du porteur au point de vue de la présentation pour l'acceptation et pour le payement sont fixées par la loi du pays où a été émis la lettre de change ou le billet à ordre.

V. La loi du lieu où le payement doit se faire détermine le mode de constatation du défaut d'acceptation ou de payement et les formes du protêt, ainsi que les délais fixés pour le dresser.

Les avis à donner aux garants pour la conservation des droits de recours, dans les cas de défaut d'acceptation ou de payement, et les délais pour les notifier sont régis pas la loi du pays d'où ces avis doivent être envoyés.

VI. L'excuse tirée des cas fortuits ou de force majeure n'est admise que si elle est reconnue par la loi du lieu d'émission du titre.

VII. Les délais pour l'exercice du droit de recours contre les endosseurs ou les autres garants, et contre le tireur, ou pour l'action directe contre l'accepteur, sont fixés par la loi du pays où a été fait l'acte d'où résulte l'action exercée.

Toutefois, à l'égard des endosseurs et des autres garants ces délais ne peuvent jamais dépasser celui qui est établi pour l'exercice de l'action en recours contre le tireur.

VIII. Le juge du lieu fixé pour le payement de la lettre de change est compétent pour connaître de l'action collective du porteur contre tous les signataires.

Les juges des lieux où a été émis le titre, où ont été faits les endossements, où ont été donnés l'acceptation ou l'aval, ne sont compétents que pour connaître des actions exercées individuellement contre chacun des obligés.

IX. La faculté pour le porteur de pratiquer des saisies et les formes de ces voies d'exécution sont réglées par la loi du pays dans lequel il y est procédé.

X. Dans le cas où plusieurs signataires du titre feraient faillite, le porteur pourrait participer aux distributions dans toutes les masses et y figurer pour le montant nominal de son titre, y compris les intérêts et frais, jusqu'à parfait payement.

*

(10 septembre 1885)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session de Bruxelles – 1885

Projet de règlement international des conflits de lois en matière de droit maritime

(Rapporteur : M. Charles Lyon-Caen)

La loi *du pavillon* doit servir à déterminer :

1. Quelles sont les formalités de publicité à remplir pour la transmission de la propriété ;

2. Quels sont les créanciers du propriétaire du bâtiment qui ont ou n'ont pas le droit de suite, dans le cas où il est aliéné ;

3. Si le navire est susceptible ou non d'être hypothéqué ;

4. Quelles sont les formalités à remplir pour la publicité des hypothèques maritimes ;

5. Quelles sont les créances garanties par un privilège maritime ;

6. Quels sont les rangs des privilèges sur le navire ;

7. Quelles sont les formalités à remplir par le capitaine qui emprunte à la grosse en cours de voyage ;

8. Quelle est l'étendue de la responsabilité du propriétaire du navire, à raison des faits du capitaine et des gens de l'équipage, spécialement s'il peut se libérer par l'abandon du navire et du fret ;

9. Quels caractères doit réunir une avarie pour constituer une avarie commune donnant lieu à la contribution entre les intéressés ;

10. Comment doit être composée la masse contribuable, en cas d'avarie commune, particulièrement au point de vue de la contribution du propriétaire du navire.

*

(11 septembre 1885)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session de Bruxelles – 1885

Projet de loi uniforme sur les assurances maritimes

(Rapporteur : M. Adolphe Sacerdoti)

Article premier

Tout intérêt évaluable en argent qu'a une personne à ce qu'un navire ou une cargaison surmonte les dangers de la navigation maritime, peut être l'objet d'une assurance maritime. En particulier, l'assurance peut avoir pour objet le fret des marchandises et des passagers, le profit maritime dans le prêt à la grosse, le profit espéré des marchandises et le droit de commission à gagner. Sont réservées les prohibitions qu'édicteraient éventuellement les lois particulières de chaque Etat pour les loyers des gens de mer.

Article 2

L'assurance ne comprend pas de plein droit les risques de guerre. Elle s'applique, à moins de clause contraire, aux prévarications et fautes du capitaine et de l'équipage. Elle ne s'applique pas cependant aux prévarications du capitaine qui est au service de l'assuré, à moins qu'une clause expresse de la police ne l'étende également à ce cas.

Article 3

L'assurance ne comprend pas de plein droit les risques provenant du recours des tiers.

Article 4

Si la valeur assurée a été préalablement estimée par *experts* convenus entre les parties, l'assureur ne peut contester cette estimation hors le cas de fraude.

Article 5

Le délaissement des objets assurés peut être fait seulement en cas de naufrage, de prise, d'arrêt par ordre d'une puissance, d'innavigabilité par fortune de mer, lorsque la perte ou la détérioration des choses assurées absorbe les trois quarts de leur valeur, et lorsqu'il y a manque de nouvelles dans les délais fixés par l'article 866 du Code de commerce allemand. Il est réservé aux lois particulières de chaque Etat de restreindre encore plus les cas de délaissement.

Article 6

En cas de vente de la chose assurée, l'assurance profite, sauf clause contraire de la police, au nouveau propriétaire, lorsqu'il a été subrogé aux droits et obligations du précédent propriétaire envers les assureurs.

*

(11 septembre 1885)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session de Heidelberg – 1887

Projet de règlement international de navigation fluviale

(Rapporteurs : MM. Frédéric de Martens, Comte L. Kamarowsky et Edouard Engelhardt)

Dispositions générales

Article premier

Les Etats riverains d'un fleuve navigable sont obligés, dans l'intérêt général, de régler d'un commun accord tout ce qui a rapport à la navigation de ce fleuve.

Article 2

Les affluents navigables des fleuves internationaux sont, à tous égards, soumis au même régime que les fleuves dont ils sont tributaires, conformément à l'accord établi entre les Etats riverains et au présent règlement.

Article 3

La navigation dans tout le parcours des fleuves internationaux, du point où chacun d'eux devient navigable jusque dans la mer, est entièrement libre et ne peut, sous le rapport du commerce, être interdite à aucun pavillon.

La frontière des Etats séparés par le fleuve est marquée par le thalweg, c'est-à-dire par la ligne médiane du chenal.

Article 4

Les sujets et les pavillons de toutes les nations sont traités, sous tous les rapports, sur le pied d'une parfaite égalité. Il ne sera fait aucune distinction entre les sujets des Etats riverains et ceux des Etats non riverains.

Article 5

Les droits de navigation prélevés sur les fleuves internationaux auront pour but exclusif de couvrir les frais des travaux d'amélioration de ces fleuves et ceux de l'entretien de la navigabilité en général.

Article 6

En temps de guerre, la navigation sur les fleuves internationaux est libre pour les pavillons des nations neutres, sauf l'observation des restrictions imposées par la force des choses.

Article 7

Tous les ouvrages et établissements créés dans l'intérêt de la navigation, notamment les bureaux de perception et leurs caisses, de même que le personnel attaché d'une manière permanente au service de ces établissements, sont placés sous la garantie de la neutralité permanente et, en conséquence, seront protégés et respectés par les Etats belligérants.

Dispositions spéciales

Article 8

Tous les bâtiments à voiles ou à vapeur, sans distinction aucune de nationalité, sont autorisés à transporter des passagers et des marchandises, ou à pratiquer le remorquage entre tous les ports situés le long des fleuves internationaux.

Les bâtiments étrangers, soit maritimes, soit fluviaux, ne seront admis à l'exercice régulier du petit cabotage, c'est-à-dire au trafic exclusif et continu entre ports d'un même Etat riverain, qu'en vertu d'une concession spéciale de cet Etat.

Article 9

Les navires et les marchandises, transitant sur les fleuves internationaux, ne sont soumis à aucun droit de transit, quelle que soit leur provenance ou leur destination.

Article 10

La navigation des fleuves internationaux est libre des droits d'étapes, d'échelle, de dépôt, de rompre-charge ou de relâche forcée ; aucun péage maritime ou fluvial ne peut être prélevé.

Article 11

Il peut être prélevé des taxes ou droits ayant le caractère de rétribution pour l'usage effectif des établissements des ports, tels que grues, balances, quais et magasins.

Article 12

Les droits de douane, d'octroi ou de consommation établis par les Etats riverains ne pourront en aucune manière entraver la libre navigation.

Article 13

Les taxes de port pour l'usage effectif des grues, balances, etc., ainsi que les droits de pilotage et ceux de phare, de fanal et de balisage, destinés à couvrir les dépenses techniques et administratives faites dans l'intérêt de la navigation, seront fixés par des tarifs publiés officiellement dans tous les ports des fleuves internationaux.

Article 14

Les tarifs susmentionnés seront élaborés par les commissions mixtes des Etats riverains.

Article 15

Les tarifs ne comporteront aucun traitement différentiel.

Article 16

Les tarifs des taxes mentionnées à l'article 13 seront calculés sur les dépenses de construction et d'entretien des établissements locaux et d'après le tonnage des navires indiqué dans les papiers de bord.

Article 17

Les Etats riverains n'ont la faculté de prélever des droits de douane sur les marchandises transportées par les fleuves internationaux que si elles doivent être introduites dans le territoire de ces Etats.

Article 18

Les navires ne peuvent décharger leur cargaison, en tout ou en partie, que dans les ports et autres lieux riverains pourvus d'un bureau de douane, sauf les cas de force majeure.

Article 19

Les navires en cours de voyage et munis de papiers réglementaires ne peuvent être arrêtés sous aucun prétexte par les autorités des douanes des Etats riverains, si les deux rives appartiennent à des Etats différents.

Article 20

Les navires qui entrent dans la partie d'un fleuve international dont les deux rives appartiennent à un seul Etat sont obligés d'acquitter les droits de douane imposés par le tarif local aux marchandises importées dans le territoire de cet Etat.

Les marchandises de transit ne sont soumises qu'au plombage et à la surveillance spéciale des autorités douanières.

Article 21

Les Etats riverains arrêteront entre eux un ensemble de dispositions de police destinées à régler l'usage du fleuve dans l'intérêt spécial de la sécurité et de l'ordre publics.

Article 22

Des tribunaux spéciaux de navigation ou ceux de droit commun existant dans les Etats riverains connaîtront, en appel, des pénalités pour les infractions aux règlements de police établis sur la base d'une parfaite égalité pour tous les navires, sans distinction aucune de nationalité.

Article 23

Des établissements quarantenaires sont fondés, par l'initiative des Etats riverains, aux embouchures des fleuves internationaux ; le contrôle sur les bâtiments est exercé tant à l'entrée qu'à la sortie.

Le contrôle sanitaire sur les navires, dans le cours de la navigation fluviale, est exercé sur la base des dispositions spéciales établies par les commissions riveraines.

Article 24

Les travaux nécessaires pour garantir la navigabilité des fleuves internationaux sont entrepris, soit directement par les Etats, soit par l'initiative des commissions riveraines.

Article 25

Chaque Etat riverain est libre de prendre les mesures qu'il juge utiles pour entretenir et améliorer, à ses propres frais, la navigabilité des parties des fleuves internationaux soumises à sa souveraineté.

Article 26

Dans tous les cas, il est interdit d'entreprendre des ouvrages qui peuvent modifier l'économie des eaux communes ou gêner la navigation, et contre lesquels ont protesté les autres Etats riverains.

Article 27

Les autorités préposées à la navigation sur les fleuves internationaux sont :

1° Les autorités des Etats riverains ;

2° La commission riveraine composée des délégués des Etats riverains.

Article 28

Chaque Etat riverain conserve ses droits souverains sur les parties des fleuves internationaux soumises à sa souveraineté, dans les limites établies par les stipulations de ce règlement et les traités ou conventions.

Article 29

La commission riveraine prend ses décisions à la majorité des voix. En cas de partage, le président a voix prépondérante.

Toutefois, un vote ne lie pas les Etats représentés dans la minorité si d'avance les délégués de ces Etats se sont formellement opposés à l'exécution de la mesure proposée.

Article 30

La commission riveraine est une autorité permanente sur les fleuves internationaux ; elle a les attributions suivantes :

1° Elle désigne et fait exécuter les travaux indispensables pour améliorer et développer la navigabilité des fleuves ;

2° Elle arrête et met en application les tarifs des droits de navigation et autres mentionnés dans les articles 13 à 18 ;

3° Elle élabore les règlements de police fluviale ;

4° Elle veille à l'entretien en bon état des ouvrages et à la stricte observation des dispositions de ce règlement international ;

5° Elle nomme l'inspecteur en chef de la navigation sur le fleuve international.

Article 31

L'inspecteur en chef fonctionne comme organe de la commission riveraine et sous la direction de celle-ci. Son autorité s'exerce indistinctement à l'égard de tous les pavillons.

Article 32

L'inspecteur en chef veille à l'application de ce règlement international, ainsi que du règlement spécial fluvial, et à la police de la navigation.

Article 33

Ce fonctionnaire a le droit de requérir directement, dans l'exercice de ses fonctions, l'assistance des postes militaires ou celle des autorités locales riveraines.

Article 34

Les inspecteurs locaux et les employés des bureaux de perception et de la quarantaine sont nommés par chaque Etat riverain ; mais ils exercent leurs attributions sous les ordres de l'inspecteur en chef et ont, comme lui, un caractère international.

Article 35

Deux ou plusieurs Etats riverains peuvent se concerter pour la nomination d'un même délégué à la commission riveraine et d'un même inspecteur local, ou des employés des bureaux de perception, de la quarantaine, des juges des tribunaux, etc. ...

Article 36

L'inspecteur en chef prononce, en première instance, l'application des amendes encourues à raison des contraventions aux règlements de navigation et de police.

Article 37

Le recours contre ses jugements peut être porté soit devant un tribunal de navigation établi à cet effet, ou une cour locale spécialement désignée par chaque Etat riverain, soit devant la commission riveraine.

Article 38

Chaque Etat riverain nomme les ingénieurs qui sont chargés de veiller à l'entretien et à l'amélioration de la section du fleuve soumise à sa souveraineté.

Article 39

Les Puissances fixeront d'un commun accord le système de mesurage et de jaugeage pour l'évaluation de la capacité des bâtiments fluviaux et maritimes, avec force obligatoire pour toutes les nations.

Article 40

En cas de guerre entre les Etats riverains, la propriété flottante sur un fleuve international, sans distinction entre la propriété neutre et la propriété ennemie, sera traitée suivant l'analogie de la protection de la propriété ennemie en cas de guerre sur terre.

*

(9 septembre 1887)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session de Heidelberg – 1887

Déclaration concernant le blocus en dehors de l'état de guerre

(Rapporteurs : MM. Ferdinand Perels et Heinrich Geffcken)

L'établissement d'un blocus en dehors de l'état de guerre ne doit être considéré comme permis par le Droit des Gens que sous les conditions suivantes :

1. Les navires de pavillon étranger peuvent entrer librement malgré le blocus.

2. Le blocus pacifique doit être déclaré et notifié officiellement, et maintenu par une force suffisante.

3. Les navires de la Puissance bloquée qui ne respectent pas un pareil blocus peuvent être séquestrés. Le blocus ayant cessé, ils doivent être restitués avec leurs cargaisons à leurs propriétaires, mais sans dédommagement à aucun titre.

*

(7 septembre 1887)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session de Heidelberg – 1887

Juridiction nationale et internationale en matière des prises maritimes

(Rapporteur : M. August de Bulmerincq)

Les Résolutions de 1887 forment les §§ 85-122 du "Règlement international des prises maritimes" dont les premiers 84 paragraphes furent déjà votés en 1882 et 1883.

11. De l'organisation et de la procédure du tribunal des prises maritimes

§85. L'organisation des tribunaux de prises de première instance demeure réglée par la législation de chaque Etat.

§86. Si un arrangement amiable n'a pas réussi, les procès de prises vont directement du tribunal d'instruction des prises de l'Etat capteur, au tribunal des prises maritimes national de première instance, lequel, après avoir examiné l'affaire, assigne les parties intéressées, savoir : l'Etat capteur et les capturés, qui se font représenter tous deux auprès du tribunal par des mandataires, lesquels signent aussi les mémoires présentés dans le procès. Le tribunal vérifie les pouvoirs des mandataires, qui doivent être dûment constitués.

§87. Au cas où le tribunal, au bout de la quinzaine après réception de l'affaire, ne publierait pas l'invitation aux parties de se présenter, celles-ci auraient le droit d'adresser une plainte à l'instance internationale supérieure pour cause de retard dans la procédure.

§88. Le tribunal constate :

1. Si la saisie est légale en la forme et au fond ;

2. Si elle doit être maintenue ou levée, c'est-à-dire s'il faut adjuger la propriété du bien saisi à l'Etat capteur ou bien si l'on doit restituer aux capturés le navire ou les marchandises ;

3. Si le fait qui a motivé la saisie, constitue une infraction à une disposition du Droit des Gens.

§89. Le tribunal fait compléter au besoin par le tribunal d'instruction la constatation du fait, et examine et décide l'affaire, même en l'absence de requêtes et conclusions des parties.

§90. Les mandataires, après avoir déposé un cautionnement pour les frais de justice, dont le tribunal fixe le montant, sont autorisés à remettre au tribunal un mémoire, des motions ou réclamations dans un délai de quatre semaines, en y joignant les documents sur lesquels est basé l'exposé et en énumérant les preuves que les parties font valoir.

§91. Le tribunal invite de suite les mandataires à prendre connaissance du mémoire de la partie adverse et à y répondre par écrit dans un délai de quinze jours. Le tribunal et les mandataires ayant pris connaissance de ces réponses, jour est fixé pour les débats publics. Pour ces débats, le président ouvre l'audience par un exposé historique de l'affaire. Les parties font acter leurs répliques et conclusions, et la discussion se fait, à la fois, sur plusieurs réclamations soulevées.

§92. Si le tribunal juge nécessaire une production de preuves ou si l'une des parties ou toutes deux la proposent, et que le tribunal y consente, ce dernier ordonne de terminer la production de preuves dans un délai de quinze jours. Ce délai peut être prorogé par le tribunal à raison des distances. Après l'expiration du délai fixé, le tribunal informe les parties par écrit, dans les huit jours, du résultat de cette production de preuves, et fixe pour les débats une nouvelle audience dans laquelle il procède comme dans la précédente. Les parties peuvent fournir, dans leurs plaidoiries et conclusions orales, des preuves et faits nouveaux.

§93. Dans le cas où le représentant de l'Etat capteur n'a présenté aucune motion ou que les capturés n'ont fait valoir aucune réclamation, le tribunal procède, après l'expiration du délai pour les motions ou les réclamations, à la décision de l'affaire suivant l'état où se trouve en ce moment la procédure. Il en est de même lorsque les parties, ou l'une d'elles, ne comparaissent pas à l'audience fixée pour les débats, tous les délais étant forclusifs. Il n'est pas admis de requête pour restitution en entier.

§94. Un délai de quinze jours est fixé pour le prononcé du jugement, ce délai courant à partir de la clôture des débats. Au cas où le tribunal laisserait passer ce délai sans rendre sa décision, les parties auraient le droit de porter plainte relativement au retard auprès du tribunal d'appel.

§95. Le jugement énonce :

1. A qui l'on doit remettre le navire et la cargaison, ou le montant du prix de la vente publique effectuée, ou la somme payée par le propriétaire si on lui a délivré le navire ou la cargaison ;

2. Quel dédommagement sera donné, à qui, et par qui, dans les cas : a) de l'arrêt ou de la saisie illégitimes ou illégaux par les officiers de vaisseaux de guerre ; b) du retardement de la procédure ou de la décision du procès, et c) de la libération du navire et de la cargaison ;

3. Si les cautionnements déposés seront restitués, jusqu'à concurrence de quelle somme, et à qui cette restitution doit se faire ;

4. Laquelle des deux parties aura à supporter les frais occasionnés par le navire, la cargaison et la procédure, s'il y a lieu de rembourser les frais de transport aux capturés ou si ceux-ci les perdront parce qu'ils ont enfreint le règlement ;

5. Une décision touchant le sort de l'équipage du navire capturé, dans le cas où le tribunal d'instruction ne l'a pas déjà mis en liberté.

§96. Le jugement sera publié et les mandataires des parties seront cités à cet effet. Au cas où l'un ou l'autre ne comparaîtrait pas au jour fixé, le tribunal en dressera procès-verbal et le jugement sera considéré comme publié. Le tribunal délivre, sur la demande d'un mandataire, des copies du jugement publié. Lors de la publication, connaissance est donnée des dispositions relatives à l'appel.

§97. Procès-verbal est dressé de tous les débats, des conclusions, du jugement et de sa publication, et lecture en est donnée aux mandataires. Le procès-verbal, rectifié et complété au besoin, est signé par le président et le greffier.

§98. L'exécution du jugement se fait en vertu de celui-ci par le tribunal d'instruction.

§99. Le jugement est exécutoire lorsque le mandataire d'aucune des parties n'a interjeté appel contre la décision du tribunal des prises dans le délai voulu. Le jugement dont appel ne peut être exécuté que moyennant caution.

12. De l'organisation et de la procédure du tribunal international des prises maritimes

§100. Au début de chaque guerre, chacune des parties belligérantes constitue un tribunal international d'appel en matière de prises maritimes. Chacun de ces tribunaux est composé de cinq membres désignés comme suit :

L'Etat belligérant nommera lui-même le président et un des membres. Il désignera en outre trois Etats neutres qui choisiront chacun un des trois autres membres.

§101. Tout procès de prise peut être déféré, sur demande des parties produite dans un délai de vingt jours, au tribunal international d'appel. L'introduction et la justification de l'appel se font en même temps et les délais courent à partir du jour du prononcé du jugement par le tribunal, ce jour non compris.

§102. L'appel s'adresse au tribunal national des prises maritimes, lequel le notifie à la partie adverse, qui exige de l'appelant un dépôt de cautionnement pour le payement des frais de justice.

§103. La justification de l'appel indique et motive les différents griefs se rapportant à des points déterminés du jugement du tribunal national des prises maritimes.

§104. Le tribunal national des prises maritimes, en communiquant le mémoire d'appel à la partie adverse, l'invite à présenter une réplique dans un délai de quinze jours. A l'expiration de ce délai, ledit tribunal envoie les actes et le mémoire d'appel avec la réplique au tribunal international d'appel. Le tribunal national pourra accorder une prorogation de délai pour cause légitime.

§105. La procédure devant le tribunal international d'appel est, en général, celle du tribunal des prises maritimes.

§106. Le jugement ou l'arrêt de l'instance d'appel sera motivé et rendu en se basant sur un rapport écrit du président du tribunal, et en tenant compte des preuves et faits nouveaux que l'on aurait produits dans la procédure d'appel.

§107. Il n'est admis, au sujet de la procédure et du jugement, ni pourvoi ou demande de restitution en entier, ni requêtes et observations des consuls et agents des Etats.

§108. Le jugement d'appel est prononcé en présence des mandataires des parties assignées à cet effet, auxquels, sur leur demande, copie est donnée. Il sera, en outre, publié dans un ou plusieurs journaux.

§109. Après la publication, le tribunal national des prises maritimes sera requis pour l'exécution du jugement.

13. Du droit matériel concernant le jugement des procès de prise et de reprise

A - Procès de prise

§110. Aucun navire marchand, ni aucune cargaison appartenant à un particulier, ennemi ou neutre, aucun navire naufragé, échoué ou abandonné, ni aucun bâtiment de pêche, ne peuvent être objets de prise et condamnés qu'en vertu d'un jugement des tribunaux de prises et pour des actes prohibés par le présent Règlement.

§111. Les tribunaux de prises sont obligés de juger d'après les règles du droit international.

§112. Les tribunaux de prises ne peuvent condamner des prises ennemies ou neutres que pour les faits suivants :

1. Transport prohibé en temps de guerre ;

2. Violation de blocus ;

3. Résistance à l'arrêt, à la visite, à la recherche ou à la saisie ;

4. Actes de participation de navires privés à des hostilités des belligérants.

§113[1] Pour qu'il y ait condamnation du chef de transport prohibé en temps de guerre, il faut :

1. Qu'un transport de contrebande soit à destination d'un belligérant ;

2. Qu'un service de transport interdit soit pour son compte ;

3. Que l'objet transporté soit lui-même prohibé ;

4. Que le navire soit pris en flagrant délit.

§114. Pour qu'il y ait condamnation du chef de violation de blocus, il faut :

1. Que le blocus soit publié et effectif ;

2. Qu'il ait été porté à la connaissance du navire accusé, et que ce navire ait tenté de violer un tel blocus, selon les dispositions du présent règlement (§§ 43 et 44).

Il n'y a pas lieu à condamnation si un navire a pénétré à travers la ligne d'un blocus, ou dans une mer bloquée, par suite d'un accident, tel qu'une tempête, ou d'une erreur ; toutefois, ces faits devront être prouvés par le navire qui les allègue.

§115. La résistance d'un navire marchand à l'arrêt, à la visite, à la recherche ou à la saisie, doit être prouvée en fait et manifestée par des actes ; une simple protestation du navire résistant ne pourra motiver la condamnation.

§116. Dans le cas de participation d'un navire privé aux hostilités des belligérants, il faut que la participation soit prouvée et reconnue comme telle.

---

[1] Le texte primitif de ce paragraphe 113 adopté le 8 septembre 1887 à la Session de Heidelberg avait la teneur suivante :
"Pour qu'il y ait condamnation du chef de transport prohibé en temps de guerre, il faut :
1° que le transport soit à destination de l'ennemi ;
2° que l'objet transporté soit lui-même prohibé, c'est-à-dire contrebande ou quasi-contrebande de guerre ;
3° que la contrebande soit saisie en flagrant délit, ou qu'elle soit trouvée à bord du navire au moment de l'arrêt de celui-ci."
Le texte définitif fut accepté le 1er septembre 1897 à la Session de Copenhague, en vue de mettre le Règlement sur les prises maritimes de 1887 en harmonie avec le Règlement sur la contrebande de guerre de 1897.

§117[2]. La contrebande, ainsi que toute *chose* illégalement transportée sera confisquée, et les *personnes* et *troupes* illégalement transportées seront faites prisonnières, Le navire transportant ne sera condamné que :

1. S'il fait résistance ;

2. S'il transporte illégalement des agents, des militaires ou des dépêches pour un belligérant.

§118. Le navire sera condamné avec sa cargaison :

1. Dans le cas de violation de blocus (§ 114) ;

2. Dans le cas de résistance (§§ 112 et 115) ;

3. Dans le cas de participation à des hostilités des belligérants (§ 116).

B - Procès de reprise

§119. Tout navire privé, pris en temps de guerre par un navire de guerre d'un belligérant, peut être objet de reprise par un navire de guerre de l'autre belligérant, quel que soit d'ailleurs le temps durant lequel la prise est restée au pouvoir de l'ennemi avant d'être reprise.

§120. Toute reprise doit être reconnue comme telle et jugée par le tribunal national des prises maritimes.

§121. Le repreneur sera tenu de restituer la reprise au propriétaire légitime primitif, sauf le cas où celui-ci l'aurait fait servir à un but interdit par le règlement international.

§122. Il ne sera accordé de prime pour les re-captures que dans le cas où le navire et la cargaison seront adjugés au propriétaire primitif, lequel même ne restituera que les dépenses occasionnées par la reprise et vérifiées par le tribunal national des prises maritimes.

*

(8 septembre 1887)

---

[2] Le texte primitif de ce paragraphe 117 adopté le 8 septembre 1887 à la Session de Heidelberg avait la teneur suivante :

"La correspondance officielle et la contrebande transportées à destination de l'ennemi seront confisquées ; les troupes transportées à l'ennemi seront faites prisonnières. Le navire transportant ne sera condamné que

1° s'il fait résistance ;

2° s'il transporte des troupes à l'ennemi ;

3° si la cargaison transportée à destination de l'ennemi se compose principalement d'approvisionnements pour les navires de guerre ou pour les troupes de l'ennemi."

Le texte définitif du paragraphe 117 fut accepté le 1er septembre 1897 à la Session de Copenhague, en vue de mettre le Règlement sur les prises maritimes de 1887 en harmonie avec le Règlement sur la contrebande de guerre de 1897.

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session de Heidelberg – 1887

Connaissance des lois étrangères

L'Institut

Emet les vœux suivants :

1. Que les gouvernements s'engagent à se communiquer les lois qui sont en vigueur et qui seront promulguées ultérieurement dans leurs Etats respectifs, conformément à ce qui suit ;

2. Que, parmi les lois à communiquer, on comprenne principalement :

a) les codes, les lois et les règlements qui concernent le droit civil et commercial, le droit pénal, les procédures civile et pénale, y compris ceux qui regardent la faillite ou le concours des créanciers, et l'organisation judiciaire ;

b) les lois et les règlements qui se rapportent au droit administratif et public intérieur, quand ils auront un intérêt général pour les Etats ou pour les citoyens des diverses nations ;

c) les traités, les conventions et les accords internationaux, ou les dispositions y contenues, concernant les rapports de droit civil ou d'intérêt économique ;

d) les lois et les règlements édictés par suite desdits accords internationaux, de quelque forme qu'ils soient, ou traités d'union avec divers Etats, ou conventions internationales spéciales avec l'un d'eux ;

e) que, dans chaque Etat, ces divers documents soient réunis dans un dépôt central, rendu accessible au public.

*

(8 septembre 1887)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session de Heidelberg – 1887

Règles essentielles sur les conflits de lois en matière de mariage et de divorce

(Rapporteurs : MM. E.R.N. Arntz, John Westlake, Ludwig von Bar, Emile Brusa et Charles Gustave Koenig)

I. *De la loi qui régit la forme de la célébration du mariage*

1. Il *suffit*, pour qu'un mariage soit valable partout, que les formes prescrites par la loi du lieu de la célébration aient été observées ;

2. Il est *nécessaire,* pour qu'un mariage soit valable partout, que les formes prescrites par la loi du lieu de la célébration aient été observées (sauf les exceptions à admettre pour les mariages consulaires ou diplomatiques) ;

3. Il est *désirable* d'admettre, à titre d'exception et même entre pays chrétiens, - (la question des capitulations étant réservée) -, la validité des mariages diplomatiques et consulaires, dans le cas où les deux parties contractantes appartiennent au pays de qui relève la légation ou le consulat.

II. *De la loi qui régit les conditions nécessaires pour que le mariage puisse être célébré*

a) En ce qui concerne *l'âge,* il est nécessaire de se conformer à la loi du statut personnel :

1) du futur ;

2) de la future ;

il n'est pas nécessaire de se conformer à la loi du lieu de la célébration.

Par la loi du statut personnel, il faut entendre, conformément à une Résolution de l'Institut à Oxford, la loi nationale.

b) En ce qui concerne les *degrés prohibés de parenté ou d'alliance,* il est nécessaire de se conformer à la loi du statut personnel :

1) du futur ;

2) de la future ;

il est également nécessaire de se conformer à la loi du lieu de la célébration.

La question de savoir s'il y a lieu de reconnaître au gouvernement du lieu de la célébration le droit d'accorder des dispenses, en ce qui concerne les obstacles provenant des degrés prohibés de parenté ou d'alliance, a été ajournée.

c) En ce qui concerne le *consentement des parents ou tuteur,* il est nécessaire de se conformer à la loi du statut personnel :

1) du futur;

2) de la future ;

alors même qu'ils sont majeurs ;

il n'est pas nécessaire de se conformer à la loi du lieu de la célébration.

Même réserve qu'au littéra *b* et en ce qui concerne le droit, pour le gouvernement du lieu de la célébration, d'accorder des dispenses.

d) En ce qui concerne la *publication des bans,* il est nécessaire de se conformer à la loi du statut personnel :

1) du futur ;

2) de la future ;

il est également nécessaire de se conformer à la loi du lieu de la célébration.

L'Institut a, de plus, voté une Résolution tendant à ce que les autorités diplomatiques et consulaires soient admises à délivrer des certificats constatant que leurs nationaux qui se proposent de contracter mariage se trouvent dans les conditions voulues.

III. *De la loi qui régit les conditions de validité à défaut desquelles le mariage célébré pourra être annulé*

a) En ce qui concerne *l'âge,* est nécessaire, au point de vue de la validité, l'observation de la loi du statut personnel :

1) du futur ;

2) de la future, n'entraîne pas nullité l'inobservation de la loi du lieu de la célébration.

b) En ce qui concerne les *degrés prohibés de parenté ou d'alliance,* est nécessaire, au point de vue de la validité, l'observation de la loi du statut personnel :

1) du futur;

2) de la future ;

n'entraîne pas nullité l'inobservation de la loi du lieu de la célébration.

c) En ce qui concerne le *consentement des parents ou tuteur,* est nécessaire, au point de vue de la validité, l'observation de la loi personnelle du *futur.*

L'inobservation de la loi du statut personnel de *la future* et celle de la loi du lieu de la célébration n'entraînent pas nullité.

d) En ce qui concerne la *publication des bans,* est nécessaire, au point de vue de la validité, l'observation de la loi du statut personnel :

1) du futur,

2) de la future.

L'inobservation de la loi du lieu de la célébration n'entraîne pas nullité.

IV. *De la loi qui régit les effets du mariage, quant à l'état civil de la femme ou des enfants nés avant le mariage*

L'effet du mariage sur l'état de la femme et sur celui des enfants nés avant le mariage se règle d'après la loi nationale du mari au moment du mariage.

V. *Des effets de la nullité du mariage prononcée dans le pays de l'un des conjoints*

Lorsqu'un mariage valable d'après les lois du pays de l'un des contractants aura été déclaré nul dans le pays de l'autre, le mariage devra être considéré comme nul partout (sauf les effets civils d'un mariage putatif).

VI. *Du divorce*

La question de savoir si un divorce est légalement admissible ou non dépend de la législation nationale des époux.

Mais, une fois le divorce admis en principe par la loi nationale, les causes qui le motivent doivent être celles de la loi du lieu où l'action est intentée.

Le divorce ainsi prononcé par le tribunal compétent sera reconnu partout.

*

(6 et 7 septembre 1887)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session de Lausanne – 1888

Projet de Déclaration internationale relative au droit d'expulsion des étrangers

(Rapporteur : M. Gustave Rolin-Jaequemyns)

L'Institut de Droit international,

Considérant que l'expulsion, comme l'admission des étrangers, est une mesure de haute police à laquelle aucun Etat ne peut renoncer, mais qui, selon les circonstances, tombe parfois dans l'oubli et parfois s'impose subitement ;

Considérant qu'il peut être utile de formuler, d'une manière générale, quelques principes constants qui, tout en laissant aux gouvernements les moyens de remplir leur tâche difficile, garantissent à la fois, dans la mesure du possible, la sécurité des Etats, le droit et la liberté des individus ;

Considérant que le vœu de voir reconnaître et consacrer ces principes ne saurait impliquer aucune appréciation d'actes d'expulsion qui auraient eu lieu dans le passé ;

Estime que l'admission et l'expulsion des étrangers devraient être soumises à certaines règles, et propose, en attendant un projet complet qui pourrait être ultérieurement discuté, les dispositions suivantes :

Article premier

En principe, tout Etat souverain peut régler l'admission et l'expulsion des étrangers de la manière qu'il juge convenable ; mais il est conforme à la foi publique que les étrangers soient avisés, au préalable, des règles générales que l'Etat entend suivre dans l'exercice de ce droit.

Article 2

En dehors des cas d'urgence, tels que ceux de guerre ou de troubles graves, il y a lieu de distinguer entre l'expulsion ordinaire, s'appliquant à des individus déterminés, et l'expulsion extraordinaire s'appliquant à des catégories d'individus.

Article 3

L'expulsion pour cause d'urgence ne sera que temporaire. Elle n'excédera pas la durée de la guerre ou un délai déterminé d'avance, à l'expiration duquel elle pourra être convertie, sans nouveau délai, en expulsion ordinaire ou extraordinaire.

Article 4

L'expulsion extraordinaire se fera par une loi spéciale ou, tout au moins, par une ordonnance publiée préalablement. L'ordonnance générale devra, avant d'être mise à exécution, être publiée à l'avance dans un délai convenable.

Article 5

Pour l'expulsion ordinaire, il faut distinguer, au point de vue des garanties, les individus domiciliés ou ayant un établissement de commerce de ceux qui ne se trouvent dans aucun de ces deux cas.

Article 6

La décision prononçant une expulsion ordinaire et indiquant les dispositions sur lesquelles elle se fonde devra être signifiée à l'intéressé avant d'être mise à exécution.

*

(8 septembre 1888)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session de Lausanne – 1888

Projet de déclaration internationale relative aux occupations de territoires

(Rapporteurs : MM. Ferdinand von Martitz et Edouard Engelhardt)

Article premier

L'occupation d'un territoire à titre de souveraineté ne pourra être reconnue comme effective que si elle réunit les conditions suivantes :

1° La prise de possession d'un territoire enfermé dans certaines limites, faite au nom du gouvernement ;

2° La notification officielle de la prise de possession.

La prise de possession s'accomplit par l'établissement d'un pouvoir local responsable, pourvu de moyens suffisants pour maintenir l'ordre et pour assurer l'exercice régulier de son autorité dans les limites du territoire occupé. Ces moyens pourront être empruntés à des institutions existantes dans le pays occupé.

La notification de la prise de possession se fait, soit par la publication, dans la forme qui, dans chaque Etat, est en usage pour la notification des actes officiels, soit par la voie diplomatique. Elle contiendra la détermination approximative des limites du territoire occupé.

Article 2

Les règles énoncées dans l'article ci-dessus sont applicables au cas où une Puissance, sans assumer l'entière souveraineté d'un territoire et tout en maintenant, avec ou sans restrictions, l'autonomie administrative indigène, placerait ce territoire sous son *protectorat.*

Article 3

Si la prise de possession donnait lieu à des réclamations fondées sur des titres antérieurs, et si la procédure diplomatique ordinaire n'amenait pas une entente entre les parties intéressées, celles-ci feraient appel, soit aux bons offices, soit à la médiation, soit à l'arbitrage d'une ou plusieurs tierces Puissances.

Article 4

Sont proscrites, toute guerre d'extermination des tribus indigènes, toutes rigueurs inutiles, toutes tortures, même à titre de représailles.

Article 5

Dans les territoires visés par la présente déclaration, l'autorité respectera ou fera respecter tous les droits, notamment la propriété privée, tant indigène qu'étrangère, tant individuelle que collective.

Article 6

Ladite autorité a le devoir de veiller à la conservation des populations indigènes, à leur éducation et à l'amélioration de leurs conditions morales et matérielles.

Elle favorisera et protégera, sans distinction de nationalité, toutes les institutions et entreprises particulières créées et organisées à ces fins, sous la réserve que les intérêts politiques de l'Etat occupant ou protecteur ne seront point compromis ou menacés par l'action ou par les tendances de ces institutions et entreprises.

Article 7

La liberté de conscience est garantie aux indigènes comme aux nationaux et aux étrangers.

L'exercice de tous les cultes ne sera soumis à aucune restriction ni entrave.

On proscrira, toutefois, les pratiques contraires aux lois de la morale et de l'humanité.

Article 8

L'autorité préparera l'abolition de l'esclavage.

L'achat ou l'emploi des esclaves pour le service domestique, par d'autres que par les indigènes, seront immédiatement interdits.

Article 9

La traite sera interdite dans toute l'étendue des territoires visés par la présente déclaration.

Ces territoires ne pourront servir ni de marchés, ni de voie de transit pour la vente des esclaves, et les mesures les plus rigoureuses seront prises contre ceux qui se livreraient ou qui seraient intéressés à ce trafic.

On empêchera l'introduction et le commerce intérieur des cangues et autres instruments de supplice à l'usage des propriétaires d'esclaves.

Article 10

Le débit des boissons fortes sera réglementé et contrôlé de façon à préserver les populations indigènes des maux résultant de leur abus.

*

(7 septembre 1888)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session de Lausanne – 1888

Conclusions concernant les principes communs au droit civil et au droit commercial

(Rapporteur : M. Ludwig von Bar)

1. Conformément aux principes adoptés à Oxford, la capacité d'une personne, en matière commerciale comme en matière civile, se détermine d'après sa loi nationale.

2. Toutefois, en matière commerciale, la demande en nullité fondée sur l'incapacité de l'une des parties peut être repoussée et l'acte reconnu valable par application de la loi du lieu où il a été passé, si l'autre partie établit qu'elle a été induite en erreur par le fait de l'incapable ou par un concours de circonstances graves abandonnées à l'appréciation des magistrats.

*

(4 septembre 1888)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session de Lausanne – 1888

Règlement international des conflits de lois en matière de mariage et de divorce

I. *De la loi qui régit la forme de la célébration du mariage*

Article premier

La loi qui régit la forme de la célébration du mariage est celle du pays où le mariage est célébré.

Article 2

Seront toutefois reconnus partout comme valables quant à la forme :

1. Les mariages célébrés en pays non chrétiens conformément aux capitulations en vigueur ;

2. Les mariages diplomatiques ou consulaires célébrés dans les formes prescrites par la loi du pays de qui relève la légation ou le consulat, si les deux parties contractantes appartiennent à ce pays.

Article 3

Si, dans un pays, la forme de la célébration est purement religieuse, les étrangers doivent être autorisés à célébrer leur mariage selon les formes légales de leur pays d'origine, ou devant les autorités diplomatiques ou consulaires du mari, même si, dans le pays où ils sont accrédités, leur qualité d'officier d'état civil n'est pas reconnue.

Article 4

Chaque mariage contracté à l'étranger doit être constaté par un document officiel et communiqué aux autorités du pays d'origine du mari.

II. *De la loi qui régit les conditions nécessaires pour que le mariage puisse être célébré*

Article 5

Pour que le mariage puisse être célébré dans un pays autre que celui des époux ou de l'un d'eux, il faut que le futur. et la future se trouvent dans les conditions prévues par leur loi nationale respective en ce qui concerne :

1. L'âge ;

2. Les degrés prohibés de parenté ;

3. Le consentement des parents ou tuteurs ;

4. La publication des bans.

Il faut, en outre, que le futur et la future se trouvent dans les conditions prévues par la loi du lieu de la célébration en ce qui concerne :

1. Les degrés prohibés de parenté ;

2. La publication des bans.

Article 6

Les autorités du pays où le mariage est célébré pourront accorder dispense des empêchements résultant de la parenté ou de l'alliance entre les futurs époux, ou du défaut de consentement de leurs parents ou tuteurs, dans les cas et dans la mesure où cette faculté appartiendrait, en vertu de la loi nationale des futurs époux, aux autorités de leurs patries respectives.

Article 7

Les autorités diplomatiques ou consulaires seront admises à délivrer des certificats constatant que leurs nationaux qui se proposent de contracter mariage se trouvent dans les conditions voulues par leur foi nationale.

III. *De la loi qui régit les conditions de validité à défaut desquelles le mariage célébré pourra être annulé*

Article 8

Pourra être annulé, le mariage contracté en dehors des conditions exigées par la loi nationale de l'un des époux, en ce qui concerne :

1. L'âge ;

2. Les degrés prohibés de parenté ou d'alliance ;

3. La publication des bans.

Article 9

Pourra également être annulé le mariage contracté en dehors des conditions prescrites par la loi nationale du futur, en ce qui concerne le consentement des parents ou tuteurs.

IV. *De la loi qui régit les effets du mariage et les contrats matrimoniaux*

Article 10

Les effets du mariage, sur l'état de la femme et sur l'état des enfants nés avant le mariage, se règlent d'après la loi de la nationalité à laquelle appartenait le mari lorsque le mariage a été contracté.

Article 11

Les droits et devoirs du mari envers la femme et de la femme envers le mari sont reconnus et protégés *selon la loi nationale du mari, sauf les restrictions du droit public du lieu de la résidence des époux.*

Article 12

Le régime des biens des époux embrasse tous les biens des époux, tant mobiliers qu'immobiliers, sauf les immeubles qui sont régis par une loi spéciale.

Article 13

Les contrats matrimoniaux relatifs aux biens sont régis, quant à la forme, par la loi du lieu où ces contrats ont été conclus. Doivent toutefois être également considérés comme valables partout, les contrats matrimoniaux faits dans les formes exigées par la loi nationale des deux parties.

Article 14

A défaut d'un contrat de mariage, la loi du domicile matrimonial - c'est-à-dire du premier établissement des époux - régit les droits patrimoniaux des époux, s'il n'appert pas des circonstances ou des faits l'intention contraire des parties.

Article 15

Un changement du domicile ou de la nationalité des époux ou du mari n'a aucune influence sur le régime une fois établi entre les époux, sauf les droits des tiers.

V. *De la loi qui régit les effets de la nullité du mariage prononcée dans le pays de l'un des coi?joints*

Article 16

Lorsqu'un mariage valable d'après la loi du pays de l'un des contractants aura été déclaré nul dans le pays de l'autre, le mariage devra être considéré comme nul partout, sauf les effets civils d'un mariage putatif.

VI. *De la loi qui régit le divorce*

Article 17

La question de savoir si un divorce est légalement admissible ou non dépend de la législation nationale des époux.

Article 18

Si le divorce est admis en principe par la loi nationale, les causes qui le motivent doivent être celles de la loi du lieu où l'action est intentée.

Le divorce ainsi prononcé par le tribunal compétent sera reconnu valable partout.

*

(5 septembre 1888)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session de Lausanne – 1888

Projet de loi uniforme pour les abordages maritimes

(Rapporteur : M. Adolphe Sacerdoti)

Article premier

Si l'abordage a été causé par une faute, tous les dommages sont supportés par le navire à bord duquel la faute a été commise.

Article 2

S'il y a eu faute commise à bord des deux navires, aucune indemnité ne peut être réclamée pour le dommage causé à l'un des deux navires ou à tous les deux, à moins qu'il ne soit justifié par les intéressés que la cause principale du sinistre doit être attribuée plus spécialement à l'un des navires ; et, dans ce cas, il appartient aux tribunaux d'apprécier dans quelle mesure une indemnité pourra être mise à la charge de l'un en faveur de l'autre.

Dans tous les cas de faute commune, les deux navires répondent solidairement du dommage éprouvé par le chargement et par les personnes. Le navire qui aura payé le montant intégral du dommage aura droit de recourir contre l'autre pour le remboursement de la moitié de la somme avancée. Lorsque les tribunaux, d'après les justifications faites, auront fixé d'autres bases pour la contribution à l'indemnité, le recours s'exercera en se conformant aux règles par eux posées.

Article 3

Lorsque le navire a été sous la conduite obligatoire d'un pilote lamaneur, et que les gens composant l'équipage ont rempli les obligations qui leur incombent, le navire ne supporte pas le dommage qui résulte d'un abordage causé par la faute du pilote.

Article 4

Si l'abordage à entraîné mort d'hommes ou blessures, les indemnités allouées de ce chef sont prélevées de préférence sur le produit du recours.

Article 5

Sont non recevables toutes actions en indemnité pour faits d'abordage, si la demande n'est pas faite en justice dans l'année du jour où l'abordage a eu lieu et dans le mois de la connaissance acquise de l'événement par les intéressés.

Article 6

La demande en justice peut être faite par le capitaine pour le compte de tous les intéressés.

Article 7

Le navire abordeur peut être saisi dans tout port, même de relâche, pendant toute la durée de l'instance et jusqu'à ce que le jugement rendu contre lui soit susceptible d'exécution, à moins qu'il n'ait fourni caution suffisante fixée par le juge.

Article 8

Sont compétents pour statuer sur la demande en indemnité : le juge du domicile du défendeur, le juge du port le plus voisin du lieu du sinistre, le juge du port de destination du navire abordeur, le juge du port où le navire abordeur sera entré premièrement en relâche, le juge du lieu où le navire aura été saisi.

*

(4 septembre 1888)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session de Lausanne – 1888

Projet de règlement international des conflits de lois en matière d'abordages maritimes

(Rapporteur : M. Charles Lyon-Caen)

Article premier

En cas d'abordage dans les eaux intérieures d'un pays entre navires soit de la même nationalité soit de nationalités différentes, la loi de ce pays doit être appliquée pour déterminer qui supporte le dommage causé aux navires, aux personnes, ou aux cargaisons, dans quels délais les réclamations doivent être formées, quelles formalités doivent remplir les intéressés pour la conservation de leurs droits et quels sont les tribunaux compétents pour en connaître.

Il en est de même si l'abordage a eu lieu dans les eaux territoriales.

Article 2

En cas d'abordage *en pleine mer entre navires de la même nationalité,* la loi du pavillon des navires doit être appliquée à toutes les questions nées de l'abordage.

Si l'abordage a lieu en *pleine mer entre navires de nationalités différentes,* la loi du pavillon de chaque navire sert à déterminer qui doit supporter le dommage. Toutefois, le demandeur ne peut faire une réclamation qui ne serait pas justifiée d'après la loi de son pavillon.

Les réclamations doivent être formées dans les délais prescrits par la loi du pavillon du demandeur et après accomplissement des formalités qu'elle exige. Elles peuvent être portées indifféremment devant un tribunal compétent d'après cette loi ou d'après celle du pavillon du défendeur.

*

(4 septembre 1888)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session de Hambourg – 1891

Projet de règlement international sur la compétence des tribunaux dans les procès contre les Etats, souverains ou chefs d'Etat étrangers

(Comité de rédaction, puis MM. Ludwig von Bar, John Westlake et Adolphe Hartmann)

Article premier

Sont insaisissables les meubles, y compris les chevaux, voitures, wagons et navires, appartenant à un souverain ou chef d'Etat étranger et affectés, directement ou indirectement, à l'usage actuel de ce souverain ou chef d'Etat ou des personnes qui l'accompagnent pour son service.

Article 2

Sont de même exempts de toute saisie les meubles et immeubles appartenant à un Etat étranger et affectés, avec l'approbation expresse ou tacite de l'Etat sur le territoire duquel ils se trouvent, au service de l'Etat étranger.

Article 3

Néanmoins le créancier au profit duquel une chose appartenant à un Etat, à un souverain ou à un chef d'Etat étranger, est *expressément* mise en gage ou donnée en hypothèque par cet Etat, ce souverain ou ce chef d'Etat, peut, le cas échéant, la retenir ou la faire saisir.

Article 4

Les seules actions recevables contre un Etat étranger sont :

1° Les actions réelles, y compris les actions possessoires, se rapportant à une chose, immeuble ou meuble, qui se trouve sur le territoire ;

2° Les actions fondées sur la qualité de l'Etat étranger comme héritier ou légataire d'un ressortissant du territoire, ou comme ayant droit à une succession ouverte sur le territoire ;

3° Les actions qui se rapportent à un établissement commercial ou industriel ou à un chemin de fer, exploités par l'Etat étranger sur le territoire ;

4° Les actions pour lesquelles l'Etat étranger a expressément reconnu la compétence du tribunal - L'Etat étranger qui lui-même forme une demande devant un tribunal est réputé avoir reconnu la compétence de ce tribunal quant à la condamnation aux frais du procès et quant à une demande reconventionnelle résultant de la même affaire ; de même, l'Etat étranger qui, en répondant à une action portée contre lui, n'excipe pas de l'incompétence du tribunal, est réputé l'avoir reconnu comme compétent ;

5° Les actions découlant de contrats conclus par l'Etat étranger sur le territoire, si l'exécution complète sur ce même territoire en peut être demandée d'après une clause expresse ou d'après la nature même de l'action ;

6° Les actions en dommages-intérêts nées d'un délit ou d'un quasi-délit, commis sur le territoire.

Article 5

Ne sont pas recevables les actions intentées pour des actes de souveraineté, ou découlant d'un contrat du demandeur comme fonctionnaire de l'Etat, ni les actions concernant les dettes de l'Etat étranger contractées par souscription publique.

Article 6

Les actions intentées contre des souverains ou chefs d'Etat étrangers sont soumises aux règles posées aux articles 4 et 5.

Article 7

Toutefois, les actions qui résultent d'obligations contractées avant l'avènement du souverain ou la nomination du chef d'Etat sont régies par les règles ordinaires de compétence.

Article 8

Les ajournements, tant pour les souverains ou chefs d'Etat que pour les Etats eux-mêmes, se font par la voie diplomatique.

Article 9

Il est désirable que, dans chaque Etat, les lois de procédure accordent des délais suffisants pour que, dans les cas d'action portée ou de saisie demandée ou pratiquée contre un souverain ou chef d'Etat ou contre un Etat étranger, il puisse en être fait rapport au gouvernement du pays dans lequel l'action a été portée, ou la saisie demandée ou pratiquée.

*

(11 septembre 1891)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session de Hambourg – 1891

Vœu motivé de l'Institut tendant à la ratification intégrale de l'Acte général de Bruxelles

(Rapporteur : M. Edouard Engelhardt)

L'Institut de Droit international,

Vu les travaux préparatoires de la sixième Commission, instituée à Lausanne en 1888 et ayant pour objet l'étude de la *Traite maritime et de la police des navires négriers ;*

Vu le mémoire et les conclusions de M. Engelhardt, rapporteur de cette Commission ;

Vu l'Acte général de la Conférence de Bruxelles, du 2 juillet 1890, et spécialement les articles XX à LXI, ayant pour objet la répression de la traite sur mer ;

Considérant que cet Acte, sur lequel se sont entendus, après de longues et mûres délibérations, les représentants de dix-sept Puissances, parmi lesquelles figurent toutes les Puissances maritimes de l'Europe et les Etats-Unis d'Amérique, réalise un progrès considérable dans le droit international public, en donnant la sanction du consentement commun des hautes parties contractantes à un ensemble de mesures destinées à la répression tant, sur terre que sur mer, du plus infâme des trafics et à la civilisation de tout un continent ;

Considérant que la partie de cet Acte, qui concerne la répression de la traite sur mer, tient compte, dans une juste mesure, du but humanitaire à atteindre et des précautions à prendre pour que le droit de police des navires négriers, respectivement attribué aux croiseurs des puissances signataires, ne puisse s'exercer d'une manière inutilement vexatoire et contraire soit à la souveraineté, soit à la dignité de quelqu'une des hautes parties contractantes ;

Que, dans ce but, la Conférence a d'abord nettement distingué entre les Puissances déjà liées par des conventions particulières faites pour la suppression de la traite et celles qui sont libres de tout engagement à ce sujet ;

Qu'il en résulte que les dispositions de ces conditions particulières relatives au droit réciproque de visite des navires en mer, demeurent strictement limitées aux Puissances qui y ont formellement adhéré ;

Que, bien loin d'étendre ces dispositions particulières aux Puissances qui n'y ont pas été parties, l'Acte général de Bruxelles limite, d'une manière générale, tout exercice international de la police maritime de la traite à une zone qui s'étend le long de la côte orientale de l'Afrique, et aux navires d'un tonnage inférieur à 500 tonneaux ; que le but de ces restrictions est de rendre pratiquement impossible toute gêne apportée par la poursuite de la traite aux relations commerciales entre les ports de l'Europe ou de l'Amérique et ceux du reste du monde ;

Considérant, en ce qui concerne les Puissances libres de tout engagement conventionnel, que les dispositions de l'Acte général de Bruxelles mettent fin, de la manière la plus heureuse et la plus conciliante, à une divergence de vues existant jusqu'ici entre la France et l'Angleterre au sujet du droit de visite des navires suspects ; que, tenant compte des traditions de la première de ces Puissances, l'Acte de Bruxelles n'a aucunement rétabli le droit de visite à son préjudice. En effet, cet Acte implique simplement l'accord de toutes les Puissances :

1° sur certaines règles uniformes que chacune d'elles appliquera souverainement dans son propre ressort, en ce qui concerne la concession du pavillon aux bâtiments indigènes, le rôle d'équipage et le manifeste des passagers noirs ;

2° sur un droit de contrôle international restreint, quant à la zone et au tonnage, dans les limites pré-rappelées et consistant en fait dans une vérification du pavillon ;

Considérant que ce contrôle, se bornant a une vérification matérielle par des officiers de marine de certains papiers de bord strictement déterminés, a pour but d'empêcher que des bâtiments indigènes, c'est-à-dire les seuls qui maintenant s'occupent de la traite, arborent frauduleusement le pavillon de l'une des Puissances signataires ;

Considérant que l'arrêt, l'enquête et le jugement des bâtiments saisis ne peuvent avoir lieu que si, par suite de l'accomplissement de ces actes de contrôle, "le croiseur est convaincu qu'un fait de traite a été commis à bord durant la traversée, ou qu'il existe des preuves irrécusables contre le capitaine ou l'armateur, pour l'accuser d'usurpation de pavillon, de fraude ou de participation à la traite" (art. 69 de l'Acte) ;

Considérant que, dans ces conditions, il est hautement désirable que l'Acte de la Conférence de Bruxelles puisse être mis à exécution, de manière à permettre non seulement la répression plus efficace de la traite sur mer, mais à ne pas retarder plus longtemps l'organisation de tout un ensemble d'institutions et de mesures destinées à empêcher, directement ou indirectement, la traite sur terre ; que, d'ailleurs, par l'article 97 de l'Acte, les Puissances se réservent "d'introduire ultérieurement et d'un commun accord les modifications ou améliorations dont l'utilité serait démontrée par l'expérience" ;

Par ces motifs, tout en se réservant d'examiner ultérieurement, en temps opportun, ces modifications ou ces améliorations éventuelles, l'Institut exprime le vœu que l'Acte général de Bruxelles obtienne le plus tôt possible la ratification de toutes les Puissances dont les plénipotentiaires l'ont signé.

*

(12 septembre 1891)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session de Hambourg – 1891

Vœu concernant la formation d'une Union internationale pour la publication des traités

(Rapporteurs : MM. Ferdinand v. Martitz et Comte L. Kamarowsky)

L'Institut

Emet le vœu qu'une Union internationale soit formée au moyen d'un traité auquel seraient invités à adhérer tous les Etats civilisés, en vue d'une publication aussi universelle, aussi prompte et aussi uniforme que possible, des traités et conventions entre les Etats faisant partie de l'Union.

*

(12 septembre 1891)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session de Hambourg – 1891

Moyens à proposer aux gouvernements en vue d'assurer la preuve des lois étrangères devant les tribunaux

(Rapporteur : M. Auguste Pierantoni)

I. L'Institut déclare :

1. Que, dans l'état actuel de la science du droit et des rapports internationaux, et en présence du plus grand nombre de lois élaborées dans les pays civilisés, la preuve des lois étrangères ne peut être une question de fait abandonnée à l'initiative des parties ;

2. Qu'il est nécessaire de fixer des règles générales et uniformes à substituer aux différents usages qui sont en vigueur.

II. L'Institut émet le vœu que, par des accords internationaux, les Etats s'obligent à l'application des règles suivantes :

a) Quand, dans un procès civil, il y a nécessité d'appliquer une loi étrangère sur l'existence et la teneur de laquelle les parties ne sont pas d'accord, le juge, le tribunal ou la cour, sur la demande des parties ou d'office, déclarera, dans une décision préparatoire, quels sont les lois ou les points de droit nécessaires pour vider l'affaire.

b) Le juge ou le président délivrera, dans le plus court délai possible, des lettres rogatoires, qui, par l'intermédiaire du ministère de la Justice et du ministère des Affaires étrangères, seront remises au ministère de la Justice de l'Etat dont on veut connaître les lois ou certains points de droit.

c) Le ministère de la Justice de ce dernier Etat répondra à la demande faite, en s'abstenant de tout conseil ou avis sur toute question de fait, et en se bornant à attester l'existence et la teneur des lois.

d) Dès que les textes des lois et les certificats auront été remis au tribunal, ils seront déposés au greffe, et, sur requête de la partie la plus diligente, la procédure reprendra son cours.

*

(12 septembre 1891)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session de Hambourg – 1891

Règlement international pour la tutelle des mineurs étrangers

(Rapporteur : M. Ernest Lehr)

I. *Principes*

I. La tutelle des mineurs est régie par leur loi nationale.

Cette loi détermine l'ouverture et la fin de la tutelle, son mode de délation, d'organisation et de contrôle, les attributions et la compétence du tuteur.

II. Lorsque, le mineur n'ayant conservé dans son pays d'origine aucun domicile et n'étant plus rattaché à lui par aucun lien de droit attributif de compétence, il est impossible de constituer la tutelle dans ledit pays, l'agent diplomatique ou consulaire de sa nation, dans la circonscription duquel la tutelle s'est ouverte de fait, exerce les attributions conférées par la loi nationale aux autorités tutélaires de la métropole et pourvoit à l'organisation de la tutelle conformément à ladite loi.

Toutefois, si le mineur qui n'a plus personnellement aucun domicile attributif de compétence dans son pays, y possède des parents ou alliés jusqu'au quatrième degré inclusivement, la tutelle est réputée s'ouvrir au domicile du parent ou de l'allié le plus proche, le parent ayant le pas sur l'allié à égalité de degré.

Le deuxième alinéa du présent article ne s'applique pas aux pays dans lesquels la famille demeure étrangère à la constitution de la tutelle, et où la juridiction des tribunaux est formellement subordonnée au fait que le mineur se trouve personnellement domicilié dans leur ressort.

III. A défaut d'agent diplomatique ou consulaire du pays auquel ressortit le mineur ou si, vu les circonstances, cet agent est hors d'état d'organiser la tutelle conformément à la loi de son pays, la tutelle est organisée conformément à la loi du domicile par les soins des autorités tutélaires du lieu.

Elle s'ouvre alors d'après les dispositions de ladite loi, nonobstant celles de la loi nationale.

Mais elle prend fin à l'époque et pour les causes prévues par la loi nationale.

Dans les pays où il existe une tutelle légale, les personnes à qui la loi nationale confère la tutelle légale sont admises à l'exercer, encore que la *lex loci* ne reconnaisse pas ce droit aux indigènes. Dans les pays où la tutelle est conférée par l'autorité, les personnes à qui la loi nationale confère la tutelle légale seront investies de la tutelle, dans la mesure où le juge le trouvera possible.

IV. La tutelle organisée conformément aux dispositions qui précèdent est réputée, dans les deux pays, régulièrement organisée, à l'exclusion de toute autre.

Toutefois, si les raisons de droit ou de fait qui ont empêché de constituer la tutelle dans le pays du mineur viennent à disparaître par la suite, et qu'il devienne possible de l'y constituer, les autorités nationales auront en tout temps le droit de le faire ou de le permettre, à condition d'en avertir préalablement les autorités étrangères qui y avaient pourvu conformément au présent règlement. Les tuteurs qui avaient été nommés par celles-ci seront relevés de leurs fonctions conformément à la *lex loci ;* la validité des actes desdits tuteurs sera appréciée d'après la même loi.

V. En attendant l'organisation régulière de la tutelle et pour les actes d'administration urgents, les pouvoirs de tuteur sont dévolus à l'agent diplomatique ou consulaire et, à son défaut, aux autorités tutélaires locales.

II. *Règles d'exécution indiquant les mesures pratiques à l'aide desquelles les principes qui précèdent pourraient recevoir application*

1. Lorsqu'un étranger ayant sa résidence habituelle dans un pays décède, laissant des enfants qui, d'après leur loi nationale, sont encore mineurs, la personne chargée de la tenue du registre des décès doit informer de cette circonstance, dans un délai de … jours, les autorités de ladite résidence.

2. Ces autorités inscrivent, à sa date, l'avis transmis par le préposé sur le registre tenu à cet effet, et dans le délai de … jours, en adressent un extrait au ministère des Affaires étrangères de leur pays, pour être transmis, par ses soins, à la mission diplomatique ou au poste consulaire de l'Etat dont relevait le défunt et, à défaut de mission diplomatique et de consulat, au gouvernement dudit Etat.

3. Si la localité où résidait habituellement le défunt est comprise dans une circonscription consulaire de l'Etat auquel il ressortissait ou auquel ressortissent ses enfants, l'avis émané des autorités locales doit toujours, en dernière analyse, être adressé au consul soit par lesdites autorités, soit par son propre gouvernement ou la légation, saisis en vertu de l'article II.

4. Le consul inscrit, à son tour, cet avis sur un registre spécial et met la famille des mineurs en demeure de lui faire connaître, dans un délai de … jours, si elle a gardé avec son pays d'origine des liens suffisants pour y faire constituer la tutelle des mineurs, ou s'il y a lieu de la faire constituer soit sous les auspices du consulat, soit par les autorités locales, à titre de tutelle unique ou de protutelle. La réponse de la famille est inscrite dans une colonne spéciale du même registre.

5. Si, de la réponse de la famille, il appert que la tutelle peut être constituée dans le pays d'origine, le consul met la famille en demeure de se pourvoir, dans un délai de ... jours, devant les autorités compétentes dudit pays et prévient immédiatement celles-ci par une lettre directe contenant les renseignements qu'il a été à même de recueillir. Mention sommaire est faite de cette lettre sur le registre spécial indiqué à l'article précédent. Aussitôt que la tutelle est constituée, le consul en est informé, à son tour, par lesdites autorités ; il inscrit le fait sur le registre, en mentionnant les nom, prénoms, profession et domicile du tuteur nommé, et prévient les autorités locales. Sa propre inscription le décharge de tout devoir ultérieur quant à la tutelle des mineurs dont il s'agit, et son avis aux autorités locales produit le même effet, en ce qui les concerne, aussitôt qu'il a été transcrit sur le registre mentionné à l'article II.

En cas de changement ultérieur dans la personne du tuteur, le consul et les autorités locales doivent en être informés en la même forme que de la nomination primitive.

6. Lorsque au contraire, il appert de la réponse de la famille, que la tutelle ne peut pas être constituée dans le pays d'origine, le consul procède au lieu et place des autorités tutélaires de son pays, et surveille ou dirige l'organisation de la tutelle, en se conformant, autant que les circonstances le permettent, aux diverses dispositions et recommandations de sa loi nationale et en s'inspirant, avant tout, de l'intérêt bien entendu des mineurs à assister. Aussitôt que la tutelle a été ainsi constituée, le consul inscrit sur son registre spécial tous les actes relatifs à l'organisation et avise les autorités locales, ainsi qu'il est dit à la fin de l'article précédent.

7. Si le consul n'est pas en mesure de constituer la tutelle, faute de nationaux, de parents ou d'alliés des mineurs, aptes à en assumer la charge et disposés à l'accepter, dans la mesure où ils seraient libres de la décliner, il en donne immédiatement avis aux autorités tutélaires locales, en mentionnant le fait et les motifs sur son registre. Ces autorités procèdent alors comme pour leurs nationaux, sous les réserves indiquées à l'article III des *Principes,* et font connaître au consul, pour être inscrit sur un registre, le nom du tuteur désigné par elles et éventuellement celui du remplaçant de ce tuteur.

8. Si, dans les quatre mois à compter du décès, le consul ou les autorités tutélaires locales n'ont pas reçu notification de la constitution de la tutelle, un rappel est adressé par leurs soins aux autorités nationales qui, en vertu de l'article 5 ci-dessus, avaient été saisies de l'affaire en première ligne.

9. Au bout de six mois, sauf prolongation motivée du délai, les autorités locales, prévenues conformément à l'article 1er, adressent une dernière mise en demeure aux autorités nationales. Si elle reste sans effet pendant trente jours à partir de sa date, celles-ci sont définitivement dessaisies, et la tutelle est organisée par les soins des premières, conformément à l'article III des *Principes.*

10. Dans les cas prévus aux articles 6, 7 et 9, communication de la constitution de la tutelle est donnée au gouvernement de l'Etat auquel ressortissent les mineurs ; et ce gouvernement en informe son propre consul dans le cas de l'article 9.

11. Lorsque, en vertu de l'article V des *Principes,* un consul ou les autorités tutélaires locales sont appelées, vu l'urgence, à faire un acte de tutelle, elles l'inscrivent sur leur registre spécial, en indiquant les motifs de leur intervention.

*

(8 septembre 1891)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session de Hambourg – 1891

Conflits de lois en matière de sociétés par actions

(Rapporteur : M. Charles Lyon-Caen)

L'Institut de Droit international

Recommande à l'adoption de tous les Etats les règles suivantes pour résoudre les conflits de lois concernant les sociétés par actions.

Article premier

Les sociétés par actions constituées conformément aux lois de leur pays d'origine, ont, sans qu'une autorisation générale ou spéciale leur soit nécessaire, le droit d'ester en justice dans les autres pays.

Elles ont le droit d'y faire des opérations en observant les lois et règlements d'ordre public, d'y établir des agences ou sièges quelconques d'opérations.

Article 2

Le fonctionnement des sociétés par actions, les pouvoirs, les obligations et la responsabilité de leurs représentants sont régis, même dans les autres Etats, par les lois du pays d'origine de ces sociétés.

Article 3

Les sociétés par actions qui établissent des succursales ou sièges d'opérations dans un pays étranger doivent y remplir les formalités de publicité prescrites par les lois de ces pays.

Le défaut d'accomplissement de ces formalités ne rend pas nulles les opérations faites par les succursales. Mais les administrateurs et représentants des sociétés peuvent être déclarés responsables, d'après la loi du pays où la contravention a été commise, de toutes les opérations faites dans ce pays.

Article 4

Les conditions légales, soit des émissions, soit des négociations d'actions ou obligations des sociétés étrangères, sont celles qu'exige la loi du pays dans lequel ces émissions ou négociations ont lieu.

Article 5

On doit considérer comme pays d'origine d'une société par actions le pays dans lequel a été établi sans fraude son siège social légal.

*

(9 septembre 1891)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session de Genève – 1892

Règles internationales sur l'admission et l'expulsion des étrangers

(Rapporteurs : MM. L.-J.-D. Féraud-Giraud et Ludwig von Bar)

L'Institut de Droit international,

Considérant que, pour chaque Etat, le droit d'admettre ou de ne pas admettre des étrangers sur son territoire, ou de ne les y admettre que conditionnellement, ou de les en expulser, est une conséquence logique et nécessaire de sa souveraineté et de son indépendance ;

Considérant, toutefois, que l'humanité et la justice obligent les Etats à n'exercer ce droit qu'en respectant, dans la mesure compatible avec leur propre sécurité, le droit et la liberté des étrangers qui veulent pénétrer sur ledit territoire, ou qui s'y trouvent déjà ;

Considérant que, à ce point de vue international, il peut être utile de formuler, d'une manière générale et pour l'avenir, quelques principes constants, dont l'acceptation ne saurait d'ailleurs impliquer aucune appréciation d'actes accomplis dans le passé ;

Propose, pour l'admission et l'expulsion des étrangers, l'observation internationale des règles suivantes :

CHAPITRE PREMIER

DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES

Article premier

Sont étrangers, dans le sens du présent Règlement, tous ceux qui n'ont pas un droit actuel de nationalité dans l'Etat, sans distinguer ni s'ils sont simplement de passage ou s'ils sont résidants ou domiciliés, ni s'ils sont des réfugiés ou s'ils sont entrés dans le pays de leur plein gré.

Article 2

En principe, un Etat ne doit pas interdire l'accès ou le séjour sur son territoire soit à ses sujets, soit à ceux qui, après avoir perdu leur nationalité dans ledit Etat, n'en ont point acquis une autre.

Article 3

Il est désirable que l'admission et l'expulsion des étrangers soient réglées par des lois.

CHAPITRE II

DES CONDITIONS AUXQUELLES EST SUBORDONNÉE L'ADMISSION DES ÉTRANGERS

Article 4

Les cas de représailles et de rétorsion ne sont pas soumis aux règles suivantes. Toutefois, les étrangers domiciliés dans le pays avec l'autorisation expresse du gouvernement, ne peuvent être expulsés à titre de représailles ou de rétorsion.

Article 5

Sont également exceptées des règles suivantes les colonies où la civilisation européenne n'est pas encore dominante.

Article 6

L'entrée libre des étrangers sur le territoire d'un Etat civilisé ne peut être prohibée, d'une manière générale et permanente, qu'à raison de l'intérêt public et de motifs extrêmement graves, par exemple à raison d'une différence fondamentale de mœurs ou de civilisation, ou à raison d'une organisation ou accumulation dangereuse d'étrangers qui se présenteraient en masse.

Article 7

La protection du travail national n'est pas, à elle seule, un motif suffisant de non-admission.

Article 8

L'Etat conserve le droit de restreindre ou de prohiber temporairement l'entrée des étrangers, en temps de guerre, de troubles intérieurs ou d'épidémie.

Article 9

Chaque Etat doit fixer par des lois ou par des règlements, publiés dans un délai suffisant avant leur mise en vigueur, les règles de l'admission ou de la circulation des étrangers.

Article 10

L'entrée ou le séjour des étrangers ne peut être subordonné à la perception de taxes excessives.

Article 11

Tous changements essentiels dans les conditions d'admission et de séjour des étrangers, y compris les modifications aux taxes qui les concernent, doivent être communiqués dans le plus bref délai aux gouvernements des Etats dont les ressortissants y sont intéressés.

Article 12

L'entrée du territoire peut être interdite à tout individu étranger en état de vagabondage ou de mendicité, ou atteint d'une maladie de nature à compromettre la santé publique, ou fortement suspect d'infractions graves commises à l'étranger contre la santé ou la vie des personnes ou contre la propriété ou la foi publique, ainsi qu'aux étrangers condamnés à raison desdites infractions.

Article 13

Un Etat peut, à titre exceptionnel, n'admettre des étrangers que temporairement et sous défense pour eux de se domicilier dans le territoire, pourvu que, autant que faire se pourra, la défense soit notifiée individuellement et par écrit.

L'interdiction cesse d'avoir effet si elle n'est pas répétée périodiquement dans des délais n'excédant pas deux ans.

CHAPITRE III

DES CONDITIONS AUXQUELLES EST SUBORDONNÉE L'EXPULSION DES ÉTRANGERS

I. Règles générales

Article 14

L'expulsion ne doit jamais être prononcée dans un intérêt privé, pour empêcher une concurrence légitime ni pour arrêter de justes revendications ou les actions et recours régulièrement portés devant les tribunaux ou autorités compétentes.

Article 15

Les mesures d'expulsion et d'extradition sont indépendantes l'une de l'autre ; le refus d'extradition n'implique pas la renonciation au droit d'expulsion.

Article 16

L'expulsé réfugié sur un territoire pour se soustraire à des poursuites au pénal, ne peut être livré, par voie détournée, à l'Etat poursuivant, sans que les conditions posées en matière d'extradition aient été dûment observées.

Article 17

L'expulsion, n'étant pas une peine, doit être exécutée avec tous les ménagements possibles, en tenant compte de la situation particulière de la personne.

Article 18

Il peut être enjoint à un étranger d'habiter un certain lieu ou de ne pas sortir d'un certain lieu, sous peine d'expulsion s'il contrevient à cet ordre.

Article 19

Les expulsions, soit individuelles, soit extraordinaires, doivent être portées, aussitôt que possible, à la connaissance des gouvernements dont elles concernent les ressortissants.

Article 20

Il est rendu compte périodiquement, soit à la représentation nationale, soit par le moyen d'une publication officielle, de toutes les expulsions, y compris celles qui ont été infirmées ou révoquées.

Article 21

Tout individu expulsé a le droit, s'il se prétend indigène ou soutient que son expulsion est contraire soit à une loi, soit à un traité international qui l'interdit ou l'exclut expressément, de recourir à une haute cour judiciaire ou administrative, jugeant en pleine indépendance du gouvernement.

Mais l'expulsion peut être exécutée provisoirement, nonobstant le recours.

Article 22

L'Etat peut assurer l'effet des arrêtés d'expulsion en soumettant les expulsés qui y contreviennent à des poursuites devant les tribunaux et à des peines à l'expiration desquelles le condamné est conduit à la frontière par la force publique.

II. Des diverses espèces d'expulsion

Article 23

L'expulsion *extraordinaire* (ou *en masse*) *définitive* s'applique à des catégories d'individus ; quand elle a été prononcée, les expulsés ne sont pas libres de revenir dans le pays, après un délai déterminé d'avance.

Article 24

L'expulsion *extraordinaire* (ou *en masse*) *temporaire* s'applique à des catégories d'individus, à raison d'une guerre ou de troubles graves survenus sur le territoire ; elle ne produit son effet que pour la durée de la guerre ou pour un délai déterminé.

Article 25

L'expulsion *ordinaire* est purement individuelle.

Article 26

L'expulsion extraordinaire définitive exige une loi spéciale, ou du moins une ordonnance spéciale du pouvoir souverain. La loi ou l'ordonnance, avant d'être mise à exécution, sera publiée d'avance dans un délai convenable.

Article 27

L'expulsion extraordinaire temporaire peut, à l'expiration de la guerre ou du délai fixé, être convertie en expulsion ordinaire ou en expulsion extraordinaire définitive.

Le délai fixé primitivement peut être prolongé une fois.

III. Des personnes qui peuvent être expulsées

Article 28

Peuvent être expulsés :

1° Les étrangers qui sont entrés sur le territoire frauduleusement, en violation des règlements sur l'admission des étrangers ; mais, s'il n'y a pas d'autre motif d'expulsion, ils ne peuvent plus être expulsés après avoir séjourné six mois dans le pays ;

2° Les étrangers qui ont établi leur domicile ou leur résidence dans les limites du territoire, en violation d'une défense formelle ;

3° Les étrangers qui, au moment où ils ont franchi la frontière, étaient atteints de maladies de nature à compromettre la santé publique ;

4° Les étrangers en état de mendicité ou de vagabondage, ou à la charge de l'assistance publique ;

5° Les étrangers condamnés par les tribunaux du pays pour des infractions d'une certaine gravité ;

6° Les étrangers condamnés à l'étranger ou s'y trouvant sous le coup de poursuites pour des infractions graves qui, selon la législation du pays ou d'après les traités d'extradition conclus par l'Etat avec d'autres Etats, pourraient donner lieu à leur extradition ;

7° Les étrangers qui se rendent coupables d'excitations à la perpétration d'infractions graves contre la sécurité publique, bien que ces excitations, comme telles, ne soient pas punissables selon la loi territoriale et que les infractions ne doivent se consommer qu'à l'étranger ;

8° Les étrangers qui, sur le territoire de l'Etat, se rendent coupables ou fortement suspects d'attaques, soit par la presse, soit autrement, contre un Etat ou un souverain étranger, ou contre les institutions d'un Etat étranger, pourvu que ces faits soient punissables d'après la loi de l'Etat expulsant, si, commis à l'étranger par des indigènes, ils étaient dirigés contre cet Etat lui-même ;

9° Les étrangers qui, pendant leur séjour sur le territoire de l'Etat, se rendent coupables d'attaques ou d'outrages publiés par la presse étrangère contre l'Etat, la nation ou le souverain ;

10° Les étrangers qui, en temps de guerre ou au moment où une guerre est imminente, compromettent, par leur conduite, la sécurité de l'Etat.

Article 29

Il peut être interdit aux réfractaires ou déserteurs étrangers de séjourner ou de circuler dans une zone limitrophe du pays d'où ils viennent, sans préjudice des dispositions plus sévères des traités internationaux.

IV. De la forme de l'expulsion

Article 30

L'acte ordonnant l'expulsion est notifié à l'expulsé. Il doit être motivé en fait et en droit.

Article 31

Si l'expulsé a la faculté de recourir à une haute cour judiciaire ou administrative, il doit être informé, par l'acte même, et de cette circonstance et du délai à observer.

Article 32

L'acte mentionne de même le délai dans lequel l'étranger devra quitter le pays. Ce délai ne peut être de moins d'un jour franc. Si l'expulsé est en liberté, on ne doit pas user de contrainte envers lui pendant ce délai.

Article 33

L'étranger auquel il a été enjoint de sortir du territoire est tenu de désigner la frontière par laquelle il entend sortir ; il reçoit une feuille de route, réglant son itinéraire et la durée de son séjour dans chaque localité. En cas de contravention, il est conduit à la frontière par la force publique.

V. Des recours

Article 34

Il est désirable que, pour les expulsions ordinaires, même en dehors des cas où, de par la loi, la personne est déclarée exempte d'expulsion, on ouvre à l'expulsé un recours à une haute cour judiciaire ou administrative, indépendante du gouvernement.

Article 35

La cour ne se prononce que sur la légalité de l'expulsion ; elle n'apprécie ni la conduite de la personne, ni les circonstances qui ont paru au gouvernement rendre l'expulsion nécessaire.

Article 36

Dans le cas du n° 10 de l'article 28, il n'y a pas de recours.

Article 37

L'expulsion peut être exécutée provisoirement nonobstant le recours.

Article 38

En tant qu'une expulsion est conforme aux principes du Droit des Gens formulés dans le présent Règlement, le gouvernement qui l'a exécutée est à l'abri de toute réclamation diplomatique.

Article 39

Le gouvernement pourra toujours révoquer l'expulsion ou en suspendre temporairement les effets.

VI. De l'expulsion des étrangers domiciliés, en particulier

Article 40

Les étrangers domiciliés sur le territoire ne peuvent être expulsés qu'en vertu des dispositions n^{os} 7 à 10 de l'article 28 et, en vertu du n° 6 dudit article, que si les peines auxquelles ils sont condamnés à l'étranger ne sont pas encore accomplies complètement ou remises, ou si la condamnation prononcée par un tribunal étranger est postérieure à leur établissement dans le pays.

Article 41

L'expulsion d'étrangers domiciliés, résidants ou ayant un établissement de commerce, ne doit être prononcée que de manière à ne pas trahir la confiance qu'ils ont eue dans les lois de l'Etat. Elle doit leur laisser la liberté d'user, soit directement si c'est possible, soit par l'entremise de tiers par eux choisis, de toutes les voies légales pour liquider leur situation et leurs intérêts, tant actifs que passifs, sur le territoire.

*

(9 septembre 1892)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session de Genève – 1892

Projet d'une convention concernant la création d'une Union internationale pour la publication des traités conclus par les Puissances qui y accéderont

(Rapporteur : M. Frédéric de Martens)

S.M. l'Empereur d'Allemagne, etc., etc., etc. ... animés du désir de faciliter, autant que possible, la connaissance exacte et prompte de tous les traités, conventions et arrangements internationaux quelconques conclus entre eux ou par les gouvernements contractants avec d'autres Etats non contractants, ont résolu de conclure la présente convention, afin d'assurer la publication des actes internationaux susmentionnés et ont nommé, etc., etc., etc.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, ont convenu des articles suivants :

Article premier

Il est établi par un accord de tous les gouvernements de... et de tous les gouvernements qui, à l'avenir, accéderont à la présente convention, une association sous le titre de : *Union internationale pour la publication des traités entre Etats.*

Article 2

Cette Union a pour but de publier, à frais communs, et de faire connaître promptement et exactement les engagements internationaux, de quelque nature, forme ou portée qu'ils puissent être, conclus par les différents Etats contractants.

Article 3

A cette fin, il sera créé à Berne un Bureau international chargé de la publication des traités et conventions entre Etats.

Un Règlement spécial, fixant le fonctionnement de ce Bureau, est annexé à la présente convention et aura la même force obligatoire.

Article 4

Le Bureau international publiera un recueil intitulé : *Recueil international des traités.* Cette publication sera reconnue comme l'organe officiel de l'Union internationale pour la publication des traités entre Etats, et elle fera preuve devant tous les tribunaux des Puissances contractantes.

Article 5

Les Parties contractantes s'engagent à communiquer, aussi promptement que possible, au Bureau international, pour être publiés dans le *Recueil international des traités et conventions,* les documents suivants :

1) Tous les traités, conventions, déclarations ou autres actes internationaux ayant force obligatoire pour les Etats signataires de la présente convention et qui seront publiés dans ces différents pays ; ne sont pas exclus de cette communication les actes internationaux conclus par les Puissances contractantes avec les Etats qui n'ont point adhéré à la présente Union internationale ;

2) Toutes les lois, ordonnances ou règlements intérieurs publiés par les gouvernements contractants dans leurs pays respectifs en exécution des traités ou conventions signés en leur nom et ratifiés ;

3) Les procès-verbaux des congrès internationaux ou conférences, qui seront transmis au Bureau international par les soins de la Puissance sur le territoire de laquelle auront lieu ces congrès ou conférences ;

4) Les circulaires ou instructions que lesdits gouvernements adresseront à leurs agents diplomatiques ou consulaires en vue d'assurer l'exécution uniforme des engagements internationaux pris par eux, étant stipulé qu'il dépend de l'appréciation de chaque gouvernement de communiquer au Bureau international telle circulaire ou instruction qu'il jugera convenable.

Article 6

Tous les documents mentionnés dans l'article précédent seront communiqués au Bureau international dans leur texte original et accompagnés éventuellement d'une traduction française.

Article 7

Tous les documents communiqués officiellement, en vertu de l'article 5, au Bureau international, seront publiés dans le *Recueil international des traités* d'après le texte authentique et dans la langue originale, sans la moindre modification de l'acte communiqué.

Les actes internationaux non conclus en français seront publiés avec une traduction française reconnue expressément par les Parties contractantes comme conforme au texte authentique du traité ou convention et comme ayant force obligatoire pour elles.

Toute exception à cette règle générale doit être constatée formellement et mentionnée en tête de l'acte publié.

Article 8

Tous les actes internationaux seront publiés par le Bureau international sans commentaire.

Article 9

Les Etats contractants ou adhérents s'engagent à communiquer au Bureau international tous les actes internationaux (article 5, 1) dans le délai de deux mois après leur mise en vigueur ; tous les autres actes énumérés à l'article 5 (2, 3 et 4) dans le délai d'un mois après leur publication ou mise à exécution.

Article 10

La présente convention restera en vigueur pendant cinq ans à partir de l'échange des ratifications.

Article 11

Sur la demande d'un gouvernement contractant ou adhérent, une nouvelle conférence internationale pourrait être convoquée après l'expiration du terme de cinq ans, afin d'introduire des améliorations ou des modifications qui seraient jugées utiles ou nécessaires.

Article 12

Si douze mois avant l'expiration des cinq premières années, aucune demande prévue par l'article précédent n'a été faite, la présente convention restera en vigueur pendant les cinq années suivantes et, ainsi de suite, de cinq en cinq ans.

En foi de quoi, etc.

*

(7 septembre 1892)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session de Genève - 1892

Révision des articles 13 et 14 des Résolutions d'Oxford *(Extradition)*

(Les articles 1, 2 et 3 prennent la place de l'article 13 et l'article 4 celle de l'article 14 des Résolutions d'Oxford)

(Rapporteurs : MM. Albéric Rolin et Heinrich Lammasch)

Article premier

L'extradition ne peut être admise pour crimes ou délits purement politiques.

Article 2

Elle ne sera pas admise non plus pour infractions mixtes ou connexes à des crimes ou délits politiques, aussi appelées délits politiques relatifs, à moins, toutefois, qu'il ne s'agisse des crimes les plus graves au point de vue de la morale et du droit commun, tels que l'assassinat, le meurtre, l'empoisonnement, les mutilations et les blessures graves volontaires et préméditées, les tentatives des crimes de ce genre et les attentats aux propriétés par incendie, explosion, inondation, ainsi que les vols graves, notamment ceux qui sont commis à main armée et avec violences.

Article 3

En ce qui concerne les actes commis dans le cours d'une insurrection ou d'une guerre civile, par l'un ou l'autre des partis engagés dans la lutte et dans l'intérêt de sa cause, ils ne pourront donner lieu à extradition que s'ils constituent des actes de barbarie odieux et de vandalisme défendus suivant les lois de la guerre, et seulement lorsque la guerre civile a pris fin.

Article 4

Ne sont point réputés délits politiques, au point de vue de l'application des règles qui précèdent, les faits délictueux qui sont dirigés contre les bases de toute organisation sociale, et non pas seulement contre tel Etat déterminé ou contre telle forme de gouvernement.

*

(8 septembre 1892)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session de Paris – 1894

Projet de règlement sur la police des navires négriers

(Rapporteurs : MM. Edouard Engelhardt et Frédéric de Martens)

Vu le procès-verbal de la séance de l'Institut, en date du 7 septembre 1888, portant création d'une Commission spéciale chargée d'examiner les questions *de la traite maritime et de la réglementation de la police des navires négriers ;*

Vu l'Acte général de la Conférence de Bruxelles du 2 juillet 1890 et notamment les articles XXI et XXIII, qui limitent l'action répressive de la traite maritime à une zone déterminée de l'Océan indien et aux navires d'une portée inférieure à 500 tonneaux ;

Vu les rapports et conclusions présentés en octobre 1890 et 1893 par M. Ed. Engelhardt, rapporteur de la susdite Commission de l'Institut ;

Vu la Résolution du 12 septembre 1891, par laquelle l'Institut, tout en formulant le vœu que l'Acte général de Bruxelles soit revêtu le plus tôt possible de la ratification des gouvernements qui y ont concouru, se réserve d'étudier ultérieurement, en temps opportun, les modifications ou améliorations dont cet acte serait susceptible ;

L'Institut de Droit international, réuni à Paris, le 30 mars 1894, exprime l'avis qu'il y aurait lieu d'adopter un système *unique* de surveillance et de répression de la traite dans les doubles limites posées par les articles XXI et XXIII de l'Acte général de Bruxelles, et qu'à cet effet il serait désirable qu'une entente s'établît entre toutes les puissances maritimes sur la base des dispositions suivantes :

Article premier

Si la présomption de nationalité résultant du pavillon qui aura été arboré par un navire de commerce peut être sérieusement mise en doute, soit par suite de renseignements positifs, soit par suite d'indices matériels de nature à faire croire que ce navire n'appartient pas à la nation dont il a pris les couleurs, le bâtiment de guerre étranger, qui le rencontre, peut recourir à la vérification de cette prétendue nationalité.

Article 2

Cette vérification consistera dans l'examen des titres autorisant le port du pavillon, titres qui seront conformes à un type unique strictement obligatoire.

On pourra exiger des bâtiments indigènes *(boutres, dows),* indépendamment des titres établissant la nationalité, le rôle d'équipage et le manifeste des passagers.

Article 3

Toute recherche sur un autre fait que celui de la nationalité est interdite, sans préjudice des dispositions de l'art. 2, alinéa 2.

Article 4

Lorsque, par suite de la vérification spécifiée à l'art. 2 ci-dessus, le navire sera soupçonné de fraude, il sera conduit devant l'autorité la plus prochaine de la nation dont il aura arboré les couleurs.

Cette autorité procédera à une enquête préalable en présence de l'officier capteur.

*

(30 mars 1894)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session de Paris – 1894

Règles sur la définition et le régime de la mer territoriale

(Rapporteurs : MM. Louis Renault, Ludwig Aubert, Thomas Barclay et Richard Kleen)

L'Institut,

Considérant qu'il n'y a pas de raison pour confondre en une seule zone la distance nécessaire pour l'exercice de la souveraineté et pour la protection de la pêche littorale, et celle qui l'est pour garantir la neutralité des non-belligérants en temps de guerre ;

Que la distance la plus ordinairement adoptée de trois milles de la laisse de basse marée a été reconnue insuffisante pour la protection de la pêche littorale ;

Que cette distance ne correspond pas non plus à la portée réelle des canons placés sur la côte ;

A adopté les dispositions suivantes :

Article premier

L'Etat a un droit de souveraineté sur une zone de la mer qui baigne la côte, sauf le droit de passage inoffensif réservé à l'article 5.

Cette zone porte le nom de mer territoriale.

Article 2

La mer territoriale s'étend à six milles marins (60 au degré de latitude) de la laisse de basse marée sur toute l'étendue des côtes.

Article 3

Pour les baies, la mer territoriale suit les sinuosités de la côte, sauf qu'elle est mesurée à partir d'une ligne droite tirée en travers de la baie dans la partie la plus rapprochée de l'ouverture vers la mer, où l'écart entre les deux côtés de la baie est de douze milles marins de largeur, à moins qu'un usage continu et séculaire n'ait consacré une largeur plus grande.

Article 4

En cas de guerre, l'Etat riverain neutre a le droit de fixer, par la déclaration de neutralité ou par notification spéciale, sa zone neutre au-delà de six milles, jusqu'à portée du canon des côtes.

Article 5

Tous les navires sans distinction ont le droit de passage inoffensif par la mer territoriale, sauf le droit des belligérants de réglementer et, dans un but de défense, de barrer le passage dans ladite mer pour tout navire, et sauf le droit des neutres de réglementer le passage dans ladite mer pour les navires de guerre de toutes nationalités.

Article 6

Les crimes et délits commis à bord de navires étrangers de passage dans la mer territoriale par des personnes qui se trouvent à bord de ces navires, sur des personnes ou des choses se trouvant à bord de ces mêmes navires, sont, comme tels, en dehors de la juridiction de l'Etat riverain, à moins qu'ils n'impliquent une violation des droits ou des intérêts de l'Etat riverain, ou de ses ressortissants ne faisant partie ni de l'équipage, ni des passagers.

Article 7

Les navires qui traversent les eaux territoriales se conformeront aux règlements spéciaux édictés par l'Etat riverain dans l'intérêt et pour la sécurité de la navigation et pour la police maritime.

Article 8

Les navires de toutes nationalités, par le seul fait qu'ils se trouvent dans les eaux territoriales, à moins qu'ils n'y soient seulement de passage, sont soumis à la juridiction de l'Etat riverain.

L'Etat riverain a le droit de continuer sur la haute mer la poursuite commencée dans la mer territoriale, d'arrêter et de juger le navire qui aurait commis une infraction dans les limites de ses eaux. En cas de capture sur la haute mer, le fait sera, toutefois, notifié sans délai à l'Etat dont le navire porte le pavillon. La poursuite est interrompue dès que le navire entre dans la mer territoriale de son pays ou d'une tierce Puissance. Le droit de poursuite cesse dès que le navire sera entré dans un port de son pays ou d'une tierce Puissance.

Article 9

Est réservée la situation particulière des navires de guerre et de ceux qui leur sont assimilés.

Article 10

Les dispositions des articles précédents s'appliquent aux détroits dont l'écart n'excède pas douze milles, sauf les modifications et distinctions suivantes :

1° Les détroits dont les côtes appartiennent à des Etats différents, font partie de la mer territoriale des Etats riverains, qui y exerceront leur souveraineté jusqu'à la ligne médiane ;

2° Les détroits dont les côtes appartiennent au même Etat, et qui sont indispensables aux communications maritimes entre deux ou plusieurs Etats autres que l'Etat riverain, font toujours partie de la mer territoriale du riverain, quel que soit le rapprochement des côtes ;

3° Les détroits qui servent de passage d'une mer libre à une autre mer libre ne peuvent jamais être fermés.

Article 11

Le régime des détroits actuellement soumis à des conventions ou usages spéciaux demeure réservé.

*

(31 mars 1894)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session de Paris – 1894

Règles générales sur les rapports internationaux en matière de faillite

(Rapporteur : M. André Weiss)

L'Institut de Droit international

Recommande l'adoption, par voie de traités spéciaux, des règles suivantes concernant les rapports internationaux en matière de faillite :

Article premier

La déclaration de faillite, intervenue dans un des Etats contractants, produit ses effets sous les conditions ci-après déterminées sur le territoire des autres Etats contractants.

Article 2

L'autorité compétente pour déclarer la faillite est celle du lieu où le débiteur a le siège principal de ses affaires, ou, à défaut d'un tel siège, celle du lieu de son domicile.

En ce qui concerne les sociétés commerciales, on considérera comme leur domicile le lieu où la société a établi sans fraude son siège social légal.

Toutefois la faillite pourra être déclarée par le tribunal dans le ressort duquel est située une simple succursale ou résidence; mais elle ne produira d'effets que dans le pays où elle a été prononcée.

En cas de déclaration de faillite prononcée dans un ou plusieurs pays et dans le pays du siège principal des affaires du débiteur, les tribunaux du pays des succursales ou résidences seront dessaisis au profit du tribunal du pays du siège principal.

Article 3

Les conditions exigées pour la déclaration de la faillite, les effets de la faillite postérieurs au jugement déclaratif, les pouvoirs des administrateurs de la faillite, les formes à suivre dans la procédure de faillite, la vérification et l'admission des créances, la distribution de l'actif entre les créanciers, et, en général, tout ce qui concerne l'administration, la liquidation et les solutions de la faillite, y compris le concordat entre le failli et ses créanciers et la réhabilitation du failli, seront réglés par la loi de l'Etat où la faillite a été déclarée.

La question de savoir quelle est la loi qui régit les droits de préférence et l'ordre dans lequel ils s'exercent et la question de la loi à observer quant aux formes de la réalisation des biens sont réservées.

Article 4

La déclaration de faillite ne peut donner lieu à des actes d'exécution proprement dits sur le territoire d'un Etat autre que celui où elle a été prononcée, sans y avoir été revêtue de l'exequatur, donné par l'autorité que la loi locale désignera et qui ne pourra se livrer à aucun examen du fond.

La même règle s'applique en général à tous les jugements provoqués par la faillite.

Article 5

La déclaration de faillite ainsi que les actes qui la concernent et dont la publication est prescrite par les lois de l'Etat où la faillite a été déclarée, seront rendus publics dans les autres Etats contractants.

Article 6

Les règles concernant la faillite sont également applicables aux liquidations judiciaires, concordats préventifs, sursis de paiement et autres institutions analogues, prévues par les lois des Etats contractants dans le but d'éviter les déclarations de faillite.

*

(30 mars 1894)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session de Paris - 1894

Révision de l'article 26 des Résolutions d'Oxford *(Extradition)*

(Rapporteurs : MM. Heinrich Lammasch et Louis Renault)

L'extradé aura le droit de se prévaloir des prescriptions des traités, des lois du pays requérant, relatives à l'extradition, et de l'acte même d'extradition, et, le cas échéant, d'en opposer la violation à titre d'exception.

*

(27 mars 1894)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session de Cambridge - 1895

Règlement sur les immunités diplomatiques

Article premier

Les ministres publics sont inviolables. Ils jouissent en outre de d'exterritorialité », dans le sens et dans la mesure qui seront indiqués ci-après, et d'un certain nombre d'immunités.

§ 1 *Inviolabilité*

Article 2

Le privilège de l'inviolabilité s'étend:

1 ° A toutes les classes de ministres publics qui représentent régulièrement leur souverain ou leur pays;

2° A toutes les personnes faisant partie du personnel officiel d'une mission diplomatique;

3° A toutes les personnes faisant partie de son personnel non officiel. sous cette réserve que, si elles appartiennent au pays où réside la mission, elles ne jouissent du privilège que dans l'hôtel de la mission.

Article 3

Il oblige le gouvernement auprès duquel le ministre est accrédité à s'abstenir, envers les personnes qui en jouissent, de toute offense, injure ou violence, à donner l'exemple du respect qui leur est dû et à les protéger, par des pénalités spécialement rigoureuses, contre toute offense, injure ou violence de la part des habitants du pays, de telle sorte qu'elles puissent vaquer à leurs fonctions en toute liberté.

Article 4

Il s'applique à tout ce qui est nécessaire à l'accomplissement desdites fonctions, notamment aux effets personnels, aux papiers, aux archives et à la correspondance.

Article 5

Il dure pendant tout le temps que le ministre ou fonctionnaire diplomatique passe, en sa qualité officielle, dans le pays où il a été envoyé. Il subsiste même en temps de guerre entre. les deux Puissances, pendant le temps nécessaire au ministre pour quitter le pays avec son personnel et ses effets.

Article 6

L'inviolabilité ne peut être invoquée:

1° En cas de légitime défense de la part de particuliers contre des actes commis par les personnes mêmes qui jouissent du privilège;

2° En cas de risques courus par l'une desdites personnes, volontairement ou sans nécessité;

3° En cas d'actes répréhensibles commis par elles, et provoquant de la part de l'Etat auprès duquel le ministre est accrédité des mesures de défense ou de précaution; mais, hormis les cas d'urgence extrême, cet État doit se borner à signaler les faits au gouvernement dudit ministre, à demander la punition ou le rappel de l'agent coupable, et à faire, s'il y a lieu, cerner son hôtel pour empêcher des communications ou manifestations illicites.

§ 2. Exterritorialité

Article 7

Le ministre public à l'étranger, les fonctionnaires officiellement attachés à sa mission, et les membres de leur famille demeurant avec eux conservent leur domicile d'origine et demeurent régis par les lois de ce domicile, en tant que c'est le domicile qui régit les lois et les juridictions. Leur succession s'ouvre audit domicile et les autorités locales n'ont pas le droit de s'y immiscer, à moins d'en être requises par le chef de la mission.

Article 8

Les actes qu'un ministre public ou son représentant fait personnellement, ou auxquels il intervient, en sa qualité officielle et conformément à sa loi nationale, relativement à ses nationaux, sont valables, pourvu que ladite loi ait été observée, et nonobstant la *lex loci*, comme le seraient des actes de même nature faits ou passés dans le pays même du ministre.

Les actes auxquels intervient le ministre ou son représentant, même en sa qualité officielle, doivent être conformes à la *lex loci*: l° s'ils intéressent une personne qui n'appartient pas au pays représenté par le ministre ou qui relève, pour une raison quelconque, de la juridiction territoriale;

2° si, devant sortir effet dans le pays où réside la mission, ils sont de ceux qui ne peuvent être valablement faits au dehors et en une autre forme. Sont régis par la même loi les actes conclus dans l'hôtel de la mission, mais auxquels le ministre ou ses agents n'avaient pas qualité pour intervenir à titre officiel.

Article 9

L'hôtel du ministre est exempt du logement militaire et des taxes qui le remplacent. Nul agent de l'autorité publique, administrative ou judiciaire, ne peut y pénétrer pour un acte de ses fonctions que du consentement exprès du ministre.

Article 10

Le ministre peut avoir, dans son hôtel, une chapelle de son culte, mais à condition de s'abstenir de toute manifestation extérieure dans les pays où l'exercice public de ce culte n'est pas autorisé.

§ 3. Immunités

A. – IMMUNITÉS EN MATIÈRE D'IMPÔTS

Article 11

Le ministre public à l'étranger, les fonctionnaires officiellement attachés à sa mission et les membres de leur famille demeurant avec eux sont dispensés de payer:

1° Les impôts personnels directs et les taxes somptuaires;

2° Les impôts généraux sur la fortune, soit sur le capital, soit sur le revenu;

3° Les décimes de guerre;

4° Les droits de douane quant aux objets à leur usage personnel. Il appartient à chaque gouvernement d'indiquer les justifications auxquelles il entend subordonner ses exemptions d'impôt.

B. – IMMUNITÉ DE JURIDJCTION

Article 12

Le ministre public à l'étranger, les fonctionnaires officiellement attachés à sa mission, et les membres de leur famille demeurant avec eux sont exempts de toute juridiction, civile ou criminelle, de l'État auprès duquel ils sont accrédités; en principe, ils ne sont justiciables, soit au civil, soit au criminel, que des tribunaux de leur propre pays. Le demandeur pourra s'adresser au tribunal de la capitale du pays du ministre, sauf le droit du ministre de faire la preuve qu'il a un autre domicile dans son pays.

Article 13

En ce qui concerne les crimes, les personnes dénommées à l'article précédent restent soumises à leur loi pénale nationale, comme si elles les avaient commis dans leur propre pays.

Article 14

L'immunité survit aux fonctions quant aux actions Se rattachant à l'exercice desdites fonctions. En ce qui concerne les actions ne s'y rattachant pas, l'immunité ne peut être invoquée que pendant la durée même des fonctions.

Article 15

Ne peuvent se prévaloir du bénéfice de l'immunité les personnes appartenant par leur nationalité au pays auprès du gouvernement duquel elles sont accréditées.

Article 16

L'immunité de juridiction ne peut être invoquée:

1° En cas de poursuites exercées à raison d'engagements contractés par la personne exempte, non en sa qualité officielle ou privée, mais dans l'exercice d'une profession exercée par elle dans le pays concurremment avec ses fonctions diplomatiques;

2° En matière d'actions réelles, y compris les actions possessoires, se rapportant à une chose, meuble ou immeuble, qui se trouve sur le territoire.

Elle subsiste, même en cas de contravention dangereuse pour l'ordre ou la sécurité publique ou de crime attentatoire à la sûreté de l'État, sans préjudice du droit pour le gouvernement territorial de prendre telles mesures conservatoires qu'il appartiendra (art. 6, 3°).

Article 17

Les personnes jouissant de l'immunité de juridiction peuvent refuser de comparaître comme témoins devant une juridiction territoriale, à condition, si elles en sont requises par la voie diplomatique, de donner leur témoignage même, dans l'hôtel de la mission, à un magistrat du pays, délégué auprès d'elles à cet effet.

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session de Cambridge - 1895

Principes relatifs aux conflits de lois en matière de nationalité (naturalisation et expatriation

Premier principe

Nul ne doit être sans nationalité.

Deuxième principe

Nul ne peut avoir simultanément deux nationalités.

Troisième principe

Chacun doit avoir le droit de changer de nationalité.

Quatrième principe

La renonciation, pure et simple, ne suffit pas pour faire perdre la nationalité.

Cinquième principe

La nationalité d'origine ne doit pas se transmettre à l'infini de génération en génération établies à l'étranger.

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session de Cambridge – 1895

La sanction pénale à donner à la Convention de Genève du 22 août 1864

(Rapporteurs : MM. Gustave Moynier et Edouard Engelhardt)

Les Gouvernements de... voulant se donner réciproquement un témoignage de leur ferme désir d'assurer l'observation de la Convention de Genève du 22 août 1864, par les personnes et dans les territoires soumis à leur autorité, sont convenus de ce qui suit.

Article premier

Chacune des parties contractantes s'engage à élaborer une loi pénale visant toutes les infractions possibles à la Convention de Genève.

Article 2

Dans le délai de trois années, ces lois devront être promulguées et notifiées au Conseil fédéral suisse qui les communiquera par la voie diplomatique aux Puissances signataires de la Convention de Genève.

Les changements que l'un ou l'autre des Etats contractants ferait subir ultérieurement à sa loi pénale, seraient aussi notifiés au Conseil fédéral suisse.

Article 3

L'Etat belligérant qui se plaindrait d'une violation de la Convention de Genève par des ressortissants de l'autre Etat belligérant a le droit de demander, par l'entremise d'un Etat neutre, qu'une enquête ait lieu. L'Etat mis en cause est obligé de faire cette enquête par ses autorités, d'en communiquer le résultat à l'Etat neutre qui a servi d'intermédiaire et de provoquer, s'il y a lieu, la punition des coupables, conformément aux lois pénales.

Article 4

Les Etats signataires de la Convention de Genève qui n'auront pas souscrit d'emblée au présent acte pourront le faire en tout temps, par une notification adressée à tous les signataires antérieurs, dans la forme reçue pour les accessions à la Convention elle-même.

Vœu

Afin de donner à l'Etat belligérant dont les ressortissants sont accusés d'avoir violé la Convention de Genève, tous les moyens de prouver son impartialité et la non-culpabilité des accusés, l'Institut de Droit international émet le vœu que les Puissances signataires de la Convention de Genève reconnaissent l'existence et l'autorité d'un Comité international de la Croix-Rouge, dont les membres pourraient, sur la demande de l'Etat belligérant accusé, être délégués par celui-ci afin de prendre part à une enquête sur le théâtre de la guerre, sous les auspices des autorités nationales compétentes.

*

(12 août 1895)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session de Cambridge – 1895

Règlement international sur la tutelle des majeurs

(Rapporteurs : MM. Ernest Glasson et Ernest Lehr)

I. L'interdiction des majeurs est régie par leur loi nationale.

II. En principe, l'interdiction ne peut être prononcée que par les autorités compétentes du pays auquel la personne à interdire appartient par sa nationalité.

Les autorités du pays où elle réside doivent toutefois ordonner toutes les mesures conservatoires ou provisoires, soit quant à la personne, soit quant aux biens.

III. L'interdiction prononcée par les autorités compétentes du pays d'origine produit son effet dans tout autre pays sans qu'il soit besoin d'exequatur.

Toutefois les autorités étrangères ont le droit d'en subordonner, sur leur territoire, l'effet vis-à-vis des tiers à des mesures de publicité analogues à celles que prescrit la loi locale pour l'interdiction des nationaux.

IV. Par dérogation au principe de l'article II, toutes les fois que les autorités du pays d'origine d'un étranger ne peuvent pas, pour une cause quelconque, statuer sur la demande d'interdiction, celles du pays où cet étranger réside deviennent compétentes pour prononcer l'interdiction.

En dehors de ce cas, ces dernières autorités sont tenues de se déclarer incompétentes, même d'office.

V. Toutes les fois que, d'après l'article IV, les autorités de la résidence sont saisies d'une demande en interdiction d'un étranger, elles doivent, avant de statuer, la porter à la connaissance de l'agent diplomatique ou consulaire de l'Etat intéressé, en lui indiquant un délai pour présenter contre la demande les observations ou exceptions qu'il jugerait opportunes.

VI. L'agent diplomatique ou consulaire, avant de répondre, prend l'avis des autorités compétentes (notamment du ministère public) du dernier domicile du défendeur dans son pays d'origine.

VII. Lorsque des autorités étrangères sont compétentes pour statuer sur une demande d'interdiction, elles suivent, pour l'instruction de l'affaire, la même procédure que s'il s'agissait d'une personne du pays.

La demande en interdiction peut être formulée par les personnes ou les autorités qui ont le droit de l'introduire, soit d'après la loi nationale, soit d'après la loi de la résidence.

Elles ne peuvent prononcer l'interdiction que pour les causes admises par la loi nationale de la partie, et l'interdiction produit les effets que lui attribue cette loi.

L'administration de la personne et des biens de l'interdit est organisée par les autorités étrangères conformément à la loi du lieu.

La surveillance de l'incapable est confiée, autant que possible, aux personnes qu'y appelle la loi dudit incapable, encore qu'elles n'y aient pas un droit absolu d'après la loi locale.

VIII. Les dispositions qui précèdent recevront leur application, sans qu'il y ait à distinguer entre les meubles et les immeubles de l'incapable.

*

(12 août 1895)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session de Cambridge – 1895

Projet de révision de la Convention de Berne du 9 septembre 1886 pour la protection des œuvres littéraires et artistiques

(Rapporteurs : MM. Ernest Roguin et Louis Renault)

L'Institut de Droit international

A l'honneur de recommander les modifications suivantes à l'attention de la prochaine conférence diplomatique chargée de réviser la Convention de Berne du 9 septembre 1886, créant une Union internationale pour la protection des oeuvres littéraires et artistiques.

Article 2

Rédiger l'alinéa 2 comme suit : "La jouissance de ces droits *et la faculté de les faire valoir en justice sont subordonnées seulement* à l'accomplissement des conditions et formalités prescrites par la législation du pays d'origine de l'œuvre".

Supprimer la seconde partie de l'alinéa 3, depuis les mots "ou si cette publication a lieu simultanément dans plusieurs pays de l'Union, celui d'entre eux dont la législation accorde la durée de protection la plus courte". En conséquence, la durée de la protection serait constamment celle de la loi du pays où la protection est réclamée.

Article 5

Porter de dix à *vingt* ans la durée de la protection minima des *traductions.*

Article 7

Faire rentrer dans le texte même de la convention l'explication du procès-verbal portant que la disposition du premier alinéa de l'article 7 ne s'applique qu'aux écrits concernant la politique du jour, et non *aux essais ou études ayant trait à des questions de politique ou d'économie sociale d'une signification plus générale,* ces dernières oeuvres restant soumises au droit commun.

Dire formellement que les *articles de science et d'art* sont soumis à la règle de l'article 7, premier alinéa, de la convention de 1886.

Dire expressément que les *romans-feuilletons* sont soumis aux mêmes règles que les oeuvres littéraires publiées en volumes.

Statuer expressément que chacun peut reproduire les *articles politiques, nouvelles du jour et faits divers*, à la seule condition d'en indiquer la source exacte.

Article 9

Rédiger le 3e alinéa comme suit : "Les stipulations de l'article 2 s'appliquent également à l'exécution publique des oeuvres musicales non publiées ou de celles qui ont été publiées, *sans qu'il soit besoin que l'auteur ait expressément déclaré sur le titre ou en tête* de l'ouvrage qu'il en interdit l'exécution publique, sous réserve des dispositions de la loi du pays d'origine de l'œuvre".

Article 10

Supprimer le deuxième alinéa.

Au premier alinéa, ajouter après ... *adaptations* ... les mots : *transformation d'un roman en pièce dramatique ou vice versa.*

Ajouter un dernier alinéa ainsi conçu : *"L'exécution publique des oeuvres musicales à l'aide d'instruments mécaniques doit être traitée comme l'exécution publique à l'aide de tous autres moyens".*

Article 14

Introduire une disposition en vue de permettre, dans les délais péremptoires, l'écoulement des reproductions achevées ou préparées avant l'entrée en vigueur du traité. Elles seraient, à cet effet, munies d'estampilles ou autres marques distinctives.

Introduire dans la convention une disposition interdisant de reproduire par la photographie une oeuvre littéraire ou artistique protégée.

*

(14 août 1895)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session de Venise – 1896

Règlement sur les immunités consulaires

(Rapporteur : M. Edouard Engelhardt)

Titre préliminaire

Article premier

Le titre de consul n'appartient qu'aux agents du service extérieur, qui, ressortissants de l'Etat qu'ils représentent, n'exercent pas d'autres fonctions que celles de consul (*consules missi*).

Porteront désormais le titre d'agents consulaires :

a) les consuls nationaux, c'est-à-dire ressortissants de l'Etat mandant, qui exercent quelque autre fonction ou profession ;

b) les consuls qui relèvent par leur nationalité, soit de l'Etat dans lequel ils sont commissionnés, soit d'un autre Etat que de l'Etat mandant, sans qu'il soit fait de distinction entre ceux qui exercent et ceux qui n'exercent pas d'autres fonctions ou professions.

Article 2

Les consuls et les agents consulaires sont soumis aux lois et aux juridictions territoriales, sauf les exceptions spécifiées aux titres I et II ci-après.

Article 3

Pour que les consuls ou agents consulaires soient admis et reconnus comme tels, ils devront présenter leurs provisions sur la production desquelles l'*exequatur* leur sera délivré.

Sur la présentation de *l'exequatur,* l'autorité supérieure de la circonscription dans laquelle lesdits agents sont appelés à résider donnera les ordres nécessaires aux autres autorités locales, pour qu'ils soient protégés dans l'exercice de leurs fonctions et pour que les immunités, exemptions et privilèges conférés par le présent règlement leur soient garantis.

Dans le cas où le gouvernement territorial jugerait devoir retirer l'*exequatur* à un consul, il devra en donner avis préalable au gouvernement dont ce consul relève.

TITRE 1

Des consuls

Article 4

Les consuls jouissent de l'immunité personnelle aux conditions et dans les limites spécifiées dans les articles 5, 6, 7 et 8 ci-après.

Article 5

Ils ne sont pas justiciables des tribunaux locaux pour les actes qu'ils accomplissent en leur qualité officielle et dans les limites de leur compétence. Les exceptions qui sont faites à cette règle doivent être prévues et définies par traité.

Si un particulier se croit lésé du fait d'un consul agissant dans la sphère de ses attributions, il adressera sa plainte au gouvernement territorial qui y donnera suite, s'il y a lieu, par la voie diplomatique.

Article 6

Sauf le cas spécifié en l'article 5 ci-dessus, les consuls sont justiciables, tant au civil qu'au criminel, des tribunaux du pays où ils exercent leurs fonctions.

Néanmoins, toute action intentée à un consul est suspendue jusqu'à ce que son gouvernement, dûment prévenu par la voie diplomatique, ait pu se concerter avec le gouvernement territorial sur la solution que l'incident comporte.

Cet avis préalable n'est pas nécessaire :

1° En cas de délit flagrant ou de crime ;

2° En matière d'actions réelles, y compris les actions possessoires se rapportant à une chose meuble ou immeuble qui se trouve sur le territoire ;

3° Lorsque le consul a provoqué lui-même ou accepté le litige devant la juridiction locale.

Article 7

En aucun cas, les consuls ne peuvent être arrêtés ni détenus, si ce n'est à raison d'infractions graves.

Article 8

Ils ne sont pas tenus de comparaître comme témoins devant les tribunaux locaux. Leur témoignage doit être recueilli à leur domicile par un magistrat délégué *ad hoc*.

Dans les cas exceptionnels où la comparution personnelle du consul devant la juridiction civile ou criminelle serait jugée indispensable, le gouvernement territorial, si le consul refusait de déférer à l'invitation qui lui serait adressée de se présenter devant le juge compétent, aurait recours à la voie diplomatique.

Article 9

La demeure officielle des consuls et les locaux occupés par leur chancellerie et par leurs archives sont inviolables.

Aucun officier de l'ordre administratif ou judiciaire ne pourra y pénétrer sous quelque prétexte que ce soit.

Si un individu poursuivi par la justice locale s'est réfugié au consulat, le consul devra le livrer sur la simple réquisition de l'autorité territoriale.

Article 10

Pour assurer spécialement l'inviolabilité des archives consulaires, un état descriptif des divers locaux composant la chancellerie du consulat sera, par l'entremise de la mission diplomatique, remis aux autorités du pays par l'agent étranger, lors de son entrée en fonctions, et toutes les fois qu'il y aura transport de la chancellerie d'un immeuble dans un autre, ou changement important dans les dispositions matérielles de cette chancellerie.

Ledit état sera chaque fois l'objet d'une vérification contradictoire.

Article 11

Les consuls doivent s'abstenir de placer dans les archives et dans les locaux de leur chancellerie des documents et objets étrangers à leur service.

Les chancelleries consulaires, tout en restant distinctes des pièces servant à l'habitation du consul, peuvent être installées dans cette habitation.

Article 12

Si le consul, requis par l'autorité judiciaire d'avoir à se dessaisir de documents qu'il détient, se refuse à les livrer, l'autorité administrative recourra au gouvernement territorial, qui y donnera suite, s'il y a lieu par la voie diplomatique.

Article 13

Les consuls sont dispensés de payer :

1° les impôts personnels directs et les taxes somptuaires ;

2° les impôts généraux sur la fortune, tant sur le capital que sur le revenu ;

3° les décimes de guerre.

Article 14

Les consuls peuvent placer au-dessus de la porte extérieure du consulat l'écusson des armes de leur nation avec cette inscription : "Consulat de...".

Ils peuvent arborer le drapeau de leur pays sur la maison consulaire aux jours de solennités publiques, à moins qu'ils ne résident dans la ville où leur gouvernement est représenté par une mission diplomatique.

Ils sont également autorisés à hisser ce drapeau sur l'embarcation qu'ils emploient dans l'exercice de leurs fonctions.

Article 15

Il est permis aux consuls de correspondre avec leur gouvernement et avec la mission politique de leur pays par dépêches télégraphiques chiffrées ou au moyen de courriers munis d'un passeport *ad hoc*.

Il leur est également loisible de confier leur correspondance officielle aux capitaines des navires nationaux ancrés dans le port de leur résidence.

En cas d'épidémie, la purification des lettres destinées aux consuls a lieu en présence d'un délégué consulaire.

Article 16

En cas de décès ou d'empêchement imprévu du consul, l'officier consulaire le plus élevé en grade après lui sera admis de plein droit à gérer le consulat, sauf à produire en temps et lieu à l'autorité locale l'acte officiel qui le confirme dans sa gestion provisoire.

A cet effet, le consul devra présenter à l'autorité locale l'officier appelé à le remplacer éventuellement à titre intérimaire.

Cet officier, pendant sa gérance, jouira des immunités et privilèges attribués aux consuls par le présent règlement.

Article 17

Il n'est fait aucune différence, sous le rapport des immunités, entre les consuls généraux, les consuls et les vice-consuls.

Il s'entend que les agents de cette dernière catégorie, en tant que préposés à des vice-consulats, doivent remplir les conditions de nationalité et autres prévues par le premier paragraphe de l'article 1er du présent règlement.

Dans les cérémonies officielles où ils sont convoqués, les consuls généraux, consuls et vice-consuls prennent rang d'après leur grade, et dans chaque grade, d'après la date de leur entrée en fonctions.

TITRE II

Des agents consulaires

Article 18

Lorsque des actions en matière civile ou criminelle seront dirigées contre des agents consulaires, les tribunaux locaux seront compétents pour en connaître directement, sauf le cas où il serait établi par lesdits agents qu'ils ont agi en leur qualité officielle.

Article 19

Les agents consulaires sont exempts des impôts afférant spécialement à l'immeuble ou à la partie de l'immeuble affecté à leur office consulaire.

Sauf cette exception, ils acquittent les autres impositions, tant nationales que municipales.

Article 20

Les articles 10, 11 alinéa 1er, 12 et 14 sont applicables aux agents consulaires, avec cette différence, en ce qui concerne l'article 14, que l'écusson, placé sur la porte extérieure de leur office, portera l'inscription : "Agence consulaire de...".

L'office des agents consulaires, y compris le local de leurs archives, devra toujours être séparé de leur comptoir ou bureau d'affaires personnel.

Article 21

Les agents consulaires peuvent correspondre directement, à titre officiel, avec les autorités administratives et judiciaires de leurs circonscriptions respectives.

Vœu

L'Institut, ayant adopté le Règlement sur les immunités consulaires, émet le vœu que les gouvernements dont les fonctionnaires seraient éventuellement appelés à en bénéficier, veuillent bien apporter le plus grand soin dans le choix desdits fonctionnaires, afin qu'ils soient dignes à tous égards des immunités ci-dessus spécifiées.

*

(26 septembre 1896)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session de Venise – 1896

Résolutions relatives aux conflits de lois en matière de nationalité (naturalisation et expatriation)

(Rapporteurs : MM. E.-L. Catellani et André Weiss)

L'Institut de Droit international

recommande aux gouvernements, soit dans la confection des lois internes, soit dans la conclusion des conventions diplomatiques, les principes suivants :

Article premier

L'enfant légitime suit la nationalité dont son père était revêtu au jour de la naissance ou au jour où le père est mort.

Article 2

L'enfant illégitime qui, pendant sa minorité, est reconnu par son père seul, ou simultanément par son père et par sa mère, ou dont la filiation est constatée par le même jugement au regard de tous deux, suit la nationalité de son père, au jour de la naissance ; s'il n'a été reconnu que par sa mère, il prend la nationalité de cette dernière, et il la conserve alors même que son père viendrait à le reconnaître par la suite.

Article 3

L'enfant né sur le territoire d'un Etat, d'un père étranger qui lui-même y est né, est revêtu de la nationalité de cet Etat, pourvu que, dans l'intervalle des deux naissances, la famille à laquelle il appartient y ait eu son principal établissement, et à moins que, dans l'année de sa majorité, telle qu'elle est fixée par la loi nationale de son père et par la loi du territoire où il est né, il n'ait opté pour la nationalité de son père.

Pour les cas de naissances illégitimes, non suivies de la reconnaissance de la part des pères respectifs, la règle précédente s'applique également par analogie.

Elle ne s'applique pas aux enfants d'agents diplomatiques ou de consuls envoyés, régulièrement accrédités dans le pays où ils sont nés ; ces enfants sont réputés nés dans la patrie de leur père.

Article 4

A moins que le contraire n'ait été expressément réservé au moment de la naturalisation, le changement de nationalité du père de famille entraîne celui de sa femme, non séparée de corps, et de ses enfants mineurs, sauf le droit de la femme de recouvrer sa nationalité primitive par une simple déclaration, et sauf aussi l'exercice du droit d'option des enfants pour leur nationalité antérieure, soit dans l'année qui suivra leur majorité, soit à partir de leur émancipation, avec le consentement de leur assistant légal.

Article 5

Nul ne peut être admis à obtenir une naturalisation en pays étranger qu'à la charge de prouver que son pays d'origine le tient quitte de son allégeance, ou tout au moins qu'il a fait connaître sa volonté au gouvernement de son pays d'origine et qu'il a satisfait à la loi militaire, pendant la période du service actif, conformément aux lois de ce pays.

Article 6

Nul ne peut perdre sa nationalité ou y renoncer que s'il justifie qu'il est dans les conditions requises pour obtenir son admission dans un autre Etat. La dénationalisation ne peut jamais être imposée à titre de peine.

*

(29 septembre 1896)

Principes relatifs aux conflits de lois en matière de nationalité (naturalisation et expatriation) - Session de Cambridge - 1895

Premier principe
Nul ne doit être sans nationalité.

Deuxième principe
Nul ne peut avoir simultanément deux nationalités.

Troisième principe
Chacun doit avoir le droit de changer de nationalité.

Quatrième principe
La renonciation, pure et simple, ne suffit pas pour faire perdre la nationalité.

Cinquième principe
La nationalité d'origine ne doit pas se transmettre à l'infini de génération en génération établies à l'étranger.

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session de Venise – 1896

Règles relatives à l'usage du pavillon national pour les navires de commerce

(Rapporteurs : M. T.M.C. Asser et Lord Reay)

SECTION I

Acquisition du droit au pavillon d'un Etat

Article premier

Le navire doit être inscrit sur le registre tenu à cet effet par les fonctionnaires compétents conformément aux lois de l'Etat.

Article 2

Pour être inscrit sur ce registre, le navire doit être, pour plus de moitié, la propriété :

1° de nationaux, ou

2° d'une société en nom collectif ou en commandite simple, dont plus de la moitié des associés personnellement responsables sont nationaux, ou

3° d'une société par actions (anonyme ou en commandite) nationale, dont deux tiers au moins des membres de la direction sont nationaux ; la même règle s'applique aux associations et autres personnes juridiques possédant des navires.

Article 3

L'entreprise (qu'il s'agisse d'armateurs individuels, de sociétés, ou de corporations) doit avoir son siège dans l'Etat dont le navire doit porter le pavillon et où il doit être enregistré.

Article 4

Chaque Etat déterminera les conditions à remplir pour qu'on puisse être nommé capitaine ou premier officier d'un navire de commerce ; mais la nationalité du capitaine ou celle des membres de l'équipage ne formera pas une condition pour l'acquisition ou la perte du droit au pavillon national.

SECTION II

Perte du droit au pavillon d'un Etat

Article 5

La perte d'une des conditions, dans lesquelles ce droit peut être obtenu, ne le fera perdre qu'après que le navire aura été rayé sur le registre. Cette radiation se fera à la requête des propriétaires, ou de la direction du navire, ou bien d'office par l'autorité chargée de tenir le registre, sauf les dispositions des articles 7 et 8 ci-après.

Article 6

Le propriétaire ou la direction qui aura négligé de faire à cette autorité la communication nécessaire sera passible d'une amende.

Article 7

Si la mutation de la propriété d'une part dans un navire avait pour effet la perte du droit au pavillon, il serait accordé aux propriétaires un délai convenable, pour prendre les mesures nécessaires à l'effet soit de faire conserver au navire sa nationalité ancienne, soit de lui en faire obtenir une autre.

Article 8

Si, après l'expiration de ce délai, les intéressés n'ont pas pris les mesures nécessaires pour atteindre un de ces deux buts, le navire est rayé sur le registre, et celui qui est la cause de la perte de la nationalité ou ses héritiers, si la nationalité a été perdue par sa mort, sont passibles d'une amende.

SECTION III

Acquisition provisoire du droit au pavillon

Article 9

L'acquisition provisoire du droit au pavillon a lieu dans deux cas :

1° quand un navire construit à l'étranger ne peut acquérir définitivement le droit au pavillon qu'après son arrivée dans un des ports de l'Etat du propriétaire ;

2° quand un navire change de propriétaire pendant qu'il se trouve dans un port étranger.

Article 10

Dans chacun de ces deux cas, les consuls et agents consulaires établis dans le pays où se trouve le navire, seront chargés de délivrer un certificat provisoire, si les conditions matérielles que la loi impose pour acquérir la nationalité du navire sont remplies ; ce certificat ne sera valable que pendant une période à déterminer par la loi.

*

(30 septembre 1896)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session de Venise – 1896

Règles sur le bombardement des villes ouvertes par des forces navales

(Rapporteurs : MM. Thomas Erskine Holland et Jonkheer J.C.C. den Beer Poortugael)

Article premier

Il n'y a pas de différence entre les règles du droit de la guerre, quant au bombardement par les forces militaires de terre et celui par les forces navales.

Article 2

En conséquence, s'appliquent à ce dernier les principes généraux énoncés dans l'article 32 du *Manuel de l'Institut ; c'est-à-dire* qu'il est interdit : *a)* de détruire des propriétés publiques ou privées, si cette destruction n'est pas commandée par une impérieuse nécessité de guerre ; b) d'attaquer et de bombarder des localités qui ne sont pas défendues.

Article 3

Les règles énoncées dans les articles 33 et 34 du *Manuel* sont également applicables aux bombardements navals.

Article 4

En vertu des principes généraux sus-rappelés, le bombardement, par une force navale, d'une ville ouverte, c'est-à-dire qui n'est pas défendue par des fortifications ou d'autres moyens d'attaque ou de résistance pour la défense immédiate, ou par des forts détachés situés à sa proximité, par exemple à la distance maxima de 4 à 10 km., est inadmissible, excepté dans les cas suivants :

1. Aux fins d'obtenir, par voie de réquisitions ou de contributions, ce qui est nécessaire pour la flotte.

Toutefois ces réquisitions ou contributions doivent rester dans les bornes prescrites aux art. 56 et 58 du *Manuel de l'Institut.*

2. Aux fins de détruire des chantiers, des établissements militaires, des dépôts de munitions de guerre ou des vaisseaux de guerre se trouvant dans un port.

En outre, une ville ouverte, qui se défend contre l'entrée de troupes ou de marins débarqués, peut être bombardée, aux fins de protéger le débarquement des soldats et des marins, si la ville ouverte tente de l'empêcher, et comme mesure auxiliaire de guerre, pour faciliter l'assaut donné par les troupes et les marins débarqués, si la ville se défend.

Sont interdits spécialement les bombardements, dont l'objet est seulement d'exiger une rançon *(Brandschatz),* et, à plus forte raison, ceux qui sont destinés seulement à amener la soumission du pays par la destruction, non autrement motivée, des habitants paisibles ou de leurs propriétés.

Article 5

Une ville ouverte ne peut pas être exposée à un bombardement par le seul fait :

1. Qu'elle est la capitale d'un Etat, ou le siège du gouvernement (mais naturellement ces circonstances ne la garantissent nullement contre un bombardement) ;

2. Qu'elle est actuellement occupée par des troupes ou qu'elle est ordinairement la garnison de troupes de diverses armes, destinées à rejoindre l'armée en temps de guerre.

*

(29 septembre 1896)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session de Venise – 1896

Réglementation internationale de la contrebande de guerre

A. Contrebande

§1. Sont articles de contrebande de guerre : 1) les armes de toute nature ; 2) les munitions de guerre et les explosifs ; 3) le matériel militaire (objets d'équipement, affûts, uniformes, etc.) ; 4) les vaisseaux équipés pour la guerre ; 5) les instruments spécialement faits pour la fabrication immédiate de munitions de guerre ; lorsque ces divers objets sont transportés par mer pour le compte et à destination d'un belligérant.

La destination pour l'ennemi est présumée lorsque le transport va à l'un de ses ports, ou bien à un port neutre qui, d'après des preuves évidentes et de fait incontestable, n'est qu'une étape pour l'ennemi, comme but final de la même opération commerciale.

§2. Sous la dénomination de *munitions de guerre* doivent être compris les objets qui, pour servir immédiatement à la guerre, n'exigent qu'une simple réunion ou juxtaposition.

§3. Un objet ne saurait être qualifié de contrebande à raison de la seule intention de l'employer à aider ou favoriser un ennemi, ni par cela seul qu'il pourrait être, dans un but militaire, utile à un ennemi ou utilisé par lui, ou qu'il est destiné à son usage.

§4. Sont et demeurent abolies les prétendues contrebandes désignées sous les noms, soit de contrebande *relative,* concernant des articles *(usus ancipitis)* susceptibles d'être utilisés par un belligérant dans un but militaire, mais dont l'usage est essentiellement pacifique, soit de contrebande *accidentelle,* quand lesdits articles ne servent spécialement aux buts militaires que dans une circonstance particulière.

§5. Néanmoins, le belligérant a, à son choix et à charge d'une équitable indemnité, le droit de séquestre ou de préemption, quant aux objets qui, en chemin vers un port de son adversaire, peuvent également servir à l'usage de la guerre et à des usages pacifiques.

B. Service de transport

§6. Il est défendu d'attaquer ou empêcher le transport de diplomates ou de courriers diplomatiques : 1) neutres ; 2) accrédités auprès de gouvernements neutres ; 3) naviguant sous pavillon neutre entre des ports neutres ou entre un port neutre et le port d'un belligérant.

Au contraire, le transport des diplomates d'un ennemi, accrédités auprès de son allié, est, sauf le trafic régulier et ordinaire, interdit : 1) sur les territoires et eaux des belligérants ; 2) entre leurs possessions ; 3) entre les belligérants alliés.

§7. Sont interdits les transports de troupes, militaires ou agents de guerre d'un ennemi : 1) dans les eaux des belligérants ; 2) entre leurs autorités, ports, possessions, armées ou flottes ; 3) lorsque le transport se fait pour le compte ou par l'ordre ou le mandat d'un ennemi, ou bien pour lui amener soit des agents avec une commission pour les opérations de la guerre, soit des militaires étant déjà à son service ou des troupes auxiliaires ou enrôlées contrairement à la neutralité - entre ports neutres, entre ceux d'un neutre et ceux d'un belligérant, d'un point neutre à l'armée ou à la flotte d'un belligérant.

L'interdiction ne s'étend pas au transport de particuliers qui ne sont pas encore au service militaire d'un belligérant, lors même qu'ils auraient l'intention d'y entrer, ou qui font le trajet comme simples voyageurs sans connexité manifeste avec le service militaire.

§8. Entre deux autorités d'un ennemi, qui se trouvent sur quelque territoire ou navire lui appartenant ou occupé par lui, est interdit, sauf le trafic régulier et ordinaire, le transport de ses dépêches (communications officielles entre autorités officielles).

L'interdiction ne s'étend pas aux transports soit entre ports neutres, soit en provenance ou à destination de quelque territoire ou autorité neutre.

C. Dispositions générales

§9. En cas de saisies ou répressions non justifiées pour cause de contrebande ou de transport, l'Etat du capteur sera tenu aux dommages-intérêts et à la restitution des objets.

§10. Un transport parti avant la déclaration de la guerre et sans connaissance obligée de son imminence n'est pas punissable.

*

(29 septembre 1896)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session de Copenhague – 1897

Principes recommandés par l'Institut, en vue d'un projet de convention en matière d'émigration

(Rapporteurs : MM. Ludovico Olivi et C.F. Heimburger)

Article premier

Les Etats contractants reconnaissent la liberté d'émigrer et d'immigrer aux individus isolés ou en masse, sans distinction de nationalité.

Cette liberté ne pourra être restreinte que par décision dûment publiée des gouvernements et dans les limites rigoureuses des nécessités d'ordre social et politique.

Ladite décision sera notifiée sans retard, par voie diplomatique, aux Etats intéressés.

Article 2

L'émigration sera interdite aux personnes auxquelles les lois de l'Etat d'immigration défendent d'immigrer.

Article 3

Les Etats contractants dans lesquels il y a une émigration considérable et régulière organisent un bureau central d'émigration, duquel dépendront toutes les mesures de réglementation et de contrôle de l'émigration, et l'on y attachera un service d'informations chargé des publications relatives aux intérêts des émigrants, et accessible gratuitement aux demandes de tous ceux qui auraient l'intention d'émigrer, sans distinction de nationalité.

Article 4

Les gouvernements s'engagent à publier régulièrement tous les renseignements intéressant les émigrants au triple point de vue moral, hygiénique et économique, en ayant soin qu'ils soient pleinement au courant de la situation avant de conclure le contrat d'émigration.

Ils s'engagent aussi à punir sévèrement toute propagation de fausses nouvelles concernant l'émigration.

Article 5

Chaque Etat devra interdire aux personnes ou sociétés autorisées à accomplir les opérations d'émigration de conclure des contrats par lesquels elles s'engageraient à livrer un nombre déterminé de personnes soit à une entreprise quelconque, soit à un gouvernement étranger, à moins qu'une autorisation spéciale ne soit accordée pour chaque cas.

Article 6

Toutes les personnes autorisées à accomplir les opérations d'émigration seront solidairement responsables à l'égard des autorités et à l'égard des émigrants, leurs successeurs et ayants cause, de tous les actes concernant leur gestion et celle de leurs préposés ou représentants, tant à l'intérieur du pays qu'à l'étranger.

Article 7

Les bureaux d'émigration ou les autorités maritimes du port de départ devront informer, en temps utile, les consuls du pays d'émigration, établis dans les ports étrangers de destination des navires, du fait du voyage entrepris par les émigrants et leur fournir, en même temps, tous les renseignements opportuns, selon les circonstances.

Article 8

Les Etats contractants s'obligent à pourvoir à la protection des immigrants et à leur placement par le moyen de bureaux d'immigration.

Article 9

Les gouvernements pourront autoriser lesdits bureaux, aussi bien que ceux énoncés à l'article 4 établis dans les divers Etats, à communiquer librement et directement entre eux, pour tout ce qui concerne leurs affaires respectives.

Article 10

Tous les Etats contractants chercheront à s'entendre pour introduire dans leurs législations pénales les dispositions indispensables en vue d'assurer la punition des infractions aux règles en vigueur en matière d'émigration.

*

(1er septembre 1897)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session de Copenhague – 1897

Vœux relatifs à la matière de l'émigration

(Rapporteurs : MM. Ludovico Olivi et C.F. Heimburger)

En vue de l'importance singulière de l'émigration, qui s'est accrue de nos jours d'une façon considérable, et pour mieux assurer une protection pleine et efficace des intérêts des émigrants et immigrants,

au triple point de vue moral, hygiénique et économique, l'Institut émet, sous forme de vœux, les propositions suivantes, dont il recommande l'adoption aux Etats :

1° Que l'émigration soit défendue :

a) aux mineurs et aliénés interdits, sans le consentement de ceux qui exercent l'autorité paternelle ou tutélaire ;

b) aux personnes incapables de travailler pour cause d'âge avancé ou de maladie, à moins que leur entretien ne soit suffisamment assuré dans le lieu de destination ;

c) aux personnes atteintes de maladies contagieuses de nature à compromettre la santé de leurs compagnons de voyage ou la santé publique du pays de destination.

2° Que nul ne puisse entreprendre les opérations d'engagement ou de transport des émigrants sans l'autorisation du gouvernement du pays où lesdites opérations doivent être accomplies.

3° Que les agents et représentants d'agences d'émigration ne puissent obtenir ladite autorisation qu'aux conditions suivantes :

a) d'avoir atteint leur majorité ;

b) d'être citoyens de l'Etat dont ils demandent l'autorisation ;

c) d'avoir la jouissance des droits civils et politiques ;

d) d'avoir un domicile régulier dans l'Etat aux autorités duquel l'autorisation est demandée ;

e) d'être de bonne vie et mœurs et de jouir d'une bonne réputation ;

f) de n'avoir jamais été condamnés pour crime ou délit grave, ni pour contravention aux règlements sur l'émigration.

4° Que la délivrance de l'autorisation soit subordonnée, en tout cas, au dépôt préalable d'un cautionnement, dont le montant sera fixé par les Etats, pour garantir les réclamations que les autorités ou les émigrants pourraient faire valoir selon les dispositions des lois, ainsi que pour les amendes imposées pour les contraventions d'après les lois et règlements en vigueur.

5° Que ledit cautionnement ne soit restitué aux ayants droit qu'après un délai raisonnable.

6° Que les Etats prennent des mesures sévères et exercent une surveillance rigoureuse pour empêcher, en tout cas, que les personnes et sociétés autorisées à accomplir les opérations d'émigration n'excitent les habitants du pays à émigrer, en abusant de leur ignorance et bonne foi pour les engager dans un contrat d'émigration.

7° Que, sous peine de nullité, le contrat d'émigration soit fait par écrit et soumis au contrôle de l'autorité publique locale déterminée par la loi de chaque Etat.

8° Que le prix du transport consiste toujours en une somme d'argent à payer en entier avant le départ et ne puisse jamais être stipulé en prestations personnelles, sous peine de nullité de toute convention contraire.

9° Qu'on déclare obligatoire la restitution intégrale et immédiate du prix de transport effectivement payé, lorsque les émigrants auront été empêchés de partir par suite de force majeure ou de circonstances graves survenues après la conclusion du contrat, sous peine de nullité de toute convention contraire.

10° Que les navires qui doivent transporter les émigrants soient pourvus d'installations convenables, rendant possible une complète et rigoureuse séparation des sexes, soient bien aérés et pourvus d'un service médical à bord.

11° Que les émigrants, même au cas d'un transport gratuit par la voie de mer, aient toujours droit à la nourriture et à un gîte salubres, suffisants et convenables, ainsi qu'au traitement médical pendant toute la durée effective du voyage, et aussi en cas d'interruption de celui-ci pour une cause quelconque indépendante de leur volonté.

12° Que les agences ou agents d'émigration assurent, à leurs frais, avant le départ des émigrants et dans l'intérêt de ceux-ci, le prix du transport et des vivres, toutes pertes et tous dommages pouvant résulter de l'inexécution totale ou partielle du contrat de transport.

13° Que les Etats pourvoient, par des règles communes, à la solution rapide et économique des conflits entre les émigrants et les agences ou agents d'émigration et instituent, s'ils le jugent opportun, une commission d'arbitres qui prononce un jugement définitif sur toute réclamation, sans préjudice du droit des parties d'intenter leurs actions devant les tribunaux ordinaires ou devant des arbitres librement choisis par elles.

14° Que les Etats assurent une pleine liberté d'action aux sociétés de patronage qui, sans s'occuper nullement, dans un but de spéculation, des affaires touchant à l'émigration, assistent les émigrants dans un seul but de charité.

*

(1er septembre 1897)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session de Copenhague – 1897

Capacité des personnes morales publiques étrangères (Etats, provinces, départements, communes, établissements publics, etc.)

(Rapporteur : M. Charles Léon Lyon-Caen)

L'Institut de Droit international

Recommande à l'adoption de tous les Etats les principes suivants :

I. Les personnes morales publiques reconnues dans l'Etat où elles ont pris naissance, sont reconnues de plein droit dans tous les autres Etats.

II. En conséquence, dans tous les cas, les personnes morales publiques étrangères ont le droit d'ester en justice comme demanderesses, ou comme défenderesses, devant les tribunaux de tous les Etats, par l'entremise de leurs représentants ordinaires.

Elles sont représentées, dans les actes de la vie civile, conformément à leur loi nationale.

III. Elles sont capables d'acquérir, soit à titre onéreux, soit à titre gratuit, des meubles ou des immeubles situés hors de leur pays d'origine, sauf les restrictions suivantes.

IV. Pour les acquisitions à titre gratuit, peuvent être exigées tout à la fois les autorisations et conditions prescrites par les lois du pays du donateur ou du testateur, du pays dont relève cette personne morale et, s'il s'agit d'immeubles, l'autorisation du pays de la situation de ces immeubles.

V. Les acquisitions à titre onéreux faites dans un pays par une personne morale publique étrangère peuvent être soumises à l'autorisation exigée par la loi du pays dont elles relèvent et, s'il s'agit d'immeubles, aux mêmes conditions et autorisations que les acquisitions à titre onéreux faites par les personnes morales similaires dans le pays où sont situés les biens acquis.

VI. Toutefois un Etat est toujours libre de soumettre à des conditions spéciales, non exigées pour les personnes morales publiques de cet Etat, les acquisitions à titre gratuit ou à titre onéreux de biens meubles ou immeubles situés sur son territoire, faites par des personnes morales publiques étrangères, même de limiter par une loi la capacité d'acquérir de celles-ci.

VII. Les personnes morales publiques d'un pays ne peuvent pas créer, en dehors de ce pays, des établissements rentrant dans la sphère de leur activité, sans s'être munies des autorisations exigées par la loi territoriale pour la création d'établissements similaires.

VIII. Les règles précédentes s'appliquent aux Etats étrangers comme aux autres personnes morales publiques.

Il est toutefois recommandé par l'Institut, comme règle de courtoisie internationale utile aux bonnes relations des Etats, qu'un Etat qui veut posséder, d'une manière définitive, un immeuble situé sur le territoire d'un autre Etat, en prévienne celui-ci.

*

(28 août 1897)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session de La Haye – 1898

Règlement sur le régime légal des navires et de leurs équipages dans les ports étrangers

(Rapporteurs : MM. L.J.D. Féraud-Giraud et Richard Kleen)

Dispositions préliminaires

Article premier

Les dispositions du présent Règlement sont applicables non seulement aux ports, mais encore aux anses et rades fermées ou foraines, aux baies et havres qui peuvent être assimilés à ces anses et rades.

Article 2

Lesdits ports, havres, anses, rades et baies, non seulement sont placés sous un droit de souveraineté des Etats dont ils bordent le territoire, mais encore font partie du territoire de ces Etats.

Article 3

En règle générale, l'accès des ports et des autres portions de la mer spécifiées dans l'article 1er, est présumé ouvert aux navires étrangers.

Exceptionnellement, pour des raisons dont il est seul juge, un Etat peut déclarer ses ports ou quelques-uns d'entre eux fermés, - alors même que des traités en garantiraient d'une manière générale le libre accès, - lorsque la sûreté de l'Etat ou un intérêt public sanitaire justifié le commande.

L'entrée des ports peut encore être refusée à une nation en particulier, par mesure de justes représailles.

Article 4

Doivent être considérés comme régulièrement fermés et dont l'accès est, à bon droit, interdit aux navires, sans distinction de pavillon, les ports exclusivement militaires ou sièges d'arsenaux destinés à la construction et à l'armement des forces navales du pays.

Article 5

L'Etat comme souverain a le droit :

De régler les conditions d'entrée et de séjour auxquelles devront se conformer ceux qui fréquentent la partie du territoire maritime énoncée à l'article premier ;

De réserver pour ses nationaux certaines branches de commerce, d'industrie ou de navigation ;

D'établir, sous des sanctions pénales, des règlements concernant la navigation, l'ordre, la sûreté, la santé publique et la police dans ses diverses attributions ;

D'imposer des charges fiscales de diverses natures, et notamment des droits de douane, avec la soumission aux mesures nécessaires pour assurer la perception de ces contributions.

Article 6

En cas de relâche forcée, l'entrée d'un port ne peut être refusée au navire en détresse, alors même que ce port serait fermé conformément à l'article 3 ou à l'article 4.

Le navire en relâche devra se conformer rigoureusement aux conditions qui lui seront imposées par l'autorité locale ; néanmoins ces conditions ne pourront pas être de nature à paralyser, par leur rigueur excessive, l'exercice du droit de relâche forcée.

Les autorités territoriales doivent aide et assistance aux navires étrangers naufragés sur leurs côtes ; elles doivent garantir le respect de la propriété privée, aviser le consulat des naufragés, assister les agents de ce consulat dans leur action dès qu'ils interviennent.

Il est à désirer que les Etats n'exigent que le remboursement des frais utilement exposés.

Article 7

Le régime que constituent les principes admis par le droit public international diffère essentiellement, suivant qu'il s'agit d'en faire l'application aux vaisseaux de guerre ou aux navires marchands, dans l'état de paix ou dans l'état de guerre.

PREMIÈRE PARTIE

ÉTAT DE PAIX

Section I - Marine militaire

Article 8

Sont considérés comme navires de guerre, et soumis à ce titre au présent règlement, tous bâtiments sous le commandement d'un officier du service actif de la marine de l'Etat, montés par un équipage de la marine militaire, et autorisés à porter le pavillon et la flamme de la marine militaire.

La forme du navire, sa destination antérieure, le nombre des individus qui en composent l'équipage ne peuvent altérer ce caractère.

Sont assimilés aux navires de guerre les navires étrangers qui sont mis expressément à la disposition des chefs d'Etat ou de leurs envoyés officiels. Les embarcations qui dépendent de ces navires en suivent le régime.

Article 9

Dans le cas où les armements en course seraient légalement pratiqués, seront également assimilés aux navires de guerre les navires armés en course qui, pendant la guerre, seraient porteurs de commissions régulièrement délivrées par l'Etat belligérant à la nationalité duquel ils appartiennent.

Article 10

A moins de traités, de lois, de règlements ou de prohibitions spéciales contraires, les ports sont ouverts aux navires de guerre étrangers à charge par ceux-ci d'observer strictement, pour leur entrée et leur séjour, les conditions sous lesquelles ils sont admis.

Article 11

Le commandant d'un navire de guerre étranger, qui se propose de mouiller dans une rade ou dans un port, en demande préalablement l'autorisation aux autorités locales, en indiquant ses motifs, et n'entre qu'après avoir reçu une réponse affirmative.

De justes causes, dont l'autorité territoriale est juge souverain, pourraient motiver un refus d'admission ou une invitation au départ.

Article 12

Le navire de guerre étranger qui entre dans un port doit se conformer au cérémonial consacré par les usages à défaut de traité.

Article 13

Les navires de guerre étrangers admis dans les ports doivent respecter les lois et les règlements locaux, notamment ceux qui concernent la navigation, le stationnement et la police sanitaire.

En cas de contravention grave et persistante, le commandant, après avis officieux et courtois resté sans effet, pourrait être invité et, au besoin, contraint à reprendre la mer.

Il en serait de même si les autorités locales jugeaient que la présence de son navire est une cause de désordre ou de danger pour la sûreté de l'Etat.

Mais, à moins d'extrême urgence, ces mesures rigoureuses ne doivent être employées que sur l'ordre du gouvernement central du pays.

Article 14

En ce qui concerne les douanes, en règle générale, tout bâtiment de guerre étranger doit être exempt de la visite des douaniers à bord ; on doit se borner, à cet égard, à une surveillance tout extérieure.

Article 15

Les navires de guerre dans un port étranger restent soumis à l'action de la Puissance dont ils relèvent, sans que les pouvoirs locaux puissent exercer une autorité ou juridiction sur les personnes qui se trouvent à leur bord, ni s'immiscer dans ce qui se passe sur ce bord, sauf le cas prévu à l'article 16.

Les relations officielles nécessaires entre les commandants et officiers de ces navires et les autorités territoriales ont lieu en suivant la voie administrative et au besoin la voie diplomatique.

Article 16

Les crimes et délits commis à bord de ces navires ou sur les embarcations qui en dépendent, soit par les gens de l'équipage, soit par toutes autres personnes se trouvant à bord, tombent sous la compétence des tribunaux de la nation à laquelle appartient le navire et sont jugés selon les lois de cette nation, quelle que soit la nationalité des auteurs ou des victimes.

Toutefois, si le commandant livre le délinquant aux autorités locales, celles-ci recouvrent la compétence qui leur appartiendrait d'après les principes ordinaires.

Article 17

Lorsque des désordres se produisent sur le navire et que le commandant, impuissant à les réprimer, demande le concours de l'autorité locale pour l'y aider, si celle-ci le lui prête, elle doit aviser immédiatement l'autorité centrale, qui communique cet avis au représentant, sur le territoire, du gouvernement auquel appartient ce navire et avec lequel sont combinées les mesures à prendre.

Si l'ordre peut être compromis en dehors du bord, l'autorité locale doit prendre, dans ses eaux, les mesures nécessaires pour remédier à cette situation, à charge d'en donner avis, comme il vient d'être dit, et dans les conditions qui viennent d'être indiquées.

En cas d'urgence, l'autorité locale y pourvoit d'office.

Article 18

Si des gens du bord se trouvant à terre commettent des infractions aux lois du pays, ils peuvent être arrêtés par les agents de l'autorité territoriale et déférés à la justice locale.

Avis de l'arrestation doit être donné au commandant du navire, qui ne peut exiger qu'ils lui soient remis.

Si les délinquants, n'étant point arrêtés, ont rejoint le bord, l'autorité locale ne peut les y saisir, mais seulement exiger qu'ils soient déférés à leurs tribunaux nationaux et qu'avis lui soit donné du résultat des poursuites.

Si les personnes inculpées du délit ou du crime commis à terre s'y trouvaient en service commandé, soit individuellement, soit collectivement, en vertu d'une concession expresse ou tacite de l'autorité locale, elles doivent, après leur arrestation, sur la demande du commandant, lui être livrées avec les procès-verbaux constatant les faits, et avec demande, s'il y a lieu, qu'elles soient poursuivies devant leur autorité nationale compétente, avec avis du résultat de ces poursuites.

Article 19

Le commandant ne doit pas donner asile à des personnes poursuivies ou condamnées pour délits ou crimes de droit commun, ni aux déserteurs appartenant à l'armée de terre ou de mer du territoire ou d'un autre navire.

S'il reçoit à son bord des réfugiés politiques, il faut que cette situation soit nettement établie, et qu'il les y admette dans des conditions telles que cet acte ne constitue pas de sa part un secours donné à l'une des parties en lutte, au préjudice de l'autre.

Il ne peut débarquer ces réfugiés sur une autre partie du territoire où il les a reçus à son bord, ni si près de ce territoire qu'ils y puissent retourner sans difficulté.

Article 20

Les personnes qui se seraient réfugiées à bord à l'insu du commandant, peuvent être livrées ou expulsées.

Article 21

Quelle que soit la situation des personnes qui se trouvent à bord d'un navire de guerre, et alors même qu'elles y ont été reçues à tort, on ne peut, en cas de refus du commandant de les livrer, recourir à la force pour assurer leur remise, ou pour pratiquer dans ce but des visites ou perquisitions.

Il en serait de même pour la livraison d'effets se trouvant à bord et qui feraient l'objet de réclamations.

Dans les cas prévus par cet article, l'autorité locale qui désire obtenir l'extradition de personnes ou la remise d'effets, est tenue de s'adresser au pouvoir central de l'Etat, afin qu'il soit fait, à cet effet, les démarches diplomatiques nécessaires.

Article 22

Les déserteurs du navire arrêtés à terre doivent être remis à l'autorité du bord.

Si le navire est parti, ils doivent être mis à la disposition des représentants de cette autorité et retenus aux frais de l'Etat dans le service duquel il se trouve, pendant un délai de deux mois au plus à l'expiration duquel l'homme sera remis en liberté et ne pourra pas être arrêté de nouveau pour la même cause.

Le refus de l'autorité locale de mettre en état d'arrestation des marins déserteurs, sur la demande des officiers du bord, peut donner lieu à de justes réclamations diplomatiques, mais n'autorise point ces officiers à y faire procéder directement par des hommes de leur équipage ou, à leur requête directe, par des agents de la localité.

Article 23

Les obligations contractées personnellement, à titre privé, par des hommes du bord envers des personnes étrangères à l'équipage les engagent au même titre que tous autres étrangers ; les différends qui peuvent surgir à cette occasion sont du ressort des juridictions compétentes, et soumis aux lois applicables d'après les règles du droit commun, sans qu'on puisse atteindre les gens régulièrement portés sur le rôle d'équipage par des exécutions personnelles, telles que la contrainte par corps, et les distraire ainsi du service du bord.

Article 24

Les navires exclusivement affectés par l'Etat au service postal ne peuvent revendiquer que les privilèges qui leur sont reconnus par les conventions et par les usages.

Section II - Marine marchande

Article 25

Les navires de commerce étrangers dans un port y sont placés sous la protection de l'autorité territoriale. Ils sont soumis, en règle générale et sauf les dérogations formelles consacrées par les articles suivants, aux lois de police et de surveillance et à toutes les dispositions réglementaires en vigueur dans le port où ils sont reçus.

Article 26

Ils doivent acquitter les droits, taxes, redevances et contributions légalement réclamés, en se soumettant aux règles établies par la loi territoriale pour en assurer le recouvrement, sans que, pour l'accomplissement régulier et normal de ces formalités, les agents locaux aient à recourir à l'intervention des consuls, ou autres agents de la nation à laquelle appartient le navire.

Le capitaine, dans l'accomplissement des formalités qu'il est tenu de remplir, doit se faire assister par les agents commissionnés dans les pays où la loi en a institué à cet effet avec un droit exclusif.

Article 27

Les consuls, vice-consuls et agents consulaires peuvent aller personnellement ou envoyer des délégués à bord des navires de leur nation, après qu'ils ont été admis en libre pratique, interroger le capitaine et l'équipage, examiner les papiers de bord, recevoir des déclarations sur leur voyage, leur destination et les incidents de la traversée, dresser les manifestes et faciliter les expéditions du navire ; enfin accompagner les hommes du bord devant les tribunaux et dans les bureaux de l'administration du pays, pour leur servir d'interprètes et d'agents dans les affaires qu'ils ont à suivre, ou les demandes qu'ils ont à former, sauf dans les cas prévus par les lois commerciales du pays de stationnement, aux dispositions desquelles ils sont tenus de se soumettre rigoureusement, sans que la présente disposition puisse être considérée comme y portant la moindre dérogation.

Article 28

Le régime auquel sont soumis les navires étrangers dans un port ouvert doit être le même en principe, et sauf les exceptions pouvant résulter des traités, pour tous les navires sans distinction de nationalité.

Article 29

Les navires de toutes nationalités, par le fait seul qu'ils se trouvent dans un port ou une portion de la mer dépendant du même régime, sont soumis à la juridiction territoriale, sans distinction à raison des faits qui se sont produits à bord ou à terre.

Les faits délictueux commis sur un navire de commerce en pleine mer ne rentrent pas dans la compétence de l'autorité du port étranger où il aborde ; mais, en cas de fuite du navire pour soustraire des gens du bord aux actions dirigées contre eux à raison de faits commis dans un port, la poursuite dans la haute mer est autorisée dans les conditions indiquées dans l'article 8, paragraphe 2, des Règles adoptées par l'Institut sur le régime de la mer territoriale.

Article 30

Par exception, les faits commis à bord d'un navire dans un port, qui ne constituent que des infractions à la discipline et aux devoirs professionnels du marin, ne relèvent que de la justice nationale du bord. L'autorité locale doit s'abstenir d'intervenir, à moins que son concours ne soit régulièrement réclamé, ou que le fait ne soit de nature à troubler la tranquillité du port. Même dans ce dernier cas, la juridiction locale ne peut devenir compétente que si le fait constitue, en même temps qu'une infraction disciplinaire, un délit de droit commun.

Article 31

Lorsque des poursuites sont dirigées contre un homme du bord par l'autorité territoriale, avis doit en être immédiatement donné à l'autorité consulaire du pays étranger, dans l'arrondissement de laquelle se trouve le navire.

Dès que l'autorité locale est compétente, elle peut procéder sur le navire à toute investigation, constatation, instruction et arrestation, en se conformant aux prescriptions de sa loi.

S'il y a, à proximité, un agent de la nation à laquelle appartient le navire, il doit être averti à l'avance des descentes qui doivent avoir lieu à bord, avec indication de l'heure où elles se feront et invitation d'y assister, s'il le juge convenable, personnellement ou par un délégué mis à même de justifier de cette délégation, sans que son absence puisse apporter un empêchement quelconque aux opérations judiciaires.

Article 32

Toutes les contestations entre les gens de l'équipage, ou entre eux et leur capitaine, ou entre les capitaines des divers bâtiments d'une même nation, dans le même port, à raison de l'engagement de matelots ou de différends analogues, doivent être terminées en dehors de l'ingérence des autorités locales.

Sont assimilées, pour l'application de cette règle, aux personnes appartenant à la nationalité du navire, les personnes engagées dans l'armement et portées sur le rôle d'équipage, quelle que soit leur véritable nationalité.

Article 33

Les difficultés d'intérêt civil entre des étrangers au navire et des capitaines ou gens de l'équipage, sont jugées d'après les règles de compétence de droit commun, sans être réservées exclusivement aux autorités du pavillon.

Les contestations qui peuvent naître à l'occasion du règlement des frais et dépenses dans un port à la charge d'un navire étranger qui y est entré, soit volontairement, soit en relâche forcée, sont de la compétence du juge territorial et doivent être vidées par application des dispositions de sa loi.

La compétence en matière de procès nés à la suite de l'abordage de deux navires étrangers est réglée conformément aux Résolutions votées par l'Institut sur les conflits en matière d'abordage maritime.

Article 34

Les capitaines de navires marchands stationnés dans un port étranger ne doivent embarquer aucun individu, fût-il un de leurs nationaux, qui, pour se soustraire aux conséquences de la violation des lois auxquelles il était soumis à raison de sa résidence, chercherait un refuge sur ces navires.

Si une personne, se trouvant à bord dans cette situation, est réclamée par l'autorité territoriale, elle doit lui être remise ; à défaut, cette autorité est en droit, après avis préalablement donné au consul, de faire procéder par ses agents à l'arrestation de cette personne sur le navire.

Article 35

En ce qui concerne les déserteurs des navires marchands, on doit se conformer aux dispositions de l'article 22.

Toutefois des déserteurs appartenant à la nationalité du pays où se trouve le navire ne doivent point être livrés aux autorités du bord par les autorités locales.

Article 36

Les navires étrangers ancrés dans un port sont soumis à arrêt et saisie par décision de justice pour fait de commerce et pour dettes, en exécution des lois territoriales.

Toutefois il est à désirer que les lois prohibent la saisie d'un navire étranger ancré dans un port, lorsqu'il est prêt à faire voile, si ce n'est à raison de dettes contractées pour le voyage qu'il va faire ; et, même dans ce cas, le cautionnement de ces dettes doit permettre de lever la saisie.

Les officiers ministériels et agents d'exécution sont autorisés à signifier toutes notifications et à faire tous actes d'exécution sur les navires étrangers, en se conformant aux lois de procédure applicables aux navires nationaux, et sans qu'il soit indispensable de recourir à l'intervention des consuls ou agents commerciaux, même présents, de la nation à laquelle appartient le navire.

Article 37

Les officiers publics, officiers de l'état civil, notaires et autres, requis pour procéder à des actes de leurs fonctions ou de leur ministère sur des navires étrangers ancrés dans un port, doivent s'y rendre ; et leurs actes, reçus en la forme et dans les conditions réglementaires d'après la loi locale, ont le même effet, et la même valeur que s'ils avaient été faits par ces officiers publics à terre, dans l'étendue de leurs circonscriptions territoriales.

SECONDE PARTIE

MESURES DE CONTRAINTE ET ÉTAT DE GUERRE

Article 38

L'embargo sur les navires étrangers ne doit être pratiqué ni en vue d'une guerre probable, ni après une déclaration de guerre comme première mesure d'hostilités.

Comme mesure de sauvegarde en cas de violation d'un droit, l'embargo peut être exercé à titre de représailles.

En tout cas, il ne peut être exercé que directement au nom de l'Etat et par ses préposés.

On doit, autant que possible, faire connaître à ceux qui sont l'objet de cette mesure les motifs qui l'ont imposée et sa durée probable.

L'embargo mis à titre de représailles doit être levé dès que la satisfaction demandée a été accordée. A défaut de satisfaction reçue, il peut être procédé à la vente du navire sur lequel l'embargo porte, avec attribution du prix à l'Etat qui l'a mis.

Article 39

Le droit d'angarie est supprimé, soit en temps de paix, soit en temps de guerre, quant aux navires neutres.

Article 40

Les navires de commerce qui, au début des hostilités, ou lors de la déclaration de guerre, se trouvent dans un port ennemi, ne sont pas sujets à saisie, dans le délai déterminé par les autorités. Pendant ce délai, ils peuvent y décharger leur cargaison et en prendre une autre.

Article 41

Les navires de commerce contraints par un accident de force majeure de se réfugier dans un port ennemi ne peuvent y être capturés. Ils sont tenus, pendant leur séjour, de se conformer exactement aux prescriptions de l'autorité locale, et de reprendre la mer dans le délai qui leur aura été indiqué.

Si c'est un navire de guerre qui a été ainsi contraint de chercher un refuge dans un port ennemi, il peut être généreux de l'accueillir en lui donnant les moyens de reprendre la mer ; sinon, il sera régulièrement capturé.

Article 42

La concession d'asile aux belligérants dans les ports neutres, tout en dépendant de la décision de l'Etat souverain du port et ne pouvant être exigée, est présumée, à moins de notification contraire préalablement communiquée.

Toutefois, quant aux navires de guerre, elle doit être limitée aux cas de véritable détresse, par suite de :

1° défaite, maladie ou équipage insuffisant ;

2° péril de mer ;

3° manque de moyens d'existence ou de locomotion (eau, charbon, vivres) ;

4° besoin de réparation.

Un navire belligérant se réfugiant dans un port neutre devant la poursuite de l'ennemi, ou après avoir été défait par lui, ou faute d'équipage pour tenir la mer, doit y rester jusqu'à la fin de la guerre. Il en est de même, s'il y transporte des malades ou des blessés et qu'après les avoir débarqués, il soit en état de combattre. Les malades et les blessés, tout en étant reçus et secourus, sont, après guérison, internés également, à moins d'être reconnus impropres au service militaire.

Un refuge contre un péril de mer n'est donné aux navires de guerre des belligérants que pour la durée du danger. On ne leur fournit de l'eau, du charbon, des vivres et autres approvisionnements analogues qu'en la quantité nécessaire pour atteindre le port national le plus proche. Les réparations ne sont permises que dans la mesure nécessaire pour que le bâtiment puisse tenir la mer. Immédiatement après, le navire doit quitter le port et les eaux neutres.

Si deux navires ennemis sont prêts à sortir du port simultanément, l'autorité locale établit, entre leurs appareillages, un intervalle suffisant, de 24 heures au moins. Le droit de sortir le premier appartient au navire le premier entré ou, s'il ne veut pas en user, à l'autre, à la charge d'en réclamer l'exercice à l'autorité locale, qui lui délivre l'autorisation si l'adversaire, dûment avisé, persiste à rester. Si, à la sortie d'un navire d'un belligérant, un ou plusieurs navires ennemis sont signalés, le navire sortant doit être averti et peut être réadmis dans le port pour y attendre l'entrée ou la disparition des autres. Il est défendu d'aller à la rencontre d'un navire ennemi dans le port ou les eaux neutres.

Les navires des belligérants doivent, en port neutre, se conduire pacifiquement, obéir aux ordres des autorités, s'abstenir de toutes hostilités, de toute prise de renfort et de tout recrutement militaire, de tout espionnage et de tout emploi du port comme base d'opération.

Les autorités neutres font respecter, au besoin par la force, les prescriptions de cet article.

L'Etat neutre peut exiger une indemnité de l'Etat belligérant dont il a entretenu soit des forces légalement internées, soit des malades et blessés, ou dont des navires ont, par mégarde ou par infraction à l'ordre du port, occasionné des frais ou dommages.

Article 43

Une attaque commencée dans la haute mer ne peut être poursuivie dans un port ou une rade neutres où s'est réfugié un navire, sans une violation du territoire neutre, qui doit être réprimée par la puissance territoriale, au besoin par la force, et peut donner droit à une indemnité.

Article 44

En ce qui concerne la conduite, par les belligérants, de prises dans un port neutre, l'Institut se réfère aux règles posées dans son Règlement des prises maritimes.

Article 45

La liberté de commerce est assurée aux neutres. Les belligérants ne peuvent, comme tels, leur interdire ou les empêcher d'entrer dans les ports ni des nations neutres, ni des belligérants, à l'exception des ports régulièrement bloqués.

Par suite, les neutres peuvent quitter un port ennemi pour se rendre dans un port neutre ou dans un autre port ennemi. Ils sont libres de transporter dans les ports des belligérants toute marchandise non comprise dans la catégorie des objets réputés contrebande de guerre.

Article 46

Les navires des neutres admis dans les ports des belligérants doivent se soumettre à toutes les visites nécessaires pour constater l'état du personnel et la nature des marchandises se trouvant à leur bord, et à toutes les mesures prises dans l'intérêt de la sûreté de l'Etat auquel appartient le port. En cas de résistance, l'exécution de ces mesures peut, au besoin, être assurée par la force.

*

(23 août 1898)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session de La Haye - 1898

Règles sur la détermination de la loi applicable en ce qui concerne la validité en la forme et la force exécutoire des actes notariés

(Rapporteur : M. C.F. Gabba)

Article premier

Au point de vue de la forme, la validité de toute déclaration, de tout acte d'un notaire étranger ou de tout autre fonctionnaire ayant, de par les lois de son pays, les mêmes attributions qu'un notaire, doit être appréciée d'après la *lex loci*, savoir la loi du pays où l'acte a été passé, encore que ses effets juridiques doivent se produire dans un autre pays, où l'on voudrait s'en prévaloir.

Article 2

Au point de vue de leur force probante, la valeur des actes notariés étrangers doit être appréciée d'après la *lex fori* ou les conventions internationales.

Article 3

Les actes notariés étrangers n'ont de force exécutoire qu'en vertu de la loi de chaque pays ou de conventions internationales.

*

(24 août 1898)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session de La Haye - 1898

Litispendance dans les rapports entre juridictions d'Etats différents

(Rapporteurs : MM. Adolfo Sacerdoti et Charles Lyon-Caen)

Article premier

Sauf les réserves qu'on pourra faire à l'article 2, il y a lieu d'admettre, dans les rapports avec les juridictions étrangères, les mêmes règles sur la litispendance que celles qui existent dans les rapports entre les juridictions nationales de chaque Etat.

Article 2

Il est nécessaire, pour l'admission de l'exception de litispendance étrangère, que, en règle, les jugements prononcés dans le pays du juge saisi en premier lieu soient susceptibles d'être rendus exécutoires, sans révision du fond, selon la loi du pays où l'on produit l'exception.

*

(23 août 1898)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session de Neuchâtel – 1900

Règlement sur la responsabilité des Etats à raison des dommages soufferts par des étrangers en cas d'émeute, d'insurrection ou de guerre civile

(Rapporteurs : MM. Emilio Brusa et Ludwig von Bar)

1. Indépendamment des cas où des indemnités peuvent être dues aux étrangers en vertu des lois générales du pays, les étrangers ont droit à un dédommagement lorsqu'ils sont lésés, dans leur personne ou dans leurs biens, au cours d'une émeute, d'une insurrection ou d'une guerre civile :

a) Lorsque l'acte dont ils ont souffert est dirigé contre les étrangers comme tels en général, ou contre ceux-ci comme ressortissants d'un Etat déterminé, ou

b) Lorsque l'acte dont ils ont souffert consiste à fermer un port sans notification préalable en temps utile ou à retenir des navires étrangers dans un port, ou

c) Lorsque le dommage résulte d'un acte contraire aux lois commis par un agent de l'autorité, ou

d) Lorsque l'obligation du dédommagement est fondée en vertu des principes généraux du droit de la guerre.

2. L'obligation est fondée également lorsque le dommage a été commis (n° 1 a et d) sur le territoire d'un gouvernement insurrectionnel, soit par celui-ci lui-même, soit par un de ses fonctionnaires.

Cependant, certaines demandes d'indemnité peuvent être écartées, quand elles se rapportent à des faits qui se sont produits après que le gouvernement de l'Etat auquel appartient la personne lésée a reconnu le gouvernement insurrectionnel comme Puissance belligérante, et quand la personne lésée a continué de garder son domicile ou son habitation sur le territoire du gouvernement insurrectionnel.

Tant que ce dernier est considéré par le gouvernement de la personne soi-disant lésée comme Puissance belligérante, les demandes ne pourront être adressées, dans le cas de l'alinéa 1 de l'article 2, qu'au gouvernement insurrectionnel et non au gouvernement légitime.

3. L'obligation du dédommagement disparaît, lorsque les personnes lésées sont elles-mêmes cause de l'événement qui a entraîné le dommage[1]. Il n'existe pas, notamment, d'obligation d'indemniser ceux qui sont rentrés dans le pays en contrevenant à un arrêté d'expulsion, ni ceux qui se rendent dans un pays ou veulent s'y livrer au commerce ou à l'industrie, alors qu'ils savent ou ont dû savoir que des troubles y ont éclaté, non plus que ceux qui s'établissent ou séjournent dans une contrée ne présentant aucune sécurité par suite de la présence de tribus sauvages, à moins que le gouvernement du pays n'ait donné aux immigrants des assurances particulières.

4. Le gouvernement d'un Etat fédéral composé d'un certain nombre de petits Etats, qu'il représente au point de vue international, ne peut invoquer, pour se soustraire à la responsabilité qui lui incombe, le fait que la constitution de l'Etat fédéral ne lui donne, sur les Etats particuliers, ni le droit de contrôle, ni le droit d'exiger d'eux qu'ils satisfassent à leurs obligations.

5. Les stipulations exemptant mutuellement les Etats du devoir de prêter leur protection diplomatique ne doivent pas comprendre les cas de déni de justice ou de violation évidente de la justice ou du Droit des Gens.

Vœux

1. L'Institut de Droit international exprime le vœu que les Etats évitent d'insérer dans les traités des clauses d'irresponsabilité réciproque. Il estime que ces clauses ont le tort de dispenser les Etats de l'accomplissement de leur devoir de protection sur leurs nationaux à l'étranger et de leur devoir de protection des étrangers sur leur territoire. Il estime que les Etats qui, par suite de circonstances extraordinaires, ne se sentent point en mesure d'assurer de manière suffisamment efficace la protection des étrangers sur leur territoire, ne peuvent se soustraire aux conséquences de cet état de choses qu'en interdisant temporairement aux étrangers l'accès de ce territoire.

2. Le recours aux commissions internationales d'enquête et aux tribunaux internationaux est, en général, recommandé pour tous les différends qui peuvent surgir à cause de dommages soufferts par des étrangers au cours d'une émeute, d'une insurrection ou d'une guerre civile.

*

(10 septembre 1900)

[1] Par exemple en cas de conduite particulièrement provocatrice à l'égard de la foule.

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session de Neuchâtel – 1900

Droits et devoirs des Puissances étrangères, au cas de mouvement insurrectionnel, envers les gouvernements établis et reconnus qui sont aux prises avec l'insurrection

(Rapporteurs : M. Arthur Desjardins et Marquis de Olivart)

Article premier

Le droit international impose aux Puissances tierces, au cas de mouvement insurrectionnel ou de guerre civile, certaines obligations envers les gouvernements établis et reconnus, qui sont aux prises avec l'insurrection.

CHAPITRE PREMIER

Devoirs des Puissances étrangères envers le gouvernement qui combat une insurrection

Article 2

§1. Toute tierce Puissance, en paix avec une nation indépendante, est tenue de ne pas entraver les mesures que cette nation prend pour le rétablissement de sa tranquillité intérieure.

§2. Elle est astreinte à ne fournir aux insurgés ni armes, ni munitions, ni effets militaires, ni subsides.

§3. Il est spécialement interdit à toute tierce Puissance de laisser s'organiser dans ses domaines des expéditions militaires hostiles aux gouvernements établis et reconnus.

Article 3

On ne peut, en principe, faire un grief à l'Etat sur le territoire duquel l'insurrection a éclaté, de ce que, dans sa défense à main armée contre cette insurrection, il applique les mêmes mesures répressives à tous ceux qui participent activement à la guerre civile, quelle que soit leur nationalité. Réserve est faite pour les peines exceptionnellement cruelles et qui dépassent évidemment les nécessités de la répression.

CHAPITRE II

De l'attribution du caractère de belligérants aux insurgés

Article 4

§1. Le gouvernement d'un pays où la guerre civile a éclaté peut reconnaître les insurgés comme belligérants, soit explicitement par une déclaration catégorique, soit implicitement par une série d'actes qui ne laissent pas subsister de doute sur ses intentions.

§2. Le seul fait d'appliquer aux insurgés, par un sentiment d'humanité, certaines lois de la guerre, ne constitue pas, par lui-même, une reconnaissance de l'état de belligérance.

§3. Le gouvernement qui a reconnu, soit explicitement, soit implicitement, ses nationaux révoltés comme belligérants, devient non recevable à critiquer la reconnaissance qui serait opérée par une tierce Puissance.

Article 5

§1. Une tierce Puissance n'est pas tenue de reconnaître aux insurgés la qualité de belligérants, par cela seul qu'elle leur est attribuée par le gouvernement du pays où la guerre civile a éclaté.

§2. Tant qu'elle n'aura pas reconnu elle-même la belligérance, elle n'est pas tenue de respecter les blocus établis par les insurgés sur les portions du littoral occupées par le gouvernement régulier.

Article 6

Le gouvernement qui a reconnu comme belligérants ses nationaux révoltés ne peut pas faire grief à une tierce Puissance de ce qu'elle accueille avec humanité les insurgés armés réfugiés sur son territoire, en les désarmant et en les internant jusqu'à la fin des hostilités.

Par suite, il est non recevable à se plaindre si ses propres soldats, réfugiés sur le même territoire, sont désarmés et internés. Il n'est, d'ailleurs, redevable d'une indemnité que pour l'entretien de ses propres troupes.

Article 7

Si la belligérance est reconnue par les Puissances tierces, cette reconnaissance produit tous les effets ordinaires de la neutralité.

Article 8

Les tierces Puissances ne peuvent reconnaître au parti révolté la qualité de belligérant :

1. S'il n'a pas conquis une existence territoriale distincte par la possession d'une partie déterminée du territoire national.

2. S'il n'a pas réuni les éléments d'un gouvernement régulier exerçant en fait sur cette partie du territoire les droits apparents de la souveraineté.

3. Si la lutte n'est pas conduite en son nom par des troupes organisées, soumises à la discipline militaire et se conformant aux lois et coutumes de la guerre.

Article 9

Une tierce Puissance peut, après avoir reconnu la qualité de belligérants aux insurgés, rétracter cette reconnaissance, alors même que la situation des partis en lutte ne serait pas modifiée. Toutefois cette rétractation n'a pas d'effet rétroactif.

*

(8 septembre 1900)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session de Neuchâtel – 1900

Application à la guerre maritime des principes de la Convention de Genève

(Rapporteurs : MM. Louis Renault et John Westlake)

Vœu

L'Institut émet un vœu favorable à la conclusion d'une convention complémentaire contenant la disposition de l'article 10 de la Convention de La Haye.

*

(7 septembre 1900)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session de Neuchâtel – 1900

Conflits entre les dispositions des lois nationales relatives au droit international privé. Question du renvoi

(Rapporteurs : MM. Giulio Cesare Buzzati et Jules Armand Lainé)

Quand la loi d'un Etat règle un conflit de lois en matière de droit privé, il est désirable qu'elle désigne la disposition même qui doit être appliquée à chaque espèce et non la disposition étrangère sur le conflit dont il s'agit.

*

(10 septembre 1900)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session de Bruxelles – 1902

Câbles sous-marins en temps de guerre

(Rapporteur : M. Ludwig von Bar)

I. Le câble sous-marin reliant deux territoires neutres est inviolable.

II. Le câble reliant les territoires de deux belligérants ou deux parties du territoire d'un des belligérants peut être coupé partout, excepté dans la mer territoriale et dans les eaux neutralisées dépendant d'un territoire neutre, (neutralisées par traité ou par déclaration conformément à l'article 4 des Résolutions de Paris de 1894).

III. Le câble reliant un territoire neutre au territoire d'un des belligérants ne peut, en aucun cas, être coupé dans la mer territoriale ou dans les eaux neutralisées dépendant d'un territoire neutre.

En haute mer, ce câble ne peut être coupé que s'il y a blocus effectif et dans les limites de la ligne du blocus, sauf rétablissement du câble dans le plus bref délai possible. Ce câble peut toujours être coupé sur le territoire et dans la mer territoriale dépendant d'un territoire ennemi jusqu'à une distance de trois milles marins de la laisse de basse marée.

IV. Il est entendu que la liberté de l'Etat neutre de transmettre des dépêches n'implique pas la faculté d'en user ou d'en permettre l'usage manifestement pour prêter assistance à l'un des belligérants.

V. En ce qui concerne l'application des règles précédentes, il n'y a de différence à établir ni entre les câbles de l'Etat et les câbles appartenant à des particuliers, ni entre les câbles de propriété ennemie et ceux qui sont de propriété neutre.

*

(23 septembre 1902)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session de Bruxelles – 1902

Nouvelles règles sur les conflits de lois en matière de faillite

(Rapporteur : M. Ernest Roguin)

Article premier

La déclaration de faillite, intervenue dans un des Etats contractants, produit ses effets de la manière ci-après déterminée sur le territoire des autres Etats contractants.

Article 2

Les conditions moyennant lesquelles la faillite est possible ou obligatoire (demande des créanciers, preuve de l'état d'insolvabilité, etc.) sont déterminées par la loi de l'Etat dans lequel elle est compétemment ouverte.

Article 3

L'autorité exclusivement compétente pour ouvrir la faillite est, pour tout débiteur, individuel ou collectif, celle du pays dans lequel il a le siège principal de ses affaires, ou, s'il s'agit d'un non-commerçant, celle du pays où il a son principal établissement.

Dans le cas où le débiteur individuel aurait son domicile personnel dans un autre Etat que celui du siège principal de ses affaires, l'autorité exclusivement compétente sera celle du dernier de ces Etats.

Pour une société, le tribunal exclusivement compétent sera celui du pays où elle a son siège social déterminé sans fraude par les statuts.

Article 4

Les autorités de l'Etat où le débiteur insolvable quelconque, même non mis en faillite dans un autre Etat, aurait, soit une résidence ou un établissement d'affaires secondaires (succursale, comptoir, filiale, agence, etc.), soit des biens même seulement mobiliers, soit des contrats en exécution, pourront, aux termes de leur législation, prendre, d'office ou sur réquisition, toutes mesures provisoires ou conservatoires quelconques, dans l'intérêt des créanciers, des autres tiers ou du débiteur lui-même.

Ces mesures ne pourront jamais aller jusqu'à une déclaration de faillite, ni à l'un des prononcés prévus à l'article 11 (ancien article 18).

Elles seront communiquées à l'autorité exclusivement compétente pour déclarer la faillite, aux termes de l'article 3 (ancien article 6).

Ces mesures prendront fin, lorsqu'une faillite ayant été prononcée par l'autorité exclusivement compétente, les représentants de la masse feront usage des droits à eux conférés par l'article 5 qui suit.

Article 5

Le jugement de faillite, définitif dans le pays où il aura été rendu, même non déclaré exécutoire, aura dans tous les autres Etats force de chose jugée, sous réserve de ce qui est dit plus loin au sujet de la publicité (voir art. 8).

La simple exhibition de ce jugement donnera aux représentants de la masse le droit, dans chaque Etat contractant, d'ester en justice et de prendre toutes mesures conservatoires ou d'administration, notamment de pratiquer des saisies conservatoires, de faire vendre les marchandises sujettes à détérioration et de prendre tous arrangements en vue de la continuation provisoire des affaires du failli.

Article 6

En dehors des mesures prévues à l'article précédent, le jugement de faillite ne pourra donner lieu à des actes d'exécution proprement dits sur les biens, ni contre les personnes qu'après avoir été revêtu de l'exequatur, conformément à la loi de procédure du pays où l'exécution devrait avoir lieu.

Toutefois l'exequatur ne sera pas nécessaire si cette législation ne l'exige pas.

Article 7

Le tribunal de l'Etat de la faillite sera exclusivement compétent pour faire remonter la date des effets de la faillite, dans la mesure prévue par sa législation.

Le même tribunal sera compétent pour statuer sur l'existence et le chiffre des créances (la question des droits préférentiels étant réservée).

Le tribunal de la faillite ne sera compétent pour décider des revendications de tiers que moyennant l'assentiment de ceux-ci. (Même réserve que pour l'alinéa précédent.)

Le tribunal de la faillite aura le droit de statuer sur toutes actions nées directement du prononcé de la faillite, et notamment sur l'action en nullité d'un paiement opéré par le débiteur depuis la date du commencement des effets de la faillite, ainsi que sur celle en annulation des actes passés par lui dans la période de nullité radicale ou dans la période suspecte. Ce tribunal appliquera sa propre loi *(Annuaire,* 1902, vol. 19, p. 282).

Mais les règles ordinaires de compétence demeurent réservées pour les actions qui ne sont pas une suite de la seule déclaration de faillite (action paulienne ordinaire, etc.).

Le tribunal de la faillite sera compétent pour statuer sur les actions en responsabilité intentées contre les fondateurs, administrateurs, directeurs d'une société mise en faillite et autres personnes responsables qu'il y ait eu ou non déclaration de nullité de la société. Le droit applicable, au fond, sera celui du pays de la société, soit de la faillite *(Annuaire,* 1902, vol. 19, p. 280).

Article 8

Le concordat consécutif à la faillite, définitif et obligatoire dans l'Etat de la faillite, sera obligatoire et produira tous ses effets, même sans exequatur, dans chacun des autres Etats.

L'exequatur ne pourra être réclamé que pour les actes d'exécution proprement dits.

Les décisions judiciaires qui libèrent le failli d'une partie de ses dettes sans le consentement des créanciers, spécialement l'*order of discharge* des lois anglaises et américaines, ne produisent aucun effet dans les autres Etats.

Article 9

La déclaration de faillite et le concordat seront rendus publics dans les Etats où il s'agit de leur faire produire leurs effets, dans les formes qu'auront à déterminer les lois de chacun d'eux.

Le jugement déclaratif de faillite ne pourra produire d'effet contre les tiers de bonne foi, dans un autre Etat, qu'à partir du moment de cette publication.

Article 10

Les déchéances civiles spéciales, entraînées par la faillite, d'après certaines législations (perte du droit du chef de la famille sur la fortune de la femme ou sur celle des enfants, etc ....) demeurent absolument en dehors de la présente réglementation.

Il en est de même des déchéances politiques qui suivraient la faillite, et des condamnations dont sont passibles certains faillis.

Article 11

Les règles concernant la faillite sont également applicables aux liquidations judiciaires, concordats préventifs, sursis de payement et autres institutions analogues, prévus par les lois des Etats contractants, dans le but d'éviter les déclarations de faillite.

*

(23 septembre 1902)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session d'Edimbourg – 1904

Recours à la Cour permanente d'Arbitrage

(Rapporteurs : MM. Ernest Roguin, Alcide Darras et Georges de Seigneux)

L'Institut de Droit international

Estime qu'au cas d'interprétation divergente des conventions internationales, il y a lieu pour les gouvernements, de recourir à l'intervention de la Cour permanente d'Arbitrage à La Haye.

*

(26 septembre 1904)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session d'Edimbourg – 1904

Motion en faveur de la réglementation de la neutralité

L'Institut de Droit international

Réuni à Edimbourg,

Se référant au vœu exprimé par les membres de la Conférence de La Haye et s'associant à l'initiative prise par M. le Président Roosevelt,

Exprime le désir que les divers Etats se préoccupent de donner à la neutralité une réglementation plus parfaite et plus conforme aux nécessités du temps présent.

*

(27 septembre 1904)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session de Gand – 1906

Régime de la télégraphie sans fil

(Rapporteur : M. Paul Fauchille)

DISPOSITIONS PRELIMINAIRES

Article premier

L'air est libre. Les Etats n'ont sur lui, en temps de paix et en temps de guerre, que les droits nécessaires à leur conservation.

Article 2

A défaut de dispositions spéciales, les règles applicables à la correspondance télégraphique ordinaire le sont à la correspondance télégraphique sans fil.

PREMIÈRE PARTIE

Etat de paix

Article 3

Chaque Etat a la faculté, dans la mesure nécessaire à sa sécurité, de s'opposer, au-dessus de son territoire et de ses eaux territoriales, et aussi haut qu'il sera utile, au passage d'ondes hertziennes, que celles-ci soient émises par un appareil d'Etat ou par un appareil privé placé à terre, à bord d'un navire ou d'un ballon.

Article 4

Au cas d'interdiction de la correspondance par la télégraphie sans fil, le gouvernement devra aviser immédiatement les autres gouvernements de la défense qu'il édicte.

SECONDE PARTIE

Etat de guerre

Article 5

Les règles admises pour le temps de paix sont, en principe, applicables au temps de guerre.

Article 6

Sur la haute mer, dans la zone qui correspond à la sphère d'action de leurs opérations militaires, les belligérants peuvent empêcher les émissions d'ondes, même par un sujet neutre.

Article 7

Ne sont pas considérés comme espions de guerre mais doivent être traités comme prisonniers de guerre, s'ils sont capturés, les individus qui, malgré la défense du belligérant, se livrent à la transmission ou à la réception des dépêches par télégraphie sans fil, entre les diverses parties d'une armée ou d'un territoire belligérant. Il doit en être autrement, si la correspondance est faite sous de faux prétextes.

Les porteurs des dépêches transmises par la télégraphie sans fil sont assimilés à des espions lorsqu'ils emploient la dissimulation ou la ruse.

Les navires et les ballons neutres qui, par leurs communications avec l'ennemi, peuvent être considérés comme s'étant mis à son service, pourront être confisqués ainsi que leurs dépêches et leurs appareils. Les sujets, navires et ballons neutres, s'il n'est pas établi que leur correspondance était destinée à fournir à l'adversaire des renseignements relatifs à la conduite des hostilités, pourront être écartés de la zone d'opérations et leurs appareils saisis et séquestrés.

Article 8

L'Etat neutre n'est pas obligé de s'opposer au passage au-dessus de son territoire d'ondes hertziennes destinées à un pays en guerre.

Article 9

L'Etat neutre a le droit et le devoir de fermer ou de prendre sous son administration l'établissement d'un Etat belligérant qu'il avait autorisé à fonctionner sur son territoire.

Article 10

Toute interdiction de communiquer par la télégraphie sans fil, formulée par les belligérants, doit être immédiatement notifiée par eux aux gouvernements neutres.

*

(24 septembre 1906)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session de Gand – 1906

Déclaration de guerre

(Rapporteur : M. Albéric Rolin)

Résolutions

1. Il est conforme aux exigences du droit international, à la loyauté que les nations se doivent dans leurs rapports mutuels, ainsi qu'à l'intérêt commun de tous les Etats, que les hostilités ne puissent commencer sans un avertissement préalable et non équivoque.

II. Cet avertissement peut avoir lieu soit sous la forme d'une déclaration de guerre pure et simple, soit sous la forme d'un ultimatum - dûment notifiés à l'adversaire par l'Etat qui veut commencer la guerre.

III. Les hostilités ne pourront commencer qu'après l'expiration d'un délai suffisant pour que la règle de l'avertissement préalable et non équivoque ne puisse être considérée comme éludée.

Vœu

L'Institut de Droit international émet le vœu que les Etats s'inspirent des principes qui précèdent dans leur conduite et pour la conclusion de conventions internationales.

*

(20 septembre 1906)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session de Gand – 1906

Régime de la neutralité

(Rapporteurs : MM. Richard Kleen, Charles Dupuis et Albert de La Pradelle)

Il ne s'agissait pas d'une Résolution, votée par appel nominal,
mais de l'adoption de quelques articles dans une discussion non épuisé.

Article premier

L'état de neutralité est la situation des nations qui, pendant que d'autres se font la guerre, demeurent en paix avec chacun des belligérants.

Article 2

Les droits des neutres, fondés dans leur prétention légitime d'être respectés dans leur indépendance et leurs relations pacifiques, tant qu'ils observent leurs devoirs de neutralité, se rapportent tous aux prérogatives de souveraineté territoriale et de représentation envers l'étranger appartenant à l'Etat neutre, ainsi qu'à la liberté du commerce pacifique appartenant aux nations neutres.

Les devoirs des neutres fondés dans leur obligation de se tenir en dehors de la guerre, sauf les exigences de la légitime défense, se rapportent tous à ceux incombant à l'Etat neutre.

Article 3

Les devoirs de la neutralité prennent cours pour l'Etat neutre, du moment qu'il a eu connaissance de l'ouverture des hostilités.

Article 4

Sont interdits l'entrée des forces de terre ou de mer des belligérants dans les territoires neutres et l'usage de ceux-ci dans des buts de guerre.

Article 5

Le droit d'asile neutre est le droit de l'Etat neutre de donner, dans les limites de sa juridiction, retraite à ceux qui cherchent un refuge contre les calamités de la guerre.

Article 6

L'asile neutre peut, sous les conditions déterminées ci-après, être accordé aux forces belligérantes ou aux personnes ou aux choses y appartenant, soit en vertu d'une convention formelle, soit dans les cas suivants de nécessité :

A. Aux fuyards blessés, malades et naufragés (V. art. 9 et 10) ;

B. Aux navires et équipages en détresse.

Par contre l'asile neutre n'est pas applicable aux prisonniers de guerre ; ceux-ci sont libres par le seul fait de se trouver sur le territoire neutre.

L'Etat neutre décide s'il y a lieu d'accorder asile et il en fixe les conditions.

Article 7

L'Etat neutre peut exiger de l'Etat belligérant, dont il a entretenu les réfugiés, le remboursement des frais.

Article 8

L'Etat neutre peut donner asile aux blessés, malades et naufragés des belligérants.

Il devra, à moins d'un arrangement contraire avec les belligérants, les garder de manière qu'ils ne puissent pas de nouveau prendre part aux opérations de la guerre.

Article 9

Les prisonniers de guerre, le butin et les prises, arrivés en port neutre avec un navire belligérant admis à l'asile ne peuvent, à moins que cela n'ait été d'avance une condition d'admission, lui être enlevés, tant que les prisonniers et le butin restent à bord et les prises à la remorque. Dans le cas contraire, les prisonniers sont libres ; le butin débarqué et les prises séparées du navire, non encore devenues propriété du preneur, selon le droit de la guerre, restent à leurs propriétaires, tandis que ceux dont la propriété était légitimée sont compris dans l'asile du navire, à moins que l'introduction du butin et des prises légitimes ne soit défendue par la loi nationale.

Article 10

L'asile neutre n'est applicable ni aux corsaires, dans les limites des Etats qui ont adhéré à l'abolition de la course, ni à des insurgés dont le gouvernement n'est pas reconnu.

Article 11

L'Etat neutre n'est pas tenu de s'opposer à ce qu'il se fasse, sur son territoire, des collectes en faveur des victimes de la guerre.

Article 12

Est illicite le fait, par un belligérant, de forcer des personnes neutres au service militaire ou à des prestations personnelles pour la guerre.

*

(21, 22, 24 et 25 septembre 1906)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session de Gand – 1906

Conflits de lois relatifs à la dépossession de titres au porteur

(Rapporteur : M. Charles Lyon-Caen)

L'Institut de Droit international

Recommande aux Etats l'adoption des règles suivantes pour la solution des conflits de lois en matière de dépossession involontaire (perte, vol, etc.. . .) des titres au porteur :

I. La loi du pays du débiteur (Etat, province, société, etc.. . .) doit être appliquée pour déterminer à quelles conditions le propriétaire dépossédé d'un titre au porteur peut se faire payer les intérêts, arrérages et dividendes, toucher le capital devenu exigible, obtenir un duplicata du titre dont le propriétaire est privé.

II. Les titres au porteur, à quelque pays que se rattache le débiteur qui les a émis, ne peuvent pas être revendiqués par le propriétaire dépossédé, dès l'instant où ils ont été l'objet d'une négociation dans un pays où la revendication des titres au porteur est exclue, alors même que, soit au moment de la dépossession, soit au moment de l'exercice de l'action en revendication, ils se trouveraient dans un pays où la revendication des titres au porteur est admise.

Les titres au porteur peuvent au contraire être revendiqués par le propriétaire dépossédé quand ils ont été l'objet d'une transmission dans un pays où la revendication en est admise, alors même qu'ils se trouveraient, au moment de la revendication, dans un pays où elle est exclue, tant qu'ils n'y ont pas été l'objet d'une acquisition régulière.

Vœu

L'Institut de Droit international émet le vœu :

I. Que l'admission à la cote des titres étrangers ne soit prononcée dans les divers pays qu'après que les intéressés auront fait connaître à l'autorité compétente pour prononcer cette admission les mesures légales admises pour protéger les propriétaires de titres au porteur contre la dépossession involontaire de ces titres ;

Que, après l'admission prononcée, les dispositions légales relatives à cette matière soient publiées ;

II. Que des règles uniformes, tendant à concilier les intérêts des propriétaires dépossédés et ceux des porteurs de bonne foi, soient établies par des conventions internationales ou par les lois des divers pays.

*

(21 septembre 1906)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session de Florence – 1908

De la condition juridique internationale des étrangers civils ou militaires, au service des belligérants

(Rapporteur : M. Edouard Rolin-Jaequemyns)

La condition juridique internationale des étrangers, civils ou militaires, n'appartenant par leur nationalité à aucun des Etats belligérants et engagés au service de l'un d'eux, sera absolument identique, en ce qui concerne l'application des lois de la guerre, à celle des nationaux de l'Etat au service duquel ils se trouvent.

*

(29 septembre 1908)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session de Florence – 1908

Règles sur la détermination de la loi qui doit régir les obligations contractuelles à titre de droit supplétif

(Rapporteurs : MM. Heinrich Harburger et Ludwig von Bar)

L'Institut,

Tout en se réservant d'étudier ultérieurement les autres questions relatives aux obligations contractuelles, adopte, en ce qui concerne la détermination de la loi qui doit les régir, à titre de droit supplétif, les Résolutions suivantes :

Article premier

Les effets de l'obligation contractuelle sont régis par la loi à laquelle les parties ont manifesté l'intention de se soumettre, dans la mesure où la validité de l'obligation et ses effets ne se heurtent pas contre les lois qui régissent obligatoirement la convention, notamment quant à la capacité des parties, quant à la forme, quant à la validité intrinsèque du contrat, ou quant à l'ordre public.

Article 2

Si les parties n'ont pas manifesté la volonté effective d'accepter telle ou telle loi comme loi supplétive, c'est-à-dire comme loi destinée à suppléer aux lacunes de leurs conventions, dans la mesure où elles peuvent déterminer librement les effets de celles-ci, la détermination de la loi à appliquer, comme droit supplétif, sera déduite de la nature du contrat, de la condition relative des parties ou de la situation de la chose. C'est ainsi qu'on appliquera :

a) Dans les contrats faits en Bourse, en foire ou dans les marchés publics, la loi du lieu du contrat.

b) Dans les contrats ayant pour objet des immeubles, la loi de la situation des immeubles.

c) Dans les contrats de bienfaisance, la loi du domicile de celui qui confère le bienfait ou rend le service gratuit (donation, prêt sans intérêt, mandat non salarié, dépôt gratuit, cautionnement, etc.).

d) Dans les ventes commerciales faites par un commerçant à un non-commerçant, ou même à un commerçant, à la condition qu'il ne s'agisse pas d'un acte commercial pour l'acheteur et sauf le cas prévu sous la lettre a, la loi du lieu de l'établissement commercial du vendeur.

e) Dans les contrats de louage de services, de louage d'ouvrage, entreprise de travaux publics, de constructions, de fournitures pour un Etat, une province, une commune ou une administration publique, la loi en vigueur dans cet Etat ou dans le ressort territorial de cette province, de cette commune ou de cette administration publique.

f) Dans les contrats d'assurances mutuelles ou à primes, ou autres contrats (rentes viagères par exemple) faits avec une compagnie d'assurances contre l'incendie, sur la vie, contre le vol ou contre les accidents, etc. la loi en vigueur au siège de cette compagnie.

g) Dans les contrats faits avec une personne exerçant une profession réglementée (médecin, avocat, avoué, notaire, huissier, etc.) et comportant de la part de cette dernière l'exercice de sa profession, la loi du lieu où elle exerce celle-ci.

h) Dans les contrats de louage de services faits par des ouvriers ou employés avec une société commerciale, industrielle ou civile, ou avec un commerçant, la loi du siège de l'établissement commercial, industriel ou civil.

i) En matière de lettre de change ou de billet à ordre, la loi du lieu de chaque engagement ou, si ce lieu n'est pas mentionné dans le titre, celle du domicile de l'obligé.

j) En matière de contrat de transport de personnes ou de choses par chemin de fer, voiture ou bateau avec une société ou un particulier en faisant sa profession, comme aussi avec un commissionnaire de transport ou commissionnaire expéditeur, la loi du principal établissement de cette société, du transporteur, voiturier, commissionnaire, etc....

Article 3

Si la détermination de la loi applicable, dans le silence des parties, ne ressort ni de la nature du contrat, ni de leur condition relative, ni de la situation des biens, le juge aura égard à la loi de leur domicile commun, à défaut de domicile commun, à leur loi nationale commune, et si elles n'ont ni domicile dans le même pays, ni nationalité commune, à la loi du lieu du contrat.

Article 4

Si le contrat a été fait par correspondance, le lieu du contrat ne sera pas non plus pris en considération, et l'on appliquera la loi du domicile ou de l'établissement commercial de celui de qui émane l'offre ou la proposition.

Il en sera de même dans le cas d'un contrat fait par téléphone et l'on appliquera la loi du domicile ou de l'établissement commercial de celui de qui émane l'offre de la proposition à moins que cette question ne puisse être résolue en fait. Dans ce dernier cas on appliquera la loi du domicile commun ou de la nationalité commune, ou subsidiairement celle du domicile du débiteur.

Article 5

En ce qui concerne les modalités de l'exécution, manière de compter, de peser, de mesurer, mise en demeure, jours fériés, validité du paiement, validité des offres et de la consignation, il convient d'appliquer la loi et les usages du lieu d'exécution.

Article 6

Lorsque les effets du contrat dépendent du sens de certains termes employés pour désigner le prix, le poids, la mesure, les délais et l'époque de paiement, on doit s'en référer en général à la terminologie du lieu où l'exécution doit se faire, à moins qu'il ne résulte des circonstances et surtout de l'objet du contrat que les parties les ont réellement employés dans un sens différent.

Article 7

Nonobstant les présomptions ci-dessus, la manifestation même tacite de la volonté effective des parties contractantes prévaudra toujours contre elles et devra être respectée.

*

(3 octobre 1908)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session de Paris – 1910
Session de Madrid – 1911

Règlement sur l'usage des mines sous-marines et des torpilles

(Rapporteurs : MM. Michel Kebedgy et Edouard Rolin)

Article premier

Il est interdit de placer en pleine mer des mines automatiques de contact, amarrées ou non, la question des mines à commande électrique étant réservée.

Article 2

Les belligérants peuvent placer des mines dans leurs eaux territoriales et dans celles de l'ennemi.

Mais il leur est interdit, même dans ces eaux territoriales :

1. De placer des mines automatiques de contact non amarrées, à moins qu'elles ne soient construites de manière à devenir inoffensives, une heure au maximum après que celui qui les aura placées en aura perdu le contrôle ;

2. De placer des mines automatiques de contact amarrées qui ne deviennent pas inoffensives dès qu'elles auront rompu leurs amarres.

Article 3

Il est interdit de faire usage, aussi bien dans les eaux territoriales qu'en pleine mer, de torpilles qui ne deviennent pas inoffensives lorsqu'elles auront manqué leur but.

Article 4

Un belligérant ne peut placer des mines devant les côtes et les ports de son adversaire que pour des buts navals et militaires. Il lui est interdit de les y placer pour établir ou maintenir un blocus de commerce.

La question des détroits est réservée.

Article 5

Lorsque les mines automatiques de contact, amarrées ou non amarrées, sont employées, toutes les précautions doivent être prises pour la sécurité de la navigation pacifique.

Les belligérants pourvoiront notamment à ce que ces mines deviennent inoffensives après un laps de temps limité.

Dans le cas où les mines cesseraient d'être surveillées par eux, les belligérants signaleront les régions dangereuses, aussitôt que les exigences militaires le permettront, par un avis à la navigation qui devra être aussi communiqué aux gouvernements par la voie diplomatique.

Article 6

L'Etat neutre peut placer des mines dans ses eaux territoriales pour la défense de sa neutralité. Il doit, en ce cas, observer les mêmes règles et prendre les mêmes précautions que celles qui sont imposées aux belligérants.

L'Etat neutre doit faire connaître à la navigation par un avis préalable les régions où seront placées les mines automatiques de contact. Cet avis devra être communiqué d'urgence aux gouvernements par la voie diplomatique.

Article 7

La question du placement de mines dans les détroits est réservée, tant en ce qui concerne les neutres que les belligérants.

Article 8

A la fin de la guerre, les Etats belligérants et neutres feront tout ce qui dépend d'eux pour enlever, chacun de son côté, les mines qu'ils auront placées.

Quant aux mines automatiques de contact amarrées que l'un des belligérants aurait laissées sur les côtes de l'autre, l'emplacement en sera notifié à l'autre partie par l'Etat qui les aura posées, et chaque Etat devra procéder, dans le plus bref délai, à l'enlèvement des mines qui se trouvent dans ses eaux.

Les Etats belligérants et neutres auxquels incombe l'obligation d'enlever les mines, après la fin de la lutte, devront faire connaître la date à laquelle l'enlèvement de ces mines sera terminé.

Article 9

La violation d'une des règles qui précèdent entraîne la responsabilité de l'Etat fautif.

L'Etat qui a posé la mine est, jusqu'à preuve contraire, présumé fautif.

Cette responsabilité pourra être mise en jeu, même par des particuliers, devant le tribunal international compétent.

*

(1er et 2 avril 1910
17 avril 1911)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session de Paris – 1910

De l'ordre public en droit international privé

(Rapporteur : M. Pasquale Fiore)

Vœu

L'Institut exprime le vœu que, pour éviter l'incertitude qui prête à l'arbitraire du juge et compromet, par cela même, l'intérêt des particuliers, chaque législation détermine avec toute la précision possible, celles de ses dispositions qui ne seront jamais écartées par une loi étrangère, quand même celle-ci paraîtrait compétente pour régler le rapport de droit envisagé.

Il est spécialement désirable que chaque convention de droit international privé précise les points sur lesquels, dans chaque pays contractant, une disposition regardée comme d'ordre public pourra tenir en échec les principes mêmes de la convention.

*

(30 mars 1910)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session de Paris – 1910

Règles sur l'exception de jeu dans les marchés à terme sur valeurs mobilières

(Il ne s'agit pas d'une Résolution officielle de l'Institut)

I. La *lex loci contractus* n'a pas autorité exclusive en matière d'exception de jeu et il y a lieu de tenir compte simultanément de la *lex fori* et de la loi du contrat.

II. N'est pas considérée comme loi du contrat celle du lieu où l'ordre est donné.

III. Dans les marchés à terme, l'exception de jeu doit être appréciée d'après la loi du lieu du contrat. Toutefois, si le contrat a été conclu dans un pays dont la loi n'admet pas l'exception de jeu, cette exception peut être opposée si elle est admise par la loi du tribunal saisi *(lex fori)*.

*

(2 avril 1910)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session de Madrid – 1911

Réglementation internationale de l'usage des cours d'eau internationaux en dehors de l'exercice du droit de navigation

(Rapporteurs : MM. Ludwig von Bar et Heinrich Harburger)

I. Lorsqu'un cours d'eau forme la frontière de deux Etats, aucun de ces Etats ne peut, sans l'assentiment de l'autre, et en l'absence d'un titre juridique spécial et valable, y apporter ou y laisser apporter par des particuliers, des sociétés, etc. ... des changements préjudiciables à la rive de l'autre Etat. D'autre part, aucun des deux Etats ne peut, sur son territoire, exploiter ou laisser exploiter l'eau d'une manière qui porte une atteinte grave à son exploitation par l'autre Etat ou par les particuliers, sociétés, etc., de l'autre.

Les dispositions qui précèdent sont également applicables lorsqu'un lac s'étend entre les territoires de plus de deux Etats.

II. Lorsqu'un cours d'eau traverse successivement les territoires de deux ou de plusieurs Etats :

1° Le point où ce cours d'eau traverse les frontières de deux Etats, soit naturellement, soit depuis un temps immémorial, ne peut pas être changé par les établissements de l'un des Etats sans l'assentiment de l'autre ;

2° Toute altération nuisible de l'eau, tout déversement de matières nuisibles (provenant de fabriques, etc.), est interdit ;

3° Il ne peut être prélevé par les établissements (spécialement les usines pour l'exploitation des forces hydrauliques) une quantité d'eau telle que la constitution, autrement dit le caractère utilisable ou le caractère essentiel du cours d'eau à son arrivée sur le territoire d'aval, s'en trouve gravement modifié ;

4° Le droit de navigation en vertu d'un titre reconnu en droit international ne peut pas être violé par un usage quelconque ;

5° Un Etat en aval ne peut pas faire ou laisser faire, dans son territoire, de constructions ou établissements qui, pour l'autre Etat, produisent le danger d'inondation ;

6° Les règles précédentes sont applicables, de même, au cas où, d'un lac situé dans un territoire des cours d'eau s'écoulent dans le territoire d'un autre Etat ou les territoires d'autres Etats.

7° Il est recommandé d'instituer des commissions, communes et permanentes, des Etats intéressés qui prendront des décisions ou, tout au moins, donneront leur avis lorsqu'il se fera de nouveaux établissements ou des modifications aux établissements existants et qu'il pourrait en résulter quelque conséquence importante pour la partie du cours d'eau située sur le territoire de l'autre Etat.

*

(20 avril 1911)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session de Madrid – 1911

Le régime juridique des aérostats

(Rapporteurs : MM. Paul Fauchill et Ernest Nys)

I. Temps de paix

1. Les aéronefs se distinguent en aéronefs publics et en aéronefs privés.

2. Tout aéronef doit avoir une nationalité, et une seule. Cette nationalité sera celle du pays où l'aéronef aura été immatriculé. Chaque aéronef doit porter des marques spéciales de reconnaissance.

L'Etat auquel l'immatriculation est demandée détermine à quelles personnes et sous quelles conditions il peut l'accorder, la suspendre ou la retirer.

L'Etat qui immatricule l'aéronef d'un propriétaire étranger ne saurait toutefois prétendre à la protection de cet aéronef, sur le territoire de l'Etat dont relève ce propriétaire, contre l'application des lois par lesquelles cet Etat aurait interdit à ses nationaux de faire immatriculer leurs aéronefs à l'étranger.

3. La circulation aérienne internationale est libre, sauf le droit, pour les Etats sous-jacents, de prendre certaines mesures à déterminer, en vue de leur propre sécurité et de celle des personnes et des biens de leurs habitants.

II. Temps de guerre

La guerre aérienne est permise, mais à la condition de ne pas présenter pour les personnes ou les propriétés de la population pacifique de plus grands dangers que la guerre terrestre ou maritime.

*

(21/22 avril 1911)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session de Paris – 1910
Session de Madrid – 1911

Règlement sur l'usage des mines sous-marines et des torpilles

(Rapporteurs : MM. Michel Kebedgy et Edouard Rolin)

Article premier

Il est interdit de placer en pleine mer des mines automatiques de contact, amarrées ou non, la question des mines à commande électrique étant réservée.

Article 2

Les belligérants peuvent placer des mines dans leurs eaux territoriales et dans celles de l'ennemi.

Mais il leur est interdit, même dans ces eaux territoriales :

1. De placer des mines automatiques de contact non amarrées, à moins qu'elles ne soient construites de manière à devenir inoffensives, une heure au maximum après que celui qui les aura placées en aura perdu le contrôle ;

2. De placer des mines automatiques de contact amarrées qui ne deviennent pas inoffensives dès qu'elles auront rompu leurs amarres.

Article 3

Il est interdit de faire usage, aussi bien dans les eaux territoriales qu'en pleine mer, de torpilles qui ne deviennent pas inoffensives lorsqu'elles auront manqué leur but.

Article 4

Un belligérant ne peut placer des mines devant les côtes et les ports de son adversaire que pour des buts navals et militaires. Il lui est interdit de les y placer pour établir ou maintenir un blocus de commerce.

La question des détroits est réservée.

Article 5

Lorsque les mines automatiques de contact, amarrées ou non amarrées, sont employées, toutes les précautions doivent être prises pour la sécurité de la navigation pacifique.

Les belligérants pourvoiront notamment à ce que ces mines deviennent inoffensives après un laps de temps limité.

Dans le cas où les mines cesseraient d'être surveillées par eux, les belligérants signaleront les régions dangereuses, aussitôt que les exigences militaires le permettront, par un avis à la navigation qui devra être aussi communiqué aux gouvernements par la voie diplomatique.

Article 6

L'Etat neutre peut placer des mines dans ses eaux territoriales pour la défense de sa neutralité. Il doit, en ce cas, observer les mêmes règles et prendre les mêmes précautions que celles qui sont imposées aux belligérants.

L'Etat neutre doit faire connaître à la navigation par un avis préalable les régions où seront placées les mines automatiques de contact. Cet avis devra être communiqué d'urgence aux gouvernements par la voie diplomatique.

Article 7

La question du placement de mines dans les détroits est réservée, tant en ce qui concerne les neutres que les belligérants.

Article 8

A la fin de la guerre, les Etats belligérants et neutres feront tout ce qui dépend d'eux pour enlever, chacun de son côté, les mines qu'ils auront placées.

Quant aux mines automatiques de contact amarrées que l'un des belligérants aurait laissées sur les côtes de l'autre, l'emplacement en sera notifié à l'autre partie par l'Etat qui les aura posées, et chaque Etat devra procéder, dans le plus bref délai, à l'enlèvement des mines qui se trouvent dans ses eaux.

Les Etats belligérants et neutres auxquels incombe l'obligation d'enlever les mines, après la fin de la lutte, devront faire connaître la date à laquelle l'enlèvement de ces mines sera terminé.

Article 9

La violation d'une des règles qui précèdent entraîne la responsabilité de l'Etat fautif.

L'Etat qui a posé la mine est, jusqu'à preuve contraire, présumé fautif.

Cette responsabilité pourra être mise en jeu, même par des particuliers, devant le tribunal international compétent.

*

(1er et 2 avril 1910
17 avril 1911)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session de Madrid – 1911

Conflits de lois en matière de droits réels en général

(Rapporteur : M. Giulio Diena)

PRÉAMBULE

L'Institut recommande l'adoption par voie de traités des règles suivantes concernant les conflits de lois en matière de droits réels, abstraction faite de ce qui regarde particulièrement le droit maritime.

RÈGLES

Article premier

La capacité nécessaire pour faire des actes juridiques concernant des droits réels, aussi bien sur les choses meubles que sur les immeubles doit être régie par les règles générales en matière de capacité juridique.

Article 2

Les conditions de forme des actes juridiques ayant pour but ou pour conséquence la constitution d'un droit réel doivent être déterminées conformément aux règles générales sur la forme des actes.

Un droit réel ne peut, cependant, s'établir et subsister, de façon à être opposable aux tiers, qu'en remplissant les conditions de forme exigées par la *lex rei sitae* pour la sauvegarde des intérêts généraux et de l'ordre public.

Cette loi doit déterminer, même dans les rapports entre les parties, les conditions auxquelles on peut considérer une personne comme saisie d'un certain droit réel, en fixant notamment comment et quand a lieu la transmission de la propriété.

Article 3

Il appartient à la *lex rei sitae* de déterminer quelles sont les choses susceptibles d'être l'objet d'un droit réel donné, de limiter ou d'exclure la revendication, la prescription et même les effets des privilèges établis par la loi qui régit le rapport juridique auquel le privilège est attaché.

Article 4

Pour déterminer si une personne a titre à un certain droit réel, spécialement en matière d'hypothèques légales ou conventionnelles, on doit consulter la loi à laquelle est soumis le rapport juridique auquel peut être rattaché le titre même.

Article 5

En cas de déplacement d'un meuble d'un territoire à un autre, les droits réels valablement acquis sur la chose, conformément aux règles ci-dessus énoncées, tandis que celle-ci se trouvait sur un territoire déterminé, doivent être respectés, lors même que la chose se trouverait subséquemment sur un territoire différent.

La loi de la nouvelle situation peut toutefois exiger, pour des motifs de tutelle sociale et d'ordre publie, que l'on remplisse les conditions ou certaines des conditions prescrites pour que le droit réel puisse produire effet vis-à-vis des tiers.

Article 6

Les questions concernant la loi qui régit les droits réels dans la faillite sont réservées.

*

(19 avril 1911)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session de Christiania – 1912

Vœu en faveur de l'établissement d'une Cour de Justice arbitrale

(Rapporteur : M. Heinrich Lammasch)

Tout en reconnaissant les grands mérites de la Cour d'Arbitrage instituée par la Conférence de La Haye de 1899 pour la justice internationale et le maintien de la paix ;

L'Institut de Droit international :

Dans le but de faciliter et de hâter l'accès à l'arbitrage, d'assurer le règlement des différends d'une nature juridique par des arbitres représentant les différents systèmes de législation et de procédure ;

Dans le but de renforcer l'autorité des tribunaux vis-à-vis des représentants des parties en litige, par le fait que les membres des tribunaux leur soient connus d'avance, et d'accroître de même la force morale de la sentence rendue, par le nombre plus grand et par l'autorité des arbitres reconnus par la totalité des Etats ;

Dans le but de faire trancher, dans le cas d'un traité d'arbitrage obligatoire contenant une clause à cet effet, les doutes pouvant s'élever sur le point de savoir si un différend déterminé rentre dans la catégorie de ceux qui sont soumis par ce traité à l'arbitrage obligatoire ;

Dans le but de créer un tribunal de révision des sentences des tribunaux institués en dehors des dispositions de la Convention de La Haye, pour le cas où le compromis spécial viendrait à prévoir la possibilité de cette révision ;

Estime hautement désirable que satisfaction soit donnée au vœu n° 1 émis par la deuxième Conférence de la Paix en faveur de l'établissement d'une Cour de Justice arbitrale.

*

(28 août 1912)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session de Christiania – 1912

Règlement concernant les effets de la guerre sur les traités

(Rapporteur : M. Nicolas Politis)

CHAPITRE PREMIER

Des traités entre Etats belligérants

Article premier

L'ouverture et la poursuite des hostilités ne portent pas atteinte à l'existence des traités, conventions et accords, quels qu'en soient le titre et l'objet, conclus entre eux par les Etats belligérants. Il en est de même des obligations spéciales nées desdits traités, conventions et accords.

Article 2

Toutefois la guerre met de plein droit fin :

1° Aux pactes d'associations internationales, aux traités de protectorat, de contrôle, d'alliance, de garantie, de subsides, aux traités établissant un droit de gage ou une sphère d'influence et, généralement, aux traités de nature politique ;

2° A tout traité dont l'application ou l'interprétation aura été la cause directe de la guerre, suivant les actes officiels émanés de l'un des gouvernements avant l'ouverture des hostilités.

Article 3

Pour l'application de la règle établie dans l'article 2, il doit être tenu compte du contenu du traité. Si, dans le même acte, il se rencontre des clauses de nature diverse, on ne considérera comme annulées que celles qui rentrent dans les catégories énumérées en l'article 2. Toutefois, le traité tombe pour le tout quand il présente le caractère d'un acte indivisible.

Article 4

Les traités restés en vigueur et dont l'exécution demeure, malgré les hostilités, pratiquement possible, doivent être observés comme par le passé. Les Etats belligérants ne peuvent s'en dispenser que dans la mesure et pour le temps commandés par les nécessités de la guerre.

Article 5

Les traités qui ont été conclus en vue de la guerre ne sont pas visés par les articles 2, 3 et 4.

Article 6

En dehors de la responsabilité qu'entraînerait la violation de ces règles, celles-ci doivent servir à interpréter le silence et à combler les lacunes du traité de paix. A défaut de clause formelle contraire dans le traité de paix, on devra décider :

1. Que les traités atteints par la guerre sont définitivement annulés ;

2. Que les traités non atteints par la guerre, qu'ils aient été ou non suspendus pendant le cours des hostilités, sont tacitement confirmés ;

3. Que néanmoins les traités dont les clauses se trouvent en contradiction avec le contenu du traité de paix sont implicitement abrogés ;

4. Que l'abrogation expresse ou tacite d'un traité n'atteint pas rétroactivement les effets produits dans le passé par le traité abrogé.

CHAPITRE II

Des traités entre les Etats belligérants et des Etats tiers

Article 7

Les dispositions des articles 1 à 6 s'appliquent, dans les rapports des Etats belligérants, aux traités conclus entre ceux-ci et des Etats tiers, sous les réserves suivantes.

Article 8

Lorsque les obligations qui lient les Etats belligérants entre eux ont le même objet que leurs engagements envers les Etats tiers, elles doivent être exécutées dans l'intérêt de ces derniers. Ainsi les traités collectifs de garantie demeurent en vigueur malgré la guerre survenue entre deux des Etats contractants.

Article 9

Les accords collectifs restent en vigueur dans les rapports de chacun des Etats belligérants avec les Etats tiers contractants.

Ils ne peuvent pas être altérés par le traité de paix au préjudice des Etats tiers contractants, sans la participation ou l'assentiment de ces derniers.

Article 10

Les traités conclus entre un Etat belligérant et des Etats tiers ne sont pas atteints par la guerre.

Article 11

A défaut de clause formelle contraire ou de disposition ne laissant aucun doute sur l'intention des parties, les traités collectifs relatifs au droit de la guerre ne s'appliquent que si les belligérants sont tous parties contractantes.

*

(31 août 1912)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session de Christiania – 1912

Règlement concernant les conflits de lois, en matière de droits réels, en cas de faillite

(Rapporteur : M. Giulio Diena)

Préambule

L'Institut de Droit international,

Dans le but de compléter les Résolutions qu'il a précédemment adoptées au sujet des conflits de lois relatifs à la faillite, recommande l'adoption par voie de traités, des règles suivantes concernant les conflits de lois en matière de droits réels, en cas de faillite.

Article premier

Pour déterminer si une personne a titre à un certain droit réel, et pour décider si un droit de cette nature a été établi de façon à être opposable aux tiers, il faut, même en cas de faillite, faire application des règles générales du droit international privé en matière de droits réels, sauf à tenir compte des règles suivantes.

Article 2

Pour décider si et à quelles conditions on peut exercer une action en nullité pour les actes ayant pour but la constitution d'un droit réel (notamment d'un droit de gage ou d'hypothèque) sur les biens du débiteur, passés par celui-ci depuis la date du commencement des effets de la faillite, qui a été déclarée à son égard par l'autorité exclusivement compétente aux fins de prononcer cette déclaration, il faut prendre en considération la loi du pays où siège cette autorité même.

Article 3

La loi de la situation doit être appliquée pour décider si des limitations, et lesquelles, doivent être apportées, dans l'intérêt des tiers, à l'étendue des droits de préférence sur les biens du débiteur tombé en état de faillite, et cela spécialement pour ce qui a trait au droit d'hypothèque légale de la femme sur les biens de son mari.

Article 4

La loi de la situation est compétente pour déterminer, même en cas de faillite, le rang dans lequel s'exercent les droits réels sur les immeubles aussi bien que sur les meubles.

Article 5

Le déplacement d'un meuble grevé d'un droit de privilège, avenu après la publication de la déclaration de faillite, ne peut avoir aucune influence sur la loi compétente pour régir le privilège.

Si le meuble qui est l'objet d'un droit de cette nature est déplacé avant la publication de la déclaration de faillite, le maintien du privilège et ses effets doivent en principe être appréciés conformément aux règles générales du droit international privé concernant les droits réels, en cas de déplacement d'un meuble d'un pays dans un autre.

Si cependant il est allégué que le meuble étant ou pouvant être l'objet d'un privilège a été déplacé d'un pays dans un autre dans le but d'accomplir un acte frauduleux susceptible de nuire à la masse ou à quelques-uns des créanciers, l'appréciation du caractère d'un tel acte et des conséquences qui en découlent doit être faite conformément à la loi du pays où siège l'autorité exclusivement compétente pour déclarer la faillite.

Article 6

Pour décider si, en cas de faillite, on peut exercer un droit qui, tout en étant qualifié de droit de revendication, a en réalité un caractère juridique différent, consistant notamment dans la faculté d'obtenir la résolution d'un contrat ou le payement du prix d'une marchandise aliénée par le débiteur, il faut prendre en considération la loi régissant généralement la faillite.

S'il s'agit au contraire d'un droit de revendication proprement dit, la loi applicable, même en cas de faillite, est celle indiquée par les principes généraux du droit international privé en matière de droits réels.

Il en est de même pour ce qui a trait au droit de rétention.

Article 7

Lorsque, d'après les règles adoptées dans ce projet, il faut s'en rapporter à la loi régissant généralement la faillite, cette loi est applicable, même pour ce qui, en matière de droits réels, a trait au droit maritime.

Lorsque les règles ci-dessus renvoient à l'application de la *lex rei sitae*, il faut substituer à celle-ci la loi du pavillon pour ce qui concerne les droits réels sur les navires.

*

(27 août 1912)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session d'Oxford - 1913

Établissement d'un centre de hautes études et de sciences complexes

L'Institut de Droit international recommande l'établissement à La Haye d'un centre de hautes études de Droit international et de sciences connexes, pour faciliter l'examen approfondi et impartial des questions se rattachant aux rapports juridiques internationaux.

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session d'Oxford – 1913

Manuel des lois de la guerre maritime dans les rapports entre belligérants

(Rapporteur : M. Paul Fauchille)

PREAMBULE

L'Institut de Droit international,

dans sa session de Christiania, a déclaré maintenir fermement ses Résolutions antérieures, en ce qui concerne l'abolition de la capture et de la confiscation de la propriété privée ennemie dans la guerre maritime. Mais, constatant, en même temps, que l'acceptation de ce principe n'est pas encore acquise et considérant qu'aussi longtemps qu'elle ne le sera pas, le règlement du droit de capture est indispensable, il a chargé une Commission d'élaborer des dispositions prévoyant l'une et l'autre éventualité. C'est en exécution de cette dernière décision que l'Institut a, dans sa session d'Oxford, le 9 août 1913, adopté, en premier lieu, le Manuel qui suit, fondé sur le droit de capture[1].

---

[1] *Définitions* - La *capture* est l'acte par lequel le commandant du bâtiment de guerre substitue son autorité à celle du capitaine du navire ennemi, sous réserve du jugement ultérieur de la juridiction des prises quant au sort définitif du navire et de sa cargaison.

La *saisie*, lorsqu'elle s'applique au navire, est l'acte par lequel le bâtiment de guerre prend possession du navire arrêté, avec ou sans l'assentiment du capitaine de celui-ci. La saisie diffère de la capture en ce que le sort ultérieur du navire peut n'être pas en cause quant à l'éventualité de sa confiscation.

Appliquée aux marchandises seules, la saisie est l'acte par lequel le bâtiment de guerre, avec ou sans l'assentiment du capitaine du navire arrêté, prend possession de ces marchandises et les détient ou en dispose sous réserve du jugement ultérieur de la juridiction des prises.

La *confiscation* est l'acte par lequel la juridiction des prises valide la capture d'un navire ou la saisie de marchandises.

Le mot *prise* est une expression générale s'appliquant au navire capturé ou à la marchandise saisie. Il désigne également le fait de s'emparer d'un bâtiment de guerre.

Sont désignés comme *navires publics* tous navires autres que les bâtiments de guerre qui, appartenant à l'Etat ou à des particuliers, sont affectés à un service public et se trouvent sous les ordres d'un fonctionnaire dûment commissionné de l'Etat.

SECTION PREMIERE

Des lieux où des hostilités peuvent être commises

Article premier

Les règles spéciales à la guerre maritime ne sont applicables qu'à la pleine mer et aux eaux territoriales des belligérants à l'exclusion des eaux qui, sous le rapport de la navigation, ne doivent pas être considérées comme maritimes.

SECTION II

De la force armée des Etats belligérants

Article 2

Bâtiments de guerre - Font partie de la force armée d'un Etat belligérant et sont, dès lors, soumis comme tels aux lois de la guerre maritime :

1. tous bâtiments appartenant à l'Etat qui, sous la direction d'un commandant militaire et montés par un équipage militaire, portent, avec autorisation, le pavillon et la flamme de la marine militaire ;

2. les navires transformés par l'Etat en bâtiments de guerre conformément aux articles 3 à 6.

Article 3

Transformation des navires publics et privés en bâtiments de guerre - Aucun navire transformé en bâtiment de guerre ne peut avoir les droits et les obligations attachés à cette qualité, s'il n'est placé sous l'autorité directe, le contrôle immédiat et la responsabilité de la Puissance dont il porte le pavillon.

Article 4

Les navires transformés en bâtiment de guerre doivent porter les signes extérieurs distinctifs des bâtiments de guerre de leur nationalité.

Article 5

Le commandant doit être au service de l'Etat et dûment commissionné par les autorités compétentes ; son nom doit figurer sur la liste des officiers de la flotte militaire.

Article 6

L'équipage doit être soumis aux règles de la discipline militaire.

Article 7

Tout navire transformé en bâtiment de guerre est tenu d'observer dans ses opérations les lois et coutumes de la guerre.

Article 8

Le belligérant qui transforme un navire en bâtiment de guerre doit, le plus tôt possible, mentionner cette transformation sur la liste des bâtiments de sa flotte militaire.

Article 9

La transformation d'un navire en bâtiment de guerre ne peut être faite par un belligérant que dans ses propres eaux, dans celles d'un Etat allié également belligérant, dans celles de l'adversaire, ou enfin dans celles d'un territoire occupé par les troupes de l'un de ces Etats.

Article 10

Transformation des bâtiments de guerre en navires publics ou privés - Un bâtiment de guerre ne peut, tant que durent les hostilités, être transformé en navire public ou en navire privé.

Article 11

Personnel belligérant - Font partie de la force armée d'un Etat belligérant et sont, dès lors, soumis comme tels aux lois de la guerre maritime, en tant qu'ils accomplissent des opérations sur mer :

1. Le personnel des bâtiments indiqués à l'article 2 ;

2. Les troupes de l'armée de mer, active ou de réserve ;

3. Le personnel militarisé existant sur les côtes ;

4. Les troupes régulières ou régulièrement organisées conformément à l'article 1er du Règlement de La Haye du 18 octobre 1907 concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre, autres que celles de l'armée de mer.

Article 12

Course, Navires privés, Navires publics ne constituant pas des bâtiments de guerre - La course est interdite.

En dehors des conditions déterminées aux articles 3 et suivants, les navires publics est les navires privés, ainsi que leur personnel, ne peuvent pas se livrer à des actes d'hostilité contre l'ennemi.

Il est toutefois permis aux uns et aux autres d'employer la force, pour se défendre contre l'attaque d'un navire ennemi.

Article 13

Population du territoire non occupé - La population d'un territoire non occupé qui, à l'approche de l'ennemi, arme spontanément des navires pour le combattre, sans avoir eu le temps de les faire transformer en bâtiments de guerre conformément aux articles 3 et suivants, sera considérée comme belligérante, si elle agit ouvertement et si elle respecte les lois et usages de la guerre.

SECTION III

Des moyens de nuire à l'ennemi

Article 14

Principe - Les belligérants n'ont pas un droit illimité quant au choix des moyens de nuire à l'ennemi.

Article 15

Moyens perfides et barbares - Les ruses de guerre sont considérées comme licites. Toutefois, les moyens qui impliquent la perfidie sont défendus.

Ainsi il est interdit :

1) de tuer ou de blesser par trahison des individus appartenant à la partie adverse ;

2) d'user indûment du pavillon parlementaire, de faire usage de faux pavillons, uniformes ou insignes, quels qu'ils soient, notamment de ceux de l'ennemi, ainsi que des signes distinctifs de l'assistance hospitalière indiqués aux articles 41 et 42.

Article 16

Outre les prohibitions qui seraient établies par des conventions spéciales, il est interdit :

1) d'employer du poison ou des armes empoisonnées, ainsi que des projectiles qui ont pour but unique de répandre des gaz asphyxiants ou délétères ;

2) d'employer des armes, des projectiles ou des matières propres à causer des maux superflus. Rentrent spécialement dans cette catégorie les projectiles explosibles ou chargés de matières fulminantes ou inflammables, d'un poids inférieur à 400 grammes, et les balles qui s'épanouissent ou s'aplatissent facilement dans le corps humain, telles que les balles à enveloppe dure dont l'enveloppe ne couvrirait pas complètement le noyau ou serait pourvue d'incisions.

Article 17

Il est également interdit :

1) de tuer ou de blesser un ennemi qui, ayant mis bas les armes ou n'ayant plus les moyens de se défendre, s'est rendu à discrétion ;

2) de couler un navire qui s'est rendu, avant d'avoir recueilli l'équipage ;

3) de déclarer qu'il ne sera pas fait de quartier.

Article 18

Le pillage et la dévastation sont interdits.

Il est interdit de détruire des propriétés ennemies, hors les cas où ces destructions seraient impérieusement commandées par les nécessités de la guerre ou autorisées par les dispositions du présent règlement.

Article 19

Torpilles - Il est interdit de faire usage de torpilles qui ne deviennent pas inoffensives lorsqu'elles auront manqué leur but.

Article 20

Mines sous-marines - Il est interdit de placer en pleine mer des mines automatiques de contact, amarrées ou non.

Article 21

Les belligérants peuvent placer des mines dans leurs eaux territoriales et dans celles de l'ennemi.

Mais il leur est interdit, même dans ces eaux territoriales :

1) de placer des mines automatiques de contact non amarrées, à moins qu'elles ne soient construites de manière à devenir inoffensives une heure au maximum après que celui qui les a placées en aura perdu le contrôle ;

2) de placer des mines automatiques de contact amarrées qui ne deviennent pas inoffensives dès qu'elles auront rompu leurs amarres.

Article 22

Un belligérant ne peut placer des mines devant les côtes et les ports de son adversaire que pour des buts navals et militaires. Il lui est interdit de les y placer pour établir ou maintenir un blocus de commerce.

Article 23

Lorsque des mines automatiques de contact, amarrées ou non amarrées, sont employées, toutes les précautions doivent être prises pour la sécurité de la navigation pacifique.

Les belligérants pourvoiront notamment, dans la mesure du possible, à ce que les mines deviennent inoffensives après un laps de temps limité.

Dans le cas où les mines cesseraient d'être surveillées par eux, les belligérants signaleront les régions dangereuses, aussitôt que les exigences militaires le permettront, par un avis à la navigation, qui devra être aussi communiqué aux gouvernements par la voie diplomatique.

Article 24

A la fin de la guerre, les Etats belligérants feront tout ce qui dépend d'eux pour enlever, chacun de son côté, les mines qu'ils auront placées. Quant aux mines automatiques de contact amarrées que l'un des belligérants aurait laissées sur les côtes de l'autre, l'emplacement en sera notifié à l'autre partie par l'Etat qui les aura posées, et chaque Etat devra procéder, dans le plus bref délai, à l'enlèvement des mines qui se trouvent dans ses eaux.

Les Etats belligérants auxquels incombe l'obligation d'enlever les mines après la fin de la lutte devront, dans le plus bref délai possible, faire connaître que l'enlèvement de ces mines a été terminé dans la mesure du possible.

Article 25

Bombardement - Il est interdit de bombarder des ports, villes, villages, habitations ou bâtiments qui ne se défendent pas.

Une localité ne peut pas être bombardée à raison du seul fait que, devant ses côtes, se trouvent mouillées des mines sous-marines automatiques de contact.

Article 26

Toutefois, ne sont pas compris dans cette interdiction les ouvrages militaires, établissements militaires ou navals, dépôts d'armes ou de matériel de guerre, ateliers et installations propres à être utilisés pour les besoins de la flotte ou de l'armée ennemie et les bâtiments de guerre se trouvant dans le port. Le commandant d'une force navale pourra, après sommation avec délai raisonnable, les détruire par le canon, si tout autre moyen est impossible et lorsque les autorités locales n'auront pas procédé à cette destruction dans le délai fixé.

Il n'encourt aucune responsabilité dans ce cas pour les dommages involontaires qui pourraient être occasionnés par le bombardement.

Si des nécessités militaires, exigeant une action immédiate, ne permettaient pas d'accorder de délai, il reste entendu que l'interdiction de bombarder une ville qui ne se défend pas subsiste comme dans le cas énoncé dans l'alinéa 1er et que le commandant prendra toutes les dispositions voulues pour qu'il en résulte pour cette ville le moins d'inconvénients possible.

Article 27

Est interdit le bombardement, pour le non paiement des contributions en argent ou pour le refus d'obtempérer à des réquisitions de vivres ou d'approvisionnements, des ports, villes, villages, habitations ou bâtiments qui ne se défendent pas.

Article 28

Dans le bombardement, toute dévastation inutile reste interdite et, notamment, toutes les mesures doivent être prises par le commandant de la force assaillante pour épargner, autant que possible, les édifices consacrés aux cultes, aux arts, aux sciences et à la bienfaisance, les monuments historiques, les hôpitaux et les lieux de rassemblement de malades ou de blessés, à condition qu'ils ne soient pas employés en même temps à un but militaire.

Le devoir des habitants est de désigner ces monuments, ces édifices ou lieux de rassemblement, par des signes visibles, qui consisteront en grands panneaux rectangulaires rigides, partagés, suivant une des diagonales, en deux triangles de couleur, noire en haut et blanche en bas.

Article 29

Sauf le cas où les exigences militaires ne le permettraient pas, le commandant de la force navale assaillante doit, avant d'entreprendre le bombardement, faire tout ce qui dépend de lui pour avertir les autorités.

Article 30

Blocus - Les ports et côtes de l'ennemi ou occupés par lui peuvent être soumis à un blocus conformément aux règles du droit international.

SECTION IV

Des droits et des devoirs du belligérant en ce qui concerne les choses de l'ennemi

Article 31

A. *Navires et cargaisons - Bâtiments de guerre - La* force armée d'un Etat peut attaquer, pour s'en emparer ou les détruire, avec leur armement et leurs approvisionnements, les bâtiments de guerre de l'ennemi, même s'ils se trouvent, au début de la lutte, dans un port de l'Etat, ou sont rencontrés en mer dans l'ignorance des hostilités, ou si la force majeure les a contraints d'entrer dans un port ou les a jetés sur les côtes dudit Etat.

Article 32

Navires publics et navires privés - Arrêt, visite et recherches - Tous navires autres que ceux de la marine de guerre, qu'ils appartiennent à l'Etat ou à des particuliers, peuvent être sommés par un bâtiment de guerre belligérant de s'arrêter pour qu'il soit procédé, à leur bord, à une visite et à des recherches.

Le bâtiment de guerre du belligérant, pour inviter le navire à s'arrêter, tirera un coup de canon de semonce à poudre et, si cet avis n'est pas suffisant, il tirera un projectile dans l'avant du navire. Auparavant ou en même temps, le bâtiment de guerre hissera son pavillon au-dessus duquel, en temps de nuit, un fanal sera placé. Le navire répond au signal en hissant son propre pavillon et en s'arrêtant aussitôt ; dans ce cas, le bâtiment de guerre enverra au navire arrêté une chaloupe montée par un officier accompagné d'un nombre d'hommes suffisant, dont deux ou trois seulement se rendront avec l'officier à bord du navire arrêté.

La visite consiste en premier lieu dans l'examen des papiers de bord.

Si les papiers de bord sont insuffisants ou ne sont pas de nature à exclure les soupçons, l'officier qui opère la visite est en droit de procéder à des recherches sur le navire, et il doit requérir à cet effet le concours du capitaine.

La visite des paquebots-poste doit, comme il est dit à l'article 53, être effectuée avec tous les ménagements et toute la célérité possibles.

Les navires convoyés par un bâtiment de guerre neutre ne sont soumis à la visite que dans la mesure des règles relatives aux convois.

Article 33

Principe de la capture. Les navires publics et les navires privés, de nationalité ennemie, sont sujets à capture, et les marchandises ennemies, publiques ou privées, qui existent à leur bord, sont passibles de saisie.

Article 34

La capture et la saisie sont admises alors même que les navires ou les marchandises sont tombés au pouvoir du belligérant à la suite d'une force majeure, par naufrage ou relâche forcée.

Article 35

Sont passibles de saisie les navires qui ne possèdent aucuns papiers de bord, ont caché ou détruit intentionnellement ceux qu'ils possédaient ou en présentent de faux.

Article 36

Atténuations au principe de la capture. - Lorsqu'un navire publie ou privé relevant d'une des Puissances belligérantes se trouve, au début des hostilités, dans un port ennemi, il lui est permis de sortir librement, immédiatement ou après un délai suffisant, et de gagner directement, après avoir été muni d'un laisser-passer, son port de destination ou tel autre port qui lui sera désigné.

Il en est de même du navire ayant quitté son dernier port de départ avant le commencement de la guerre et entrant dans un port ennemi sans connaître les hostilités.

Article 37

Le navire public ou privé qui, par suite de circonstances de force majeure, n'aurait pu quitter le port ennemi pendant le délai visé à l'article précédent, ne peut être capturé.

Le belligérant peut seulement le saisir moyennant l'obligation de le restituer après la guerre sans indemnité, ou le réquisitionner moyennant indemnité.

Article 38

Les navires ennemis, publics ou privés, qui ont quitté leur dernier port de départ avant le commencement de la guerre et qui sont rencontrés en mer ignorants des hostilités, ne peuvent être capturés. Ils sont seulement sujets à être saisis, moyennant l'obligation de les restituer après la guerre sans indemnité, ou à être réquisitionnés, ou même à être détruits, à charge d'indemnité et sous obligation de pourvoir à la sécurité des personnes ainsi qu'à la conservation des papiers de bord.

Néanmoins, au cas où ces navires seraient rencontrés en mer avant l'expiration d'un délai suffisant à accorder par le belligérant, la saisie ne peut être opérée. Les navires ainsi rencontrés sont libres de gagner leur port de destination ou tel autre port qui leur serait désigné.

Après avoir touché à un port de leur pays ou à un port neutre, ces navires sont soumis au droit de capture.

Article 39

Les marchandises ennemies se trouvant à bord des navires saisis par application des articles 37 et 38 peuvent également être retenues. Elles seront restituées après la guerre sans indemnité, sauf à être réquisitionnées moyennant indemnité.

Il en est de même des marchandises ayant le caractère de contrebande de guerre qui se trouvent à bord des navires visés aux articles 36, 37 et 38, alors même que ces navires ne sont pas soumis à la saisie.

Article 40

Dans tous les cas visés aux articles 36, 37 et 38, les navires publics ou privés dont la construction indique qu'ils sont destinés à être transformés en bâtiments de guerre, peuvent être saisis ou réquisitionnés moyennant indemnité. Ces navires seront restitués après la guerre.

Les marchandises qui se trouvent à bord de ces navires seront traitées d'après les règles de l'article 39.

Article 41

Exceptions aux principes des articles 31 et 33 - Bâtiments hospitaliers - Sont respectés et ne peuvent être saisis pendant la durée des hostilités les bâtiments-hôpitaux militaires, c'est-à-dire les bâtiments construits ou aménagés par les Etats spécialement et uniquement en vue de porter secours aux blessés, malades et naufragés, et dont les noms auront été communiqués, à l'ouverture ou au cours des hostilités, en tout cas avant toute mise en usage, aux puissances belligérantes.

Les bâtiments-hôpitaux militaires seront distingués par une peinture extérieure blanche avec une bande horizontale verte d'un mètre et demi de largeur environ.

Les embarcations des bâtiments qui viennent d'être mentionnés, comme les petits bâtiments qui pourront être affectés au service hospitalier, se distingueront par une peinture analogue.

Tous les bâtiments hospitaliers se feront reconnaître en hissant, avec leur pavillon national, le pavillon blanc à croix rouge prévu par la Convention de Genève.

Les bâtiments et embarcations ci-dessus mentionnés, qui veulent s'assurer, la nuit, le respect auquel ils ont droit, ont, avec l'assentiment du belligérant qu'ils accompagnent, à prendre les mesures nécessaires pour que la peinture qui les caractérise soit suffisamment apparente.

Les signes distinctifs prévus au présent article ne pourront être employés que pour protéger ou désigner les bâtiments mentionnés.

Ces bâtiments ne peuvent être utilisés pour aucun but militaire.

Ils ne devront gêner en aucune manière les mouvements des combattants.

Pendant et après le combat, ils agiront à leurs risques et périls.

Les belligérants auront sur eux le droit de contrôle et de visite ; ils pourront refuser leur concours, leur enjoindre de s'éloigner, leur imposer une direction déterminée et mettre à bord un commissaire, même les détenir, si la gravité des circonstances l'exigeait.

Autant que possible, les belligérants inscriront sur le journal du bord des bâtiments hospitaliers les ordres qu'ils leur donneront.

Les bâtiments hospitaliers qui, dans les termes du présent article, sont détenus par l'ennemi auront à rentrer le pavillon national du belligérant dont ils relèvent.

Article 42

Les bâtiments hospitaliers, équipés en totalité ou en partie aux frais des particuliers ou des sociétés de secours officiellement reconnues, sont également respectés et exempts de saisie, si la Puissance belligérante dont ils dépendent leur a donné une commission officielle et en a notifié les noms à la Puissance adverse à l'ouverture ou au cours des hostilités, en tout cas avant toute mise en usage.

Ces navires doivent être porteurs d'un document de l'autorité compétente déclarant qu'ils ont été soumis à son contrôle pendant leur armement et à leur départ final.

Les bâtiments dont il s'agit seront distingués par une peinture extérieure blanche avec une bande horizontale rouge d'un mètre et demi de largeur environ.

Ils sont soumis aux règles établies pour les bâtiments-hôpitaux militaires par l'article 41.

Article 43

Dans le cas d'un combat à bord d'un vaisseau de guerre, les infirmeries et leur matériel seront respectés et ménagés autant que faire se pourra. Tout en demeurant soumis aux lois de la guerre, ils ne pourront être détournés de leur emploi, tant qu'ils seront nécessaires aux blessés et malades. Le commandant qui les a en son pouvoir a cependant la faculté d'en disposer, en cas de nécessité militaire importante, en assurant le sort des blessés et malades qui s'y trouvent.

Article 44

La protection due aux bâtiments hospitaliers et aux infirmeries des vaisseaux cesse si l'on en use pour commettre des actes nuisibles à l'ennemi. N'est pas considéré comme étant de nature à justifier le retrait de la protection le fait que le personnel de ces bâtiments et de ces infirmeries est armé pour le maintien de l'ordre et pour la défense des blessés ou malades, ainsi que le fait de la présence à bord d'une installation radio-télégraphique.

Article 45

Navires de cartel - Ne peuvent être saisis, pendant qu'ils remplissent leur mission, les navires, dits de cartel, qui font office de parlementaires, même s'ils appartiennent à la marine militaire.

Est considéré comme navire de cartel, le navire autorisé par l'un des belligérants à entrer en pourparlers avec l'autre et se présentant avec un pavillon blanc.

Le chef auquel un navire de cartel est expédié n'est pas obligé de le recevoir en toutes circonstances. Il peut prendre toutes les mesures nécessaires, afin d'empêcher le navire de cartel de profiter de sa mission pour se renseigner. Il a le droit, en cas d'abus, de retenir temporairement le navire de cartel.

Le navire de cartel perd ses droits d'inviolabilité, s'il est prouvé, d'une manière positive et irrécusable, que le commandant a profité de la position privilégiée de ce navire pour provoquer ou commettre un acte de trahison.

Article 46

Navires chargés de missions - Sont exempts de saisie les navires chargés de missions religieuses, scientifiques ou philanthropiques.

Article 47

Bateaux affectés à la pêche côtière et à la petite navigation locale - Les bateaux exclusivement affectés à la pêche côtière, ou à des services de petite navigation locale, y compris ceux exclusivement affectés au pilotage ou au service des phares, comme aussi les navires destinés à naviguer principalement sur les fleuves, canaux et lacs, sont exempts de saisie, ainsi que leurs engins, agrès, apparaux et chargements.

Il est interdit de profiter du caractère inoffensif desdits bateaux pour les employer dans un but militaire en leur conservant leur apparence pacifique.

Article 48

Navires munis d'un sauf-conduit ou d'une licence - Sont exempts de saisie les navires ennemis pourvus d'un sauf-conduit ou d'une licence.

Article 49

Cessation des immunités - Les exceptions visées dans les articles 41, 42, 45, 46, 47 et 48, cessent d'être applicables si les navires qui en font l'objet participent d'une façon quelconque aux hostilités ou commettent d'autres actes qui sont interdits aux neutres comme assistance hostile.

Il en est de même si, sommés de s'arrêter pour être soumis à la visite, ils essayent de s'y soustraire par la force ou par la fuite.

Article 50

Droits du belligérant dans la zone de ses opérations - Alors qu'il n'aurait pas le droit de les saisir ou de les capturer, un belligérant peut, même en haute mer, défendre aux navires de l'ennemi d'entrer dans la zone correspondant à la sphère d'action actuelle de ses opérations.

Il peut aussi leur interdire dans cette zone certains actes susceptibles de nuire à son action, notamment certains actes de communication, comme par exemple la télégraphie sans fil.

La simple infraction à ces interdictions entraînera le refoulement, même par la force, du navire hors de la zone interdite et le séquestre des appareils. Le navire, s'il est établi qu'il a communiqué avec l'ennemi pour lui fournir des renseignements sur la conduite des hostilités, pourra être considéré comme s'étant mis à son service et sera par suite passible de capture ainsi que ses appareils.

Article 51

Du caractère ennemi - Le caractère ennemi ou neutre d'un navire est déterminé par le pavillon qu'il a le droit de porter.

Le caractère ennemi ou neutre des marchandises trouvées à bord d'un navire ennemi est déterminé par le caractère ennemi ou neutre de leur propriétaire.

Chaque Etat doit déclarer, au plus tard dès le début des hostilités, si le caractère ennemi ou neutre du propriétaire des marchandises est déterminé par le domicile ou par la nationalité de ce propriétaire.

Le caractère ennemi de la marchandise trouvée à bord d'un navire ennemi subsiste jusqu'à l'arrivée à destination, nonobstant un transfert intervenu pendant le cours de l'expédition, après l'ouverture des hostilités.

Toutefois, si, antérieurement à la capture, un précédent propriétaire neutre exerce, en cas de faillite du propriétaire ennemi actuel, un droit de revendication légale sur la marchandise, celle-ci reprend le caractère neutre.

Article 52

Du transfert de pavillon - Le transfert sous pavillon neutre d'un navire ennemi, effectué avant l'ouverture des hostilités, est valable, à moins qu'il soit établi que ce transfert a été effectué en vue d'éluder les conséquences qu'entraîne le caractère de navire ennemi. Il y a néanmoins présomption de nullité si l'acte de transfert ne se trouve pas à bord, alors que le navire a perdu la nationalité belligérante moins de soixante jours avant l'ouverture des hostilités ; la preuve contraire est admise.

Il y a présomption absolue de validité d'un transfert effectué plus de trente jours avant l'ouverture des hostilités, s'il est absolu, complet, conforme à la législation des pays intéressés, et s'il a cet effet que le contrôle du navire et le bénéfice de son emploi ne restent pas entre les mêmes mains qu'avant le transfert. Toutefois, si le navire a perdu la nationalité belligérante moins de soixante jours avant l'ouverture des hostilités, et si l'acte de transfert ne se trouve pas à bord, la saisie du navire ne pourra donner lieu à des dommages et intérêts.

Le transfert sous pavillon neutre d'un navire ennemi, effectué après l'ouverture des hostilités, est nul, à moins qu'il soit établi que ce transfert n'a pas été effectué en vue d'éluder les conséquences qu'entraîne le caractère de navire ennemi.

Toutefois, il y a présomption absolue de nullité : 1) si le transfert a été effectué pendant que le navire est en voyage ou dans un port bloqué ; 2) s'il y a faculté de réméré ou de retour ; 3) si les conditions auxquelles est soumis le droit de pavillon, d'après la législation du pavillon arboré, n'ont pas été observées.

Article 53

B. *Correspondance postale* - La correspondance postale, quel que soit son caractère officiel ou privé, trouvée en mer sur un bâtiment ennemi, est inviolable, à moins qu'elle ne soit à destination ou en provenance d'un port bloqué.

L'inviolabilité de la correspondance postale ne soustrait pas les paquebots-poste aux lois et coutumes de la guerre sur mer concernant les navires en général. Toutefois la visite n'en doit être effectuée qu'en cas de nécessité avec tous les ménagements et toute la célérité possibles.

S'il y a saisie du navire sur lequel la poste est embarquée, la correspondance est expédiée avec le moins de retard possible par le capteur.

Article 54

C. *Câbles sous-marins* - Les Etats belligérants ne sont autorisés à saisir ou à détruire, dans les conditions déterminées ci-dessous, que les câbles sous-marins reliant leurs territoires ou deux points de ces territoires, et les câbles reliant le territoire d'un des pays en guerre à un territoire neutre.

Le câble reliant les territoires des deux belligérants ou deux parties du territoire d'un des belligérants peut être saisi ou détruit partout, excepté dans les eaux d'un Etat neutre.

Le câble reliant un territoire neutre au territoire d'un des belligérants ne peut, en aucun cas, être saisi ou détruit dans les eaux dépendant d'un territoire neutre. En haute mer, ce câble ne peut être saisi ou détruit que s'il y a blocus effectif et dans les limites de la ligne de blocus, sauf rétablissement du câble dans le plus bref délai possible. Ce câble peut toujours être saisi ou détruit sur le territoire et dans la mer territoriale dépendant d'un territoire ennemi jusqu'à une distance de trois milles marins de la laisse de basse marée. La saisie ou la destruction ne peut jamais avoir lieu que dans le cas de nécessité absolue.

En ce qui concerne l'application des règles précédentes, il n'y a pas de différence à établir entre les câbles, selon qu'ils sont des câbles d'Etat ou qu'ils appartiennent à des particuliers ; il n'y a pas non plus à tenir compte de la nationalité de leurs propriétaires.

Les câbles sous-marins reliant un territoire belligérant à un territoire neutre, qui auront été saisis ou détruits, devront être restitués et les indemnités seront réglées à la paix.

SECTION V

Des droits et des devoirs du belligérant en ce qui concerne les personnes

Article 55

A. *Personnel des navires - Bâtiments de guerre* - En cas de prise par l'ennemi d'un bâtiment de guerre, les combattants et les non-combattants faisant partie de la force armée des belligérants ont droit au traitement des prisonniers de guerre.

Article 56

Navires publics ou privés - Lorsqu'un navire ennemi public ou privé est saisi par un belligérant, les hommes de son équipage, nationaux d'un Etat neutre, ne sont pas faits prisonniers de guerre. Il en est de même du capitaine et des officiers, également nationaux d'un Etat neutre, s'ils promettent formellement par écrit de ne prendre, pendant la durée des hostilités, aucun service ayant rapport avec les opérations de la guerre. Le capitaine, les officiers et les membres de l'équipage, nationaux de l'Etat ennemi, ne sont pas faits prisonniers de guerre, à condition qu'ils s'engagent, sous la foi d'une promesse formelle écrite, à ne prendre, pendant la durée des hostilités, aucun service ayant rapport avec les opérations de la guerre.

Article 57

Les noms des individus laissés libres sous la condition de la promesse prévue par l'article précédent sont notifiés par le belligérant capteur à l'autre belligérant. Il est interdit à ce dernier d'employer sciemment les dits individus.

Article 58

Toute personne faisant partie de l'équipage d'un navire public ou privé ennemi est, sauf preuve contraire, présumée de nationalité ennemie.

Article 59

Ne peuvent être retenus comme tels les membres du personnel d'un navire ennemi qui, à raison de son caractère particulier, est lui-même exempt de saisie.

Article 60

Lorsqu'un navire public ou privé a directement ou indirectement pris part aux hostilités, l'ennemi peut retenir comme prisonniers de guerre tous les membres du personnel du navire, sans préjudice des pénalités qui peuvent être encourues d'autre part.

Article 61

Les membres du personnel d'un navire publie ou d'un navire privé, qui se rendent personnellement coupables d'un acte hostile envers l'ennemi, peuvent être retenus par lui comme prisonniers de guerre, sans préjudice des pénalités qui peuvent être encourues d'autre part.

Article 62

B. *Passagers* - Les individus qui suivent une force navale sans en faire partie, tels que les fournisseurs, correspondants de journaux, etc., lorsqu'ils tombent au pouvoir de l'ennemi, et lorsque celui-ci juge utile de les retenir, ne peuvent être détenus qu'aussi longtemps que les nécessités militaires l'exigent. Ils ont droit au traitement des prisonniers de guerre.

Article 63

Les passagers qui, sans faire partie de l'équipage, se trouvent à bord d'un navire ennemi, ne peuvent être retenus comme prisonniers de guerre par l'ennemi, à moins qu'ils ne se soient rendus coupables d'un acte hostile.

Tout passager incorporé dans la force armée de l'ennemi peut être fait prisonnier de guerre, même si le navire n'est pas susceptible de saisie.

Article 64

C. *Personnel religieux, médical et hospitalier* - Le personnel religieux, médical et hospitalier de tout bâtiment pris ou saisi est inviolable et ne peut être fait prisonnier de guerre. Il emporte, en quittant le navire, les objets et les instruments de chirurgie qui sont sa propriété particulière.

Ce personnel continuera à remplir ses fonctions tant que cela sera nécessaire et il pourra ensuite se retirer, lorsque le commandant en chef le jugera possible.

Les belligérants doivent assurer à ce personnel tombé entre leurs mains les mêmes allocations et la même solde qu'au personnel des mêmes grades de leur propre marine.

Jouit de la protection dont bénéficie le personnel sanitaire, le commissaire mis par le belligérant à bord du bâtiment hospitalier de son adversaire, conformément à l'alinéa 10 de l'article 41.

Le personnel religieux, médical et hospitalier, perd ses droits à l'inviolabilité, s'il s'immisce dans les hostilités, si, par exemple, il fait usage de ses armes autrement que comme moyen de défense.

Article 65

D. *Parlementaires* - Le personnel des navires de cartel est inviolable.

Il perd ses droits d'inviolabilité s'il est prouvé d'une manière positive et irrécusable qu'il a profité de sa position privilégiée pour provoquer ou commettre un acte de trahison.

Article 66

E. *Espions* - L'espion, même pris sur le fait, ne peut être puni sans jugement préalable.

Article 67

On ne doit considérer comme espion que l'individu qui, agissant clandestinement ou sous de faux prétextes, et dissimulant ainsi ses opérations, recueille ou cherche à recueillir des informations dans la zone d'opérations d'un belligérant avec l'intention de les communiquer à la partie adverse.

Ne peuvent, dès lors, être réputés espions et sont soumis au traitement des prisonniers de guerre, s'ils sont capturés, les militaires non déguisés qui ont pénétré dans la zone d'opérations de la flotte ennemie à l'effet de recueillir des informations. De même, ne sont pas regardés comme espions les militaires et les non militaires accomplissant ouvertement leur mission, qui sont chargés de transmettre des dépêches, ou qui se livrent à la transmission et à la réception de dépêches par télégraphie sans fil. A cette catégorie appartiennent également les individus envoyés en aéronefs ou en hydroaéroplanes pour faire un service d'exploration dans la zone d'opérations de la flotte ennemie ou pour entretenir des communications.

Article 68

L'espion qui réussit à sortir de la zone correspondant à la sphère d'action actuelle des opérations de l'ennemi, ou qui a rejoint la force armée à laquelle il appartient, n'encourt, s'il tombe plus tard au pouvoir de l'ennemi, aucune responsabilité pour ses actes antérieurs.

Article 69

F. *Réquisition des nationaux de l'Etat ennemi. Guides, pilotes et otages* - Le belligérant n'a pas le droit de forcer les individus qui tombent en son pouvoir, et d'une manière générale les nationaux de la patrie adverse, à prendre part aux opérations de guerre dirigées contre leur pays, même dans le cas où ils auraient été à son service avant le commencement de la guerre, ainsi que de les contraindre à donner des renseignements sur leur propre Etat, ses forces, sa position militaire ou ses moyens de défense.

Il ne pourra les obliger à lui servir de guides ou de pilotes.

Il pourra toutefois punir ceux qui sciemment et volontairement se seront offerts pour l'induire en erreur.

Il n'est pas permis de forcer les nationaux d'un belligérant à prêter serment à la Puissance ennemie.

Il est interdit de prendre des otages.

Article 70

G. *Prisonniers de guerre* - Les prisonniers de guerre sont au pouvoir du gouvernement ennemi, mais non des individus ou des corps qui les ont capturés.

Ils doivent être traités avec humanité.

Tout ce qui leur appartient personnellement reste leur propriété, excepté les armes, les chevaux, les papiers militaires et en général tous objets spécialement adaptés à un but militaire.

Article 71

Les prisonniers de guerre ne peuvent être assujettis à l'internement sur un navire qu'en cas de nécessité et temporairement.

Article 72

Le gouvernement au pouvoir duquel se trouvent les prisonniers de guerre est chargé de leur entretien.

Article 73

Tous les prisonniers de guerre seront, aussi longtemps qu'ils se trouvent à bord d'un navire, soumis aux lois, règlements et ordres en vigueur dans la flotte de l'Etat au pouvoir duquel ils se trouvent.

Article 74

Les prisonniers évadés qui seraient repris, avant d'avoir pu réussir à sortir de la sphère d'action actuelle de l'ennemi, ou avant d'avoir pu rejoindre la force armée à laquelle ils appartiennent, sont passibles de peines disciplinaires.

Les prisonniers qui, après avoir réussi à s'évader, sont de nouveau faits prisonniers ne sont passibles d'aucune peine pour la fuite antérieure.

Article 75

Chaque prisonnier de guerre est tenu de déclarer, s'il est interrogé à ce sujet, ses véritables nom et grade, et, dans le cas où il enfreindrait cette règle, il s'exposerait à une restriction des avantages accordés aux prisonniers de guerre de sa catégorie.

Article 76

Les prisonniers de guerre peuvent être mis en liberté sur parole, si les lois de leur pays les y autorisent, et, en pareil cas, ils sont obligés, sous la garantie de leur honneur personnel, de remplir scrupuleusement, tant vis-à-vis de leur propre gouvernement que vis-à-vis de celui qui les a faits prisonniers, les engagements qu'ils auraient contractés.

Dans le même cas, leur propre gouvernement est tenu de n'exiger ni accepter d'eux aucun service contraire à la parole donnée.

Article 77

Un prisonnier de guerre ne peut être contraint d'accepter sa liberté sur parole ; de même le gouvernement ennemi n'est pas obligé d'accéder à la demande du prisonnier réclamant sa mise en liberté sur parole.

Article 78

Tout prisonnier de guerre, libéré sur parole et repris portant les armes contre le gouvernement envers lequel il s'était engagé d'honneur, ou contre les alliés de celui-ci, perd le droit au traitement des prisonniers de guerre et peut être traduit devant les tribunaux, à moins que, postérieurement à sa libération, il n'ait été compris dans un cartel d'échange sans conditions.

Article 79

Les prisonniers de la guerre maritime débarqués sur le territoire continental sont soumis aux règles établies pour les prisonniers de la guerre terrestre.

Les mêmes règles doivent être appliquées, dans la mesure du possible, aux prisonniers de guerre internés sur un navire.

Les règles qui précèdent, dans la mesure où il est possible de les appliquer, doivent être suivies vis-à-vis des prisonniers de guerre dès le moment de leur capture, alors qu'ils sont sur le navire qui les conduit au lieu de leur internement.

Article 80

Après la conclusion de la paix, le rapatriement des prisonniers de guerre s'effectuera dans le plus bref délai possible.

Article 81

H. *Blessés, Malades, Naufragés et Morts* - Les bâtiments employés au service hospitalier porteront secours et assistance aux blessés, malades et naufragés des belligérants sans distinction de nationalité.

Article 82

Dans le cas de prise ou de saisie d'un navire ennemi ou d'un bâtiment hospitalier qui a manqué à ses obligations, les marins et les militaires embarqués et les autres personnes officiellement attachées aux marines ou aux armées, blessés, malades ou naufragés, à quelque nation qu'ils appartiennent, seront respectés et soignés par les capteurs.

Article 83

Tout bâtiment de guerre d'une partie belligérante peut réclamer la remise des blessés, malades ou naufragés, qui sont à bord de bâtiments-hôpitaux militaires, de bâtiments hospitaliers, de sociétés de secours ou de particuliers, de navires de commerce, yachts et embarcations, quelle que soit la nationalité de ces bâtiments.

Article 84

Sont prisonniers de guerre les naufragés, blessés ou malades d'un belligérant qui tombent au pouvoir de l'autre. Il appartient à celui-ci de décider, suivant les circonstances, s'il convient de les garder, de les diriger sur un port de sa nation, sur un port neutre ou même sur un port de son adversaire. Dans ce dernier cas, les prisonniers ainsi rendus à leur pays ne pourront servir pendant la durée de la guerre.

Article 85

Après chaque combat, les deux parties belligérantes, en tant que les intérêts militaires le comportent, prendront des mesures pour rechercher les naufragés, les blessés et les malades, et pour les faire protéger, ainsi que les morts, contre le pillage et les mauvais traitements.

Elles veilleront à ce que l'inhumation, l'immersion ou l'incinération des morts soit précédée d'un examen attentif de leurs cadavres.

Article 86

Chaque belligérant enverra, dès qu'il sera possible, aux autorités de leur pays, de leur marine ou de leur armée, les marques ou pièces militaires d'identité trouvées sur les morts et l'état nominatif des blessés ou malades recueillis par lui.

Les belligérants se tiendront réciproquement au courant des internements et des mutations, ainsi que des entrées dans les hôpitaux et des décès survenus parmi les blessés et malades en leur pouvoir, Ils recueilleront, pour les faire transmettre aux intéressés par les autorités de leur pays, tous les objets d'un usage personnel, valeurs, lettres, etc., qui seront trouvés dans les navires pris ou saisis, ou qui seront délaissés par les blessés ou malades décédés dans les hôpitaux.

Article 87

En cas d'opérations de guerre entre les forces de terre et de mer des belligérants, les dispositions du présent Règlement sur l'assistance hospitalière ne seront applicables qu'aux forces embarquées.

SECTION VI

Des droits et des devoirs du belligérant en territoire occupé

Article 88

Occupation : étendue et effets - L'occupation d'un territoire maritime, c'est-à-dire des golfes, baies, rades, ports et eaux territoriales, n'existe que dans les cas où il y a en même temps occupation du territoire continental, soit par une force navale, soit par une force militaire. L'occupation est, en ce cas, soumise aux lois et usages de la guerre terrestre.

SECTION VII

Des conventions entre belligérants

Article 89

Règles générales - Le commandant de toute force navale belligérante peut conclure des conventions de nature purement militaire concernant les forces sous ses ordres.

Il ne peut, sans autorisation de son gouvernement, conclure aucune convention ayant un caractère politique, telle qu'un armistice général.

Article 90

Toutes conventions entre belligérants doivent tenir compte des règles de l'honneur militaire et, une fois fixées, doivent être scrupuleusement observées par les deux parties.

Article 91

Capitulation - Après avoir conclu une capitulation, le commandant ne peut endommager ni détruire les navires, objets ou approvisionnements en sa possession qu'il doit livrer, à moins que le droit d'agir ainsi ne lui ait été expressément réservé dans la capitulation.

Article 92

Armistice - L'armistice suspend les opérations de guerre.

Les blocus établis au moment de l'armistice ne sont pas levés, à moins d'une stipulation spéciale dans la convention.

Le droit de visite continue à pouvoir être exercé. Le droit de capture cesse hormis les cas où ce droit existerait à l'égard des navires neutres.

Article 93

L'armistice peut être général ou partiel. Le premier suspend partout les opérations de guerre des Etats belligérants ; le second seulement entre certaines fractions des forces belligérantes et dans un rayon déterminé.

Article 94

La convention qui stipule un armistice doit indiquer avec précision le moment où il commence et celui où il doit finir.

L'armistice doit être notifié officiellement et en temps utile par chaque belligérant aux autorités compétentes ainsi qu'aux forces intéressées.

Article 95

Les hostilités sont suspendues au terme fixé par la convention, ou, si un terme n'a pas été établi, immédiatement après la notification de l'armistice.

Si la durée de l'armistice n'a pas été déterminée, les parties belligérantes peuvent reprendre en tout temps les opérations, pourvu toutefois que l'ennemi soit averti en temps utile.

Article 96

Les clauses de l'armistice naval fixeront, au cas où elles admettraient l'accès des bâtiments de guerre des belligérants à certains points du littoral ennemi, les conditions de cet accès et les rapports de ces bâtiments soit avec les autorités locales, soit avec les populations.

Article 97

Toute violation grave de l'armistice par l'une des parties donne à l'autre le droit de le dénoncer et même, en cas d'urgence, de reprendre immédiatement les hostilités.

Article 98

La violation des clauses de l'armistice par des particuliers isolés, agissant de leur propre initiative, donne droit seulement à réclamer la punition des coupables et, s'il y a lieu, une indemnité pour les pertes éprouvées.

Article 99

Suspension d'armes - La suspension d'armes doit, comme l'armistice, fixer avec précision le point de départ de l'arrêt des hostilités et le moment où doit cesser son effet.

S'il n'y a pas de délai fixé pour la reprise des hostilités, le belligérant qui se propose de continuer la lutte doit en prévenir l'ennemi en temps utile.

La rupture d'une suspension d'armes par l'un des belligérants ou par des particuliers isolés entraîne les conséquences visées aux article 97 et 98.

SECTION VIII

Des formalités de la saisie et du Jugement des prises

Article 100

Formalités de la saisie - Lorsque, après la visite qui en aura été faite, un navire est reconnu susceptible de capture, l'officier qui en opère la saisie doit :

1) mettre sous scellés, après les avoir inventoriés, tous les papiers de bord du navire ;

2) dresser un procès-verbal de la saisie, ainsi qu'un inventaire sommaire du bâtiment constatant son état ;

3) constater l'état de la cargaison dont il sera dressé un inventaire, puis faire fermer les écoutilles de la cale, les coffres et les soutes et y apposer les scellés, autant que le permettent les circonstances ;

4) dresser la liste des personnes trouvées à bord ;

5) mettre à bord du navire saisi un équipage suffisant pour s'assurer du navire et y maintenir l'ordre et le conduire dans tel port qu'il appartiendra.

S'il le juge à propos, le capitaine peut, au lieu de détacher un équipage à bord du navire, se borner à l'escorter.

Article 101

En dehors des personnes susceptibles d'être considérées comme prisonniers de guerre ou d'être punies, le belligérant ne peut retenir, sur le navire saisi, que pendant un délai raisonnable, celles qu'il est nécessaire d'entendre comme témoins pour la constatation des faits ; à moins d'empêchement absolu, il doit les remettre en liberté après que procès-verbal de leurs dépositions a été dressé.

Si des circonstances spéciales le commandent, le capitaine, les officiers et une partie de l'équipage du navire saisi peuvent être pris à bord du capteur.

Le capteur pourvoira à l'entretien des personnes retenues et leur donnera en tout cas, ainsi qu'aux personnes de l'équipage, lors de leur mise en liberté, les moyens provisoirement nécessaires pour leur entretien ultérieur.

Article 102

Le navire saisi doit être conduit dans un port de l'Etat capteur ou dans celui d'une puissance belligérante alliée, aussi proche que possible, susceptible d'offrir un abri sûr et ayant des communications faciles avec le tribunal des prises chargé de statuer sur la capture.

Pendant le voyage, la prise naviguera avec le pavillon et la flamme, insigne des navires militaires de l'Etat.

Article 103

Le navire saisi et la cargaison seront, autant que possible, maintenus intacts durant leur voyage au port.

Si la cargaison comprend des choses susceptibles de se détériorer facilement, le capteur, autant que possible d'accord avec le capitaine du navire saisi et en sa présence, prendra les mesures les plus convenables pour la conservation de ces choses.

Article 104

Destruction des navires et des marchandises confiscables - Il n'est permis aux belligérants de détruire les navires ennemis saisis qu'en tant qu'ils sont sujets à confiscation et en présence d'une nécessité exceptionnelle, c'est-à-dire lorsque l'exigent la sécurité du navire capteur ou le succès des opérations de guerre dans lesquelles celui-ci est actuellement engagé.

Avant la destruction, les personnes qui se trouvent à bord devront être mises en sûreté, et tous les papiers de bord et autres pièces que les intéressés estimeront utiles pour le jugement sur la validité de la capture devront être transbordés sur le navire capteur. Il en sera de même, dans la mesure du possible, pour les marchandises.

Il sera dressé procès-verbal de la destruction du navire capturé et des motifs qui l'ont amenée.

Article 105

Le capteur a la faculté d'exiger la remise ou de procéder à la destruction des marchandises confiscables trouvées à bord d'un navire qui lui-même n'est pas sujet à confiscation, lorsque les circonstances sont telles que, d'après l'article précédent, elles justifieraient la destruction d'un navire passible de confiscation. Il mentionne les objets livrés ou détruits sur le livre de bord du navire arrêté et se fait remettre par le capitaine copie certifiée conforme de tous papiers utiles. Lorsque la remise ou la destruction a été effectuée et que les formalités ont été remplies, le capitaine doit être autorisé à continuer sa route.

Article 106

Emploi des navires saisis - Si le navire saisi ou sa cargaison est nécessaire au capteur pour un usage public immédiat, il peut les employer à cet usage. Dans ce cas, il sera fait du navire et de la cargaison, par des personnes impartiales, une estimation et un inventaire soigneux qui, joints au dossier de la saisie, seront transmis au tribunal des prises.

Article 107

Perte des prises par fortune de mer - Si une prise est perdue par fortune de mer, on doit constater le fait avec soin. Aucune indemnité n'est due, dans ce cas, ni pour le navire, ni pour le chargement, pourvu que, si la prise est annulée ultérieurement, le capteur puisse prouver que la perte aurait eu lieu même en l'absence de capture.

Article 108

Rescousse - Lorsqu'un navire pris, puis repris, vient à être enlevé au recapteur, le dernier capteur a seul des droits sur lui.

Article 109

Jugement des prises - Le navire saisi et son chargement, une fois entrés dans un port de l'Etat capteur ou dans celui d'une puissance alliée, sont remis à l'autorité compétente, avec tous les documents nécessaires.

Article 110

La légalité et la régularité de la capture des navires ennemis et de la saisie des marchandises doivent être établies devant la juridiction des prises.

Article 111

Toute reprise doit également être jugée par la juridiction des prises.

Article 112

Un Etat belligérant n'acquerra la propriété du navire ou des marchandises qu'il a saisis durant la guerre qu'au moment où, par une décision devenue définitive, la juridiction des prises aura prononcé à son profit la confiscation de ce navire ou de ces marchandises.

Article 113

Si la saisie du navire ou des marchandises n'est pas validée par la juridiction des prises, ou si, sans qu'il y ait eu de mise en jugement, la saisie n'est pas maintenue, les intéressés ont droit à des dommages et intérêts, à moins qu'il n'y ait eu des motifs suffisants de saisir le navire ou les marchandises.

Article 114

Dans le cas de destruction d'un navire, le capteur sera tenu d'indemniser les intéressés, s'il n'est pas justifié par lui de la nécessité exceptionnelle de la destruction, ou si, la destruction ayant été justifiée, la capture est ensuite déclarée nulle.

La même règle est applicable dans l'hypothèse prévue à l'article 105.

Si des marchandises qui n'étaient pas susceptibles de confiscation ont été détruites, le propriétaire de ces marchandises a droit à une indemnité.

Au cas où le capteur a fait emploi du navire ou de la cargaison après la saisie, il devra, si celle-ci est reconnue illégitime, payer aux intéressés une équitable indemnité, d'après les documents dressés au moment de l'emploi.

Article 115

A la différence des navires publics non militaires et des navires privés ennemis, les bâtiments de la marine militaire d'un belligérant pris par son adversaire deviennent, ainsi que leur matériel, la propriété de celui-ci, dès qu'ils sont tombés en sa possession, sans que doive intervenir une décision de la juridiction des prises.

SECTION IX

De la fin des hostilités

Article 116

Paix - Les actes d'hostilité doivent cesser par la signature de la paix.

L'avis de la fin de la guerre doit être notifié dans le plus bref délai par chaque gouvernement au commandant de ses forces navales.

Lorsque des actes hostiles ont été accomplis après la signature de la paix, on doit, autant que possible, remettre les choses en l'état.

Lorsqu'ils ont été accomplis après connaissance de l'avis officiel du traité de paix, ils donneront lieu à une indemnité et à la punition des coupables.

ARTICLE ADDITIONNEL

Conformément à l'article 3 de la Convention de La Haye du 18 octobre 1907, concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre, la partie belligérante qui violerait les dispositions du présent règlement sera tenue à une indemnité, s'il y a lieu ; elle sera responsable de tous actes commis par les personnes faisant partie de sa force armée navale.

*

(9 août 1913)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session de Rome – 1921

Signature de la clause facultative de la Cour permanente de Justice internationale

(Rapporteur : Lord Phillimore)

L'Institut de Droit international,

Après avoir entamé l'examen général du Statut de la Cour permanente de Justice internationale instituée en vertu de l'article 14 du Pacte ;

Résolu à poursuivre cette étude d'une manière approfondie lors de sa prochaine session ;

Approuvant la création de la nouvelle Cour permanente de Justice, création qui répond aux vœux de l'Institut et aux aspirations universelles ;

Emet le vœu :

Que les Etats soumettent, de plus en plus fréquemment, leurs litiges au jugement de cette haute juridiction ;

Que ceux d'entre eux qui n'ont pas signé le Protocole visé en l'article 36 du Statut examinent la possibilité d'accepter, dans la mesure la plus large, la compétence obligatoire de la nouvelle Cour, étant entendu que les parties demeureraient toujours libres de porter de commun accord leur différend devant la Cour permanente d'Arbitrage ou des arbitres de leur choix.

*

(6 octobre 1921)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session de Rome – 1921

Reconnaissance de l'importance du progrès réalisé par la constitution de la Société des Nations

L'Institut de Droit international,

Pénétré de l'importance du progrès réalisé dans l'ordre politique, juridique et moral pour la constitution de la Société des Nations ;

Désireux d'aider, dans le domaine de la libre discussion et par les méthodes scientifiques, au développement d'une institution d'autant plus riche de promesses de progrès qu'elle trouvera devant elle une opinion publique de plus en plus éclairée ;

Après avoir entendu les communications de plusieurs de ses membres au sujet du Pacte constitutif de la Société des Nations et de son fonctionnement, recommande à ses rapporteurs, MM. Gidel et Alvarez, de se mettre aussitôt que possible en relations directes avec les membres de la Commission compétente de l'Institut en vue de la préparation d'un rapport qui devra envisager la question à un point de vue purement juridique.

Ce rapport devra être envoyé à tous les membres de l'Institut plusieurs semaines avant la prochaine session, et éventuellement les rapporteurs pourront, d'accord avec le Bureau, convoquer à une réunion spéciale, avant la rédaction finale de leur rapport, les membres de la Commission.

*

(5 octobre 1921)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session de Grenoble – 1922

Classification des conflits justiciables

(Rapporteurs : MM. Philip Marshall Brown et Nicolas Politis)

L'Institut de Droit international,

Tout en émettant le vœu que les Puissances qui, jusqu'à présent, n'ont pas encore adhéré à la disposition spéciale prévue à l'article 36 du Statut de la Cour permanente de Justice internationale, y adhèrent, recommande aux Etats l'adoption des Résolutions suivantes :

Article premier

Tous les conflits, quels qu'en soient l'origine et le caractère, sont en règle générale, et sous les réserves indiquées ci-après, susceptibles d'un règlement judiciaire ou d'une solution arbitrale.

Article 2

Toutefois, lorsque, de l'avis de l'Etat cité en justice, le conflit n'est pas susceptible d'être réglé par la voie judiciaire, la question préalable de savoir s'il est justiciable est soumise à l'examen de la Cour permanente de Justice internationale, qui en décide suivant sa procédure ordinaire.

Si à la majorité des trois quarts, la Cour déclare cette demande mal fondée, elle retient l'affaire pour statuer au fond.

Dans le cas contraire, l'affaire est renvoyée aux parties qui demeurent libres, à défaut d'arrangements amiables par la voie diplomatique, de la porter ultérieurement devant la Cour, après s'être entendues sur les pouvoirs à lui donner pour lui permettre de statuer utilement.

*

(2 septembre 1922)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session de Grenoble – 1922

Les doubles impositions

(Rapporteur : M. Leo Strisower)

L'Institut de Droit international,

Emet le vœu de voir les Etats conclure des conventions destinées à écarter les graves injustices des doubles impositions, spécialement en matière de droits de mutation par décès (impôts successoraux). Ces conventions devraient obliger les Etats à introduire dans leur législation certaines dispositions sur la délimitation de ces impôts, au point de vue international, basées uniformément sur les principes suivants :

§1 Les biens sont soumis en principe à l'impôt successoral dans l'Etat du domicile du défunt, sous réserve des exceptions suivantes.

§2 Sont soumis à l'impôt successoral :

1° Les immeubles : dans l'Etat où ils sont situés ;

Les meubles qui, d'une manière permanente, sont placés sur l'immeuble ou à son service, sont assimilés aux immeubles ;

2° Tous les autres biens qui constituent le capital fixe ou de circulation servant à l'exploitation d'un immeuble ou d'un établissement industriel ou commercial : dans l'Etat où cet immeuble ou cet établissement est sis ;

3° Les créances hypothécaires : dans l'Etat où l'immeuble hypothéqué est situé.

§3 L'impôt progressif sur les successions ne doit être payé qu'une fois.

Les conventions destinées à écarter les doubles impositions en matière de droits de mutation par décès devront établir des règles équitables sur la préférence au sujet de l'impôt progressif et, le cas échéant, sur la répartition entre les Etats intéressés.

§4 Quand la succession comprend des biens se trouvant dans plusieurs pays, un seul de ces pays peut tenir compte de l'ensemble des biens successoraux pour le calcul du taux de l'impôt.

*

(2 septembre 1922)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session de Grenoble – 1922

Participation de tous les Etats à la formation et au fonctionnement de la Cour permanente de Justice internationale

(Rapporteur : M. James Brown Scott)

L'Institut de Droit international

Emet le vœu de voir tous les Etats qui ne sont pas encore Membres de la Société des Nations participer à la formation et au fonctionnement de la Cour de Justice internationale.

*

(2 septembre 1922)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session de Grenoble – 1922

Refus d'accepter l'idée de créer, à côté de la Société des Nations, une association mondiale

(Rapporteur : M. Alejandro Alvarez)

Conformément aux conclusions de la XXVII[e] Commission, l'Institut a écarté l'idée de créer, à côté de la Société des Nations, une association mondiale destinée à servir de lien entre elle et l'Union pan-américaine, mais maintenu à son ordre du jour l'étude critique du Pacte de la Société des Nations, pour être, à sa prochaine session, à même de décider si et dans quelle mesure il y aurait avantage à suggérer des amendements aux articles actuellement en vigueur, spécialement en vue de réaliser la vocation de la Société des Nations à l'universalité.

*

(1[er] septembre 1922)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session de Bruxelles – 1923

Résolution concernant l'interprétation de l'article 10 du Pacte de la Société des Nations

(Rapporteurs : MM. Mineitcirô Adatci et Charles De Visscher)

I.

Par l'article 10 du Pacte, les Membres de la Société des Nations s'engagent collectivement et individuellement les uns à l'égard des autres :

1° A respecter l'intégrité territoriale et l'indépendance politique présente de tous les Membres de la Société ;

2° A maintenir cette intégrité territoriale et cette indépendance politique contre toute agression extérieure.

Cette seconde obligation implique pour tout Etat Membre de la Société la garantie qu'en cas d'agression d'un autre Etat les Membres de la Société lui porteront assistance, en vue du maintien ou du rétablissement de l'état de choses menacé ou détruit par la violence. Il n'est en rien préjugé de la légitimité des revendications qui ont pu motiver l'agression et le recours aux procédures pacifiques, propres à leur donner éventuellement satisfaction, demeure réservé.

La garantie de l'article 10 s'applique à l'éventualité d'une agression même pleinement consommée et à celle d'un recours à la guerre qui n'impliquerait pas la violation des engagements pris aux articles 12, 13 et 15 du Pacte. Elle ne fait donc pas double emploi avec l'exercice des sanctions collectives, tel qu'il est réglé par l'article 16.

II.

La prestation de la garantie est l'exécution d'une obligation juridique qui découle directement du Pacte. Dans l'organisation actuelle de la Société, la prestation de la garantie impose aux Etats Membres le devoir d'appliquer à l'agresseur les deux sanctions prévues comme obligatoires par l'article 16 du Pacte, à savoir :

1° Rupture des relations commerciales et financières ;

2° Obligation de livrer passage à travers leur territoire aux forces de tous Membres de la Société qui participent à une action commune pour faire respecter les engagements de la Société.

Chacun des Etats Membres reste juge du point de savoir si, et dans quelle mesure, il est tenu d'assurer l'exécution de son devoir de garantie par l'emploi des forces militaires dont il dispose.

III.

Chaque Etat Membre apprécie les circonstances qui peuvent donner ouverture à l'obligation de garantie, mais il appartient au Conseil, en vertu de l'article 10 du Pacte, d'émettre, à la majorité des voix, un avis sur le point de savoir s'il y a lieu à garantie.

Par application de l'article 15, ni le vote de l'auteur, ni celui de la victime de la prétendue agression, n'entrent dans le calcul des voix.

IV.

En cas d'agression, le Conseil doit, par application de l'article 10, se réunir d'urgence pour arrêter un plan d'action concertée, en exécution duquel il fera toutes recommandations utiles aux Membres appelés à coopérer plus spécialement à son exécution.

La mise en vigueur des sanctions peut précéder la délibération du Conseil.

*

(11 août 1923)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session de Bruxelles – 1923

Projet de convention relative à la condition juridique des associations internationales

(Rapporteur : M. Nicolas Politis)

PRÉAMBULE

Les Puissances contractantes :

Reconnaissant qu'il importe à l'intérêt général de la Communauté internationale de favoriser le développement des associations internationales sans but lucratif ;

Considérant qu'à cette fin il est nécessaire que ces associations puissent rester libres de n'avoir d'attache exclusive avec aucun pays déterminé, si elles estiment pouvoir ainsi mieux remplir leur légitime mission ;

Qu'actuellement il ne leur est pas possible - si elles s'arrêtent à ce parti - de trouver dans les pays où elles exercent leur activité la protection légale réclamée par leurs intérêts ;

Que, si elles acquièrent la personnalité juridique sur la base des lois d'un Etat, elles ne sont pas assurées de se la voir reconnaître de plein droit dans les autres Etats, de pouvoir jouir partout d'une suffisante capacité et d'exercer librement leur activité ;

Qu'il est, dès lors, indiqué de fixer en leur faveur un statut international dont elles puissent se prévaloir sur les territoires des Puissances contractantes dans la mesure compatible, chez chacune d'elles, avec les exigences de l'ordre public ;

Sont convenues des dispositions suivantes :

Article premier

Les Puissances contractantes accorderont sur leurs territoires respectifs, dans les limites et avec les garanties stipulées ci-après, protection légale, en leur attribuant la qualité de personnes juridiques ou en reconnaissant la personnalité par elles acquise chez l'une d'elles sur la base de ses lois, aux associations internationales sans but lucratif se conformant aux conditions suivantes.

Article 2

Sont considérées comme internationales, au sens de la présente convention, les associations de caractère privé qui sont accessibles, dans les conditions fixées par leurs statuts, aux sujets et aux collectivités de plusieurs pays et poursuivent, sans esprit de lucre, un but d'intérêt international.

La circonstance qu'une association s'est fixée dans un pays déterminé et y a acquis la personnalité juridique en se conformant aux lois locales ne la prive pas de la possibilité de bénéficier, en tant que besoin, du régime établi en faveur des associations internationales, si elle se conforme aux conditions ci-après.

Article 3

Les associations internationales doivent avoir des statuts indiquant avec précision :

1. Leurs dénomination, emblème et insignes ;

2. Leur objet ;

3. Leur siège temporaire ou permanent, si elles en adoptent un ;

4. Leurs composition et mode de recrutement ;

5. Les droits, obligations et responsabilité de leurs membres ;

6. Leur organisation, le mode d'élection ou de nomination, la compétence et la responsabilité de leurs représentants ;

7. L'administration et l'affectation de leur patrimoine ;

8. Le mode de leur fonctionnement, le lieu et la périodicité de leurs réunions, le nombre et la qualité de leurs publications et, en général, les diverses manifestations de leur activité ;

9. La procédure de révision de leurs statuts ;

10. Les conditions, les formes et les effets de leur dissolution.

Article 4

Les statuts des associations internationales font l'objet d'un enregistrement et d'une notification officiels.

A cet effet il est créé à Bruxelles une Commission permanente chargée de remplir les fonctions spécifiées dans la présente convention.

La Commission est composée des délégués spéciaux ou des représentants diplomatiques des Puissances contractantes accrédités auprès du Gouvernement belge.

Elle choisit tous les ans son président. Elle se réunit sur la convocation de son président.

Il lui est adjoint un Bureau permanent dont elle nomme et révoque les fonctionnaires et les employés.

Elle en fixe les traitements et les salaires et contrôle la dépense générale.

La présence des deux tiers de ses membres suffit pour permettre à la Commission de délibérer valablement.

Les décisions sont prises à la majorité des voix.

Les frais du Bureau sont supportés par les Puissances contractantes dans une proportion qui, provisoirement, sera celle établie par le Bureau international de l'Union postale universelle.

Les frais à la charge des Puissances contractantes seront comptés à partir du jour où leur adhésion produit ses effets.

Article 5

Les associations internationales doivent faire au Bureau permanent le dépôt de leurs statuts originaires et, éventuellement, de leurs statuts révisés, en double expédition, signés de leurs représentants, et certifiés par un fonctionnaire ou notaire public appartenant à l'une des Puissances contractantes, et en autant d'exemplaires que détermine le règlement du Bureau arrêté par la Commission permanente.

Elles doivent également lui communiquer, en un même nombre d'expéditions et d'exemplaires, la liste de leurs représentants successifs, notamment de celui ou de ceux chargés de les représenter en justice, dès leur entrée en fonctions, avec indication de leurs noms, qualités et domicile, et, à la fin de chacun de leurs exercices financiers, le relevé général de leurs comptes de recettes et de dépenses.

Le Bureau permanent conservera dans ses archives la double expédition authentique de ces documents et en fera parvenir, par les soins de la Commission permanente, deux exemplaires au gouvernement de chacune des Puissances contractantes.

La Commission permanente ne pourra refuser de procéder à l'enregistrement et à la notification qu'en cas d'insuffisance ou d'irrégularité des documents. Elle en informera, par les soins du Bureau, l'association intéressée, afin qu'elle renouvelle, si elle le désire, ses productions.

Les susdits dépôts et notifications donneront lieu de la part du Bureau à la perception de taxes dont le montant, fixé par le règlement élaboré par la Commission permanente, doit être strictement limité aux frais que le Bureau aura à exposer de ce chef.

Article 6

Le Bureau permanent devra, moyennant acquittement des taxes établies par son règlement, délivrer à tout requérant copie certifiée des statuts et de la liste des représentants actuels des associations internationales inscrites sur les registres.

Article 7

A l'expiration d'un délai de quatre mois à compter de la notification prescrite par l'article 5, l'association internationale intéressée jouira dans tous les pays contractants des avantages attachés à la personnalité juridique, à moins que les Puissances contractantes n'usent de la faculté, qu'elles se réservent respectivement par la présente disposition, de refuser, chacune pour ce qui la concerne, de reconnaître la personnalité juridique de ladite association, si la nature de son objet ou les qualités de ses représentants leur paraissent constituer un danger pour l'ordre public de leur pays.

Le refus, ainsi motivé, sera, par les soins de la Commission permanente, signifié à l'association intéressée qui, dans les quatre mois à compter de la signification, pourra l'attaquer pour excès de pouvoir devant la Cour permanente de Justice internationale.

Devenu définitif, le refus aura pour effet de priver l'association intéressée, dans les limites de l'Etat qui l'aura prononcé, de la faculté d'y entretenir des établissements.

Mais les droits acquis et les actes valablement passés par elle à l'étranger y seront respectés, pourvu qu'ils ne soient pas contraires à l'ordre public.

Pour les faire valoir, l'association intéressée y pourra ester en justice.

Article 8

Sous réserve des dispositions suivantes, la personnalité juridique donne aux associations internationales qui en sont douées, la jouissance, dans tous les Etats contractants, des droits accordés par les lois locales aux associations nationales sans but lucratif ou aux sociétés de commerce à responsabilité limitée.

Mais il est loisible à chacune des Puissances contractantes de leur concéder des droits plus étendus.

Article 9

Les associations internationales peuvent, sans aucune autorisation spéciale, ester en justice, acquérir à titre onéreux et, en général, contracter pour les besoins de leur mission, en se conformant, quant à la forme de leurs actes, aux lois du pays où ils sont passés.

Article 10

Les associations internationales peuvent posséder des meubles et des valeurs mobilières sans limitation.

Elles peuvent aussi posséder les immeubles nécessaires à leur administration et à l'accomplissement de leur but et, avec l'autorisation qui serait requise par la loi du lieu de la situation, des immeubles ayant la même destination, mais ne pouvant pas être immédiatement employés à cette fin.

Article 11

Elles peuvent recevoir des dons et legs sous réserve, s'il y a lieu, de l'autorisation du gouvernement du pays de l'auteur de la libéralité, et de celui du pays de la situation des biens, s'il s'agit d'immeubles.

Les immeubles donnés ou légués qui ne rentreraient pas dans la catégorie de ceux dont, aux termes de l'article 10, les associations internationales peuvent être propriétaires, doivent être aliénés au profit de l'association bénéficiaire, dans les délais et la forme prescrits par l'acte qui autorise l'acceptation de la libéralité.

L'auteur de la libéralité peut réserver soit à son profit, soit au profit de ses héritiers ou ayants-cause à titre universel, le droit de reprendre, en cas de dissolution de l'association, les biens donnés ou légués, en nature ou en valeur.

Article 12

Le nom, la marque et l'emblème des associations internationales sont protégés sur le territoire des Puissances contractantes au même titre que les noms, les marques et les emblèmes commerciaux.

Article 13

Les associations internationales jouissent sur le territoire des Puissances contractantes des mêmes faveurs fiscales accordées aux associations nationales, poursuivant un but similaire.

Article 14

Les associations internationales ne peuvent poursuivre sur le territoire des Puissances contractantes le but en vue duquel elles ont été créées que dans les limites permises par les lois locales.

Article 15

Les associations internationales ont libre accès auprès des tribunaux des Parties contractantes pour la protection de leurs droits et intérêts légitimes, suivant les règles de compétence établies par le droit commun.

Article 16

Les associations internationales sont justiciables, réserve faite des dispositions spéciales contenues dans la présente convention, des tribunaux établis dans les Etats contractants, selon les règles suivantes :

En matière réelle immobilière, du tribunal de la situation des biens litigieux,

En matière personnelle et mobilière, du tribunal du domicile de celui de leurs organes spécialement chargés de les représenter en justice, ou de celui du siège social s'il s'agit d'une association établie dans un pays déterminé, ou de celui du pays de la conclusion ou de l'exécution du contrat ;

En matière de dons et legs, du tribunal du domicile du donateur ou du testateur, ou de celui du lieu de l'ouverture de la succession.

Article 17

Les différends qui viendraient à s'élever entre deux ou plusieurs associations internationales au sujet de leurs activités sociales respectives seront portés, à la demande de la partie la plus diligente, devant la Commission permanente de Bruxelles qui statuera en qualité d'arbitre et amiable compositeur.

Article 18

En dehors de l'hypothèse où une association internationale se dissout volontairement, sa déchéance de la personnalité juridique peut avoir lieu par voie d'autorité : 1) si elle fait de ses revenus et capitaux un emploi contraire aux prévisions de ses statuts ; 2) si elle devient notoirement insolvable ; 3) si elle néglige délibérément de se conformer aux prescriptions de l'article 5, alinéa 2 ; 4) si, s'écartant de son but, elle poursuit, dans un ou plusieurs pays, une activité contraire à l'ordre public ou aux bonnes mœurs de ces pays.

Dans les trois premiers cas, la déchéance peut être prononcée, sur la demande de l'une des parties contractantes, par la Commission permanente de Bruxelles. L'association intéressée aura la faculté, dans un délai de quatre mois, de se pourvoir contre cette décision devant la juridiction prévue à l'article 7. Si la décision n'est l'objet d'aucun recours ou si, après recours, elle est confirmée, elle sera aussitôt notifiée par les soins de la Commission permanente aux gouvernements des Parties contractantes. L'effet de la déchéance se produira dans tous les pays contractants. Toutefois, la déchéance n'aura pas d'effet rétroactif. Les actes accomplis par l'association avant la notification demeureront valables.

Dans le quatrième cas, la déchéance peut être prononcée par les tribunaux du pays intéressé. L'association frappée pourra, après avoir épuisé les recours organisés par la législation locale, se pourvoir, dans un délai de quatre mois, devant la juridiction prévue à l'article 7. Si la décision est confirmée, elle sera communiquée, à toutes fins utiles, à la Commission permanente de Bruxelles. Elle produira immédiatement, dans le pays intéressé, les effets indiqués à l'article 7, alinéas 3 à 5.

Toutefois, lorsque l'association intéressée avait son siège dans le pays qui aura prononcé sa déchéance, elle sera privée de la personnalité juridique dans tous les pays contractants.

*

(10 août 1923)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session de Bruxelles - 1923

Autorité et exécution des jugements étrangers

(Texte *provisoire* à remettre sur le métier à la session de Vienne en 1924)

(Rapporteur : M. Antoine Pillet)

L'Institut,

Rappelant ses Résolutions antérieures sur l'exécution des jugements étrangers, qu'il a estimé opportun de soumettre à un nouvel examen, recommande l'adoption des principes suivants en vue soit de la conclusion de conventions particulières ou générales, soit de l'adoption de lois internes, soit du développement des jurisprudences nationales :

I.

Un jugement étranger ne peut recevoir l'exécution forcée qu'en vertu d'une décision rendue par le juge du pays où l'exécution est réclamée, soit sous la forme d'un exequatur, soit sous la forme d'un nouveau jugement basé sur le premier.

II.

Un jugement étranger, dont l'exécution forcée n'est pas demandée, jouit dans les autres pays de l'autorité de la chose jugée, s'il remplit les conditions des §§ 3 à 5 ci-dessous.

III.

On doit entendre par jugement étranger toute sentence émanée d'un juge institué par une autorité étrangère ayant à statuer sur une contestation.

IV.

Les jugements rendus par les tribunaux répressifs sur les réclamations civiles sont considérés comme rendus en matière civile.

V.

Les jugements rendus en matière fiscale ne sont pas susceptibles d'exécution forcée. Il en est de même des jugements rendus en matière de répression, ces derniers en tant qu'ils prononcent des peines d'amende ou des peines privatives de liberté.

*

(8 août 1923)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session de Vienne – 1924

Les conflits de lois en matière de prescription libératoire

(Rapporteur : M. Albéric Rolin)

I.

La prescription libératoire des obligations conventionnelles est régie en premier lieu par la loi qui régit le contrat, ses conditions d'existence et sa durée.

II.

La prescription libératoire sera toutefois tenue pour acquise dès qu'elle le sera d'après la loi que les parties ont acceptée ou sont censées avoir acceptée comme règle de leurs conventions.

Il appartient à la même loi de déterminer si et dans quelle mesure il est loisible aux parties, en matière de prescription libératoire, d'exercer leur autonomie, notamment pour ce qui concerne l'abréviation ou la prolongation du délai de prescription.

III.

Elle pourra aussi être tenue pour acquise par les tribunaux saisis du litige en vertu de la seule loi du for, si la prescription invoquée constitue, d'après cette loi, une institution d'ordre public absolu, faisant obstacle à l'application de toute loi étrangère, même de celle qui serait normalement compétente pour la régir (par exemple sur l'intérêt des tiers, sur des considérations d'humanité, etc.).

IV.

La loi qui fixe le délai de la prescription en régit également le point de départ, la suspension, l'interruption et les effets.

*

(27 août 1924)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session de Vienne - 1924

Autorité et exécution des jugements étrangers

(Texte *définitif* remplaçant et compétant le texte adopté provisoirement à la session de Bruxelles en 1923)

(Rapporteurs : MM. Antoine Pillet et Prosper Poullet)

L'Institut,

Rappelant ses Résolutions antérieures sur l'exécution des jugements étrangers, qu'il a estimé opportun de soumettre à un nouvel examen, recommande l'adoption des principes suivants, en vue soit de la conclusion de conventions particulières ou générales, soit de l'adoption de lois internes, soit du développement des jurisprudences nationales :

I.

Un jugement étranger ne peut recevoir l'exécution forcée qu'en vertu d'une décision rendue par le juge du pays où l'exécution est réclamée, soit sous la forme d'un exequatur, soit sous la forme d'un nouveau jugement basé sur le premier.

II.

Un jugement étranger, dont l'exécution forcée n'est pas demandée, jouit dans les autres pays de l'autorité de la chose jugée, s'il remplit les conditions des §§ 3 à 5 ci-dessous.

III.

On doit entendre par jugement étranger toute sentence émanée d'un juge institué par une autorité étrangère ayant à statuer sur une contestation.

IV.

Les jugements rendus par les tribunaux répressifs sur les réclamations civiles sont considérés comme rendus en matière civile.

V.

Les jugements rendus en matière fiscale ne sont pas susceptibles d'exécution forcée. Il en est de même des jugements rendus en matière de répression, ces derniers en tant qu'ils prononcent des peines d'amende ou des peines privatives de liberté.

VI.

La demande d'exequatur sera intentée dans la forme prescrite par la loi du lieu où le jugement doit être exécuté.

VII.

Le juge auquel l'exequatur est demandé ou l'autorité qui a pour mission d'assurer l'exécution du jugement étranger examineront :

1. Si, d'après la loi du pays où le jugement a été rendu, l'expédition qui en est produite réunit les conditions nécessaires pour son authenticité ;

2. Si la partie contre laquelle l'exécution est requise a été régulièrement assignée et si elle a eu effectivement la possibilité de se défendre.

Ils exigeront que l'on prouve que le jugement a l'autorité de la chose jugée ou est au moins exécutoire nonobstant appel d'après la loi du pays où il a été rendu. Dans ce dernier cas, ils pourront imposer à la partie qui l'a obtenu les sûretés suffisantes au profit de la partie condamnée.

*

(25 août 1924)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session de Vienne – 1924

L'interprétation de l'article 7, al. 4, du Pacte de la Société des Nations

(Rapporteurs : MM. Mineitcirô Adatci et Charles De Visscher)

Article premier

Sous le nom d'agents de la Société des Nations au sens de l'art. 7, al. 4, du Pacte, il faut entendre :

1° Les personnes qui, nommées par l'Assemblée, le Conseil, le Secrétaire général de la Société des Nations ou par ses délégués spécialement qualifiés, accomplissent pour son compte ou sous son contrôle des actes de fonction de nature politique ou administrative.

2° Le directeur du B.I.T. et ses collaborateurs immédiats.

Il appartient au Conseil de la Société des Nations de préciser si les emplois conférés à certaines personnes réunissent les caractères indiqués ci-dessus.

Article 2

Dans l'application du traitement prévu ci-dessus les Membres de la S.D.N. ne sont autorisés à faire aucune distinction entre leurs ressortissants et ceux des autres Etats. Il est désirable toutefois que les agents de la Société ne soient appelés à exercer leurs fonctions dans leur propre pays qu'en cas de nécessité absolue et avec l'agrément continu de leur gouvernement.

Article 3

Les privilèges et immunités diplomatiques prévus à l'art. 7, al. 4, du Pacte, appartiennent aux agents de la S.D.N. dans les pays et pour le temps où ils remplissent leurs fonctions ou mission.

Article 4

Au cas où les agents de la S.D.N. seraient assignés ou poursuivis devant une juridiction quelconque, l'autorité compétente pour procéder à leur nomination aura qualité pour se prononcer sur la levée de l'immunité.

*

(25 août 1924)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session de La Haye – 1925

La prescription libératoire en droit international public

(Rapporteurs : MM. Nicolas Politis et Charles De Visscher)

Préambule

L'Institut de Droit international,

Ayant examiné la valeur de l'institution de la prescription libératoire dans les rapports internationaux,

et constaté avec satisfaction que son étude a été retenue par le Comité d'experts institué par la Société des Nations pour la codification progressive du droit international ;

Tout en s'abstenant d'arrêter quant à présent sur la matière une réglementation détaillée qu'il serait prématuré de recommander à l'adoption des gouvernements ;

Estime que les règles générales ci-après formulées doivent inspirer dans leurs sentences les arbitres et juges internationaux et peuvent utilement être complétées, notamment quant aux délais et aux causes de suspension et d'interruption, par des accords particuliers insérés spécialement dans les traités d'arbitrage obligatoire ou dans les traités d'établissement, de commerce, de navigation, de propriété littéraire, artistique ou industrielle et en général dans les conventions de nature économique, sociale ou financière.

Règles générales en matière de prescription libératoire dans les rapports internationaux

I. Des considérations pratiques d'ordre, de stabilité et de paix, depuis longtemps retenues par la jurisprudence arbitrale, doivent faire ranger la prescription libératoire des obligations entre Etats parmi les principes généraux de droit reconnus par les nations civilisées, dont les tribunaux internationaux sont appelés à faire application.

II. A défaut de règle conventionnelle en vigueur dans les rapports des Etats en litige, fixant le délai de la prescription, sa détermination est une question d'espèce laissée à la souveraine appréciation du juge international, qui, pour admettre le moyen tiré du laps de temps, doit discerner dans les circonstances de la cause l'existence de l'une des raisons par lesquelles la prescription s'impose.

III. Parmi les éléments propres à éclairer la religion du juge international, il convient de retenir :

1° L'origine publique ou privée et le caractère contractuel ou délictuel de la dette qui fait l'objet du litige, la prescription devant, en règle générale, être plus difficilement admise pour les dettes publiques que pour les dettes d'origine privée, pour les dettes contractuelles que pour les dettes délictuelles ;

2° La circonstance que le retard de la réclamation s'applique à sa production ou simplement à son renouvellement, la prescription ne devant plus être admise dans la deuxième hypothèse s'il est établi en fait que l'inaction subséquente de l'Etat réclamant est imputable à la partie adverse ou à un cas de force majeure.

IV. La prescription d'une créance d'origine privée, conformément à la loi interne compétente, rend irrecevable la réclamation internationale, à moins que l'on ne puisse mettre en discussion, d'après les règles du droit international, le bien-fondé de cette prescription elle-même.

V. Le juge international ne peut suppléer d'office le moyen tiré de la prescription.

*

(31 juillet 1925)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session de Lausanne – 1927

La navigation aérienne internationale

(Rapporteur : M. Ferdinand De Visscher)

Article premier

Il appartient à chaque Etat de régler l'usage de l'air au-dessus de son territoire, en tenant compte d'une part des nécessités de la circulation aérienne internationale (atterrissage compris), d'autre part, des nécessités de la sécurité nationale, tant au point de vue militaire, douanier, sanitaire, qu'au point de vue de la protection des personnes et des biens de ses habitants.

Les règles établies à cet égard seront appliquées sans distinction de nationalité.

Article 2

Tous aéronefs affectés au transport de personnes et de biens bénéficient du régime de la circulation internationale tel qu'il est défini à l'article premier. Chaque Etat peut soumettre à son consentement préalable l'organisation d'un service public et régulier de communications internationales avec un point quelconque de son territoire.

Les aéronefs affectés par un Etat ou en vertu d'une concession d'Etat à un service public et régulier de transport de personnes, de marchandises ou du courrier postal, ne pourront, avant leur arrivée à destination, faire l'objet d'aucune mesure conservatoire ou d'exécution de nature à troubler la marche normale de ce service.

Article 3

N'ont pas droit au régime de libre circulation internationale, les aéronefs affectés au service de la puissance publique d'un Etat et les aéronefs faisant partie du matériel de guerre d'un Etat ou commandés par un militaire commissionné à cet effet.

En cas d'autorisation régulière, les aéronefs militaires, survolant un territoire étranger ou y atterrissant, jouiront de l'exterritorialité.

Article 4

Tout aéronef doit avoir une nationalité et une seule. Cette nationalité sera celle du pays où l'aéronef aura été immatriculé.

Chaque Etat détermine à quelles personnes et sous quelles conditions, il accorde l'immatriculation, la suspend ou la retire. En aucun cas, cependant, un Etat ne pourra accorder l'immatriculation à des aéronefs ayant leur port d'attache sur le territoire d'un autre Etat.

En cas de changement de port d'attache, l'aéronef garde sa nationalité jusqu'à ce qu'il en ait acquis une nouvelle.

Chaque aéronef doit porter des marques visibles de sa nationalité.

Article 5

Jusqu'à ce que les garanties d'ordre international requises pour l'immatriculation et la surveillance des aéronefs par l'Etat qui leur accorde sa nationalité aient été déterminées par une convention collective, chaque Etat demeure libre d'interdire la circulation aérienne au-dessus de son territoire aux aéronefs des Etats dont la législation sur l'immatriculation et la surveillance n'offre pas de garanties suffisantes.

*

(2 septembre 1927)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session de Lausanne – 1927

Communications radiotélégraphiques

(Rapporteur : M. Arrigo Cavaglieri)

1. Chaque Etat a le droit, sauf conventions particulières, de régler (autoriser, interdire, contrôler, etc.) à son gré, l'établissement et le fonctionnement des stations radiotélégraphiques situées sur son territoire, quel qu'en soit le propriétaire.

2. Il a aussi le droit, sauf limitations conventionnelles, de suspendre le service de la radiotélégraphie internationale, toutes les fois qu'il le juge nécessaire pour la préservation de ses intérêts essentiels ou pour l'accomplissement de ses devoirs internationaux.

3. Il n'a, au contraire, aucun droit de s'opposer au simple passage des ondes hertziennes au-dessus de son territoire.

4. L'exploitation des stations radiotélégraphiques d'un Etat doit être organisée de manière à troubler le moins possible le service des stations des autres Etats. A cet effet, il est désirable que les Etats s'entendent à l'amiable par la voie de conventions internationales.

5. Si les émissions radiotélégraphiques d'un Etat causent un trouble grave aux émissions d'un autre Etat, ce fait entraîne pour lui une responsabilité internationale qui l'expose aux sanctions ordinaires, cette responsabilité devant, toutefois, être appréciée en considération des possibilités techniques.

Il en est de même si un Etat ne prend pas les mesures dont il dispose, pour empêcher les émissions radiotélégraphiques, qui par leur contenu sont de nature à troubler l'ordre public d'un autre Etat, lorsque de semblables émissions lui ont été signalées par ce dernier.

6. Les règles susdites s'appliquent aussi à la radiotéléphonie.

*

(1er septembre 1927)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session de Lausanne – 1927

La navigation en haute mer

(Rapporteur : M. Joseph de Blociszewski)

I. L'Institut de Droit international déclare que le principe de la liberté de la mer comporte notamment les conséquences qui suivent :

1. Liberté de navigation en haute mer, sous le contrôle exclusif, sauf convention contraire, de l'Etat dont le navire porte le pavillon ;

2. Liberté de pêche en haute mer, sous les mêmes conditions ;

3. Liberté d'immersion en haute mer des câbles sous-marins ;

4. Liberté de circulation aérienne au-dessus de la haute mer.

II. Considérant qu'il y aurait lieu d'accroître les garanties de sécurité de la navigation des pêcheurs et la protection des câbles sous-marins en prescrivant :

1. Aux bâtiments de guerre ou de commerce d'éviter certaines routes ;

2. Aux submersibles des deux catégories de naviguer seulement en surface dans quelques parages à déterminer,

L'Institut attire l'attention des gouvernements sur ces questions et exprime le vœu que la Convention de Londres du 20 janvier 1914 soit complétée en ce sens.

*

(1er septembre 1927)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session de Lausanne – 1927

Câbles sous-marins

(Rapporteur : M. Frédéric R. Coudert)

L'Institut émet le vœu que :

1. Les divers Etats s'entendent pour ratifier les règles posées à la Conférence de Londres en 1913, règles qui compléteraient efficacement celles posées par la Conférence de Paris de 1884.

2. Les divers Etats insistent auprès des propriétaires ou concessionnaires de câbles sous-marins pour qu'ils simplifient autant que possible et unifient les formalités préalables au remboursement d'engins ou appareils détruits ou abandonnés volontairement par les pêcheurs ou navigateurs dans le but d'épargner les câbles sous-marins.

3. Les divers Etats s'accordent pour atteindre, dans la répression des délits ou quasi-délits commis en matière de câbles sous-marins, l'uniformité conseillée dès 1879 par le professeur Renault.

*

(1er septembre 1927)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session de Lausanne – 1927

Responsabilité internationale des Etats à raison des dommages causés sur leur territoire à la personne et aux biens des étrangers

(Rapporteur : M. Leo Strisower)

L'Institut de Droit international

Emet le vœu de voir consacrer dans la pratique du Droit des Gens l'ensemble des règles suivantes, concernant la responsabilité internationale des Etats, en raison des dommages causés sur leur territoire, alors qu'il y a paix entre eux, à la personne ou aux biens des étrangers.

Article premier

L'Etat est responsable des dommages qu'il cause aux étrangers par toute action ou omission contraire à ses obligations internationales, quelle que soit l'autorité de l'Etat dont elle procède : constituante, législative, gouvernementale ou judiciaire.

Cette responsabilité de l'Etat existe, soit que ses organes aient agi conformément, soit qu'ils aient agi contrairement à la loi ou à l'ordre d'une autorité supérieure.

Elle existe également lorsque ces organes agissent en dehors de leur compétence, en se couvrant de leur qualité d'organes de l'Etat, et en se servant des moyens mis, à ce titre, à leur disposition.

Cette responsabilité de l'Etat n'existe pas si l'inobservation de l'obligation n'est pas la conséquence d'une faute de ses organes, à moins que, dans le cas dont il s'agit, une règle conventionnelle ou coutumière, spéciale à la matière, n'admette la responsabilité sans faute.

Article 2

L'Etat est responsable du fait des collectivités qui exercent sur son territoire des fonctions publiques.

Article 3

L'Etat n'est responsable, en ce qui concerne les faits dommageables commis par des particuliers, que lorsque le dommage résulte du fait qu'il aurait omis de prendre les mesures auxquelles, d'après les circonstances, il convenait normalement de recourir pour prévenir ou réprimer de tels faits.

Article 4

Réserve faite des cas où le droit international appellerait un traitement de l'étranger préférable à celui du national, l'Etat doit appliquer aux étrangers, contre les faits dommageables émanant de particuliers, les mêmes mesures de protection qu'à ses nationaux. Les étrangers doivent en conséquence avoir au moins le même droit que ceux-ci à obtenir des indemnités.

Article 5

L'Etat est responsable du chef de déni de justice :

1° Lorsque les tribunaux nécessaires pour assurer la protection des étrangers n'existent ou ne fonctionnent pas ;

2° Lorsque les tribunaux ne sont pas accessibles aux étrangers ;

3° Lorsque les tribunaux n'offrent pas les garanties indispensables pour assurer une bonne justice.

Article 6

L'Etat est également responsable si la procédure ou le jugement constituent un manquement manifeste à la justice, notamment s'ils ont été inspirés par la malveillance à l'égard des étrangers, comme tels, ou comme ressortissants d'un Etat déterminé.

Article 7

L'Etat n'est responsable des dommages causés en cas d'attroupement, d'émeute, d'insurrection ou de guerre civile que s'il n'a pas cherché à prévenir les actes dommageables avec la diligence qu'il convient d'apporter normalement dans les mêmes circonstances, ou s'il n'a pas réagi avec la même diligence contre ces actes, ou s'il n'applique pas aux étrangers les mêmes mesures de protection qu'aux nationaux. Il est notamment obligé de mettre les étrangers au bénéfice des mêmes indemnités que ses nationaux, au regard des communes ou autres personnes. La responsabilité de l'Etat en raison d'actes commis par des insurgés, cesse lorsqu'il a reconnu ces derniers comme partie belligérante, et, en tous cas, à l'égard des Etats qui les ont reconnus comme tels.

Est réservée la question de savoir dans quelle mesure un Etat est responsable des actes des insurgés, même reconnus comme partie belligérante, au cas où ceux-ci sont devenus le gouvernement du pays.

Article 8

Les principes exposés aux articles 3 et 4 régissent aussi l'obligation internationale qui incombe à l'Etat de garantir les droits que les étrangers ont à son égard, en vertu de son droit interne.

Article 9

L'Etat fédéral est responsable de la manière d'agir des Etats particuliers, non seulement si elle est contraire à ses propres obligations internationales, mais encore si elle l'est aux obligations internationales qui incomberaient à ces Etats. Il ne peut invoquer pour se soustraire à cette responsabilité le fait que sa constitution ne lui donne ni le droit de contrôle sur les Etats particuliers, ni le droit d'exiger d'eux qu'ils satisfassent à leurs obligations.

De même l'Etat protecteur est responsable de la manière d'agir de l'Etat protégé, en tant que ce dernier est tenu d'exécuter les obligations internationales de l'Etat protecteur, ou en tant que celui-ci représente l'Etat protégé vis-à-vis des Etats tiers, lésés par lui et usant de la faculté de faire valoir leurs réclamations.

Article 10

La responsabilité de l'Etat comprend la réparation des dommages soufferts, en tant qu'ils se présentent comme la conséquence de l'inobservation de l'obligation internationale. Elle comprend de plus, s'il y a lieu, selon les circonstances et d'après les principes généraux du Droit des Gens, une satisfaction à donner à l'Etat qui a été lésé dans la personne de ses ressortissants, sous la forme d'excuses plus ou moins solennelles et, dans les cas appropriés, par la punition, disciplinaire ou autre, des coupables.

Article 11

Le dédommagement comprend, s'il y a lieu, une indemnité pour les personnes lésées, à titre de réparation des souffrances morales qu'elles ont éprouvées.

Lorsque la responsabilité de l'Etat résulte uniquement du fait qu'il n'a pas pris les mesures requises après l'accomplissement de l'acte dommageable, il n'est tenu qu'à la réparation du dommage résultant de l'omission totale ou partielle de ces mesures.

L'Etat responsable de la conduite d'autres Etats est tenu de faire exécuter, par eux, les prestations que comporte cette responsabilité et qui dépendent d'eux ; s'il est dans l'impossibilité de le faire, il est tenu d'accorder une compensation équivalente.

En principe, l'indemnité à accorder doit être mise à la disposition de l'Etat lésé.

Sont réservées les questions relatives à l'évaluation des dommages-intérêts et aux rapports des personnes lésées avec leur Etat et avec l'Etat contre lequel la réclamation a été formée.

Article 12

Aucune demande de réparation ne peut être introduite de la part de l'Etat aussi longtemps que l'individu lésé dispose de voies de recours efficaces et suffisantes pour le faire jouir du traitement qui lui est dû.

Aucune demande de réparation ne peut non plus avoir lieu, si l'Etat responsable met à la disposition de l'individu lésé une voie de procédure efficace pour obtenir le dédommagement correspondant.

Vœu final

L'Institut émet le vœu que par des conventions internationales, là où il n'en existe pas encore, les Etats s'engagent par avance à soumettre tous différends concernant la responsabilité internationale de l'Etat résultant des dommages causés sur leur territoire à la personne et aux biens des étrangers, d'abord à une commission internationale d'enquête, si cela est nécessaire pour l'examen des faits ; ensuite à une procédure de conciliation ; enfin, si elle ne peut aboutir, à une procédure judiciaire devant la Cour permanente d'Arbitrage, à la Cour permanente de Justice internationale, ou toute autre juridiction internationale pour une solution définitive.

L'Institut émet aussi le vœu que les Etats s'abstiennent de toute mesure coercitive avant d'avoir eu recours aux moyens qui précèdent.

*

(1er septembre 1927)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session de Lausanne – 1927

Règlement sur la procédure de conciliation

(Rapporteur : Comte Michel Restworowski)

L'Institut de Droit international,

Considérant que l'institution et les organes connus, entre autres, sous le nom de "Commissions de conciliation" et tendant à introduire une procédure de plus dans l'ensemble des moyens de solution pacifique des différends internationaux, traduisent un souci réel de conserver la paix et la concorde entre Nations souveraines ;

Recommande aux Etats de poursuivre résolument la conclusion de conventions ayant pour objet l'établissement des Commissions susdites et de s'inspirer, dans leur oeuvre, des principes suivants :

§I. Les Commissions de conciliation sont établies par voie de conventions bilatérales ou plurilatérales.

§II. Les Commissions de conciliation sont à créer comme organes permanents pour un temps limité, ou indéterminé d'avance, en prévision des différends qui, le cas échéant, naîtront après leur entrée en fonction.

§III. Les Etats contractants désignent eux-mêmes les membres dont se compose la Commission de conciliation et dont le nombre devrait être de préférence fixé à cinq. Libres de nommer chacun un membre à son gré, ils choisissent les membres restants, y compris le Président, par voie d'un accord commun.

Tous les Commissaires doivent jouir d'une haute considération morale et posséder une connaissance sérieuse des affaires politiques des pays intéressés entre lesquels ils s'efforceront de maintenir la paix et la bonne entente. Ceux choisis en commun doivent l'être parmi les ressortissants des Etats tiers qui ne seraient ni domiciliés sur le territoire de l'un ou de l'autre Etat contractant, ni au service d'aucun d'eux.

Dans le cas où, pour régler un différend, se ferait sentir le besoin d'éclairer l'œuvre de la Commission par le recours aux lumières de personnes spécialement compétentes, les Etats contractants lorsqu'ils jugeraient l'envoi à cette fin d'un ou de plusieurs experts insuffisant, peuvent stipuler que chacun d'eux aura la faculté d'y pourvoir, soit en remplaçant dans un court délai, le membre librement nommé par lui, par une autre personne particulièrement qualifiée, soit en adjoignant à la Commission existante un membre supplémentaire de son choix. L'attitude prise à ce sujet par un Etat contractant dicterait celle de son partenaire.

§IV. Tous différends entre les Etats contractants de quelque nature qu'ils soient, qui n'auraient pu être résolus par les procédés diplomatiques ordinaires, devront être soumis à une Commission de conciliation, à moins que les parties en litige ne se soient engagées par convention ou par compromis à porter le différend directement devant une juridiction arbitrale ou judiciaire.

§V. La Commission de conciliation peut dans chaque cas particulier entrer en fonction, lorsqu'elle aura été saisie par voie de requête émanant de l'une ou l'autre des parties intéressées et adressée au Président.

Après un examen impartial et consciencieux des questions en litige, tant sur les points de fait que sur les prétentions éventuelles des Parties, elle s'emploiera uniquement à amener entre les Parties une conciliation complète et définitive.

Un rapport, signé par la majorité des Commissaires et contenant, le cas échéant, les termes de l'arrangement proposé, sera confidentiellement communiqué aux Parties avec l'invitation de se prononcer dans un délai déterminé. L'exposé des faits, les considérations juridiques et l'accord suggéré aux Parties n'auront ni dans leur ensemble, ni séparément, à l'égard de celles-ci, le caractère d'une sentence obligatoire.

A la fin de ses travaux, la Commission dressera un procès-verbal constatant simplement, soit que les Parties se sont arrangées, auquel cas les conditions de l'arrangement y seront incorporées, soit que les Parties n'ont pu être conciliées.

Aucune publicité ne sera donnée soit à l'ensemble des travaux de la Commission, soit au rapport, soit au procès-verbal, autrement qu'en vertu d'une décision prise par la Commission avec l'assentiment des Parties.

§VI. La Commission est libre de régler elle-même la procédure en tenant compte, à fin d'enquête, des dispositions du Titre III de la Convention de La Haye de 1907.

Les Parties sont tenues de faciliter de toute façon les travaux de la Commission, et à cet effet, elles doivent :

a) s'abstenir, même à titre de représailles, de toute mesure coercitive ou vexatoire dès que l'une d'elles aura saisi le président ;

b) cesser toute mesure analogue déjà commencée et en général ne faire aucun acte pouvant compromettre le succès des efforts de la Commission en vue de la conciliation.

*

(2 septembre 1927)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session de Lausanne – 1927

Procédure arbitrale

(Rapporteurs : MM. Francisco L. de La Barra et André Mercier)

I.

L'Institut constate que le "Projet de règlement pour la procédure arbitrale", de 1875, a ouvert la voie à la procédure arbitrale telle qu'elle s'est développée depuis cette époque, - que ses principales règles ont reçu la consécration du droit positif et que son premier but a été ainsi atteint. Mais, considérant que les progrès continus de l'arbitrage appellent le développement des règles de droit formel, il décide de poursuivre l'œuvre commencée et d'entreprendre l'élaboration d'un code de procédure internationale.

II.

L'Institut constate que sa recommandation, faite en 1877, d'insérer dans les traités une clause compromissoire stipulant le recours à la voie de l'arbitrage en cas de contestation sur l'interprétation et l'application de ces traités, a trouvé un accueil très favorable auprès des Etats. Mais, considérant que le principe de l'arbitrage obligatoire, intégral et inconditionné, n'est pas encore consacré, l'Institut maintient et renouvelle sa recommandation instante aux Etats, qui ne seraient pas encore liés par des conventions de conciliation et de règlement judiciaire obligatoire d'insérer dans leurs traités une telle clause stipulant le recours à une procédure juridictionnelle internationale en cas de contestation sur l'interprétation et l'application de ces traités.

III.

L'Institut, voyant dans l'institution de la Cour permanente de Justice internationale la réalisation du vœu émis par lui à Christiania, en 1912, estime que sa Résolution a atteint son but.

IV.

L'Institut considérant que la Résolution votée par lui à Edimbourg en 1904, au sujet du recours à l'intervention de la Cour permanente d'Arbitrage, est devenue trop limitative et ne correspond plus aux nécessités actuelles, estime ne pas devoir maintenir cette Résolution.

V.

L'Institut, considérant qu'il y a une lacune grave dans l'organisation judiciaire internationale au point de vue de la protection des intérêts privés, considérés sur le plan international, et que des progrès doivent être réalisés, par étapes, dans ce domaine, estime nécessaire de faire une étude de ce problème et de l'inscrire à l'ordre de ses travaux.

*

(2 septembre 1927)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session de Lausanne – 1927

Détermination de la loi qui doit régir les formes des actes juridiques

(Rapporteur : Baron Albéric Rolin)

I. La maxime *locus regit actum* est encore généralement admise.

II. Elle s'applique, non seulement à la forme de l'écrit destiné à faire preuve d'un acte ou d'un fait juridique, mais aussi à la forme de l'acte juridique lui-même, lorsque celui-ci n'est valable qu'à la condition d'avoir été fait dans une forme déterminée.

III. Elle ne s'applique pas et ne doit pas s'appliquer aux formes habilitantes.

IV. Elle est impérative en ce qui touche les actes authentiques, et facultative en ce qui concerne les actes sous seing privé.

La loi du lieu de l'acte détermine souverainement les formes de l'authenticité. Sont exceptés de cette règle, les actes passés par les consuls ou agents diplomatiques.

V. La loi qui régit l'acte en sa substance peut dispenser expressément de l'authenticité requise par la loi du lieu de l'acte.

VI. La loi qui régit l'acte dans sa substance peut imposer, mais seulement par une disposition expresse, l'authenticité, même s'il est accompli en pays étranger où la forme authentique n'est point requise.

VII. La loi du lieu de l'acte ne peut dispenser de l'observation des formalités prescrites par la loi du lieu de la situation d'un immeuble pour la transmission de la propriété ou d'un droit réel sur cet immeuble.

VIII. Elle ne dispense pas davantage de l'observation des formalités prescrites pour la transmission de la propriété d'un objet déterminé *in specie,* par les lois du pays où cet objet se trouve au moment de l'acte.

IX. La loi du lieu de la reconnaissance d'un enfant naturel détermine les formes de celle-ci, lorsque d'après sa loi nationale elle peut avoir lieu dans l'acte de naissance ou par un acte authentique séparé.

X. Si d'après la loi compétente, la légitimation résulte du mariage subséquent, la *lex loci actus* en détermine les formes.

Il en est de même dans le cas où la légitimation peut résulter d'un acte de l'autorité.

XI. Si d'après la loi compétente, l'adoption implique un acte de l'autorité, la *lex loci actus* en détermine les formes. Si d'après cette loi, l'adoption peut résulter d'un acte libre, la forme de cet acte est soumise à la règle formulée par l'article VI.

*

(2 septembre 1927)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session de Lausanne – 1927

Conflits de lois en matière contractuelle, spécialement la détermination de la loi applicable à titre impératif

(Rapporteur : Baron Boris Nolde)

L'Institut,

Après avoir constaté que la profondeur des divergences de vue persistant sur l'objet de la XXI[e] Commission, démontre que la question n'est pas suffisamment mûre pour recevoir une solution immédiate, rend hommage aux efforts du rapporteur et au zèle de ses collaborateurs et renonce à poursuivre cette discussion tout en se réservant de la reprendre en sous-œuvre au moment opportun et en se plaçant à un autre point de vue.

*

(29 août 1927)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session de Lausanne – 1927

Des conflits de lois en matière de chèque

(Rapporteurs : MM. Charles Lyon-Caen et J.P. Niboyet)

L'Institut,

Considérant qu'il convient de compléter le règlement international sur les conflits de lois en matière de change et de billets à ordre, voté à la session de Bruxelles de 1885, par quelques règles spéciales aux conflits en matière de chèque, adopte les Résolutions suivantes :

1. Les conditions de forme du chèque sont déterminées par la loi du pays où il est émis. Toutefois, le chèque est valable, s'il satisfait aux conditions de forme requises par la loi du pays où il est payable.

2. La loi du pays du paiement du chèque détermine si la propriété de la provision continue d'appartenir au tireur ou est transmise de plein droit au bénéficiaire et aux porteurs successifs.

3. La loi du pays où le chèque est payable détermine :

a) Sur quelles personnes le chèque peut être tiré ;

b) Si le chèque est nécessairement à vue ou peut être à un certain délai de vue ;

c) Dans quel délai il doit être présenté au paiement ;

d) Si le tireur peut faire opposition au paiement et à partir de quel moment cette opposition peut être formée, notamment en cas de perte ou de vol ;

e) Si le chèque peut être barré et quels effets sont attachés au barrement ;

f) Si le chèque peut être certifié et quels sont les effets de la certification ;

g) Si l'acceptation du chèque par le tiré doit être ou non considérée comme non écrite.

Vœu

L'Institut, considérant qu'il n'est pas possible de résoudre, par l'élaboration d'une règle commune de solution des conflits, les difficultés inhérentes aux formalités à remplir pour obtenir un nouveau titre, en cas de perte ou de vol, émet le vœu que cette matière soit résolue par voie de convention d'unification du droit.

*

(31 août 1927)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session de Lausanne – 1927

Détermination de la loi qui doit régir les formes des actes juridiques

(Rapporteur : Baron Albéric Rolin)

I. La maxime *locus regit actum* est encore généralement admise.

II. Elle s'applique, non seulement à la forme de l'écrit destiné à faire preuve d'un acte ou d'un fait juridique, mais aussi à la forme de l'acte juridique lui-même, lorsque celui-ci n'est valable qu'à la condition d'avoir été fait dans une forme déterminée.

III. Elle ne s'applique pas et ne doit pas s'appliquer aux formes habilitantes.

IV. Elle est impérative en ce qui touche les actes authentiques, et facultative en ce qui concerne les actes sous seing privé.

La loi du lieu de l'acte détermine souverainement les formes de l'authenticité. Sont exceptés de cette règle, les actes passés par les consuls ou agents diplomatiques.

V. La loi qui régit l'acte en sa substance peut dispenser expressément de l'authenticité requise par la loi du lieu de l'acte.

VI. La loi qui régit l'acte dans sa substance peut imposer, mais seulement par une disposition expresse, l'authenticité, même s'il est accompli en pays étranger où la forme authentique n'est point requise.

VII. La loi du lieu de l'acte ne peut dispenser de l'observation des formalités prescrites par la loi du lieu de la situation d'un immeuble pour la transmission de la propriété ou d'un droit réel sur cet immeuble.

VIII. Elle ne dispense pas davantage de l'observation des formalités prescrites pour la transmission de la propriété d'un objet déterminé *in specie,* par les lois du pays où cet objet se trouve au moment de l'acte.

IX. La loi du lieu de la reconnaissance d'un enfant naturel détermine les formes de celle-ci, lorsque d'après sa loi nationale elle peut avoir lieu dans l'acte de naissance ou par un acte authentique séparé.

X. Si d'après la loi compétente, la légitimation résulte du mariage subséquent, la *lex loci actus* en détermine les formes.

Il en est de même dans le cas où la légitimation peut résulter d'un acte de l'autorité.

XI. Si d'après la loi compétente, l'adoption implique un acte de l'autorité, la *lex loci actus* en détermine les formes. Si d'après cette loi, l'adoption peut résulter d'un acte libre, la forme de cet acte est soumise à la règle formulée par l'article VI.

*

(2 septembre 1927)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session de Stockholm – 1928

La nationalité

(Rapporteurs : MM. Ch. L. Aug. Axel de Reuterskjöld et Scipione Gemma)

L'Institut,

Réservant, quant à présent, l'examen des principes et règles sur la nationalité, posés par l'Institut dans les sessions de Cambridge en 1895 et de Venise en 1896 ;

Considérant que, depuis ce moment, de nouvelles questions se sont posées, qui en elles-mêmes appellent une solution ;

Déclare adopter les Résolutions suivantes :

Article premier

Nul Etat ne doit appliquer, pour l'acquisition et la perte de sa nationalité, des règles qui auraient pour conséquences la double nationalité ou l'absence de nationalité, si les autres Etats acceptaient les mêmes règles.

Article 2

Nul individu ne peut perdre sa nationalité sans acquérir une nationalité étrangère.

Article 3

Nul individu ne peut acquérir, par naturalisation, une nationalité étrangère, tant qu'il réside dans le pays dont il possède la nationalité.

Un individu ne peut acquérir, par naturalisation, une nationalité étrangère, que s'il en fait la demande.

L'Etat de la résidence peut néanmoins imposer sa nationalité, à l'expiration d'un certain délai, fixé autant que possible par une convention, et sous réserve d'un droit d'option.

Article 4

La législation du pays dont une femme qui se marie avec un étranger possède la nationalité, doit lui permettre de la conserver tant qu'elle n'a pas acquis la nationalité du mari.

Lorsque la loi du pays du mari donne à la femme sa nationalité, la loi du pays de la femme ne peut maintenir celle-ci dans sa nationalité d'origine qu'à la double condition :

1° Que les époux résident dans le pays de la femme ;

2° Que la femme en manifeste la volonté expresse.

Article 5

Dans le cas où la législation d'un Etat confère à la femme la nationalité de son mari par le seul fait du mariage, cette législation peut néanmoins refuser cet effet pour des raisons de police générale.

Article 6

Si les époux n'ont pas la même nationalité, et dans la mesure où l'enfant suit la nationalité de ses parents, il prend la nationalité de sa mère, lorsque :

1° Le père a abandonné la mère avant la naissance de l'enfant ;

2° L'enfant est né dans le pays dont la mère a, depuis le mariage, conservé ou recouvré la nationalité, sous réserve dans ce cas d'un droit d'option pour la nationalité du père.

Vœu annexe

L'Institut de Droit international exprime le vœu que, dans leur législation sur la nationalité, les Etats respectent et maintiennent l'unité de la famille autant que le permettent les circonstances.

*

(28 août 1928)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session de Stockholm – 1928

Règlement sur le régime des navires de mer et de leurs équipages dans les ports étrangers en temps de paix

(Rapporteur : M. Gilbert Gidel)

Dispositions générales

Article premier

Les dispositions du présent Règlement sont applicables aux ports maritimes et aux mouillages compris dans les surfaces maritimes faisant partie de la mer territoriale.

Sont considérés comme ports maritimes, au sens du présent règlement, les ports fréquentés normalement par les navires de mer et servant au commerce extérieur.

Article 2

Lesdits ports et mouillages sont placés sous la souveraineté de l'Etat riverain.

Article 3

En règle générale, l'accès des ports et des autres portions de la mer spécifiées dans l'article premier est ouvert aux navires étrangers.

Exceptionnellement et pour un terme aussi limité que possible, un Etat peut suspendre cet accès par des mesures particulières ou générales qu'il serait obligé de prendre, en cas d'événements graves intéressant la sûreté de l'Etat ou la santé publique. Cette faculté n'est pas exclue par l'existence de dispositions conventionnelles garantissant, d'une manière générale, le libre accès desdits ports ou lieux de mouillage.

L'entrée des ports peut encore être refusée à un pavillon en particulier, par mesure de représailles.

Article 4

L'Etat a le droit d'interdire aux navires, sans distinction de pavillon, l'accès des ports exclusivement militaires ou sièges d'arsenaux et installations destinés à la construction et à l'armement de ses forces navales.

Article 5

En cas de relâche forcée, l'entrée d'un port ne peut être refusée au navire en détresse, alors même que ce port serait fermé par application des dispositions ci-dessus.

Le navire en relâche doit se conformer aux conditions qui lui sont imposées par l'autorité territoriale ; néanmoins, ces conditions ne peuvent pas être de nature à paralyser par leur rigueur excessive l'exercice du droit de relâche forcée.

Article 6

Les autorités territoriales doivent aide et assistance aux navires étrangers naufragés sur leurs côtes ; elles doivent assurer le respect de la propriété privée, aviser le consulat des naufragés, assister les agents de ce consulat dans leur action, dès qu'ils interviennent.

L'action des autorités consulaires de l'Etat du pavillon du navire naufragé ne peut s'exercer que dans la mesure où elle est compatible avec la législation en vigueur dans l'Etat territorial et, s'il y a lieu, conformément aux conventions.

Il est à désirer que les Etats n'exigent que le remboursement des frais utilement exposés.

Article 7

L'Etat riverain a le droit :

1° De régler les conditions d'entrée et de séjour auxquelles devront se conformer les navires qui fréquentent les surfaces maritimes mentionnées à l'article premier ;

2° D'organiser sous un régime autre que celui de la libre concurrence certains services relatifs à la navigation et au commerce maritimes ;

3° D'établir, sous des sanctions pénales, des règlements ne dépassant pas les nécessités, concernant la navigation, l'ordre, la sûreté, la santé publique et la police ;

4° D'imposer des charges fiscales de diverses natures, et notamment des droits de douane, et des redevances ayant le caractère de rétributions et destinées exclusivement à couvrir d'une manière équitable les frais d'entretien ou d'amélioration du port et de ses accès ou installations. Ces redevances sont calculées sur lesdits frais et dépenses et le tarif en est affiché dans les ports.

Les navires sont tenus de se soumettre aux mesures nécessaires pour assurer la fixation et la perception des droits et redevances auxquels ils sont astreints.

Tous les droits et taxes pour l'utilisation des ports maritimes doivent être dûment publiés avant leur mise en vigueur. Il en est de même pour les règlements de police et d'exploitation. Dans chaque port maritime l'administration du port tient à la disposition des intéressés un recueil des droits et taxes en vigueur, ainsi que des règlements de police et d'exploitation.

Article 8

Les embarcations dépendant des navires suivent la condition juridique des navires auxquels elles appartiennent.

CHAPITRE II

NAVIRES EFFECTUANT UN SERVICE GOUVERNEMENTAL ET NON COMMERCIAL

Article 9

Les navires effectuant un service gouvernemental et non commercial sont :

1° Les bâtiments militaires, c'est-à-dire les bâtiments employés comme éléments de la force militaire de l'Etat ;

2° Les bâtiments employés à un service public civil.

Section I - Bâtiments militaires

Article 10

Sont considérés comme bâtiments militaires :

1° Les navires de guerre, c'est-à-dire tous bâtiments sous le commandement d'un officier de la marine de l'Etat, montés par un équipage de la marine militaire et autorisés à porter le pavillon et la flamme de la marine militaire ou tous signes extérieurs distinctifs prescrits par les règlements nationaux ;

2° Les navires auxiliaires de toute sorte placés sous l'autorité directe, le contrôle immédiat et la responsabilité de la Puissance de la force militaire de laquelle ils constituent des éléments.

Font partie de cette catégorie les navires-hôpitaux militaires.

Article 11

Les navires étrangers employés au transport ou au service des chefs d'Etat ou des représentants diplomatiques ont droit à l'assimilation avec les bâtiments militaires, à la condition qu'ils appartiennent à la catégorie des yachts d'Etat ou qu'ils soient mis exclusivement à la disposition desdits chefs d'Etat ou représentants diplomatiques.

Article 12

A moins de dispositions contraires, les ports sont ouverts aux bâtiments militaires étrangers, à charge par ceux-ci d'observer strictement, pour leur entrée et leur séjour, les conditions sous lesquelles ils sont admis.

Article 13

Le commandant d'un bâtiment militaire étranger qui se propose de mouiller dans une rade ou dans un port, en demande préalablement l'autorisation aux autorités locales en indiquant ses motifs, et n'entre qu'après avoir reçu une réponse affirmative.

De justes causes, dont l'autorité territoriale est juge souverain, pourraient motiver un refus d'admission ou une invitation au départ.

Article 14

Le bâtiment militaire étranger qui entre dans un port doit se conformer au cérémonial consacré par les traités ou les usages.

Article 15

Les bâtiments militaires étrangers admis dans les ports doivent respecter les lois et les règlements locaux, notamment ceux qui concernent la navigation, le stationnement et la police sanitaire.

En cas de contravention grave et persistante, le commandant, après avis officieux resté sans effet, pourrait être invité à reprendre la mer.

Il en serait de même si les autorités locales jugeaient que la présence du navire était une cause de désordre ou de danger pour la sûreté de l'Etat.

Article 16

Les bâtiments militaires admis dans un port étranger restent soumis à l'action de la Puissance dont ils relèvent, sans que les pouvoirs locaux puissent faire d'actes d'autorité à bord de ces navires ni exercer de juridiction sur les personnes qui s'y trouvent, sauf les cas expressément prévus dans le présent règlement.

Les relations officielles entre les commandants et officiers de ces navires et les autorités territoriales ont lieu en suivant la voie administrative et, au besoin, la voie diplomatique.

Article 17

Les agents des douanes doivent s'abstenir de visites à bord des bâtiments militaires étrangers et se borner à une surveillance extérieure.

Article 18

Les crimes et délits commis à bord des bâtiments militaires, soit par les gens de l'équipage, soit par toutes autres personnes se trouvant à bord, sont soustraits à l'exercice de la compétence des tribunaux de l'Etat du port, aussi longtemps que le bâtiment s'y trouve, quelle que soit la nationalité des auteurs ou des victimes.

Toutefois, si le commandant livre le délinquant à l'autorité territoriale, celle-ci recouvre l'exercice de sa compétence normale.

Article 19

Lorsque des désordres se produisent sur le navire et que le commandant demande, pour les réprimer, le concours de l'autorité territoriale, celle-ci doit aviser de cette demande le représentant de l'Etat dont le navire porte régulièrement le pavillon, lui communiquer les mesures éventuellement prises et se concerter avec lui, autant que possible, sur les mesures à prendre. En cas d'urgence, l'autorité territoriale agit d'office.

Si l'ordre est compromis en dehors du bord, l'autorité territoriale prend d'office les mesures nécessaires, à charge d'en donner avis comme il vient d'être dit.

Article 20

Si des gens du bord, se trouvant à terre, commettent des infractions aux lois du pays, ils peuvent être arrêtés par les agents de l'autorité territoriale et déférés à la justice locale. Avis de l'arrestation doit être donné au commandant du navire, qui ne peut exiger qu'ils lui soient remis.

Si les délinquants, n'étant point arrêtés, ont rejoint le bord, l'autorité territoriale ne peut pas les y saisir, mais seulement demander qu'ils soient déférés aux tribunaux compétents d'après la loi du pavillon et qu'avis lui soit donné du résultat des poursuites.

Si des gens du bord, se trouvant à terre en service commandé, soit individuellement, soit collectivement, sont inculpés de délit ou de crime commis à terre, l'autorité territoriale peut procéder à leur arrestation, mais elle doit les livrer au commandant sur la demande de celui-ci.

L'autorité territoriale doit, lors de la remise des délinquants, faire suivre les procès-verbaux constatant les faits ; elle a le droit de demander qu'ils soient poursuivis devant les autorités compétentes et qu'avis lui soit donné du résultat des poursuites.

Article 21

Le commandant ne doit pas donner asile à des personnes poursuivies ou condamnées pour délits ou crimes de droit commun, ni aux déserteurs appartenant à l'armée de terre ou de mer de l'Etat territorial ou à un bâtiment, militaire ou non, mouillé dans les mêmes eaux.

S'il reçoit à son bord des réfugiés politiques, il faut que cette situation soit nettement établie, et qu'il les y admette dans des conditions telles que cet acte ne constitue pas de sa part un secours donné à l'une des parties en lutte, au préjudice de l'autre.

Il ne peut débarquer ces réfugiés sur une autre partie du territoire de l'Etat dans les eaux duquel il les a reçus à son bord, ni si près de ce territoire qu'ils y puissent retourner sans difficulté.

Article 22

Les personnes qui se seraient réfugiées à bord, à l'insu du commandant, peuvent être livrées ou expulsées.

Article 23

Quelle que soit la situation des personnes qui se trouvent à bord d'un bâtiment militaire, et alors même qu'elles y ont été reçues à tort, on ne peut, en cas de refus du commandant de les livrer, recourir à la force pour assurer leur remise ou pour pratiquer, à cette fin, des visites ou perquisitions.

Il en serait de même pour la livraison d'effets se trouvant à bord et qui feraient l'objet de réclamations.

Article 24

Les déserteurs du navire arrêtés à terre doivent être remis à l'autorité du bord.

Si le navire est parti, ils doivent être mis à la disposition des représentants de cette autorité et retenus aux frais de l'Etat au service duquel le navire se trouve, pendant deux mois au plus, à compter de la notification de l'arrestation aux autorités de l'Etat du pavillon ; si, à l'expiration de ce délai, la remise des détenus n'a pas été demandée, ils sont élargis et ne peuvent pas être arrêtés de nouveau pour la même cause.

Le refus de l'autorité territoriale de mettre en état d'arrestation des marins déserteurs, sur la demande des officiers du bord, peut donner lieu à des réclamations diplomatiques, mais n'autorise point ces officiers à faire procéder directement à l'arrestation par des hommes de leur équipage ou, à leur requête directe, par des agents de l'autorité territoriale.

Article 25

Les différends susceptibles de surgir à l'occasion des obligations contractées à titre privé par des hommes du bord peuvent être du ressort des juridictions compétentes de l'Etat du port, sans que, toutefois, les personnes régulièrement portées sur le rôle d'équipage puissent être atteintes par des exécutions personnelles, telles que la contrainte par corps, et être ainsi distraites du service du bord.

Article 26

Les bâtiments militaires ne peuvent pas être l'objet de saisie, d'arrêt ou de détention par une mesure de justice quelconque ni d'aucune procédure judiciaire *in rem.*

Toutefois, les intéressés ont le droit de porter leurs réclamations devant les tribunaux compétents de l'Etat dont ces bâtiments battent régulièrement pavillon, sans que cet Etat puisse se prévaloir de son immunité :

1° Pour les actions du chef d'abordage ou d'autres accidents de navigation ;

2° Pour les actions du chef d'assistance, de sauvetage et d'avaries communes ;

3° Pour les actions du chef de réparations, fournitures et autres contrats relatifs au navire.

Section II - Bâtiments employés à un service public civil

Article 27

Les bâtiments employés à un service public civil ne bénéficient pas, en règle générale, et sous réserve des dispositions conventionnelles, des immunités reconnues par le présent Règlement aux bâtiments militaires.

Toutefois, ces bâtiments, s'ils sont exclusivement affectés à un service public civil, ne peuvent pas être l'objet de saisie, d'arrêt ou de détention par une mesure de justice quelconque ni par aucune procédure judiciaire *in rem.*

Dans ce cas, l'Etat au service public duquel le navire se trouve, en est responsable.

Article 28

Les navires régulièrement affectés par l'Etat aux transports postaux bénéficient des exemptions visées à l'alinéa 2 de l'article précédent dans les ports entre lesquels ils ont l'obligation d'effectuer leur service.

CHAPITRE III

BÂTIMENTS EFFECTUANT UN SERVICE DE COMMERCE

Section I - Bâtiments de propriété privée

Article 29

Les navires de commerce étrangers dans un port y sont placés sous la protection de l'autorité territoriale. Ils sont soumis, en règle générale et sauf les dérogations consacrées par les articles suivants, aux lois de police et à toutes les dispositions réglementaires en vigueur dans le port où ils sont reçus.

L'expression "navires de commerce" comprend également les navires de plaisance, autres que les yachts d'Etat.

Article 30

Ils doivent acquitter les droits, taxes, redevances et contributions légalement réclamés, en se soumettant aux règles établies par la loi territoriale pour en assurer le recouvrement, sans que, pour l'accomplissement régulier et normal de ces formalités, les agents de l'autorité territoriale aient à recourir à l'intervention des consuls ou autres agents de l'Etat dont le navire bat régulièrement pavillon.

Le capitaine, dans l'accomplissement des formalités qu'il est tenu de remplir, doit se faire assister par les agents commissionnés dans les pays où la loi en a institué à cet effet avec un droit exclusif.

Article 31

Les consuls, vice-consuls et agents consulaires peuvent prêter toute assistance aux navires et aux officiers et hommes du bord, dans les termes prévus par la législation du pavillon et, en tant qu'il ne s'agit pas d'un acte déjà impliqué par l'admission du consul, dans les limites où le leur permet la législation du pays de stationnement.

Article 32

Le régime auquel sont soumis les navires étrangers dans un port doit être le même en principe que celui des navires nationaux.

Article 33

Tout navire étranger, par le seul fait qu'il se trouve dans un port ou une portion de la mer placée sous le même régime, est soumis à la juridiction de l'Etat riverain tant en ce qui concerne les faits délictueux commis à bord que ceux qui ont été commis à terre par des gens de son équipage.

Article 34

Les faits commis à bord des navires étrangers dans un port, qui ne constituent que des infractions à la discipline et aux devoirs professionnels du marin, ne relèvent que de la justice nationale du bord.

Il y a lieu à intervention de l'autorité territoriale toutes les fois que son concours est régulièrement réclamé ou que le fait commis est de nature à troubler la tranquillité du port.

Article 35

Lorsque des poursuites sont dirigées contre un homme du bord par l'autorité territoriale, avis doit en être immédiatement donné à l'autorité consulaire de l'Etat étranger dans l'arrondissement de laquelle se trouve le navire.

L'autorité territoriale peut, à l'occasion de ces poursuites, procéder sur le navire à toutes investigations, constatations, instructions et arrestations.

S'il y a à proximité un agent de l'Etat dont le navire bat régulièrement pavillon, il doit être averti à l'avance des descentes qui doivent avoir lieu à bord, avec indication de l'heure où elles se feront, et invitation d'y assister, s'il le juge convenable, personnellement ou par un délégué mis à même de justifier de cette délégation, sans que son absence puisse apporter un empêchement quelconque aux opérations judiciaires.

Article 36

Lorsque des faits délictueux ayant été commis dans un port par des gens du bord, le navire prend la fuite pour soustraire les délinquants aux actions dirigées contre eux à raison de ces faits, la poursuite est autorisée dans les conditions prévues à l'article 13 du Règlement de l'Institut sur le régime de la mer territoriale.

Article 37

Les passagers se trouvant à bord de navires mouillés dans un port étranger sont assimilés, au point de vue des poursuites pénales, aux personnes de même nationalité dans l'Etat où les poursuites sont exercées.

En cas de poursuite, les autorités consulaires de l'Etat du pavillon sont avisées.

Article 38

Les différends d'ordre civil, entre les personnes faisant partie du personnel du bord, ou entre elles et le capitaine, ou entre gens du bord de divers bâtiments battant pavillon d'un même Etat dans le même port, à raison de rapports juridiques concernant exclusivement la navigation, ne sont pas de la compétence de l'autorité territoriale, quelle que soit la nationalité de ces personnes.

Article 39

Les différends d'ordre civil entre des personnes ne faisant pas partie de l'équipage et le capitaine ou des membres de l'équipage sont jugés d'après les règles de compétence du droit commun.

Les contestations qui peuvent naître à l'occasion du règlement des frais et dépenses dans un port à la charge d'un navire étranger qui y est entré, soit volontairement, soit en relâche forcée, sont de la compétence du juge territorial.

La compétence en matière de procès nés à la suite d'abordage est réglée conformément aux conventions existantes ou, à défaut, conformément aux Résolutions de l'Institut de Droit international sur les conflits de loi en matière d'abordage maritime.

Article 40

Il n'est pas permis au capitaine d'un navire de commerce, dans un port étranger, d'embarquer aucun individu, fût-il un de ses nationaux, qui, pour se soustraire aux conséquences de la violation des lois auxquelles il était soumis à raison de sa résidence dans l'Etat territorial, chercherait un refuge sur ce navire. Les personnes se trouvant à bord dans cette situation ou dans celle de l'article 33 et qui seraient réclamées par l'autorité territoriale, doivent lui être remises. Sinon, cette autorité est en droit, après avis préalablement donné au consul, de procéder à l'arrestation de ces personnes sur le navire.

Article 41

Les déserteurs de navires de commerce étrangers arrêtés à terre doivent être remis à l'autorité du bord, à l'exception toutefois des déserteurs ressortissants de l'Etat où se trouve le navire, à l'égard desquels l'autorité territoriale conserve pleine liberté d'action.

Article 42

Les navires de commerce dans un port étranger sont soumis à arrêt, saisie et détention par décision de justice, pour faits de commerce et pour dettes, en exécution des lois territoriales.

Toutefois, il est désirable que les lois prohibent la saisie des navires étrangers, lorsqu'ils sont prêts à prendre la mer, si ce n'est à raison de dettes contractées pour le voyage qu'ils vont faire. En toute hypothèse, le cautionnement des dettes doit dispenser de l'arrêt, de la saisie et de la détention.

Les officiers ministériels et agents d'exécution sont autorisés à signifier toutes notifications et à faire tous actes d'exécution sur les navires étrangers, en se conformant aux lois de procédure applicables aux navires nationaux, et sans qu'il soit indispensable de recourir à l'intervention des consuls ou agents commerciaux, même présents, de l'Etat du pavillon.

Article 43

Les officiers publics, officiers de l'état civil, notaires et autres, requis pour procéder à des actes de leurs fonctions ou de leur ministère sur des navires étrangers ancrés dans un port, sont tenus de prêter leur ministère dans la mesure où cette obligation existe pour eux d'après les lois, règles professionnelles et usages, au profit de nationaux du pays où se trouve le navire. Leurs actes, reçus en la forme et dans les conditions réglementaires d'après la loi locale, ont le même effet et la même valeur que s'ils avaient été faits par ces officiers publics à terre dans l'étendue de leurs circonscriptions territoriales.

Section II - Bâtiments propriété d'Etat ou affrétés en totalité ou réquisitionnés par l'Etat

Article 44

Sous réserve des dispositions des lois nationales de l'Etat de séjour et des conventions internationales existantes ou à intervenir, les bâtiments propriété d'Etat ou loués ou affrétés en totalité ou réquisitionnés par l'Etat et effectuant un service commercial, sont soumis dans les ports étrangers à un régime juridique identique à celui des bâtiments de propriété privée effectuant un service commercial et non gouvernemental.

Les bâtiments propriété d'Etat effectuant un service commercial peuvent être saisis, arrêtés ou détenus à raison des dettes de l'Etat se rattachant à ce service.

Article 45

Les bâtiments propriété de collectivités publiques ou affrétés par elles et effectuant un service commercial sont assimilés, quant à leur régime juridique, dans les cas visés par le présent règlement, aux bâtiments propriété d'Etat ou loués ou affrétés en totalité ou réquisitionnés par eux et effectuant un service commercial.

CHAPITRE IV

Article 46

Tous les différends qui peuvent surgir à propos de l'interprétation ou de l'application du présent Règlement, sont susceptibles d'être tranchés par les juridictions internationales et peuvent, en conséquence, être soumis à un arbitrage dans les conditions déterminées par les conventions existantes entre parties. A défaut de semblables conventions, chacun des Etats intéressés est en droit de porter le différend devant la Cour permanente de Justice internationale.

*

(28 août 1928)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session de Stockholm – 1928

Projet de règlement relatif à la mer territoriale en temps de paix

(Rapporteurs : Sir Thomas Barclay, MM. L. Oppenheim, Theodor Niemeyer, Philip Marshall Brown et Alejandro Alvarez)

Article premier

Les Etats ont la souveraineté sur une zone de la mer qui baigne leurs côtes dans l'étendue et sous les restrictions déterminées ci-après. Cette zone porte le nom de mer territoriale.

Article 2

L'étendue de la mer territoriale est de trois milles marins.

Un usage international peut justifier la reconnaissance d'une étendue plus grande ou moins grande que trois milles.

Article 3

L'étendue de la mer territoriale se compte, des côtes, à partir de la laisse de la basse marée ; des ports, à partir de l'extrémité vers le large de leur ouvrage fixe le plus avancé ; pour les baies et les golfes appartenant au même Etat, à partir d'une droite tirée en travers de la partie la plus rapprochée de l'ouverture de la mer où l'écart entre les deux côtes n'excède pas dix milles marins, à moins qu'un usage international n'ait consacré une largeur plus grande.

Pour les baies dont les eaux baignent des territoires appartenant à deux ou plusieurs Etats, la mer territoriale suit les sinuosités des côtes.

Article 4

Les îles, situées soit en dehors, soit dans les limites de la mer territoriale, ont chacune une zone de mer territoriale propre.

Article 5

S'il s'agit d'un groupe d'îles appartenant à un même Etat, dont la distance de proche en proche à la périphérie du groupe ne dépasse pas la double mesure de la mer territoriale, ce groupe sera considéré comme un ensemble et l'étendue de la mer territoriale sera comptée à partir de la ligne qui joint les extrémités extérieures des îles.

Dans le cas d'un archipel, l'étendue de la mer territoriale sera comptée à partir des îles ou îlots les plus éloignés de la côte, à condition que cet archipel soit composé d'îles ou d'îlots dont la distance entre eux n'excède pas la double mesure de la mer territoriale et que les îles ou îlots les plus proches de la côte ne soient pas éloignés d'elle d'une distance supérieure à cette double mesure.

Article 6

Les navires de commerce ont le droit de passage inoffensif par la mer territoriale. Ils sont, toutefois, soumis aux lois et règlements de police et de navigation édictés par l'Etat côtier.

Les navires marchands qui enfreignent ces lois et règlements sont justiciables de la juridiction de cet Etat.

Article 7

Les crimes et délits commis à bord des navires de commerce de passage dans la mer territoriale ne tombent pas comme tels sous la juridiction de l'Etat riverain.

Par exception, les crimes et délits dont l'effet dépasse les bords du navire sont soumis à la juridiction pénale de l'Etat riverain en tant qu'ils sont de nature à troubler la tranquillité publique de ce pays et qu'ils constituent des faits punissables selon ses lois et que ses tribunaux sont compétents pour en connaître.

Article 8

Les actes juridiques accomplis à bord d'un navire de commerce de passage dans la mer territoriale ne sont pas, tant au point de vue civil qu'au point de vue commercial, soumis par là-même à la compétence judiciaire et législative de l'Etat riverain.

L'enfant né sur un navire de commerce de passage dans la mer territoriale doit être considéré comme né sur ce même navire en haute mer.

Article 9

La question de compétence judiciaire et législative en matière d'abordage dans les eaux territoriales est réservée.

Article 10

Le droit de passage comporte le droit de séjour dans la mesure strictement nécessaire à la navigation. En cas de prolongation forcée de séjour, le navire est soumis au même régime de compétence judiciaire et législative que s'il était simplement de passage.

Si le navire prolongeait son séjour au-delà du temps strictement nécessaire, l'Etat côtier pourrait revendiquer la compétence judiciaire et législative comme si le navire se trouvait dans l'un des ports de cet Etat.

Article 11

Le libre passage des navires de guerre peut être assujetti à des règles spéciales par l'Etat riverain.

Article 12

Dans une zone supplémentaire contiguë à la mer territoriale, l'Etat côtier peut prendre les mesures nécessaires à sa sécurité, au respect de sa neutralité, à la police sanitaire, douanière, et de la pêche. Il est compétent pour connaître, dans cette zone supplémentaire, des infractions aux lois et règlements concernant ces matières.

L'étendue de la zone supplémentaire ne peut dépasser neuf milles marins.

Article 13

La poursuite commencée par l'Etat riverain pour infraction à ses lois et règlements dans la mer territoriale ou dans la zone contiguë supplémentaire visée à l'article précédent, peut être continuée sur la haute mer et l'Etat riverain aura la faculté d'arrêter et de juger le navire poursuivi.

La poursuite est interrompue dès que le navire entre dans la mer territoriale de son pays ou d'une tierce Puissance.

En cas de capture en dehors de la mer territoriale ou de la zone contiguë, le fait sera notifié sans délai à l'Etat dont le navire capturé porte le pavillon.

Article 14

Le régime des détroits demeure réservé.

Article 15

Tous les différends qui peuvent surgir à propos de l'interprétation ou de l'application du présent Règlement sont susceptibles d'être tranchés par les juridictions internationales et peuvent en conséquence être soumis à un arbitrage dans les conditions déterminées par les conventions existantes entre Parties et, à défaut de semblables conventions, chacun des Etats intéressés est en droit de porter le différend devant la Cour permanente de Justice internationale.

*

(28 août 1928)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session de Stockholm - 1928

La loi pénale dans ses rapports avec le statut personnel

(Rapporteur : Baron Albéric Rolin)

I. La détermination de l'âge de la responsabilité pénale appartient exclusivement à la *lex fori.*

II. Lorsque l'existence ou la gravité de l'infraction dépend de la minorité ou de l'âge de la victime, cette minorité ou cette condition d'âge doit être déterminée d'après la *lex fori.*

III. Si l'existence ou la gravité de l'infraction dépend de certains rapports de famille de l'inculpé avec la victime ou avec un tiers, c'est d'après la loi indiquée par les règles du droit international privé que ces rapports doivent être appréciés.

IV. Le juge répressif doit pouvoir tenir compte du jugement civil qui a valablement statué sur l'état de l'inculpé étranger dans le pays de celui-ci, particulièrement lorsque la question d'état est préjudicielle à l'exercice de l'action publique dans le pays de la poursuite.

V. L'étranger inculpé peut être tenu pour responsable lors même qu'il aurait été interdit dans son pays pour cause de démence.

VI. Il est désirable qu'on puisse accorder un effet extra-territorial aux conséquences civiles des jugements répressifs, notamment dans la mesure où elles concernent certains droits civiques ou de famille ou encore les mesures de tutelle prises à l'égard du condamné à la condition que les incapacités qui en résultent ne se heurtent pas à l'ordre public du pays où l'on prétend s'en prévaloir.

Cette disposition ne vise pas certaines déchéances et incapacités spéciales, défenses d'exercer certaines fonctions ou professions, etc., résultant d'un jugement répressif prononcé contre l'intéressé même dans son propre pays.

*

(25 août 1928)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session de New York – 1929

Déclaration relative à la codification du droit international

(Rapporteurs : MM. Alejandro Alvarez et Albert de La Pradelle)

Au moment où la codification entreprise sous les auspices, en Amérique, de l'Union Panaméricaine, à Genève, de la S.D.N., entre dans une phase active,

L'Institut de Droit international, fondé il y a plus de cinquante ans, pour favoriser le progrès du Droit des Gens en travaillant à formuler les principes généraux de la science de manière à répondre à la conscience juridique du monde civilisé, et en donnant son concours à toute tentative sérieuse de codification graduelle et progressive du droit international,

Assure de sa sympathie le double effort mis sur les deux continents au service de la codification et, pour continuer à s'acquitter de la mission à lui dévolue par ses Statuts,

Déclare que :

1° La codification ne doit pas se limiter à formuler le Droit des Gens tel qu'il est, mais doit le développer tel qu'il doit être, suivant les règles que, dans l'évolution de la vie internationale, l'intérêt de l'humanité conseille et la morale et la justice commandent ;

2° L'œuvre de codification ne peut être réalisée que si la détermination de ces règles est tout d'abord entreprise par des organismes scientifiques, groupant des jurisconsultes de différentes nationalités, ce qui permet aux divers systèmes d'apparaître - prenant leurs Résolutions, non pas à l'unanimité, loi des conférences diplomatiques, mais à la majorité ;

3° L'exemple des Conférences de La Haye de 1899 et de 1907, en liaison avec les Résolutions de l'Institut américain de Droit international, le montre : l'œuvre de codification doit être précédée de cette préparation scientifique indépendante, elle-même appuyée sur l'observation, la jurisprudence et la doctrine ;

4° La détermination des règles du Droit des Gens doit s'accomplir en abordant toutes les parties de ce droit, sans se laisser guider par des considérations d'intérêt politique, mais par le sentiment de la maturité juridique des règles à la suite du progrès de la doctrine et de la jurisprudence ;

5° Cette détermination ne peut s'accomplir qu'en s'inspirant des principes généraux de droit et, plus précisément, des principes fondamentaux du Droit des Gens tels qu'ils se dégagent des conditions de la vie contemporaine et du progrès de l'esprit international.

En conséquence des déclarations qui précèdent,

L'Institut estime :

que ses décisions, depuis l'origine, peuvent être considérées comme autant de projets fragmentaires susceptibles, après la révision et les additions que le temps commande, de s'unir en un corps de règles, sous des principes déterminés, pour former un code soumis, à titre de suggestion, à l'approbation gouvernementale ;

que, pour continuer son concours aux tentatives actuelles de codification du droit international, l'Institut doit, tout en poursuivant l'examen des problèmes du Droit des Gens né des conditions nouvelles de la vie internationale, reprendre - ce qu'il a déjà commencé - ses Résolutions antérieures pour s'assurer de leur rigoureuse concordance avec ces mêmes conditions ;

que, pour procéder à cette révision et fixer l'orientation de ces travaux, l'Institut doit s'efforcer de dégager les principes fondamentaux qui résultent des conditions actuelles de la vie des peuples et du développement du sentiment de justice dans la conscience internationale ;

enfin, qu'au moment où les Etats entreprennent officiellement la grande oeuvre de la codification, il convient à l'Institut d'élaborer un plan indiquant toutes les matières qui doivent y être comprises suivant l'état actuel de la science.

*

(16 octobre 1929)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session de New York – 1929

Les immunités diplomatiques

(Rapporteur : M. David Jayne Hill)

L'Institut de Droit international,

Considérant que le Règlement de Cambridge de 1895 ne répond plus entièrement à l'évolution récente du Droit international relatif à la matière,

Adopte les règles suivantes :

Article premier

Les agents diplomatiques ont, dans l'intérêt de leurs fonctions, droit aux immunités énumérées au présent règlement.

Article 2

Sous réserve des distinctions établies par les articles suivants, ces immunités s'appliquent :

1° Au chef de mission ;

2° Aux membres de la mission officiellement reconnus comme tels.

Elles s'étendent :

1° Aux membres de leurs familles vivant sous le même toit ;

2° Aux personnes actuellement en service auprès du chef et des membres officiellement reconnus de la mission à condition qu'elles n'appartiennent pas à l'Etat auprès duquel la mission est accréditée.

Article 3

La renonciation aux immunités appartient au gouvernement au nom duquel la mission est exercée. Elle est constatée par la déclaration du chef de mission.

Les personnes auxquelles les immunités s'étendent ne peuvent l'opposer dès que l'agent qui les leur communique y renonce pour elles.

Article 4

Les immunités s'appliquent et s'étendent pendant tout le temps que leur titulaire passe en qualité officielle dans le pays où la mission s'exerce.

Elles dureront le temps nécessaire pour permettre à leur titulaire de gagner ou de quitter son poste, avec sa famille, les personnes à son service et ses effets.

En cas de guerre, le départ des agents diplomatiques s'effectue sous la protection des mêmes immunités.

Article 5

Les immunités s'exercent tant à l'aller qu'au retour dans les pays que l'agent diplomatique doit traverser, soit pour gagner ou quitter son poste, soit pour rentrer temporairement dans son pays d'origine.

Article 6

Les immunités comprennent :

1° L'inviolabilité personnelle ;

2° La franchise de l'hôtel ;

3° L'immunité de juridiction ;

4° L'exemption d'impôts.

Article 7

L'inviolabilité comprend, à l'égard des personnes énumérées à l'article 2, l'interdiction de toute contrainte, arrestation, extradition ou expulsion.

Article 8

L'hôtel du chef de mission est inviolable ; nul agent de l'autorité publique ne peut y pénétrer pour un acte de ses fonctions que du consentement du chef de mission ; l'hôtel est exempt de toute réquisition.

Le chef de mission peut avoir dans son hôtel une chapelle de son culte.

L'inviolabilité de l'hôtel s'étend à toute demeure où réside, même momentanément, le chef de la mission.

En aucun cas les équipages, les effets personnels, papiers, archives et correspondance du chef et des membres officiellement reconnus de la mission ne peuvent faire l'objet d'une perquisition ou d'une saisie.

Article 9

Le chef de mission, les membres de la mission officiellement reconnus comme tels et les membres de leurs familles vivant sous le même toit, ne perdent pas leur domicile antérieur.

Article 10

Il n'est pas permis d'imposer aux enfants des agents diplomatiques, nés à l'étranger au cours des fonctions de leurs parents, la nationalité que la loi locale leur attribuerait mais *jure soli*, ils peuvent en réclamer le bénéfice.

Article 11

Le chef et les membres officiellement reconnus de la mission sont exempts de toute juridiction territoriale ainsi que les personnes auxquelles l'immunité s'étend en vertu de l'article 2.

Article 12

L'immunité de juridiction ne peut être invoquée :

1° En matière d'actions réelles, y compris les actions possessoires, se rapportant à une chose, meuble ou immeuble, qui se trouve sur le territoire ;

2° En cas de demande reconventionnelle fondée sur un même rapport de droit et répondant à une action intentée par une personne jouissant de l'immunité diplomatique.

Article 13

L'immunité de juridiction ne peut être invoquée par l'agent diplomatique pour les actes concernant une activité professionnelle en dehors de ses fonctions.

Article 14

En cas de crime ou de délit contre l'ordre, la sécurité publique ou la sûreté de l'Etat, l'immunité de juridiction pénale subsiste, sans d'ailleurs qu'elle fasse obstacle aux mesures strictement nécessaires de protection ou de défense que pourrait être amené à prendre le gouvernement auprès duquel l'agent diplomatique est accrédité, ou celui du pays qu'il traverse ; les autorités compétentes peuvent, notamment, cerner l'hôtel, mais, hors le cas extrême d'urgence, aucune coercition directe ne peut être exercée contre la personne.

Les faits reprochés à l'agent incriminé devront être aussitôt portés à la connaissance de son gouvernement pour que celui-ci prenne les mesures appropriées.

Article 15

L'immunité de juridiction ne s'applique pas aux agents appartenant par leur nationalité au pays auprès du gouvernement duquel ils sont accrédités.

Article 16

L'immunité de juridiction survit aux fonctions, mais seulement quant aux faits qui se rattachent à l'exercice de ces fonctions.

Article 17

Les agents diplomatiques peuvent refuser de comparaître comme témoins devant une juridiction territoriale, à condition, s'ils en sont requis par la voie diplomatique, de donner leur témoignage, dans l'hôtel de la mission, à un magistrat du pays délégué près d'eux à cet effet.

Article 18

Le chef de la mission, le personnel officiellement reconnu comme tel, et les membres de leur famille vivant sous leur toit, sont exempts :

1° de tous impôts directs et taxes analogues, exception faite de ceux qui les frapperaient en raison de leurs propriétés immobilières ou de leurs activités personnelles ;

2° des droits de douane quant aux objets à leur usage particulier.

Article 19

L'hôtel de la mission est exempt de tous impôts et taxes, sauf le cas où il ne serait la propriété, ni de l'agent, ni de l'Etat que celui-ci représente.

*

(18 octobre 1929)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session de New York – 1929

Déclaration des droits internationaux de l'homme

(Rapporteur : M. André Mandelstam)

L'Institut de Droit international,

Considérant

que la conscience juridique du monde civilisé exige la reconnaissance à l'individu de droits soustraits à toute atteinte de la part de l'Etat ;

que les déclarations des droits, inscrites dans un grand nombre de constitutions et notamment dans les constitutions américaines et françaises de la fin du XVIIIe siècle, n'ont pas seulement statué pour le citoyen, mais pour l'homme ;

que le XIV^{e} amendement de la Constitution des Etats-Unis dispose qu' "aucun Etat ne privera quelque personne que ce soit de sa vie, sa liberté et sa propriété sans due procédure de droit, et ne déniera à quelque personne que ce soit dans sa juridiction l'égale protection des lois" ;

que la Cour Suprême des Etats-Unis a décidé, à l'unanimité, que des termes de cet amendement, il résulte qu'il s'applique dans la juridiction des Etats-Unis "à toute personne sans distinction de race, de couleur ou de nationalité, et que l'égale protection des lois est une garantie de la protection des lois égales" ;

qu'il importe d'étendre au monde entier la reconnaissance internationale des droits de l'homme ;

Proclame :

Article premier

Il est du devoir de tout Etat de reconnaître à tout individu le droit égal à la vie, à la liberté, et à la propriété, et d'accorder à tous, sur son territoire, pleine et entière protection de ce droit, sans distinction de nationalité, de sexe, de race, de langue ou de religion.

Article 2

Il est du devoir de tout Etat de reconnaître à tout individu le droit égal au libre exercice, tant public que privé, de toute foi, religion ou croyance, dont la pratique ne sera pas incompatible avec l'ordre public et les bonnes mœurs.

Article 3

Il est du devoir de tout Etat de reconnaître à tout individu le droit égal au libre usage de la langue de son choix et à l'enseignement de celle-ci.

Article 4

Aucun motif tiré, directement ou indirectement, de la différence de sexe, de race, de langue ou de religion n'autorise les Etats à refuser à aucun de leurs nationaux les droits privés et les droits publics, notamment l'admission aux établissements d'enseignement public, et l'exercice des différentes activités économiques, professions et industries.

Article 5

L'égalité prévue ne devra pas être nominale mais effective. Elle exclut toute discrimination directe ou indirecte.

Article 6

Aucun Etat n'aura le droit de retirer, sauf pour des motifs tirés de sa législation générale, sa nationalité à ceux que, pour des raisons de sexe, de race, de langue ou de religion il ne saurait priver des garanties prévues aux articles précédents.

*

(12 octobre 1929)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session de New York – 1929

Extension de l'arbitrage obligatoire

(Rapporteurs : MM. Eugène Borel et Nicolas Politis)

L'Institut de Droit international,

Confirmant les Résolutions et vœux précédemment formulés par lui en faveur de l'extension de l'arbitrage obligatoire et de la compétence obligatoire de la Cour permanente de Justice internationale ;

Constate avec satisfaction le nombre déjà si considérable :

des adhésions à la disposition consacrant la juridiction obligatoire de la Cour permanente de Justice internationale aux termes de l'article 36, alinéa 2 de son Statut ;

des traités et des clauses compromissoires qui assurent efficacement l'intervention de la justice internationale pour le règlement, soit des conflits d'ordre juridique, soit de tous conflits quelconques, venant à surgir entre les Puissances signataires ;

Constate avec satisfaction la conclusion du Traité de Paris, du 27 août 1928, du Traité général d'arbitrage interaméricain (Washington, 5 janvier 1929) et de l'Acte général de Genève, du 26 septembre 1928, Acte auquel, en peu de mois, trois Etats ont déjà adhéré et qui, entre autres, a le mérite de confier à la justice internationale l'interprétation et l'application des réserves par lesquelles l'acceptation de son intervention est encore limitée ;

Exprime le vœu : que les Etats qui n'ont pas encore adhéré à l'Acte général de Genève ni conclu, soit des conventions d'après les modèles adoptés par la neuvième Assemblée de la S.D.N., soit des accords équivalents, n'hésitent plus à le faire ; que les Etats, dans leurs conventions d'arbitrage, ainsi que dans les clauses compromissoires, signées par eux, conviennent de soumettre à la décision de la Cour permanente de Justice internationale toutes contestations entre eux au sujet, soit de la compétence du tribunal arbitral, soit d'un excès de pouvoir de ce dernier allégué par l'une des Parties ;

et décide de porter à l'ordre du jour de ses délibérations :

a) la détermination de l'étendue et des modalités de la compétence obligatoire des juridictions internationales ;

b) la possibilité et la convenance de charger une instance internationale de cassation de connaître des recours contre les décisions des tribunaux arbitraux internationaux, pour autant que ces recours seraient fondés sur une fausse application des règles applicables du droit international ;

c) la détermination de l'étendue des pouvoirs du tribunal arbitral prévu par l'Acte général d'arbitrage conclu à Genève le 26 septembre 1928.

*

(14 octobre 1929)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session de New York – 1929

Résolution concernant le problème de l'accès des particuliers à des juridictions internationales

(Rapporteur : M. Stelio Séfériadès)

L'Institut de Droit international

Est d'avis qu'il y a des cas dans lesquels il peut être désirable que le droit soit reconnu aux particuliers de saisir directement, sous des conditions à déterminer, une instance de justice internationale de leurs différends avec des Etats.

*

(16 octobre 1929)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session de New York – 1929

De l'interprétation des conventions de droit international privé par la Cour permanente de Justice internationale

(Rapporteur : M. Leo Strisower)

L'Institut de Droit international,

Considérant qu'il est désirable d'attribuer compétence à la Cour permanente de Justice internationale pour connaître des différends concernant l'interprétation des conventions de droit international privé, recommande les règles suivantes :

I

Pour qu'une contestation relative à l'interprétation d'une règle conventionnelle puisse être portée devant la Cour par un Etat contractant, il faut :

1. Que cette interprétation ait été donnée, soit par voie législative, soit par une décision judiciaire passée en force de chose jugée, soit par une décision administrative non susceptible de recours ;

2. Qu'un différend, né au sujet de cette interprétation entre les deux gouvernements, n'ait pu être résolu par des négociations directes.

II

La question est soumise à la Cour par une requête à présenter par l'Etat le plus diligent.

Cette requête tend à obtenir de la Cour un arrêt déclaratoire, interprétatif de la Convention.

III

Le Greffe de la Cour notifie la requête aux Etats contractants, qui ont le droit d'intervenir devant la Cour dans le délai fixé par elle.

IV

L'arrêt déclaratoire rendu par la Cour produit ses effets à l'égard de tous les Etats contractants.

V

Les Etats contractants sont obligés de prendre les mesures nécessaires pour que l'interprétation donnée par la Cour s'impose, à l'avenir, à leurs autorités. Ils sont internationalement responsables de l'inexécution de cette obligation.

VI

Sauf dispositions contraires de la législation interne, l'arrêt n'affecte, en aucune façon, la validité des décisions rendues auparavant par les autorités nationales.

Les règles du droit interne de chaque Etat déterminent si et dans quelle mesure il sera possible de provoquer, de la part des autorités nationales, une nouvelle décision, contraire à celle rendue auparavant, pour se conformer à l'interprétation donnée par la Cour.

*

(15 octobre 1929)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session de New York – 1929

Statut juridique des sociétés en droit international

(Rapporteurs : MM. Georges Streit et Charles Daniel Asser)

CHAPITRE PREMIER

Reconnaissance internationale de la personnalité des sociétés

1. La personnalité d'une société à elle conférée par la loi du pays où les formalités constitutives sont remplies, doit être reconnue dans les autres pays, lorsque cette loi est aussi celle du siège statutaire.

2. Cette reconnaissance peut être refusée ou retirée pour des motifs fondés sur les bonnes mœurs ou sur l'ordre public. Dans ce cas demeurent réservés les droits des tiers de bonne foi.

CHAPITRE II

Conflits des lois relatifs à la constitution, au fonctionnement et à la dissolution des sociétés

3. La forme de la constitution des sociétés est déterminée par la loi du pays de cette constitution.

4. Les sociétés ayant la personnalité sont régies par la loi du pays de leur siège statutaire, en ce qui concerne notamment :

1) Les conditions de fond de leur constitution ;

2) Leur fonctionnement tant dans les rapports entre associés qu'avec les tiers ;

3) Leur dissolution et leur liquidation.

Il ne peut être stipulé que la société sera régie par une autre loi.

5. Les sociétés n'ayant pas la personnalité sont régies par la loi du pays où elles sont constituées, en ce qui concerne notamment :

1) Les conditions de fond de leur constitution ;

2) Leur fonctionnement tant dans les rapports entre associés qu'avec les tiers ;

3) Leur dissolution et leur liquidation.

Toutefois, dans la mesure où cette loi le permet, les associés peuvent se référer à une autre loi.

6. Le caractère civil ou commercial d'une société dépend de la loi du pays de sa constitution, sauf le droit, pour chaque Etat, de lui appliquer à cet égard, sur son territoire, sa propre législation.

7. Le partage des biens d'une société dissoute est réglé, quant à sa procédure et à ses effets réels, par la loi des divers pays où se trouvent les biens à partager.

8. Est réservée la faculté, pour chaque Etat, d'imposer des conditions ou d'édicter des prohibitions applicables aux sociétés constituées hors de son propre territoire.

Ces mesures ne doivent pas porter atteinte aux droits antérieurement acquis par des tiers.

*

(12 octobre 1929)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session de Cambridge – 1931

Les mandats internationaux

(Rapporteur : M. Henri Rolin)

I. Le mandat international, prévu par l'article 22 du Pacte de la S.D.N., comme institution du Droit des Gens, a pour but de donner à certaines populations des garanties spéciales de bien-être et de développement en leur assurant l'assistance d'un Etat qualifié, lié par des obligations déterminées.

II. Le mandat est créé dans chaque cas par un acte établi par le Conseil de la S.D.N. et accepté par l'Etat mandataire.

III. L'acte de mandat définit les obligations de l'Etat mandataire et les modalités suivant lesquelles il doit prêter son assistance.

IV. Les pouvoirs conférés à l'Etat mandataire le sont dans l'intérêt exclusif des populations sous mandat.

Il est du devoir de l'Etat mandataire de favoriser le développement politique de ces populations de manière à tendre vers la réduction progressive du degré d'autorité, de contrôle ou d'administration exercés par le mandataire.

V. Toute l'action de l'Etat mandataire est soumise au contrôle du Conseil de la S.D.N. assisté de la Commission Permanente des Mandats.

VI. Les collectivités sous mandat sont des sujets de droit international. Elles ont un patrimoine distinct de celui de l'Etat mandataire, et peuvent acquérir des droits ou être tenues d'obligations propres ; leurs membres jouissent d'un statut international distinct de celui de l'Etat mandataire.

L'acte de mandat détermine si et dans quelle mesure elles ont la capacité internationale d'agir.

VII. Les fonctions de l'Etat mandataire prennent fin par démission ou révocation du mandataire, par les modes habituels d'expiration des engagements internationaux et aussi par abrogation du mandat et reconnaissance de la collectivité sous mandat comme indépendante.

La démission n'a d'effet qu'à partir de la date fixée par le Conseil de la S.D.N. pour éviter toute interruption dans l'assistance donnée aux collectivités sous mandat.

La révocation de l'Etat mandataire et l'abrogation du mandat sont décidées par le Conseil de la S.D.N. ; l'abrogation peut résulter aussi de l'admission de la collectivité sous mandat comme Membre de la S.D.N.

VIII. Les droits et obligations des collectivités sous mandat ne sont pas affectés par la cessation du mandat ou le changement de Mandataire.

IX. Le Conseil de la S.D.N. a autorité pour interpréter et préciser les garanties stipulées dans les actes de mandat en faveur des populations intéressées ; il peut aussi modifier le degré de pouvoir accordé à l'Etat mandataire à raison de l'évolution constatée dans le développement de ces populations.

*

(31 juillet 1931)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session de Cambridge – 1931

Principes pour la solution des conflits de lois en matière de domicile civil

(Rapporteur : M. Ernest Mahaim)

Article premier

Il appartient, en matière civile, aux tribunaux de chaque Etat de déterminer, d'après leur législation, quels sont les individus domiciliés ou non dans ce pays.

Article 2

Si le conflit s'élève entre deux ou plusieurs lois étrangères à celle du tribunal :

a) Le domicile légal est préféré au domicile volontaire.

S'il existe deux ou plusieurs domiciles légaux, la préférence est donnée au domicile de celui des Etats dans lequel l'intéressé possède sa résidence actuelle, ou, à défaut, à celui de l'Etat où il possédait sa dernière résidence, ou, à défaut, à celui du pays où il se trouve.

b) Entre deux ou plusieurs domiciles volontaires, il y a lieu d'appliquer la loi du pays où l'intéressé possède sa résidence actuelle ; à défaut, celle du pays où l'intéressé possédait sa dernière résidence, et à défaut, celle du pays où il se trouve.

Article 3

Par dérogation à l'article 2, lettre a), la loi applicable au domicile de la femme mariée abandonnée de son mari est celle du pays où elle a sa résidence actuelle.

Article 4

Le domicile des personnes juridiques est déterminé par la loi du pays où se trouve leur administration ou siège social.

Le domicile des filiales, des succursales et des agences des sociétés étrangères est au lieu où elles fonctionnent et c'est la loi de ce lieu qui est compétente pour déterminer si la représentation que ces sociétés y possèdent doit être considérée comme une filiale, une succursale ou une agence.

Article 5

Les règles qui précèdent s'appliquent également au cas de conflits consécutifs à un changement de domicile.

Article 6

Un individu ne peut perdre son domicile sans en acquérir un nouveau.

A défaut d'un autre domicile, tout individu doit néanmoins posséder, dès sa naissance, un domicile au lieu où il est ne.

Si ce lieu est inconnu, la *lex fori* est applicable.

*

(3 août 1931)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session de Cambridge – 1931

Conflits de lois en matière de capacité

(Rapporteurs : MM. Georges Streit et J.H.P. Niboyet)

I.

L'Institut de Droit international,

Considérant que, dans sa session d'Oxford en 1880, l'Institut s'est prononcé en faveur de la compétence de la loi nationale en matière de statut personnel,

Mais que, dans sa session de Lausanne en 1888, il a déjà jugé nécessaire d'apporter une retouche à ce principe en faveur du commerce ;

Considérant que depuis cette époque un courant d'ordre conventionnel, législatif, jurisprudentiel et même doctrinal s'est manifesté dans divers pays en vue de remédier aux inconvénients d'une application trop exclusive de la loi nationale en matière de capacité ;

Adopte la règle suivante :

La validité d'un acte purement patrimonial entre vifs fait en dehors du pays dont la loi régit la capacité d'une personne, est soumise, quant à cette capacité, à la loi du lieu de l'acte, à la condition :

1) que l'acte ait été conclu avec un individu fixé lui-même dans le pays où cet acte a été fait et ignorant l'incapacité de son co-contractant ;

2) que cet acte doive y produire ses effets.

II.

D'autre part, l'Institut :

Considérant qu'il serait désirable de rechercher s'il ne conviendrait pas de diminuer la compétence de la loi nationale en matière de capacité, en vue d'élaborer, pour la solution des conflits de lois en cette matière, une règle qui serait universellement admise ;

Mais considérant qu'il est indispensable d'examiner, au préalable, si une entente a quelque chance de s'établir à cet égard, entre les tendances qui se sont opposées jusqu'à présent ;

Charge la 17ème Commission de procéder à cet examen.

*

(31 juillet 1931)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session de Cambridge - 1931

Le conflit des lois pénales en matière de compétence

(Rapporteur : M. André Mercier)

L'Institut,

Prenant en considération l'évolution de la science du droit pénal international et du droit positif, estime qu'il y a lieu de modifier et de compléter les Résolutions votées dans sa session de Munich, en 1883, en remplaçant les articles 1 à 11 par les dispositions suivantes :

Article premier

La loi pénale d'un Etat régit toute infraction commise sur son territoire, sous réserve des exceptions consacrées par le Droit des Gens.

Article 2

La loi d'un Etat peut considérer une infraction comme ayant été commise sur son territoire aussi bien lorsqu'un acte de commission ou d'omission qui la constitue y a été perpétré ou tenté que lorsque le résultat s'y est produit ou devait s'y produire.

Cette règle est aussi applicable aux actes de participation.

Article 3

Chaque Etat a le droit d'étendre sa loi pénale à toute infraction ou à tout acte de participation délictueuse commis par ses nationaux à l'étranger.

Article 4

Tout Etat a le droit de punir des actes commis en dehors de son territoire, même par des étrangers, lorsque ces actes constituent :

a) un attentat contre sa sécurité ;

b) une falsification de sa monnaie, de ses timbres, sceaux ou marques officiels.

Cette règle est applicable lors même que les faits considérés ne sont pas prévus par la loi pénale du pays sur le territoire duquel ils ont été commis.

Article 5

Tout Etat a le droit de punir des actes commis à l'étranger par un étranger découvert sur son territoire lorsque ces actes constituent une infraction contre des intérêts généraux protégés par le droit international (tels que la piraterie, la traite des noirs, la traite des blanches, la propagation de maladies contagieuses, l'atteinte à des moyens de communication internationaux, canaux, câbles sous-marins, la falsification des monnaies, instruments de crédit, etc.), à condition que l'extradition de l'inculpé ne soit pas demandée ou que l'offre en soit refusée par l'Etat sur le territoire duquel le délit a été commis ou dont l'inculpé est ressortissant.

*

(3 août 1931)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session d'Oslo – 1932

De la détermination par le droit international du domaine laissé à la compétence exclusive de chaque Etat

(Rapporteur : M. Louis Le Fur)

I. L'expression "domaine laissé par le droit international à la compétence exclusive de l'Etat" désigne l'ensemble des questions qui relèvent de la compétence d'un Etat déterminé et qui, en même temps, dans les rapports entre cet Etat et un autre Etat ou la Communauté internationale, échappent à toute décision obligatoire quant au fond d'un organe juridictionnel international.

II. La compétence des Etats est déterminée par le droit international. Cette détermination s'applique non seulement au domaine de la compétence, mais également aux modalités de son exercice en tant qu'elles intéressent d'autres Etats, ou la Communauté internationale.

III. Les limites dans lesquelles cette compétence est exclusive sont essentiellement relatives ; elles dépendent du développement des rapports internationaux.

IV. Le point de savoir si, dans un cas déterminé, l'objet du différend relève ou non de la compétence exclusive de l'Etat ne peut être tranché unilatéralement par aucun des Etats intéressés.

V. Sauf convention contraire, l'objection de compétence exclusive soulevée au cours d'une procédure de conciliation ou de médiation internationale n'en interrompt pas le cours.

VI. La reconnaissance, dans un cas déterminé, de la compétence exclusive d'un Etat n'empêche pas l'exercice, le cas échéant, d'une action conciliatrice entre les parties.

*

(22 août 1932)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session d'Oslo – 1932

Effets du mariage sur la nationalité

(Rapporteurs : MM. James Brown Scott et Albert de La Pradelle)

L'Institut,

Voulant donner effet,

D'une part, au vœu de la session de Stockholm, demandant que, dans leur législation sur la nationalité, les Etats respectent et maintiennent l'unité de la famille, autant que le permettent les circonstances,

D'autre part, à la Déclaration des droits internationaux de New York dont l'esprit ne saurait comporter de distinction entre les sexes, en matière de nationalité ;

Recommande aux Etats de s'inspirer, dans leur législation sur la nationalité, des vœux suivants :

I. Que la nationalité de l'un des époux, et à plus forte raison son changement au cours du mariage, ne puissent s'étendre à l'autre contrairement à sa volonté ;

II. Que, dans le cas où les époux ont des nationalités différentes, chacun d'eux puisse acquérir le plus facilement et le plus promptement possible, la nationalité, soit de l'un, soit de l'autre.

*

(22 août 1932)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session d'Oslo – 1932

Conflits de lois relatifs à la capacité des mineurs, aliénés, faibles d'esprit et prodigues, en matière d'actes patrimoniaux entre vifs

(Rapporteurs : MM. Georges Streit et J.H.P. Niboyet)

L'Institut de Droit international,

Considérant que la compétence de la loi nationale, admise lors de la session d'Oxford en 1880, a déjà été réduite par lui en matière d'actes entre vifs à caractère patrimonial, au cours des sessions de Lausanne, en 1888, et de Cambridge, en 1931 ;

Considérant qu'il a, en outre, décidé dans cette dernière session, qu'il serait désirable de rechercher s'il ne conviendrait pas de diminuer encore la compétence de la loi nationale en matière de capacité, en vue d'élaborer une règle qui soit universellement admise ;

Considérant que, dans sa session de Neuchâtel, en 1900, il s'est prononcé contre l'admission de la doctrine dite du renvoi ;

Mais, considérant que, depuis cette époque, un courant d'ordre conventionnel, législatif et jurisprudentiel s'est manifesté dans divers pays en faveur de certaines applications de cette doctrine ;

Et que, dès lors, le moyen le plus simple pour réaliser un rapprochement est d'admettre la compétence de la loi à laquelle renvoie la loi nationale ;

Réservant pour une étude ultérieure la question de la capacité de la femme mariée,

Adopte les Résolutions suivantes :

Article premier

La capacité des mineurs, des aliénés, des faibles d'esprit et des prodigues, en matière d'actes patrimoniaux entre vifs, est déterminée par leur loi nationale.

Toutefois, lorsque cette loi renvoie à une autre loi, celle-ci doit être appliquée.

Article 2

La capacité des personnes, visées à l'article 1er, qui possèdent la nationalité de deux ou plusieurs Etats, est régie par la loi du lieu de leur résidence habituelle et principale.

Article 3

Il en est de même des apatrides.

Article 4

Il n'est pas dérogé à la Résolution votée à la session de Cambridge en 1931, en ce qui concerne la validité des actes purement patrimoniaux entre vifs, faits, en dehors du pays dont la loi régit leur capacité, par les personnes visées à l'article 1er.

*

(22 août 1932)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session de Paris – 1934

Règlement pour la navigation des fleuves internationaux

(Rapporteur : M. James Vallotton d'Erlach)

Article premier

Le présent Règlement s'applique :

1° Aux fleuves dits internationaux, c'est-à-dire aux cours d'eau qui, dans la partie naturellement navigable de leur cours, traversent ou séparent deux ou plusieurs Etats, ainsi qu'aux affluents qui présentent les mêmes caractères ;

2° Aux voies qui, sans être internationales au sens de la définition ci-dessus, appartiennent aux catégories ci-après : *a)* voies navigables dites eaux intermédiaires entre deux fleuves internationaux ; *b)* voies navigables artificielles ou autres ouvrages qui sont ou seront établis sur ou entre certaines sections du même fleuve international, dans le but de suppléer aux imperfections de la voie fluviale naturellement navigable.

Article 2

La circulation sur une voie fluviale internationale est libre. Cette liberté comprend notamment :

a) Le droit pour tous les navires, bateaux, trains de bois et autres moyens de transport par eau, de circuler librement sur toute l'étendue navigable de la voie, à charge de se conformer aux stipulations du présent Règlement, et, le cas échéant, aux prescriptions supplétives ou d'exécution qui seront établies par les Etats riverains. Ces prescriptions devront ne pas être contraires aux dispositions du présent Règlement ;

b) Le droit pour les usagers d'utiliser en outre, pour eux et leurs marchandises, les voies et ouvrages mentionnés à l'article premier, 2°, lettres a) ou b).

Article 3

Sur une même voie internationale, les ressortissants, les biens et les pavillons (maritimes ou fluviaux) de toutes les nations sont, en tout ce qui concerne directement ou indirectement la navigation, traités sur la base de la plus parfaite égalité et conformément au Droit des Gens.

En particulier, aucune distinction n'est faite entre eux, ni en raison de leur provenance ou destination, ni en raison des ports ou lignes maritimes ou autres, entrepôts ou autres installations utilisés en cours de route, avant ou après leur passage sur la voie d'eau internationale.

Il n'est accordé sur les voies d'eau internationales aucun monopole ou privilège de navigation ni d'usage des ports publics et autres ouvrages, de leurs installations ou de leur outillage.

Si un Etat juge à propos d'établir, pour les transports de personnes et de marchandises de port à port soumis à son autorité, des restrictions analogues à celles qu'un Etat peut apporter à la navigation en ce qui concerne le cabotage maritime, il ne devra le faire que d'une manière qui n'implique pas la cessation de la navigation des autres pavillons sur le fleuve.

Article 4

Tout bateau naviguant sur une voie internationale doit avoir un pavillon.

En vue de l'application du présent Règlement, le pavillon de tout bateau est déterminé d'après le lieu d'immatriculation.

A l'égard des Etats dépourvus de littoral sur la mer ou sur la voie internationale, il suffit que ce lieu d'immatriculation soit situé sur leur territoire.

Article 5

Sur le parcours comme à l'embouchure des voies navigables internationales, il ne pourra être perçu aucune taxe ou redevance autre que celles ayant le caractère de rémunération d'un service rendu à la navigation pour l'entretien de la navigabilité ou l'amélioration de la voie navigable.

Ces taxes de navigation seront calculées de manière à couvrir exclusivement les frais et dépenses réels, et établies de manière à rendre inutile un examen détaillé de la cargaison.

Article 6

Chaque Etat riverain peut percevoir, pour l'usage de l'outillage et de l'installation de ses ports, des taxes et redevances qui devront être égales pour tous et correspondre aux dépenses réelles d'établissement, d'entretien et d'exploitation.

Article 7

Tout service public établi dans l'intérêt de la navigation, sur une partie de la voie internationale ou dans un port de cette dernière, doit, s'il n'est pas gratuit, comporter des tarifs rendus publics, et calculés de manière à ne pas excéder le prix équitable du service rendu.

Ces dispositions s'appliquent notamment aux services des pilotes, avertisseurs, remorqueurs, tracteurs, éclusiers.

Article 8

Les formalités douanières seront limitées au strict nécessaire, de manière à retarder le moins possible la navigation.

Le transit, sur les sections où le fleuve forme frontière, est exempt de tout droit et de toute formalité non indispensable pour prévenir la contrebande ou pour sauvegarder la santé publique ; aux embouchures et sur les autres sections, les formalités relatives au transit sont réglées par accord entre les Etats riverains.

A l'importation et à l'exportation par un port de la voie navigable internationale, les formalités douanières sont réglées par la législation générale de l'Etat dudit port, sous réserve de l'observation des principes généraux de liberté et d'égalité des pavillons.

A moins de motif exceptionnel justifiant, par des nécessités économiques, une dérogation, les droits de douane perçus à l'importation et à l'exportation par un des ports visés dans le présent Règlement ne pourront être supérieurs à ceux qui sont perçus aux autres frontières douanières de l'Etat intéressé sur les marchandises de même nature, de même provenance et de même destination.

Chaque Etat riverain demeure néanmoins libre de fixer ses tarifs douaniers et de prendre les mesures utiles en vue de la sauvegarde de l'ordre et de la santé publique, mais en maintenant dans toute la mesure du possible la liberté de navigation et d'égalité de traitement.

Un bateau ne peut être confisqué à raison d'une infraction douanière commise par un membre de l'équipage ou un passager sur une des voies visées dans le présent Règlement.

Article 9

Les Etats riverains arrêtent entre eux les règles nécessaires en vue d'assurer la liberté et la sécurité de la navigation. Il en est ainsi, notamment, des règles relatives à la capacité du personnel et du matériel navigants.

L'application uniforme de ces règles doit être assurée par chacun des Etats intéressés à la navigation. La police et l'exploitation des ports demeurent dans la compétence exclusive de l'Etat sous la souveraineté duquel ces ports sont placés, sous réserve de l'observation des dispositions du présent Règlement.

Article 10

Les Etats riverains prennent, chacun sur son territoire :

a) Les dispositions de police et d'inspection destinées à régler l'usage de la voie navigable dans l'intérêt de l'ordre public et de la sécurité ;

b) Les mesures utiles en vue de sauvegarder les intérêts de la navigation en matière de construction des ponts et autres ouvrages intéressant cette navigation ;

c) Les mesures d'entretien et d'amélioration de la voie navigable, de balisage et de signalisation de celle-ci.

Dans le cas où leur accord est nécessaire, ils s'entendent préalablement, notamment en vue d'assurer l'uniformité du régime juridique et technique de la navigation, le respect des dispositions du présent Règlement, l'uniformité des règles relatives à la création, à la perception et à l'affectation des taxes de navigation, et la solution des conflits pouvant résulter des divers usages du fleuve.

Article 11

Les Etats riverains doivent s'inspirer des besoins de la navigation dans le choix du siège de leurs tribunaux chargés du jugement des litiges intéressant cette navigation.

La procédure de ces tribunaux doit être aussi simple que possible.

Article 12

Les règles de police et de navigation en vigueur sur une section du fleuve sont applicables aux bâtiments militaires ou affectés à un service public non commercial sur cette section.

Article 13

Toutes les dispositions du présent Règlement s'appliquent aux bateaux, autres que ceux visés à l'article précédent, qui sont la propriété d'un Etat, ou qui sont soit affrétés soit réquisitionnés par lui.

Article 14

Les Etats signataires du présent Règlement demeurent libres d'adopter, par des conventions particulières, un régime plus favorable à la navigation.

Article 15

Les différends relatifs à l'interprétation ou à l'application du présent Règlement seront soumis, à défaut d'arrangement amiable entre les Etats intéressés, à la procédure de conciliation, à l'arbitrage, ou au règlement judiciaire.

*

(18 octobre 1934)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session de Paris – 1934

Création d'un Office international des eaux

(Rapporteurs : MM. Karl Strupp et Gilbert Gidel)

L'Institut de Droit international,

Considérant que l'accroissement incessant des utilisations de la mer rend nécessaire la création d'une organisation internationale destinée à s'occuper de toutes les questions d'ordre international nées ou pouvant naître à cette occasion ; que cette organisation, tout en n'ayant, en général, que des fonctions d'investigation et de documentation, devrait aussi prêter son concours pour collaborer à l'élimination des controverses qui pourraient se produire.

Estime désirable la conclusion entre Etats d'une convention reposant sur les principes énoncés ci-après :

Article premier

Il est institué une organisation permanente chargée :

1. De contribuer à l'établissement d'un régime juridique général de la mer conforme aux intérêts communs de la collectivité internationale ;

2. De faciliter la solution des différends qui surgiraient à cette occasion entre les Etats.

Article 2

L'organisation comprend :

1. Une conférence générale composée des représentants des membres de l'organisation ;

2. Le Bureau international de la mer ;

3. Un Comité spécial permanent.

Le Bureau de la mer a une mission d'étude, de constatation et d'examen. Il sert d'intermédiaire, dans toute l'étendue de sa mission, entre les divers membres de l'organisation.

Le Comité spécial, composé de personnalités particulièrement versées dans le droit international maritime, agira en qualité de commission de conciliation en cas de différends entre les membres de l'organisation.

Article 3

En cas de litige sur des questions de la compétence de l'organisation prévue par l'article précédent, les membres de l'organisation s'obligent à conclure un compromis le déférant à la décision de la Chambre des communications et du transit de la Cour permanente de Justice internationale, dans les limites de sa compétence.

Article 4

Tous litiges relatifs à l'interprétation de la présente convention seront soumis, par la partie la plus diligente, à la Cour permanente de Justice internationale statuant en séance plénière.

*

(19 octobre 1934)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session de Paris – 1934

Régime des représailles en temps de paix

(Rapporteur : M. Nicolas Politis)

L'Institut de Droit international,

Constatant que le régime des représailles est dû à l'imperfection de l'état actuel du Droit des Gens et de l'organisation internationale et qu'il ne perdra pas entièrement sa raison d'être tant que les Etats atteints dans leurs droits par des actes illicites ne seront pas assurés d'obtenir par les voies de règlement pacifique les satisfactions légitimes auxquelles ils peuvent prétendre ;

Considérant que les progrès réalisés dans l'organisation juridique de la Communauté internationale, notamment par le développement des procédures de règlement pacifique, la condamnation de la guerre comme instrument de politique nationale et la généralisation de l'idée de l'interdiction, dans tous les cas du recours à la force, impliquent des modifications profondes au régime des représailles en temps de paix ;

Estimant qu'il importe dès lors de soumettre ce régime à une réglementation adaptée aux changements déjà survenus à cet égard, par la réduction du droit de se rendre justice à soi-même, en ayant soin de distinguer les représailles d'autres moyens de protection qui ne sauraient être confondus avec elles ;

Formule, dans le Règlement ci-joint, les règles qui lui paraissent devoir désormais régir la pratique des représailles en temps de paix et qu'il croit, en conséquence, pouvoir recommander à l'adoption des gouvernements et à l'attention des organes internationaux :

Article premier

Les représailles sont des mesures de contrainte, dérogatoires aux règles ordinaires du Droit des Gens, prises par un Etat à la suite d'actes illicites commis à son préjudice par un autre Etat et ayant pour but d'imposer à celui-ci, au moyen d'un dommage, le respect du droit.

Article 2

Ne rentrent pas dans les termes de l'article premier et restent par conséquent en dehors des prévisions du présent règlement notamment :

1. Les mesures de contrainte, telles que la rétorsion, qui ne dérogent pas aux règles ordinaires du droit des gens ;

2. Les mesures résultant des principes généraux du droit en matière d'obligations, applicables aux rapports internationaux ;

3. Les mesures de contrainte reconnues légitimes par une autorité internationale compétente et exercées conformément au régime qui leur est propre ;

4. La légitime défense.

Article 3

Les représailles sont de diverses catégories. Elles se distinguent notamment en représailles armées et en représailles non armées.

Les représailles armées sont celles qui comportent le recours à la force sous quelque forme que ce soit, militaire, navale ou aérienne.

Article 4

Les représailles armées sont interdites dans les mêmes conditions que le recours à la guerre.

Article 5

Les représailles même non armées sont interdites quand le respect du droit peut être effectivement assuré par des procédures de règlement pacifique.

En conséquence, elles doivent être considérées comme interdites notamment :

1. Lorsqu'en vertu du droit en vigueur entre les parties, l'acte dénoncé comme illicite est de la compétence obligatoire de juges ou d'arbitres ayant compétence aussi pour ordonner, avec la diligence voulue, des mesures provisoires ou conservatoires et que l'Etat défendeur ne cherche pas à éluder cette juridiction ou à en retarder le fonctionnement ;

2. Lorsqu'une procédure de règlement pacifique est en cours, dans les conditions envisagées au 1°, à moins que les représailles n'aient été légitimement prises auparavant, réserve faite de leur cessation décidée par l'autorité saisie ;

3. Lorsqu'une procédure de règlement pacifique aboutit à une décision obligatoire que l'Etat défendeur exécute de bonne foi.

Article 6

Dans l'exercice des représailles, l'Etat doit se conformer aux règles suivantes :

1. Mettre au préalable l'Etat auteur de l'acte illicite en demeure de le faire cesser et d'accorder éventuellement les réparations requises ;

2. Proportionner la contrainte employée à la gravité de l'acte dénoncé comme illicite et à l'importance du dommage subi ;

3. Limiter les effets des représailles à l'Etat contre qui elles sont dirigées, en respectant, dans toute la mesure du possible, tant les droits des particuliers que ceux des Etats tiers ;

4. S'abstenir de toute mesure de rigueur qui serait contraire aux lois de l'humanité et aux exigences de la conscience publique ;

5. Ne pas détourner les représailles du but qui en a déterminé initialement l'usage ; et

6. Cesser les représailles aussitôt qu'il aura été obtenu une satisfaction raisonnable.

Article 7

L'Etat qui subit des représailles licites, exercées dans les limites indiquées ci-dessus, ne peut pas riposter par des mesures de représailles.

Il en est, toutefois, autrement si l'Etat exerçant des représailles licites abuse de son droit, en transgressant les règles qui, conformément à l'article 6, en régissent l'exercice. Dans ce cas, son adversaire peut recourir contre lui à des représailles en observant les conditions établies à l'article 6.

Article 8

L'usage des représailles reste toujours soumis au contrôle international. Il ne peut, en aucun cas, échapper à la discussion des autres Etats, ni, entre Membres de la Société des Nations, être soustrait à l'appréciation des organes de la Société.

Article 9

Les différends relatifs à l'interprétation ou à l'application du présent

Règlement seront soumis à la Cour permanente de Justice internationale, à moins que les Etats intéressés ne préfèrent les déférer à un Tribunal arbitral.

*

(19 octobre 1934)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session de Bruxelles – 1936

La reconnaissance des nouveaux Etats et des nouveaux gouvernements

(Rapporteur : M. Philip Marshall Brown)

PREAMBULE

L'Institut de Droit international,

Considérant qu'en présence des applications multiples et diverses par les Etats de leur faculté de reconnaître ou non les Etats et gouvernements nouveaux, il importe de définir la portée juridique de la reconnaissance et d'en délimiter les effets ;

Considérant que l'indépendance et l'égalité juridique des Etats exigent le respect du droit des nations à organiser librement ou changer leurs institutions ;

Ayant en vue la nécessité pour la satisfaction des besoins sociaux d'assurer la continuité des Etats à travers les changements qu'ils peuvent subir dans leurs institutions ;

Adopte les Résolutions suivantes :

A - NOUVEAUX ETATS

Article premier

La reconnaissance d'un Etat nouveau est l'acte libre par lequel un ou plusieurs Etats constatent l'existence sur un territoire déterminé d'une société humaine politiquement organisée, indépendante de tout autre Etat existant, capable d'observer les prescriptions du droit international et manifestent en conséquence leur volonté de la considérer comme membre de la Communauté internationale.

La reconnaissance a un effet déclaratif.

L'existence de l'Etat nouveau avec tous les effets juridiques qui s'attachent à cette existence n'est pas affectée par le refus de reconnaissance d'un ou plusieurs Etats.

Article 2

La reconnaissance émane de l'autorité compétente, suivant le droit public de l'Etat, pour le représenter dans les relations extérieures.

Article 3

La reconnaissance est, soit définitive et plénière *(de jure),* soit provisoire ou limitée à certains rapports juridiques *(de facto)*.

Article 4

La reconnaissance *de jure* résulte, soit d'une déclaration expresse, soit d'un fait positif, marquant clairement l'intention d'accorder cette reconnaissance, tel l'établissement de relations diplomatiques ; en l'absence de déclaration ou de fait semblable, la reconnaissance ne saurait être considérée comme acquise.

Article 5

La reconnaissance *de jure* est irrévocable ; elle ne cesse ses effets qu'en cas de disparition définitive de l'un des éléments essentiels dont la réunion se trouvait constatée au moment de la reconnaissance.

Article 6

Au cas où un engagement aurait été pris par un Etat à l'occasion de sa reconnaissance, le manquement à cet engagement n'a pas pour effet d'annuler la reconnaissance ou d'autoriser sa révocation, mais entraîne les conséquences de la violation d'un engagement international.

Article 7

La reconnaissance *de jure* est rétroactive dans ses effets, à partir de la date où l'Etat nouveau a commencé en fait d'exister en tant qu'Etat indépendant ; il est souhaitable que cette date soit précisée dans l'acte de reconnaissance.

La reconnaissance d'un Etat nouveau ne portera pas préjudice aux droits acquis antérieurement à la reconnaissance en vertu des lois applicables.

Article 8

La reconnaissance d'un Etat implique, éventuellement dans les limites fixées dans l'acte, la reconnaissance de la compétence des autorités administratives, judiciaires ou autres de l'Etat nouveau, suivant les règles du droit international.

Article 9

La reconnaissance *de facto* résulte, soit d'une déclaration expresse, soit d'un fait impliquant cette intention, tel un accord ou *modus vivendi* ayant une portée limitée ou un caractère provisoire.

B - NOUVEAUX GOUVERNEMENTS

Article 10

La reconnaissance du gouvernement nouveau d'un Etat déjà reconnu est l'acte libre par lequel un ou plusieurs Etats constatent qu'une personne ou un groupe de personnes sont en mesure d'engager l'Etat qu'elles prétendent représenter, et témoignent de leur volonté d'entretenir avec elles des relations.

Article 11

La reconnaissance est, soit définitive et plénière *(de jure),* soit provisoire ou limitée à certains rapports juridiques *(de facto).*

Article 12

La reconnaissance *de jure* d'un gouvernement nouveau résulte, soit d'une déclaration expresse, soit d'un fait positif marquant clairement l'intention d'accorder cette reconnaissance ; en l'absence de déclaration ou de fait semblable la reconnaissance ne saurait être considérée comme acquise.

Article 13

Au cas où un engagement aurait été pris au nom d'un Etat par un gouvernement nouveau à l'occasion de sa reconnaissance, le manquement à cet engagement n'a pas pour effet d'annuler la reconnaissance ni d'autoriser sa révocation, mais entraîne les conséquences de la violation d'un engagement international.

Article 14

La reconnaissance *de facto* d'un gouvernement nouveau se manifeste :

1° soit par une déclaration expresse ;

2° soit par la signature d'accords ayant une portée limitée ou un caractère provisoire ;

3° soit par l'entretien de relations avec le gouvernement nouveau en vue des affaires courantes.

Article 15

La reconnaissance *de facto* d'un gouvernement n'implique pas nécessairement celle de la compétence de ses organes judiciaires, administratifs ou autres, ou l'attribution des effets extra-territoriaux à leurs actes.

Article 16

La reconnaissance *de jure* d'un gouvernement nouveau est rétroactive dans ses effets à partir de la date où il a commencé d'exercer son autorité. La reconnaissance d'un gouvernement nouveau ne portera pas préjudice aux droits acquis antérieurement à la reconnaissance en vertu des lois applicables.

Article 17

La reconnaissance *de jure* d'un gouvernement implique celle de la compétence des organes judiciaires, administratifs ou autres, et l'attribution d'effets extra-territoriaux à leurs actes, conformément aux règles du droit international et notamment sous la réserve habituelle du respect de l'ordre public, même si ces actes avaient été accomplis avant toute reconnaissance *de facto* antérieure.

Ces effets extra-territoriaux ne dépendent pas cependant de l'acte formel de reconnaissance du gouvernement nouveau. Même à défaut de reconnaissance, ils doivent être admis par les juridictions et administrations compétentes lorsque, considérant notamment le caractère réel du pouvoir exercé par le gouvernement nouveau, ces effets sont conformes aux intérêts d'une bonne justice et à l'intérêt des particuliers.

*

(23 avril 1936)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session de Bruxelles – 1936

Statut juridique des apatrides et des réfugiés

(Rapporteur : M. Arnold Raestad)

L'Institut de Droit international,

Rappelant ses Résolutions de Genève (1892) sur l'admission et l'expulsion des étrangers, de Venise (1896) et de Stockholm (1928) sur la nationalité, de New York (1929) sur les droits internationaux de l'homme, Résolutions auxquelles l'Institut n'entend en rien déroger ;

Confirmant également ses Résolutions d'Oslo (1932) relatives à la capacité des personnes, mais amendant ces dernières en ce qui concerne la loi applicable à la capacité des apatrides mineurs, aliénés, faibles d'esprit ou prodigues ;

Ayant procédé à l'examen de l'ensemble des questions de droit international afférentes au statut juridique des apatrides et des réfugiés politiques ;

Réaffirmant sa conviction que chaque Etat devra s'efforcer de limiter, dans la mesure du possible, les cas d'apatridie ;

Exprimant l'espoir que chaque Etat, en application de la faculté que lui laisse le droit international, continue d'accorder, dans toute la mesure du possible, l'asile sur son territoire aux réfugiés et que les Etats se facilitent mutuellement l'accomplissement de ce devoir d'humanité, notamment par la conclusion d'accords aux termes desquels chacun d'eux, y compris l'Etat dont ressortissait le réfugié, participera, dans une proportion équitable, aux frais d'entretien des réfugiés indigents ;

Exprimant en outre l'espoir qu'une convention internationale institue un Haut Commissariat chargé de veiller aux intérêts des réfugiés ;

Considérant qu'il convient de réserver les dispositions qui pourraient être appliquées en temps de guerre à titre exceptionnel aux apatrides et aux réfugiés par les Etats belligérants ;

Désireux de contribuer à l'élaboration de règles qui, adoptées par les Etats, pourraient amener un régime plus équitable pour les individus et consacrer une répartition plus juste des charges et responsabilités entre Etats ;

Emet les Résolutions suivantes :

PARTIE 1

DISPOSITIONS GÉNÉRALES ET DÉFINITIONS

Article premier

Les présentes Résolutions ont pour but de déterminer le droit général applicable aux apatrides et réfugiés, à défaut de dispositions plus favorables inscrites dans le droit interne ou les conventions internationales.

Article 2

1. Dans les présentes Résolutions, le terme "apatride" désigne tout individu qui n'est considéré par aucun Etat comme possédant sa nationalité. Cet individu ne cesse pas d'être apatride du fait qu'il est protégé diplomatiquement par un Etat, ou qu'un ou plusieurs Etats facilitent administrativement ses déplacements internationaux. La protection résultant d'un régime de capitulations ou celle qui se fonde sur le régime des territoires sous mandat exclut, dans tous les cas, l'application des présentes Résolutions.

2. Dans les présentes Résolutions, le terme "réfugié" désigne tout individu qui, en raison d'événements politiques survenus sur le territoire de l'Etat dont il était ressortissant, a quitté volontairement ou non ce territoire ou en demeure éloigné, qui n'a acquis aucune nationalité nouvelle et ne jouit de la protection diplomatique d'aucun autre Etat.

3. Les qualités d'apatride et de réfugié ne s'excluent pas.

PARTIE II

LES APATRIDES

Titre premier

Droits et devoirs des Etats à l'égard des apatrides

Article 3

1. En ce qui concerne les droits privés et publics de l'apatride et la jouissance de ces droits, les Etats devront observer les règles suivantes :

a) Chaque Etat devra reconnaître aux apatrides tous les droits dont jouissent, dans les mêmes circonstances de fait, les étrangers pourvus d'une nationalité, à l'exception de ceux qui seraient accordés aux ressortissants de certains Etats par des conventions ou des lois particulières.

b) L'exercice des droits en justice sera assuré aux apatrides, domiciliés sur le territoire d'un Etat ou y ayant leur résidence habituelle, dans les mêmes conditions qu'aux sujets de l'Etat où ils ont leur domicile ou, à défaut, leur résidence habituelle. Ces dispositions s'appliquent au libre et facile accès devant les tribunaux de l'ordre judiciaire ou administratif à tous les degrés de juridiction, au bénéfice de l'assistance judiciaire, à la dispense de fournir la caution *judicatum solvi.*

c) La perte de la nationalité, le changement de domicile ou résidence habituelle ne peuvent porter aucune atteinte aux droits antérieurement acquis par l'apatride.

2. Au cas où l'exercice d'un des droits visés à l'alinéa 1er est subordonné à la présentation, par l'intéressé, d'une pièce officielle délivrée par les autorités de l'Etat dont il est ressortissant, cette pièce sera délivrée à l'apatride par l'Etat sur le territoire duquel il a son domicile ou, à défaut, sa résidence habituelle.

3. Au cas où l'exercice d'un des droits visés à l'alinéa 1er est subordonné pour les étrangers à une condition de réciprocité ou autre, à laquelle l'apatride ne peut satisfaire en raison de sa qualité, il en sera affranchi, sous réserve des modalités légales qui pourront être prescrites à ce sujet.

Article 4

1. Au cas où les tribunaux d'un Etat, d'après les principes de droit international privé observés par eux, doivent appliquer la loi nationale de l'intéressé, la loi applicable dans le cas de l'apatride sera celle du pays soit d'une nationalité qu'il aurait possédée antérieurement, soit de son domicile ou, à défaut, de sa résidence habituelle, à la date regardée comme pertinente par le Tribunal.

2. Au cas où les biens d'un étranger décédé ou en faillite doivent être administrés sous l'autorité de l'Etat dont cet étranger était ou est le national, au cas où la succession d'un étranger doit être dévolue suivant la loi nationale, l'autorité compétente et la loi applicable dans le cas de l'apatride seront celles de l'Etat du lieu de son domicile ou, à défaut, de sa résidence habituelle.

Article 5

1. L'Etat sur le territoire duquel un apatride a son domicile ou, à défaut, sa résidence habituelle, devra, sur sa demande, lui délivrer un passeport ou titre d'identité et de voyage, autorisant la sortie et le retour. L'Etat devra lui accorder, dans une mesure convenable, l'aide de ses agents frontaliers.

2. Un Etat ne pourra expulser de son territoire un apatride non réfugié, régulièrement autorisé à y séjourner, que dans le cas où un autre Etat accepterait de le recevoir. A défaut d'expulsion, l'Etat pourra prendre à l'égard de l'apatride telles mesures de sûreté interne qu'il jugerait nécessaires.

Titre II

Droits et devoirs mutuels des Etats concernant les apatrides

Article 6

Lorsqu'un Etat refuse protection et assistance à l'un de ses nationaux qui n'est pas réfugié et ne le devient pas non plus à la suite de cette mesure, tout autre Etat pourra traiter cet individu comme un apatride et notamment le faire bénéficier des avantages prévus aux articles 5 et 7.

Article 7

1. L'Etat, sur le territoire duquel un apatride non réfugié a établi son domicile ou, à défaut, sa résidence habituelle, pourra exercer, dans l'intérêt de celui-ci, la protection diplomatique en conséquence de tout fait survenu après cet établissement. Si néanmoins ce fait s'est produit pendant un séjour de l'apatride à l'étranger, l'Etat ne pourra exercer la protection que s'il a accordé à celui-ci, avant son départ, un passeport ou titre d'identité et de voyage dans les conditions visées à l'article 5, alinéa 1er.

2. Chaque Etat devra reconnaître la validité de tout passeport ou titre d'identité et de voyage qu'un autre Etat aura délivré à un apatride conformément à l'article 5, alinéa 1er. Il devra admettre, en outre, à l'égard de ce document, les dispenses de visa dont bénéficient les passeports délivrés par cet autre Etat à ses propres nationaux.

Article 8

Si un Etat a, par une mesure d'autorité, retiré sa nationalité à un de ses sujets d'origine, et si celui-ci n'a pas acquis d'autre nationalité, ledit Etat devra néanmoins, à la demande de tout Etat sur le territoire duquel l'intéressé se trouve, et moyennant l'assentiment de ce dernier, le recevoir chez lui à moins qu'un autre Etat n'accepte de le recevoir. Les frais de rapatriement seront à la charge de l'Etat auquel incombe la précédente obligation.

PARTIE III

LES RÉFUGIÉS

Article 9

1. Lorsque des événements politiques déterminent dans un Etat un exode, l'Etat qui reçoit les réfugiés sur son territoire ne pourra faire aucune distinction au point de vue de l'admission ou de l'assistance entre ceux qui ont gardé leur nationalité et ceux auxquels elle a été enlevée. Quant aux droits privés et publics, le réfugié auquel la nationalité a été enlevée pourra réclamer ceux afférents à sa nationalité perdue.

2. L'Etat sur le territoire duquel un réfugié ayant gardé sa nationalité a son domicile ou, à défaut, sa résidence habituelle, devra lui accorder tous les droits privés et publics que l'article 3 attribue aux apatrides. Les autres Etats devront reconnaître la validité des droits qui seront ainsi acquis au réfugié par application d'un régime autre que celui de sa loi nationale.

Article 10

1. L'Etat sur le territoire duquel un réfugié ayant gardé sa nationalité a son domicile ou, à défaut, sa résidence habituelle, devra lui délivrer, en vue de ses déplacements internationaux, un titre d'identité et de voyage dans les conditions prévues à l'article 5, alinéa 1er. Les autres Etats devront reconnaître à ce document l'effet prévu à l'article 7, alinéa 2.

2. Un Etat ne pourra expulser de son territoire un réfugié régulièrement autorisé à y séjourner que dans les cas où un autre Etat accepterait de le recevoir. A défaut d'expulsion, il pourra prendre à l'égard du réfugié telles mesures de sûreté interne qu'il jugerait nécessaires. En aucun cas, l'Etat ne pourra diriger ou refouler un réfugié vers le territoire de l'Etat dont il était ressortissant.

*

(24 avril 1936)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session de Bruxelles – 1936

Les effets de la clause de la nation la plus favorisée en matière de commerce et de navigation

(Rapporteur : Baron Boris Nolde)

Considérant que le sens et la portée de la clause de la nation la plus favorisée, en matière de commerce et de navigation, font souvent l'objet de contestations et de difficultés d'interprétation ;

Désirant contribuer à la construction juridique et à l'interprétation de cette clause dans le domaine sus-indiqué ;

Considérant qu'à cet effet, il est opportun de formuler les règles de droit commun applicables sauf conventions contraires ;

Réservant pour des études ultérieures les questions relatives à l'application de la clause dans les autres domaines, notamment dans celui du droit international privé ;

L'Institut de Droit international adopte les Résolutions suivantes :

Paragraphe premier

La clause de la nation la plus favorisée a, sauf dispositions expresses contraires, le caractère inconditionnel.

En conséquence, la clause confère de plein droit et sans compensation en matière de commerce et de navigation, aux ressortissants, marchandises et navires des pays contractants le régime dont bénéficie tout pays tiers.

Paragraphe 2

La clause de la nation la plus favorisée confère au bénéficiaire le régime accordé par l'autre partie contractante aux ressortissants, marchandises et navires de tout pays tiers en vertu de son droit interne aussi bien que de son droit conventionnel.

Ce régime d'égalité inconditionnelle ne saurait être affecté par les dispositions contraires du droit interne ou des conventions fixant les rapports avec les Etats tiers.

Paragraphe 3

Les effets de la clause de la nation la plus favorisée ont leur durée limitée par celle des conventions avec les Etats tiers qui en ont déterminé l'application.

Paragraphe 4

En vertu de la clause de la nation la plus favorisée, les marchandises provenant des pays contractants ou à destination de leur territoire jouissent, de plein droit et sans compensation, d'un traitement égal à celui des marchandises qui proviennent des pays tiers ou sont destinées à leur territoire. L'égalité de traitement s'applique aux droits de douane et aux droits accessoires, au mode de perception de ces droits ainsi qu'aux règles, formalités et charges auxquelles les opérations de dédouanement pourraient être soumises.

Paragraphe 5

Les effets de la clause de la nation la plus favorisée s'étendent à l'importation, à l'exportation ou au transit des marchandises, ainsi qu'à leur admission temporaire. Ces effets ne s'appliquent pas au trafic de perfectionnement passif (c'est-à-dire à l'exportation temporaire d'une marchandise pour être perfectionnée à l'étranger, suivie de sa réimportation en franchise après perfectionnement).

Paragraphe 6

La provenance des marchandises des pays contractants au sens du § 4 ci-dessus est déterminée par le fait de leur importation de ces pays et non par le lieu de leur origine.

Paragraphe 7

La clause de la nation la plus favorisée ne donne droit :

ni au traitement accordé ou qui pourrait être accordé par l'un ou l'autre des pays contractants à un Etat tiers limitrophe pour faciliter le trafic frontière ;

ni au traitement résultant d'une union douanière conclue ou à conclure ;

ni au traitement résultant des stipulations de conventions ouvertes à la signature de tous les Etats, dont l'objet est de faciliter et de stimuler le commerce et les relations économiques internationales par un abaissement systématique des droits de douane ;

ni au traitement résultant d'accords mutuels et exclusifs entre Etats, impliquant l'organisation de régimes économiques d'un caractère régional ou continental ;

ni au régime résultant d'un accord économique entre les membres associés d'une communauté politique.

Paragraphe 8

La clause de la nation la plus favorisée exclut, à moins de stipulation conventionnelle contraire, l'application à l'encontre d'un pays jouissant de ces avantages, de tous droits dits "anti-dumping".

Paragraphe 9

Le régime de la nation la plus favorisée doit s'appliquer de bonne foi et exclut notamment le recours à tous moyens tendant à créer, contrairement à l'esprit de ce régime, des discriminations de fait au préjudice des contractants.

Paragraphe 10

Tout différend concernant l'interprétation et l'application de la clause de la nation la plus favorisée doit être résolu par la voie judiciaire ou arbitrale.

*

(23 avril 1936)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session de Bruxelles – 1936

La clause juridictionnelle dans les Conventions d'Union, notamment celles relatives à la propriété industrielle et à la propriété artistique et littéraire

(Rapporteur : M. Gilbert Gidel)

Article premier

Il est désirable d'insérer dans les Conventions d'Union, et notamment dans celles relatives à la propriété industrielle et à la propriété artistique et littéraire, une clause de juridiction obligatoire tendant à assurer l'unité d'interprétation des actes d'Union.

La clause juridictionnelle doit faire partie du texte même des actes d'Union et s'imposer ainsi à l'observation de tous les Membres de l'Union. La solution comportant l'insertion de la clause dans un protocole séparé ouvert à la signature des Unionistes ne doit être envisagée que comme un pis-aller pour le cas où un accord unanime des Unionistes en faveur de la première solution serait impossible.

Article 2

Le recours à la juridiction n'exclut pas une phase préliminaire de conciliation.

Article 3

Sous réserve des obligations antérieurement contractées, la clause juridictionnelle n'est applicable qu'aux seuls différends relatifs au sens d'une disposition de la Convention d'Union, aux fins de décider s'il y a concordance entre la Convention et le droit interne d'un Membre de l'Union ou de déterminer, en cas de désaccord entre deux ou plusieurs Etats unionistes, le sens exact de la Convention ou d'une de ses dispositions.

La clause juridictionnelle n'est pas applicable aux différends qui ne porteraient que sur l'appréciation de faits affectant les intérêts des particuliers.

Il n'appartient pas à la juridiction internationale saisie en vertu des présentes dispositions de statuer sur les responsabilités qui pourraient avoir été encourues par les Membres de l'Union.

Article 4

L'organe le mieux qualifié pour exercer ladite juridiction est la Cour permanente de Justice internationale.

Dans le cas d'Etats qui ne sont pas parties au Statut de la Cour permanente de Justice internationale, ou qui n'en accepteraient pas la juridiction, la compétence revient à la Cour permanente d'Arbitrage instituée par la Convention de La Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement des litiges internationaux.

Il n'y a pas lieu de confier la compétence juridictionnelle dont il s'agit à d'autres organes internationaux.

Article 5

Le recours juridictionnel n'est ouvert qu'aux seuls Etats.

Les particuliers en sont exclus, sans qu'il soit dérogé aux dispositions expresses qui, figurant dans des Conventions d'Union, admettent l'accès des particuliers devant tel ou tel organe juridictionnel spécial.

Article 6

Lorsque le recours à la juridiction internationale est provoqué par une décision d'une autorité nationale, la règle de l'épuisement préalable des voies de recours internes ordinaires reçoit son application.

Article 7

La Cour permanente de Justice internationale peut être saisie par voie de requête que le Greffe notifie à tous les Membres de l'Union selon la procédure prévue à l'article 63 du Statut de la Cour.

Tout Membre de l'Union a la faculté d'intervenir à l'instance et peut, en qualité d'intervenant, présenter des conclusions sur la position de la question soumise à la Cour.

Il appartient à la Cour, sur le vu de la requête et des conclusions présentées tant par l'Etat défendeur que par les autres Membres de l'Union, de fixer définitivement l'objet de l'instance.

Les mêmes dispositions sont applicables si la Cour a été saisie par voie de compromis.

Article 8

La Cour permanente d'Arbitrage est saisie par compromis.

Si, dans un délai de trois mois à partir de la notification de la demande faite au Secrétaire général du Bureau de la Cour par la partie la plus diligente, les parties ne se sont pas mises d'accord sur les termes du compromis visé à l'article 52 de la Convention du 18 octobre 1907, le compromis sera établi par le Tribunal d'arbitrage conformément à l'article 53 de ladite Convention.

Si plus de deux Membres de l'Union sont parties au litige, le chef de l'Etat du siège de l'Union est prié de nommer les membres de la Commission prévue à l'article 54 de la Convention susmentionnée.

Le compromis est notifié à tous les Membres de l'Union par le Secrétaire général du Bureau de la Cour permanente d'Arbitrage conformément à l'article 84 de la Convention de La Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

Tout Membre de l'Union a la faculté d'intervenir à l'instance et peut, en qualité d'intervenant, présenter des conclusions sur la position de la question.

Il appartient au Tribunal d'arbitrage, après examen du compromis et des conclusions présentées, de fixer définitivement l'objet de la sentence.

Article 9

Les procédures en cours devant les juridictions nationales ne sont pas suspendues par l'introduction du recours devant la juridiction internationale.

Article 10

La sentence rendue par la juridiction internationale ne porte pas atteinte à l'autorité de chose jugée des décisions rendues par les juridictions internes.

Article 11

La sentence rendue par la juridiction internationale lie les Membres de l'Union ayant eu la faculté d'intervenir à l'égal d'un accord interprétatif de la Convention d'Union.

La sentence peut fixer le délai d'entrée en vigueur des mesures d'ordre interne qui devraient éventuellement être prises par les Membres de l'Union ou certains d'entre eux pour faire sortir ses effets à la sentence rendue par la juridiction internationale.

Article 12

Il n'y a pas lieu d'attribuer un droit spécial de retrait de l'Union aux Membres qui considéreraient que la sentence internationale leur impose des obligations dépassant celles qu'ils ont entendu assumer.

C'est seulement aux conférences de révision de chaque Union qu'il appartiendrait éventuellement d'examiner, à la lumière de l'expérience résultant du fonctionnement prolongé de la Convention d'Union assortie de la clause de juridiction obligatoire, s'il y aurait intérêt à prévoir l'établissement et les conditions d'exercice d'une telle faculté de retrait.

Vœu

Si un accord unanime en faveur de la clause IV s'avérait impossible entre les Etats Membres de la Convention d'Union, il serait prévu la faculté pour toute partie à un différend visé à l'article 3, de s'adresser au Conseil de la Société des Nations pour le prier de saisir la Cour d'une demande d'avis consultatif.

*

(24 avril 1936)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session de Luxembourg – 1937

Les fondements juridiques de la conservation des richesses de la mer

(Rapporteurs : M. G. Grafton Wilson et Sir John Fischer Williams)

L'Institut de Droit international,

Considérant que les richesses de la mer offrent une grande utilité pour les besoins de l'homme,

que les richesses de la mer ont été quelquefois dissipées d'une façon abusive,

que, dès lors, la conservation et la protection des richesses de la mer s'imposent sans retard à l'attention générale ;

Considérant que beaucoup d'espèces de la vie marine se trouvent de temps en temps dans la haute mer et ne sont dès lors soumises à la juridiction d'aucun Etat,

que beaucoup d'autres espèces de la vie marine, bien que possédant un intérêt ou une importance économique pour plusieurs Etats, se trouvent en fait exclusivement ou dans une grande mesure sous la juridiction d'un seul ou de quelques Etats et que plusieurs espèces de la vie marine dépendent des eaux de deux ou plusieurs Etats ou s'y trouvent habituellement,

que plusieurs de ces espèces sont d'une grande valeur pour la santé, l'alimentation, l'habillement ou la parure du genre humain et pour des buts industriels ou économiques ;

Considérant qu'à l'heure actuelle il n'existe pas de protection suffisante pour empêcher la diminution, voire l'anéantissement de quelques espèces, et que les mesures adoptées paraissent inadéquates,

que pour la conservation et l'exploitation du droit de pêche en haute mer et de l'utilisation des produits marins, héritage commun de tous les hommes, il est nécessaire que ce droit soit réglementé par accord international et éventuellement par autorité internationale ;

Se rendant compte de l'urgence du problème ;

Se référant à ses Résolutions antérieures concernant l'institution d'un Office international des eaux marines (Paris 1934) et impliquant la nécessité d'une collaboration internationale en matière d'utilisation de ces eaux ;

Recommande aux gouvernements intéressés le développement de l'étude, par recherches scientifiques organisées internationalement, du problème de la conservation des richesses de la mer et notamment de la faune marine, non seulement contre les abus de l'exploitation directe tels que l'emploi de méthodes et engins exagérément destructifs, mais aussi contre les pratiques dommageables à la vie marine, telles que l'écoulement non contrôlé de l'huile, des eaux de cale, d'immondices ou d'autres objets nuisibles et l'adoption sans délai de toute mesure de conservation qui, à la suite de telles études, paraîtrait justifiée dans l'intérêt général.

Comme mesures d'exécution de la recommandation précédente, l'Institut suggère :

1° que les organismes scientifiques internationaux existants pour les recherches maritimes reçoivent des gouvernements l'appui le plus efficace et que, au fur et à mesure que les exploitations se développent, les limites géographiques de l'activité de ces organismes soient élargies ou que de nouveaux organismes soient institués ;

2° que soient constituées, par convention internationale, des commissions permanentes d'experts dont les membres seront nommés pour telles ou telles régions maritimes par les gouvernements des Etats dont les nationaux sont intéressés à l'exploitation des richesses de la mer dans les eaux marines en question, et que soit confiée à ces commissions la tâche de faire tels règlements pour la conservation et la protection des richesses de la mer et notamment de la faune marine qu'elles jugeront nécessaires en considération des résultats des recherches des organismes scientifiques ci-dessus mentionnés ;

3° que les conclusions unanimes d'une Commission d'experts, pour autant qu'elles constituent des règlements d'ordre technique prévus par la convention, aient force obligatoire pour les Etats ayant participé à la constitution de cette commission ;

4° qu'une telle conclusion votée par une Commission d'experts, à une majorité des trois quarts, acquière force obligatoire pour les Etats ayant participé à la constitution de la Commission si ladite conclusion, à la demande formulée dans un délai de douze mois de la part d'un de ces Etats, est confirmée moyennant une procédure à déterminer dans la convention.

L'Institut recommande qu'en attendant l'établissement d'un système complet d'accords nouveaux sur les questions concernant la conservation des richesses de la mer, il soit procédé autant que possible à la conclusion d'arrangements provisoires pour la conservation de formes spécifiques de la vie marine ou pour le maintien des conditions essentielles à cette conservation.

En tout état de cause, l'Institut est d'avis qu'un Etat manquerait à ses devoirs internationaux s'il négligeait de prendre les mesures appropriées pour empêcher les pratiques qui, à la lumière de la science, sont notoirement contraires à l'exploitation et à la protection rationnelles des richesses de la mer.

*

(3 septembre 1937)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session de Luxembourg – 1937

La compétence du juge international en équité

(Rapporteur : M. Eugène Borel)

L'Institut,

Ayant procédé à l'examen, au point de vue doctrinal, et sans s'attacher à l'interprétation des textes conventionnels en vigueur en la matière, du rôle de l'équité dans l'œuvre du juge international ;

Emet l'avis :

1° que l'équité est normalement inhérente à une saine application du droit, et que le juge international, aussi bien que le juge interne, est, de par sa tâche même, appelé à en tenir compte dans la mesure compatible avec le respect du droit ;

2° que le juge international ne peut s'inspirer de l'équité pour rendre sa sentence, sans être lié par le droit en vigueur, que si toutes les parties donnent une autorisation claire et expresse à cette fin.

*

(3 septembre 1937)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session de Luxembourg – 1937

La nature juridique des avis consultatifs de la Cour permanente de Justice internationale, leur valeur et leur portée en droit international

(Rapporteur : MM. Albert de La Pradelle et Démètre Négulesco)

L'Institut de Droit international,

Considérant que, aux termes de l'article 14 du Pacte de la Société des Nations incorporé dans le Statut de la Cour permanente de Justice internationale, la Cour peut être saisie d'une demande d'avis consultatif par l'Assemblée ou le Conseil de la Société des Nations sur tout "différend" ou tout "point" ;

Considérant qu'en droit, et dans l'état actuel des textes, quel que soit l'objet de la demande de l'avis consultatif, celui-ci se présente, conformément à la nature juridictionnelle de la Cour, comme une solution de droit, sans caractère obligatoire ;

Considérant, en outre :

Que la procédure consultative, entourée des garanties de la procédure judiciaire, contribue à la formation et au développement du Droit des Gens ;

Que la procédure consultative, facilitant le règlement judiciaire des conflits internationaux là où l'arbitrage obligatoire fait défaut, rend les plus grands services à la solution pacifique des différends ;

Exprime le vœu :

1. Que dans les cas où les Puissances ne jugeront pas possible de soumettre leurs conflits au règlement judiciaire par la procédure contentieuse, elles en saisissent le Conseil, en lui demandant d'obtenir de la Cour un avis consultatif sur un ou plusieurs points litigieux ;

2. Que dans les traités où ne s'inscrit pas, pour tous les différends qui pourraient surgir de leur application ou interprétation, la clause compromissoire, instituant obligatoirement l'arbitrage ou le règlement judiciaire, soit expressément prévue la faculté pour l'une ou l'autre des Parties de s'adresser au Conseil sur tous différends nés et actuels, pour lui demander de saisir la Cour pour avis consultatif ;

3. Que dans les hypothèses prévues aux §§ 1 et 2 ci-dessus, le Conseil de la Société des Nations veuille prendre la requête des Parties en très sérieuse considération.

*

(3 septembre 1937)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session de Luxembourg – 1937

Conflits de lois en matière de contrat de travail

(Rapporteur : M. José de Yanguas Messia)

L'Institut de Droit international

Emet le vœu de voir les Etats adopter par voie de convention les règles suivantes concernant les conflits de lois en matière de contrat de travail :

Article premier

La capacité à l'effet de conclure un contrat de travail est régie par la loi personnelle de chacune des parties, sous réserve des règles prohibitives et de police de la législation du pays d'exécution.

Néanmoins, la *lex loci executionis* est applicable à la capacité du mineur et de la femme mariée, tant qu'une opposition expresse fondée sur leur loi personnelle n'a pas été formée par le représentant légal ou le mari.

Article 2

Les conditions générales d'existence et de validité du contrat de travail sont régies par la *lex loci contractus*.

Quant aux dispositions légales propres au contrat de travail qui restreignent la liberté des contractants ou frappent de nullité certaines clauses, il suffit, pour produire effet, qu'elles se trouvent insérées soit dans la loi du pays où l'employeur a son centre d'activité industrielle, commerciale ou artistique ou sa résidence, soit dans la loi du pays où s'exécute le travail.

Il en est de même des dispositions relatives à la faculté pour le patron d'embaucher du personnel féminin ou des apprentis.

Article 3

Le contrat de travail est valable quant à la forme, lorsqu'il est établi suivant la loi du pays où il a été conclu.

Toutefois, les dispositions contenant des exigences particulières de forme qui sont en vigueur au pays d'exécution doivent être observées.

Article 4

Les effets du contrat de travail sont régis suivant les cas par la loi du pays de l'établissement principal ou accessoire ou de la résidence de l'employeur pour le compte duquel le travail s'exécute.

Dans les limites fixées par l'article 2, la volonté des parties reste autonome.

L'interprétation du contrat de travail quant aux effets qui dépendent de la volonté des parties est régie par la loi qu'elles ont désignée expressément ou implicitement. A défaut de désignation expresse ou implicite de la loi applicable, la réglementation appartient à la loi visée au 1er alinéa du présent article.

Article 5

Les modalités d'exécution du contrat sont réglées par la *lex loci executionis.*

Article 6

La loi applicable à l'interprétation du contrat gouverne les causes de rupture prévues valablement par les parties ainsi que ses conséquences.

Si le contrat ne contient aucune disposition expresse sur les causes et sur les effets de la rupture, et si les parties ne se sont référées à aucune loi, il convient d'observer la *lex loci executionis.*

C'est également la loi du lieu d'exécution qui détermine les causes de rupture *de jure.*

Article 7

Le contrat de travail relatif à la navigation maritime est soumis à la loi du pavillon. Le contrat relatif à la navigation fluviale ou aérienne est soumis à la loi du pays d'immatriculation. Lorsque l'exploitation d'un bateau se fait exclusivement hors de l'Etat d'immatriculation, la loi du pays dans le domaine fluvial duquel le bateau circule principalement est compétente.

Toutefois, l'article 1 et l'article 3 ci-dessus restent applicables aux contrats de travail visés au présent article.

Article 8

Les rapports de la convention collective et du contrat individuel sont régis par la loi du pays où le travail s'exécute.

Si la loi du pays d'exécution attribue aux conventions collectives de travail une force obligatoire générale, les contrats individuels qui doivent y être exécutés sont soumis à ce régime, quelle que soit la loi dont ils relèvent en vertu des articles précédents.

Si, au contraire, d'après la loi du pays d'exécution, la force obligatoire de la convention collective est restreinte aux personnes qui sont parties à cette convention, le contrat individuel de travail relevant d'un droit étranger, n'est pas soumis à cette convention collective.

*

(3 septembre 1937)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session de Luxembourg - 1937

Projet de convention sur le règlement des compétences pénales en cas d'infractions commises à bord d'aéronefs privés

(Rapporteur : M. Fernand De Visscher)

PRÉAMBULE

L'Institut de Droit international,

Confirmant les règles générales relatives aux conflits de lois pénales consacrées par ses Résolutions de Cambridge 1931, et estimant utile de les préciser et développer en ce qui concerne la matière spéciale de la navigation aérienne, émet le vœu de voir les Etats adopter par voie de convention les règles suivantes :

Article premier

Indépendamment de tous autres chefs de compétence admis par la législation des Etats contractants, la compétence à l'égard des infractions de droit commun commises à bord d'un aéronef privé en cours de vol appartient :

1. A l'Etat dans le territoire aérien duquel l'aéronef se trouvait au moment où les actes constitutifs de l'infraction ont été accomplis ;

2. A l'Etat de la nationalité de l'aéronef ;

3. A l'Etat dans le territoire duquel l'infraction a produit son résultat ou devait le produire ;

4. A l'Etat sur le territoire duquel l'aéronef vient à atterrir. Néanmoins, la compétence de cet Etat ne s'exerce qu'à titre subsidiaire pour le cas où aucun des Etats précédents n'exerce la sienne.

Article 2

La violation commise en cours de vol des lois et règlements en vigueur dans un Etat pour le survol de son territoire, relève de la compétence pénale de celui-ci.

La violation commise en cours de vol des lois et règlements en vigueur dans l'Etat dont l'aéronef a la nationalité, et concernant la navigation aérienne en dehors de son territoire, relève de la compétence pénale de cet Etat.

Article 3

Toute infraction commise par des passagers contre les règlements du bord, comme tout acte de désobéissance commis par eux envers l'autorité du commandant de l'aéronef, entre le moment de l'embarquement et celui du débarquement, relève de la compétence de l'Etat de la nationalité de l'aéronef.

Article 4

Toute infraction commise en cours de voyage par des gens de l'équipage contre ses propres règlements ou la discipline du bord relève de la compétence de l'Etat de la nationalité de l'aéronef.

L'Etat du lieu d'atterrissage demeure compétent pour toute infraction commise contre ses propres règlements par des membres du personnel de l'aéronef pendant la durée de l'escale. Sa juridiction à cet égard s'exerce par priorité vis-à-vis de l'Etat de la nationalité de l'aéronef, aussi longtemps que l'inculpé se trouve sur son sol.

Article 5

Sous condition de réciprocité, chaque Etat s'engage, à la demande des autorités compétentes, soit de l'Etat où l'infraction a été commise, soit de l'Etat de la nationalité de l'aéronef, à poursuivre et à juger, suivant la loi applicable en vertu de l'article 2, les infractions visées au même article et qui auraient eu lieu à bord d'un aéronef venant à atterrir sur son territoire.

Article 6

Au cas d'infractions prévues par les articles 3 et 4, alinéa 1er, chaque Etat s'engage, à la demande des autorités compétentes de l'Etat de la nationalité de l'aéronef, à prêter son concours en vue de l'arrestation et de la mise en détention éventuelle des inculpés.

*

(3 septembre 1937)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session de Lausanne – 1947

Les droits fondamentaux de l'homme, base d'une restauration du droit international

(Rapporteur : M. Charles De Visscher)

L'Institut de Droit international,

Considérant qu'au lendemain d'événements qui ont ébranlé jusque dans ses bases une civilisation traditionnellement fondée sur le respect des valeurs humaines, il importe avant tout d'affirmer à nouveau certains principes qui répondent plus particulièrement aux exigences actuelles de la conscience juridique des peuples civilisés ;

Constatant que les régimes qui ont asservi et dégradé la personne humaine ont recherché dans cette subordination totale de l'homme à leurs fins politiques les moyens de se livrer à des entreprises d'agression et de conquête, et qu'il importe d'en empêcher à tout jamais le retour ;

Rappelant que les Etats Membres des Nations Unies se sont assigné pour but de "réaliser la coopération internationale... en développant et en encourageant le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales" (art. premier, 3° de la Charte des Nations Unies ; cf. art. 55, *littera* c) ;

Déclare :

I

La reconnaissance et le respect des droits inhérents à la personne humaine, que doit servir et non asservir l'Etat, sont intimement liés au progrès du Droit des Gens.

Cette reconnaissance et ce respect sont à la base de toute conception fonctionnelle du Pouvoir - Pouvoir qui puise son titre dans son aptitude à réaliser les fins individuelles et sociales de la personne humaine.

II

La diffusion de cette notion fondamentale dans l'opinion publique constituera un élément modérateur du Pouvoir : elle maintiendra l'Etat dans sa mission en le gardant contre la tendance des détenteurs du pouvoir à en abuser.

III

Un ordre juridique efficace entre Etats est inséparable du respect de la personne humaine dans l'ordre interne de chaque Etat.

Dans l'ordre international, la conception fonctionnelle et modératrice du Pouvoir reste obscurcie par l'emprise d'une tradition qui voit dans l'Etat souverain, organisme de sécurité et instrument de puissance, la forme la plus haute de l'ordre juridique.

IV

Affirmer le respect des droits de la personne humaine sans en assurer l'efficacité par des mesures effectives de garantie et de contrôle est insuffisant aussi bien dans l'ordre international que dans l'ordre interne.

V

L'Institut voit dans l'acceptation et la diffusion des idées consignées dans la présente Déclaration une condition essentielle de l'observation du droit international et de son développement technique.

*

(9 août 1947)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session de Lausanne – 1947

La codification du droit international

(Rapporteur : M. Alejandro Alvarez)

L'Institut de Droit international,

Reconnaissant combien est désirable une codification du Droit des Gens de nature à dissiper certaines de ses incertitudes et favoriser son observation,

Souligne les dangers que présenterait actuellement toute codification officielle suivant la méthode de la Conférence de Codification de La Haye de 1930, dans la mesure où elle fondait la force obligatoire des règles codifiées sur l'acceptation expresse des Etats. Une telle méthode aboutit à fournir à chaque gouvernement l'occasion de remettre en question, par son refus d'acceptation, des règles de droit que la doctrine et la jurisprudence considéraient, d'une manière générale, jusqu'à cette date comme établies ; il existe de ce fait un risque d'affaiblir et d'ébranler le droit que la codification avait pour objet de préciser et de consolider.

L'Institut, sans écarter la possibilité de conventions et de déclarations internationales sur les objets pour lesquels elles seraient jugées réalisables, estime que, pour le moment, la contribution la plus importante à l'œuvre de codification consisterait à effectuer, sur le plan national et international, des recherches de caractère scientifique en vue d'arriver à la constatation exacte de l'état actuel du droit international. Cet inventaire servirait de base tant à un effort doctrinal qu'à un effort officiel entrepris suivant des méthodes jugées mieux appropriées, en vue de combler les lacunes du droit international et de parer à ses imperfections.

*

(12 août 1947)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session de Lausanne – 1947

Les conflits de lois sur la preuve en droit privé

(Rapporteur : M. Pierre Arminjon)

Article premier

La preuve, en matière de droit privé, est administrée suivant la procédure de la *lex fori*.

Article 2

L'admissibilité des moyens de preuve, leur force probante, le fardeau de la preuve et les présomptions légales, sont réglés par la loi applicable aux faits ou aux actes juridiques ou aux rapports de droit qu'il s'agit de prouver.

Article 3

Toutefois, si la *lex fori* exclut ou impose des moyens de preuve pour des motifs tirés de l'ordre publie, elle sera appliquée.

Article 4

Dans les cas où la preuve d'un fait ou d'un acte pourra être faite conformément à la *lex loci*, la partie intéressée devra établir, selon la *lex fori,* que le fait a été accompli ou l'acte conclu dans le pays dont elle invoque la loi.

Article 5

Si la *lex loci* est applicable, mais s'il est impossible de déterminer dans quel pays le fait a été accompli ou l'acte conclu, la preuve sera faite selon la *lex fori.*

*

(11 août 1947)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session de Bruxelles - 1948

Conflits de compétence juridictionnelle en matière de divorce et de séparation de corps

(Rapporteur : M. H.C. Gutteridge)

PRÉAMBULE

L'Institut de Droit international,

Considérant que les conflits de lois et de juridictions en matière de divorce et de séparation de corps se sont, en raison des modifications démographiques, multipliés depuis les conventions de droit international privé conclues à La Haye en 1902 ;

Considérant qu'il y a lieu de s'inspirer autant que possible des divers systèmes positifs de droit international privé, afin de faciliter entre eux un rapprochement favorable à la reconnaissance internationale des solutions adoptées ;

Considérant que la multiplication des personnes dont la nationalité ou le domicile est incertain, la rupture de l'unité de nationalité des époux, les mariages de guerre, les déchéances de nationalité pour des motifs politiques et autres causes analogues, exigent l'adoption de règles spéciales afin de permettre à de nombreuses personnes de régulariser la situation exceptionnelle dans laquelle elles se trouvent ;

Propose :

I. La demande en divorce peut être formée :

a) devant la juridiction nationale de l'un ou l'autre des époux ;

b) devant la juridiction du pays de la résidence habituelle de l'un ou l'autre des époux. Au sens de la présente disposition, cette résidence ne sera considérée comme habituelle que si elle a duré au moins trois ans avant la formation de la demande.

2. L'admissibilité du divorce est régie par la loi du lieu où la demande est formée à moins que la loi nationale des époux ne s'oppose à l'institution du divorce.

Si les époux n'ont pas la même nationalité :

a) le divorce peut être prononcé lorsque l'une des parties est ressortissante du pays du tribunal saisi, si la loi du pays de ce tribunal le permet ;

b) le divorce ne peut pas être prononcé lorsqu'aucun des époux n'est ressortissant du pays du tribunal saisi, si la loi de la partie demanderesse s'y oppose.

3. La détermination des causes du divorce relève de la loi du for.

4. Le divorce prononcé conformément aux dispositions précédentes sera reconnu partout, à moins que le défendeur à l'action en divorce n'établisse qu'il n'a pas eu connaissance, en temps utile, de l'action intentée contre lui.

5. Les présentes dispositions ne s'appliquent qu'au divorce prononcé par autorité de justice. Elles s'appliquent dans les mêmes conditions à la séparation de corps ou à toute autre institution équivalente.

6. Les personnes qui ont été forcées d'abandonner leur pays d'origine ou celui de leur ancien établissement peuvent intenter une action en divorce ou en séparation de corps devant le juge de leur résidence effective actuelle et selon la loi du for ; sont réservées les règles générales relatives à la reconnaissance des jugements à l'étranger.

*

(2 août 1948)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session de Bath – 1950

L'asile en droit international public (à l'exclusion de l'asile neutre)

(Rapporteurs : MM. Arnold Raestad et Tomaso Perassi)

L'Institut de Droit international,

Rappelant ses Résolutions de New York (1929) sur les Droits internationaux de l'homme, de Bruxelles (1936) sur le Statut juridique des apatrides et réfugiés et de Lausanne (1947) sur les droits fondamentaux de l'homme, base d'une restauration du Droit international ;

Rappelant ses Résolutions de Stockholm (1928) sur le Régime légal des navires et de leurs équipages dans les ports étrangers dont l'article 21 porte sur un cas d'asile ;

Rappelant, en outre, l'article 2 de ses Résolutions de Neuchâtel (1900) sur les Droits et Devoirs des Puissances étrangères, au cas de mouvement insurrectionnel, envers les gouvernements établis et reconnus ;

Vu la Déclaration universelle des Droits de l'homme, adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies (1948) ;

Constatant que la reconnaissance internationale des Droits de la personne humaine commande de nouveaux et plus amples développements de l'asile ;

Considérant en particulier que l'exode massif d'individus contraints pour des raisons politiques de quitter leur pays impose aux Etats le devoir de joindre leurs efforts en vue de pourvoir aux exigences de pareilles situations ;

Considérant l'intérêt qu'il y a, dès à présent, à énoncer certaines règles dignes d'être observées par les Etats en matière d'asile ;

Adopte les Résolutions suivantes :

TITRE PREMIER

Définition

Article premier

Dans les présentes Résolutions, le terme "asile" désigne la protection qu'un Etat accorde sur son territoire ou dans un autre endroit relevant de certains de ses organes à un individu qui est venu la rechercher.

TITRE DEUXIÈME

Asile accordé par les Etats sur leur territoire

Article 2

1. Tout Etat qui, dans l'accomplissement de ses devoirs d'humanité, accorde asile sur son territoire n'encourt de ce fait aucune responsabilité internationale.

2. La responsabilité internationale de l'Etat n'est engagée à cause des agissements de l'asilé que dans les mêmes conditions où elle le serait à cause des agissements de tout autre individu vivant sur son territoire. Cette règle s'applique soit que, le cas échéant, l'Etat soit en mesure d'expulser l'asilé, soit que l'expulsion soit rendue impossible du fait que les autres Etats refusent de le recevoir.

3. Lorsque des événements politiques déterminent dans un Etat un exode de fugitifs, les autres Etats se consulteront sur les moyens les plus efficaces de prêter aide et assistance aux fugitifs, éventuellement en recourant à un organe international, sur la manière la plus équitable de les répartir entre leurs territoires respectifs, et, en général, sur les mesures à prendre en vue de remplir les devoirs d'humanité.

TITRE TROISIÈME

Asile accordé par les Etats en dehors de leur territoire

Article 3

1. L'asile peut être accordé dans les hôtels des missions diplomatiques, les consulats, les bâtiments de guerre, les navires d'Etat affectés à des services publics, les aéronefs militaires et les lieux relevant d'un organe d'un Etat étranger admis à exercer autorité sur le territoire.

2. L'asile peut être accordé à tout individu menacé dans sa vie, son intégrité corporelle ou sa liberté par des violences émanant des autorités locales ou contre lesquelles celles-ci sont manifestement impuissantes à le défendre, ou même qu'elles tolèrent ou provoquent. Ces dispositions s'appliquent dans les mêmes conditions lorsque de telles menaces sont le résultat de luttes intestines.

3. Au cas où le fonctionnement des pouvoirs publics d'un pays se trouve manifestement désorganisé ou maîtrisé par une faction au point de ne plus offrir aux particuliers des garanties suffisantes pour la sécurité de leur vie, les agents diplomatiques et les commandants des bâtiments de guerre ou des aéronefs militaires peuvent accorder ou maintenir l'asile même à l'encontre des poursuites des autorités locales.

4. Quel que soit l'organe qui a accordé l'asile, il doit informer l'autorité locale qualifiée, à moins que cette communication ne compromette la sécurité de l'asilé. Il peut garder celui-ci aussi longtemps que dure la situation justifiant l'asile.

Article 4

1. En cas de lutte civile armée, l'agent diplomatique ou le commandant d'un bâtiment de guerre ou d'un aéronef militaire qui aura accordé asile pourra garder les personnes dont la sécurité est menacée pour des raisons politiques jusqu'à ce qu'il ait la possibilité de les évacuer en dehors du territoire. Cette évacuation se fait selon les conditions et modalités convenues avec les autorités qualifiées, chaque fois que la sécurité des asilés le permet.

2. L'agent diplomatique ou le commandant doit s'assurer de l'identité de tous les asilés.

3. L'agent diplomatique ou le commandant doit veiller à ce que les asilés ne participent pas à l'activité politique et ne soient pas à même de communiquer avec l'extérieur de façon à nuire au gouvernement local, et, d'une manière générale, à ce que l'asile ne serve pas de moyen pour donner appui à l'une des parties en lutte.

4. Au cas où le gouvernement local apporte des retards à déterminer les conditions et modalités selon lesquelles les asilés pourront être évacués ou si des circonstances indépendantes de la volonté de ce gouvernement ou de l'agent diplomatique empêchent provisoirement l'évacuation, le gouvernement doit admettre que l'agent diplomatique ajoute à l'hôtel de la mission, dans la mesure où le besoin s'en fait sentir, les locaux nécessaires pour héberger les asilés.

5. Lorsque, à la suite d'une lutte civile, de nombreux individus cherchent asile dans les hôtels des missions diplomatiques, les chefs de celles-ci doivent se consulter en vue de coordonner leur action en matière d'asile.

Article 5

Au cas où le gouvernement local conteste le droit pour l'organe d'un autre Etat d'accorder l'asile ou ne l'admet que sous certaines conditions, il doit présenter sa réclamation à l'Etat dont dépend l'organe en question et ne peut pas mettre fin à l'asile par des moyens de coercition.

Article 6

Les questions relatives à l'exercice de l'asile sont traitées par l'agent diplomatique avec le ministre des Affaires étrangères. Le commandant du bâtiment de guerre traite de ces questions avec les autorités maritimes supérieures qualifiées.

Article 7

Rien dans les présentes Résolutions n'affecte les usages locaux consacrant un régime plus favorable en matière d'asile.

Article 8

Le droit d'un Etat de protéger ses nationaux n'est en rien affecté par les dispositions des présentes Résolutions.

TITRE QUATRIÈME

Dispositions finales

Article 9

Les dispositions précédentes ne préjugent en rien de l'asile dans les locaux des Organisations internationales.

Article 10

Tout différend qui viendrait à surgir au sujet de l'interprétation ou de l'application des règles ci-dessus énoncées et qui n'aurait pas reçu de solution, soit par la voie diplomatique, soit par une procédure arbitrale ou autre, relèvera de la compétence obligatoire de la Cour internationale de Justice conformément à son Statut.

*

(11 septembre 1950)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session de Bath – 1950

Les conditions d'attribution d'un statut international à des associations d'initiative privée

(Rapporteur : Mme Suzanne Bastid)

L'Institut de Droit international,

Reconnaissant qu'une activité d'une importance internationale exceptionnelle est exercée par des associations et des fondations d'initiative privée ;

Constatant que leur situation juridique est parfois incertaine et que des difficultés légales et administratives entravent leur activité internationale, qu'elles soient constituées conformément à une loi nationale ou qu'elles soient créées simplement par convention ;

Soucieux de permettre, par une procédure appropriée, leur accès à un régime juridique aussi favorable que possible, ainsi que l'octroi à leur profit de facilités administratives de nature à permettre leur activité internationale ;

Recommande une convention internationale s'inspirant des dispositions de la présente Résolution ;

Emet le vœu que, sans attendre la conclusion d'un tel accord, les Etats disposés à faciliter l'activité d'associations ou de fondations visées dans le projet, veuillent bien, chacun pour ce qui le concerne, accorder par décision autonome, aux conditions et sous les réserves jugées nécessaires, le bénéfice du régime prévu dans le projet aux associations et aux fondations désignées à cet effet.

PROJET DE CONVENTION

Article premier

Chacune des Parties contractantes s'engage à reconnaître aux associations internationales et aux fondations d'intérêt international les droits définis dans la présente Convention, après examen et vérification des conditions de fond et de forme énoncées aux articles suivants.

Article 2

Les associations internationales visées à l'article 1er sont des groupements de personnes ou de collectivités, librement créés par l'initiative privée, qui exercent, sans esprit de lucre, une activité internationale d'intérêt général, en dehors de toute préoccupation d'ordre exclusivement national.

Article 3

Le reconnaissance de droits par application de l'article 1er peut intervenir quel que soit le régime juridique de l'association en cause.

L'association sollicitant le statut international doit avoir des statuts indiquant avec précision :

1) sa dénomination, son emblème et ses insignes ;

2) son objet ;

3) son siège temporaire ou permanent ;

4) sa composition et son mode de recrutement ;

5) les droits, obligations et responsabilités de ses membres ;

6) son organisation, le mode d'élection ou de nomination, la compétence et la responsabilité de ses représentants ;

7) l'administration et l'affectation de son patrimoine ;

8) son mode de fonctionnement et, en général, les diverses manifestations de son activité ;

9) la procédure de révision de ses statuts ;

10) les conditions, les formes et les effets de sa dissolution.

La procédure de reconnaissance prévue à l'article 1er sera réglée par chacune des Parties contractantes. Elles se concerteront pour en assurer, dans la mesure du possible, l'uniformité et en simplifier les formalités.

Article 4

Les droits prévus à la présente Convention peuvent être refusés à toute association dont l'activité est contraire à l'ordre public, aux bonnes mœurs ou aux dispositions de son statut. Il en est de même si ses représentants, par leur qualité, paraissent constituer un danger pour l'ordre public de la Partie contractante intéressée.

Article 5

Une association reconnue par une des Parties contractantes ne peut se voir privée par elle du bénéfice du statut international que dans les cas prévus à l'article 4.

L'association privée de ce bénéfice aura le droit de liquider ses biens et de transférer ses fonds dans un autre pays, le tout conformément à la loi du lieu.

Article 6

Les associations internationales visées à l'article 1er recevront sur le territoire de chaque Partie contractante le bénéfice du traitement de droit commun le plus favorable, accordé aux associations nationales à but non lucratif, notamment en ce qui concerne l'exercice de leur activité, la perception des cotisations, l'acquisition et la possession des biens meubles et immeubles dans la mesure correspondant au fonctionnement des associations, le bénéfice des dons et legs et les impositions fiscales.

Article 7

La liste des associations internationales visées à l'article ler sera communiquée par chaque Partie contractante aux autorités nationales compétentes, afin qu'en ce qui concerne la circulation des personnes, l'emploi de la main-d'œuvre étrangère, la transmission postale des documents, le transfert des capitaux, leur soit réservé le meilleur régime compatible avec la législation en vigueur.

Article 8

Les règles qui précèdent s'appliquent également aux fondations d'intérêt international constituées conformément à la législation de l'une des Parties contractantes, sous réserve des dispositions qui ne peuvent concerner que les associations.

Article 9

Les noms des associations et des fondations auxquelles l'une des Parties contractantes aura reconnu le bénéfice de la présente Convention ainsi que les radiations opérées par application de l'article 5 seront communiqués aux autres Parties contractantes.

Article 10

Toute Partie contractante qui accorderait aux associations et aux fondations visées par la présente Convention un régime plus favorable que celui qui est prévu aux articles 6 et 7, en informera les autres Parties contractantes.

Article 11

Les associations et les fondations visées à la présente Convention qui n'auraient pas sollicité le statut international prévu par elle ou auxquelles ce statut n'aurait pas été reconnu conformément aux articles 1er ou 8, continueront à bénéficier du régime antérieur à la présente Convention.

Article 12

Tout différend qui viendrait à surgir au sujet de l'interprétation ou de l'application de la présente Convention et qui n'aurait pas été réglé soit par la voie diplomatique soit par une procédure arbitrale ou autre, relèvera de la compétence obligatoire de la Cour internationale de Justice conformément à son Statut.

*

(11 septembre 1950)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session de Bath - 1950

La portée extra-territoriale des sentences répressives étrangères

(Rapporteurs : MM. André Mercier et H. Donnedieu de Vabres)

L'Institut de Droit international,

Poursuivant la révision de ses Résolutions de Munich (1883), concernant le conflit des lois pénales en matière de compétence, révision partiellement réalisée dans sa session de Cambridge en 1931, estime qu'il y a lieu d'ajouter aux dispositions votées à Cambridge certaines dispositions nouvelles relatives à la portée extra-territoriale des sentences répressives ;

Considérant que le principe *non bis in idem* est essentiel dans l'intérêt de la justice et que, s'il doit subir des exceptions, ces exceptions doivent être limitées dans toute la mesure du possible ;

Recommande les dispositions ci-après pour servir de base à la conclusion de traités, bilatéraux ou multilatéraux, ou de modèles aux dispositions des législations nationales.

Article premier

Lorsqu'une infraction ne rentrant pas dans les catégories visées à l'article 3 ci-dessous a fait l'objet d'un jugement définitif dans le pays sur le territoire duquel elle a été commise[1], à condition toutefois qu'en cas de condamnation le condamné ait subi sa peine ou bénéficié d'une dispense de celle-ci, ladite infraction ne peut donner lieu à poursuite dans un autre pays.

Toutefois, cette règle n'est pas applicable si ce jugement implique une discrimination injuste vis-à-vis de l'inculpé ou de la victime de l'infraction.

[1] Pour la détermination du lieu de l'infraction, l'Institut se réfère à l'article 2 des Résolutions de Cambridge (1931).

Article 2

Lorsqu'une infraction a fait l'objet d'un jugement définitif dans un pays autre que celui sur le territoire duquel elle a été commise, cette infraction peut faire l'objet d'une nouvelle poursuite dans ce dernier pays, mais seulement sur l'initiative du ministère public[2].

Article 3

Une nouvelle poursuite peut également avoir lieu à la même condition, quand l'infraction commise et définitivement jugée hors du territoire de l'Etat constitue :

a) soit un attentat à la sécurité de cet Etat ;

b) soit une falsification de sa monnaie, de ses timbres, sceaux ou marques officiels.

Article 4

Il appartient à chaque Etat de déterminer de quelle manière, en cas de poursuite intentée en application des articles précédents, il sera tenu compte pour l'exécution de la condamnation prononcée de la peine ou de la portion de peine ou de la détention préventive subies à l'étranger.

Le tribunal saisi en dernier lieu peut, d'autre part, prendre en considération les causes de dispense de peine éventuellement accordée à l'étranger.

Article 5

Lorsqu'une poursuite a été intentée devant les tribunaux d'un Etat à la demande expresse d'un autre Etat et qu'elle a abouti à un jugement définitif, aucune poursuite nouvelle ne peut être exercée devant les tribunaux de l'Etat requérant pour le même fait, contre la même personne.

Toutefois, si le condamné s'est soustrait à l'exécution de la peine, en tout ou en partie, une nouvelle poursuite peut être intentée sur l'initiative du ministère public, et la disposition de l'article 4 est applicable.

Article 6

Les dispositions qui précèdent ne font pas obstacle à la détermination par un pays autre que celui où la condamnation définitive a été prononcée des interdictions, incapacités ou déchéances qui seront les conséquences de cette condamnation.

Article 7

Une condamnation étrangère devenue définitive peut être prise en considération au point de vue de l'octroi ou de la révocation du sursis à l'exécution de la peine, de l'application des mesures de sûreté, de la récidive, de la réhabilitation judiciaire ou légale, quand l'infraction qui a donné lieu à cette condamnation est prévue par la loi du juge saisi.

---

[2] Cette restriction vise les législations qui confèrent à la partie lésée le pouvoir de mettre en mouvement l'action publique.

Article 8

Les jugements définitifs rendus à l'étranger par les tribunaux répressifs peuvent donner lieu à l'exécution forcée sur les biens à l'égard des restitutions, réparation des dommages et autres effets civils, sous les conditions et en observant la procédure établies par la loi.

Article 9

Les jugements définitifs rendus à l'étranger par les tribunaux répressifs, même s'ils remplissent les conditions ci-dessus, ne produiront les effets prévus aux articles 6, 7 et 8 que :

a) s'ils concernent des infractions de droit commun ;

b) si la défense du condamné a été pleinement assurée ;

c) et s'ils ne contiennent aucune disposition contraire à l'ordre public.

*

L'Institut estime, au surplus, que si les Hautes Parties contractantes établissaient un tableau d'équivalence des peines prévues par leurs législations respectives, l'application des prescriptions nouvelles serait facilitée.

*

(11 septembre 1950)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session de Sienne – 1952

Les effets des changements territoriaux sur les droits patrimoniaux

(Rapporteur : M. Alexandre Makarov)

L'Institut de Droit international,

Rappelant la Déclaration des droits internationaux de l'homme, votée par l'Institut au cours de sa XXXVI[e] session à New York (1929),

et les travaux de sa Commission sur les effets juridiques des changements de souveraineté territoriale constituée à la même session ;

S'inspirant de la Déclaration adoptée par l'Institut au cours de sa XLII[e] session à Lausanne (1947) sur les droits fondamentaux de l'homme, base d'une restauration du droit international ;

Réservant la matière des dettes publiques et des droits des particuliers qui en découlent ;

Adopte les Résolutions suivantes sur les effets des changements territoriaux sur les droits patrimoniaux :

1) Les règles énoncées ci-dessous se rapportent à toutes les espèces de changements territoriaux.

2) Ces règles ont trait aux droits patrimoniaux des particuliers, que ceux-ci soient des personnes physiques ou morales, et que ces droits soient basés sur des dispositions législatives ou sur des actes administratifs de l'Etat prédécesseur.

3) Ces règles s'appliquent aussi aux droits patrimoniaux de communes ou d'autres collectivités faisant partie de l'Etat atteint par le changement territorial.

4) Le changement territorial laisse subsister les droits patrimoniaux régulièrement acquis antérieurement à ce changement.

Réserve faite des obligations incombant à l'Etat prédécesseur au titre délictuel ou quasi-délictuel, l'Etat dit successeur assume les obligations respectives de l'Etat prédécesseur.

5) Les droits patrimoniaux résultant de concessions valablement octroyées doivent être respectés. Toutefois, en cas de concessions incompatibles avec l'ordre juridique de l'Etat dit successeur, la suppression de ces droits donne lieu à une indemnité équitable.

Les droits patrimoniaux résultant de concessions octroyées *mala fide* ou comportant des obligations "odieuses" pour l'Etat dit successeur, ne s'imposent pas au respect de celui-ci.

6) Le principe du respect des droits patrimoniaux acquis avant le changement territorial devrait trouver son application par règlement légal ou conventionnel concernant les droits suivants :

a) les pensions et autres allocations de retraite des fonctionnaires civils et des employés de l'Etat et des militaires ayant leur résidence dans le territoire qui a changé de souveraineté, la même règle s'appliquant au droit à pension des membres de leur famille ;

b) les pensions et autres allocations de retraite accordées par les provinces et les communes à leurs fonctionnaires et employés, ainsi qu'aux membres de leur famille ;

c) les droits à des rentes provenant de toutes les catégories d'assurances sociales obligatoires ou volontaires pour autant que les réserves techniques appartenant aux Etablissements d'assurance en question soient dévolues aux institutions ayant leur siège sur le territoire passant à l'Etat dit successeur.

7) Les droits patrimoniaux mentionnés dans les articles précédents sont soumis, après le changement territorial, à l'ordre juridique de l'Etat dit successeur, et ce dernier peut en particulier prendre toutes dispositions pour faciliter cette transition. Les règles générales en matière de protection des droits régulièrement acquis sont applicables aux droits patrimoniaux atteints par un changement territorial.

8) Il est désirable que les contestations qui pourraient surgir au sujet de l'application des principes ci-dessus énoncés soient déférées à un tribunal arbitral auquel auraient accès les particuliers intéressés.

*

(22 avril 1952)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session de Sienne – 1952

L'influence des conditions démographiques sur le règlement des conflits de lois

(Rapporteur : M. José de Yanguas Messia)

L'Institut de Droit international,

Considérant que l'influence des conditions démographiques sur le droit international privé, comme d'ailleurs celle des autres facteurs politiques, ne devrait pas dépasser certaines limites,

Adopte les Résolutions suivantes :

1. Les règles du droit international privé ne doivent pas, pour des raisons démographiques, utiliser des points de rattachement donnant lieu à une différence entre le domaine d'application de la loi nationale et celui de la loi étrangère.

2. Les règles du droit international privé doivent, en général, utiliser des critères susceptibles d'internationalisation, c'est-à-dire, notamment, susceptibles d'être adoptés dans des conventions internationales de manière à éviter des solutions discordantes d'un même cas concret dans des pays différents.

*

(25 avril 1952)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session de Sienne – 1952

La composition de la Cour internationale de Justice

(Rapporteur : J. Gustave Guerrero)

L'Institut de Droit international,

Très attentif à l'importance croissante de la Cour internationale de Justice et de son rôle dans le développement du droit international,

Soucieux, comme il l'a toujours été, de contribuer au perfectionnement de la Justice internationale, a résolu de mettre à l'étude les améliorations qui pourraient être apportées au Statut de la Cour en vue d'une révision éventuelle.

Mais en attendant le résultat de cette étude, l'Institut estime que, pour répondre à l'esprit comme à la lettre des articles 2 et 8 du Statut, il serait hautement désirable de prendre dès maintenant dans la pratique, les mesures administratives suivantes :

1. En raison de son caractère non politique, l'élection des membres de la Cour, qui porte sur des personnes, non sur des Etats, devrait être nettement séparée des élections relatives aux autres organes des Nations Unies, et autant que possible fixée à la date la plus rapprochée de l'ouverture de la session de l'Assemblée, immédiatement après la clôture du débat général initial.

2. En vue d'assurer l'autonomie du vote dans les deux organes chargés de procéder à l'élection simultanée des juges, des mesures devraient être prises pour éviter que des communications s'établissent entre eux, en dehors de l'annonce officielle, faite de l'un à l'autre du résultat de chacune de leurs séances d'élections.

*

(24 avril 1952)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session d'Aix-en-Provence – 1954

La détermination du domaine réservé et ses effets

(Rapporteur : M. Charles Rousseau)

L'Institut de Droit international,

Reprenant le problème antérieurement discuté à la session d'Oslo en 1932 ;

Observant toutefois que, depuis cette époque, de nouvelles questions se sont posées, qui en elles-mêmes appellent une solution, déclare adopter les Résolutions suivantes :

Article premier

Le domaine réservé est celui des activités étatiques où la compétence de l'Etat n'est pas liée par le droit international.

L'étendue de ce domaine dépend du droit international et varie suivant son développement.

Article 2

L'expression "affaires qui relèvent essentiellement de la compétence nationale des Etats" a été employée en vue de délimiter, par rapport au domaine réservé, la compétence de certaines organisations internationales telle qu'elle est déterminée par la constitution propre à chacune de ces organisations.

Article 3

La conclusion d'un engagement international dans une matière relevant du domaine réservé exclut la possibilité pour une partie à cet engagement d'opposer l'exception du domaine réservé pour toute question se rapportant à l'interprétation ou à l'application dudit engagement.

Article 4

Le point de savoir si, dans un cas déterminé, l'objet du différend relève ou non du domaine réservé est, en cas de contestation, une question éminemment propre à être tranchée par un organe juridictionnel international.

Article 5

Toute organisation internationale peut, dans les limites de sa compétence, préparer des conventions internationales relatives au domaine réservé ou faire des recommandations d'un caractère général s'adressant à l'ensemble des Etats Membres ou non Membres.

Article 6

Relativement à une affaire rentrant dans le domaine réservé et qui donne lieu à un différend, les autres Etats et les organisations internationales peuvent faciliter la recherche d'un accord amiable.

Vœu annexe

L'Institut de Droit international exprime le vœu que, lors de l'énoncé de la réserve des questions de compétence nationale figurant dans la déclaration d'acceptation par un Etat de la juridiction obligatoire de la Cour internationale de Justice, l'Etat laisse à la Cour le soin d'apprécier, dans chaque cas particulier, si cette réserve est applicable.

*

(29 avril 1954)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session d'Aix-en-Provence – 1954

L'immunité de juridiction et d'exécution forcées des Etats étrangers

(Rapporteur : M. Ernest Lémonon)

L'Institut de Droit international,

Reprenant l'examen des Résolutions votées à Hambourg en 1891 ;

Observant toutefois que depuis cette époque de nouvelles questions se sont posées qui appellent une solution ;

Déclare adopter les Résolutions suivantes :

Article premier

Les tribunaux d'un Etat ne peuvent connaître des litiges ayant trait à des actes de puissance publique accomplis par un Etat étranger, ou par une personne morale relevant d'un Etat étranger.

Article 2

Un Etat peut renoncer à se prévaloir de son immunité.

La renonciation peut être expresse ou tacite ; elle doit être en tous cas certaine. Elle résulte du dépôt par l'Etat de conclusions au fond.

L'Etat demandeur, intervenant, ou tiers opposant devant un tribunal étranger, est censé accepter la compétence de ce tribunal.

Sur une demande reconventionnelle dirigée contre lui, il ne peut invoquer l'immunité de juridiction si cette demande est en connexion directe, conformément au droit régissant la demande principale, avec cette dernière.

Article 3

Les tribunaux d'un Etat peuvent connaître des actions contre un Etat étranger et les personnes morales visées à l'article premier, toutes les fois que le litige a trait à un acte qui n'est pas de puissance publique.

La question de savoir si un acte n'est pas de puissance publique relève de la *lex fori.*

Article 4

Les tribunaux d'un Etat ne peuvent connaître des litiges à l'égard d'un Etat étranger quand ces litiges sont relatifs à des dettes que celui-ci a contractées, par voie d'emprunt public, sur le territoire de l'Etat dont les tribunaux sont saisis.

Toutefois l'Etat étranger peut accepter la compétence de ces tribunaux.

Article 5

Il ne peut être procédé ni à l'exécution forcée, ni à une saisie conservatoire, sur les biens qui sont la propriété d'un Etat étranger, s'ils sont affectés à l'exercice de son activité gouvernementale qui ne se rapporte pas à une exploitation économique quelconque.

*

(30 avril 1954)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session d'Aix-en-Provence – 1954

Etude des amendements à apporter au Statut de la Cour internationale de Justice

(Rapporteur : M. Max Huber)

L'Institut de Droit international,

Ayant poursuivi l'étude du Statut de la Cour internationale de Justice conformément à sa Résolution adoptée à la session de Sienne, le 24 avril 1952 ;

Renouvelle les propositions adoptées à Sienne et dont le texte est reproduit en annexe et exprime le vœu qu'il en soit tenu compte lors des prochaines élections ;

Formule en outre les suggestions suivantes qui lui paraissent de nature à renforcer encore l'autorité et l'efficacité de l'organe judiciaire suprême des Nations Unies et invite le Secrétaire général à les communiquer avec les documents préparatoires y afférant au Président de la Cour internationale de Justice et au Secrétaire général des Nations Unies.

1. Critères pour le choix des juges

Sans préjudice de la nécessité d'assurer une certaine représentation géographique au sein de la Cour internationale de Justice comme prévue à l'article 9 du Statut, les juges à la Cour doivent être élus avant tout en fonction de leurs qualités individuelles en conformité avec l'article 2.

A cet effet une précision en ce sens pourrait, en cas de révision du Statut, être utilement apportée à l'article 9.

2. Nombre des juges

Il y a lieu d'éviter une augmentation du nombre des juges, qui serait de nature à rendre plus difficiles les délibérations de la Cour internationale de Justice.

Si néanmoins des circonstances nouvelles rendaient nécessaire une certaine augmentation, le nombre des juges ne devrait pas excéder dix-huit.

3. Mode d'élection

Lorsque plusieurs sièges sont à pourvoir, des scrutins successifs pour chacun d'eux paraissent mieux de nature à éviter des effets de surprise. Ce système n'est pas incompatible avec le Statut actuel.

4. Durée des fonctions des juges

En vue de renforcer l'indépendance des juges, il est proposé de porter la durée des fonctions à quinze ans en supprimant la rééligibilité. Une limite d'âge devrait, dans ce cas, être prévue ; elle pourrait être fixée à soixante-quinze ans.

Il devrait être également prévu que, contrairement au texte actuel de l'article 15 du Statut, tout membre nouveau de la Cour serait élu pour le terme de quinze ans, sauf limite d'âge, quelle que fût la durée pendant laquelle son prédécesseur a exercé ses fonctions.

Il n'est pas dans l'esprit de l'Institut que les dispositions nouvelles puissent entrer en application en ce qui concerne les juges actuellement en fonction, sauf en cas de réélection pour une nouvelle période.

5. Juges ad hoc

Si l'on ne pouvait mettre fin à l'institution des juges *ad hoc*, il serait en tous cas hautement désirable d'entourer leur nomination de garanties autant que possible équivalentes à celles qui accompagnent la nomination des juges titulaires. On pourrait par exemple confier leur désignation au groupe national de la Cour permanente d'Arbitrage relevant de l'Etat intéressé ou au groupe national désigné par le gouvernement conformément à l'article 4, § 2 du Statut.

6. Compétence de la Cour

Il paraît urgent d'élargir la disposition de l'article 34 du Statut et d'ouvrir l'accès à la Cour aux organisations internationales groupant des Etats qui, tout au moins en majorité, sont Membres des Nations Unies ou Parties au Statut de la Cour.

ANNEXE

Extrait de la Résolution adoptée à la session de Sienne, le 24 avril 1952

L'Institut estime que, pour répondre à l'esprit comme à la lettre des articles 2 et 8 du Statut, il serait hautement désirable de prendre dès maintenant, dans la pratique, les mesures administratives suivantes :

1. En raison de son caractère non politique, l'élection des membres de la Cour, qui porte sur des personnes, non sur des Etats, devrait être nettement séparée des élections relatives aux autres organes des Nations Unies, et autant que possible fixée à la date la plus rapprochée de l'ouverture de la session de l'Assemblée, immédiatement après la clôture du débat général initial.

2. En vue d'assurer l'autonomie du vote dans les deux organes chargés de procéder à l'élection simultanée des juges, des mesures devraient être prises pour éviter que des communications s'établissent entre eux, en dehors de l'annonce officielle, faite de l'un à l'autre du résultat de chacune de leurs séances d'élections.

*

(26 avril 1954)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session d'Aix-en-Provence – 1954

Les lois fiscales en droit international privé

(Rapporteur : M. Pierre Arminjon)

Article premier

Sauf dispositions contraires des conventions internationales, les lois fiscales ne sont pas applicables hors du pays où elles ont été édictées.

Article 2

Ne sont pas considérées comme ayant un caractère fiscal les créances de l'Etat ou des personnes morales publiques, notamment à raison de leurs exploitations commerciales ou industrielles, même dans le cas de monopole.

Article 3

La disposition de l'article premier ne s'oppose pas à ce que soit considéré comme illicite tout acte, contrat, entreprise ou organisation ayant pour objet d'empêcher l'application de lois fiscales dans le pays où ces lois sont en vigueur.

*

(30 avril 1954)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session de Grenade – 1956

La règle de l'épuisement des recours internes

(Rapporteur : M. J.H.W. Verzijl)

Lorsqu'un Etat prétend que la lésion subie par un de ses ressortissants dans sa personne ou dans ses biens a été commise en violation du droit international, toute réclamation diplomatique ou judiciaire lui appartenant de ce chef est irrecevable, s'il existe dans l'ordre juridique interne de l'Etat contre lequel la prétention est élevée des voies de recours accessibles à la personne lésée et qui, vraisemblablement, sont efficaces et suffisantes, et tant que l'usage normal de ces voies n'a pas été épuisé.

La règle ne s'applique pas :

a) au cas où l'acte dommageable a atteint une personne jouissant d'une protection internationale spéciale ;

b) au cas où son application a été écartée par l'accord des Etats intéressés.

*

(18 avril 1956)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session de Grenade – 1956

Interprétation des traités

(Rapporteur : M. H. Lauterpacht)

L'Institut de Droit international

Estime que lorsqu'il y a lieu d'interpréter un traité, les Etats, les organisations et les juridictions internationales pourraient s'inspirer des principes suivants :

Article premier

1. L'accord des parties s'étant réalisé sur le texte du traité, il y a lieu de prendre le sens naturel et ordinaire des termes de ce texte comme base d'interprétation. Les termes des dispositions du traité doivent être interprétés dans le contexte entier, selon la bonne foi et à la lumière des principes du droit international.

2. Toutefois, s'il est établi que les termes employés doivent se comprendre dans un autre sens, le sens naturel et ordinaire de ces termes est écarté.

Article 2

1. Dans le cas d'un différend porté devant une juridiction internationale il incombera au tribunal, en tenant compte des dispositions de l'article premier, d'apprécier si, et dans quelle mesure, il y a lieu d'utiliser d'autres moyens d'interprétation.

2. Parmi ces moyens légitimes d'interpréter se trouvent :

a) Le recours aux travaux préparatoires ;

b) La pratique suivie dans l'application effective du traité ;

c) La prise en considération des buts du traité.

*

(19 avril 1956)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session de Grenade – 1956

L'élaboration d'une clause modèle de compétence obligatoire de la Cour internationale de Justice

(Rapporteur : M. Paul Guggenheim)

I.

L'Institut de Droit international recommande aux gouvernements et aux Organisations internationales d'insérer, lors de l'élaboration de conventions internationales multilatérales ou bilatérales, une clause conférant compétence obligatoire à la Cour internationale de Justice dans tout différend relatif à l'interprétation ou à l'application de la convention.

II.

Cette clause pourrait être la suivante :

"Tout différend relatif à l'interprétation ou à l'application de la présente convention relèvera de la compétence obligatoire de la Cour internationale de Justice qui, à ce titre, pourra être saisie par requête de toute Partie au différend."

III.

Dans le cas où la convention prévoit une procédure spéciale pour l'examen de questions relatives à son interprétation ou à son application, il conviendrait d'ajouter à cette disposition la clause suivante :

"Tout différend relatif à l'interprétation ou à l'application de la présente convention qui n'aura pas pu être réglé par les moyens de la procédure prévue (à l'alinéa précédent ou à l'article *x*) relèvera de la compétence obligatoire de la Cour internationale de Justice, laquelle pourra être saisie par requête de toute Partie au différend."

IV.

1. Dans le cas où la convention contient une disposition déférant à l'arbitrage le règlement des différends relatifs à l'interprétation ou à l'application de la convention, il est recommandé de compléter cette disposition par la clause suivante :

"Si l'arbitrage prévu à l'article *x* n'a pas pu aboutir à une décision portant règlement du différend relatif à l'interprétation ou à l'application de la présente convention, toute Partie à ce différend pourra soumettre celui-ci par voie de requête à la Cour internationale de Justice."

2. Dans le cas où la convention contient une disposition prescrivant de soumettre à une procédure de conciliation les différends relatifs à l'interprétation ou à l'application de la convention, la clause de juridiction énoncée ci-dessus sous le numéro I devrait être complétée par une disposition indiquant à quelles conditions, éventuellement de délais, l'échec de la procédure de conciliation autorise toute Partie au différend à saisir la Cour internationale de Justice.

V.

Si, dans une convention multilatérale contenant une clause consacrant la juridiction obligatoire de la Cour, on désire inscrire une disposition rendant obligatoire pour toutes les Parties à ladite convention un arrêt relatif à l'interprétation de la convention, rendu par la Cour internationale de Justice, cette disposition pourrait prendre la forme suivante :

"Les Hautes Parties Contractantes conviennent que, si un ou plusieurs Etats saisissent la Cour d'une demande tendant à obtenir l'interprétation d'une disposition de la présente convention, la décision rendue par la Cour sera obligatoire pour toutes les Parties à la convention (qu'elles aient usé ou non de la faculté d'intervention que leur donne le Statut de la Cour)."

*

(17 avril 1956)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session de Grenade – 1956

Les conséquences de la différence de nationalités des époux sur les effets du mariage

(Rapporteurs : MM. Henri Batiffol et Haroldo Valladão)

L'Institut de Droit international,

Considérant que, lorsque les rapports du droit de famille sont déterminés par la loi nationale, des conflits de lois relatifs aux effets du mariage peuvent résulter de la différence de nationalités des époux,

Recommande, pour la solution de ces conflits, l'adoption des règles suivantes :

Article premier

Pour les effets du mariage sur les rapports du droit de famille d'ordre personnel entre des époux de nationalités différentes, on appliquera :

a) la loi de la résidence habituelle commune des époux ;

b) en l'absence de résidence habituelle commune des époux, la loi de leur dernière résidence habituelle commune, ou, au cas où il n'y aurait jamais eu de résidence habituelle commune, la loi du lieu de la célébration du mariage.

Article 2

Pour les effets du mariage sur les rapports du droit de famille d'ordre patrimonial entre des époux de nationalités différentes, on appliquera la loi du premier domicile conjugal, ou, au cas où il n'y aurait jamais eu de domicile conjugal, la loi du lieu de la célébration du mariage.

*

(13 avril 1956)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session d'Amsterdam– 1957

La distinction entre le régime de la mer territoriale et celui des eaux intérieures

(Dixième Commission, Rapporteur : M. Frede Castberg)

(Le texte français fait foi. Le texte anglais est une traduction.)

L'Institut de Droit international,

Désireux de voir les Etats faciliter, par le régime de leurs eaux maritimes, les communications internationales, notamment en s'abstenant de refuser aux navires de commerce étrangers 1'accès à leurs eaux intérieures, sous réserve des cas exceptionnels où ce refus est imposé par des raisons impérieuses ;

Constatant que la pratique générale des Etats comporte le libre accès des ports et des rades à ces navires ;

Rappelant la Résolution de Stockholm (1928) sur le régime des navires de mer et de leurs équipages dans les ports étrangers en temps de paix ;

Adopte la Résolution suivante qui a pour objet de dégager certains principes de droit international public et de constater certaines pratiques concernant les différences de régime de la mer territoriale et des eaux intérieures, sans préjuger aucunement des effets qui pourraient s'attacher à une réglementation conventionnelle éventuelle, relative aux méthodes de délimitation du domaine maritime et à son régime :

I.

D'après 1e droit international, les espaces maritimes sur lesquels 1'Etat exerce sa compétence territoriale comprennent les eaux intérieures et la mer territoriale.

Les règles du droit international concernant ces deux parties diffèrent les unes des autres sous certains rapports.

II.

Accès et passage. Sur la *mer territoriale*, les navires étrangers ont un droit de passage inoffensif, comprenant aussi le droit de stopper ou de mouiller dans la mesure où 1'arrêt et le mouillage constituent des incidents ordinaires de la navigation ou s'imposent à un navire en état de relâche forcée ou de danger.

Sous réserve des droits de passage consacrés, soit par 1'usage, soit par convention, l'Etat riverain peut refuser aux navires étrangers 1'accès aux *eaux intérieures*, à moins qu'ils ne se trouvent en état de danger.

III.

Pouvoir de coercition. Dans les *eaux intérieures*, 1'Etat peut exercer son pouvoir de coercition. Il peut notamment y procéder à des arrestations et à des actes d'instruction prévus dans sa législation. Cependant, d'après une pratique répandue, 1'exercice de ce pouvoir de coercition n'est généralement appliqué aux navires étrangers dans les eaux intérieures que s'il s'agit d'actes à bord, susceptibles de troubler 1'ordre public.

A bord d'un navire étranger, passant dans la *mer territoriale*, 1'Etat riverain ne peut procéder à 1'arrestation d'une personne ou à des actes d'instruction qu'en raison d'une infraction pénale, commise à bord de ce navire lors dudit passage, et seulement dans 1'un des cas mentionnés ci-après :

1) si les conséquences de 1'infraction s'étendent en dehors du navire ;

2) si 1'infraction est de nature à troubler la paix publique du pays, ou le bon ordre dans la mer territoriale ;

3) si 1'assistance des autorités a été demandée par le capitaine du navire ou le consul de 1'Etat dont le navire bat pavillon.

L'Etat riverain ne peut ni arrêter ni dérouter un navire étranger passant dans la mer territoriale, pour 1'exercice de la juridiction civile. Il ne peut pratiquer, à 1'égard de ce navire, des mesures d'exécution ou des mesures conservatoires en matière civile que si ces mesures sont prises en raison d'obligations assumées ou de responsabilités encourues par ledit navire, en vue ou à 1'occasion de la navigation lors de ce passage dans les eaux de 1'Etat riverain.

Un navire étranger se trouvant dans la mer territoriale, mais en provenance des eaux intérieures, est dans la même condition juridique que s'il était encore dans ces eaux. Il en est de même du navire qui, sans y être forcé par un incident de navigation, stationne dans la mer territoriale.

IV.

Compétence judiciaire. L'Etat riverain peut exercer sa compétence judiciaire sur les actes délictueux commis à bord pendant le séjour d'un navire se trouvant dans les eaux intérieures de 1'Etat. En matière civile, si la saisie du navire a été opérée dans les conditions prévues par les lois de 1'Etat riverain et les conventions internationales, le procès civil peut être intenté contre le propriétaire du navire même si le navire et son activité n'ont pas donné occasion au procès.

Toutefois, d'après une pratique répandue, la compétence judiciaire n'est pas exercée, en matière pénale, en raison d'actes commis à bord du navire et non susceptibles de troubler 1'ordre public. Généralement, la compétence judiciaire n'est pas non plus exercée dans les matières civiles qui ont trait aux affaires intérieures du navire.

Les navires en passage inoffensif dans la *mer territoriale* ne sont pas, par ce seul fait, soumis à la compétence judiciaire de 1'Etat riverain. Les actes juridiques accomplis à bord d'un navire en passage dans la mer territoriale ne sont pas soumis, par cela même, à la compétence judiciaire dudit Etat. Les infractions commises à bord du navire ne tombent pas, comme telles, sous la compétence judiciaire de 1'Etat.

Toutefois, cette compétence peut être exercée dans le cas d'infraction aux lois et règlements de police et de navigation, édictés par 1'Etat. Dans tous les cas, les infractions mentionnées ci-dessus sous le N° III, 1, 2 et 3, tombent sous la compétence judiciaire de 1'Etat.

*

(24 septembre 1957)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session d'Amsterdam– 1957

Recours judiciaire à instituer contre les décisions d'organes internationaux

(Dix-neuvième Commission, Rapporteur : M. Wilhelm Wengler)

(Le texte français fait foi. Le texte anglais est une traduction.)

L'Institut de Droit international,

Considérant qu'il est du devoir de tout organe comme de toute organisation internationale de respecter le Droit et de le faire respecter par ses agents et fonctionnaires ; que le même devoir incombe aux Etats membres en cette qualité,

I.

Estime que 1'opportunité et les possibilités d'instituer un contrôle judiciaire des décisions d'organes internationaux dépendent essentiellement de la nature, de la structure et des pouvoirs des organes ou des organisations considérées.

En conséquence, la réglementation de ce contrôle, des voies de recours qu'il implique, et des effets qu'il comporte, ne paraît, dans 1'état actuel des choses, réalisable que par la voie de dispositions conventionnelles ou autres instruments, particuliers à chaque organe ou organisation.

II.

Estime que le contrôle judiciaire des décisions des organes internationaux devrait avoir pour objet d'assurer le respect des règles de droit qui lient 1'organe ou 1'organisation considérée, notamment :

a) le droit international général,

b) les dispositions constitutionnelles propres à cet organe ou à cette organisation, et celles qui régissent le fonctionnement de 1'organe international,

c) les règles établies par cet organe ou par cette organisation, qu'elles concernent les Etats membres, les agents et fonctionnaires de 1'organe ou de 1'organisation, ou des personnes privées, dans la mesure où les droits ou intérêts de celles-ci seraient en cause,

d) les dispositions des traités applicables,

e) toute disposition de droit interne applicable à des relations juridiques concernant cet organe ou cette organisation.

III.

1. Souhaite, à tout le moins, que, pour toute décision particulière d'un organe ou d'une organisation internationale qui met en cause des droits ou des intérêts privés, soit prévue une procédure appropriée pour le règlement, par voie judiciaire ou arbitrale, des différends juridiques qui pourraient naître à 1'occasion de cette décision.

2. Estime que, sous réserve des cas où serait prévu un régime juridictionnel spécial, il est désirable que la Cour internationale de Justice puisse être appelée à se prononcer sur les griefs tirés de 1'incompétence ou d'irrégularités graves de procédure des organes judiciaires ou arbitraux chargés du règlement des différends visés au paragraphe précédent.

IV.

Attire 1'attention des rédacteurs des dispositions conventionnelles ou d'autres instruments relatifs à 1'établissement d'un contrôle judiciaire des décisions d'organes internationaux notamment sur les points suivants qu'ils devraient avoir à 1'esprit :

a) 1'indication des Etats, organes internationaux ou organisations, collectivités ou personnes privées auxquels un recours serait ouvert,

b) le point de savoir qui se portera défendeur de la validité de la décision attaquée,

c) la nécessité de régler la notification du recours aux Etats membres et aux autres intéressés, et de déterminer leur droit d'intervention ainsi que les effets de la décision pour ceux qui n'auraient pas été parties à la procédure,

d) le choix à faire entre une clause générale et une clause limitant les cas dans lesquels le recours serait ouvert,

e) la question de savoir si et dans quelle mesure seront soumises au contrôle juridictionnel les décisions faisant application de notions techniques et la forme du concours que des experts seraient appelés à donner dans ces cas,

f) la question des délais dans lesquels doit être introduit le recours et de 1'effet de cette introduction sur 1'exécution de la décision attaquée (caractère suspensif ou non),

g) la détermination de la portée juridique de la décision du tribunal saisi (déclaration d'illégalité, annulation, octroi de dommages et intérêts, etc.),

h) la mesure dans laquelle 1'institution du recours doit exclure tout autre contrôle juridictionnel.

*

(25 septembre 1957)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session d'Amsterdam– 1957

L'arbitrage en droit international privé

(Quatorzième Commission, Rapporteur : M. Etienne Szászy)

(Le texte français fait foi. Le texte anglais est une traduction.)

L'Institut de Droit international,

Considérant qu'il apparaît de la plus grande utilité de soumettre les conflits de lois auxquels donne lieu 1'arbitrage privé, à un système unique de droit international privé,

Adopte la Résolution suivante :

A. *Questions générales*

Article premier

Les parties sont libres dans 1a convention arbitrale (compromis ou clause compromissoire) de faire usage de leur autonomie et d'indiquer le lieu où le tribunal arbitral doit siéger ; ce choix implique qu'elles entendent soumettre 1'arbitrage privé à la loi du pays de ce siège, dans la mesure indiquée par les dispositions qui suivent.

Si les parties ont expressément élu la loi applicable à la convention d'arbitrage, sans fixer le siège du tribunal arbitral, elles sont censées être tacitement convenues que celui-ci aura son siège sur le territoire du pays dont la loi a été élue par elles.

Si les parties ont indiqué dans la convention arbitrale le pays du siège du tribunal arbitral et adopté la loi d'un autre pays pour régir la convention d'arbitrage, le siège sera déterminé de la manière suivante :

a) dans le pays dont la loi a été élue, lorsque les droits des deux Etats ont consacré le principe que 1'arbitrage doit avoir lieu sur le territoire de 1'Etat dont la loi a été choisie par les parties ;

b) dans le pays où le siège a été fixé par les parties, lorsque la règle que 1'arbitrage doit avoir lieu sur le territoire de 1'Etat dont la loi a été choisie par les parties n'est admise par les lois d'aucun des deux Etats ou ne l'est que par l'une d'elles.

Article 2

A défaut de siège déterminé en vertu de l'article premier, les parties sont censées avoir investi les arbitres du droit de fixer le lieu où siègera le tribunal arbitral, et ce choix détermine la loi applicable à 1'arbitrage dans la mesure indiquée par les dispositions qui suivent.

Au cas où les arbitres siégeraient successivement dans divers Etats, le siège du tribunal arbitral est censé établi au lieu de leur première réunion, sauf réserve expresse des arbitres en faveur d'un autre lieu.

Si les arbitres ont leur résidence habituelle dans des Etats différents et procèdent, en vertu de la loi ou du compromis, par voie de simple échange de correspondance, sans se réunir, le siège du tribunal arbitral est censé établi au lieu de la résidence habituelle du surarbitre ; s'il n'y a pas de surarbitre, le siège du tribunal arbitral sera fixé de commun accord ou à la majorité par les arbitres ; en cas d'arbitre unique, le lieu de résidence de ce dernier sera le siège de 1'arbitrage. Dans toutes les éventualités, la loi applicable à 1'arbitrage privé est celle du siège déterminé de l'une ou 1'autre des manières indiquées, dans la mesure fixée par les dispositions qui suivent.

Article 3

La sentence arbitrale est réputée rendue au siège du tribunal arbitral et au jour de sa signature par les arbitres, quel que soit le lieu où les signatures ont été apposées.

B. *Capacité et pouvoir de compromettre*

Article 4

La capacité de compromettre est régie par la loi indiquée d'après les règles de rattachement en vigueur au lieu du siège du tribunal arbitral.

Article 5

La validité de la clause compromissoire est régie par la loi du siège du tribunal arbitral.

Sous cette réserve, le pouvoir de compromettre est régi par la loi applicable au fond du litige ; cette loi est déterminée par les règles de rattachement de 1'Etat où siège le tribunal arbitral.

C. *Indépendance de la convention d'arbitrage par rapport au litige*

Article 6

Les conditions de validité du compromis et de la clause compromissoire ne sont pas nécessairement soumises à la même loi que celle appliquée au rapport litigieux. Elles sont régies par la loi en vigueur dans le pays du siège du tribunal arbitral, sans qu'il y ait lieu de distinguer selon que la clause compromissoire fasse ou non partie intégrante du contrat donnant lieu à un litige.

D. *Forme*

Article 7

La forme de la convention d'arbitrage est régie par la loi en vigueur dans le pays où 1'acte a été conclu. Néanmoins, le compromis ou la clause compromissoire qui ne répond pas aux exigences de forme de cette loi, est valable si les formes exigées par la loi du lieu du siège du tribunal arbitral ont été observées.

Les mêmes principes sont applicables à la forme de 1'acte de désignation des arbitres, intervenu postérieurement à la conclusion du contrat d'arbitrage et à la transaction mettant fin au litige.

Sont réservés les dispositions d'ordre public de la loi du lieu où siège le tribunal arbitral.

E. *Arbitres et procédure*

Article 8

Les rapports contractuels entre les parties et les arbitres sont régis par la loi du lieu où siège le tribunal arbitral.

Cette loi indique aussi la composition du tribunal arbitral et les conditions que doivent remplir les arbitres pour pouvoir accomplir leur mission. Elle est applicable aux motifs de récusation des arbitres, à leur révocation, au déport des arbitres et à ses conséquences, ainsi qu'aux causes mettant fin à 1'arbitrage.

Les autorités compétentes pour procéder à la nomination des arbitres ou du surarbitre, lorsque ceux-ci n'ont pas été désignés par les parties, sont celles indiquées par la loi du siège du tribunal arbitral.

Article 9

La loi du lieu du siège du tribunal arbitral détermine si la procédure à suivre par les arbitres peut être librement établie par les parties, et si, à défaut d'accord à ce sujet entre les parties contractantes, elle peut être arrêtée par les arbitres ou doit être remplacée par les dispositions applicables à la procédure devant les tribunaux ordinaires.

Article 10

La loi du lieu du siège du tribunal arbitral est seule applicable pour décider si les arbitres sont compétents pour statuer sur la nullité de la convention d'arbitrage lorsqu'elle est invoquée devant eux par l'une des parties.

F. *Droit applicable au fond du litige*

Article 11

Les règles de rattachement en vigueur dans 1'Etat du siège du tribunal arbitral doivent être suivies pour déterminer la loi applicable au fond du litige.

Dans les limites de cette loi, les arbitres appliquent la loi choisie par les parties ou, à défaut d'indication expresse de celles-ci, déterminent quelle est la volonté des parties à cet égard en considérant toutes les circonstances de la cause.

Si la loi du lieu du siège du tribunal arbitral les y autorise, les parties peuvent donner aux arbitres le pouvoir de juger en équité ou d'après les règlements des associations professionnelles.

G. *Recours*

Article 12

La loi du lieu du siège du tribunal arbitral est applicable au dépôt et aux formalités donnant à la sentence force de chose jugée et force exécutoire, ainsi qu'aux conditions auxquelles les voies de recours contre la décision des arbitres sont ouvertes aux parties ; elle désigne également les autorités auprès desquelles ces divers moyens de droit doivent être introduits.

*

(26 septembre 1957)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session de Neuchâtel – 1959

Reconnaissance et exécution internationales des sentences arbitrales

(Quatorzième Commission, Rapporteur : M. Georges Sanser-Hall)

(Le texte français fait foi. Le texte anglais est une traduction.)

L'Institut de Droit international,

Ayant adopté, le 26 septembre 1957, dans sa Session d'Amsterdam, une Résolution concernant les conflits de lois auxquels donne lieu 1'arbitrage privé,

Considérant qu'il convient de compléter cette Résolution par des dispositions relatives à la reconnaissance et à 1'exécution internationales des sentences arbitrales,

Tenant compte de la Convention pour la reconnaissance et l'exécution des sentences arbitrales étrangères, conclue à New York le 10 juin 1958,

Adopte la Résolution suivante :

Article premier

Quel que soit le lieu où la sentence arbitrale doit être rendue, tous les Etats doivent reconnaître 1'existence et 1'effet des compromis et des clauses compromissoires valables d'après les dispositions de la Résolution adoptée par 1'Institut lors de la Session d'Amsterdam de 1957. Tout tribunal devant lequel une partie intenterait une action judiciaire en violation d'un compromis ou d'une clause compromissoire doit se dessaisir de 1'affaire à la demande de 1'autre partie.

Si l'une des parties soulève devant les tribunaux 1'exception de 1'invalidité du compromis ou de la clause compromissoire, le juge tranche la question par application de la loi qui est compétente en vertu de la Résolution d'Amsterdam ; il peut aussi renvoyer les parties à la juridiction arbitrale, sous réserve des droits de recours aux tribunaux prévus par la loi du siège du tribunal arbitral.

Article 2

Sous réserve de ce qui est dit à l'article 3, la reconnaissance et 1'exécution d'une sentence arbitrale, rendue conformément aux dispositions de la Résolution d'Amsterdam, sont assurés par tout Etat où elle est invoquée, dès qu'elle a force de chose jugée d'après la législation du pays du siège du tribunal arbitral, sans qu'il y ait lieu de procéder à un examen au fond.

Article 3

La reconnaissance ou 1'exécution d'une sentence arbitrale étrangère ne peut être refusée que dans les cas suivants :

1) lorsque les parties n'ont pas été régulièrement citées ou représentées ;

2) lorsque la sentence est en contradiction avec une décision passée en force de chose jugée et rendue sur le même objet et entre les mêmes parties, après la conclusion de la convention d'arbitrage, par une juridiction du pays ou la sentence est invoquée ;

3) lorsque les arbitres ont excédé leur compétence ou n'ont pas statut sur toutes les demandes qui leur ont été soumises par les parties, ou lorsque la sentence n'est pas motivée alors qu'elle devait 1'être ;

4) lorsque la sentence porte sur un litige qui, en raison de son objet, n'est pas susceptible d'être réglé par voie d'arbitrage d'après la loi du pays où elle est invoquée ;

5) lorsque la sentence est manifestement incompatible avec 1'ordre public du pays où elle est invoquée.

Article 4

La partie qui demande la reconnaissance ou 1'exécution d'une sentence arbitrale étrangère doit joindre à sa requête :

1) 1'original de la sentence ou une copie assurant son authenticité d'après la législation du lieu du siège du tribunal arbitral ;

2) 1'original de la convention d'arbitrage ou une copie assurant son authenticité ;

3) les pièces établissant que la sentence à force de chose jugée dans le pays du siège du tribunal arbitral.

Article 5

La loi du pays où la sentence arbitrale étrangère est invoquée règle la procédure et les effets de la reconnaissance ou de 1'exequatur.

*

(11 septembre 1959)

ANNEXE

L'arbitrage en droit international privé

Texte complet des articles votés à Amsterdam (1957) et à Neuchâtel (1959)

A. *Questions générales*

Article premier

Les parties sont libres dans 1a convention arbitrale (compromis ou clause compromissoire) de faire usage de leur autonomie et d'indiquer le lieu où le tribunal arbitral doit siéger ; ce choix implique qu'elles entendent soumettre 1'arbitrage privé à la loi du pays de ce siège, dans la mesure indiquée par les dispositions qui suivent.

Si les parties ont expressément élu la loi applicable à la convention d'arbitrage, sans fixer le siège du tribunal arbitral, elles sont censées être tacitement convenues que celui-ci aura son siège sur le territoire du pays dont la loi a été élue par elles.

Si les parties ont indiqué dans la convention arbitrale le pays du siège du tribunal arbitral et adopté la loi d'un autre pays pour régir la convention d'arbitrage, le siège sera déterminé de la manière suivante :

a) dans le pays dont la loi a été élue, lorsque les droits des deux Etats ont consacré le principe que 1'arbitrage doit avoir lieu sur le territoire de 1'Etat dont la loi a été choisie par les parties ;

b) dans le pays où le siège a été fixé par les parties, lorsque la règle que 1'arbitrage doit avoir lieu sur le territoire de 1'Etat dont la loi a été choisie par les parties n'est admise par les lois d'aucun des deux Etats ou ne l'est que par l'une d'elles.

Article 2

A défaut de siège déterminé en vertu de l'article premier, les parties sont censées avoir investi les arbitres du droit de fixer le lieu où siègera le tribunal arbitral, et ce choix détermine la loi applicable à 1'arbitrage dans la mesure indiquée par les dispositions qui suivent.

Au cas où les arbitres siégeraient successivement dans divers Etats, le siège du tribunal arbitral est censé établi au lieu de leur première réunion, sauf réserve expresse des arbitres en faveur d'un autre lieu.

Si les arbitres ont leur résidence habituelle dans des Etats différents et procèdent, en vertu de la loi ou du compromis, par voie de simple échange de correspondance, sans se réunir, le siège du tribunal arbitral est censé établi au lieu de la résidence habituelle du surarbitre ; s'il n'y a pas de surarbitre, le siège du tribunal arbitral sera fixé de commun accord ou à la majorité par les arbitres ; en cas d'arbitre unique, le lieu de résidence de ce dernier sera le siège de 1'arbitrage. Dans toutes les éventualités, la loi applicable à 1'arbitrage privé est celle du siège déterminé de l'une ou 1'autre des manières indiquées, dans la mesure fixée par les dispositions qui suivent.

Article 3

La sentence arbitrale est réputée rendue au siège du tribunal arbitral et au jour de sa signature par les arbitres, quel que soit le lieu ou les signatures ont été apposées.

B. *Capacité et pouvoir de compromettre*

Article 4

La capacité de compromettre est régie par la loi indiquée d'après les règles de rattachement en vigueur au lieu du siège du tribunal arbitral.

Article 5

La validité de la clause compromissoire est régie par la loi du siège du tribunal arbitral.

Sous cette réserve, le pouvoir de compromettre est régi par la loi applicable au fond du litige ; cette loi est déterminée par les règles de rattachement de 1'Etat où siège le tribunal arbitral.

C. *Indépendance de la convention d'arbitrage par rapport au litige*

Article 6

Les conditions de validité du compromis et de la clause compromissoire ne sont pas nécessairement soumises à la même loi que celle appliquée au rapport litigieux. Elles sont régies par la loi en vigueur dans le pays du siège du tribunal arbitral, sans qu'il y ait lieu de distinguer selon que la clause compromissoire fasse ou non partie intégrante du contrat donnant lieu à un litige.

D. *Forme*

Article 7

La forme de la convention d'arbitrage est régie par la loi en vigueur dans le pays où 1'acte a été conclu. Néanmoins, le compromis ou la clause compromissoire qui ne répond pas aux exigences de forme de cette loi, est valable si les formes exigées par la loi du lieu du siège du tribunal arbitral ont été observées.

Les mêmes principes sont applicables à la forme de 1'acte de désignation des arbitres, intervenu postérieurement à la conclusion du contrat d'arbitrage et à la transaction mettant fin au litige.

Sont réservés les dispositions d'ordre public de la loi du lieu où siège le tribunal arbitral.

E. *Arbitres et procédure*

Article 8

Les rapports contractuels entre les parties et les arbitres sont régis par la loi du lieu où siège le tribunal arbitral.

Cette loi indique aussi la composition du tribunal arbitral et les conditions que doivent remplir les arbitres pour pouvoir accomplir leur mission. Elle est applicable aux motifs de récusation des arbitres, à leur révocation, au déport des arbitres et à ses conséquences, ainsi qu'aux causes mettant fin à 1'arbitrage.

Les autorités compétentes pour procéder à la nomination des arbitres ou du surarbitre, lorsque ceux-ci n'ont pas été désignés par les parties, sont celles indiquées par la loi du siège du tribunal arbitral.

Article 9

La loi du lieu du siège du tribunal arbitral détermine si la procédure à suivre par les arbitres peut être librement établie par les parties, et si, à défaut d'accord à ce sujet entre les parties contractantes, elle peut être arrêtée par les arbitres ou doit être remplacée par les dispositions applicables à la procédure devant les tribunaux ordinaires.

Article 10

La loi du lieu du siège du tribunal arbitral est seule applicable pour décider si les arbitres sont compétents pour statuer sur la nullité de la convention d'arbitrage lorsqu'elle est invoquée devant eux par l'une des parties.

F. *Droit applicable au fond du litige*

Article 11

Les règles de rattachement en vigueur dans 1'Etat du siège du tribunal arbitral doivent être suivies pour déterminer la loi applicable au fond du litige.

Dans les limites de cette loi, les arbitres appliquent la loi choisie par les parties ou, à défaut d'indication expresse de celles-ci, déterminent quelle est la volonté des parties à cet égard en considérant toutes les circonstances de la cause.

Si la loi du lieu du siège du tribunal arbitral les y autorise, les parties peuvent donner aux arbitres le pouvoir de juger en équité ou d'après les règlements des associations professionnelles.

G. *Recours*

Article 12

La loi du lieu du siège du tribunal arbitral est applicable au dépôt et aux formalités donnant à la sentence force de chose jugée et force exécutoire, ainsi qu'aux conditions auxquelles les voies de recours contre la décision des arbitres sont ouvertes aux parties ; elle désigne également les autorités auprès desquelles ces divers moyens de droit doivent être introduits.

H. *Reconnaissance et exécution internationales des sentences arbitrales*

Article 13

Quel que soit le lieu où la sentence arbitrale doit être rendue, tous les Etats doivent reconnaître 1'existence et 1'effet des compromis et des clauses compromissoires valables d'après les dispositions de la Résolution adoptée par 1'Institut lors de la Session d'Amsterdam de 1957. Tout tribunal devant lequel une partie intenterait une action judiciaire en violation d'un compromis ou d'une clause compromissoire doit se dessaisir de 1'affaire à la demande de 1'autre partie.

Si l'une des parties soulève devant les tribunaux 1'exception de 1'invalidité du compromis ou de la clause compromissoire, le juge tranche la question par application de la loi qui est compétente en vertu de la Résolution d'Amsterdam ; il peut aussi renvoyer les parties à la juridiction arbitrale, sous réserve des droits de recours aux tribunaux prévus par la loi du siège du tribunal arbitral.

Article 14

Sous réserve de ce qui est dit à l'article 3, la reconnaissance et 1'exécution d'une sentence arbitrale, rendue conformément aux dispositions de la Résolution d'Amsterdam, sont assurés par tout Etat où elle est invoquée, dès qu'elle a force de chose jugée d'après la législation du pays du siège du tribunal arbitral, sans qu'il y ait lieu de procéder à un examen au fond.

Article 15

La reconnaissance ou 1'exécution d'une sentence arbitrale étrangère ne peut être refusée que dans les cas suivants :

1) lorsque les parties n'ont pas été régulièrement citées ou représentées ;

2) lorsque la sentence est en contradiction avec une décision passée en force de chose jugée et rendue sur le même objet et entre les mêmes parties, après la conclusion de la convention d'arbitrage, par une juridiction du pays où la sentence est invoquée ;

3) lorsque les arbitres ont excédé leur compétence ou n'ont pas statué sur toutes les demandes qui leur ont été soumises par les parties, ou lorsque la sentence n'est pas motivée alors qu'elle devait 1'être ;

4) lorsque la sentence porte sur un litige qui, en raison de son objet, n'est pas susceptible d'être réglé par voie d'arbitrage d'après la loi du pays où elle est invoquée ;

5) lorsque la sentence est manifestement incompatible avec 1'ordre public du pays où elle est invoquée.

Article 16

La partie qui demande la reconnaissance ou 1'exécution d'une sentence arbitrale étrangère doit joindre à sa requête :

1) 1'original de la sentence ou une copie assurant son authenticité d'après la législation du lieu du siège du tribunal arbitral ;

2) 1'original de la convention d'arbitrage ou une copie assurant son authenticité ;

3) les pièces établissant que la sentence a force de chose jugée dans le pays du siège du tribunal arbitral.

Article 17

La loi du pays où la sentence arbitrale étrangère est invoquée règle la procédure et les effets de la reconnaissance ou de 1'exequatur.

*

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session de Neuchâtel – 1959

Compétence obligatoire des instances judiciaires et arbitrales internationales

(Vingt-quatrième Commission, Rapporteur : M. C. Wilfred Jenks)

(Le texte français fait foi. Le texte anglais est une traduction.)

L'Institut de Droit international,

Ayant examiné la situation actuelle en ce qui concerne la compétence obligatoire des instances judiciaires et arbitrales internationales ;

Convaincu que le maintien de la justice par la soumission au droit, en acceptant le recours à des instances judiciaires et arbitrales, est un complément essentiel à la renonciation au recours à la force dans les relations internationales ;

Considérant qu'une acceptation plus générale de la compétence obligatoire représenterait une contribution importante au respect du droit, et constatant avec inquiétude que le développement de cette compétence est, à 1'heure actuelle, gravement en retard sur les exigences d'une administration régulière de la justice internationale ;

Reconnaissant 1'importance de la confiance en tant que facteur d'une acceptation plus large de la juridiction internationale ;

Estimant qu'il importe que l'article 36, paragraphe 2, du Statut de la Cour internationale de Justice demeure un moyen effectif pour assurer 1'acceptation progressive et plus générale de la compétence obligatoire de la Cour ;

Rappelant les Résolutions concernant le principe de la compétence obligatoire adoptées par l'Institut en 1877, 1904, 1921, 1936, 1937, 1954, 1956, 1957, et mentionnées dans 1'Annexe à la présente Résolution, et notamment le Vœu relatif à la réserve des questions de compétence nationale adopté à Aix-en-Provence en 1954 et la Résolution concernant une clause modèle de compétence obligatoire de la Cour internationale de Justice adoptée à Grenade en 1956 ;

Adopte les Résolutions suivantes :

1. Dans une communauté internationale dont les Membres ont renoncé au recours à la force, et pris, aux termes de la Charte des Nations Unies, 1'engagement de régler leurs différends internationaux par des moyens pacifiques, de telle manière que la paix et la sécurité internationales ainsi que la justice ne soient pas mises en danger, le recours à la Cour internationale de Justice ou à une autre instance judiciaire ou arbitrale constitue une méthode normale de règlement de différends d'ordre juridique au sens de l'article 36, paragraphe 2, du Statut de la Cour.

En conséquence, le recours à la Cour internationale de Justice ou à une autre instance judiciaire ou arbitrale ne saurait en aucun cas être considéré comme un acte peu amical vis-à-vis de 1'Etat défendeur.

2. Il importe que les engagements d'accepter la juridiction de la Cour internationale de Justice souscrits par les Etats aient un caractère effectif et ne soient pas illusoires. Notamment, les Etats qui acceptent la juridiction obligatoire en vertu de l'article 36, paragraphe 2, du Statut devraient le faire en des termes précis, qui respectent le droit de la Cour de juger de sa propre compétence conformément à son Statut et ne permettent pas aux Etats d'éluder leur soumission à la juridiction internationale.

Il est hautement désirable que les Etats ayant exclu de leur acceptation de la juridiction obligatoire de la Cour internationale de Justice en vertu de l'article 36, paragraphe 2, du Statut de la Cour les questions relevant essentiellement de la compétence nationale telle qu'elle est entendue par leur propre gouvernement, ou ayant fait des réserves analogues, retirent ces réserves en tenant compte des arrêts rendus et des opinions exprimées dans les affaires des *Emprunts Norvégiens* et de 1'*Interhandel* et du risque auquel ils s'exposent de voir d'autres Etats se prévaloir de ces réserves à leur égard.

3. En vue de sauvegarder le caractère effectif des engagements contractés, il est hautement souhaitable que les déclarations acceptant la juridiction de la Cour internationale de Justice en vertu de l'article 36, paragraphe 2, du Statut de la Cour soient souscrites pour une période qui ne soit pas, en principe, inférieure à cinq années. Elles devraient prévoir également que, à 1'expiration de chaque période, elles seront tacitement renouvelées pour une nouvelle période d'au moins cinq années, à moins qu'un préavis de dénonciation ne soit donné au moins douze mois avant 1'expiration de la période en cours.

4. Afin d'assurer 1'application effective et 1'unité d'interprétation des conventions générales, il importe de maintenir et de développer la pratique consistant à insérer dans ces conventions une clause, obligatoire pour toutes les parties, qui permette de saisir la Cour internationale de Justice par voie de requête unilatérale ou de soumettre à une autre instance judiciaire ou arbitrale les différends relatifs à 1'interpretation ou à 1'application de la convention ; cette clause pourrait s'inspirer des dispositions de la Résolution adoptée par 1'Institut en 1956 sur 1'élaboration d'une clause modèle de compétence obligatoire de la Cour internationale de Justice.

5. Dans 1'intérêt du développement économique mondial, il est souhaitable que les accords économiques et financiers relatifs aux projets de développement, qu'ils soient conclus entre des Etats, ou conclus avec des Etats par des Organisations internationales ou des Etablissements publics internationaux, contiennent une disposition conférant à la Cour internationale de Justice (dans la mesure où le permet le Statut de la Cour) ou à une autre instance judiciaire ou arbitrale appropriée, une compétence obligatoire dans tout différend relatif à leur interprétation ou application.

6. Sans préjudice des recours internationaux susceptibles d'être ouverts directement aux particuliers, certains accords économiques ou financiers entre des Etats pourraient utilement contenir une disposition générale prévoyant une compétence obligatoire pour juger des réclamations dirigées par l'un des Etats intéressés (soit agissant pour son propre compte, soit prenant fait et cause pour 1'un de ses ressortissants) contre 1'un des autres Etats intéressés.

Vœu

L'Institut de Droit international

Attire 1'attention des institutions responsables de la formation juridique, des groupements professionnels de juristes et praticiens du droit, ainsi que de tous ceux qui assurent la publication des décisions judiciaires, sur la nécessité de renforcer la confiance des peuples et des gouvernements dans la justice internationale, en favorisant une connaissance plus étendue et plus approfondie du fonctionnement et des décisions de la Cour internationale de Justice et des autres instances judiciaires et arbitrales internationales ;

Emet le vœu que les institutions publiques et privées, nationales et internationales, envisagent les mesures qu'il conviendrait de prendre en vue de favoriser une plus large diffusion des décisions des Cours et Tribunaux internationaux parmi les juristes et praticiens du droit.

*

(11 septembre 1959)

ANNEXE

Résolutions et Vœu concernant le principe de la compétence obligatoire adoptés par l'Institut

1. La clause compromissoire à insérer dans les traités (12 septembre 1877, Session de Zurich).
Tableau généra1[1] n° 45, p. 145 ; *Annuaire* 2 (1878), p. 160.

2. Le recours à la Cour permanente d'Arbitrage (26 septembre 1904, Session d'Edimbourg)
Tableau général n° 46a, pp. 145, 146 ; *Annuaire* 20 (1904), p. 210.

3. La signature de la clause facultative de la Cour permanente de Justice internationale (6 octobre 1921, Session de Rome)
Tableau général n° 52, pp. 159, 160 ; *Annuaire* 28 (1921), pp. 201, 202.

4. L'extension de 1'arbitrage obligatoire (14 octobre 1929, Session de New York)
Tableau général, n° 46b, pp. 146, 147 ; *Annuaire* 35 (1929), II, pp. 303, 304.

5. La clause juridictionnelle dans les Conventions d'Union, notamment celles relatives à la propriété industrielle et à la propriété artistique et littéraire (24 avril 1936, Session de Bruxelles)
Tableau général n° 88, pp. 273-276 ; *Annuaire* 39 (1936), II, pp. 305-310.

6. La nature juridique des avis consultatifs de la Cour permanente de Justice internationale, leur valeur et leur portée en droit international (3 septembre 1937, Session de Luxembourg)
Tableau général n° 55, pp. 162, 163 ; *Annuaire* 40 (1937), pp. 272, 273.

7. Vœu concernant la détermination du domaine réservé et ses effets (29 avril 1954, Session d'Aix-en-Provence)
Tableau général n° 2b, p. 4 ; *Annuaire* 45 (1954), II, p. 293.

8. L'élaboration d'une clause modèle de compétence obligatoire de la Cour internationale de Justice (17 avril 1956, Session de Grenade)
Tableau général n° 53, pp. 160, 161 ; *Annuaire* 46 (1956), pp. 360-362.

9. Recours judiciaire à instituer contre les décisions d'organes internationaux (25 septembre 1957, Session d'Amsterdam)
Annuaire 47 (1957), II, pp. 476-479.

---

[1] *Tableau général des Résolutions (1873-1956)*, Bâle, 1957.

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session de Salzbourg – 1961

Utilisation des eaux internationales non maritimes (en dehors de la navigation)

(Neuvième Commission, Rapporteur : M. Juraj Andrassy)

(Le texte français fait foi. Le texte anglais est une traduction.)

L'Institut de Droit international,

Considérant que 1'importance économique de 1'usage des eaux est transformée par la technique moderne et que 1'application de cette dernière aux eaux d'un bassin hydrographique s'étendant sur le territoire de plusieurs Etats affecte généralement 1'ensemble de ces Etats, et que cette transformation rend nécessaire une mise au point sur le plan juridique ;

Considérant qu'il existe un intérêt commun à 1'utilisation *maxima* des ressources naturelles disponibles ;

Considérant que 1'obligation de ne pas porter un préjudice illégitime à autrui est un des principes fondamentaux régissant les rapports de voisinage en général ;

Considérant que ce principe s'applique aussi aux rapports provenant des utilisations diverses des eaux ;

Considérant que dans 1'utilisation des eaux intéressant plusieurs Etats, chacun d'eux peut obtenir, par des consultations, des plans établis en commun et des concessions réciproques, les avantages d'un aménagement plus rationnel d'une richesse naturelle ;

Constate l'existence en droit international des règles suivantes, et formule les recommandations ci-après :

Article premier

Les présentes règles et recommandations s'appliquent à 1'utilisation des eaux faisant partie d'un cours d'eau ou d'un bassin hydrographique qui s'étend sur le territoire de deux ou plusieurs Etats.

Article 2

Tout Etat a le droit d'utiliser les eaux qui traversent ou bordent son territoire sous réserve des limitations imposées par le droit international et notamment de celles résultant des dispositions qui suivent.

Ce droit a pour limite le droit d'utilisation des autres Etats intéressés au même cours d'eau ou bassin hydrographique.

Article 3

Si les Etats sont en désaccord sur la portée de leurs droits d'utilisation, le règlement se fera sur la base de 1'équité, en tenant compte notamment de leurs besoins respectifs, ainsi que des autres circonstances propres au cas d'espèce.

Article 4

Un Etat ne peut procéder à des travaux ou utilisations des eaux d'un cours d'eau ou d'un bassin hydrographique qui affectent sérieusement les possibilités d'utilisation des mêmes eaux par d'autres Etats qu'à condition de leur assurer la jouissance des avantages auxquels ils ont droit conformément à l'article 3, ainsi qu'une compensation adéquate pour les pertes et dommages subis.

Article 5

Les travaux ou utilisations visés à l'article précédent ne peuvent être entrepris qu'après avis préalable donné aux Etats intéressés.

Article 6

En cas d'objection, les Etats entreront en négociations en vue de parvenir à un accord dans un délai raisonnable.

A cet effet, il est désirable que les Etats en cause aient recours aux expertises techniques et éventuellement aux commissions et organismes appropriés pour arriver à des solutions assurant les plus grands avantages pour tous les intéressés.

Article 7

Durant les négociations, tout Etat devrait, conformément au principe de la bonne foi, s'abstenir de procéder aux travaux ou utilisations faisant 1'objet du différend, ou de prendre toutes autres mesures susceptibles de 1'aggraver ou de rendre 1'entente plus difficile.

Article 8

Si les Etats intéressés n'arrivent pas à un accord dans un délai raisonnable, il est recommandé de soumettre à un règlement judiciaire ou arbitral la question de savoir si 1'aménagement projeté est contraire aux règles ci-dessus.

Si 1'Etat qui soulève des objections aux travaux ou utilisations projetés se refuse à tout règlement judiciaire ou arbitral, l'autre Etat est libre, sous sa responsabilité, d'y procéder tout en restant soumis aux obligations qui découlent des dispositions des articles 2 à 4.

Article 9

Il est recommandé aux Etats intéressés à des bassins hydrographiques déterminés d'examiner 1'opportunité de créer des organismes communs pour 1'établissement de plans d'utilisation destinés à faciliter leur développement économique ainsi qu'à prévenir et régler les différends qui en pourraient résulter.

*

(11 septembre 1961)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session de Salzbourg – 1961

La conciliation internationale

(Trentième Commission, Rapporteur : M. Henri Rolin)

(Le texte français fait foi. Le texte anglais est une traduction.)

L'Institut de Droit international,

Considérant qu'aux termes de la Charte des Nations Unies, les Etats ont le devoir de chercher par des voies pacifiques le règlement des différends internationaux ;

Constatant que néanmoins un certain nombre de différends sont demeurés sans solution au cours des dernières années, les Parties ayant négligé de recourir à un règlement arbitral ou judiciaire, ou s'y étant refusés ;

Estimant que pareil état de choses est préjudiciable à 1'atmosphere internationale ;

Observant d'autre part que la procédure de conciliation a été utilisée avec succès dans un certain nombre de cas au cours de ces dernières années ;

Attire l'attention des Etats sur l'intérêt que présente, pour la saine appréciation par eux des questions qui se posent dans un différend et pour la solution pacifique de celui-ci, 1'assistance d'un petit nombre d'hommes compétents, impartiaux et de bonne volonté ;

Leur recommande à nouveau pour ce motif de conclure, s'ils ne l'ont pas déjà fait, des conventions instituant des commissions bilatérales permanentes de conciliation de la manière prévue dans diverses conventions et particulièrement dans 1'Acte Général de 1928-1949, même s'ils ne sont pas disposés à prendre quelqu'engagement de soumettre à ces commissions toutes ou certaines catégories de différends ;

Souligne que les Parties désireuses de recourir à la procédure de conciliation ont loisir d'en fixer les modalités suivant leurs convenances particulières, soit au moment de l'instauration de la Commission permanente ou occasionnelle, soit à une date ultérieure ;

Déclare qu'aucune admission ou proposition formulée au cours de la procédure de conciliation, soit par l'une des Parties, soit par la Commission, ne peut être considérée en cas d'échec de la procédure comme préjugeant ou affectant d'une manière quelconque les droits ou les thèses de l'une ou 1'autre des Parties ; et que de même le fait pour une Partie d'accepter la proposition de règlement n'implique de sa part en aucune façon 1'admission des considérations de droit ou de fait qui peuvent 1'avoir inspirée ;

et Recommande que les Etats désireux, soit de conclure une convention bilatérale de conciliation, soit de déférer un différend déjà né à une procédure de conciliation devant une Commission *ad hoc*, adoptent les règles contenues dans le Règlement ci-après que 1'Institut substitue à celui adopté le 2 septembre 1927 à la Session de Lausanne ; et qu'à défaut de pareille référence, les membres des commissions de conciliation s'en inspirent pour résoudre les questions dont la solution leur aura été laissée par les Parties.

Règlement de la procédure de conciliation internationale

§ 1. *Définition de la conciliation*

Article premier

On entend par "conciliation", au sens des présentes dispositions, un mode de règlement des différends internationaux de toute nature dans lequel une Commission constituée par les Parties, soit à titre permanent, soit à 1'occasion et à raison d'un différend, procède à un examen impartial du différend et s'efforce de définir les termes d'un arrangement susceptible d'être accepté par elles, ou de prêter aux Parties en vue de son règlement tel concours qui lui aurait été demandé.

§ 2. *Procédure de la conciliation*

Article 2

La Commission de conciliation est saisie du différend de la manière dont les Parties sont convenues. Si elles ne sont convenues de rien à ce sujet, elle peut 1'être non seulement par une requête commune des Parties, mais aussi par une requête adressée à son Président par l'une d'entre elles, indiquant sommairement 1'objet du différend. A la réception d'une requête unilatérale, le Président s'assure qu'elle a été communiquée à 1'autre Partie et que celle-ci accepte de recourir à la conciliation.

Article 3

Il est souhaitable que la ou les requêtes par lesquelles la Commission est saisie d'un différend contiennent la désignation de 1'agent par lequel la ou les Parties dont ces requêtes émanent seront représentées.

Eventuellement le Président de la Commission invite la ou les Parties à procéder à cette désignation.

Puis il fixe le lieu et la date de la première réunion à laquelle les membres de la Commission et les agents sont convoqués[1].

Article 4

A sa première réunion la Commission nomme son secrétaire et détermine, compte tenu des circonstances et entre autres de la durée qui peut lui avoir été assignée pour terminer ses travaux, de quelle façon elle entend procéder à 1'examen de 1'affaire, si notamment les Parties doivent être invitées à présenter des exposés écrits, dans quel ordre et dans quel délai les exposés prévus doivent être présentés, ainsi que le moment et le lieu où les agents et conseils seront éventuellement entendus.

Article 5

Si la Commission constate que les Parties sont en désaccord sur une question de fait, elle peut procéder, soit à leur requête, soit d'office à la consultation d'experts, à des visites sur les lieux ou à 1'interrogatoire de témoins. Dans ce dernier cas, les dispositions du Titre III de la Convention de La Haye du 18 octobre 1907 sur le règlement pacifique des conflits internationaux sont applicables, sous réserve de l'article 35 qui prescrit à la Commission de constater dans un rapport les faits qui se dégagent de 1'enquête.

Article 6

Si la Commission ne parvient pas à un accord général, elle peut prendre ses décisions à la majorité des voix sans qu'il soit fait mention du nombre des voix recueillies.

§ 3. *Terminaison des travaux de la Commission*

Article 7

A l'issue de son examen la Commission s'efforce de définir les termes d'un arrangement susceptible d'être accepté par les Parties. Elle peut à cet égard procéder à des échanges de vues avec les agents des Parties entendus, soit ensemble soit séparément.

Une fois arrêtés, les termes de 1'arrangement proposé sont communiqués par le Président aux agents des Parties avec invitation de lui faire connaître dans un délai déterminé si les gouvernements adoptent ou non 1'arrangement proposé. Le Président de la Commission accompagne sa communication oralement ou par écrit de l'exposé des principales raisons qui, de 1'avis de la Commission, paraissent devoir inciter l'une et 1'autre Parties à accepter 1'arrangement. Il évite dans cet exposé de dégager des conclusions définitives relatives aux faits contestés ou de se prononcer formellement sur les questions de droit soulevées dans 1'espèce, à moins que la Commission n'y ait été invitée par les Parties.

---

[1] L'attention est attirée sur le fait que le Conseil d'administration de la Cour permanente d'Arbitrage met ses locaux et son personnel à la disposition des Etats Parties à son Statut qui recourent à la conciliation.

Article 8

Si les Parties acceptent 1'arrangement proposé, un procès-verbal est dressé qui en reproduit les termes et qui est signé par le Président et par le secrétaire. Une expédition signée du Président et du secrétaire est remise aux Parties.

Article 9

Si les Parties ou l'une d'elles n'acceptent pas 1'arrangement et que la Commission juge superflu de tenter d'obtenir 1'accord des Parties sur des termes différents d'arrangement, un procès-verbal est établi dans les conditions indiquées ci-dessus qui, sans reproduire les termes de 1'arrangement proposé, mentionne que les Parties n'ont pu être conciliées.

§ 4. *Secret des travaux*

Article 10

La Commission siège à huit clos ; les commissaires et les agents s'abstiennent de toute divulgation des écrits produits ou reçus, de déclarations faites ou entendues, comme de tout communiqué quant à la marche des travaux qui n'aurait pas reçu 1'agrément des deux agents.

Si une indiscrétion est commise alors que 1'affaire est pendante devant la Commission, il appartiendra à la Commission d'apprécier les conséquences éventuelles de cette indiscrétion sur la suite de la procédure.

Article 11

Aucune déclaration ou communication des agents ou des membres de la Commission faite relativement au fond de 1'affaire n'est consignée dans les procès-verbaux des séances si ce n'est avec 1'accord de 1'agent ou du membre dont elle émanait. Sont par contre annexés aux procès-verbaux de séances les rapports d'expertise écrits ou oraux et les procès-verbaux relatifs aux visites de lieux et aux dépositions de témoins à moins que, dans des cas particuliers, la Commission n'en décide autrement.

Article 12

Des copies conformes des procès-verbaux de séances et de leurs annexes sont remises aux agents par les soins du secrétaire de la Commission à moins que, dans des cas particuliers, la Commission n'en décide autrement.

Article 13

Réserve faite des éléments de preuve pouvant résulter des rapports d'expertise, visites des lieux ou interrogatoires de témoins, dont les agents auront reçu les procès-verbaux, 1'obligation de respecter le secret des travaux et délibérations subsiste pour les Parties comme pour les membres de la Commission après la clôture des travaux et s'étend même aux termes du règlement au cas où la Commission a réussi à concilier les Parties, à moins que, d'un commun accord, celles-ci n'autorisent une publication totale ou partielle des pièces de la procédure. Lorsque les travaux de la Commission sont terminés, les Parties examineront si elles autorisent la publication totale ou partielle de ces pièces. La Commission pourra leur adresser des recommandations à ce sujet.

Article 14

A l'issue des travaux, le Président de la Commission déposé les pièces de la procédure dans les archives d'un Gouvernement ou d'une organisation internationale au choix des Parties ; le secrétariat de la Cour permanente d'Arbitrage paraît particulièrement qualifié à cet effet. L'autorité dépositaire veille au caractère secret des archives dans les limites indiquées ci-dessus.

§ 5. *Dépens*

Article 15

Les dépens relatifs à la conciliation, y compris les frais occasionnés par les mesures d'instruction auxquelles la Commission aura jugé utile de procéder, sont supportés à part égale par les Parties.

*

(11 septembre 1961)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session de Bruxelles – 1963

Les conflits de lois en matière de droit aérien

(Vingt-septième Commission, Rapporteur : M. Alexandre Makarov)

(Le texte français fait foi. Le texte anglais est une traduction.)

L'Institut de Droit international,

Rappelant ses Résolutions antérieures concernant les problèmes de droit aérien, notamment la Résolution sur le régime juridique des aérostats (Session de Madrid, 1911), la Résolution sur la navigation aérienne internationale (Session de Lausanne, 1927), et le Projet de Convention sur le règlement des compétences pénales en cas d'infractions commises à bord d'aéronefs privés (Session de Luxembourg, 1937) ;

Limitant l'objet de la présente Résolution aux conflits de lois en matière de droit aérien privé, sans méconnaître 1'importance du règlement des questions de compétence judiciaire ;

Réservant les problèmes que pourrait soulever le cas d'aéronefs qui seraient investis d'un caractère international ;

Considérant que, tant que 1'ideal de 1'adoption d'un droit aérien uniforme n'est pas atteint, il est opportun d'adopter des règles uniformes de conflits en la matière ;

Partant du principe que les règles générales de conflits de lois doivent trouver application dans ce domaine spécial, pour autant que la nature même de 1'aviation et 1'économie du transport aérien n'exigent pas la création de règles de conflits spéciales ;

Adopte la Résolution suivante :

Article premier

Au sens des articles suivants, la loi nationale d'un aéronef est celle de 1'Etat sur les registres duquel cet aéronef est immatriculé.

Toutefois, sauf en ce qui concerne les droits réels visés à l'article 2, la loi nationale d'un aéronef affrété sans équipage par un entrepreneur qui est ressortissant d'un Etat autre que 1'Etat d'immatriculation de 1'aéronef est, pour la période d'affrètement, celle de 1'Etat dont 1'affréteur est ressortissant.

Article 2

Les droits réels et les privilèges d'ordre privé sur un aéronef sont régis par sa loi nationale.

Toutefois les créanciers au titre de rémunérations dues pour sauvetage de 1'aéronef et au titre de frais extraordinaires indispensables à la conservation de 1'aéronef peuvent invoquer les privilèges et le rang que leur accorde la loi de 1'Etat où ont pris fin les opérations de sauvetage ou de conservation.

Le changement de nationalité de 1'aéronef n'atteint pas 1'existence des droits déjà acquis.

Article 3

La location et 1'affrétement d'un aéronef sont régis par la loi à laquelle les parties ont manifesté la volonté de les soumettre.

Si les parties n'ont pas manifesté leur volonté à cet égard, la location et 1'affrétement sont soumis à la loi nationale de 1'aéronef.

Article 4

Le contrat d'engagement du personnel d'un aéronef est régi par la loi à laquelle les parties ont manifesté la volonté de le soumettre.

Si les parties n'ont pas manifesté leur volonté à cet égard, ce contrat est soumis à la loi nationale de 1'aéronef.

Article 5

Le contrat de transport de personnes et de marchandises est régi par la loi à laquelle les parties ont manifesté la volonté de le soumettre.

Si les parties n'ont pas manifesté leur volonté à cet égard, ce contrat est soumis à la loi du principal établissement du transporteur.

Article 6

En cas d'abordage aérien survenu dans une région soumise à une souveraineté étatique, la loi du lieu où cet abordage est survenu s'applique.

En cas d'abordage aérien survenu dans une région non soumise à une souveraineté étatique, la loi nationale des aéronefs, si elle leur est commune, est applicable. A défaut d'une telle loi, la loi du tribunal saisi s'applique.

Article 7

Les obligations résultant d'assistance ou de sauvetage effectués entre aéronefs dans une région soumise à une souveraineté étatique sont régies par la loi du lieu où le secours a été prêté.

Dans le cas d'assistance ou de sauvetage effectué entre aéronefs dans une région non soumise à une souveraineté étatique, la loi nationale de 1'aéronef secouru s'applique.

Article 8

Les dommages causés par 1'aéronef aux tiers à la surface sont régis par la loi du lieu où ils ont été causés.

Si les dommages ont été causés dans une région non soumise à une souveraineté étatique, la loi nationale de 1'aéronef s'applique.

Article 9

Si un acte est accompli ou si un fait juridique se produit à bord d'un aéronef en vol qui se trouve dans une région non soumise à une souveraineté étatique, ou lorsqu'on ne peut déterminer le territoire survolé au moment de 1'acte ou du fait, la loi nationale de 1'aéronef remplace la loi du lieu où 1'acte a été accompli ou la loi du lieu où le fait s'est produit.

Si 1'acte visé à 1'alinéa précédent a pour objet un bien mobilier situé à bord de 1'aéronef, la loi nationale de 1'aéronef remplace la loi de la situation du bien.

*

(11 septembre 1963)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session de Bruxelles – 1963

Le régime juridique de l'espace

(Deuxième Commission, Rapporteur : M. C. Wilfred Jenks)

(Le texte français fait foi. Le texte anglais est une traduction.)

L'Institut de Droit international,

Constatant que le régime juridique de toute exploration et utilisation de 1'espace ainsi que des corps célestes doit s'inspirer d'un esprit d'universalité ;

Reconnaissant qu'il est de 1'intérêt de 1'humanité que 1'espace soit consacré exclusivement à des fins pacifiques conformément à la Charte des Nations Unies ;

Notant les Résolutions sur la coopération internationale touchant les utilisations pacifiques de 1'espace, adoptées à 1'unanimité par 1'Assemblée générale des Nations Unies les 20 décembre 1961 et 14 décembre 1962, et le Traité interdisant les expériences d'armes nucléaires dans 1'atmosphère, dans 1'espace et sous les eaux, signé à Moscou le 6 août 1963 ;

Considérant 1'urgence d'une réglementation internationale de la matière en raison de la rapidité des progrès de la science et de la technique ;

Reconnaît la valeur des principes ci-après et souhaite leur incorporation dans un traité ou une déclaration généralement acceptés concernant le régime juridique de 1'espace ;

1. L'espace ainsi que les corps célestes ne peuvent faire 1'objet d'aucune appropriation. Ils peuvent être librement explorés et utilisés par tous les Etats à des fins exclusivement pacifiques conformément aux dispositions suivantes.

2. Aucun objet spatial ne doit être lancé si ce n'est sous 1'autorité d'un Etat. Chaque Etat est tenu de garantir que 1'utilisation de tout objet spatial lancé sous son autorité sera conforme aux règles internationales applicables.

3. Tout lancement d'un objet spatial devra être enregistré sans délai, et avec les précisions à convenir, auprès des Nations Unies ou d'un organisme spécial à créer, par 1'Etat sous 1'autorité duquel il a été effectué.

4. Tout objet spatial devra porter des signes d'identification de son origine et utiliser des signaux d'appel permettant de déterminer 1'Etat sous 1'autorité duquel le lancement a été effectué.

5. Tout objet spatial, lancé dans les conditions ci-dessus énumérées, reste soumis à la juridiction de 1'Etat sous 1'autorité duquel il a été lancé.

6. L'Etat établissant une installation spatiale est tenu d'y assurer 1'ordre et la sécurité.

Sous réserve de tout accord international ultérieur, les personnes utilisant 1'installation et les faits qui s'y produisent relèvent de la juridiction de 1'Etat ayant établi 1'installation.

7. Tous les Etats sont tenus d'assurer que les télécommunications spatiales sont conformes aux règlements de 1'Union internationale des télécommunications.

8. Les Etats devront prendre des mesures appropriées pour :

a) 1'assistance mutuelle entre astronautes ;

b) la coopération mutuelle entre Etats en faveur des astronautes ayant besoin d'assistance ;

c) le rapatriement rapide des astronautes après tout atterrissage d'urgence ou sauvetage.

9. Des mesures appropriées devraient être prévues dans un accord international en vue de la restitution à l'Etat, sous 1'autorité duquel le lancement a été effectué, d'objets spatiaux dont le lancement a été officiellement annoncé, qui portent les signes d'identification de leur origine, et qui, à leur retour sur la terre, tombent en possession d'un autre Etat.

10. L'Etat, sous 1'autorité duquel le lancement est effectué, doit s'assurer que tout objet spatial soit muni, dans la mesure où cela est pratiquement possible, d'un dispositif adéquat permettant à 1'auteur du lancement de le récupérer au moment où prend fin son existence utile ou, si cela n'est pas réalisable, tout au moins de réduire au silence les transmissions par radio qui en proviennent et d'éliminer ses autres effets.

11. L'Etat, sous 1'autorité duquel le lancement est effectué, devra s'assurer que soient prises les précautions appropriées contre la contamination biologique, radiologique ou chimique de 1'espace ou des corps célestes, ou en provenant. Une coopération internationale dans ce domaine devrait être organisée.

12. Les expériences scientifiques et techniques touchant à 1'espace, qui pourraient comporter le risque d'une modification de la terre ou des corps célestes, de leur milieu ambiant ou de 1'espace, d'une façon susceptible d'être préjudiciable à des recherches ou expériences scientifiques futures, aux conditions de la vie humaine ou aux intérêts d'un autre Etat, affectent nécessairement et directement les intérêts de la communauté internationale tout entière. En vue de conjurer ce risque, les dispositions de la présente Résolution devraient être complotées par des arrangements internationaux appropriés.

13. L'Etat sous 1'autorité duquel le lancement d'un objet spatial a été effectué, est responsable des dommages en résultant, même en dehors de toute faute. Des modalités d'application de ce principe pourraient être déterminées par convention spéciale. Toute limitation éventuelle du montant de la réparation due devrait également être prévue de cette manière.

14. Pour tout ce qui n'est pas prévu aux paragraphes précédents, les Etats sont liés par le droit international général, y compris les principes de la Charte des Nations Unies.

15. Les principes contenus dans la présente Résolution s'appliquent aux activités spatiales entreprises par des Etats agissant individuellement ou collectivement, ou par des organisations internationales.

Ce qui est dit des Etats aux paragraphes précédents s'applique également aux organisations internationales, étant entendu que les Etats Membres d'une organisation internationale demeurent responsables pour les activités spatiales entreprises par 1'organisation.

*

(11 septembre 1963)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session de Varsovie – 1965

Le caractère national d'une réclamation internationale présentée par un Etat en raison d'un dommage subi par un individu

(Première Commission, Rapporteur : M. Herbert W. Briggs)

(Le texte français fait foi. Le texte anglais est une traduction.)

L'Institut de Droit international,

Considérant qu'il est opportun de formuler avec précision les règles relatives au caractère national des réclamations telles qu'elles se dégagent de la pratique des Etats et de la jurisprudence internationale,

Réservant l'étude des propositions susceptibles de favoriser l'amélioration de la protection des individus tant par la protection diplomatique que par d'autres méthodes et notamment par toute procédure spéciale établie par une organisation internationale,

Réservant plus spécialement pour un examen ultérieur les cas où l'individu qui a subi le dommage a changé de nationalité soit par suite de modifications territoriales de l'Etat auquel il ressortissait par suite de modifications de son statut de droit privé,

Adopte les règles suivantes qui sont applicables en l'absence de dispositions contraires acceptées par les Parties :

Article premier

a) Une réclamation internationale présentée par un Etat en raison d'un dommage subi par un individu peut être rejetée par l'Etat auquel elle est présentée si elle ne possède pas le caractère national de l'Etat requérant à la date de sa présentation comme à la date du dommage. Devant la juridiction saisie d'une telle réclamation, le défaut de caractère national est une cause d'irrecevabilité.

b) Une réclamation internationale présentée par un Etat nouveau en raison d'un dommage subi par un de ses nationaux avant l'accession à 1'indépendance de cet Etat, ne peut être rejetée ou déclarée irrecevable en application de 1'alinéa précédent pour la seule raison que ce national était auparavant ressortissant de 1'ancien Etat.

Article 2

Lorsque le bénéficiaire d'une réclamation internationale est une autre personne que 1'individu lésé originairement, la réclamation peut être rejetée par 1'Etat auquel elle est presentée et est irrecevable devant la juridiction saisie, à moins d'avoir possédé le caractère national de 1'Etat requérant aussi bien à la date du dommage qu'à celle de sa présentation.

Article 3

a) Une réclamation internationale présentée en raison d'un dommage subi par un individu possède le caractère national d'un Etat lorsque cet individu est un national de cet Etat ou une personne que cet Etat est autorisé, en vertu du droit international, à assimiler à ses propres nationaux aux fins de la protection diplomatique.

b) Par date du dommage, il y a lieu d'entendre la date de la perte ou du préjudice subi par 1'individu.

c) Par date de la présentation, il y a lieu d'entendre, en cas de réclamation par voie diplomatique, la date de la présentation formelle de la réclamation par un Etat et, en cas de recours à une juridiction internationale, la date du dépôt de la demande auprès de celle-ci.

Article 4

a) Une réclamation internationale présentée par un Etat en raison d'un dommage subi par un individu qui possède en même temps les nationalités de 1'Etat requérant et de 1'Etat requis, peut être rejetée par celui-ci et est irrecevable devant la juridiction saisie.

b) Une réclamation internationale présentée par un Etat en raison d'un dommage subi par un individu qui possède, en plus de la nationalité de 1'Etat requérant, celle d'un autre Etat que 1'Etat requis, peut être rejetée par celui-ci et est irrecevable devant la juridiction saisie, à moins qu'il puisse être établi que 1'intéressé possède un lien de rattachement prépondérant avec 1'Etat requérant.

c) Une réclamation internationale présentée par un Etat en raison d'un dommage subi par un individu peut être rejetée par 1'Etat requis ou déclarée irrecevable lorsque, compte tenu des circonstances propres à la cause, il apparaît que la naturalisation a été octroyée à cet individu en 1'absence de tout lien de rattachement.

*

(10 septembre 1965)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session de Varsovie – 1965

Les sociétés anonymes en droit international privé

(Vingt-huitième Commission, Rapporteur : M. Georges van Hecke)

(Le texte français fait foi. Le texte anglais est une traduction.)

L'Institut de Droit international,

Reprenant le sujet déjà traité en ses Sessions de Hambourg (1891) et de New York (1929) et prenant en considération les travaux récents de la Conférence de La Haye de droit international privé et de 1'International Law Association ;

Désirant contribuer à surmonter 1'opposition qui existe actuellement en matière de facteur de rattachement des sociétés anonymes ;

Prenant en considération 1'intérêt résultant pour la communauté internationale d'une intensification des relations économiques internationales par la possibilité pour les sociétés d'exercer directement et sous le seul régime de la loi de la société leur activité dans les Etats autres que celui dont la loi les régit ;

Estimant que la prise en considération de cet intérêt conduit à énoncer les limites que les Etats devraient respecter dans 1'exercice de leur faculté d'appliquer aux sociétés étrangères les dispositions de leur propre législation, notamment les dispositions tendant à protéger les créanciers nationaux de ces sociétés et à assurer entre celles-ci et les sociétés de droit interne des chances égales dans la concurrence ;

Recommande à 1'adoption de tous les Etats les règles suivantes pour résoudre les conflits de lois concernant les sociétés anonymes constituées en vertu d'une loi interne :

Article premier

Une société anonyme est régie par la loi en vertu de laquelle elle a été constituée.

Article 2

Toute société formée conformément à la loi désignée à l'article premier sera reconnue dans tous les autres Etats comme un sujet de droit.

Article 3

Si une société a son siège réel et 1'objet principal de son entreprise hors du territoire où est en vigueur la loi de sa constitution, la reconnaissance de cette société comme sujet de droit pourra être refusée si sa constitution n'est pas régulière au regard de la loi du lieu de son siége réel.

Article 4

Si une société a son siège réel hors du territoire où est en vigueur la loi de sa constitution et n'a avec ce territoire aucun lien effectif, la reconnaissance de cette société comme sujet de droit pourra être refusée si sa constitution n'est pas régulière au regard de la loi du lieu de son siège réel.

Le lien effectif doit résulter d'éléments autres que la simple désignation d'un siège statutaire et peut consister notamment en la présence d'un siège d'exploitation, 1'origine du capital ou des fonds empruntés, la nationalité ou la résidence habituelle des actionnaires ou dirigeants.

Article 5

Le siège réel d'une société est 1'endroit où elle a le centre principal de direction et de gestion de ses affaires, même si les décisions qui y sont prises le sont conformément à des directives émanant d'actionnaires résidant ailleurs.

Article 6

Une société reconnue conformément aux dispositions qui précédent jouit de tous les droits qui lui appartiennent en vertu de la loi qui la régit, à 1'exception des droits que 1'Etat de reconnaissance refuse soit aux étrangers soit aux sociétés nationales d'un type correspondant.

Elle ne peut toutefois exercer son activité que dans les conditions imposées par les lois locales relatives à 1'exercice des activités économiques.

Article 7

La loi de la société régit les conditions de forme et de fond de la constitution de la société.

Elle régit notamment les exigences relatives au capital tant lors de la constitution qu'au cours de 1'existence de la société.

Article 8

La loi de la société détermine les organes nécessaires au fonctionnement de la société, leurs pouvoirs, les droits et obligations des organes et des actionnaires tant entre eux qu'envers la société, en ce inclus notamment la protection des actionnaires minoritaires et le remplacement des actions perdues ou volées.

Article 9

Lorsqu'une société possède pour 1'exercice de son activité un établissement dans un Etat autre que celui de sa constitution, l'Etat dans lequel est situé cet établissement peut imposer à la société des obligations tenant à :

a) la publicité ou 1'enregistrement de ses statuts, de ses comptes annuels et des pouvoirs de ses organes ;

b) la désignation d'un représentant chargé de la direction de 1'établissement et 1'application éventuelle à ce représentant des lois locales concernant les pouvoirs et les responsabilités des organes directeurs ;

c) 1'application des dispositions locales concernant 1'association des travailleurs à 1'entreprise mais seulement au niveau de 1'établissement ;

d) la protection des créanciers par la constitution de garanties financières.

L'Etat dans lequel est situé 1'établissement peut également, dans 1'intérêt des créanciers et dans les conditions prévues par sa propre loi, procéder à la liquidation de 1'établissement et des autres biens de la société qui se trouvent dans cet Etat.

Article 10

L'émission publique des actions est soumise cumulativement aux dispositions tant de la loi de la société que de celle du pays où a lieu 1'émission. L'émission publique d'obligations est soumise cumulativement aux dispositions tant de la loi du contrat d'emprunt que de celle du pays où a lieu 1'émission.

Article 11

Les pouvoirs de représentation des organes sociaux sont déterminés par la loi de la société. La responsabilité de celui qui a émis une déclaration de volonté par laquelle la société n'est pas liée est soumise à la loi du lieu où cette déclaration de volonté a été émise.

Article 12

Dans le cas des contrats conclus dans un autre pays que celui de la constitution, la société ne peut invoquer les restrictions que la loi de la société impose au pouvoir de représentation de 1'organe qui a conclu le contrat si de telles restrictions n'existent pas conformément à la loi du lieu où le contrat est conclu et si le cocontractant pouvait raisonnablement ignorer les dispositions de la loi de la société.

Pour 1'application de la disposition qui précède, un contrat est réputé conclu dans un pays déterminé seulement s'il y est conclu *inter praesentes* ou, dans le cas des contrats conclus par correspondance, si 1'offre et 1'acceptation ont toutes deux été émises dans ce pays.

Article 13

La responsabilité encourue du chef de violations de la loi de la société est régie par la loi de la société.

Article 14

La loi applicable en vertu des articles qui précédent peut être écartée lorsque, dans un cas déterminé, son application entraînerait un résultat manifestement incompatible avec 1'ordre public du for.

*

(10 septembre 1965)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session de Nice – 1967

La succession testamentaire en droit international privé

(Dixième Commission, Rapporteur : M. Riccardo Monaco)

(Le texte français fait foi. Le texte anglais est une traduction.)

L'Institut de Droit international,

Considérant que la succession testamentaire est soumise à la loi régissant la succession en général (loi successorale), mais qu'il n'a pas paru possible, dans 1'état actuel des idées, de proposer une solution uniforme pour la détermination de ladite loi ;

Rappelant les règles posées par la Convention de La Haye du 5 octobre 1961 sur les conflits de lois en matière de forme des dispositions testamentaires qui est déjà entrée en vigueur et qui a servi de modèle à plusieurs législations nationales ;

Considérant qu'il parait utile de proposer de résoudre certains problèmes propres à la succession testamentaire, réserve faite de la détermination de la loi successorale, pour aboutir à une relative unité dans ce domaine.

Recommande d'appliquer, en matière de succession testamentaire, les solutions suivantes :

1. Que la capacité de disposer par testament soit reconnue lorsqu'elle est admise par la loi personnelle du testateur au moment de la rédaction des dispositions testamentaires ;

2. Que la validité intrinsèque et les effets des dispositions testamentaires soient soumis à la loi successorale, sous réserve que le testateur puisse opter entre sa loi nationale et la loi de son domicile ;

3. Que le testament soit considéré comme valable quant à la forme, si celle-ci répond à la loi interne ;

a) du lieu où le testateur a disposé, ou

b) de la nationalité, du domicile ou de la résidence habituelle du testateur, soit au moment où il a disposé, soit au moment de son décès, ou

c) pour les immeubles, du lieu de leur situation.

4. Que les solutions du paragraphe précédent s'appliquent aussi à la validité quant à la forme de la révocation, par disposition testamentaire, d'un testament ;

5. Que les pouvoirs de 1'exécuteur testamentaire nommé par le testateur soient déterminés par la loi successorale, sous réserve des dispositions de la loi du lieu d'exécution du testament ;

6. Que les pouvoirs de l'administrateur de la succession testamentaire nommé en justice soient déterminés par la loi du tribunal qui l'a nommé ;

7. Que les modalités d'exécution du testament soient régies par la loi du lieu de son exécution.

*

(15 septembre 1967)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session de Nice – 1967

La terminaison des traités

(Onzième Commission, Rapporteur : M. Shabtaï Rosenne)

(Le texte français fait foi. Le texte anglais est une traduction.)

Convaincu de l'importance de la codification et du développement progressif du droit des traités pour la sécurité des relations juridiques internationales indispensable au maintien de la paix et à la coopération entre les Etats ;

Reconnaissant la valeur des travaux accomplis par la Commission du droit international sur le droit des traités ;

Notant que l'Assemblée générale des Nations Unies, dans sa Résolution 2166 (XXI), adoptée le 5 décembre 1966, a décidé de convoquer une conférence internationale de plénipotentiaires pour examiner le droit des traités et pour consacrer le résultat de ses travaux dans une convention internationale et dans tels autres instruments qu'elle jugera appropriés en se servant, comme proposition de base, du projet d'articles présenté par la Commission du droit international ;

Ayant examiné certains aspects du problème général de la terminaison des traités ;

I

L'Institut de Droit international *souhaite* :

1. Que figure, sous une forme appropriée, dans la codification du droit des traités, l'obligation pour la partie qui prétend qu'un traité a pris fin, qui entend y mettre fin, ou qui veut s'en retirer, de faire connaître aux autres parties sa position et ses motifs dans des formes déterminées ; en cas de désaccord entre les parties, celles-ci devront recourir aux moyens de règlement pacifique des différends ;

2. Que cette codification rappelle le principe que, lorsqu'une obligation énoncée dans un traité s'impose également en vertu d'une autre règle de droit international, le fait pour un Etat de ne pas être devenu partie à ce traité, que celui-ci ait pris fin ou qu'une partie s'en retire d'une manière conforme au droit, ne porte pas, en tant que tel, atteinte à l'existence de cette obligation.

II

Eu égard aux difficultés qui peuvent surgir lorsqu'un traité ne contient pas de dispositions relatives à son extinction et ne prévoit pas qu'on puisse le dénoncer ou s'en retirer,

L'Institut *recommande* que, lorsque les Etats parties à un traité entendent que ce traité puisse faire 1'objet d'une dénonciation ou d'un retrait, soit insérée dans le traité ou soit énoncée dans toute autre forme appropriée, une règle prévoyant cette faculté et fixant les conditions de son exercice.

*

(14 septembre 1967)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session d'Edimbourg – 1969

La distinction entre les objets militaires et non militaires en général et notamment les problèmes que pose l'existence des armes de destruction massive

(Cinquième Commission, Rapporteur : Baron F.A. von der Heydte)

(Le texte français fait foi. Le texte anglais est une traduction.)

L'Institut de Droit international,

Réaffirmant les règles du droit international en vigueur concernant 1'interdiction du recours à la force dans les relations internationales ;

Considérant que, lorsque le conflit armé surgit en dépit de ces règles, la protection des populations civiles est l'une des obligations essentielles des parties ;

Rappelant les principes généraux du droit international, les règles coutumières et les conventions et accords qui limitent clairement la mesure dans laquelle les parties engagées dans un conflit peuvent nuire à l'ennemi ;

Rappelant également que ces règles, qui ont reçu application devant les juridictions internationales et nationales, ont été confirmées à plusieurs reprises et de manière solennelle par de nombreuses organisations internationales, et spécialement par l'Organisation des Nations Unies ;

Estimant que ces règles ont gardé toute leur valeur en dépit des violations qu'elles ont pu subir ;

Rappelant les conséquences que la conduite indiscriminée des hostilités, et particulièrement 1'emploi des armes nucléaires, chimiques et bactériologiques, peut entraîner pour les populations civiles et pour 1'humanité tout entière ;

Constate que les règles suivantes font partie des principes à observer lors de conflits armés par tout gouvernement, *de jure* ou *de facto*, ou toute autre autorité ayant la responsabilité de la conduite des hostilités :

1. L'obligation de respecter la distinction entre objectifs militaires et objets non militaires, ainsi que celle entre les personnes qui prennent part aux hostilités et les membres de la population civile, demeure un principe fondamental du droit international en vigueur ;

2. Peuvent seuls être considérés comme objectifs militaires ceux qui, par leur nature même, leur destination ou leur utilisation militaire, contribuent effectivement à l'action militaire ou présentent un intérêt militaire généralement reconnu, de telle sorte que leur destruction totale ou partielle procure, dans les circonstances du moment, un avantage militaire substantiel, concret et immédiat à ceux qui sont amenés à les détruire ;

3. Ne peuvent être considéré comme objectifs militaires, non seulement la population civile comme telle et les objets protégés expressément par convention ou accord, mais aussi :

a) en aucune circonstance, les moyens indispensables à la survivance de la population civile ;

b) les objets qui, de par leur nature, ou en vertu de leur utilisation, servent principalement à des fins secourables ou pacifiques, tels que les besoins religieux ou culturels ;

4. Il est interdit par le droit international en vigueur d'attaquer, au moyen d'armes, la population civile comme telle, ainsi que tous objets non militaires, notamment les habitations ou autres constructions qui abritent la population civile, à moins qu'ils ne soient employés à des fins militaires assez importantes pour justifier une action d'après la règle relative aux objectifs militaires énoncée au paragraphe 2 ;

5. L'application des règles existantes du droit international qui interdisent d'exposer les populations civiles et les objets non militaires aux effets destructeurs des moyens de combat n'est pas affectée par les dispositions des paragraphes précédents ;

6. Sont interdites par le droit international en vigueur, sans préjuger la nature de 1'arme utilisée, toutes les actions qui, à quelque titre que ce soit, sont destinées à semer la terreur dans la population civile ;

7. Est interdit par le droit international en vigueur 1'emploi de toutes les armes qui, par leur nature, frappent sans distinction objectifs militaires et objets non militaires, forces armées et populations civiles. Est interdit notamment 1'emploi des armes dont 1'effet destructeur est trop grand pour pouvoir être limité à des objectifs militaires déterminés ou dont 1'effet est incontrôlable (armes "autogénératrices"), ainsi que des armes aveugles ;

8. Sont interdites par le droit international en vigueur toutes les attaques menées à quelque titre que ce soit et par n'importe quel moyen et destinées à 1'anéantissement d'un groupe humain, d'une région ou d'un centre urbain sans distinction possible entre forces armées et populations civiles ou entre objectifs militaires et objets non militaires.

*

(9 septembre 1969)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session d'Edimbourg – 1969

La clause de la nation la plus favorisée dans les conventions multilatérales

(Quatrième Commission, Rapporteur : M. Pierre Pescatore)

(Le texte français fait foi. Le texte anglais est une traduction.)

L'Institut de Droit international,

Rappelant la Résolution votée au cours de sa quarantième Session (1936) sur "les effets de la clause de la nation la plus favorisée en matière de commerce et de navigation", spécialement en ce qui concerne le caractère inconditionnel de la clause, 1'automaticité et 1'étendue de ses effets, ainsi que le respect du principe de la bonne foi dans son application ;

Considérant la nécessité de revoir les problèmes soulevés par 1'application et 1'interprétation de la clause en raison de la profonde mutation intervenue depuis cette époque dans les rapports internationaux par 1'effet de 1'introduction, dans le domaine des relations économiques, des pratiques du multilatéralisme et des méthodes institutionnelles, à 1'echelle tant mondiale que régionale, compte tenu des différences entre les systèmes économiques pratiqués par les différents Etats ainsi que des exigences d'une politique favorable à la promotion économique des pays en voie de développement ;

Ayant pris connaissance du rapport approfondi élaboré sur le sujet de la clause de la nation la plus favorisée dans les conventions multilatérales par M. Pierre Pescatore, rapporteur de la quatrième Commission, et des prises de position des membres de celle-ci ;

Reconnaissant les nombreux avantages qui résultent, pour 1'efficacité de la clause, de 1'insertion du principe du traitement de la nation la plus favorisée dans des systèmes multilatéraux de caractère institutionnel ;

Tenant compte du fait que 1'étude du sujet, si elle devait aboutir à des conclusions complètes, amènerait 1'Institut à prendre position sur divers problèmes encore largement ouverts et controversés dont la solution exige, au premier chef, des décisions politiques ;

1. Prend acte du rapport et de ses conclusions, en remerciant le rapporteur et les membres de la Commission de la contribution qu'ils ont, par là, apportée à 1'étude du problème posé ;

2. Souligne particulièrement, en ce qui concerne la clause de la nation la plus favorisée dans les conventions multilatérales intéressant le commerce international, 1'importance des points suivants :

a) La clause ne doit pas empêcher 1'établissement d'un traitement préférentiel en faveur de pays en voie de développement, au moyen d'un système généralisé de préférences accordées suivant des critères objectifs.

b) Les Etats bénéficiaires de la clause ne doivent pas pouvoir invoquer celle-ci pour réclamer un traitement identique à celui que s'accordent mutuellement les Etats participant à un système régional d'intégration.

c) Il importe de lier la faculté de déroger à la clause à des garanties d'ordre institutionnel et procédural adéquates, telles que celles données par un système multilatéral.

*

(10 septembre 1969)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session d'Edimbourg – 1969

Mesures concernant la pollution accidentelle des milieux marins

(Douzième Commission, Rapporteur : M. Juraj Andrassy)

(Le texte français fait foi. Le texte anglais est une traduction.)

A. PREVENTION DES ACCIDENTS

L'Institut de Droit international,

Conscient de 1'importance que revêt la prévention de la pollution des milieux marins ;

Considérant plus particulièrement la nécessité de prévenir les pollutions qui proviennent des accidents de navires transportant des matières polluantes ;

Reconnaissant que la prévention de ces accidents est dans 1'intérêt de la communauté internationale et de tout Etat qui pourrait être victime d'une pollution des milieux marins ;

Considérant que des mesures appropriées visant à prévenir autant que possible de tels accidents devraient être prises de manière collective, soit par accord multilatéral, soit par l'action d'un organisme autorisé, et, en 1'absence de telles méthodes, individuellement par les Etats intéressés ;

Adopte les articles suivants qui pourraient inspirer la conduite des Etats en la matière :

I

Tous les Etats sont tenus de prendre, sans méconnaître le principe de la liberté des mers, individuellement ou collectivement en vertu d'accords internationaux à conclure, les mesures appropriées pour prévenir la pollution des milieux marins.

Les articles suivants énoncent les devoirs et les droits des Etats en vue de prévenir les pollutions qui proviennent des navires transportant des matières polluantes.

II

Les mesures visées à l'article premier porteront sur la construction et 1'équipement du navire, sur les instruments de navigation, sur les qualifications des officiers et des membres de l'équipage et sur d'autres facteurs importants.

Elles peuvent comprendre aussi des dispositions réglementant le trafic dans des régions où une telle réglementation s'impose, et notamment des dispositions sur les routes obligatoires à suivre, sur la vitesse maxima et sur le pilotage obligatoire.

III

Les Etats devraient coopérer pour déterminer à titre collectif, soit par accord international, soit par l'action d'un organisme autorisé conformément à son statut :

a) les exigences requises en application de l'article II,

b) 1'Etat responsable de 1'application de chacune de celles-ci.

IV

Rien dans l'article III ne peut être interprété comme empêchant 1'Etat d'édicter, dans les limites de sa compétence, les mesures nécessaires pour remplir les obligations énoncées à l'article premier, en attendant 1'établissement des règles prévues à l'article III, ou dans le cas où les règles ainsi établies ne couvriraient qu'une partie seulement des objets visés par la présente Résolution.

V

Les mesures adoptées en vertu des dispositions précédentes :

a) doivent rester dans les strictes limites de leur finalité et ne donne lieu dans leur application à aucune discrimination entre des moyens susceptibles de satisfaire de manière équivalente aux besoins de la sécurité de la navigation, et

b) doivent être portées à la connaissance de la navigation.

VI

Les Etats ont le droit d'interdire le passage par leur mer territoriale et leur zone contiguë et 1'accès à leurs ports à tout navire dont la construction, 1'équipement, les instruments de navigation, les qualifications des officiers et des membres de 1'équipage ne correspondent pas aux normes édictées conformément aux articles précédents.

VII

Pour 1'application et 1'interprétation des articles précédents, tout différend devrait être réglé par un moyen pacifique, choisi par accord des parties. A défaut d'accord ou en cas d'échec du moyen choisi, chacune des parties pourrait unilatéralement recourir aux moyens organisés à cet effet au sein de 1'Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime. En cas d'échec de ceux-ci ou à leur défaut, les parties pourraient avoir recours aux moyens convenus entre elles à 1'avance pour le règlement pacifique des différends. Finalement, en cas d'échec de ceux-ci ou à leur défaut, chacune des parties devrait pouvoir saisir la Cour internationale de Justice par requête unilatérale.

B. MESURES EN CAS D'ACCIDENT SURVENU

L'institut de Droit international,

Reconnaissant la nécessité de régler de façon claire et uniforme 1'exercice du droit de prendre des mesures efficaces pour prévenir, atténuer ou éliminer le danger de pollution des milieux marins par matières polluantes à la suite d'un accident ;

Exprime 1'opinion que 1'Etat menacé par ce danger est autorisé à prendre des mesures appropriées et proportionnées au danger éventuel ;

Rend hommage à 1'oeuvre entreprise au sein de 1'Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime visant la rédaction d'un texte de convention à cet effet ;

Souhaite que cette oeuvre soit menée à bonne fin le plus tôt possible avec la participation de tous les Etats dont le pavillon flotte sur les mers ;

Désire contribuer à cette oeuvre en exposant les formules qui lui paraissent exprimer le mieux les points principaux de la convention envisagée :

I

Tout Etat se trouvant en face d'un danger grave et imminent pour ses côtes ou intérêts connexés par une pollution ou menacé de pollution des eaux de la mer à la suite d'un accident survenu en haute mer ou des actions afférentes à un tel accident, susceptible d'avoir des conséquences très importantes, peut prendre les mesures nécessaires pour prévenir, atténuer ou éliminer ce danger.

II

A 1'exception des navires-citernes, aucune mesure ne peut être prise à l'encontre des bâtiments de guerre ou d'autres navires appartenant à un Etat ou exploités par lui et affectés exclusivement, à 1'époque considérée, à un service gouvernemental non commercial.

III

Les mesures d'intervention prises conformément aux dispositions de l'article premier doivent être proportionnées aux dommages dont 1'Etat respectif est menacé.

Ces mesures ne doivent pas aller au-delà de celles que 1'on peut raisonnablement considérer comme nécessaires pour atteindre le but mentionné à l'article premier.

Elles doivent prendre fin dès que ledit but a été atteint ou qu'il est devenu manifeste qu'il ne peut pas être atteint. Elles ne doivent pas empiéter sans nécessité sur les droits et intérêts de 1'Etat du pavillon, d'Etats tiers ou de toute autre personne physique ou morale intéressée.

L'appréciation de la proportionnalité des mesures prises - par rapport aux dommages - est faite, compte tenu, entre autres :

a) de 1'étendue et de la probabilité des dommages imminents, si ces mesures ne sont pas prises ;

b) de 1'efficacité éventuelle de ces mesures ;

c) de 1'ampleur des dommages qui pourraient être causés par ces mesures.

IV

Avant de prendre des mesures, 1'Etat riverain consulte les autres Etats mis en cause par 1'accident de mer, notamment le ou les Etats du pavillon.

En outre, l'Etat riverain notifie sans délai les mesures envisagées aux personnes physiques ou morales dont on a des raisons de croire que les intérêts seront compromis ou affectés par ces mesures. L'Etat riverain prend également en considération les avis que ces personnes peuvent lui soumettre.

En cas d'urgence commandant que des mesures soient prises immédiatement, 1'Etat riverain peut prendre les mesures rendues nécessaires par l'urgence sans notification ou consultations préalables ou sans poursuivre les consultations en cours.

Toute mesure prise doit être notifiée sans délai aux Etats et aux personnes physiques ou morales intéressées.

V

Il est désirable d'organiser un mécanisme de consultation d'experts indépendants que les Etats riverains pourraient consulter avant de prendre les mesures visées ci-dessus.

VI

L'Etat qui a pris des mesures en contravention avec les dispositions précédentes, causant à autrui un préjudice, est tenu de le dédommager.

VII

Tout différend au sujet de 1'interprétation ou application des dispositions précédentes doit être résolu par un moyen pacifique. Le mécanisme à prévoir doit être tel que, en cas d'échec des moyens employés, toute partie puisse recourir unilatéralement à une procédure arbitrale ou judiciaire qui puisse être poursuivie et menée à bonne fin, même si 1'autre partie s'abstenait d'y participer.

*

(12 septembre 1969)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session d'Edimbourg – 1969

Les obligations délictuelles en droit international privé

(Vingt-sixième Commission, Rapporteur : M. Otto Kahn-Freund)

(Le texte français fait foi. Le texte anglais est une traduction.)

L'Institut de Droit international,

Estimant qu'en raison du développement de la technique, les principes qui gouvernent la responsabilité délictuelle en droit international privé ont déjà pris et continuent à prendre une grande importance pratique ;

Constatant qu'une des conséquences de ce développement est la mise en question, dans de nombreux pays, de 1'application traditionnelle de la loi du lieu du délit, par les tribunaux et par la doctrine ;

Etant convaincu que le principe selon lequel s'applique la loi du lieu du délit devrait être maintenu, mais que ce principe devrait faire 1'objet d'exceptions lorsque le lieu du délit est purement fortuit ou lorsque 1'environnement social des parties est différent de 1'environnement géographique du délit ;

Estimant en outre que l'étendue et les modalités de la substitution à la loi du lieu du délit d'un autre système juridique doivent faire 1'objet d'une étude particulière pour chaque type de delit (accidents de la circulation, accidents du travail, diffamation et violation de la sphère privée par les moyens de communication, concurrence déloyale et autres délits économiques, délits commis en haute mer, dans l'air, dans 1'espace, etc.), et excède le cadre d'une Résolution générale sur la responsabilité délictuelle ;

Et estimant aussi que le moment n'est pas encore venu pour 1'Institut de se prononcer pour ou contre l'opportunité d'appliquer des lois distinctes aux différents aspects de la responsabilité délictuelle ;

Considérant que la différence entre 1'obligation résultant de la faute et 1'obligation résultant du risque, et que la différence entre les finalités de prévention et de répartition des risques, sont des différences de degré et non de nature, qu'il est impossible d'établir des principes de droit international privé distincts pour les deux genres de responsabilité et pour les deux genres de buts poursuivis et que les mêmes règles doivent s'appliquer aussi bien aux règles de prévention que celles de répartition des risques ;

Considérant en outre qu'il n'est pas opportun d'établir des règles permettant de définir d'une manière abstraite le lieu d'un délit, la détermination de ce lieu dépendant dans chaque cas de la force du lien existant entre le problème à résoudre et le lieu dans lequel un fait considéré comme délictuel a été commis ou dans lequel les conséquences d'un fait délictuel se sont produites ;

Estimant qu'il est inopportun d'établir, dans une Résolution consacrée à la responsabilité délictuelle, des règles de qualification de 1'objet du litige, cette matière ne pouvant être abordée que dans le cadre des principes généraux de droit international privé ;

Mais considérant que le domaine des règles suivantes, concernant la responsabilité délictuelle, ne devrait pas s'étendre à la responsabilité contractuelle, ni aux obligations résultant de 1'enrichissement sans cause, ni aux exceptions à la responsabilité délictuelle dont peuvent bénéficier les membres d'une famille dans leurs relations mutuelles, ni à la transmission aux ayants cause de la victime du droit à demander réparation, ni à la transmission de la responsabilité délictuelle aux ayants cause de 1'auteur de 1'acte ;

Considérant en outre que les droits de 1'assureur de la victime à être subrogé aux droits de celle-ci contre la personne responsable de 1'accident, et que le droit de la victime de réclamer directement à 1'assureur de la personne responsable la réparation du préjudice sont si étroitement liés au domaine du contrat d'assurance qu'il ne serait pas judicieux pour 1'Institut d'exprimer, dans cette Résolution sur la responsabilité délictuelle, une opinion quelconque quant à la loi applicable à ces droits ;

Et considérant qu'en raison du développement rapide et souvent contradictoire du droit dans de nombreux pays, le temps n'est pas venu de formuler un projet de législation précise mais que des directives générales de nature à orienter la jurisprudence et la doctrine sont requises ;

A pris la Résolution suivante :

Article premier

Les obligations délictuelles sont en principe soumises à la loi du lieu où le délit a été commis.

Article 2

Aux fins de l'article premier, un délit est considéré avoir été commis dans le lieu auquel la situation est la plus étroitement liée, eu égard à tous les faits reliant le délit à un lieu donné, depuis le commencement du comportement délictuel jusqu'à la réalisation du préjudice.

Article 3

En 1'absence de tout lien substantiel entre la question soulevée et le lieu ou les lieux où le délit a été commis, on applique, par exception aux règles établies aux articles 1 et 2, la loi dont la détermination résulte d'une relation spéciale entre les parties ou entre celles-ci et 1'événement :

a) ainsi la loi de la résidence habituelle commune pourrait être appliquée entre membres d'une même famille, la loi du siège de 1'entreprise à la responsabilité entre employeurs et employés et entre employés de la même entreprise ;

b) ainsi la loi du lieu d'enregistrement d'un véhicule pourrait être appliquée à la responsabilité entre le conducteur ou le propriétaire et son passager, que le transport soit à titre onéreux ou gratuit, et entre les passagers eux-mêmes ; la loi du lieu de 1'organisation d'une expédition aux délits commis au cours de celle-ci.

Dans le même esprit, la loi du pavillon pourrait être appliquée aux délits commis à bord d'un navire qui se trouve dans des eaux territoriales étrangères, et la loi du lieu de 1'enregistrement aux délits commis à bord d'un aéronef.

Article 4

Les principes exprimés aux articles premier, 2 et 3 s'appliquent à toutes les questions que soulève la responsabilité délictuelle, et notamment :

a) aux critères de la responsabilité, y compris la question de savoir si une personne rendue responsable l'est en raison du risque créé ou pour faute de sa part, pour faute lourde ou pour faute légère, et à toute présomption concernant cette responsabilité ;

b) à la question de savoir si, et à quel point, le fait de la victime modifie la responsabilité de 1'auteur de 1'acte ;

c) à la question de la capacité délictuelle, y compris celle des mineurs et aliénés, et des personnes morales ;

d) aux immunités dont peuvent jouir les organisations charitables, ou les syndicats ;

e) aux questions de la responsabilité du fait d'autrui, y compris celle d'un commettant du fait de ses préposés et d'une personne morale du fait de ses organes, mais sans comprendre nécessairement la responsabilité du mari du fait de sa femme ou des parents du fait de leurs enfants, ni celle des instituteurs et des maîtres du fait de leurs élèves et apprentis ;

f) la détermination de la personne ou des personnes ayant droit à la réparation, à la détermination du préjudice pour lequel réparation peut être demandée, y compris la question du dommage moral, et à la fixation de la réparation, y compris les limitations de son montant.

Article 5

La loi applicable d'après les règles précédentes ne peut être écartée que dans la mesure où son application serait manifestement incompatible avec 1'ordre public du for.

*

(11 septembre 1969)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session de Zagreb – 1971

Le contrat de commission de transport en droit international privé

(Dix-neuvième Commission, Rapporteur : M. Léon Babinski)

(Le texte français fait foi. Le texte anglais est une traduction.)

L'Institut de Droit international,

Considérant que le développement actuel du commerce international attire de plus en plus l'attention sur la nécessité d'un régime clair du contrat international de commission de transport, élément essentiel du bon fonctionnement de ce commerce ;

Prenant en considération, d'une part, les importants travaux accomplis par l'Institut international pour l'unification du droit privé (Unidroit) en vue d'élaborer des règles uniformes sur ce sujet et, d'autre part, le désir de la Commission des Nations Unies pour le Droit du Commerce International (CNUDCI) de développer progressivement le droit commercial international, y compris le droit international des transports ; constatant toutefois que les conflits de lois en la matière demeurent et demeureront longtemps fréquents et qu'ils appellent des solutions ;

Considérant qu'il est utile que l'Institut de Droit international, en vue de favoriser le développement du commerce international, détermine les principes qui paraissent devoir être admis en cette matière ;

Emet l'avis que, sans préjudice des principes généraux du droit international privé, les règles suivantes devraient être appliquées :

Article premier

Les relations contractuelles entre le commissionnaire de transport et l'expéditeur sont soumises, sous réserve de l'article 2, à la loi du lieu de l'établissement avec lequel l'expéditeur a conclu le contrat de commission.

Article 2

Les parties sont libres de choisir la loi destinée à régir leurs relations contractuelles.

Article 3

Les règles précitées ne s'appliquent ni à 1'existence ni à 1'étendue des pouvoirs du commissionnaire dans ses relations avec le transporteur. Ces pouvoirs sont régis par la loi applicable au lieu où le pouvoir est exercé.

Article 4

Les droits réels auxquels le contrat de commission de transport donne lieu ne peuvent s'exercer que conformément à la *lex rei sitae*.

*

(2 septembre 1971)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session de Zagreb – 1971

Les conflits de lois en matière de droit du travail

(Seizième Commission, Rapporteur : M. Etienne Szászy)

(Le texte français fait foi. Le texte anglais est une traduction.)

L'Institut de Droit international,

Considérant qu'un des traits caractéristiques de notre époque est le grand nombre de travailleurs employés hors de leur pays d'origine et que 1'on assiste notamment à des courants massifs de migration de travailleurs ;

Considérant que la mobilité du travail, tout en contribuant au rapprochement des peuples, soulève des problèmes d'une gravité accrue qui concernent aussi bien les intérêts privés que ceux de l'Etat d'accueil et de l'Etat d'origine ;

Prenant en considération 1'importante contribution apportée par 1'Organisation internationale du travail à la solution de ces problèmes ;

Considérant que, si le problème de la détermination de la loi compétente en matière de contrat de travail a été déjà étudié par 1'Institut de Droit international et a fait 1'objet de ses Résolutions de Luxembourg en 1937, il y a lieu de reprendre la question ;

L'Institut de Droit international soumet à 1'approbation des Etats les règles de conflit qui suivent :

Article premier

La capacité à 1'effet de conclure un contrat de travail est régie par la loi personnelle des parties et la capacité d'exécuter un certain type de travail par la loi désignée par les articles 3, 4 et 5.

Un contrat de travail conclu par un étranger incapable d'après sa loi personnelle doit être considéré comme valable, si cet étranger est regardé comme capable d'après la loi de 1'Etat sur le territoire duquel le contrat a été conclu.

Article 2

Le contrat de travail est valable quant à la forme lorsqu'il est établi en suivant soit la loi désignée par les articles 3, 4 et 5, soit la loi de 1'Etat sur le territoire duquel le contrat a été conclu ou la loi nationale commune ou la loi du domicile commun des parties.

Toutefois, les dispositions contenant des exigences particulières de forme qui sont en vigueur dans le pays d'exécution du travail doivent être observées.

Article 3

Sous réserve des articles 4 et 5, la validité intrinsèque, les effets, la rupture et 1'expiration des contrats de travail, ainsi que les relations individuelles de travail en général, sont régis par la loi du pays où le travail doit être exécuté.

Article 4

Sous réserve de l'article 5, les lois ci-après sont compétentes dans les situations suivantes :

a) dans les cas où le lieu de 1'exécution du travail se trouve sur le territoire de plusieurs Etats ou n'est que de nature transitoire, ainsi que dans les cas où ce lieu n'est soumis à la souveraineté d'aucun Etat ou ne peut être déterminé : la loi du pays où se trouve le siège social ou le domicile de 1'employeur ;

b) si la relation de travail est relative à la navigation maritime : la loi du pavillon ; et si elle est relative à la navigation fluviale ou aérienne : la loi du pays d'immatriculation du bateau ou de 1'aéronef.

Article 5

Lorsqu'une loi étrangère déterminée a été expressément ou implicitement désignée par les parties, c'est celle-ci qui est applicable à 1'exclusion de celles prévues aux articles 3 et 4.

Article 6

Par loi applicable au sens des dispositions qui précèdent, il faut entendre non seulement les lois et règlements, mais encore, à condition qu'elles soient légalement applicables, les conventions collectives du travail, ainsi que les usages professionnels.

Article 7

Quand le contrat ne s'exécute pas sur le territoire de l'Etat dont la loi le régit, il peut être tenu compte des lois et règlements du lieu d'exécution dont le caractère implique 1'application obligatoire à tout travail exécuté sur le territoire.

Article 8

En aucun cas, il n'est fait application des dispositions d'une loi étrangère prévue par les présents articles lorsque leur application est manifestement incompatible avec 1'ordre public.

Article 9

Rien dans la présente Résolution ne préjuge le régime juridique des travailleurs employés par les organisations intergouvernementales.

Vœux

L'Institut de Droit international émet, d'autre part, les vœux suivants :

I. Que soit développé le réseau actuel de traités réglant le statut des travailleurs migrants, qu'il s'agisse de traités à vocation universelle, tels que les conventions élaborées par 1'Organisation internationale du travail, ou de traités régionaux ou bilatéraux.

II. Qu'à défaut même de tout traité, le principe de non-discrimination entre travailleurs nationaux et étrangers guide dans ce domaine 1'attitude des Etats et qu'il inspire la conduite des législateurs, des administrations et des tribunaux nationaux.

III. Que la condition du travailleur étranger soit réglée en tenant compte des difficultés d'ordre social, familial ou patrimonial causées par 1'expatriation.

*

(3 septembre 1971)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session de Zagreb – 1971

Les conditions d'application des règles humanitaires relatives aux conflits armés aux hostilités dans lesquelles les Forces des Nations Unies peuvent être engagées

(Première Commission, Rapporteur : M. Paul de Visscher)

(Le texte français fait foi. Le texte anglais est une traduction.)

L'Institut de Droit international,

Rappelant les Résolutions qu'il a consacrées à "L'égalité d'application des règles du droit de la guerre aux parties à un conflit armé" (Session de Bruxelles, 1963) ;

Rappelant les Résolutions qu'il a consacrées à "La distinction entre les objectifs militaires et non militaires en général et notamment les problèmes que pose 1'existence des armes de destruction massive" (Session d'Edimbourg, 1969) ;

Constatant que 1'Organisation des Nations Unies a utilisé, à diverses reprises, des Forces armées et que de telles Forces peuvent - quelle que soit leur mission - être entraînées dans de véritables hostilités ;

Considérant qu'en attendant 1'élaboration d'un statut juridique complet des Forces des Nations Unies, il est nécessaire de préciser les conditions d'application à ces Forces des règles humanitaires relatives aux conflits armés ;

Réservant 1'étude du problème général des effets de la mise hors-la-loi de la guerre et du recours à la force sur le principe de non-discrimination dans 1'application des autres règles relatives aux conflits armés ;

Déclarant, en outre, que la présente Résolution ne préjuge pas la solution des problèmes qui ont trait à la compétence respective des organes de 1'Organisation des Nations Unies en matière de création ou de direction des Forces des Nations Unies ;

Adopte les articles suivants :

Article premier

Aux fins des présents articles, il y a lieu d'entendre par Force des Nations Unies tous corps armés placés sous la haute direction de 1'Organisation des Nations Unies.

Article 2

Les règles de caractère humanitaire résultant du droit relatif aux conflits armés sont applicables de plein droit à 1'Organisation des Nations Unies et doivent être respectées en toutes circonstances par ses Forces dans les hostilités où celles-ci sont engagées.

Les règles visées à 1'alinea précédent comprennent notamment :

a) celles qui concernent la conduite des hostilités en général et, plus particulièrement, 1'interdiction de 1'emploi de certaines armes, de certains modes d'utilisation de celles-ci, les moyens de nuire à la partie adverse et la distinction entre objectifs militaires et non militaires ;

b) celles qui sont inscrites dans les Conventions de Genève du 12 août 1949 ;

c) celles qui tendent à protéger la population civile en ce qui concerne les personnes et les biens.

Article 3

A. Lorsque les Forces des Nations Unies sont recrutées par des engagements individuels, 1'Organisation des Nations Unies est tenue d'édicter un règlement déterminant les droits et devoirs des membres de ces Forces.

Au cas où ces Forces seraient susceptibles d'être impliquées dans des hostilités, ce règlement doit déterminer les autorités de caractère international qui disposeront, à leur égard, des pouvoirs normatif, exécutif et juridictionnel nécessaires en vue d'assurer le respect effectif des règles humanitaires relatives aux conflits armés.

B. Lorsque les Forces des Nations Unies sont formées de contingents nationaux à 1'egard desquels 1'Organisation des Nations Unies n'aurait pas édicté un règlement de même nature que celui prévu à 1'alinéa précédent, le respect effectif des règles humanitaires relatives aux conflits armés doit être assuré par des accords conclus entre 1'Organisation et les divers Etats fournissant les contingents.

Ces accords doivent, au minimum, reconnaître à 1'Organisation des Nations Unies le droit de recevoir toutes informations et de contrôler en tout temps et en tout lieu le respect par chaque contingent des règles relatives aux conflits armés.

Article 4

Le respect effectif des règles humanitaires relatives aux conflits armés par les Forces des Nations Unies exige que les individus susceptibles de faire partie de telles Forces aient reçu, au préalable, un enseignement adéquat portant sur 1'ensemble des règles relatives aux conflits armés et plus particulièrement sur le sens et la portée des Conventions de Genève du 12 août 1949.

Il est souhaitable que 1'Organisation des Nations Unies, ainsi que celles de ses institutions spécialisées qui sont vouées au progrès de 1'éducation et de la santé, prennent toutes mesures en leur pouvoir en vue de coordonner celles que les Etats parties aux Conventions de Genève ont été invités à prendre en cette matière par les Conférences internationales de la Croix-Rouge.

Article 5

En vue d'assurer le respect effectif des règles humanitaires relatives aux conflits armés à 1'occasion des hostilités dans lesquelles les Forces des Nations Unies sont engagées, il est nécessaire que 1'Organisation veille à la présence, au sein de ses Forces, de services de santé composés d'un personnel compétent suffisamment nombreux et dotés de moyens d'action proportionnés aux besoins prévisibles.

Lorsque la direction de ces services est confiée aux Etats qui ont fourni des contingents, il appartient à 1'organisation de prendre toutes mesures en son pouvoir en vue de coordonner leurs activités.

Article 6

En vue de garantir le respect effectif des règles humanitaires relatives aux conflits armés à 1'occasion d'hostilités dans lesquelles les Forces des Nations Unies pourraient être engagées, il est souhaitable qu'à défaut de Puissance protectrice, un organisme impartial puisse assumer les tâches dévolues à la Puissance protectrice par les Conventions de Genève du 12 août 1949.

L'organisme visé au présent article, ainsi que ses membres, devraient bénéficier des facilités nécessaires au bon exercice de leurs attributions.

Article 7

Sans préjudice des responsabilités individuelles ou collectives dérivant du seul fait de 1'agression qu'elle aurait commise, la partie opposée aux Forces des Nations Unies est tenue de réparer les dommages qu'elle cause en violation des règles humanitaires relatives aux conflits armés. L'Organisation des Nations Unies a qualité pour exiger le respect de ces règles au bénéfice de ses Forces et pour réclamer réparation des dommages causés à ses Forces en violation de ces règles.

Article 8

L'Organisation des Nations Unies est responsable des dommages que ses Forces pourraient causer en violation des règles humanitaires relatives aux conflits armés, sans préjudice de son recours éventuel à 1'égard d'un Etat dont le contingent aurait causé un tel dommage.

Il est souhaitable que la mission de statuer sur les réclamations formées par les victimes de tels dommages soit confiée à des organismes composés de personnalités indépendantes et impartiales. Ces organismes devraient être désignés ou institués, soit dans le règlement édicté par les Nations Unies, soit dans les accords conclus avec les Etats qui placent des contingents à la disposition des Nations Unies et, éventuellement, avec tout autre Etat intéressé.

Il est également souhaitable que si de tels organismes ont été désignés ou institués par décision obligatoire des Nations Unies ou si la compétence d'organismes semblables a été acceptée par 1'Etat dont la victime est un ressortissant, aucune réclamation ne puisse être introduite contre les Nations Unies par cet Etat avant épuisement préalable par la victime du recours qui lui aura ainsi été ouvert.

*

(3 septembre 1971)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session de Zagreb – 1971

Le détournement illicite des aéronefs

(Dix-huitième Commission, Rapporteur : M. Edward Mc Whinney)

(Le texte français fait foi. Le texte anglais est une traduction.)

L'Institut de Droit international,

Considérant que les actes de capture ou d'exercice du contrôle des aéronefs en vol mettant en danger la vie et la santé des passagers et de 1'équipage, ainsi que des personnes au sol ou dans d'autres aéronefs, au mépris de considérations élémentaires d'humanité, sont illicites d'après le droit international,

Considérant que de tels actes illicites sont susceptibles de mettre en danger la paix internationale et les relations amicales entre Etats,

Considérant que de tels actes illicites compromettent la liberté des communications internationales et portent une grave atteinte au bon fonctionnement des services aériens et ébranlent la confiance des peuples du monde dans la sécurité de 1'aviation civile,

Compte tenu de la condamnation générale de ces actes illicites exprimée dans les Résolutions de 1'Assemblee générale des Nations Unies, de 1'O.A.C.I. et d'organisations inter-gouvernementales régionales,

I

Estime qu'aucun but ou objectif politique ou autre ne saurait justifier de tels actes illicites et que tout Etat sur le territoire duquel pourrait se trouver 1'auteur de 1'acte a le droit et le devoir, s'il ne procède pas à son extradition, d'engager contre lui des poursuites pénales.

II

Constate qu'entre autres, les règles suivantes du droit international s'appliquent à la matière :

1. Suivant les principes généraux du droit international aérien, tels qu'ils sont exprimés notamment dans la Convention de Chicago du 7 décembre 1944, les Etats doivent assurer la sécurité, la régularité et 1'efficacité de la navigation aérienne et collaborer entre eux à cette fin ;

2. Suivant les principes généraux du droit international qui sont notamment exprimés par les articles 25 et 37 de la Convention de Chicago du 7 décembre 1944, les Etats doivent fournir assistance aux aéronefs en détresse sur leur territoire et, sous réserve de 1'exercice d'un droit de contrôle par leurs propres autorités, permettre aux propriétaires de 1'aéronef ou aux autorités de Etat dans lequel 1'aéronef est immatriculé de fournir les mesures d'assistance que les circonstances pourraient rendre nécessaires ;

3. D'après le droit international général, les Etats ont 1'obligation de ne pas laisser utiliser leur territoire aux fins d'actes contraires aux droits d'autres Etats.

Emet l'avis que, en conséquence, les Etats doivent prendre toutes les mesures appropriées en vue de donner effet à ces principes, notamment :

a) pour prévenir 1'accomplissement d'actes de détournement illicite d'aéronefs en vol, et,

b) au cas où 1'aéronef détourné atterrit sur leur territoire, pour rendre 1'aéronef détourné à son commandant légitime ou lui en conserver le commandement,

permettre aux passagers et à équipage de l'aéronef détourné de poursuivre leur voyage dès que cela est possible,

faire en sorte que 1'aéronef et sa cargaison soient restitués immédiatement aux personnes ayant un titre de possession légitime,

garantir la sécurité et la dignité humaine des passagers et de 1'équipage jusqu'à ce que leur voyage puisse se poursuivre.

III

Constate que la préoccupation des Etats de régler les problèmes de détournement illicite d'aéronefs en vol a reçu une première réponse par 1'adoption de la Convention relative aux infractions et certains autres actes commis à bord des aéronefs signée à Tokyo le 14 septembre 1963, ainsi que de la Convention pour la répression de la capture illicite d'aéronefs signée à La Haye le 16 décembre 1970 ;

Estime qu'en ratifiant ces Conventions et en prenant les dispositions leur dormant effet, les Etats contribueraient à mettre en oeuvre et à préciser les obligations énoncées dans cette Résolution ainsi qu'au développement progressif du droit international en la matière ;

Souligne en particulier l'urgence qu'il y a pour les Etats à procéder aux adaptations nécessaires de leur droit interne en vue de donner effet aux principes contenus dans les Conventions précitées.

IV

Les Résolutions qui précèdent ne préjugent pas la question de la prévention et de la répression de tous les autres actes de violence pouvant mettre en danger la sécurité des transports aériens ni la question d'une réglementation spécifique des sanctions contre les Etats qui ne rempliraient pas leurs obligations internationales en matière de détournement illicite d'aéronefs.

*

(3 septembre 1971)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session de Rome – 1973
Session du Centenaire

L'application des règles du droit international général des traités aux accords internationaux conclus par les Organisations internationales

(Quatorzième Commission, Rapporteur : M. René-Jean Dupuy)

(Le texte français fait foi. Le texte anglais est une traduction.)

L'Institut de Droit international,

Adopte la Résolution suivante :

I

Les dispositions de la Convention de Vienne sur le droit des traités, du 23 mai 1969, sont en principe applicables aux accords internationaux conclus par les Organisations internationales, soit avec d'autres Organisations internationales, soit avec l'un ou plusieurs Etats.

II

Toute organisation internationale peut conclure des accords conformément à ses règles pertinentes et à la pratique générale en la matière.

III

Les règles pertinentes de chaque Organisation déterminent le ou les organes habilités à accomplir tout acte relatif à 1'élaboration du texte d'un accord et à 1'expression du consentement de 1'Organisation à être liée.

IV

Sauf si sa fonction ou la pratique 1'en dispense, une personne représentant une Organisation pour 1'adoption ou 1'authentification du texte d'un accord ou pour exprimer le consentement de 1'Organisation à être liée par l'accord, doit fournir à 1'autre partie la preuve de sa qualité si celle-ci en fait la demande.

V

Un accord conclu par un organe conformément aux points II et III lie 1'Organisation comme telle.

L'alinéa précédent ne préjuge pas les obligations qui peuvent résulter d'un tel accord pour les Etats membres du fait soit des règles pertinentes de 1'Organisation, soit d'une norme du droit international.

VI

L'expression "Organisation internationale" s'entend d'une Organisation intergouvernementale.

L'expression "règles pertinentes de 1'Organisation" s'entend de 1'acte constitutif, des autres règles régissant 1'Organisation et de la pratique établie par elle.

*

(14 septembre 1973)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session de Rome – 1973
Session du Centenaire

Vœu concernant l'enseignement universitaire du droit international

(Le texte français fait foi. Le texte anglais est une traduction.)

L'Institut de Droit international,

Réuni à Rome du 5 au 15 septembre 1973 pour la Session de son centenaire,

Convaincu du rôle croissant que le droit international joue dans le monde actuel,

Soulignant que le droit international est un élément essentiel à la solution des difficultés qui peuvent surgir entre les Etats,

Constatant avec regret que, dans de nombreuses universités, le droit international ne constitue pas une matière d'enseignement obligatoire, ou a cessé de la constituer,

Rappelant que 1'Organisation des Nations Unies et l'UNESCO ont reconnu à plusieurs reprises l'importance de la connaissance du droit international,

Fidèle à sa mission de favoriser le progrès du droit international en concourant notamment, "par des publications, par 1'enseignement public et par tous autres moyens, au triomphe des principes de justice et d'humanité qui doivent régir les relations des peuples entre eux" (article premier des Statuts de 1'Institut de Droit international),

1. DECIDE de créer un groupe de travail chargé de réunir des renseignements sur 1'état actuel de 1'enseignement du droit international dans les différentes régions du monde et de présenter des recommandations, basées sur cette documentation, à la prochaine Session de 1'Institut de Droit international,

2. ATTIRE dès maintenant 1'attention des universités ainsi que des autres instituts d'enseignement, des gouvernements et des organisations internationales, sur 1'importance qu'il y a à assurer, dans la plus large mesure possible, l'enseignement universitaire du droit international.

*

(14 septembre 1973)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session de Rome – 1973
Session du Centenaire

Les effets de l'adoption en droit international privé

(Septième Commission, Rapporteur : M. Rodolfo de Nova)

(Le texte français fait foi. Le texte anglais est une traduction.)

L'Institut de Droit international,

Considérant que, de nos jours, la plupart des systèmes juridiques prévoient l'adoption, acte juridique par lequel une personne est regardée - à certains égards ou à tous égards - comme 1'enfant légitime d'une autre personne ou de deux époux dont elle n'est pas 1'enfant légitime,

Considérant en outre que les adoptions présentant un caractère international deviennent de plus en plus fréquentes et qu'en 1'absence d'une uniformité des règles matérielles, de délicats conflits de lois risquent de se poser et, en fait, se posent,

Tenant compte du travail que la Conférence de La Haye de droit international privé a réalisé pour résoudre ces problèmes en établissant, en 1965, 1a convention concernant la compétence des autorités, la loi applicable et la reconnaissance des décisions en matière d'adoption,

Constatant, toutefois, que la convention de La Haye ne traite pas de la question du droit applicable aux effets de 1'adoption,

Convaincu que de nouveaux efforts doivent être consacrés à la détermination des règles de droit concernant au moins les principaux effets de 1'adoption et susceptibles d'être généralement acceptées,

Adopte la présente Résolution :

Article premier

a) En principe, la loi personnelle de 1'adoptant régit, d'une part, les rapports entre l'adopté et l'adoptant ou les membres de la famille de celui-ci et, d'autre part, les rapports entre 1'adopté et son ou ses parents d'origine ou les membres de la famille de ces derniers.

b) Toutefois, les règles de la loi qui régit les rapports entre 1'adopté et sa famille d'origine, relatives au consentement des parents ou à la dispense d'un tel consentement, telles qu'elles existent au moment de 1'adoption, doivent être respectées. Si elles ne le sont pas, les rapports entre 1'adopté et son ou ses parents d'origine ou les membres de la famille de ces derniers demeurent régis, en principe, par la loi qui les gouverne indépendamment de 1'adoption.

Article 2

Si l'adoption est le fait de deux époux, la loi applicable au sens de l'article premier, paragraphe a), est celle qui régit ou régirait les rapports entre les époux et leurs enfants légitimes.

Article 3

Le changement, après 1'adoption, de la circonstance de rattachement visée aux articles premier, paragraphe a), et 2 entraîne le changement de la loi applicable.

Toutefois, en principe, les rapports existant au moment de 1'adoption entre 1'adopté et son ou ses parents d'origine ou les membres de la famille de ces derniers ne sont pas affectés par le changement de la circonstance de rattachement.

Article 4

Les articles précédents couvrent notamment la garde de 1'enfant, les devoirs d'entretien et d'éducation et les pouvoirs des parents.

Article 5

La création ou la modification, du fait de 1'adoption, de droits et obligations, tels que les droits successoraux, les droits et obligations en matière de responsabilité civile ou contractuelle, les avantages fiscaux, les prestations de sécurité sociale ou la responsabilité en matière pénale, sont régies par la loi qui gouverne la situation juridique dont sont issus ces droits et obligations.

La loi visée à 1'alinéa précédent peut ne pas donner effet à une adoption qui, dans l'ensemble, ne présente pas une analogie suffisante avec 1'adoption qu'elle prévoit.

Article 6

La loi applicable en vertu des articles précédents pourra être écartée si elle est manifestement incompatible avec 1'ordre public, particulièrement dans les cas où l'intérêt prépondérant de 1'adopté mineur doit être préservé.

*

(14 septembre 1973)

Vœu

L'Institut de Droit international,

Estimant que la différence de nationalité entre 1'adopté et le ou les adoptants peut compromettre 1'unité au sein de la famille adoptive,

Adopte en outre le vœu suivant :

Les autorités compétentes dans chaque Etat devraient établir des règles, des procédures et des pratiques permettant d'étendre rapidement à 1'adopté mineur la nationalité du ou des adoptants.

*

(14 septembre 1973)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session de Wiesbaden - 1975

Le problème intertemporel en droit international public

(Onzième Commission, Rapporteur : M. Max Sorensen)

(Le texte français fait foi. Le texte anglais est une traduction.)

L'Institut de Droit international,

Considérant que le problème intertemporel général, dans 1'ordre juridique international comme en droit national, concerne la délimitation du domaine d'application des normes dans le temps ;

Considérant le besoin de favoriser 1'évolution de 1'ordre juridique international tout en sauvegardant le principe de la sécurité juridique, élément essentiel de tout système de droit ;

Considérant que toute solution d'un problème intertemporel dans le domaine international doit tenir compte de ce double impératif de 1'evolution et de la sécurité ;

Considérant qu'un problème comparable se pose quand une règle se réfère à une notion dont la portée ou la signification a varié dans le temps,

Adopte la présente Résolution :

1. A défaut d'une indication en sens contraire, le domaine d'application dans le temps d'une norme de droit international public est déterminé conformément au principe général de droit, d'après lequel tout fait, tout acte et toute situation doivent être appréciés à la lumière des règles de droit qui en sont contemporaines.

2. En application de ce principe :

a) toute règle qui vise un fait instantané s'applique aux faits qui se produisent pendant que la règle est en vigueur ;

b) toute règle qui vise la répétition ou la succession de faits identiques s'applique alors même que l'un ou certains d'entre eux seulement se produiraient après 1'entrée en vigueur de la règle ;

c) toute règle qui vise une situation de fait s'applique aux situations existant pendant que la règle est en vigueur, même si elles ont été établies antérieurement ;

d) toute règle qui vise une certaine période, ou 1'existence d'une situation pendant une certaine durée, s'applique aux seules périodes dont les dates initiales et terminales se situent dans le temps pendant lequel la règle est en vigueur ;

e) toute règle qui vise le terme d'une période s'applique aux cas où la période est arrivée à expiration à un moment où la règle est en vigueur ;

f) toute règle qui vise le caractère licite ou illicite d'un acte juridique ou les conditions de sa validité s'applique aux actes accomplis pendant que la règle est en vigueur ;

g) toute règle qui vise les effets continus d'un acte juridique s'applique aux effets produits pendant que la règle est en vigueur, alors même que 1'acte aurait été accompli avant 1'entrée en vigueur de la règle ;

h) toute règle qui vise le contenu d'un statut juridique s'applique alors même que le statut aurait été établi ou acquis avant 1'entrée en vigueur de la règle.

3. Les Etats ou autres sujets de droit international ont toutefois la faculté de déterminer d'un commun accord le domaine d'application des normes dans le temps en dérogation aux règles énoncées aux paragraphes 1 et 2, sous réserve d'une norme impérative de droit international limitant cette faculté.

La présente disposition est sans préjudice des obligations qui pourraient résulter, pour les parties contractantes, des traités antérieurs auxquels elles sont parties et aux dispositions desquels elles ne pourraient pas déroger même d'un commun accord.

4. Lorsqu'une disposition conventionnelle se réfère à une notion juridique ou autre sans la définir, il convient de recourir aux méthodes habituelles d'interprétation pour déterminer si cette notion doit être comprise dans son acception au moment de 1'établissement de la disposition ou dans son acception au moment de 1'application. Toute interprétation d'un traité doit prendre en considération 1'ensemble des règles pertinentes de droit international applicables entre les parties au moment de 1'application.

5. Reste réservée la solution des problèmes intertemporels qui se posent dans le cadre des organisations internationales.

6. Il est désirable, en vue d'éliminer les causes d'incertitude et de contestation, que soient incluses dans tout instrument international des dispositions expresses, indiquant la solution qu'il convient de donner aux problèmes intertemporels que pourrait soulever son application.

*

(11 août 1975)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session de Wiesbaden - 1975

Les conditions d'application des règles, autres que les règles humanitaires, relatives aux conflits armés aux hostilités dans lesquelles les Forces des Nations Unies peuvent être engagés

(Première Commission, Rapporteur : M. Edward Hambro)

(Le texte français fait foi. Le texte anglais est une traduction.)

L'Institut de Droit international,

Rappelant sa Résolution sur "l'égalité d'application des règles du droit de la guerre aux parties à un conflit armé" (Session de Bruxelles, 1963) ;

Rappelant sa Résolution sur "la distinction entre les objectifs militaires et non militaires en général et notamment les problèmes que pose 1'existence des armes de destruction massive" (Session d'Edimbourg, 1969) ;

Rappelant sa Résolution sur "les conditions d'application des règles humanitaires relatives aux conflits armés aux hostilités dans lesquelles les Forces des Nations Unies peuvent être engagées" (Session de Zagreb, 1971) ;

Constatant que 1'Organisation des Nations Unies a utilisé, à diverses reprises, des Forces armées et que de telles Forces peuvent - quelle que soit leur mission - être entraînées dans de véritables hostilités ;

Considérant que, dans 1'attente de 1'élaboration d'un statut juridique complet des Forces des Nations Unies, il est nécessaire de préciser les conditions d'application à ces Forces des règles relatives aux conflits armés ;

Réservant 1'étude des problèmes de responsabilité pénale individuelle ;

Déclarant en outre que la présente Résolution ne préjuge pas de la solution des problèmes qui ont trait à la compétence respective des organes de 1'Organisation des Nations Unies en matière de création ou de direction des Forces des Nations Unies,

Adopte la présente Résolution :

Article premier

Aux fins de la présente Résolution, on entend par Forces des Nations Unies tous corps armés placés sous la haute direction de 1'Organisation des Nations Unies.

Article 2

Les règles relatives aux conflits armés, même si elles ne présentent pas un caractère spécifiquement humanitaire, s'appliquent aux hostilités dans lesquelles les Forces des Nations Unies sont engagées, sous réserve des exceptions prévues aux articles suivants.

Article 3

Tout Etat est en droit d'apporter aux Forces des Nations Unies toute assistance qui lui est demandée par 1'Organisation.

Les articles suivants ne préjugent pas des effets que 1'illégalité d'un emploi de la force armée peut avoir en droit commun sur le principe de non-discrimination dans 1'application des règles non humanitaires relatives aux conflits armés.

Article 4

Lorsque les Forces des Nations Unies sont engagées dans des hostilités, les Etats membres de 1'Organisation ne peuvent ni se prévaloir des règles générales du droit de la neutralité pour se soustraire aux obligations qui leur sont imposées en vertu d'une décision du Conseil de sécurité agissant conformément à la Charte, ni déroger aux règles de la neutralité au bénéfice d'une partie opposée aux Forces des Nations Unies.

Article 5

Le fait, pour un Etat, de se conformer aux règles dénoncées dans la présente Résolution ne le prive pas de sa qualité de neutre, y inclus la neutralité permanente, et ne justifie la pratique, à son égard, d'aucune mesure de représailles ou autre acte de coercition.

Article 6

Les parties visées dans la présente Résolution sont tenues de réparer les dommages qu'elles causent en violation des règles relatives aux conflits armés.

Vœu I

Il est souhaitable que 1'Organisation des Nations Unies donne suite à la Résolution I de la Conférence intergouvernementale pour la protection des biens culturels, en imposant à ses Forces le respect de la Convention de La Haye du 14 mai 1954, relative à la protection des biens culturels en cas de conflit armé.

Vœu II

Il est souhaitable que 1'Organisation des Nations Unies constate, sous une forme appropriée, qu'elle se considère comme liée par les Conventions de Genève de 1949 dans toutes les opérations auxquelles ses Forces pourraient être parties.

*

(13 août 1975)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session de Wiesbaden - 1975

Le principe de non-intervention dans les guerres civiles

(Huitième Commission, Rapporteur : M. Dietrich Schindler)

(Le texte français fait foi. Le texte anglais est une traduction.)

L'Institut de Droit international,

Constatant la gravité du phénomène des guerres civiles et des souffrances qu'elles engendrent ;

Considérant que toute guerre civile peut affecter les intérêts d'autres Etats et est donc susceptible de se transformer en conflit international si des obligations très rigoureuses de non-intervention ne sont prévues ;

Considérant, en particulier, que la violation du principe de la non-intervention en faveur d'une partie à la guerre civile mène souvent, en pratique, à 1'ingérence en faveur de la partie opposée ;

Convaincu donc de la nécessité de préciser les devoirs des autres Etats face à une guerre civile sévissant sur le territoire d'un Etat déterminé ;

Réservant 1'étude ultérieure des questions nées du danger d'extermination d'un groupe ethnique, religieux ou social, ou d'autres graves violations des droits de 1'homme au cours d'une guerre civile,

Adopte la Résolution suivante :

Article premier. Notion de guerre civile

1. Aux fins de la présente Résolution, on entend par "guerre civile" les conflits armés de caractère non interétatique, conflits qui surgissent sur le territoire d'un Etat et qui mettent aux prises :

a) le gouvernement établi avec un ou plusieurs mouvements insurrectionnels qui visent, soit au renversement du gouvernement ou du régime politique, économique ou social de 1'Etat, soit à la sécession ou à 1'autonomie d'une partie de cet Etat ;

b) deux ou plusieurs groupes qui, en 1'absence de tout gouvernement établi, se disputent le pouvoir de 1'Etat.

2. Ne sont pas des guerres civiles au sens de la présente Résolution :

a) les troubles localisés ou les émeutes ;

b) les conflits armés entre des entités politiques qui sont séparées par une ligne internationale de démarcation ou qui, pendant une durée prolongée, ont existé en fait comme des Etats, ni les conflits entre une telle entité et un Etat ;

c) les conflits de décolonisation.

Article 2. Interdiction de l'assistance

1. Les Etats tiers s'abstiendront d'assister les parties à une guerre civile sévissant sur le territoire d'un autre Etat.

2. Ils s'abstiendront notamment :

a) d'envoyer ou de tolérer 1'envoi ou le départ de forces armées, de volontaires, d'instructeurs ou de techniciens militaires à l'une des parties à une guerre civile ;

b) de former ou d'entraîner, ou de tolérer la formation ou 1'entraiînement de forces régulières ou irrégulières en vue d'appuyer une des parties à une guerre civile ;

c) de fournir des armes, ou autre matériel de guerre, ou de tolérer une telle fourniture à l'une des parties à une guerre civile ;

d) d'accorder à l'une des parties à une guerre civile une aide financière ou économique de nature à influencer l'issue de cette guerre, sans préjudice de 1'exception prévue à l'article 3, alinéa b) ;

e) de mettre leur territoire à la disposition de l'une des parties à une guerre civile ou de tolérer 1'utilisation de ce territoire par l'une de celles-ci comme base d'opérations ou de ravitaillement, comme refuge pour le passage de forces régulières ou irrégulières, ou pour le transit de matériel de guerre. Cette dernière interdiction s'étend à la transmission d'informations militaires à l'une quelconque des parties ;

f) de reconnaître prématurément un gouvernement provisoire qui ne dispose pas d'un contrôle effectif sur une partie importante du territoire de 1'Etat en question.

3.a) Les Etats tiers emploieront tous moyens pour éviter que les habitants de leur territoire, nationaux ou étrangers, réunissent des contingents et des équipements, franchissent la frontière ou s'embarquent dans leur territoire, pour fomenter ou déclencher une guerre civile.

b) Ils désarmeront et interneront toute force de l'une ou 1'autre partie à la guerre civile qui traverserait leurs frontières, les dépenses consécutives à 1'internement étant mises à la charge de 1'Etat en proie à la guerre civile. Les armes trouvées en possession de ces forces seront saisies et gardées par 1'Etat tiers pour être rendues à 1'Etat en proie à la guerre civile, après la fin de ladite guerre.

Article 3. Exceptions

Nonobstant les dispositions de l'article 2, les Etats tiers peuvent :

a) fournir une aide humanitaire conformément à l'article 4 ;

b) continuer une aide technique ou économique qui ne serait pas de nature à exercer une influence substantielle sur l'issue de la guerre civile ;

c) prêter une assistance ordonnée, autorisée ou recommandée par 1'Organisation des Nations Unies conformément à la Charte et aux autres règles du droit international.

Article 4. Aide humanitaire

1. Devrait être tenu pour licite 1'envoi de secours ou d'autres formes d'aide purement humanitaire en faveur des victimes d'une guerre civile.

2. Au cas où le territoire contrôlé par une partie ne peut être atteint qu'en traversant le territoire contrôlé par 1'autre partie ou celui d'un Etat tiers, le libre passage devrait être accordé sur ces territoires au profit de tout convoi de secours, tout au moins dans la mesure prévue par l'article 23 de la Convention de Genève du 12 août 1949 relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre.

Article 5. Intervention étrangère

Lorsqu'il apparaît qu'au cours d'une guerre civile, une intervention s'est produite en violation des dispositions ci-dessus, les Etats tiers, sous réserve des mesures ordonnées, autorisées ou recommandées par 1'Organisation des Nations Unies, ne peuvent fournir d'assistance à 1'autre partie qu'en se conformant à la Charte et à toute autre règle pertinente du droit international.

*

(14 août 1975)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session de Wiesbaden - 1975

L'application du droit public étranger

(Vingtième Commission, Rapporteur : M. Pierre Lalive)

(Le texte français fait foi. Le texte anglais est une traduction.)

L'Institut de Droit international,

Considérant la diversité des idées régnant, d'un système juridique à 1'autre, quant à la validité, aux critères et aux effets, voire à 1'existence de la distinction entre droit public et droit privé ;

Constatant, sur le terrain du droit comparé, 1a relativité et le caractère évolutif de cette distinction, 1'interpénétration croissante de ces deux branches du droit interne, les changements intervenus dans les faits et dans les idées quant au rôle de l'Etat, notamment dans la réglementation et la protection des intérêts des individus, et la gestion de 1'économie ;

Tenant compte des besoins d'une société internationale caractérisée à la fois par la diversité ou la concurrence des législations, des politiques et des intérêts étatiques et par une aspiration à la collaboration internationale et à la coexistence ou 1'harmonisation des systèmes juridiques nationaux ;

Désireux de favoriser une juste solution des questions de conflits de lois, dans le respect des principes reconnus du Droit des gens, des intérêts légitimes des Etats et des droits ou intérêts de 1'individu, solution qui tienne compte aussi des progrès souhaitables de la collaboration internationale ;

Ayant égard à 1'effet favorable que peut exercer la prise de conscience, en ce domaine, d'une part de la nécessité d'une coopération pacifique et de 1'entraide entre Etats, d'autre part de la solidarité particulière qui existe à 1'interieur de groupes d'Etats unis par des liens étroits d'amitié, d'alliance ou d'intégration ;

Estimant opportun d'énoncer quelques principes susceptibles de fournir ou de faciliter la solution de certaines questions de conflits de lois mettant en cause le droit public étranger,

Adopte les Résolutions suivantes :

A.

I. 1. Le caractère public attribué à une disposition du droit étranger désigné par la règle de conflit de lois ne fait pas obstacle à 1'application de cette disposition, sous la réserve fondamentale de 1'ordre public.

2. Il en est de même lorsqu'une disposition de droit étranger est la condition d'application d'une autre règle de droit ou qu'il apparaît nécessaire de la prendre en considération.

II. Le prétendu principe de 1'inapplicabilité *a priori* du droit public étranger, comme celui de son absolue territorialité, principe invoqué, sinon appliqué, par la jurisprudence et la doctrine de certains pays :

a) n'est fondé sur aucune raison théorique ou pratique valable,

b) fait souvent double emploi avec les principes de 1'ordre public,

c) est susceptible d'entraîner des résultats peu souhaitables et peu conformes aux exigences actuelles de la collaboration internationale.

III. Il en est de même, pour des raisons analogues, d'une inapplicabilité *a priori* de certaines catégories de dispositions de droit public étranger, comme celles qui ne visent pas la protection des intérêts privés mais servent essentiellement les intérêts de 1'Etat.

IV. La portée de la règle et des déclarations qui précèdent n'est en rien affectée par le fait que le droit étranger considéré comme public demeure moins fréquemment appliqué pour diverses raisons, et principalement :

a) parce que la question ne se pose pas, en raison de la nature des relations sociales visées dans la règle de conflit de lois, ou de 1'objet même de la disposition étrangère, ou

b) parce que la disposition étrangère a une portée limitée au territoire du législateur dont elle émane et que cette limitation est en principe respectée, ou

c) parce que les organes de l'Etat du for estiment souvent soit qu'ils sont incompétents pour appliquer certaines lois étrangères considérées comme de droit public, notamment en rendant un jugement administratif ou constitutif, soit qu'ils n'ont pas à prêter la main à 1'application de telles dispositions à défaut de traités, de réciprocité ou d'une convergence des intérêts économiques ou politiques des Etats auxquels la situation se rattache.

B.

Décide de réserver la question des demandes fondées par une autorité étrangère ou un organisme public étranger sur des dispositions de son droit public et d'en poursuivre la discussion lors d'une session ultérieure.

(11 août 1975)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session d'Oslo - 1977

Les demandes fondées par une autorité étrangère ou par un organisme public étranger sur des dispositions de son droit public

(Vingtième Commission, Rapporteur : M. Pierre Lalive)

(Le texte français fait foi. Le texte anglais est une traduction.)

L'Institut de Droit international,

Rappelant la Résolution qu'il a adoptée à sa Session de Wiesbaden, le 11 août 1975, sur "L'application du droit public étranger" et désirant en préciser la portée en ce qui concerne la recevabilité des demandes en justice présentées par une autorité étrangère ou un organisme public étranger et fondées sur les dispositions de son droit public ;

Tenant compte de l'état actuel des idées et de la pratique relative à ces demandes ainsi que de la tendance, manifestée notamment dans certaines conventions récentes, à une coopération et une entraide accrues ;

Adopte la Résolution suivante :

I

a) Dans la mesure où, du point de vue de l'Etat du for, leur objet est lié à l'exercice de la puissance publique, les demandes en justice d'une autorité étrangère ou d'un organisme public étranger, fondées sur des dispositions de son droit public, devraient en principe être considérées comme irrecevables.

b) Ces demandes pourraient néanmoins être considérées comme recevables si, du point de vue de l'Etat du for, et compte tenu du droit du défendeur à un traitement équitable dans ses rapports avec cette autorité ou cet organisme, l'objet particulier de la demande, les exigences de la solidarité internationale ou la convergence des intérêts des Etats en cause le justifient.

II

Devraient être considérées comme recevables les demandes en justice d'une autorité étrangère ou d'un organisme public étranger autres que celles visées dans l'article précédent, et fondées sur des dispositions de son droit public, telles notamment les demandes qui, du point de vue de 1'Etat du for, sont consécutives ou accessoires à des prétentions de droit privé.

*

(1er septembre 1977)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session d'Oslo - 1977

Les entreprises multinationales

(Deuxième Commission, Rapporteur : M. Berthold Goldman)

(Le texte français fait foi. Le texte anglais est une traduction.)

L'Institut de Droit international,

Considérant que des entreprises caractérisées par leur unité économique sous l'impulsion d'une société-mère qui constitue leur centre de décision, en même temps que par une dissémination de leurs établissements, dotés ou non de personnalité morale, et constituant leurs centres d'activité, dans un grand nombre de pays, jouent un rôle prépondérant et croissant dans la production et les échanges internationaux et exercent de ce fait une influence économique, sociale et même politique,

Considérant que, au niveau international, ces entreprises font l'objet de recherches, d'études, de débats et de décisions, notamment dans le cadre de nombreuses organisations internationales,

Considérant que ces travaux ont essentiellement pris pour objet les problèmes politiques, économiques et sociaux que fait surgir l'activité des entreprises multinationales, en particulier dans les pays en développement,

Considérant que l'examen des problèmes juridiques propres aux entreprises multinationales et la mise à l'étude des solutions que ces problèmes pourraient recevoir peuvent apporter une contribution substantielle à l'avancement des travaux de caractère politique, économique et social dont elles sont l'objet,

Considérant que cet examen devrait s'orienter vers l'élaboration d'un régime juridique efficace de ces entreprises, qui tiendrait compte des intérêts de la communauté internationale, et notamment de ceux des pays en développement,

Considérant que, dans une première étape, l'Institut a exploré certains des problèmes juridiques relatifs aux entreprises multinationales et qu'il est conscient de la nécessité de développer ultérieurement cette recherche ;

Adopte la présente Résolution :

I

Les entreprises formées d'un centre de décision localisé dans un pays et de centres d'activité, dotés ou non de personnalité juridique propre, situés dans un ou plusieurs autres pays, devraient être considérées comme constituant, en droit, des entreprises multinationales.

II

Il convient que soit progressivement élaboré un régime juridique propre aux entreprises ainsi définies, régime qui devrait en particulier sauvegarder la souveraineté et l'indépendance économique des Etats, notamment en développement.

III

1 a) Pour le rattachement de la société-mère ainsi que pour celui des filiales à un Etat déterminé, il conviendrait de tenir compte, selon les circonstances, des liens de la société-mère avec les pays des filiales ou des établissements dépendants, et réciproquement des liens des filiales avec le pays de la société-mère.

b) Il serait souhaitable que le principe énoncé à l'alinéa précédent fut mis en oeuvre au moyen d'accords internationaux.

2. a) Il serait utile d'étudier l'institution d'un enregistrement international des entreprises multinationales, obligatoire ou facultatif, auprès d'un organisme international approprié, existant ou à créer.

b) L'étude à entreprendre devrait porter notamment sur les modalités d'établissement de cet enregistrement, sur les entreprises pouvant ou devant s'y soumettre, ainsi que sur les conséquences de l'enregistrement (en particulier : obligations étendues de publicité pour les entreprises enregistrées ; application à ces entreprises d'accords internationaux ou de codes de conduite concernant de manière générale les entreprises multinationales ; possibilité de recours à l'arbitrage ou à d'autres moyens de règlement des litiges intéressant les entreprises enregistrées).

IV

1. Pour la détermination de la loi applicable à 1a constitution, à l'organisation, au fonctionnement et à l'activité des divers éléments composant l'entreprise multinationale, il doit être fait respectivement application des systèmes de solution de conflits de chaque for saisi. En ce qui concerne les activités des entreprises multinationales, il serait souhaitable que ces systèmes fussent progressivement harmonisés de manière à tenir compte, d'abord du pays où s'accomplissent ces activités, et en outre des pays ou celles-ci produisent des effets directs et immédiats.

2. Il est souhaitable que soit envisagée une harmonisation internationale progressive des règles de droit matériel relatives aux activités des entreprises multinationales, et que soient poursuivis les travaux d'élaboration de "Codes de conduite" pour ces entreprises.

V

Les Etats où sont situées la société-mère et les sociétés filiales ou les établissements dépendants des entreprises multinationales devraient coopérer dans l'exercice, par voie législative, exécutive et judiciaire de leurs compétences de contrôle à l'égard de ces entreprises et, à cette fin, envisager notamment la conclusion d'accords internationaux.

VI

1. La compétence de réglementation, de contrôle et de sanction des pratiques restrictives de concurrence des entreprises multinationales, fondée en tout cas sur le lieu où ces pratiques sont accomplies, ne devrait en outre être retenue, en fonction de leurs effets, que si ceux-ci présentent, sur le territoire de l'Etat considéré, un caractère intentionnel ou au moins prévisible, substantiel, direct et immédiat.

2. Il serait souhaitable que fussent conclus des accords internationaux de répartition des compétences en ce domaine, de manière à éviter les lacunes et les superpositions de règles applicables.

3. Serait également souhaitable une harmonisation internationale des règles de concurrence concernant les entreprises multinationales.

*

(7 septembre 1977)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session d'Oslo - 1977

Les contrats conclus par les organisations internationales avec des personnes privées

(Quatrième Commission, Rapporteur : M. Nicolas Valticos)

(Le texte français fait foi. Le texte anglais est une traduction.)

L'Institut de Droit international,

Considérant que le développement des organisations internationales et de leurs activités entraîne la conclusion d'un nombre croissant de contrats de différents types entre ces organisations et des personnes privées ;

Considérant qu'il est souhaitable que de telles relations contractuelles répondent aux exigences suivantes : exercice sans trouble par les organisations internationales de leur mission dans le cadre déterminé par le droit international, respect du droit et sécurité des transactions et des relations juridiques ;

Considérant les résultats d'une consultation conduite auprès de nombreuses organisations internationales, et tenant compte de la variété des situations et des pratiques en la matière ;

Rappelant l'esprit de la Résolution d'Amsterdam (1957) sur les recours judiciaires institués contre les décisions d'organes internationaux ;

Adopte la présente Résolution :

Article 1

La présente Résolution concerne les contrats conclus avec des personnes privées, physiques ou morales, par des organisations internationales de caractère intergouvernemental.

I. Droit applicable

Article 2

1. Afin de faciliter le règlement des difficultés pouvant survenir au sujet des contrats considérés, il est souhaitable que les parties désignent expressément les sources, nationales ou internationales, d'où découle le droit applicable.

2. Les parties peuvent aussi se référer expressément à une combinaison de plusieurs sources.

Article 3

Les parties peuvent stipuler que des dispositions d'un droit interne auxquelles elles se réfèrent dans un contrat doivent être entendues dans leur teneur au moment de la conclusion de ce contrat.

Article 4

Lorsque, en raison de la relation du contrat avec 1'exercice par 1'organisation contractante de ses fonctions propres, la partie privée peut être soumise à des charges ou risques particuliers - telles que modification, suspension ou résiliation à 1'initiative de 1'organisation -, le contrat devrait préciser quelles en seraient les conséquences sur les droits et obligations des parties.

Article 5

Dans le cas où le contrat ne précise pas le droit applicable, celui-ci sera, en cas de besoin et sauf accord postérieur des parties sur ce point, déterminé par 1'organe chargé de se prononcer sur le différend, en recherchant 1'intention tacite des parties, ou à défaut en se fondant sur des critères objectifs.

Article 6

Dans la mesure où le droit applicable est le droit de 1'organisation, ce droit s'entend de l'acte constitutif, des autres règles régissant 1'organisation et de la pratique établie par elle, ces sources étant complétées par les principes généraux du droit.

II. Règlement des différends dans les cas d'immunité de juridiction

Article 7

Les contrats conclus avec des personnes privées par des organisations internationales de caractère intergouvernemental dans les cas où celles-ci bénéficient de 1'immunité de juridiction devraient prévoir le règlement des différends résultant de ces contrats par un organe indépendant.

Article 8

L'organe prévu par l'article 7 peut être :

a) un organe arbitral établi selon les règles d'une institution permanente d'arbitrage ou en vertu de clauses *ad hoc* ;

b) une juridiction établie par une organisation internationale, si 1'attribution de cette compétence est compatible avec les règles de 1'organisation, ou

c) un organe judiciaire national, si ceci n'est pas incompatible avec le statut et les fonctions de 1'organisation.

Article 9

Si un différend surgit au sujet d'un contrat qui ne contient pas de clause sur le règlement des différends, 1'organisation concernée devrait soit renoncer à 1'immunité de juridiction, soit négocier avec 1'autre partie en vue d'aboutir à un règlement du différend ou à 1'établissement d'une procédure appropriée de règlement, notamment par voie d'arbitrage.

*

(6 septembre 1977)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session d'Athènes - 1979

La loi du contrat dans les accords entre un Etat et une personne privée étrangère

(Vingt et unième Commission, Rapporteur : M. Georges van Hecke)

(Le texte français fait foi. Le texte anglais est une traduction.)

L'Institut de Droit international,

Conscient de l'importance que revêtent, à notre époque, dans les relations économiques internationales, les accords entre un Etat et une personne privée étrangère,

Souhaitant contribuer à clarifier les règles de droit international privé concernant ces accords,

Considérant que, dans le cas d'un contrat entre un Etat et une personne privée étrangère, les principes généraux du droit international privé permettent aux parties de désigner la loi du contrat et, si telle est leur volonté, de soustraire ce contrat à l'application exclusive d'un droit interne déterminé.

Réservant la question d'une intervention en ce domaine de l'ordre public et de lois impératives,

Réservant la question des contrats conclus par une entreprise publique ou un organisme public, doté d 'une personnalité juridique propre, avec une personne privée étrangère.

Soulignant que la responsabilité internationale des Etats en vertu du droit international n'est pas visée par la présente résolution,

Adopte la présente Résolution :

Article 1

Les contrats entre un Etat et une personne privée étrangère sont soumis aux règles de droit choisies par les parties ou, à défaut d'un tel choix, aux règles de droit avec lesquelles le contrat comporte le rattachement le plus étroit.

Article 2

Les parties peuvent notamment choisir comme loi du contrat, soit un ou plusieurs droits internes ou les principes communs à ceux-ci, soit les principes généraux du droit, soit les principes appliqués dans les rapports économiques internationaux, soit le droit international, soit une combinaison de ces sources de droit.

Article 3

Les parties peuvent convenir que des dispositions d'un droit interne auxquelles elles se réfèrent dans un contrat doivent être entendues dans leur teneur au moment de la conclusion de ce contrat.

Article 4

Il est souhaitable que les parties désignent expressément le droit applicable à leur contrat.

Il est également souhaitable que les parties, au moment de cette désignation, prennent en considération les difficultés pouvant résulter d'une éventuelle application ou combinaison d'une pluralité de droits ou de principes.

Article 5

En l'absence de choix par les parties, le choix du droit applicable résulte des indices permettant de révéler le rattachement le plus étroit du contrat.

Article 6

Les règles de droit choisies conformément aux articles qui précèdent règlent les problèmes de responsabilité contractuelle entre les parties et notamment ceux qui sont posés par l'exercice par l'Etat de ses pouvoirs souverains à l'encontre d'un engagement qu'il a pris envers le cocontractant.

*

(11 septembre 1979)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session d'Athènes - 1979

La pollution des fleuves et des lacs et le droit international

(Quinzième Commission, Rapporteur : M. Jean Salmon)

(Le texte français fait foi. Le texte anglais est une traduction.)

L'Institut de Droit international,

Rappelant ses Résolutions de Madrid en 1911 et de Salzbourg en 1961 ;

Conscient des multiples utilisations que peuvent présenter les fleuves et les lacs internationaux et de l'existence d'un intérêt commun à l'utilisation rationnelle et équitable de telles ressources en recherchant un équilibre raisonnable entre les divers intérêts ;

Considérant que la pollution propagée par les fleuves et les lacs au territoire de plus d'un Etat prend des proportions de plus en plus alarmantes et diversifiées alors que la protection et l'amélioration de l'environnement sont des devoirs qui s'imposent aux Etats ;

Rappelant l'obligation de respecter la souveraineté de chaque Etat sur son territoire, ce qui entraîne l'obligation pour chaque Etat d'éviter toute utilisation de son propre territoire qui cause un dommage sur le territoire d'un autre Etat,

Adopte les articles suivants :

Article 1

1. Aux fins de la présente Résolution, on entend par «pollution» toute altération physique, chimique ou biologique de la composition ou de la qualité des eaux résultant directement ou indirectement d'une action de l'homme qui porte atteinte aux utilisations légitimes de ces eaux et qui cause ainsi un dommage.

2. Dans un cas concret, l'existence de la pollution ainsi que ses caractéristiques sont autant que possible déterminées par référence aux normes d'environnement établies par voie d'accords ou par les organisations et commissions internationales compétentes.

3. La présente Résolution s'applique aux fleuves et lacs internationaux ainsi qu'à leurs bassins.

Article II

Dans l'exercice de leur droit souverain d'exploiter leurs propres ressources selon leur politique d'environnement et sans préjudice de leurs obligations conventionnelles, les Etats ont le devoir de faire en sorte que leurs activités ou celles exercées dans les limites de leur juridiction ou sous leur contrôle ne causent pas, au-delà de leurs frontières, de pollution aux eaux des fleuves et des lacs internationaux.

Article III

I. Aux fins de l'exécution de l'obligation prévue à l'article II, les Etats doivent prendre, en les adaptant aux circonstances, toutes les mesures requises pour :

a) prévenir la survenance de nouvelles formes de pollution ou l'augmentation du degré de pollution existant ;

b) pourvoir, dans les meilleurs délais, à l'élimination de la pollution existante.

2. Ces mesures doivent être particulièrement rigoureuses dans le cas d'activités comportant des risques exceptionnels ou un danger pour des zones ou milieux spécialement menacés.

Article IV

Afin de se conformer aux obligations énoncées aux articles Il et III, les Etats utiliseront notamment les moyens suivants :

a) sur le plan interne, l'élaboration de toute législation et réglementation nécessaire, ainsi que l'adoption de mesures administratives et de procédures juridictionnelles efficaces et suffisantes pour en assurer le respect ;

b) sur le plan international, l'exercice d'une coopération de bonne foi avec les autres Etats intéressés.

Article V

La violation par un Etat de ses obligations internationales en matière de pollution fluviale ou lacustre entraîne sa responsabilité internationale conformément au droit international.

Article VI

Afin d'assurer un système efficace de prévention et de réparation pour les victimes de la pollution transfrontière, les Etats devraient conclure des conventions internationales portant notamment sur :

a) la compétence juridictionnelle, la loi applicable et l'exécution des décisions ;

b) les modalités de régimes spéciaux prévoyant en particulier des systèmes de responsabilité objective et des fonds d'indemnisation en cas de pollution entraînée par des activités comportant un risque exceptionnel.

Article VII

I. Dans l'exercice de leur devoir de coopération, les Etats faisant partie d'un même bassin fluvial ou lacustre recourent, dans toute la mesure du possible, notamment par la voie d'accords, aux modalités suivantes de coopération :

a) informer régulièrement les autres Etats riverains sur toutes les données appropriées relatives à la pollution du bassin, ses causes, sa nature, les dommages qu'elle provoque et les modalités de prévention ;

b) aviser à temps les Etats intéressés lorsque sont envisagées, sur leur territoire, des activités susceptibles de créer un risque de pollution transfrontière sensible pour le bassin ;

c) avertir d'urgence les Etats susceptibles d'être affectés par un accroissement soudain du niveau de pollution transfrontière dans le bassin et prendre toutes les mesures appropriées pour réduire les effets d'un tel accroissement ;

d) se consulter sur les problèmes de pollution transfrontière du bassin existants ou prévisibles, de manière à aboutir, par les méthodes de leur choix, à une solution conforme aux intérêts des Etats concernés et à la protection de l'environnement ;

e) coordonner ou rendre communs leurs programmes de recherche scientifique et technique de lutte contre la pollution du bassin ;

f) établir d'un commun accord des normes d'environnement, en particulier des normes de qualité applicables à un bassin dans son ensemble ou en partie ;

g) créer des commissions internationales, aux compétences les plus étendues, sur l'ensemble du bassin en y associant, si cela est utile, les pouvoirs locaux ou renforcer les pouvoirs ou la coordination des institutions existantes ;

h) établir de manière harmonisée, coordonnée ou unifiée, des réseaux d'observation permanente et de contrôle de la pollution ;

i) développer les garanties pour les particuliers susceptibles d'être affectés par des activités polluantes, tant au stade de la prévention que de la réparation, par l'ouverture la plus large, de manière non discriminatoire, de l'accès aux procédures juridictionnelles et administratives des Etats d'où les activités sont originaires et par la mise au point de fonds d'indemnisation pour les dommages écologiques dont l'origine ne peut être clairement définie ou qui sont d'une ampleur exceptionnelle.

Article VIII

Afin d'aider les pays en développement dans l'accomplissement des obligations et des recommandations visées par la présente Résolution, il est souhaitable que les Etats industrialisés ainsi que les organisations internationales compétentes accordent à ces pays une assistance technique et toute autre assistance appropriée dans ce domaine.

Article IX

La présente Résolution est sans préjudice des obligations découlant pour les Etats des droits fondamentaux de la personne humaine en ce qui concerne la pollution se produisant sur leur territoire.

*

(12 septembre 1979)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session d'Athènes - 1979

Enseignement du droit international

*(Troisième groupe de travail Commission, Rapporteur : M. Jaroslav Zourek
Rapporteur suppléant : M. Pierre Lalive)*

(Le texte français fait foi. Le texte anglais est une traduction.)

L'Institut de Droit international,

Rappelant le Vœu qu'il a adopté à Rome le 14 septembre 1973, lors de son centenaire, concernant l'enseignement du droit international,

Soulignant l'importance primordiale du droit international pour le maintien de la paix et de la sécurité internationales, ainsi que pour le développement du commerce et des relations entre individus sur le plan international,

Conscient de l'internationalisation constante des rapports sociaux ainsi que de l'influence grandissante des facteurs internationaux dans les domaines les plus divers de la vie des individus, des peuples et des Etats,

Considérant que les exigences de la société internationale appellent la formation de nouvelles générations ouvertes aux réalités et aux problèmes de la vie internationale,

Souhaitant que, dans tous les pays, l'enseignement en général, primaire, secondaire ou supérieur, soit adapté aux besoins d'une meilleure compréhension de la société internationale,

Constatant que l'enseignement du droit, dans bien des pays, demeure essentiellement voire exclusivement national, dans ses préoccupations et ses méthodes, et que l'enseignement du droit international, public et privé, répond souvent de manière insuffisante, du point de vue quantitatif et qualitatif, aux nécessités de notre époque et n'est pas donné dans une optique assez internationale,

Qu'il en résulte de multiples conséquences défavorables, souvent méconnues ou sous-estimées et, en particulier, une insuffisante préparation aux besoins de la vie internationale contemporaine, aussi bien interindividuelle qu'interétatique,

Considérant au surplus que le rôle essentiel du droit international dans la prévention et la solution des difficultés qui peuvent surgir dans les relations internationales a été mis en lumière par de nombreuses Résolutions de l'Assemblée générale des Nations Unies,

Tenant compte notamment des Résolutions 137 (II) en date du 17 novembre 1947 et 176 (II) en date du 21 novembre 1947, par lesquelles l'Assemblée générale des Nations Unies a invité les Etats membres à encourager l'enseignement du droit international,

Prenant en considération les obligations en matière de diffusion du droit humanitaire stipulées dans les Conventions de Genève de 1949 et leurs Protocoles additionnels de 1977, ainsi que la Résolution adoptée à ce sujet, le 7 juin 1977, par la Conférence diplomatique sur la réaffirmation et le développement du droit international humanitaire applicable dans les conflits armés,

Considérant enfin que le droit international privé est aujourd'hui un instrument essentiel pour la sécurité et le développement du commerce et des relations entre individus sur le plan international,

Adopte la présente Résolution :

I

1. Il est essentiel que, à l'intérieur des universités, facultés ou institutions analogues - de droit, de sciences économiques ou politiques, de relations internationales - soient prises des mesures concrètes tendant à favoriser le développement et la cohésion de l'ensemble des matières d'étude ayant une portée internationale.

2. Il faut comprendre dans ces matières, outre le droit international public (y compris le droit humanitaire) et le droit international privé au sens le plus large, l'étude de la coopération internationale, notamment économique.

3. Il y a lieu de ne pas négliger, dans l'étude de ces matières, l'apport de la méthode comparative et la contribution qu'elle est susceptible d'apporter à une meilleure compréhension internationale.

II

1. Une connaissance du droit international public est devenue indispensable à la formation des spécialistes, toujours plus nombreux, dont ont besoin les Etats ainsi que les organisations internationales, et très désirable pour celle non seulement des juristes en général, mais aussi des titulaires de nombreuses fonctions civiles et militaires.

2. Il est nécessaire de généraliser, dans les universités, facultés, écoles de droit et institutions analogues, un enseignement de base obligatoire portant sur le droit international public et les organisations internationales, ainsi qu'un enseignement spécialisé facultatif.

3. Il est indispensable d’assurer, dans le public en général, une large diffusion des principes essentiels du droit international public.

III

I. Une connaissance du droit international privé, au sens large, est devenue indispensable à la formation, non seulement des spécialistes toujours plus nombreux qu'exige l'internationalisation croissante des rapports sociaux, mais aussi à celle des praticiens en général (avocats, juges, juristes d'entreprise, etc...) et de toute personne appelée à traiter de questions juridiques ou économiques internationales.

2. Il est nécessaire de généraliser, dans les universités, facultés, écoles de droit ou de sciences commerciales et institutions analogues, un enseignement de base obligatoire portant sur le droit international privé, ainsi qu'un enseignement spécialisé facultatif. Compte tenu des méthodes et techniques particulières de cette discipline et du rapprochement souhaitable des solutions nationales en la matière, il est désirable que ces enseignements, qu'ils soient de base ou spécialisés, soient donnés dans un esprit comparatiste et international.

IV

L'évolution contemporaine appelle l'étude et l'enseignement, soit du droit international public, soit du droit international privé, dans une optique qui souligne les contacts entre ces deux disciplines, notamment dans le domaine des relations économiques, et s'écarte des conceptions fondées sur un cloisonnement entre droit public et droit privé.

V

En considération de ce qui précède, l'Institut de Droit international,

Demande à tous ses Membres et Associés de concourir par tout moyen approprié, notamment par leurs publications, à la diffusion de la présente Résolution et à la réalisation des vœux et recommandations énoncés ci-dessus.

Adresse un appel pressant aux autorités politiques, aux universités et autres institutions d'enseignement pour que, à la lumière des considérants et déclarations qui précèdent et des exigences actuelles et prévisibles d'un monde toujours plus international, ils examinent la place réservée dans leurs programmes aux disciplines juridiques internationales et les méthodes d'enseignement de ces disciplines, ceci sans préjudice de mesures plus générales propres à diffuser et populariser une connaissance de base du droit international.

Souligne le rôle capital joué en faveur du progrès du droit international par les institutions nationales et internationales, actives en matière d'enseignement, qu'elles soient scientifiques ou professionnelles.

Attire particulièrement l'attention sur la contribution décisive fournie, depuis sa création en 1923, par l'Académie de Droit international de La Haye, dont il déplore que les travaux soient aujourd'hui menacés par des problèmes de financement.

Décide de créer une commission permanente de l'Institut, chargée de suivre le développement de l'enseignement du droit international, dans l'esprit de la présente Résolution.

*

(12 septembre 1979)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session de Dijon - 1981

Le problème intertemporel en droit international privé

(Vingt-quatrième Commission, Rapporteur : M. Ronald Graveson)

(Le texte anglais fait foi. Le texte français est une traduction.)

L'Institut de Droit international,

Rappelant la Résolution sur le problème intertemporel en droit international public adoptée à sa Session de Wiesbaden de 1975,

Notant que certains problèmes intertemporels existant en droit international privé diffèrent de ceux qui se posent en droit international public,

Considérant qu'il est par conséquent souhaitable de proposer des solutions appropriées pour résoudre le problème intertemporel dans les systèmes de droit international privé en général,

Considérant que l'application des principes suivants facilitera l'obtention de solutions justes et équitables.

I

Adopte la présente Résolution :

1. L'effet dans le temps de la modification d'une règle de droit international privé est déterminé par le système de droit auquel cette règle appartient.

2. L'effet dans le temps de changements dans les faits qui constituent le fondement de la compétence juridictionnelle ou du choix du droit applicable, que ces changements résultent de l'action d'une personne physique ou morale ou de celle d'un autorité législative, juridictionnelle ou exécutive, est déterminé comme suit :

a) Les changements intervenant en cours de procédure dans les faits qui constituent le fondement de la compétence juridictionnelle ne privent pas la juridiction de sa compétence et n'affectent normalement pas la reconnaissance ou l'exécution de ses décisions dans d'autres Etats ;

b) En cas de changements dans les faits qui constituent le fondement du choix du droit applicable, le droit qui s'applique est, parmi ceux qui entrent en considération, celui dont l'application correspond le plus étroitement aux objectifs du système de conflits de lois du for.

3. L'effet dans le temps d'un changement dans le droit applicable est déterminé par ce droit.

4. La pertinence juridique de faits survenant avant ou après l'événement juridiquement décisif est déterminé par le droit applicable, sauf dans la mesure où ces faits sont pertinents aux fins de la détermination de la compétence juridictionnelle ou du choix du droit applicable.

5. L'effet de dispositions juridiques rétroactives, qu'elles soient d'origine législative, réglementaire ou jurisprudentielle, devrait normalement être déterminé par référence au système de droit d'où elles sont issues.

6. En particulier, lorsqu'il s'agit de situations juridiques continues concernant le statut personnel, les droits réels ou les obligations, le statut personnel établi et les droits acquis avant la survenance d'une modification du droit en la matière devraient être protégés dans toute la mesure du possible.

7. Chaque fois que, à l'occasion d'un règlement du conflit dans le temps, les effets d'une situation juridique peuvent être soumis à un droit différent de celui qui s'applique aux conditions de formation de cette situation, la solution retenue devrait prendre en considération la nécessité d'assurer la continuité et la cohérence du régime d'ensemble de la situation dont il s'agit.

II

Emet la recommandation suivante :

En vue d'éliminer toute cause d'incertitude ou de contestation, tout instrument international ou toute loi concernant des matières de droit international privé devrait comporter des dispositions indiquant la solution qu'il conviendrait de donner aux problèmes intertemporels que pourrait soulever son application.

*

(29 août 1981)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session de Dijon - 1981

Le champ d'application des règles de conflit ou de droit matériel uniforme prévues par des traités

(Vingt-troisième Commission, Rapporteur : M. Alfred E. von Overbeck)

(Le texte français fait foi. Le texte anglais est une traduction.)

L'Institut de Droit international,

Constatant la multiplication des règles de conflit ou de droit matériel uniforme prévues par des traités et les difficultés que soulève la détermination de leur champ d'application,

Enonce, en vue de la rédaction de futurs traités, les recommandations suivantes :

I. Traités visés par les recommandations

Article premier

1. Les présentes recommandations visent les traités multilatéraux et bilatéraux contenant des règles :

a) sur la loi applicable ;

b) sur la compétence des tribunaux et autres autorités ;

c) sur la reconnaissance et l'exécution des décisions étrangères et sur l'entraide judiciaire ;

d) de droit matériel uniforme.

2. Elles ont trait uniquement au champ d'application de ces règles et non pas à l'entrée en vigueur du traité, soit entre les Etats contractants, soit dans l'ordre juridique de chacun d'eux.

II. Points à régler dans les traités

Article 2

1. Il est souhaitable que tous les traités visés prévoient notamment des dispositions précises sur les points suivants :

a) la matière couverte par les règles qu'ils contiennent ;

b) l'application dans l'espace de ces règles (dispositions sur l'applicabilité dans l'espace) ;

c) l'application de ces règles à des faits antérieurs à l'entrée en vigueur du traité (dispositions sur l'applicabilité dans le temps) ;

d) les conflits avec d'autres traités touchant la même matière ;

e) le fonctionnement du traité dans les rapports avec des Etats à système juridique non unifié et son application éventuelle à des situations intéressant diverses unités d'un de ces Etats ;

f) la signification de termes tels que « loi », « loi nationale », « loi interne », s'ils sont employés dans le traité ;

g) la portée d'éventuelles clauses de réciprocité ;

h) les points sur lesquels des réserves sont permises et éventuellement l'effet de telles réserves.

2. Le contenu des dispositions sur ces divers points dépendant de la matière du traité, les seules recommandations qu'il semble possible d'énoncer à l'heure actuelle sont relatives aux dispositions sur l'applicabilité dans l'espace et aux réserves, ainsi qu'à l'applicabilité dans le temps. Sur ce dernier point, l'Institut se réfère à la résolution relative au problème intertemporel en droit international privé qu'il a également adoptée lors de sa session de Dijon.

III. Conditions d'applicabilité dans l'espace

Article 3

Les dispositions sur l'applicabilité dans l'espace délimitent le champ d'application des règles du traité par rapport :

a) aux situations purement internes soumises au droit national ;

b) aux situations qui ne présentent pas de lien significatif avec un Etat contractant.

Article 4

1. Les traités sur le droit applicable ou sur la compétence des tribunaux et des autres autorités qui permettent aux parties de désigner la loi applicable ou l'autorité compétente doivent préciser si les parties peuvent faire usage de cette faculté dans des situations purement internes.

2. Les traités sur la compétence des tribunaux et autres autorités doivent contenir des dispositions sur l'applicabilité dans l'espace précisant les liens que les situations visées doivent présenter avec un Etat contractant.

3. Les traités sur la reconnaissance et l'exécution des décisions étrangères doivent déterminer avec précision quelles sont les décisions qu'ils visent.

4. Les traités sur le droit applicable qui régissent exclusivement des situations présentant certains liens avec un Etat contractant doivent contenir des dispositions sur l'applicabilité dans l'espace définissant les situations visées. Les traités ne contenant pas pareille restriction devraient le préciser par une disposition expresse qui pourrait être ainsi formulée : « Les règles du présent traité sont applicables, même si la situation ne présente aucun lien avec l'Etat contractant ».

Article 5

1. Lorsque l'application du droit matériel uniforme est limitée aux situations comportant un élément d'extranéité, le traité doit contenir une disposition précisant cet élément.

2. Les traités contenant des règles de droit matériel uniforme doivent limiter l'application de ce droit aux situations ayant un lien significatif avec au moins un Etat contractant. A cet effet, les traités pourront :

a) comporter des dispositions sur l'applicabilité définissant directement les situations auxquelles s'applique le droit matériel uniforme ; ou

b) comporter des dispositions propres sur le droit applicable ou renvoyer à des dispositions sur le droit applicable contenues dans un autre traité liant toutes les parties au traité de droit matériel uniforme ;

c) combiner les procédés des lettres a) et b) ci-dessus.

3. Selon le système prévu par la lettre *b)* de l'alinéa précédent, le droit matériel uniforme s'applique si la disposition sur le droit applicable désigne le droit d'un Etat contractant et si le droit matériel uniforme est applicable selon la disposition prévue à l'alinéa premier du présent article.

4. Les traités contenant des règles de droit matériel uniforme doivent préciser si les intéressés peuvent convenir d'écarter les dispositions par lesquelles est déterminée l'application dans l'espace de ces règles.

Article 6

1. L'article 4 s'applique également aux règles de droit matériel uniforme que contient accessoirement un des traités visés par cet article.

2. L'article 5 s'applique, sauf disposition contraire expresse du traité, aux règles de conflit insérées dans un traité contenant principalement des règles de droit matériel uniforme.

Article 7

Les critères déterminant l'applicabilité dans l'espace doivent être définis de manière précise. Il convient d'indiquer notamment :

a) le moment auquel le critère doit être apprécié ;

b) la solution subsidiaire lorsque le critère conduirait à désigner plusieurs systèmes juridiques ou à n'en désigner aucun.

IV. Réserves

Article 8

Les réserves à un traité qui s'applique même si la situation ne présente aucun lien avec un Etat contractant sont dépourvues d'effets réciproques.

Article 9

Lorsque les réserves à un traité dont l'applicabilité est limitée à des situations présentant un lien avec un Etat contractant doivent avoir des effets réciproques, il convient de préciser dans le traité le facteur qui, en rattachant une situation à l'Etat qui a fait la réserve, entraîne ces effets.

Article 10

Lorsqu'un traité contenant des règles sur la reconnaissance et l'exécution des décisions étrangères permet des réserves, la reconnaissance et l'exécution des décisions de l'Etat qui a fait la réserve sont, sauf disposition contraire, soumises à des restrictions correspondantes dans les autres Etats contractants.

*

(1er septembre 1981)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session de Cambridge - 1983

Les règles de conflit de lois en matière de concurrence déloyale

(Vingt-deuxième Commission, Rapporteurs : MM. Willis L.M. Reese et Frank Vischer)

(Le texte anglais fait foi. Le texte français est une traduction.)

L'Institut de Droit international,

Considérant que, lors de sa session d'Edimbourg de 1969, l'Institut a adopté une résolution sur les obligations délictuelles en droit international privé, traitant du domaine général du droit délictuel ;

Considérant que le moment est venu pour l'Institut de s'occuper de secteurs spécifiques de ce domaine du droit ;

Considérant que la concurrence déloyale constitue un secteur juridique d'une importance grandissante ;

Considérant que les problèmes de détermination des règles de droit liés à ce secteur n'ont pas reçu partout l'attention qu'ils méritent ;

Considérant qu'il semble actuellement opportun d'apporter une contribution en vue de la solution de ces problèmes,

Adopte la présente Résolution (accompagnée de notes explicatives) :

Article I

Le domaine couvert par la présente résolution peut être défini de façon générale, comme à l'article 10 *bis* de la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle, comme visant « tout acte de concurrence contraire aux usages honnêtes en matière industrielle ou commerciale ».

La présente Résolution vise notamment les comportements suivants :

1) faire passer ses propres produits pour ceux d'un autre ;

2) s'approprier de façon irrégulière le bénéfice des efforts déployés par un concurrent, en particulier le fait de vendre les produits d'un concurrent en prétendant qu'il s'agit de produits de sa propre fabrication ou le fait de s'approprier de façon irrégulière et de divulguer des secrets industriels ;

3) se livrer à une publicité irrégulière ;

4) diffamer ou dénigrer un concurrent relativement à ses produits ou à ses affaires ;

5) pratiquer une concurrence déloyale en matière de prix, telle que la vente à perte ou la discrimination en matière de prix ;

6) s'immiscer de façon irrégulière dans les affaires d'un concurrent, par exemple en débauchant ses employés, en provoquant la rupture d'un de ses contrats ou en s'immisçant dans ses relations avec ses fournisseurs et les consommateurs.

En revanche, la présente résolution ne porte pas sur les infractions en matière de marques de fabrique, de brevets et de droits d'auteur, ni sur la responsabilité découlant d'une législation spéciale concernant les pratiques restrictives ou monopolistiques.

> *Note:* Cette liste de matières couvertes et de matières exclues s'explique assez bien d'elle-même. On exclut les infractions en matière de marques de fabrique, de brevets et de droits d'auteur car, sauf dispositions conventionnelles contraires, les lois prévoyant une protection à cet égard sont dépourvues d'effet extraterritorial. En revanche, l'intention est d'inclure le fait de faire passer ses propres produits pour ceux d'un autre au moyen d'une appellation trompeuse, que cette appellation ait droit ou non, dans un ou plusieurs Etats, à la protection des marques de fabrique. Par exemple, la résolution a pour but de couvrir le cas où une marque déposée dans l'Etat X mais non dans l'Etat Y est considérée comme une appellation selon la loi de Y, le résultat étant qu'une personne qui a associé cette appellation à ses produits dans l'Etat Y engagerait sa responsabilité aux yeux de la loi de cet Etat Y pour avoir fait passer ses produits pour ceux d'une autre marque. Sont exclues, en raison des problèmes particuliers qu'elles posent, les pratiques restrictives ou monopolistiques, telles que les cartels et les monopoles.

Article II

1. Lorsqu'un préjudice est causé aux affaires d'un concurrent sur un marché donné du fait d'un comportement dont on pouvait raisonnablement prévoir qu'il aurait cet effet, le droit interne de l'Etat où se localise le marché devrait s'appliquer pour la détermination des droits et de la responsabilité des parties, que le comportement incriminé ait eu lieu dans cet Etat ou dans un ou plusieurs autres Etats.

> *Note:* Selon le sens donné à ce terme dans la présente Résolution, un « marché » se limite au territoire d'un seul Etat.

L'application de la loi du marché dépend de la prévisibilité du préjudice causé aux affaires du concurrent. La loi applicable en cas de non-prévisibilité de ce préjudice est déterminée par l'article IV.

Les règles énoncées dans ce paragraphe et le paragraphe suivant de l'article II s'appliquent même dans les cas où le demandeur et le défendeur sont tous deux ressortissants ou résidents d'un autre Etat dont la loi s'écarte de celle de l'Etat où s'est produit le préjudice. Par « préjudice », on entend l'incidence immédiate de l'acte du défendeur sur les affaires du demandeur. Ainsi, lorsque dans l'Etat X, le défendeur fait passer ses propres produits pour ceux d'un concurrent qui est enregistré et possède son établissement principal dans l'Etat Y, c'est l'Etat X, et non l'Etat Y, qui représente le lieu du préjudice.

L'expression « droit interne » s'entend de l'ensemble du droit de l'Etat choisi, à l'exception de ses règles de détermination de la loi applicable de sorte qu'elle englobe aussi bien la loi applicable sur le territoire de cet Etat que les lois spéciales (s'il en existe) qui ont été adoptées pour régir certains domaines particuliers avec un effet extraterritorial.

Comme exemple de situations couvertes par cette règle, on peut citer les cas où le défendeur, dans l'Etat X, expédie des produits dans l'Etat Y, fait de la publicité pour ses produits dans l'Etat Y, ou fait publier dans cet Etat des propos diffamatoires pour le demandeur ou dénigrant ses produits.

Il peut y avoir des situations où l'acte commis par le défendeur était interdit par la loi locale de l'Etat où il s'est produit, mais non par la loi locale de l'Etat où un préjudice a été causé aux affaires du demandeur. A titre d'exemple, on peut imaginer une émission radiodiffusée à partir de l'Etat X qui est entendue dans l'Etat Y et qui comporte une publicité d'un type interdit par la loi locale de X mais non par celle de Y. Il convient d'appliquer dans ce cas la loi locale de Y pour déterminer si le défendeur a engagé sa responsabilité envers le demandeur du fait d'un préjudice éventuellement causé aux affaires de celui-ci dans l'Etat Y. Il devrait d'ailleurs en être de même lorsque le demandeur est un ressortissant ou un résident habituel de l'Etat X. C'est la loi locale de Y qui devrait s'appliquer dans ce cas, notamment parce qu'un traitement égal devrait être accordé à toutes les personnes lésées dans l'Etat Y.

Un cas particulier où une référence au marché affecté ne serait d'aucun secours pour déterminer la loi applicable est celui qui est envisagé à l'article I, point 6 *(cf.* la note sous l'article III, paragraphe I).

2. Lorsqu'un comportement cause un préjudice aux affaires d'un concurrent sur plusieurs marchés situés dans des Etats différents, la loi applicable devrait être le droit interne de chaque Etat où est localisé un tel marché.

Note: Ce texte s'appliquerait par exemple au cas où l'émission radiodiffusée par le défendeur à partir d'un Etat donné est entendue dans une série d'Etats, ou encore au cas où, dans un Etat donné, le défendeur conditionne ses produits de manière à les faire ressembler à ceux du demandeur et les expédie ensuite dans un grand nombre d'Etats pour qu'ils y soient vendus au détail. Dans de rares cas, il se pourrait que l'application du droit interne de chaque Etat de survenance du préjudice se révèle irréalisable en raison du nombre élevé des Etats où le préjudice a été subi. De telles circonstances pourraient justifier le recours à la loi de l'Etat présentant le lien le plus significatif au sens de l'article III.

Article III

Dans les cas exceptionnels où l'Etat dont le droit interne serait applicable en vertu des règles énoncées à l'article II ne présente pas un lien suffisamment significatif avec les parties, leur comportement et le préjudice survenu, il conviendrait d'appliquer le droit interne de l'Etat désigné par le rattachement le plus pertinent ou par la plupart des rattachements pertinents.

Note: En déterminant si un Etat présente un lien suffisamment significatif, le tribunal saisi devrait tenir compte de tous les éléments pertinents, notamment de la nationalité et du domicile des parties, du lien existant entre les Etats concernés et les parties ainsi que le fait survenu, et la ou les questions qui sont posées au tribunal.

Un cas dans lequel cette règle pourrait s'appliquer est celui, mentionné plus haut, où le préjudice est subi dans un tel nombre d'Etats que l'application, sur une base distributive, des droits internes de tous les lieux de survenance du préjudice se révélerait irréalisable. Dans une telle situation, le droit interne qui devrait s'appliquer est normalement celui de l'Etat où le comportement du défendeur a eu l'incidence immédiate la plus forte sur les affaires du demandeur à condition qu'on puisse identifier cet Etat. Sinon, la loi applicable est normalement le droit interne de l'Etat de l'établissement principal du demandeur.

Article IV

Dans les cas non couverts par les règles énoncées à l'article II, les droits et la responsabilité résultant d'un acte de concurrence déloyale devraient être déterminés par le droit interne de l'Etat présentant le lien le plus significatif avec les parties, leur comportement et le préjudice survenu.

Note: Les règles énoncées à l'article II ne couvrent pas tous les cas possibles. Il peut y avoir, par exemple, quelques rares situations où il n'est pas possible d'identifier le lieu du préjudice.

Un autre exemple mentionné plus haut, concerne le point 6 de l'article I. Le débauchage d'employés peut ne pas se rapporter directement à un marché quelconque. Dans ce cas, l'article II ne permet pas de déterminer la loi applicable et il devient nécessaire de recourir à l'article III.

De même l'application de la loi du marché est-elle exclue, aux termes de l'article II, lorsque le défendeur établit qu'il ne pouvait raisonnablement prévoir l'effet préjudiciable de son comportement sur les affaires du demandeur dans un Etat déterminé. Dans une telle situation, un tribunal pourrait juger que le droit interne de l'Etat où le comportement incriminé a eu lieu devrait s'appliquer.

Pour la détermination de l'Etat « présentant le lien le plus significatif », voir la note sous l'article III.

Article V

Nonobstant les articles II, III et IV, les actes préparatoires à un acte de concurrence déloyale peuvent faire l'objet d'une mesure d'interdiction ordonnée en application de la loi de l'Etat où ces actes préparatoires sont accomplis.

Note : L'Etat où l'acte est accompli a un intérêt naturel à empêcher des actes destinés à conduire à un acte de concurrence déloyale dans un autre Etat. La question de savoir si un mesure d'interdiction constitue la forme appropriée de mesure à prendre doit être résolue conformément au droit de la procédure du for ; le droit matériel à appliquer sera normalement le droit interne local mais pourra, lorsque cela est approprié, être le droit interne de l'Etat où l'acte de concurrence déloyale envisagé doit s'accomplir.

Article VI

Les règles énoncées ci-dessus déterminent notamment :

1) les conditions et l'étendue de la responsabilité ;

2) les causes d'exonération de la responsabilité, ainsi que toute limitation et tout partage de celle-ci ;

3) les types de préjudice pouvant donner lieu à réparation ;

4) l'étendue de la réparation, à l'exclusion de toutes les questions relatives aux dommages multiples ;

5) la cessibilité du droit à la réparation ou la transmissibilité de ce droit par voie successorale ;

6) sous réserve des règles du for relatives au droit d'ester en justice, les personnes pouvant intenter une action en vue d'obtenir des mesures judiciaires ;

7) la responsabilité du mandant pour les actes de son mandataire ou de l'employeur pour les actes de son employé ;

8) le fardeau de la preuve, dans la mesure où les règles de la loi applicable à ce sujet font partie du droit de la responsabilité ;

9) les règles relatives à la prescription et aux échéances fondées sur l'expiration d'un délai, y compris celles portant sur le point de départ et l'interruption du délai.

Note : Ce texte se fonde sur des dispositions figurant dans un certain nombre de conventions de La Haye, par exemple à l'article 8 de la Convention sur la loi applicable à la responsabilité du fait des produits.

L'essentiel de ce qui est énoncé dans ce texte peut être considéré comme allant de soi.

Le paragraphe 3 vise les intérêts juridiquement protégés ; il englobe par exemple la question de savoir si l'on peut obtenir des dommages-intérêts pour une perte qui n'est pas susceptible d'une évaluation pécuniaire.

Le paragraphe 6 vise les cas où la loi du for peut refuser le droit d'ester en justice à une entité qui, d'après la présente Résolution, a un droit d'agir en vertu de la loi régissant la concurrence déloyale ; il s'agit des actions collectives et des actions exercées par des associations de consommateurs, par exemple. Le paragraphe en cause a pour effet de permettre l'application cumulative du droit de la procédure du for et du droit matériel applicable.

Article VII

Les règles énoncées dans la présente résolution n'ont pas à être appliquées lorsqu'elles conduiraient à un résultat manifestement incompatible avec l'ordre public de l'Etat du for.

*

(30 août 1983)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session de Cambridge - 1983

Textes internationaux ayant une portée juridique dans les relations mutuelles entre leurs auteurs et textes qui en sont dépourvus

(Septième Commission, Rapporteur : M. Michel Virally)

(Le texte français fait foi. Le texte anglais est une traduction.)

L'Institut de Droit international,

Ayant pris connaissance de l'ensemble des rapports de la 7e Commission et plus particulièrement du rapport définitif et des conclusions du Rapporteur ;

Constatant que les Etats adoptent fréquemment, sous des dénominations diverses, des textes par lesquels ils acceptent, dans leurs relations mutuelles, des engagements dont il est convenu, expressément ou implicitement, qu'ils ne sont pas de caractère juridique, ou dont le caractère ou la portée est difficile à déterminer ;

Prenant en considération le débat auquel a donné lieu l'examen des rapports de la 7e Commission, qui a montré l'intérêt du sujet, la diversité des opinions à son égard et la nécessité d'en continuer l'étude ;

Persuadé de l'utilité qu'il y a à clarifier le caractère de ces textes ainsi que leurs conséquences pour les Etats concernés,

1. *Félicite* la 7e Commission pour le travail qu'elle a fourni, qui a considérablement éclairé les problèmes soulevés par la pratique internationale ;

2. *Demande* au Bureau d'examiner dans un proche avenir si les développements de la pratique et l'approfondissement de la réflexion doctrinale sur le sujet justifieraient que l'Institut le mette à nouveau à son ordre du jour.

*

(29 août 1983)

A titre d'information, les conclusions du rapporteur, telles qu'elles ont été amendées par celui-ci à la lumière des débats de l'Institut, sont reproduites ci-après :

1. Constituent des textes internationaux ayant une portée juridique dans les relations entre leurs auteurs, quelle que soit leur forme :

a) les textes exprimant un accord entre leurs auteurs pour définir, modifier ou révoquer des engagements juridiques ;

b) les textes exprimant un accord entre leurs auteurs pour produire d'autres effets de droit, quelle qu'en soit la nature : création d'un cadre juridique pour l'action future des parties ; établissement d'un organe ou d'un mécanisme institutionnel susceptible d'agir sur le plan du droit ; reconnaissance d'une situation ou d'une prétention juridique déterminée ; reconnaissance de l'autorité juridique de principes ou de règles de droit international, etc.

2. Les obligations juridiques résultant d'un engagement juridique sont plus ou moins restrictives de la liberté d'action de ceux qui ont souscrit cet engagement (et donc plus ou moins contraignantes) suivant le degré de précision (ou d'imprécision) des termes employés pour le définir, la nature des réserves qui peuvent l'accompagner ou les conditions plus ou moins discrétionnaires auxquelles peut être subordonnée sa mise en oeuvre.

Toutefois, lorsqu'elle est établie, la violation d'une obligation juridique entraîne toujours les mêmes conséquences, qui sont définies par l'ordre juridique international.

3. En dépit du degré élevé d'appréciation subjective qu'elles comportent au profit de ceux qui y sont soumis et du fait que leur mise en oeuvre nécessite habituellement l'intervention d'accords complémentaires (ou même de décisions unilatérales discrétionnaires), les obligations de coopération, de négociation, de consultation et même de simple prise en considération (d'un événement futur éventuel en vue d'une action également éventuelle) constituent des obligations juridiques, dont un tiers peut déterminer, dans certaines limites, si elles ont été exécutées de bonne foi.

Leur violation entraîne les mêmes conséquences que celle de toute autre obligation juridique.

4. Ne constituent pas des textes internationaux ayant une portée juridique dans les relations mutuelles entre leurs auteurs les textes comportant des engagements à l'égard desquels les Etats qui les ont acceptés ont entendu se lier seulement sur le plan politique et qui déploient tous leurs effets sur ce plan (ci-après désignés comme des « engagements purement politiques »), sous réserve de ce qui sera dit aux paragraphes 5 et 6.

Toutefois, quelle que soit sa dénomination, un même texte peut contenir à la fois des dispositions de caractère juridique, au sens du paragraphe 1, et des engagements purement politiques, au sens de l'alinéa précédent.

5. La violation d'un engagement purement politique justifie la partie qui en est la victime à recourir à tous les moyens en son pouvoir en vue de la faire cesser ou d'en compenser les conséquences préjudiciables ou les inconvénients, dans la mesure où ces moyens ne sont pas prohibés par le droit international. Le différend né d'une telle violation peut être soumis à tous les modes de règlement pacifique appropriés et doit être soumis à une procédure de règlement pacifique dans l'hypothèse définie à l'article 33, alinéa 1, de la Charte des Nations Unies.

6. L'Etat ayant souscrit un engagement purement politique est soumis à l'obligation générale de bonne foi qui régit le comportement des sujets du droit international dans leurs rapports mutuels.

En conséquence, il est soumis à toutes les obligations juridiques qui peuvent en résulter, en particulier lorsqu'il a créé les apparences d'un engagement juridique auxquelles une autre partie s'est fiée et que les conditions auxquelles le droit international subordonne l'apparition de telles obligations sont remplies.

De même, il doit être réputé avoir renoncé à invoquer les fins de non-recevoir qu'aurait pu lui fournir le droit international (y compris l'exception du domaine réservé à la compétence exclusive) pour s'opposer à une demande d'exécution de son engagement présentée par l'un de ceux envers lesquels il s'est engagé. Dès lors une telle demande ne peut être considérée comme une ingérence illicite.

7. Les engagements figurant dans le texte d'un traité international, au sens de la Convention de Vienne du 23 mai 1969, sont des engagements juridiques, sauf si l'intention contraire résulte indiscutablement du texte du traité.

8. Le caractère, juridique ou purement politique, d'un engagement figurant dans un texte international de nature incertaine dépend de l'intention des parties telle qu'elle peut être établie par les règles habituelles en matière d'interprétation et notamment par l'examen des termes employés pour exprimer cette intention, des circonstances dans lesquelles le texte a été adopté et du comportement ultérieur des parties.

9. Les textes internationaux ne formulant que de simples déclarations d'intention, par lesquelles leurs auteurs entendent apporter seulement des indications sur leurs vues relativement à un problème donné au moment de la rédaction du texte considéré sans vouloir se lier pour l'avenir, sont dépourvus de portée juridique et ne lient leurs auteurs que dans l'hypothèse où ils ont créé une situation d'estoppel.

Une déclaration d'intention ne peut être admise que si la volonté de ne pas se lier, telle qu'elle résulte notamment des termes employés, des circonstances dans lesquelles la déclaration a été faite et du comportement ultérieur de son auteur, est parfaitement claire.

En particulier, on ne peut admettre qu'une disposition d'un traité contient seulement une déclaration d'intention que si aucune autre interprétation ne peut être donnée à cette disposition.

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session de Cambridge - 1983

Nouveaux problèmes en matière d'extradition

(Douzième Commission, Rapporteur : M. Karl Doehring)

(Le texte anglais fait foi. Le texte français est une traduction.)

L'Institut de Droit international,

Rappelant les Résolutions antérieures de l'Institut en matière d'extradition (Oxford 1880, Genève 1892, Paris 1894) ;

Désireux de contribuer à une répression plus efficace de la criminalité par une meilleure réglementation des systèmes d'extradition ;

Conscient de la nécessité d'assurer, en la matière, le respect des droits fondamentaux de l'accusé et notamment de ses droits de défense,

Adopte la Résolution suivante :

I. Le système conventionnel d'extradition

1. Le système bilatéral comme le système multilatéral actuellement pratiqués devraient être développés et étendus.

2. Au vu des différences substantielles qui, à certains égards, séparent les droits des Etats ou des groupes d'Etats et afin de promouvoir néanmoins une pratique plus satisfaisante des Etats en matière d'extradition, il faudrait encourager les Etats à établir un système conventionnel d'extradition conforme aux principes généraux de la présente résolution. De tels accords pourraient contribuer plus efficacement au développement d'un système moderne d'extradition que ne le feraient des efforts tendant exclusivement à l'établissement d'un régime universel.

3. La formulation de réserves aux traités multilatéraux d'extradition devrait être limitée autant que possible.

4. A défaut de traité d'extradition, les Etats devraient néanmoins être encouragés à extrader, à charge de réciprocité. Les exigences du droit international devraient être respectées dans de tels cas.

II. Les infractions politiques

1. Même si le traité d'extradition ne prévoit pas expressément le droit de refuser l'extradition pour motif d'infraction politique, un Etat peut invoquer ce motif à l'appui de son refus d'extrader .

2. Le droit de refuser l'extradition pour motif d'infraction politique ne devrait pas être remplacé par le seul droit d'accorder l'asile contre des persécutions politiques ; l'exercice de poursuites judiciaires contre un prévenu politique ne constitue pas nécessairement une persécution justifiant l'octroi de l'asile par des Etats tiers.

3. Les actes particulièrement odieux, tels des actes de terrorisme, ne devraient pas être considérés comme des crimes politiques.

III. La clause d'attentat

La clause traditionnelle d'attentat devrait être maintenue et son application étendue aux représentants des Etats et notamment aux membres des missions diplomatiques, ainsi qu'aux représentants des Etats auprès des organisations internationales et aux fonctionnaires de celles-ci.

L'application de la clause d'attentat devrait être étendue aux actes particulièrement odieux.

IV. La protection des droits fondamentaux de la personne humaine

Dans les cas où il existe de sérieuses raisons de craindre que l'accusé ne soit victime d'une violation des droits fondamentaux de la personne humaine sur le territoire de l'Etat requérant, l'extradition peut être refusée, quelles que soient la personnalité de l'individu réclamé et la nature de l'infraction dont il est inculpé.

V. Les relations entre l'octroi de l'asile politique et le devoir d' extrader

Nonobstant les dispositions du point II.1, le droit de refuser l'extradition en accordant l'asile politique ne devrait pas s'exercer lorsqu'il y a des raisons d'estimer que l'Etat requérant poursuivra le prévenu en respectant toutes les exigences des principes de légalité et de justice, tant matérielles que procédurales. Lorsque le traité applicable contient des dispositions à cet égard, le droit de refuser l'extradition pour motif d'infraction politique devrait dépendre du contenu de ces dispositions.

VI. *Aut judicare aut dedere*

1. La règle *aut judicare aut dedere* devrait être renforcée et amplifiée et elle devrait être accompagnée de dispositions détaillées relatives à l'assistance judiciaire.

2. Lorsqu'un Etat intente des poursuites contre la personne dont l'extradition est demandée, les Etats intéressés, en particulier l'Etat sur le territoire duquel l'infraction a été commise, devraient être autorisés à envoyer des observateurs au procès, à moins que des motifs sérieux touchant à la sécurité nationale, ne justifient effectivement le refus d'admettre de tels observateurs.

3. Si le tribunal saisi de telles poursuites déclarait l'accusé coupable, il devrait lui infliger une peine appropriée, similaire à celle qui aurait été normalement prononcée en vertu de la loi de l'Etat concerné dans un cas analogue.

VII. L'extradition de nationaux

Si tout Etat devrait en principe demeurer libre de refuser l'extradition de ses nationaux, il devrait alors juger l'infraction selon sa propre législation. L'extradition de nationaux, sur une base de réciprocité, peut contribuer à réduire la criminalité.

VIII. Les relations entre l'obligation d'extrader et le droit interne

1. Les traités d'extradition ou une législation nationale appropriée devraient prévoir qu'une personne dont l'extradition est demandée peut invoquer devant les tribunaux nationaux toute disposition conventionnelle assurant sa protection. Une personne dont l'extradition est demandée peut également invoquer devant les tribunaux nationaux les règles du droit international coutumier qui assurent sa protection.

2. Le fait que l'extradition d'un étranger est interdite par le droit interne ne fait pas obstacle à ce que cet étranger puisse être expulsé selon des procédures légales. Il appartient à chaque Etat d'harmoniser les dispositions de son droit interne en matière d'extradition et d'expulsion. L'exercice du droit d'expulser un étranger devrait être limité, sur le plan international, par l'obligation de respecter des droits de l'homme, notamment par le soucis d'éviter le transfert d'une personne vers un Etat qui pourrait la persécuter, ainsi que par celui de s'abstenir de toute expulsion arbitraire.

IX. Le règlement des différends

Les différends portant sur des traités d'extradition devraient faire l'objet d'un règlement arbitral ou judiciaire, notamment devant la Cour internationale de Justice.

*

(1er septembre 1983)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session d'Helsinki - 1985

La loi applicable à certains effets d'un mariage dissous

(Seizième Commission, Rapporteur : M. François Rigaux)

(Le texte français fait foi. Le texte anglais est une traduction.)

NOTE EXPLICATIVE DU RAPPORTEUR

1. Les travaux sur la loi applicable aux effets du mariage dissous ont mis en relief la difficulté de la tâche de l'Institut dans la matière du droit international privé. Les fondateurs de l'Institut croyaient en l'avenir d'un système universel de droit international privé, qui se construirait, *pari passu,* sur le même plan méthodologique que le droit international public. Les incertitudes qu'ont suscitées à cet égard les diverses écoles positivistes ne sauraient certes justifier qu'on renonce à l'élaboration de solutions communes aux différents Etats. Bien plus, il faut se réjouir qu'il existe une institution dans laquelle des spécialistes des diverses branches du droit international peuvent échanger leurs expériences respectives. L'excès de la réaction positiviste a été d'établir entre le droit international et le droit international privé transformé en simple subdivision du droit interne une séparation rigoureuse qui n'est plus de mise aujourd'hui. Principalement mais non exclusivement, les relations économiques, financières et monétaires ne s'accommodent plus d'une séparation rigoureuse entre le champ du droit interne et celui du droit international.

2. Plutôt que de tracer la frontière entre le droit international et le droit international privé, il importe d'explorer les problèmes de confins et, là où les objets matériels respectifs de règles du droit international et de règles de droit interne paraissent coïncider, de s'interroger sur les problèmes de méthode. Si l'on accepte qu'un ordre juridique n'est pas seulement une pyramide de normes mais un organisme vivant composé de règles et d'institutions, la principale différence méthodologique entre le droit international et le droit international privé se laisse aisément dessiner : alors qu'il existe un ordre juridique international doté d'institutions propres, il n'y a pas d'ordre juridique international privé. Même quand les règles de conflit de lois ont pour source un traité international et si étendu que soit le domaine de validité d'un tel traité, la mise en oeuvre des règles passera nécessairement par les institutions - administratives ou juridictionnelles - de chacun des Etats dans lesquels le traité est en vigueur. Ainsi, le caractère interne ou international des règles de conflit est moins décisif que l'inexistence d'institutions propres au droit international privé.

3. Quand, dans une conférence intergouvernementale, les représentants d'Etats conviennent de règles communes de droit international privé, ils ont en vue la réception du corps normatif nouveau par l'ordre juridique familier à chacun d'eux et ils sont dès lors en mesure d'apprécier l'exacte portée de ces règles et leur incidence sur l'ensemble institutionnel dans lequel elles sont appelées à s'insérer. Les conditions de travail d'une assemblée purement scientifique sont radicalement différentes. Sans doute, chacun des membres de l'Institut verse-t-il aux délibérations sa connaissance de divers systèmes juridiques nationaux ; toutefois, et c'est ici que la différence est la plus sensible, ils ne sauraient apprécier la pertinence des solutions proposées, par rapport à un système déterminé de droit interne puisque ce que trace une Résolution de l'Institut dans le domaine du droit international privé, c'est l'épure d'un ordre juridique irréel, un ensemble de propositions normatives dont le sens est perceptible mais dont la portée ne saurait être déterminée. A certains moments, il est permis de craindre que pareille situation ne joigne l'un à l'autre le pire de deux mondes : alors que la solution qui sera arrêtée se présente avec une vocation universelle, les choix individuels en faveur de telle ou telle solution sont parfois motivés par la manière dont celle-ci sera reçue dans l'ordre juridique le plus familier à celui qui émet une opinion.

4. Il est aisé d'illustrer les quelques réflexions qui précèdent par l'expérience des travaux consacrés à la loi applicable aux effets du mariage dissous. Il convient d'abord de mettre en lumière deux difficultés communes à tous les efforts de codification du droit international privé, même si ceux-ci sont poursuivis dans des organisations intergouvernementales. La première tient à la diversité des systèmes nationaux de droit interne, diversité qui se laisse observer à un double degré, celui des règles de droit matériel interne et celui des solutions du droit international privé. Une tentative de codification du droit international privé est condamnée à l'échec si elle ne repose pas sur une étude approfondie de droit comparé selon chacune des deux perspectives qui viennent d'être indiquées : comparaison tant du droit matériel que du droit international privé. La politique actuelle de l'Institut tendant à une meilleure distribution géographique des nouveaux Associés pourra certes contribuer à ce que les systèmes juridiques non occidentaux soient mieux pris en considération à l'avenir, mais il n'est pas moins impérieux d'améliorer les conditions de travail des commissions dans l'intervalle des Sessions ; pour les sujets de droit international privé on pourrait attendre des membres de la commission qu'ils adressent au rapporteur des contributions écrites sur le droit en vigueur dans leurs pays respectifs et même dans les systèmes juridiques auxquels ceux-ci se rattachent.

5. La deuxième difficulté commune à tout effort de codification du droit international privé tient au caractère partiel de chaque tentative. Après qu'un accord a été atteint sur les questions particulières étudiées, les solutions ainsi dégagées doivent s'harmoniser avec les règles demeurées propres à chacun des ordres juridiques internes applicables aux questions exclues de la codification. La difficulté est d'autant plus aiguë que les catégories de rattachement traditionnelles - statut personnel, régimes matrimoniaux, successions, obligations alimentaires - sont liées à un découpage dogmatique des matières souvent mal adapté à la complexité des solutions de droit matériel. La loi applicable aux effets du mariage dissous procure une excellente illustration de ces difficultés.

Il y a lieu d'abord de s'entendre sur la notion de « dissolution du mariage ». Certaines formes de nullité (ou d'inexistence) du mariage ne méritent pas, en toute rigueur des termes, une telle qualification. A cette première difficulté, il est aisément obvié en donnant au concept de dissolution du mariage un sens conventionnel qui couvre outre le divorce les déclarations de nullité et les annulations. L'effet essentiel de la dissolution du mariage ainsi entendu est de mettre fin à l'union conjugale. Pareil effet est atteint dès le moment où l'acte de dissolution est reconnu, sans qu'on doive distinguer un acte administratif ou juridictionnel ou un acte simplement privé : étudier « les effets du mariage dissous » dans un ordre juridique déterminé implique, au titre d'hypothèse de travail, que la dissolution du mariage soit comme telle reconnue dans cet ordre juridique.

Consacrant la « faillite » du projet initial de vie commune, la dissolution du mariage entraîne normalement la liquidation des rapports, notamment patrimoniaux, noués par les époux, suivie, le cas échéant, d'un réaménagement de ces relations. Le partage ou la redistribution de l'autorité parentale sur les enfants communs, les modalités nouvelles affectant l'éventuelle survivance d'une obligation alimentaire, d'un droit de succession, du droit à une pension de survie, l'incidence de la dissolution du mariage sur le nom de chacun des ex-époux (pour le cas où le mariage a lui-même eu quelque effet à cet égard) sont les principales répercussions de la dissolution du mariage. Répercussions qui doivent s'analyser par rapport aux différentes institutions sur lesquelles la dissolution du mariage exerce son propre effet perturbateur. Tel est aussi le sens selon lequel il convient d'entendre l'expression « effets du mariage dissous ».

6. De ce qui précède, il découle qu'il n'existe pas de règle unique de conflit de lois applicable à l'ensemble des effets du mariage dissous. Bien plus, dans de nombreux ordres juridiques, notamment ceux de *common law*, les questions évoquées relèvent plutôt du conflit de juridictions que du conflit de lois. En ce qui concerne par exemple les mesures de garde relatives aux mineurs et même les obligations alimentaires en général, le tribunal qui s'est déclaré compétent applique les solutions de droit matériel sans exclure les règles de droit international privé matériel empruntées à son système interne. L'idée qu'il existerait un « statut de la dissolution du mariage » (ou un « statut du divorce ») gouvernant toutes les répercussions de l'acte de dissolution sur l'ensemble des rapports entre les ex-époux est dénuée de fondement.

7. Un rapide examen des récentes conventions de La Haye ayant quelque lien avec l'un ou l'autre effet du mariage dissous démontre l'inconvénient des codifications partielles. L'article premier, alinéa 2, de la Convention du 1er juin 1970 sur la reconnaissance des divorces et des séparations de corps exclut du domaine matériel du traité « les mesures ou condamnations accessoires prononcées par la décision de divorce ou de séparation de corps, notamment les condamnations d'ordre pécuniaire ou les dispositions relatives à la garde des enfants ». Limitée aux décisions « qui ont statué sur la réclamation en aliments », une telle reconnaissance est cependant prévue par l'article 8 de la Convention du 2 octobre 1973 concernant la reconnaissance et l'exécution des décisions relatives aux obligations alimentaires, à la condition que la compétence en matière de divorce, d'annulation ou de nullité de mariage de l'autorité de l'Etat d'origine soit reconnue dans l'Etat requis, condition qui, dans les Etats où est en vigueur la Convention précitée du 1er juin 1970, est vérifiée selon cette Convention.

Pour ce qui concerne les enfants mineurs, il faut distinguer entre les mesures de garde, qui relèvent de la Convention du 5 octobre 1961 concernant la compétence des autorités et la loi applicable en matière de protection des mineurs (sauf à l'égard des Etats ayant fait usage de la réserve inscrite à l'article 15 de cette Convention et permettant d'écarter l'application de celle-ci à une mesure de garde après divorce) et les pensions alimentaires soumises aux deux Conventions du 2 octobre 1973.

Pour la détermination de la loi applicable aux obligations alimentaires entre les (ex-) époux, l'article 8 de la Convention du 2 octobre 1973 sur la loi applicable aux obligations alimentaires distingue selon que l'acte de dissolution du mariage est ou non reconnu dans l'Etat contractant où des aliments sont réclamés. Dans le second cas, les règles générales de conflit de lois des articles 4 à 6 s'appliquent mais elles concernent, du point de vue du tribunal saisi, la situation d'époux. Dans le premier cas, l'obligation alimentaire est rattachée à « la loi appliquée au divorce » ou, le cas échéant, à la nullité ou à l'annulation, sauf dans les Etats s'étant réservé de ne pas appliquer cette solution, si la dissolution du mariage a été obtenue par défaut dans un pays où la partie défaillante n'avait pas sa résidence habituelle (art. 14).

8. La notion de « loi appliquée au divorce » se distingue de celle de « loi applicable au divorce ». La deuxième expression signifie que dans l'Etat où un ex-époux réclame des aliments à l'autre, la loi régissant pareille réclamation s'identifie avec la loi qui, dans le même Etat, régit l'action en divorce, que cette loi ait ou non été appliquée. La première expression paraît se borner à un constat de fait : quelle loi l'autorité étrangère dont l'acte de dissolution du mariage est reconnu dans l'Etat où les aliments sont réclamés a-t-elle effectivement été appliquée ? Cette solution n'est elle-même guère satisfaisante : il n'est pas toujours facile de déceler la loi en vertu de laquelle un mariage a été dissous, notamment si le juge ou l'autorité n'a pas motivé sa décision sur ce point ou que sa règle de conflit lui prescrive l'application cumulative de plusieurs lois ; de plus le juge aura le plus souvent appliqué au divorce le droit matériel interne de la *lex fori.* Or, il est injustifié que les obligations alimentaires entre les ex-époux soient, pour une période qui risque d'être longue, soumises à la loi du tribunal ou de l'autorité ayant dissous le mariage, solution qui présente le vice supplémentaire d'encourager au *forum shopping.*

9. Ainsi, il ne suffit pas d'écarter toute solution de conflit de lois globale applicable à la totalité des répercussions de la dissolution du mariage sur les relations entre les ex-époux ; force est de constater qu'une telle solution est même en défaut de rencontrer de manière satisfaisante le domaine plus restreint - trop restreint - des obligations alimentaires. A la vérité, une étude même sommaire du droit comparé révèle l'ingéniosité des législateurs et des juges qui s'efforcent aujourd'hui de compenser la perte, par l'effet du divorce, de la mise en commun des ressources de l'un et l'autre époux. La condamnation au paiement d'une pension alimentaire est certes un moyen de maintenir une forme de communication entre les patrimoines respectifs des ex-époux. Toutefois, le divorce a sa logique et sa cohérence : en de nombreux cas, il est suivi de secondes noces, et peu d'hommes ou de femmes sont en mesure de contribuer à l'entretien de plusieurs ménages. Il est dès lors séduisant de mettre un point final aux relations financières entre les ex-époux, divers procédés étant mis en oeuvre à cette fin : paiement par un ex-époux à l'autre d'une pension dont le mode de calcul est arrêté sans qu'il puisse être ultérieurement revu, versement d'un capital par un ex-époux à l'autre, constitution à l'aide d'un tel capital d'une rente payée par une institution financière, attribution à l'un des ex-époux d'un bien commun ou même d'un bien propre à l'autre ex-époux, et, pour le moment où les époux atteindront l'âge de la retraite,

compensation des droits de pension ou partage du droit à une pension de survie entre les conjoints successifs de l'époux ou de l'ex-époux prédécédé. Pareil règlement final offre à l'ex-époux qui en bénéficie certains avantages, mais il comporte aussi quelques inconvénients : sont des avantages, l'indépendance financière à laquelle contribue la maîtrise immédiate d'un capital ou d'un autre bien ainsi que la protection contre le risque d'insolvabilité ou le mauvais vouloir du débiteur de prestations périodiques ; mais, si le règlement final opéré au moment de la dissolution du mariage a pour effet de priver chacun des ex-époux du droit de réclamer autre chose que l'exécution des dispositions de ce règlement, il n'est pas sans inconvénient de clicher la situation respective des parties, de priver chacun des ex-époux de toute participation à une amélioration éventuelle de la situation économique de l'autre, de mettre à charge de la collectivité l'entretien de l'ex-époux qui a dilapidé ou mal géré son capital. Il est possible aussi qu'au moment de la dissolution du mariage les deux parties jouissent d'une aisance équivalente et que le règlement final consiste à les décharger de toute obligation alimentaire pour l'avenir ou même qu'un des ex-époux soit, en raison de sa position dans l'action en divorce, définitivement privé de tout secours alimentaire à charge de l'autre.

10. Sur le plan des concepts de droit matériel, la notion d'« obligation alimentaire » paraît trop étroite pour couvrir toutes les possibilités qui viennent d'être considérées. En outre, toute forme de règlement global est nécessairement liée à la liquidation du régime matrimonial relatif aux biens, et il sera parfois difficile de savoir si l'attribution d'un bien est faite en vertu de règles de partage ou au titre d'allocation de propriété ayant une vocation alimentaire.

Les différentes solutions envisagées sous le numéro précédent peuvent prendre au moins trois formes très différentes : soit une convention privée passée lors de la conclusion du mariage ou durant le mariage en vue de sa dissolution, ou même après la dissolution et en raison de celle-ci ; soit une convention entérinée par le juge ayant prononcé la dissolution du mariage; soit une décision prise par le même juge ou par un autre juge du même Etat.

Quelque forme qu'il ait reçue, le règlement final des relations pécuniaires entre les ex-époux suscite en droit international privé des problèmes très différents de ceux que peut prétendre résoudre une règle de conflit donnant compétence à la loi appliquée au divorce. Qu'il ait pris la forme d'un acte ou d'un jugement, un tel règlement a un double effet : l'un positif, l'autre négatif. L'effet positif consiste à permettre à chacun des ex-époux de poursuivre sur le territoire d'un Etat autre que l'Etat selon la loi duquel la convention a été conclue ou dont un tribunal a entériné une convention ou prononcé une condamnation, la mise à exécution des clauses de la convention ou du dispositif de la décision. L'effet négatif consiste à se prévaloir dans les mêmes autres Etats du caractère définitif du règlement intervenu, de manière à faire obstacle à l'exercice de toute action en réclamation d'aliments exclue en vertu du règlement final. Les motifs d'accorder ou de refuser un tel effet négatif qui constitue une véritable déchéance du droit aux aliments ou à tout le moins du droit à obtenir que le mode de calcul de la prestation alimentaire soit modifié, ne coïncident pas avec les motifs d'accorder ou de refuser de donner effet aux dispositions qui opèrent une attribution ou un transfert de biens, ou allouent des aliments.

11. Hormis l'énoncé de solutions favorisant l'efficacité internationale des procédés de règlement global et définitif des relations pécuniaires entre les ex-époux, il n'y a pas de raison de soustraire au droit commun des obligations alimentaires en droit international privé celles de ces obligations qui subsistent après la dissolution du mariage. La solution de principe de la Convention de La Haye du 2 octobre 1973 sur la loi applicable consiste à rattacher toutes les obligations alimentaires, sauf précisément l'obligation entre époux divorcés, à la loi de la résidence habituelle du créancier d'aliments. Rien ne justifie que cette solution soit écartée dans le seul cas des époux dont le mariage a été dissous, car c'est à la résidence du créancier que dans ce cas comme dans tous les autres se localise le besoin à satisfaire. Tant le principe que l'étendue et la variabilité de l'obligation entre époux divorcés doivent être soumis à cette même loi. Est en particulier injustifiée la compétence attribuée à « la loi appliquée » ou même à « la loi applicable » au divorce, qui, dans le meilleur des cas, prétend cristalliser une circonstance de rattachement ayant perdu toute actualité à l'égard des intérêts à sauvegarder. En revanche, il y a lieu de tenir compte du règlement patrimonial qui a été effectivement opéré au moment de la dissolution du mariage, d'assurer en principe au créancier d'aliments le bénéfice des conventions qu'il a conclues ou des jugements qu'il a obtenus, mais aussi, dans un juste souci d'équilibre entre les parties, d'encourager les tribunaux des Etats autres que l'Etat dans lequel un règlement final est intervenu à prendre un tel règlement en considération. Les dispositions relatives à ces diverses questions doivent certes être nuancées de manière à ne négliger aucun aspect de la situation, il s'agit essentiellement de dispositions de droit international privé matériel invitant les tribunaux saisis d'une réclamation alimentaire non point à appliquer la loi du divorce, mais à prendre en due considération les dispositions qui se sont effectivement incorporées à la situation des parties.

12. C'est à la lumière des explications qui précèdent qu'il faut lire la Résolution adoptée par l'Institut à la session d'Helsinki. Bien qu'elle ait la forme de dispositions normatives, cette Résolution doit se lire plutôt comme des directives s'efforçant :

- de tenir en équilibre les divers objectifs que devrait poursuivre une codification des règles applicables aux effets du mariage dissous en droit international privé ;

- d'être attentives à la diversité des méthodes mises en oeuvre dans les différents Etats ;

- de réserver la conciliation des solutions partielles proposées avec les questions connexes qu'il est impossible de traiter.

RESOLUTION

L'Institut de Droit international,

Considérant qu'après le prononcé du divorce, la constatation de la nullité ou l'annulation du mariage, l'union dissoute continue à produire certains effets, et qu'il y a lieu en conséquence de déterminer la loi applicable à de tels effets ;

Considérant que les problèmes de conflit de lois suscités par les effets du mariage dissous ne sauraient être réglés abstraction faite de la détermination de la juridiction compétente pour en connaître et de l'efficacité internationale des décisions déjà rendues et notamment de celle qui a dissous le mariage :

Notant que les effets d'un mariage dissous se rattachent à plusieurs institutions de droit privé et que, pour être pertinentes, les Résolutions relatives à cet objet particulier doivent s'insérer dans les ordres juridiques des divers Etats dans lesquels ces institutions risquent d'être soumises à des règles divergentes, sur le plan tant du droit international privé que du droit matériel ;

Tenant compte des Conventions de La Haye relatives, notamment, à la reconnaissance des divorces, à la reconnaissance et à l'exécution des décisions relatives aux obligations alimentaires et à la loi applicable aux mêmes obligations, mais constatant que la dispersion de certains effets du mariage dissous dans trois instruments différents a pu entraîner des incohérences et des lacunes ;

Notant l'entrée en vigueur durant la dernière décennie de nombreuses codifications nationales de droit international privé et la publication récente d'importants projets de codification ;

Tenant compte de la vocation spécifique de l'Institut dans le domaine du droit international privé,

Adopte la Résolution suivante :

I - Définitions et champ d'application

1. Au sens de la présente Résolution, il faut entendre :

a) Par « dissolution du mariage » : la dissolution par le divorce ainsi que la déclaration de nullité et l'annulation du mariage.

b) Par « effets du mariage dissous » : hormis la dissolution du lien matrimonial, les effets que le mariage produit encore après cette dissolution, du vivant des ex-époux ou après le décès de l'un d'eux.

c) Par « ex-époux » : l'homme ou la femme dont le mariage a été dissous par le divorce, déclaré nul ou annulé.

2. Les droits et devoirs des ex-époux à l'égard de leurs enfants sont exclus du domaine d'application de la présente Résolution.

II - Exclusion de l'application d'une loi unique à tous les effets d'un mariage dissous

3. Aucune règle de droit international privé ne permettant de couvrir de manière satisfaisante tous les effets d'un mariage dissous, il y a lieu de prendre en considération la nature propre de chacune des questions de droit que suscitent ces différents effets.

4. Ne sont pas soumis à la loi appliquée à la dissolution du mariage, notamment :

a) les effets de la dissolution sur le nom que les époux ou l'un d'eux ont acquis en conséquence du mariage ;

b) les restrictions apportées par l'effet du divorce au droit au remariage de l'un ou l'autre des ex-époux.

III - Obligations alimentaires et indemnités compensatoires

5. L'obligation alimentaire entre les ex-époux est soumise à la loi applicable aux obligations alimentaires en général ; cette loi détermine notamment la variabilité de l'obligation et la possibilité de modifier une obligation antérieure.

6. Pour l'application de l'article 5, quand une convention a été conclue selon la loi d'un Etat ou quand une décision a été rendue dans un Etat, les juges et les autorités des autres Etats prennent en considération les principes suivants :

a) Quand les époux ont conclu en vue ou en raison de la dissolution de leur mariage une convention valable attribuant à l'un d'eux une pension alimentaire, une indemnité ou le bénéfice d'une prestation équivalente, pareille convention a force obligatoire dans tous les pays où est reconnu l'acte par lequel le mariage a été dissous.

b) Quand une décision judiciaire a attribué à l'un des ex-époux une pension alimentaire, une indemnité ou le bénéfice d'une prestation équivalente, ou a entériné une convention conclue par les époux et ayant l'un de ces objets, cette décision est en principe reconnue aux mêmes conditions que l'acte par lequel le mariage a été dissous.

c) Quand une convention valable ou une décision judiciaire reconnue a, selon la loi applicable, le caractère d'un règlement définitif interdisant à chacun des ex-époux d'introduire contre l'autre aucune réclamation ultérieure, pareil caractère est l'un des éléments à prendre en considération par le juge statuant sur une telle demande.

d) Si deux décisions successives ayant déterminé l'étendue du droit aux aliments remplissent dans un Etat les conditions de la reconnaissance ou qu'une de ces décisions ait été prononcée dans cet Etat, il y a lieu d'exécuter la plus récente de ces décisions.

IV - Les pensions de survie et la compensation des droits de pension

7. La loi de l'institution qui attribue une pension de survie détermine le principe et l'étendue du maintien au profit d'un ex-époux du droit à la pension.

La même loi règle l'incidence sur le droit à cette pension des causes pour lesquelles le divorce a été prononcé.

8. La compensation des droits de pension est en principe soumise à la loi applicable au divorce. Si cette loi ne connaît pas une telle compensation, celle-ci est soumise à la loi applicable aux effets personnels du mariage.

Il est souhaitable que les institutions publiques ou privées administrant une caisse de pensions prêtent leur concours à l'exécution des décisions par lesquelles une juridiction étrangère a compensé le droit à une pension d'un affilié de cette caisse.

*

(28 août 1985)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session d'Helsinki - 1985

Le droit applicable aux entreprises internationales communes, étatiques ou paraétatiques à caractère économique

(Neuvième Commission, Rapporteur : M. Ignaz Seidl-Hohenveldern)

(Le texte français fait foi. Le texte anglais est une traduction.)

Considérant que des Etats, leurs subdivisions et leurs entreprises publiques créent des entreprises internationales communes en vue de promouvoir la coopération internationale et de favoriser leurs intérêts propres,

L'Institut de Droit international,

Vu sa Résolution d'Oslo (1977) sur les contrats conclus par organisations internationales avec des personnes privées ;

Vu sa Résolution d'Oslo (1977) sur les entreprises multinationales ;

Vu sa Résolution d'Athènes (1979) sur la loi du contrat dans les accords entre un Etat et une personne privée étrangère ;

Désireux de résoudre certains problèmes relatifs à ces entreprises dans la mesure où ils échappent aux Résolutions précitées ;

Conscient toutefois du fait que la grande diversité de ces entreprises interdit d'établir un projet de réglementation complet applicable à toutes et concernant tous les problèmes qui peuvent se poser à leur sujet ;

Excluant aux fins de la présente Résolution les questions relatives aux rapports entre l'entreprise et ses employés, à la nationalité de l'entreprise, à la protection diplomatique, aux privilèges et immunités, ainsi qu'à la responsabilité éventuelle des participants du fait des actes ou omissions de leurs entreprises, soit en droit international, soit en droit interne,

Adopte la Résolution suivante :

Article premier

La présente Résolution concerne toute entreprise internationale commune qui réunit les caractéristiques suivantes :

a) deux ou plusieurs Etats, subdivisions d'Etats ou autres entités contrôlées par des Etats ont une participation prépondérante dans son capital ;

b) elle agit dans un ou plusieurs Etats à des fins économiques d'intérêt général principalement par des procédés de droit privé ; et

c) elle est distincte de chacune des entités visées sous a).

Article 2

Une entreprise internationale commune peut être établie par un ou plusieurs des instruments constitutifs suivants: par un traité, par une décision d'une organisation internationale ou par un acte des participants régi par une ou plusieurs des sources de droit énumérées à l'article 7.

Article 3

Les instruments constitutifs de l'entreprise devraient comprendre toutes dispositions nécessaires ou utiles pour le fonctionnement efficace de l'entreprise dans les relations entre les participants ou avec les tiers.

Article 4

1. Les participants peuvent, en établissant l'entreprise internationale commune :

a) soit utiliser un modèle juridique existant dans un droit interne, tel un type défini de société ;

b) soit déterminer l'objet de l'entreprise et les règles applicables à sa constitution et à ses activités sans utiliser les dispositions d'un droit interne ou en ne les utilisant que sous certains aspects.

2. Le fait que les instruments constitutifs de l'entreprise, ou certains d'entre eux, soient des traités n'a pas nécessairement pour conséquence que l'entreprise est régie par le droit international public.

3. L'existence de l'entreprise est reconnue dans l'ordre juridique des Etats participant directement ou par le truchement d'entreprises ou de collectivités.

4. L'existence de l'entreprise est reconnue par les autres Etats conformément à leur propre système de droit et au droit international.

Article 5

1. Les participants peuvent, en établissant l'entreprise, soit soumettre leurs relations mutuelles à un droit interne, y compris les règles spéciales que ce droit pourrait prévoir pour la participation d'autorités publiques nationales ou étrangères, soit ne soumettre ces relations à un droit interne que subsidiairement aux instruments constitutifs, soit les soustraire entièrement à l'application d'un droit interne déterminé.

2. Les instruments constitutifs de l'entreprise, en soumettant les relations entre les participants à un droit interne :

a) peuvent déroger expressément à ce droit interne ;

b) sont censés déroger implicitement aux dispositions contraires à leurs termes ou incompatibles avec leur objet et leur but.

Sauf s'il s'agit de traités, ces dérogations ne peuvent porter atteinte aux lois impératives ni à l'ordre public du droit interne précité.

3. Dans la mesure où une question concernant les relations entre les participants n'est ni réglée par les instruments constitutifs ni soumise à un système de droit de leur choix, cette question est régie par les principes généraux du droit régissant cette question dans les systèmes juridiques des Etats en cause, par les principes généraux du droit des organisations internationales et, le cas échéant, par d'autres règles du droit international.

4. En soumettant ces relations à un droit interne, soit à titre principal, soit à titre subsidiaire, les instruments constitutifs peuvent prévoir que les dispositions de ce droit interne sont celles en vigueur au moment de l'adoption desdits instruments.

5. Lorsqu'une entreprise est établie par une décision d'une organisation internationale, le droit de cette organisation ne lui est applicable que par l'effet d'une disposition expresse.

Article 6

1. Lorsqu'un traité prévoit l'établissement d'instruments constitutifs de l'entreprise, ces instruments doivent être interprétés à la lumière de l'objet et du but du traité.

2. Le recours à un droit interne déclaré applicable à un titre subsidiaire n'a lieu que dans la mesure où une interprétation des instruments constitutifs à la lumière de leur objet et de leur but ne suffit pas à régler la question.

3. Un droit interne rendu applicable à titre principal ou subsidiaire doit être interprété selon les méthodes d'interprétation en usage dans ce droit.

Article 7

Dans les relations de l'entreprise avec des tiers, les parties contractantes peuvent choisir comme loi du contrat, soit un ou plusieurs droits internes ou les principes communs à ceux-ci, soit les principes généraux du droit, soit les principes appliqués dans les rapports économiques internationaux, soit le droit international, soit une combinaison de ces sources de droit.

Article 8

Si, pour des questions autres que celles réglées par les dispositions qui précèdent, les règles applicables du droit international privé d'un Etat se réfèrent à la loi personnelle de l'entreprise, cette loi est celle déterminée expressément ou implicitement par les instruments constitutifs.

*

(28 août 1985)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session d'Helsinki - 1985

Les effets des conflits armés sur les traités

(Cinquième Commission, Rapporteur : M. Bengt Broms)

(Le texte anglais fait foi. Le texte français est une traduction.)

L'Institut de Droit international,

Rappelant sa Résolution de la Session de Christiania de 1912 relative aux effets de la guerre sur les traités ;

Considérant que des conflits armés continuent de se produire en violation de l'interdiction du recours à la force figurant dans la Charte des Nations Unies ;

Considérant que la pratique des Etats concernant les effets des conflits armés sur les traités auxquels ils sont parties n'est pas uniforme et qu'il convient donc d'affirmer certains principes du droit international en la matière ;

Reconnaissant que la présente Résolution ne préjuge pas l'application des dispositions de la Convention de Vienne sur le droit des traités,

Adopte la Résolution suivante :

Article premier

Aux fins de la présente Résolution, on entend par « conflit armé » un état de guerre ou un conflit international qui impliquent des opérations armées susceptibles, de par leur nature ou leur ampleur, d'affecter l'application de traités entre les Etats parties au conflit armé ou entre les Etats parties au conflit armé et des Etats tiers, indépendamment de toute déclaration formelle de guerre ou de toute autre déclaration faite par l'une quelconque ou l'ensemble des parties au conflit armé.

Article 2

Le déclenchement d'un conflit armé n'entraîne pas *ipso facto* l'extinction des traités en vigueur entre les parties au conflit armé, ni la suspension de leur application.

Article 3

Le déclenchement d'un conflit armé rend applicables, entre les parties, et conformément à leurs propres dispositions, les traités qui prévoient expressément leur application lors d'un conflit armé ou qui, à raison de leur objet ou de leur but, doivent être considérés comme applicables lors d'un conflit armé.

Article 4

L'existence d'un conflit armé n'autorise pas une partie à mettre fin unilatéralement aux dispositions d'un traité relatives à la protection de la personne humaine, ni à en suspendre l'application, à moins que le traité n'en dispose autrement.

Article 5

Le déclenchement d'un conflit armé n'entraîne pas *ipso facto* l'extinction ni la suspension de l'application des traités bilatéraux en vigueur entre une partie à ce conflit et des Etats tiers.

Le déclenchement d'un conflit armé entre des parties à un traité multilatéral n'entraîne pas *ipso facto* l'extinction de ce traité ni la suspension de son application entre les autres parties contractantes ou entre celles-ci et les Etats parties au conflit armé.

Article 6

Un traité constitutif d'une organisation internationale n'est pas affecté par l'existence d'un conflit armé entre certaines des parties à ce traité.

Article 7

Un Etat qui exerce son droit de légitime défense à titre individuel ou collectif en conformité avec la Charte des Nations Unies peut suspendre, en tout ou en partie, l'application d'un traité incompatible avec l'exercice de ce droit, sous réserve des conséquences pouvant résulter du fait que cet Etat serait ultérieurement désigné comme agresseur par le Conseil de sécurité.

Article 8

Un Etat qui se conforme à une Résolution du Conseil de sécurité des Nations Unies concernant une action en cas de menace contre la paix, de rupture de la paix ou d'acte d'agression mettra fin à tout traité qui serait incompatible avec une telle Résolution, ou en suspendra l'application.

Article 9

Un Etat qui commet une agression au sens de la Charte des Nations Unies et de la Résolution 3314 (XXIX) de l'Assemblée générale des Nations Unies n'est pas en droit de mettre fin à un traité, ni d'en suspendre l'application, si une telle mesure devait avoir pour effet de lui procurer un avantage.

Article 10

La présente Résolution ne préjuge pas les droits et obligations découlant de la neutralité.

Article 11

A la fin d'un conflit armé, à moins que les parties n'en conviennent autrement, le traité dont l'application a été suspendue devrait, dès que possible, être appliqué à nouveau.

*

(28 août 1985)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session du Caire - 1987

La dualité des principes de nationalité et de domicile en droit international privé

(Quinzième Commission, Rapporteur : M. Yvon Loussouarn)

(Le texte français fait foi. Le texte anglais est une traduction.)

L'Institut de Droit international,

Considérant que la dualité des principes de nationalité et de domicile demeure un problème important du droit international privé ;

Considérant le caractère relatif des avantages et des inconvénients de chacun de ces critères et l'inopportunité de préconiser l'adoption d'une règle de conflit fondée exclusivement sur l'un des deux ;

Considérant qu'il serait donc utile de formuler des principes de nature à susciter une certaine harmonisation des règles de conflit en vigueur dans les différents Etats ;

Adopte la Résolution suivante :

A. Conflits de juridictions

1. Il est recommandé aux Etats qui ont des règles de compétence internationale fondées sur la nationalité de ne pas leur attribuer le caractère de règles de compétence exclusive.

2. Il est recommandé aux Etats qui soumettent une matière, les uns à la loi nationale, les autres à la loi du domicile, et qui subordonnent la reconnaissance d'une décision étrangère à la condition qu'elle ait été rendue par référence à la loi désignée par leur propre règle de conflit, de ne pas maintenir cette exigence lorsqu'ils sont appelés à reconnaître une décision rendue par référence à la loi nationale ou à la loi du domicile.

B. Conflits de lois

3. En matière de régimes matrimoniaux, il est recommandé aux Etats dont la règle de conflit est fondée sur un rattachement objectif d'offrir aux époux une option entre la loi de la nationalité et la loi du domicile de l'un d'entre eux.

4. En matière de successions, il est recommandé aux Etats de permettre que toute personne puisse, dans ses dispositions de dernière volonté, soumettre la dévolution de ses biens soit à sa loi nationale, soit à la loi de son domicile.

5. En matière d'effets personnels du mariage, de divorce et de séparation de corps, il est recommandé aux Etats d'offrir aux époux une option entre la loi nationale et la loi du domicile, lorsqu'ils ont une nationalité commune et un domicile commun, dans les cas où l'Etat national est différent de l'Etat où est situé le domicile.

6. En ce qui concerne le statut personnel des réfugiés et des apatrides, il est recommandé aux Etats qui ne sont pas parties à la Convention de Genève du 28 juillet 1951 sur le statut des réfugiés ou à la Convention de New York du 28 septembre 1954 sur le statut des apatrides d'adopter les solutions retenues par l'article 12 de chacune de ces deux Conventions.

Il est souhaitable que les Etats étendent ces solutions à certaines catégories de personnes dont la situation est similaire, mais qui ne peuvent se prévaloir de la qualité de réfugié ou d'apatride telle qu'elle est définie par ces Conventions.

7. En cas de conflit des lois personnelles, il est recommandé :

a) aux Etats dont la règle de conflit donne compétence à la loi nationale, d'appliquer la loi du domicile commun lorsque les différentes personnes impliquées dans le rapport de droit considéré sont de nationalité différente et qu'il n'existe pas de raison valable de faire prévaloir l'une des lois nationales ;

b) aux Etats dont la règle de conflit donne compétence à la loi du domicile, d'appliquer la loi nationale commune lorsque les différentes personnes impliquées dans le rapport de droit considéré n'ont pas de domicile commun et qu'il n'existe pas de raison valable de faire prévaloir la loi de l'un des domiciles.

*

(19 septembre 1987)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session du Caire - 1987

L'élaboration des grandes conventions multilatérales et des instruments non conventionnels à fonction ou à vocation normative

(Treizième Commission, Rapporteur : M. Krzysztof Skubiszewski)

(Le texte anglais fait foi. Le texte français est une traduction.)

LES RESOLUTIONS DE L'ASSEMBLEE GENERALE DES NATIONS UNIES

L'Institut de Droit international,

Considérant que le mandat de la treizième Commission comprend une étude sur l'élaboration des instruments non conventionnels à vocation normative ;

Considérant que certaines Résolutions de l'Assemblée générale des Nations Unies ont cette vocation ;

Ayant examiné les rapports de la treizième Commission sur les Résolutions de l'Assemblée générale des Nations Unies ainsi que les observations et conclusions qui y sont jointes ;

1. Félicite le Rapporteur et les membres de la treizième Commission qui ont réussi à mettre en lumière les multiples facteurs qui, selon les circonstances, permettent à ces Résolutions de contribuer à une meilleure connaissance du droit international, d'en hâter le développement ou de renforcer son autorité et d'en assurer un respect plus scrupuleux.

2. Souhaite que l'ensemble des travaux de la treizième Commission fasse l'objet d'un examen approfondi de la part des milieux intéressés.

CONCLUSIONS DE LA COMMISSION

I - Statut des Résolutions

Conclusion 1: Recommandations

Bien que la Charte des Nations Unies ne lui confère pas le pouvoir d'arrêter des règles qui lient les Etats dans leurs relations mutuelles, l'Assemblée générale peut faire des recommandations contribuant au développement progressif du droit international, à sa consolidation et à sa codification. Cette possibilité se réalise au moyen de divers types de Résolutions.

Conclusion 2 : Destinataires des Résolutions

Les Résolutions visées dans la conclusion 1 sont adressées à des Etats membres ou à des organisations internationales.

Rien n'empêche d'adresser ces Résolutions et les règles qu'elles contiennent à tous les Etats, sans préjudice toutefois de la position juridique de ceux qui ne sont pas membres des Nations Unies.

II - Catégories de Résolutions

Conclusion 3 : Types de Résolutions

Les recommandations visées dans la conclusion 1 comprennent les Résolutions des types suivants :

a) Résolutions formulant ou reprenant expressément des règles de conduite générales et abstraites à l'intention des Etats ;

b) Résolutions traitant de situations spécifiques, mais présumant, expressément ou implicitement, l'existence d'une règle de conduite générale et abstraite à l'intention des Etats ;

c) Résolutions adressées à des Etats déterminés, mais présumant que la règle de conduite imposée aux Etats nommément désignés s'appliquerait à tous les Etats.

Certaines de ces Résolutions réaffirment le droit existant (conclusion 4), tandis que d'autres contribuent à cristalliser ou créer un droit nouveau (conclusion 5). D'autres encore énoncent des normes se rapportant à l'application ou l'interprétation du droit.

Une même Résolution peut comporter des dispositions ayant différentes fonctions.

Conclusion 4 : Résolutions déclaratoires de droit

Une Résolution déclaratoire de droit a pour but d'affirmer une règle de droit existante. En particulier, elle peut être un moyen de détermination ou d'interprétation du droit international, constituer un élément de preuve d'une coutume internationale ou énoncer des principes généraux de droit.

Conclusion 5 : Résolutions qui développement le droit

On peut distinguer les catégories suivantes de Résolutions développant le droit :

a) les Résolutions qui contribuent à la création d'une coutume internationale

b) les Résolutions qui contribuent à l'émergence de principes généraux du droit

c) les Résolutions qui délimitent le champ des négociations portant sur un traité multilatéral d'intérêt général, notamment celles qui énoncent des règles à inclure dans un futur traité ;

d) les Résolutions qui arrêtent des politiques déterminant substance d'un droit futur, coutumier ou conventionnel.

Conclusion 6 : Eléments pertinents

Les éléments qui aident à classer une Résolution dans l'une des catégories énumérées dans les conclusions 3 à 5 comprennent notamment :

a) l'intention et l'attente des Etats ;

b) le respect de standards et exigences de procédure ;

c) le texte de la Résolution ;

d) le degré de soutien apporté à la Résolution ;

e) le contexte de l'élaboration et de l'adoption de la Résolution, y compris les facteurs politiques pertinents ;

i) toute procédure de mise en oeuvre prévue par la Résolution.

III - Standards et exigences de procédure

Conclusion 7 : La négociation comme méthode

Dans les cas appropriés, l'élaboration des Résolutions visées dans les conclusions 3 à 5 devrait se fonder sur un arrangement négocié. Le règlement intérieur de l'Assemblée générale est suffisamment flexible pour permettre l'intégration du processus de négociation dans la diplomatie parlementaire des Nations Unies.

Conclusion 8 : Composition de l'organe intergouvernemental

Si l'organe qui élabore la Résolution ne se compose pas de tous les membres des Nations Unies, une représentation géographique équitable, la présence des principaux systèmes de droit et la présence d'experts juridiques sont des facteurs qui favorisent la formulation de principes universellement acceptables et de règles plus détaillées.

En outre, il est souhaitable que les Etats ayant un intérêt particulier dans le sujet traité puissent prendre part aux délibérations de l'organe et à l'élaboration du projet.

Conclusion 9 : Mise en circulation des projets

Il est souhaitable que les projets soient mis en circulation pour recueillir d'éventuelles observations au cours de l'élaboration de certaines Résolutions.

IV - Libellé des Résolutions

Conclusion 10 : Importance de la terminologie

Le libellé et le contexte d'une Résolution aident à en déterminer la portée normative. La présence de références au droit international ou de formules équivalentes, ou l'omission délibérée de telles références ou formules, sont des indices utiles mais non décisifs en soi.

Conclusion 11 : Principes

Les Résolutions emploient le terme « principe » dans des acceptions différentes :

a) en tant que principe juridique ou non juridique ;

b) en tant que norme de rang supérieur ou suprême ;

c) en tant que norme génératrice de règles spécifiques ;

d) en tant que norme importante pour la réalisation du but de la Résolution ;

e) en tant que but à atteindre, en tant qu'exigence formulant la politique à suivre dans le domaine juridique ou un autre domaine, ou en tant qu'idée directrice, lorsque ces éléments revêtent une importance particulière pour la révision du droit ancien ou l'introduction de droit nouveau ;

f) en tant que règles ou normes d'interprétation.

Dans certains cas, plusieurs de ces acceptions sont combinées.

Conclusion 12 : Déclarations

Le statut juridique des Résolutions appelées « déclarations » ne diffère pas de celui des autres Résolutions. Cette forme particulière de Résolutions peut cependant servir à souligner l'importance des normes énoncées. Les déclarations conviennent pour traiter globalement un sujet ou pour énoncer des principes destinés à influencer le développement progressif du droit international.

V - Adoption des Résolutions

Conclusion 13 : Affirmation unanime du droit existant

Une Résolution déclaratoire de droit qui a été adoptée sans vote négatif ni abstention crée une présomption que son texte contient un énoncé correct de la règle de droit. Cette présomption n'est pas irréfragable.

Conclusion 14 : Unanimité et formation de droit nouveau

Lorsqu'une règle de droit coutumier est en train d'émerger de la pratique des Etats ou lorsque des doutes subsistent sur le point de savoir si une règle, bien que déjà appliquée par un organe international ou par quelques Etats, est bien une règle de droit, une Résolution adoptée sans vote négatif ni abstention peut consolider une coutume ou dissiper des doutes éventuels.

Conclusion 15 : Majorité

L'autorité d'une Résolution est renforcée lorsque celle-ci a été adoptée par une majorité représentative, qui comprend les principaux systèmes de droit.

Si le nombre des votes négatifs ou des abstentions est important ou qualitativement significatif, l'effet énonciatif de droit ou créateur de règles de la Résolution s'en trouve affaibli.

Conclusion 16 : Consensus

L'autorité d'une Résolution est renforcée lorsque celle-ci a été adoptée par consensus.

Conclusion 17 : Réserves

Lorsqu'une Résolution peut faire l'objet de réserves, exprimées dans les explications de vote ou dans d'autres déclarations, une réserve a pour effet de nuancer ou de restreindre le degré d'approbation par l'Etat auteur de la réserve. Selon, son contenu, une réserve peut ne pas équivaloir à un rejet de la règle. Elle peut n'être que l'expression d'un doute.

Si une Résolution énonce le droit existant, un Etat ne peut se libérer de la force obligatoire de ce droit en émettant une réserve.

VI - Mise en oeuvre des Résolutions

Conclusion 18 : Procédures de mise en oeuvre

L'inclusion, dans une Résolution, de dispositions relatives aux procédures de mise en oeuvre ou au contrôle du respect de cette Résolution peut contribuer à l'interprétation ou à l'application du droit existant ou à l'émergence de droit nouveau.

VII - Problèmes particuliers aux Résolutions déclaratoires de droit

Conclusion 19 : Moyen de détermination du droit

Une Résolution peut servir de moyen supplémentaire pour la détermination d'une règle de droit, en particulier lorsque la preuve d'une pratique des Etats ou de *l'opinio juris* ne peut être facilement apportée autrement.

Une Résolution peut servir de preuve à l'existence de principes généraux de droit lorsque les circonstances de son examen, y compris l'étude des droits nationaux, permettent d'inférer que la décision de l'Assemblée générale reposait sur un fondement adéquat.

Conclusion 20 : Preuve d'une coutume internationale

Une Résolution peut constituer la preuve du droit coutumier ou d'un de ses éléments constitutifs (pratique créatrice de coutume, *opinio juris*), en particulier lorsque telle a été l'intention des Etats en adoptant la Résolution ou lorsque les procédures suivies ont conduit à l'élaboration de l'énoncé d'une règle de droit.

Conclusion 21 : Caractère non irréfragable de la preuve d'une coutume internationale

La preuve fournie par une Résolution n'est pas irréfragable.

VIII - Problèmes particuliers aux Résolutions

Conclusion 22 : Coutume internationale

Les principes et les règles proclamés dans une Résolution peuvent influencer ou déterminer la pratique des Etats ou en amorcer une nouvelle, qui formera un élément constitutif d'un droit coutumier nouveau.

Une Résolution peut contribuer à la consolidation de la pratique des Etats ou à la formation de *l'opinio juris communis*.

Conclusion 23 : Premier stade de la conclusion de traités

Une Résolution peut poser les bases de négociations destinées à aboutir à un traité multilatéral d'intérêt général en indiquant les matières à régler dans celui-ci et en formulant les politiques qu'il devrait suivre. Elle peut aussi formuler des recommandations sur le contenu du traité envisagé.

Une Résolution telle que visée à l'alinéa précédent ne lie pas les Etats dans l'élaboration du traité.

Conclusion 24 : Obligation conventionnelle de se conformer à Résolution

Une Résolution lie les Etats qui en ont accepté la force obligatoire dans un traité.

Conclusion 25 : Reprise de règles conventionnelles dans une Résolution

La reprise d'une règle conventionnelle dans une Résolution ne porte pas atteinte à la force obligatoire de cette règle entre les parties au traité

Conclusion 26 : Politiques juridiques

Une Résolution ou une série de Résolutions peuvent exprimer ou révéler des tendances dans le développement du droit international. Elles peuvent arrêter des politiques relatives à la substance du droit à élaborer, soit en formulant des principes ou des règles détaillées, soit en exprimant les principales idées et notions du droit à venir.

*

(17 septembre 1987)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session du Caire - 1987

La pollution transfrontière de l'air

(Vingtième Commission, Rapporteur : M. Geraldo E. do Nascimento e Silva)

(Le texte anglais fait foi. Le texte français est une traduction.)

L'Institut de Droit international,

Rappelant sa Résolution d'Athènes de 1979 sur la pollution des fleuves et des lacs et le droit international ;

Considérant que la pollution transfrontière de l'air prend des proportions de plus en plus alarmantes et étendues, comme dans le cas des pluies acides et de la contamination nucléaire ;

Profondément préoccupé par les effets de la pollution transfrontière de l'air sur l'environnement et la santé de l'homme, sur le sol, l'agriculture et sa production, les forêts, la vie dans les lacs, les fleuves et la mer, et sur la couche d'ozone ;

Egalement préoccupé par les dommages irréparables causés aux bâtiments, monuments et sites, dont beaucoup font partie du patrimoine culturel et naturel de l'humanité ;

Rappelant l'obligation de respecter la souveraineté de chaque Etat sur son territoire, dont il découle que chaque Etat est tenu d'interdire et de prévenir toute utilisation de son territoire susceptible de causer des dommages sur le territoire d'un autre Etat ;

Ayant à l'esprit la nécessité de protéger les zones situées au-delà des limites de la juridiction nationale ;

Adopte les articles suivants :

Article premier

1. Aux fins de la présente résolution, on entend par « pollution transfrontière de l'air » toute altération physique, chimique ou biologique de la composition ou de la qualité de l'atmosphère résultant directement ou indirectement d'un acte ou d'une omission de l'homme et produisant des effets dommageables ou nocifs dans l'environnement d'autres Etats ou de zones situées au-delà des limites de la juridiction nationale.

2. Dans un cas concret, l'existence de la pollution et ses caractéristiques sont, autant que possible, déterminées par référence aux normes d'environnement établies par voie d'accord ou par l'intermédiaire d'organisations ou commissions internationales compétentes.

Article 2

Dans l'exercice de leur droit souverain d'exploiter leurs ressources selon leur propre politique de l'environnement, les Etats ont le devoir de prendre toutes mesures propres à assurer que leurs activités ou celles exercées dans les limites de leur juridiction ou sous leur contrôle ne causent pas de pollution transfrontière de l'air.

Article 3

1. Aux fins de l'exécution de l'obligation prévue à l'article 2, les Etats doivent prendre, en les adaptant aux circonstances, toutes mesures propres notamment à :

a) prévenir la survenance de nouvelles formes de pollution transfrontière de l'air ou l'augmentation du degré de pollution existant ;

b) pourvoir, dans les meilleurs délais, à l'élimination progressive de la pollution transfrontière de l'air existante.

2. Ces mesures doivent être particulièrement rigoureuses lorsqu'il s'agit d'activités qui :

a) comportent l'utilisation de matières particulièrement dangereuses, ou

b) présentent un danger pour des zones ou des milieux appelant une protection spéciale.

Article 4

Afin de se conformer aux obligations énoncées aux articles 2 et 3, les Etats utiliseront notamment les moyens suivants :

a) sur le plan interne, l'élaboration de toute législation et réglementation nécessaires, ainsi que l'adoption de mesures administratives et techniques et de procédures juridictionnelles efficaces et adéquates pour en assurer le respect ;

b) sur le plan international, régional ou universel, l'exercice d'une coopération de bonne foi avec les autres Etats intéressés.

Article 5

Les Etats sont tenus de prendre toutes mesures propres à empêcher l'extension des effets nocifs d'une pollution de leur atmosphère provoquée par les activités d'autres Etats du fait de l'exportation de produits ou d'autres objets pollués.

Article 6

La violation par un Etat de ses obligations internationales relatives à la pollution transfrontière de l'air entraîne sa responsabilité conformément au droit international.

Article 7

Afin d'assurer un système efficace de prévention et de réparation pour les victimes de la pollution transfrontière de l'air, les Etats devraient conclure des traités internationaux et adopter des lois et règlements portant notamment sur :

a) des systèmes de responsabilité objective et des fonds d'indemnisation ;

b) des normes d'environnement, régionales ou universelles, particulièrement en matière de qualité et de sécurité ;

c) la compétence juridictionnelle, la loi applicable et l'exécution des décisions.

Article 8

1. Dans l'exercice de leur devoir de coopération, les Etats :

a) informeront régulièrement les autres Etats intéressés de toutes les données appropriées relatives à la pollution de l'air sur leur territoire, notamment des causes de cette pollution et de sa nature, que la pollution soit due à l'action de l'homme ou qu'elle soit naturelle, ainsi que des dommages qu'elle provoque et des mesures de prévention adoptées ou envisagées ;

b) feront connaître en temps utile aux autres Etats intéressés les activités qu'ils envisagent sur leur territoire et qui sont susceptibles de créer un risque sensible de pollution transfrontière de l'air ;

c) consulteront les autres Etats intéressés sur les problèmes de pollution transfrontière de l'air, existants ou prévisibles, de manière à aboutir, par des méthodes de leur choix, à des solutions conformes à leurs intérêts et à la nécessité de protéger l'environnement.

2. Les Etats concluront, là où cela paraît approprié, des accords en vue de :

a) coordonner ou rendre communs leurs programmes de recherche scientifique et technique de lutte contre la pollution de l’air, que celle-ci soit due à l’action de l’homme ou qu’elle soit naturelle ;

b) soit créer des commissions internationales ou régionales aux compétences les plus étendues, en y associant les autorités locales si cela est approprié, soit renforcer les pouvoirs ou la coordination des institutions existantes ;

c) établir, de manière coordonnée ou unifiée, des réseaux d’observation permanente et de contrôle de la pollution de l’air, que celle-ci soit due à l’action de l’homme ou qu’elle soit naturelle ;

d) chercher à harmoniser les normes d'environnement ainsi que celles relatives au degré de contamination des produits livrés à la consommation.

3. Les Etats développeront également des garanties pour les personnes qui pourraient être affectées par la pollution transfrontière de l'air, tant au stade de la prévention qu'à celui de la réparation, en ouvrant le plus largement possible, sans discrimination, l'accès aux procédures juridictionnelles et administratives des Etats ou ces activités ont pris naissance.

Article 9

1. Dans le cas d'un accident ou d'activités qui provoquent un accroissement soudain du niveau de la pollution de l'air, susceptible de causer un dommage substantiel dans un autre Etat, l'Etat d'origine a le devoir, même si cet accident ou ces activités sont dus à des causes naturelles :

a) d'avertir promptement tous les Etats affectés ou qui risquent de l'être ;

b) de prendre les dispositions appropriées pour réduire les effets de tout accroissement de ce genre.

2. En cas de catastrophe entraînant une pollution de l'air sur le territoire d'un Etat, les autres Etats et les organisations internationales compétentes, en accord avec cet Etat, devraient entreprendre des actions humanitaires urgentes en faveur des victimes.

Article 10

1. Sans préjudice de leurs autres obligations relatives aux explosions nucléaires, les Etats doivent interdire, prévenir et s'abstenir d'exécuter tout type d'explosion nucléaire qui risque d'entraîner une pollution transfrontière de l'air ayant une nature radioactive.

2. Afin que soit assurée la conformité aux normes sanitaires et de sécurité applicables, les Etats devraient ouvrir les centrales nucléaires sur leur territoire à l'inspection internationale.

Article 11

Les Etats doivent prendre toutes mesures nécessaires pour protéger la couche d'ozone des effets néfastes pouvant résulter de l'action de l'homme, afin de protéger la vie et l'environnement.

Article 12

Les Etats doivent prendre toutes mesures nécessaires pour éviter l'émission sur leur territoire de fumées susceptibles, par leur importance ou leur composition, de contribuer à la formation de pluies acides.

Article 13

Les Etats développés et les organisations internationales compétentes devraient accorder aux Etats en développement une assistance appropriée, technique et autre, afin de les aider dans l'accomplissement des obligations et dans la mise en oeuvre des recommandations visées par la présente Résolution.

Article 14

La présente Résolution est sans préjudice des obligations que pourraient avoir les Etats de protéger les individus des effets d'une pollution de l'air autre que la pollution transfrontière.

*

(20 septembre 1987)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

**Session de
Saint-Jacques-de-Compostelle
1989**

L'arbitrage entre Etats, entreprises d'Etat ou entités étatiques et entreprises étrangères

(Dix-huitième Commission, Rapporteur : MM. Eduardo Jiménez de Aréchaga et Arthur von Mehren)

(Le texte anglais fait foi. Le texte français est une traduction.)

L'Institut de Droit international,

Considérant que l'Institut a adopté à sa session d'Amsterdam, en 1957, une Résolution sur l'arbitrage en droit international privé et à sa session d'Athènes, en 1979, une Résolution sur la loi du contrat dans les accords entre un Etat et une personne privée étrangère ;

Considérant que, sans en avoir traité systématiquement, ces Résolutions ont des implications pour un sujet qui revêt une grande importance pratique autant que théorique, à savoir les arbitrages entre Etats, entreprises d'Etat ou entités étatiques, et entreprises étrangères ;

Considérant que l'énoncé d'un ensemble cohérent de principes relatifs au rôle et aux obligations de l'arbitre en de tels arbitrages clarifiera certaines questions fondamentales et contribuera à la sécurité juridique ;

Considérant que, alors qu'il existe de nombreux principes qui s'appliquent aux arbitrages internationaux en général et parmi lesquels certains sont rappelés dans cette Résolution, il est utile d'attirer aussi l'attention sur d'autres principes qui sont particulièrement importants pour les arbitrages entre Etats, entreprises d'Etat ou entités étatiques, et entreprises étrangères ;

Considérant que le devoir d'un tribunal arbitral de se conformer à la convention dont il tient ses pouvoirs fixe les limites dans lesquelles la prise en considération de la mise à exécution de la sentence dans un Etat donné peut exercer sur le résultat à atteindre une influence appropriée ; et

Notant que cette Résolution réserve les dispositions applicables des traités internationaux ; et

Notant en outre que cette Résolution vise seulement les pouvoirs et les devoirs des arbitres dans les arbitrages entre Etats, entreprises d'Etat ou entités étatiques, et entreprises étrangères ;

Adopte la Résolution suivante :

Article premier

Les arbitres tiennent leur compétence et leurs pouvoirs de la convention d'arbitrage. Un arbitre ne doit ni excéder ses pouvoirs ni manquer de faire tout ce qui est nécessaire pour exercer sa compétence intégralement; il doit exercer ses fonctions avec impartialité et indépendance.

Article 2

En aucun cas un arbitre ne doit méconnaître les principes d'ordre public international sur lesquels un large consensus s'est formé dans la communauté internationale.

Article 3

Sauf si la convention d'arbitrage en dispose autrement, les principes généraux suivants s'appliquent :

a) la convention d'arbitrage est autonome par rapport à la relation juridique à laquelle elle se réfère ;

b) le tribunal détermine l'existence et l'étendue de sa compétence et de ses pouvoirs ;

c) le refus d'une partie de participer à l'arbitrage, soit en raison de la non-désignation d'un arbitre en violation de la convention d'arbitrage, soit par le retrait d'un arbitre, soit par le recours à toute autre manœuvre d'obstruction, ne suspend pas la procédure et ne fait pas obstacle au prononcé d'une sentence valable ;

d) au cas où il deviendrait anormalement difficile de poursuivre un arbitrage au lieu convenu, le tribunal peut, après consultation des parties, transférer l'arbitrage en tel lieu qu'il désignera ;

e) aucune mesure d'obstruction d'un arbitre, en ce compris le refus de remplir sa mission, ne saurait entraîner un retard déraisonnable de la procédure. Lorsque les autres arbitres conviennent que le retard est devenu déraisonnable, la partie ou l'autorité qui a désigné l'arbitre responsable du retard devrait agir pour remplacer celui-ci. Si cette partie ou cette autorité était en défaut d'agir dans un délai raisonnable, l'autre partie serait autorisée à prendre les mesures nécessaires pour que le remplacement de l'arbitre soit ordonné par une autorité compétente. En cas de remplacement, la procédure d'arbitrage ne doit pas être recommencée si la majorité du tribunal décide que le compte rendu des débats est adéquat et qu'il existe des motifs sérieux de ne pas réitérer la procédure. Sauf si les parties sont d'un avis contraire ou que les règles applicables en disposent autrement, l'arbitrage se poursuit alors même que l'arbitre défaillant n'a pas été remplacé.

Article 4

Lorsque la validité de la convention d'arbitrage est contestée, le tribunal tranche la question en appliquant une ou plusieurs des sources de droit suivantes: la loi choisie par les parties, la loi déclarée applicable selon le système de droit international privé désigné par les parties, les principes généraux de droit international public ou privé, les principes généraux de l'arbitrage international, ou la loi qui serait appliquée par les juridictions du lieu où le tribunal siège. En faisant ces choix, le tribunal sera guidé, en chacun des cas, par le principe *in favorem validitatis.*

Article 5

Un Etat, une entreprise d'Etat ou une entité étatique ne peut pas invoquer son incapacité de conclure une convention d'arbitrage pour refuser de participer à l'arbitrage auquel il a consenti.

Article 6

Les parties ont pleine autonomie pour déterminer les règles et principes de procédure et de droit matériel qui doivent être appliqués par les arbitres. En particulier, (I) les diverses questions soulevées peuvent être respectivement soumises à des règles et principes différents,

et (2) ces règles et principes peuvent être empruntés à différents systèmes juridiques nationaux ainsi qu'à des sources non nationales, comme les principes du droit international, les principes généraux du droit et les usages du commerce international.

Dans la mesure où les parties ont laissé la question ouverte, Je tribunal recherche les règles et principes nécessaires parmi les sources indiquées à l'article 4.

Article 7

L'accord d'une entreprise d'Etat à un arbitrage n'implique pas par lui-même que l'Etat consent à être partie à cet arbitrage.

Article 8

L'exigence d'épuisement des recours internes comme condition de mise en oeuvre de l'obligation d'aller devant les arbitres ne peut être admise sauf si la convention d'arbitrage en dispose autrement.

Article 9

Dans les arbitrages entre un Etat, une entreprise d'Etat ou une entité étatique, et une entreprise étrangère, la compétence du tribunal ne peut être déniée pour des motifs déduits de la souveraineté de l'Etat.

*

(12 septembre 1989)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

**Session de
Saint-Jacques-de-Compostelle
1989**

L'égalité de traitement entre la loi du for et la loi étrangère

(Dixième Commission, Rapporteur : M. Pierre Gannagé)

(Le texte français fait foi. Le texte anglais est une traduction.)

L'Institut de Droit international,

Considérant que le mouvement des codifications nationales des règles de droit international privé connaît aujourd'hui un développement important ;

que ce mouvement s'accentue en même temps que la conclusion de traités, notamment sous les auspices de la Conférence de La Haye de droit international privé ;

que l'harmonie des solutions constitue l'un des objectifs que les Etats doivent poursuivre dans l'établissement et l'application des règles de conflit de lois ;

qu'il est contraire à une réglementation équilibrée et ouverte des relations internationales de donner à la foi du for une supériorité de nature sur la loi étrangère ;

que l'adoption de règles de conflit bilatérales est de nature à favoriser normalement cet objectif ;

que l'égalité de traitement de la loi du for et de la loi étrangère y apparaît également nécessaire et peut aujourd'hui être mieux atteinte grâce au développement des moyens d'information sur les droits étrangers ;

Se référant à la résolution qu'il a adoptée à Sienne le 25 avril 1952, qui recommandait aux Etats "d'utiliser généralement pour l'établissement des règles de conflit de lois des critères susceptibles d'internationalisation, c'est-à-dire notamment susceptibles d'être adoptés par des conventions internationales, de manière à éviter des solutions discordantes d'un même cas concret dans des pays différents",

Estime utile de préciser et compléter cette résolution dans les domaines suivants :

I. Etablissement de la règle de conflit

1. Il est recommandé aux Etats :

a) d'adopter, lorsque leurs intérêts essentiels ne s'y opposent pas, des règles de conflit de lois fondées sur des rattachements qui conduisent, dans les mêmes conditions, à l'application de la loi étrangère, comme à celle de la loi du for ; et, par conséquent,

b) d'éviter l'adoption de règles de conflit qui étendent le domaine d'application de la loi du for aux dépens de celui de la loi étrangère ;

d'exclure notamment de pareilles règles, lorsqu'elles ont pour conséquence de consacrer une discrimination entre les parties fondée sur des éléments d'appartenance personnelle de l'une d'elles à l'Etat du for, tels que la nationalité ou la religion.

2. Il est recommandé aux Etats, lorsque l'adoption de règles de conflit subsidiaires leur paraît nécessaire, d'utiliser des rattachements qui conduisent, dans les mêmes conditions, à l'application de la loi étrangère comme à celle de la loi du for .

3. Il est recommandé aux Etats, lorsqu'ils introduisent des règles de conflit visant à réaliser un résultat matériel déterminé, comme les règles alternatives, d'utiliser des rattachements qui conduisent, dans les mêmes conditions, à l'application de la loi étrangère comme à celle de la loi du for .

II. Mise en oeuvre de la règle de conflit

a) Etant donné le caractère obligatoire de la règle de conflit, qu'elle désigne la loi étrangère ou la loi du for, il est recommandé aux Etats, dans la mesure où leurs règles générales de procédure le permettent,

- d'imposer à leurs autorités compétentes de soulever d'office la question de l'applicabilité de la règle de conflit, et

- dans le cas où cette applicabilité est admise, d'appliquer d'office la loi étrangère que cette règle désigne.

b) Il est recommandé que les autorités judiciaires, à l'aide des moyens que leur offrent les règles de procédure de leur pays, puissent prendre les initiatives nécessaires en vue de la recherche et de la constatation des dispositions des droits étrangers, telles qu'elles sont appliquées dans leur pays d'origine, en demandant notamment leur collaboration aux parties.

c) Il est recommandé que l'application du droit étranger donne ouverture à des voies de recours analogues à celles qui ont pour objet la loi du for.

d) L'application de la loi étrangère normalement compétente ne peut être écartée que si les effets en sont manifestement contraires à l'ordre public.

*

(12 septembre 1989)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

**Session de
Saint-Jacques-de-Compostelle
1989**

La protection des droits de l'homme et le principe de non-intervention dans les affaires intérieures des Etats

(Huitième Commission, Rapporteur : M. Giuseppe Sperduti)

(Le texte français fait foi. Le texte anglais est une traduction.)

L'Institut de Droit international,

Considérant ses Déclarations de New York (1929) sur « les droits internationaux de l'homme » et de Lausanne (1947) sur « les droits fondamentaux de l'homme, base d'une restauration du droit international », ainsi que ses Résolutions d'Oslo (1932) et d'Aix-en-Provence (1954) sur « la détermination du domaine réservé et ses effets » ;

Considérant que la protection des droits de l'homme, en tant que garantie de l'intégrité physique et morale de chaque personne et de ses libertés fondamentales, a trouvé son expression tant dans l'ordre constitutionnel des Etats que dans l'ordre juridique international, et spécialement dans les chartes et actes des organisations internationales ;

que les Membres des Nations Unies se sont engagés à assurer, en coopération avec l'Organisation, le respect universel et effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales, et que l'Assemblée générale, reconnaissant qu'une conception commune de ces droits et libertés est de la plus haute importance pour remplir pleinement cet engagement, a adopté et proclamé le 10 décembre 1948 la Déclaration universelle des droits de l'homme ;

que les violations graves et fréquentes des droits de l'homme, y compris celles qui affectent les minorités ethniques, religieuses et linguistiques, suscitent la légitime et croissante indignation de l'opinion publique et déterminent maints Etats et organisations internationales à recourir à des mesures diverses pour assurer le respect des droits de l'homme ;

que de telles réactions, de même que la doctrine et la jurisprudence internationales, témoignent du fait que les droits de l'homme, bénéficiant désormais d'une protection internationale, cessent d'appartenir à la catégorie des affaires qui relèvent essentiellement de la compétence nationale des Etats ;

qu'il importe toutefois, autant dans l'intérêt du maintien de la paix et des relations amicales entre Etats souverains que dans l'intérêt de la protection des droits de l'homme, de définir avec plus de précision les conditions et les limites imposées par le droit international aux mesures que les Etats et les organisations internationales peuvent adopter en réponse aux violations des droits de l 'homme ;

Adopte la Résolution suivante :

Article premier

Les droits de l'homme sont l'expression directe de la dignité de la personne humaine. L'obligation pour les Etats d'en assurer le respect découle de la reconnaissance même de cette dignité que proclament déjà la Charte des Nations Unies et la Déclaration universelle des droits de l'homme.

Cette obligation internationale est, selon une formule utilisée par la Cour internationale de Justice, une obligation *erga omnes* ; elle incombe à tout Etat vis-à-vis de la communauté internationale dans son ensemble, et tout Etat a un intérêt juridique à la protection des droits de l'homme. Cette obligation implique au surplus un devoir de solidarité entre tous les Etats en vue d'assurer le plus rapidement possible une protection universelle et efficace des droits de l’homme.

Article 2

Un Etat agissant en violation de l'obligation énoncée à l'article premier ne peut se soustraire à sa responsabilité internationale en prétendant que ce domaine relève essentiellement de sa compétence nationale.

Sans préjudice des fonctions et pouvoirs que la Charte attribue aux organes des Nations Unies en cas de violation des obligations assumées par les membres de l'Organisation, les Etats, agissant individuellement ou collectivement, sont en droit d'adopter, à l'égard de tout autre Etat ayant enfreint l'obligation énoncée à l'article premier, des mesures diplomatiques, économiques et autres, admises par le droit international et ne comportant pas l'emploi de la force armée en violation de la Charte des Nations Unies. Ces mesures ne peuvent pas être considérées comme une intervention illicite dans les affaires intérieures de l'Etat.

Les violations de nature à justifier le recours aux mesures visées ci-dessus doivent s'apprécier en tenant compte de la gravité des violations dénoncées ainsi que de toutes les circonstances pertinentes. Des mesures propres à assurer la protection collective des droits de l'homme sont tout spécialement justifiées lorsqu'elles répondent à des violations particulièrement graves de ces droits, notamment des violations massives ou systématiques, ainsi qu'à celles portant atteinte aux droits auxquels il ne peut être dérogé en aucune circonstance.

Article 3

Les démarches diplomatiques, de même que l'expression purement verbale de préoccupation ou de désapprobation au sujet de violations quelconques des droits de l'homme, sont licites en toute circonstance.

Article 4

Toute mesure, individuelle ou collective, destinée à assurer la protection des droits de l'homme, répondra aux conditions suivantes :

1. sauf en cas d'extrême urgence, l'Etat auteur de la violation aura été mis en demeure de la faire cesser ;

2. la mesure sera proportionnée à la gravité de la violation ;

3. elle sera limitée à l'Etat auteur de la violation ;

4. l'Etat qui y recourt tiendra compte des intérêts des particuliers et des Etats tiers, ainsi que de l'incidence de la mesure sur le niveau de vie des populations concernées.

Article 5

L'offre, par un Etat, un groupe d'Etats, une organisation internationale ou un organisme humanitaire impartial tel que le Comité international de la Croix-Rouge (C.I.C.R.), de secours alimentaires ou sanitaires à un Etat dont la population est gravement menacée dans sa vie ou sa santé ne saurait être considérée comme une intervention illicite dans les affaires intérieures de cet Etat. Toutefois, de telles offres de secours ne peuvent, notamment par les moyens mis en oeuvre, revêtir les apparences d'une menace d'intervention armée ou de toute autre mesure d'intimidation; les secours seront accordés et distribués sans discrimination.

Les Etats sur le territoire desquels de telles situations de détresse existent ne refuseront pas arbitrairement de pareilles offres de secours humanitaires.

Article 6

Les dispositions de la présente Résolution s'appliquent sans préjudice des procédures instituées en matière de droits de l'homme aux termes ou en vertu des instruments constitutifs et des conventions de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées ou régionales.

Article 7

Le renforcement des méthodes et procédures internationales, en particulier des méthodes et procédures des organisations internationales visant à prévenir, réprimer et éliminer les violations des droits de l'homme, est hautement souhaitable.

*

(13 septembre 1989)

Justitia et Pace
Institut de Droit international

Session de Bâle - 1991

La non-comparution devant la Cour internationale de Justice

(Quatrième Commission, Rapporteur : M. Gaetano Arangio-Ruiz)

(Le texte anglais fait foi. Le texte français est une traduction.)

L'Institut de Droit international,

Considérant la fréquence des cas de non-comparution qui se sont produits devant la Cour internationale de Justice ;

Considérant que la Cour internationale de Justice est l'organe judiciaire principal des Nations Unies et que tous les membres des Nations Unies sont *ipso facto* parties au Statut de la Cour ;

Considérant que l'article 53 du Statut de la Cour dispose :

"1. Lorsqu'une des parties ne se présente pas, ou s'abstient de faire valoir ses moyens, l'autre partie peut demander à la Cour de lui adjuger ses conclusions.

2. La Cour, avant d'y faire droit, doit s'assurer non seulement qu'elle a compétence aux termes des articles 36 et 37, mais que les conclusions sont fondées en fait et en droit." ;

Considérant que ledit article implique qu'un Etat puisse ne pas comparaître devant la Cour ;

Considérant que l'absence d'une partie est de nature à entraver le déroulement naturel de la procédure et peut nuire à la bonne administration de la justice ;

Considérant notamment les difficultés que la non-comparution d'une partie peut présenter dans certaines circonstances pour l'autre partie ou les autres parties et pour la Cour elle-même, en particulier en ce qui concerne :

a) la pleine application du principe d'égalité des parties ; et

b) l'acquisition par la Cour de la connaissance des faits qui peuvent être pertinents pour les prononcées relatifs aux mesures conservatoires, aux exceptions préliminaires ou au fond ;

Considérant les positions prises par des Etats défaillants dans un certain nombre d'affaires parallèlement à leur non-comparution ou par la suite ;

Rappelant en outre l'attitude prise par des Etats défaillants dans certains cas au sujet des prononcés de la Cour relatifs aux mesures conservatoires, aux exceptions préliminaires ou au fond,

Adopte la Résolution suivante :

Article premier

Tout Etat partie qui, en vertu du Statut, a le droit d'ester devant la Cour et à l'égard duquel cette dernière est saisie d'une affaire est, *ipso facto*, en vertu du Statut, partie au procès, indépendamment de sa comparution ou de sa non-comparution.

Article 2

Lorsqu'il considère s'il va comparaître ou continuer à comparaître dans toute phase du procès devant la Cour, un Etat devrait avoir égard à son obligation de coopérer au plein exercice des fonctions juridictionnelles de la Cour.

Article 3

Lorsqu'un Etat ne se présente pas dans une instance introduite contre lui, la Cour devrait, si les circonstances le justifient :

a) inviter l'Etat comparaissant à s'exprimer sur des questions spécifiques que la Cour estime ne pas avoir été examinées, ou avoir été insuffisamment approfondies, au cours de la procédure écrite ou de la procédure orale ;

b) prendre toute autre mesure qu'elle estime nécessaire, dans les limites des pouvoirs que lui attribuent son Statut et son Règlement, afin de préserver l'égalité des parties.

Article 4

Nonobstant la non-comparution d'un Etat devant la Cour dans une instance à laquelle il est partie, cet Etat est, en vertu du Statut, lié par toute décision prise par la Cour en l'espèce, qu'il s'agisse de la compétence, de la recevabilité ou du fond.

Article 5

La non-comparution d'un Etat devant la Cour ne constitue pas, en soi, un obstacle à l'exercice des fonctions de cette juridiction au titre de l'article 41 du Statut.

*

(31 août 1991)

Justitia et Pace
Institut de Droit international

Session de Bâle - 1991

L'autonomie de la volonté des parties dans les contrats internationaux entre personnes privées

(Septième Commission, Rapporteur : M. Eric Jayme)

(Le texte français fait foi. Le texte anglais est une traduction.)

L'Institut de Droit international,

Soulignant l'importance primordiale du droit international privé pour le développement du commerce et des relations entre les personnes privées sur le plan international ;

Considérant que l'autonomie de la volonté des parties est l'un des principes de base du droit international privé ;

Reconnaissant que l'autonomie de la volonté des parties est également consacrée comme liberté individuelle par plusieurs conventions et par diverses résolutions des Nations Unies ;

Réservant, de manière générale et notamment dans les procédures arbitrales, la question du choix par les parties et de l'application de règles de droit autres que les lois étatiques ;

Adopte la Résolution suivante :

Article premier

1. La présente Résolution s'applique aux contrats entre personnes privées, intéressant les relations économiques internationales, lorsque les parties sont convenues de l'application d'un droit étatique.

2. Toutefois, la présente Résolution ne s'applique pas aux contrats de travail ni aux contrats conclus avec des consommateurs.

Article 2

1. Les parties ont le libre choix de la loi applicable à leur contrat. Elles peuvent convenir de l'application de tout droit étatique.

Aux fins de la présente Résolution, une unité territoriale est assimilée à un Etat lorsqu'elle dispose d'un droit matériel des contrats.

2. La loi choisie par les parties s'applique à l'exclusion de ses règles de conflit, sauf volonté expresse contraire.

Article 3

1. Le choix de la loi applicable résulte de l'accord des parties.

2. En l'absence d'un accord exprès, ce choix doit résulter de circonstances significatives qui indiquent clairement la volonté des parties.

3. Lorsque le contrat n'est pas valable selon la loi choisie par les parties, le choix de cette loi est privé de tout effet.

Article 4

1. L'existence et la validité du consentement des parties quant au choix de la loi applicable sont déterminées conformément à la loi désignée par les parties.

2. Toutefois, la partie que ne répond pas à l'offre de conclure un contrat peut demander que les effets de son silence soient régis par le droit de l'Etat dans lequel elle a sa résidence habituelle.

Article 5

1. La loi applicable peut être désignée par les conditions générales du contrat pourvu que les parties aient consenti à celles-ci.

2. Ce consentement doit être exprimé par écrit, ou d'une manière conforme aux habitudes établies entre les parties, ou selon les usages professionnels dont elles ont connaissance.

Article 6

1. Les parties peuvent, après la conclusion du contrat, choisir la loi applicable ou modifier leur choix antérieur.

2. Elles sont libres de donner un effet rétroactif à ce choix, sous réserve des droits acquis par des tiers.

Article 7

Les parties peuvent choisir la loi applicable pour la totalité ou pour une ou plusieurs parties du contrat.

Article 8

Si les parties conviennent que la loi choisie doit être entendue comme celle en vigueur au moment de la conclusion du contrat, ses dispositions seront appliquées comme clauses matérielles incorporées dans le contrat ; si, toutefois, cette loi a été modifiée ou abrogée par des règles qui entendent impérativement régir les contrats en cours, ces règles doivent être appliquées.

Article 9

1. La loi choisie s'applique sans préjudice des dispositions de la loi du for qui régissent impérativement la solution, quelle que soit la loi applicable au contrat.

2. S'il y a lieu de prendre en considération les dispositions impératives, au sens du paragraphe précédent, d'un droit autre que la loi du for ou la loi choisie par les parties, ces dispositions ne peuvent écarter l'application de la loi choisie que s'il existe un lien étroit entre le contrat et le pays de ce droit et que si elles poursuivent des fins généralement acceptées par la communauté internationale.

*

(31 août 1991)

Justitia et Pace
Institut de Droit international

Session de Bâle - 1991

Les aspects récents de l'immunité de juridiction et d'exécution des Etats

(Quatorzième Commission, Rapporteur : M. Ian Brownlie)

(Le texte anglais fait foi. Le texte français est une traduction.)

L'Institut de Droit international,

Considérant que les problèmes relatifs à l'immunité de juridiction et d'exécution des Etats continuent de susciter de sérieuses difficultés dans les relations internationales ;

Considérant que d'importantes tendances sont apparues aussi bien dans la pratique des Etats que dans la doctrine et la jurisprudence depuis l'adoption par l'Institut, lors de sa Session d'Aix-en-Provence de 1954, de la Résolution sur l'immunité de juridiction des Etats étrangers ;

Considérant qu'il est utile de proposer des formules relatives à l'application, dans les divers systèmes juridiques nationaux, des règles relatives à l'immunité de juridiction et d'exécution des Etats en vue de restreindre cette immunité tout en assurant la protection des intérêts essentiels de l'Etat,

Adopte la Résolution suivante :

Article premier
Champ d'application de la Résolution

La présente Résolution concerne exclusivement la compétence des organes de l'Etat du for à l'égard des actes ou omissions d'un Etat qui est partie à une procédure devant les tribunaux de l'Etat du for ou devant d'autres organes de celui-ci dotés de pouvoirs à caractère quasi juridictionnel.

Article 2
Critères indicatifs de la compétence des tribunaux ou autres organes de l'Etat du for en matière d'immunité de juridiction

1. La compétence des organes de l'Etat du for doit être établie, cas par cas, sur la base des faits ainsi que des critères pertinents, aussi bien de compétence que d'incompétence ; aucune priorité ne doit être accordée à l'un ou l'autre groupe de critères.

2. En l'absence de convention contraire, les critères suivants sont indicatifs de la compétence des organes de l'Etat du for pour connaître du fond de la demande, nonobstant une éventuelle revendication d'immunité de juridiction formulée par un Etat étranger :

a) Les organes de l'Etat du for sont compétents à l'égard d'actions concernant des opérations commerciales auxquelles un Etat étranger (ou son agent) est partie.

b) Les organes de l'Etat du for sont compétents à l'égard d'actions concernant des différends juridiques nés de rapports à caractère de droit privé auxquels un Etat étranger (ou son agent) est partie. Le type de rapports visé comprend (sans s'y limiter) les catégories juridiques suivantes : contrats commerciaux ; contrats de prestation de services ; prêts et arrangements financiers ; cautionnement ou garanties en matière d'obligations financières ; propriété, possession et usufruit ; protection de la propriété industrielle et intellectuelle ; questions juridiques concernant des sociétés ou associations, qu'elles jouissent ou non de la personnalité morales ; actions réelles visant des navires et des cargaisons ; lettres de change.

c) Les organes de l'Etat du for sont compétents à l'égard d'actions concernant des contrats d'engagement ou des contrats de louage de services professionnels auxquels un Etat étranger (ou son agent) est partie.

d) Les organes de l'Etat du for sont compétents à l'égard d'actions concernant des différends juridiques nés de rapports auxquels la loi du for n'attribue pas un "caractère de droit privé", mais qui reposent néanmoins sur des éléments de bonne foi et de confiance (sécurité juridique) sous le régime du droit local.

e) Les organes de l'Etat du for sont compétents à l'égard d'actions concernant le décès ou les dommages corporels de personnes ainsi que la perte ou les dommages aux biens, imputables à des activités d'un Etat étranger ou de ses agents dans les limites de la compétence interne de l'Etat du for.

f) Les organes de l'Etat du for sont compétents à l'égard d'actions concernant les droits ou intérêts d'un Etat étranger sur des biens, mobiliers ou immobiliers, lorsqu'ils proviennent d'une succession, d'une donation ou de biens vacants ; de la gestion de biens faisant partie du patrimoine d'une personne décédée, d'un malade mental ou d'un failli ; de la gestion du patrimoine d'une société en cours de dissolution ou de liquidation ; ou de la gestion des biens d'un "trust" ou de biens autrement détenus sous un régime fiduciaire.

g) Les organes de l'Etat du for sont compétents à raison du pouvoir de surveillance dont cet Etat dispose dans le cadre de conventions d'arbitrage conclues entre un Etat étranger et une personne physique ou morale.

h) Les organes de l'Etat du for sont compétents à l'égard d'actes à propos desquels on peut raisonnablement admettre que les parties n'entendaient pas régler leurs différends par la voie d'une réclamation diplomatique.

i) Les organes de l'Etat du for sont compétents à l'égard d'actions concernant des obligations fiscales, impôts sur le revenu, droits de douane, droits de timbre, taxes d'enregistrement et impositions similaires, à la condition que ces obligations accompagnent normalement, selon le droit local, des relations commerciales ou autres rapports juridiques.

3. En l'absence de convention contraire, les critères suivants sont indicatifs de l'incompétence des organes de l'Etat du for pour connaître du fond de la demande lorsque l'immunité de juridiction d'un Etat étranger est en cause :

a) La relation entre l'objet du différend et la légalité des opérations de l'Etat défendeur au regard du droit international public.

b) La relation entre l'objet du différend et la légalité des actes législatifs et administratifs internes de l'Etat défendeur au regard du droit international public.

c) Les organes de l'Etat du for ne devraient pas se déclarer compétents à l'égard des questions dont la solution a été confiée à un autre système de recours.

d) Les organes de l'Etat du for ne devraient pas se déclarer compétents pour enquêter sur le contenu ou la mise en œuvre des politiques de l'Etat défendeur en matière de relations extérieures, de défense nationale ou de sécurité publique.

e) Les organes de l'Etat du for ne devraient pas se déclarer compétents à l'égard d'actes relatifs à la validité, à l'interprétation ou à l'application d'un accord intergouvernemental créant un organisme, une institution ou un fonds soumis aux règles du droit international public.

Article 3
Organismes étatiques et subdivisions politiques

1. Les critères généraux de compétence et d'incompétence énoncés ci-dessus sont applicables aux activités des organismes étatiques et des subdivisions politiques des Etats étrangers, quels que soient la dénomination officielle de ces entités ou leur statut constitutionnel.

2. Le fait qu'un organisme étatique ou une subdivision politique d'un Etat étranger dispose d'une personnalité juridique propre selon la loi de cet Etat n'exclut pas à lui seul l'immunité en ce qui concerne ses activités.

3. Le fait qu'une entité possède le statut d'unité composante d'un Etat fédéral ou un statut comparable d'autonomie, selon la loi de cet Etat, n'exclut pas l'immunité en ce qui concerne ses activités.

Article 4
Mesures d'exécution forcée

1. Les biens d'un Etat étranger ne peuvent faire l'objet d'une procédure ou d'une décision de la part des tribunaux ou d'autres organes de l'Etat du for en vue de l'exécution d'un jugement ou d'une ordonnance, ou en vue de mesures préalables à une telle exécution, sauf dans les conditions prévues par les dispositions du présent article et de l'article 5.

2. En particulier, les catégories suivantes de biens d'un Etat bénéficient de l'immunité d'exécution :

a) Les biens utilisés par les missions diplomatiques ou consulaires de l'Etat, par ses missions spéciales ou par ses missions auprès des organisations internationales ou dont l'utilisation par ces missions est prévue ;

b) les biens utilisés par les forces armées de l'Etat à des fins militaires ou dont l'utilisation par ces forces est prévue ;

c) les biens de la Banque centrale ou de l'autorité monétaire de l'Etat utilisés pour leurs besoins propres ou dont l'utilisation à ces fins est prévue ;

d) les biens identifiés comme éléments du patrimoine culturel de l'Etat ou de ses archives et non mis en vente ou destinés à être mis en vente.

3. Sous la réserve du paragraphe 2 ci-dessus, les biens suivants d'un Etat ne bénéficient pas de l'immunité d'exécution :

a) les biens affectés par l'Etat à la satisfaction de la réclamation en question ou réservés par lui à cette fin ;

b) lorsque les biens visés au point a) sont épuisés ou se révèlent clairement insuffisants pour satisfaire la réclamation, tous autres biens de l'Etat situés sur le territoire de l'Etat du for et utilisés ou prévus pour être utilisés à des fins commerciales.

4. Le présent article s'applique aux biens qui sont la propriété ou qui sont en la possession d'organismes étatiques ou de subdivisions politiques d'un Etat, quels que soient la dénomination officielle de ces entités ou leur statut constitutionnel, sans préjudice pour autant de l'identification en bonne et due forme :

a) de l'entité juridique susceptible d'être tenue pour responsable en ce qui concerne la réclamation ;

b) des biens qui appartiennent à cette entité et qui, de ce fait, sont susceptibles de faire l'objet de mesures de saisie conservatoire et saisie-exécution, conformément au paragraphe 3, pour satisfaire à ses obligations.

5. Les tribunaux et autres organes pertinents de l'Etat du for donneront un effet approprié au principe de proportionnalité entre la réparation recherchée et les conséquences des mesures d'exécution.

Article 5
Consentement ou renonciation

1. Un Etat étranger ne peut invoquer l'immunité de juridiction ou d'exécution à l'égard de compétences des tribunaux ou autres organes de l'Etat du for auxquelles il a expressément consenti :

a) dans un accord international ;

b) dans un contrat écrit ;

c) par une déclaration relative à une affaire déterminée ;

d) par une soumission volontaire à l'exercice de ces compétences, sous la forme soit de l'introduction d'une procédure devant les organes pertinents de l'Etat du for, soit d'une intervention dans une procédure aux fins de faire valoir certains moyens liés au fond, soit de toute autre intervention comparable.

2. Le consentement à l'exercice de la juridiction n'implique pas le consentement à l'exécution forcée, qui nécessite un consentement exprès distinct.

Article 6
Le principe de bonne foi

Dans l'application des présents articles, il sera accordé l'importance qui convient au principe de bonne foi.

Article 7
Clauses de sauvegarde

1. La présente Résolution n'a pas pour but de se prononcer, directement ou indirectement, sur la validité ou sur tout autre aspect des doctrines ayant trait à la compétence des tribunaux nationaux qui font partie d'un ou de plusieurs systèmes de droit interne et dont la théorie de l'acte de gouvernement constitue un exemple.

2. La présente Résolution n'a pas pour but de régler la question générale de la reconnaissance, comme matière relevant du droit international privé, de la validité des actes gouvernementaux étrangers.

3. Un Etat étranger qui invoque son immunité de juridiction à l'égard d'une affaire portée devant un organe de l'Etat du for ne se trouve pas pour autant empêché de soutenir que cet organe n'est pas compétent pour connaître du fond de la demande pour ces motifs autres que l'immunité de juridiction.

4. La présente Résolution s'applique sans préjudice des privilèges et immunités accordés à un Etat étranger en vertu du droit international au titre de l'exercice des fonctions :

a) de ses missions diplomatiques, postes consulaires, missions ou délégations auprès des organes d'organisations internationales ou de conférences internationales ; et

b) des personnes qui s'y rattachent.

5. La présente Résolution s'applique sans préjudice des privilèges et immunités personnels accordés aux chefs d'Etat en vertu du droit international.

*

(2 septembre 1991)

Justitia et Pace
Institut de Droit international

Session de Bâle - 1991

La vente internationale d'objets d'art sous l'angle de la protection du patrimoine culture

(Douzième Commission, Rapporteur : M. Antonio de Arruda Ferrer-Correia)

(Le texte français fait foi. Le texte anglais est une traduction.)

L'Institut de Droit international,

Considérant l'importance croissante attachée par la société internationale et par les communautés nationales ou régionales à la protection et la conservation du patrimoine culture,

Considérant que chaque pays a le droit et le devoir de prendre des mesures visant la préservation de son patrimoine culture,

Considérant que de telles mesures entraînent dans plusieurs cas des restrictions à la libre circulation des objets d'art tenus pour éléments intégrants du patrimoine culturel du pays,

Considérant que lesdites dispositions, tout en se justifiant par le besoin d'assurer la sauvegarde de ce patrimoine, devraient être conciliées dans la mesure du possible avec les intérêts généraux du commerce international des objets d'art,

Considérant que de telles mesures, qui font l'obstacle à l'exportation des objets d'art, devraient être justifiées par l'intérêt général à la protection du patrimoine culturel national ou du patrimoine culturel commun de la société internationale,

Estimant souhaitable que les mesures de protection du patrimoine culturel en vigueur dans le pays d'origine de l'objet d'art soient reconnues dans d'autres pays, notamment dans celui de la situation actuelle du bien,

Convaincu de l'opportunité de proposer aux Etats des directives pour le développement de leur droit interne, y compris les règles de droit international privé, régissant la matière en vue d'assurer une protection adéquate au patrimoine culturel tout en tenant compte d'autres intérêts y impliqués,

Soulignant que la présente Résolution n'affecte pas les situations antérieures à son adoption,

Réservant l'application de la loi du contrat aux actions de nature contractuelle que l'acheteur peut exercer contre le vendeur,

Rappelant ses Résolutions de Wiesbaden (1975) sur l'application du droit public étranger et d'Oslo (1977) sur les demandes fondées par une autorité étrangère et par un organisme public étranger sur les dispositions de son droit public,

Adopte la Résolution suivante :

Article premier

1. Au sens de la présente Résolution, on entend par :

a) objet d'art, celui qui est identifié comme appartenant au patrimoine culturel d'un pays par son classement, enregistrement ou tout autre procédé de publicité internationalement admis en la matière ;

b) pays d'origine d'un objet d'art, celui auquel, du point de vue culturel, l'objet en question se trouve rattaché par le lien le plus étroit.

2. La présente Résolution porte sur toute vente conclue avant ou après la sortie de l'objet d'art du territoire du pays d'origine en violation de la législation non rétroactive de ce pays en matière d'exportation de biens culturels.

3. La Résolution s'applique à tous les cas futurs où l'objet d'art aura été volé ou soustrait d'une autre manière illicite à son propriétaire ou possesseur, ou illégalement exporté.

Article 2

Le transfert de la propriété des objets d'art appartenant au patrimoine culturel du pays d'origine du bien est soumis à la loi de ce pays.

Article 3

Les dispositions de la loi du pays d'origine concernant l'exportation d'objets d'art sont applicables.

Article 4

1. Si, au regard de la loi du pays d'origine, aucun changement dans la titularité du bien ne s'est produit, le pays d'origine pourra, dans un délai raisonnable, réclamer le retour de l'objet dans son territoire, à condition de prouver que l'absence de l'objet porterait une atteinte significative à son patrimoine culture.

2. Lorsque des objets d'art appartenant au patrimoine culturel d'un pays ont été exportés du pays d'origine dans les circonstances prévues à l'article premier, le possesseur ne peut invoquer la présomption de bonne foi. Le pays d'origine devrait accorder une indemnité équitable au possesseur qui aura prouvé sa bonne foi.

3. Aux fins du paragraphe 2, est un possesseur de bonne foi celui qui, au moment de l'acquisition, ignorait et n'était pas raisonnablement censé connaître l'absence ou les vices du titre du disposant ou le fait que l'objet avait été exporté en violation des dispositions du pays d'origine en matière d'exportation. En cas de donation ou de succession, le possesseur ne peut bénéficier d'un statut plus favorable que celui de son ayant cause.

*

(3 septembre 1991)

Justitia et Pace
Institut de Droit international

Session de Milan - 1993

L'activité du juge interne et les relations internationales de l'Etat

(Neuvième Commission, Rapporteur : M. Benedetto Conforti)

(Le texte français fait foi. Le texte anglais est une traduction.)

L'Institut de Droit international,

Considérant que le droit international joue un rôle de plus en plus important dans les divers systèmes juridiques nationaux ;

Considérant que, de ce fait, les juridictions nationales sont nécessairement amenées à statuer sur des questions dont la solution dépend de l'application de normes internationales ;

Considérant qu'il appartient en principe au système juridique de chaque Etat de prévoir les moyens les plus appropriés pour assurer l'application du droit international au niveau national ;

Considérant toutefois que, aux fins d'une application correcte du droit international au sein de chaque Etat selon les méthodes d'interprétation propres à ce droit, il convient de renforcer l'indépendance des juridictions nationales à l'égard du pouvoir exécutif et de favoriser une meilleure connaissance du droit international par ces mêmes juridictions ;

Considérant que le renforcement du rôle joué par les juridictions nationales en matière d'application du droit international peut être facilité par l'élimination de certaines limitations parfois fixées à leur indépendance par les lois et la pratique ;

Considérant qu'à cette fin il est opportun de faire des recommandations à suivre au sein des systèmes juridiques nationaux ;

Notant que la présente Résolution ne vise pas la question de la primauté du droit international sur le droit interne,

Adopte la Résolution suivante :

Article premier

1. Les juridictions nationales devraient être habilitées par leur ordre juridique interne à interpréter et appliquer le droit international en toute indépendance.

2. Lorsqu'elles déterminent l'existence ou le contenu du droit international, soit à titre principal, soit à titre préalable ou incident, les juridictions nationales devraient disposer de la même liberté d'interprétation et d'application que pour d'autres règles juridiques, en s'inspirant des méthodes suivies par les tribunaux internationaux.

3. Rien ne devrait s'opposer à ce que les juridictions nationales sollicitent l'avis du pouvoir exécutif à condition que cette consultation soit dépourvue d'effets contraignants.

Article 2

Les juridictions nationales, appelées à juger une question liée à l'exercice du pouvoir exécutif, ne devraient pas refuser d'exercer leur compétence en raison de la nature politique de la question si cet exercice est soumis à une règle de droit international.

Article 3

1. Lorsqu'elles ont à appliquer une loi étrangère, les juridictions nationales devraient se reconnaître compétentes pour statuer sur la compatibilité de cette loi avec le droit international. Elles devraient refuser de donner effet à des actes publics étrangers qui enfreignent le droit international.

2. Aucune règle de droit international n'empêche les juridictions nationales d'agir comme indiqué ci-dessus.

Article 4

Lorsqu'elles déterminent l'existence ou le contenu du droit international coutumier, les juridictions nationales devraient tenir compte de l'évolution intervenue dans la pratique des Etats, dans la jurisprudence et dans la doctrine.

Article 5

1. les juridictions nationales compétentes devraient pouvoir constater en toute indépendance l'existence, la modification ou la terminaison d'un traité dont il est allégué qu'il lie l'Etat du for.

2. Dans une affaire portée devant elles, les juridictions nationales devraient refuser d'appliquer un traité, en tout ou en partie, si elles estiment qu'il est à considérer, pour quelque raison que ce soit, comme non valable ou ayant pris fin, en tout ou en partie, même lorsque l'Etat du for ne l'a pas dénoncé.

3. Les juridictions nationales devraient pouvoir interpréter un traité en toute indépendance, en s'efforçant de l'interpréter comme le ferait une juridiction internationale et en évitant les interprétations qui seraient influencées par des intérêts nationaux.

Article 6

Les juridictions nationales devraient déterminer en toute indépendance l'existence ou le contenu de tout principe général de droit conformément à l'article 38, paragraphe 1, du Statut de la Cour internationale de Justice, ainsi que des résolutions obligatoires des organisations internationales.

Article 7

1. Les juridictions nationales devraient avoir la possibilité de déférer au pouvoir exécutif, et notamment aux organes chargés de la politique étrangère, l'établissement de faits qui ont trait aux relations internationales de l'Etat du for ou d'autres Etats.

2. L'établissement de faits internationaux par le pouvoir exécutif devrait constituer une présomption simple de l'existence des faits eux-mêmes.

3. La qualification juridique des faits devrait relever du seul pouvoir judiciaire.

*

(7 septembre 1993)

Justitia et Pace
Institut de Droit international

Session de Lisbonne - 1995

Problèmes découlant d'une succession de conventions de codification du droit international sur un même sujet

(Première Commission, Rapporteur : Sir Ian Sinclair)

(Le texte anglais fait foi. Le texte français est une traduction.)

L'Institut de Droit international,

Considérant que la Première Commission a pour mandat d'étudier les problèmes résultant d'une succession de conventions de codification sur un sujet déterminé,

Considérant que ces problèmes comprennent, entre autres, des questions de droit des traités et des questions concernant les relations entre droit conventionnel et droit coutumier,

Ayant examiné les rapports de la Première Commission ainsi que les observations et conclusions qui y sont jointes,

1. *Recommande* que les négociateurs de toute convention de codification portant sur la même matière qu'une convention de codification antérieure insèrent dans la nouvelle convention des dispositions régissant les relations entre celle-ci et la convention antérieure ;

2. *Adopte* les conclusions annexées à la présente Résolution.

Conclusions

I. Généralités

Conclusion 1 : Termes employés

Aux fins des présentes conclusions :

a) l'expression "convention de codification" vise toute convention multilatérale contenant des dispositions destinées à codifier ou à développer progressivement des règles de droit international public général ;

b) l'expression “convention de codification générale” vise une convention de codification normalement ouverte à la participation des Etats indépendamment du ou des groupes régionaux auxquels ils appartiennent ;

c) l'expression “convention de codification régionale” vise une convention de codification conclue au niveau régional, qui peut réserver la participation aux Etats qui appartiennent au groupe régional concerné. Une telle convention de codification régionale peut contenir des dispositions qui codifient ou développent progressivement des règles de droit international public général ou des règles de droit international public applicables seulement entre les Etats de la région.

Conclusion 2 : Effet des dispositions de codification

Une convention de codification peut contenir des dispositions (ci-après dénommées “dispositions de codification”) qui sont déclaratoires d'une coutume internationale, ou qui servent à cristalliser des règles de droit coutumier, ou qui peuvent contribuer à la création de nouvelles règles de droit coutumier conformément aux critères dégagés par la Cour internationale de Justice.

Conclusion 3 : Champ d'application des conclusions

Les présentes conclusions s'appliquent à une succession de dispositions de codification de conventions de codification générales portant sur la même matière et s'appliquent aussi à une succession de dispositions de codification de conventions de codification régionales portant sur la même matière, lorsque de telles successions soulèvent les mêmes problèmes qu'une succession de dispositions de codification de conventions de codification générales de cette nature.

Conclusion 4 : Dispositions concernant le jus cogens

Les présentes conclusions s'entendent sans préjudice de l'application des articles 53 et 64 de la Convention de Vienne sur le droit des traités de 1969.

II. Droit conventionnel

Conclusion 5 : Conséquences en droit conventionnel d'une succession de conventions de codification portant sur la même matière

Les conséquences, sur le plan du droit conventionnel, d'une succession de dispositions de codification de conventions de codification portant sur la même matière découlent des dispositions de l'article 30 de la Convention de Vienne sur le droit des traités relatives aux priorités à respecter dans l'application de traités successifs portant sur cette matière. Le cas échéant, les dispositions des articles 40, 41 et 59 de cette Convention devraient également être prises en considération, étant donné qu'elles constituent sous bien des aspects une codification du droit coutumier existant dans les matières qu'elles couvrent.

Conclusion 6 : Dispositions concernant les conséquences d'une violation

La conclusion 5 s'entend sans préjudice de l'application de l'article 60 de la Convention de Vienne sur le droit des traités au cas où le contenu d'une convention de codification postérieure constitue une violation d'une obligation contenue dans une convention antérieure. Elle s'entend également sans préjudice des autres conséquences juridiques de la violation d'une telle obligation résultant, par exemple, de l'application des règles du droit de la responsabilité des Etats.

Conclusion 7 : Règles ou pratiques d'une organisation internationale

Dans le cas de conventions de codification successives portant sur la même matière et adoptées au sein d'une organisation internationale qui a des règles ou pratiques régissant les relations entre conventions successives de ce type, la conclusion 5 s'entend sans préjudice de l'application de ces règles ou pratiques.

Conclusion 8 : Priorité à donner aux dispositions conventionnelles régissant les relations entre conventions de codification successives

La conclusion 5 s'applique à une succession des dispositions de codification de conventions de codification portant sur la même matière, même dans les cas où la convention de codification antérieure ou postérieure comporte une disposition régissant spécifiquement les relations entre les deux conventions ; dans un tel cas, cette disposition prévaut, dans la mesure où elle est applicable dans les circonstances de l'espèce.

Conclusion 9 : Cas particulier d'une convention de codification postérieure réglementant plus en détail une partie du domaine couvert par une convention de codification antérieure

Lorsque l'objet et le but d'une convention de codification postérieure sont de réglementer plus en détail une matière ou des matières déjà régies par une convention de codification antérieure et que deux Etats sont parties aux deux conventions, une certaine marge peut exister, pour l'interprétation et l'application des deux conventions, en vue de l'application de la distinction entre *lex specialis* et *lex generalis.* Dans des cas appropriés et à moins que la convention postérieure n'en dispose autrement, la *lex specialis* devrait prévaloir s'il y a incompatibilité entre les dispositions des deux conventions.

III. Relations entre droit conventionnel et coutume

Conclusion 10 : En tant que sources de droit international

Traité et coutume constituent des sources distinctes, reliées entre elles, de droit international. Une norme issue de l'une de ces deux sources peut avoir une incidence sur le contenu et l'interprétation d'une norme issue de l'autre source. En principe, cependant, chacune continue à exister séparément en tant que, respectivement, norme du droit conventionnel ou norme du droit coutumier.

Conclusion 11 : Hiérarchie des sources

Il n'existe pas de hiérarchie *a priori* entre traité et coutume en tant que sources du droit international. Toutefois, dans l'application du droit international, les normes pertinentes résultant d'un traité l'emportent dans les relations entre les parties sur les normes issues du droit coutumier.

Conclusion 12 : Les effets de la répétition d'une norme dans des conventions de codification successives

La répétition dans deux ou plusieurs conventions de codification de la substance d'une même norme peut constituer un élément important pour établir l'existence de cette norme comme règle coutumière de droit international général.

Conclusion 13 : La pratique des Etats par rapport au processus de création de droit coutumier par une convention de codification

Pour apprécier l'élément que représente la pratique des Etats dans le processus de création, par une convention de codification, d'une règle de droit coutumier, il convient de tenir compte de la pratique tant de ceux qui sont parties à cette convention que des tiers.

Le comportement à titre de pratique d'Etat d'une partie à cette convention dans ses relations avec une autre partie ou avec un tiers se trouvera significativement renforcé s'il est établi que l'Etat concerné a agi avec la conviction que la pratique était, en tout état de cause, requise par une règle de droit international coutumier, indépendamment de l'applicabilité de la convention.

Conclusion 14 : Effet des prononcés judiciaires

Un prononcé judiciaire établissant qu'une disposition particulière d'une convention de codification est ou n'est pas déclaratoire d'une règle de droit coutumier ou a ou n'a pas cristallisé, ou a ou n'a pas créé, une règle de droit coutumier dit le droit en vigueur à la date de ce prononcé.

*

(1er septembre 1995)

Justitia et Pace
Institut de Droit international

Session de Lisbonne - 1995

Les conséquences juridiques pour les Etats membres de l'inexécution par des organisations internationales de leurs obligations envers des tiers

(Cinquième Commission, Rapporteur : Mme Rosalyn Higgins)

(Le texte anglais fait foi. Le texte français est une traduction.)

L'Institut de Droit international,

Conscient des tensions existant entre, d'une part, l'importance de la responsabilité propre des organisations internationales et, d'autre part, la nécessité de protéger les tiers qui traitent avec des organisations internationales ;

Tenant compte de la très grande diversité des organisations internationales, tant par le nombre de membres que dans leur structure et leurs fonctions ;

Conscient que les solutions adaptées aux unes ne sont pas nécessairement adéquates pour les autres ;

Tenant compte également des incertitudes de la pratique internationale actuelle pour résoudre les tensions susmentionnées ;

Cherchant également à renforcer la crédibilité des organisations internationales ;

S'efforçant de déterminer le droit international existant sur les conséquences juridiques, pour les Etats membres, du non-respect par les organisations internationales de leurs obligations envers des tiers ;

S'efforçant en outre de formuler des recommandations utiles pour la pratique future des organisations internationales ;

Adopte la Résolution suivante :

A. Termes utilisés

Article premier

La présente Résolution traite des questions qui se posent dans le cas des organisations internationales qui ont une personnalité juridique internationale distincte de celle de leurs membres.

Article 2

Aux fins de la présente Résolution :

a) l'expression “tiers” vise les personnes autres que l'organisation internationale elle-même, qu'il s'agisse de particuliers, d'Etats ou d'organisations. Elle comprend les Etats membres d'une organisation agissant à un autre titre que celui d'organe ou de membre d'un organe de l'organisation ;

b) l'expression “responsabilité” vise à la fois la responsabilité conjointe et la responsabilité subsidiaire.

i) Par “responsabilité conjointe” on entend la responsabilité qui permet aux tiers qui ont une réclamation juridique à l'égard d'une organisation internationale d'agir, à leur gré, soit contre l'organisation, soit contre ses membres.

ii) Par “responsabilité subsidiaire” on entend la responsabilité qui permet aux tiers qui ont une réclamation juridique à l'égard d'une organisation internationale d'intenter une action contre les Etats membres en cas de défaillance de l'organisation et seulement dans ce cas.

c) L'expression “règles de l'organisation” vise l'acte constitutif de l'organisation et ses amendements, les règlements adoptés en vertu de ces textes, les décisions et résolutions obligatoires adoptées conformément à ces actes et la pratique bien établie de l'organisation.

B. Etat du droit

Article 3

Les organisations internationales visées à l'article 1 sont responsables de leurs obligations envers les tiers.

Article 4

a) Les obligations qu'une organisation internationale peut encourir à l'égard des tiers peuvent être régies par le droit international (y compris les règles de l'organisation) ou par le droit d'un Etat particulier.

b) La question de savoir si un Etat est responsable, conjointement ou subsidiairement, du respect des obligations d'une organisation internationale du seul fait de sa qualité de membre de celle-ci relève du droit international, que l'action du tiers soit portée devant une juridiction internationale ou nationale.

Article 5

a) La question de la responsabilité des membres d'une organisation internationale à raison des obligations de celle-ci est déterminée par référence aux dispositions des règles de l'organisation.

b) Dans des circonstances particulières, les membres d'une organisation internationale peuvent être responsables à raison des obligations de l'organisation en application d'un principe général pertinent du droit international tel que l'acquiescement ou l'abus de droit.

c) En outre, la responsabilité d'un Etat membre envers un tiers peut être engagée,

i) lorsque l'Etat a souscrit des engagements à cet effet,
ou

ii) lorsque l'organisation internationale a agi en qualité d'agent de cet Etat, en droit ou en fait.

Article 6

a) Sous réserve de l'article 5, il n'existe aucune règle générale de droit international prévoyant que les Etats membres sont, en raison de leur seule qualité de membre, responsables conjointement ou subsidiairement des obligations d'une organisation internationale dont ils sont membres.

b) L'existence d'une règle générale de droit international prévoyant la responsabilité des Etats ne peut être inférée du fait que les règles de certaines organisations comportent des dispositions spécifiques :

i) concernant la limitation ou l'exclusion d'une telle responsabilité,
ou

ii) concernant la dissolution de ces organisations.

c) La responsabilité d'un Etat n'est pas engagée du seul fait

- que celui-ci a participé à la création d'une organisation internationale destinée à servir ses intérêts propres ;

- que l'acte de l'organisation entraînant la responsabilité de cette dernière vis-à-vis d'un tiers serait entaché d'un excès de pouvoir.

Article 7

A moins que les règles de l'organisation n'en disposent autrement, aucune distinction ne doit être faite entre réclamations de nature contractuelle et réclamations de nature extra-contractuelle, lorsqu'il s'agit de déterminer l'existence de la responsabilité d'un Etat membre à raison des obligations de l'organisation.

C. Evolution souhaitable

Article 8

D'importantes considérations de politique générale, et notamment le souci d'assurer la crédibilité et l'indépendance fonctionnelle des organisations internationales, et de favoriser la création de nouvelles organisations internationales, militent contre l'institution d'une règle générale et globale prévoyant la responsabilité des Etats membres envers des tiers à raison des obligations d'une organisation internationale.

Article 9

1. D'importantes considérations de politique générale confèrent aux tiers le droit de savoir, afin d'être en mesure de choisir librement leur conduite, si une opération déterminée ou, de façon générale, les opérations effectuées avec une organisation internationale peuvent engager la responsabilité financière de la seule organisation ou également la responsabilité financière conjointe ou subsidiaire de ses membres. En conséquence, chaque organisation internationale devrait préciser la situation en matière de responsabilité :

a) dans ses règles et dans ses contrats ;

b) dans les communications faites aux tiers préalablement à l'événement ou l'opération engageant sa responsabilité, ou

c) en réponse à toute demande de renseignements spécifique formulée par un tiers à ce sujet.

2. Le fait de ne prendre aucune des dispositions qui précèdent devrait être considéré comme un élément pertinent dans l'appréciation de la responsabilité des Etats membres.

3. Les Etats membres peuvent, s'ils n'en sont pas empêchés par les règles de l'organisation, limiter ou exclure leur responsabilité à raison des obligations de l'organisation, à condition qu'ils le fassent préalablement à toute opération avec un tiers et qu'une telle limitation ou exclusion soit indiquée de façon suffisamment détaillée, conformément au paragraphe 1. Cette disposition s'entend sans préjudice de l'obligation qui incombe aux Etats membres, en tout état de cause, de payer leurs contributions telles que calculées et réparties ou leur part de capital, selon le cas.

Article 10

Si, en vertu des règles de l'organisation, les Etats membres sont tenus de la doter des moyens financiers dont elle a besoin pour s'acquitter de ses obligations, cette obligation devrait (à moins que les règles en question n'en disposent autrement) être proportionnelle à leur contribution au budget normal de l'organisation ou à leur part du capital de celle-ci, selon le cas.

Article 11

a) Les règles des organisations internationales devraient contenir des dispositions relatives à l'apurement de leur passif au moment de leur dissolution. Lors de l'extinction de sa personnalité juridique, et dans l'hypothèse où l'organisation assume seule ses obligations envers les tiers, un prélèvement devrait être effectué en premier lieu sur ses avoirs pour honorer ces obligations. L'absence de telles dispositions dans les règles de l'organisation devrait, à moins que les faits de la cause n'invitent à une conclusion contraire, être considérée comme une acceptation implicite par les Etats membres qu'ils sont tenus de supporter la charge des obligations non honorées qui ne sont pas couvertes par l'actif restant de l'organisation dissoute. Dans ce dernier cas, les principes de l'article 10 sont applicables.

b) La responsabilité des membres qui se retirent d'une organisation internationale moins d'un an avant sa dissolution devrait être déterminée comme s'ils étaient encore membres au moment de celle-ci.

Article 12

Lorsqu'elles envisagent la responsabilité des Etats membres, les règles de l'organisation devraient prévoir le recours à l'arbitrage international ou à un autre mécanisme débouchant sur une décision obligatoire pour le règlement de tout litige surgissant entre l'organisation et un Etat membre ou entre les Etats membres au sujet des obligations de ces derniers entre eux ou de leur obligation de doter l'organisation de moyens financiers.

*

(1er septembre 1995)

Justitia et Pace
Institut de Droit international

Session de Lisbonne - 1995

La coopération entre autorités étatiques dans la lutte contre le déplacement illicite d'enfants

(Treizième Commission, Rapporteur : M. Franz Matscher)

(Le texte français fait foi. Le texte anglais est une traduction.)

L'Institut de Droit international,

Sensible aux problèmes humains et juridiques qui affectent un nombre croissant de relations familiales et dont les principales victimes sont les enfants ;

Eu égard au fait que ces problèmes surgissent en particulier lorsque les parents résident dans des pays différents, ou lorsqu'un des parents s'est déplacé dans un autre pays avec les enfants ou avec l'un d'eux ;

Eu égard au fait que des problèmes extrêmement délicats peuvent également survenir lorsque les parents appartiennent à des milieux culturels différents ;

Conscient de la nécessité de proposer une réglementation permettant d'arriver à des solutions objectives, justes et effectives, inspirées par l'intérêt de l'enfant ;

Tenant compte des conventions internationales déjà conclues à ce sujet, à savoir :

- la Convention européenne sur la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière de garde des enfants et le rétablissement de la garde des enfants, signée à Luxembourg le 20 mai 1980 et entrée en vigueur le l^{er} septembre 1983,

- la Convention sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants, signée à La Haye le 25 octobre 1980 et entrée en vigueur le l^{er} septembre 1983,

- la Convention interaméricaine sur le retour des enfants, signée à Montevideo le 15 juillet 1989, non encore entrée en vigueur ;

Considérant que ces conventions permettent de résoudre de façon efficace les problèmes juridiques et pratiques du rétablissement de la garde des enfants en cas de rétention "sans titre" ou d'enlèvement ;

Considérant qu'il convient d'étendre au maximum le domaine d'application de ces conventions ;

Notant qu'il existe également en la matière plusieurs conventions bilatérales ;

Considérant que l'existence d' "autorités centrales", telle que prévue par la Convention européenne et par la Convention de La Haye, constitue un élément important du bon fonctionnement de ces conventions ;

Considérant, ainsi qu'il résulte de l'examen périodique du fonctionnement de ces conventions, que plusieurs problèmes continuent à se poser, tenant en particulier au nombre restreint des ratifications et à l'application défectueuse de ces conventions par les Etats ;

Vu l'utilité de compléter ces conventions "de base" par des conventions particulières conclues entre Etats où ces problèmes se posent d'une manière plus fréquente ;

Prenant acte de la Convention des Nations Unies du 20 novembre 1989 sur les droits de l'enfant ;

Prenant acte également des diverses initiatives prises en matière de protection des mineurs par la Conférence de La Haye de Droit international privé, par le Conseil de l'Europe et par d'autres organismes internationaux, tels que l'Organisation des Etats américains ;

Rappelant la Résolution adoptée par l'Institut de Droit international lors de la Session de Helsinki (1985) sur "La loi applicable à certains effets de mariages dissous" ;

Désireux d'apporter sa contribution dans le cadre des relations internationales à une meilleure solution juridique du problème de la garde des enfants de parents désunis,

Adopte la Résolution suivante :

1. Les Etats concernés sont invités à procéder dans les meilleurs délais à la ratification de la Convention de La Haye, de la Convention européenne ou de la Convention interaméricaine ; et il serait en outre souhaitable qu'ils étendent l'application de ces conventions à des faits antérieurs à leur entrée en vigueur.

2. Les Etats parties à la Convention de La Haye sont invités, en vue de faciliter son application, à étudier l'utilité de conclure entre eux des conventions particulières.

3. Les Etats parties à la Convention de La Haye et à la Convention européenne sont invités à doter les autorités centrales en personnel et ressources budgétaires suffisants pour les mettre en mesure d'accomplir leur tâche avec célérité, vigueur et efficacité.

4. Afin de permettre un échange continu d'informations et d'expériences entre eux, les Etats parties à ces conventions sont invités à encourager les activités des secrétariats respectifs du Conseil de l'Europe et de la Conférence de La Haye de Droit international privé dans les domaines de la coordination des activités des "autorités centrales", de l'établissement d'une documentation relative à l'application desdites conventions et de l'organisation de réunions périodiques de "hauts fonctionnaires".

5. La documentation relative à l'application des conventions devrait être mise à la disposition de tous les milieux intéressés par les soins des services compétents du Conseil de l'Europe et de la Conférence de La Haye de Droit international privé.

6. En vue d'assurer le bon fonctionnement et l'efficacité des conventions susmentionnées, les Etats sont invités à diffuser auprès des autorités, des milieux professionnels et du public, tant les conventions que la jurisprudence y relative.

7. Les Etats sont invités à prendre dans leur ordre interne les mesures suivantes :

a) établissement de procédures souples et facilement accessibles comprenant la mise en place de systèmes d'aide et d'assistance judiciaires gratuites,

b) limitation des voies de recours et raccourcissement des délais de procédure, compte tenu des droits et des intérêts des personnes concernées,

c) établissement de règles permettant l'adoption de mesures provisoires et l'exécution provisoire des décisions,

d) établissement rapide des contacts entre autorités centrales et entre chacune d'elles et les autorités administratives et judiciaires de son propre pays,

e) accomplissement rapide par les diverses autorités compétentes, administratives et judiciaires, des tâches qui leur sont confiées.

8. Les réserves d'ordre public et autres clauses restreignant le jeu normal des règles prévues dans les conventions seront interprétées d'une manière restrictive ; leur application sera ainsi limitée aux cas où soit la reconnaissance et l'exécution d'une décision étrangère, soit la suite à donner à une demande provenant de l'autorité compétente d'un autre Etat, se heurteraient manifestement aux principes fondamentaux de l'ordre juridique de l'Etat requis en matière de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

9. Les Etats contractants qui, au moment de leur ratification, acceptation, approbation ou adhésion, ont émis des réserves sont invités à les reconsidérer et les retirer dans la mesure du possible.

Les Etats qui ne sont pas encore parties aux conventions en question sont invités à les ratifier ou y adhérer sans émettre de réserves.

10. Les Etats contractants devront veiller à ce que leurs autorités administratives compétentes, lorsqu'elles délivrent un passeport à un enfant mineur ou qu'elles l'inscrivent sur le passeport d'un parent, s'assurent que le demandeur du passeport ou de l'inscription a l'autorisation nécessaire.

11. Les démarches nécessaires au retour de l'enfant ne devront pas être retardées du fait que n'ont pas encore été réglés les problèmes financiers relatifs aux frais occasionnés par la recherche de l'enfant, par la procédure suivie dans l'Etat requis et par l'organisation du voyage de retour. A titre provisoire, les frais en question devraient être avancés par l'Etat requis.

12. Les Etats contractants veilleront à ce que leurs autorités agissent rapidement pour répondre aux demandes de recherche du lieu de séjour d'un enfant enlevé qui leur sont adressées par les autorités centrales ou par les services d'Interpol.

13. Les cas d'enlèvement ou de refus de retour d'un enfant étant souvent la conséquence d'un exercice insatisfaisant du droit de garde ou du droit de visite, tel qu'il a été convenu entre les parents ou déterminé par le tribunal, les autorités compétentes des Etats concernés s'emploieront à s'assurer que les termes des droits de garde et de visite sont respectés.

14. Les principes qui sont à la base des conventions visées dans la présente Résolution, et les techniques établies pour leur application paraissant susceptibles d'une acceptation plus large, les Etats qui n'ont pas encore adhéré à ces conventions sont invités à s'en inspirer dans leur législation et leur pratique administrative ; les Etats pourraient également s'en inspirer lors de la conclusion de conventions bilatérales en la matière, conclusion qui est particulièrement indiquée dans les relations entre Etats attachés à des conceptions culturelles différentes.

*

(31 août 1995)

Justitia et Pace
Institut de Droit international

Session de Lisbonne - 1995

Les obligations des entreprises multinationales et leurs sociétés membres

(Quinzième Commission, Rapporteur : M. Andreas Lowenfeld)

(Le texte anglais fait foi. Le texte français est une traduction.)

L'Institut de Droit international,

Reconnaissant que les principes du droit des sociétés, tels qu'ils se sont développés dans les Etats d'Europe et d'Amérique au XIXe siècle, ne couvrent pas le phénomène moderne des groupes de sociétés, constituées dans différents Etats mais fonctionnant sous un régime de propriété commune, avec des raisons sociales communes ou liées, et sous une direction ou un contrôle communs ;

Conscient de ce que les Etats ont adopté des législations, des réglementations et des pratiques différentes et parfois contradictoires quant à l'exercice de leur compétence sur les groupes de sociétés ;

Persuadé qu'une règle unique ne peut régir toutes les situations où l'on met en cause la responsabilité des entreprises multinationales pour des actes accomplis par des sociétés membres établies sous le régime de la loi d'un Etat déterminé, mais qu'il est souhaitable de donner aux Etats et aux entreprises multinationales une orientation au sujet de la conformité de telles règles avec le droit international ;

Propose, sous réserve des règles de responsabilité particulières en matière de faillite ou d'insolvabilité, les lignes directrices suivantes en matière de responsabilité des entreprises multinationales :

I. Définitions

Aux fins des présentes lignes directrices :

1. Une *entreprise multinationale* est un groupe de sociétés opérant sous un régime de propriété ou de contrôle commun, et dont les membres sont constitués conformément à la loi de plus d'un Etat. De façon générale, les membres du groupe de sociétés opèrent sous des marques de commerce ou des raisons sociales communes ou liées et produisent ou distribuent des produits ou des services communs ou liés ; cependant l'absence d'une telle intégration des activités ne prive pas, par elle-même, un groupe de sociétés du caractère d'entreprise multinationale. Une entreprise multinationale peut, sans que ce soit nécessaire, apparaître aux yeux du public comme étant principalement liée à un Etat déterminé dans lequel la société-mère a son siège ; la direction de l'entreprise multinationale peut être hiérarchique ou décentralisée. S'il n'est pas exclu que des actions de sociétés faisant partie de l'entreprise multinationale puissent appartenir à des détenteurs extérieurs à celle-ci, il reste qu'une caractéristique essentielle d'une entreprise multinationale réside dans la non-dispersion des actions des sociétés membres du groupe et dans l'exercice de la direction des sociétés constituant l'entreprise multinationale par la société-mère, soit au moyen d'un contrôle, direct ou indirect, des actions détenues, soit par un autre moyen.

2(a) Le *contrôle* est le pouvoir d'exercer une influence décisive sur l'activité d'une société, soit en nommant ses administrateurs ou ses principaux gérants, soit par tout autre moyen ; l'*entité de contrôle* est une société ou une entité qui détient ou exerce le contrôle sur un autre membre du groupe de sociétés qui constitue l'entreprise multinationale. L'entité de contrôle n'est pas nécessairement la société-mère de l'entreprise multinationale.

(b) Si la société-mère, une autre entité de contrôle ou plusieurs membres du groupe de sociétés qui constitue l'entreprise multinationale, considérés ensemble, détient ou détiennent la majorité des actions munies du droit de vote de l'entreprise en question, le contrôle par la société-mère ou par le groupe de sociétés est présumé ; le contrôle répondant au critère du paragraphe (a) peut également être assuré par une entité qui détient moins de la majorité des actions de l'entreprise en question, mais qui, en fonction des contrats de direction, des conditions des accords de crédit, des accords fiduciaires de vote, des accords de licence ou de franchise, ou d'autres éléments, a le pouvoir d'exercer une influence décisive sur les activités de la compagnie en question.

3(a) Une *société-mère* est une société ou une autre entité qui possède, directement ou indirectement, la majorité des actions d'autres sociétés constituant une entreprise multinationale ou qui contrôle sous une autre forme, directement ou indirectement, de telles sociétés. Une société-mère peut être, mais n'est pas nécessairement, une entreprise exploitante qui se livre à la production ou à la distribution de biens ou de services. La propriété d'une société-mère peut appartenir à un petit groupe ou même à un individu ; mais plus couramment, la propriété d'une société-mère est dispersée dans le public et ses actions sont traitées en bourse.

(b) Une *filiale* est une société qui appartient à une autre société faisant partie du même groupe de sociétés ou qui est contrôlée par une telle société. Une filiale est habituellement constituée conformément à la loi de l'Etat dans lequel elle est établie.

(c) Une succursale est une unité d'une société dont elle n'est pas séparée par un acte de constitution distinct dans l'Etat dans lequel elle est établie ou exerce ses activités.

II. Principes

1. En règle générale, les actionnaires d'une société ou d'une entité similaire sont présumés n'être pas responsables des obligations de la société dont ils détiennent des actions. Toutefois, les Etats peuvent, dans des circonstances délimitées, comme celles qui sont illustrées aux paragraphes suivants, appliquer leur loi (y compris leurs règles de conflit) pour imputer la responsabilité découlant des obligations d'une société à une entité qui détient seule, ou en qualité de membre d'un groupe de sociétés qui constitue l'entreprise multinationale, la totalité ou la quasi-totalité des actions de la société en question ou qui exerce sur elle un contrôle effectif.

2(a) La responsabilité découlant des relations contractuelles entre une société et un tiers peut être imputée par une juridiction ou un tribunal arbitral à la société-mère ou à une autre entité de contrôle d'une entreprise multinationale lorsque :

(i) l'entité de contrôle a participé à la négociation, à l'exécution ou à la terminaison du contrat sur lequel se fonde l'action en responsabilité, d'une manière telle que le demandeur puisse être raisonnablement induit à présumer la responsabilité de celle-ci ; ou

(ii) la société en question ou l'entité de contrôle s'est livrée à une fraude ou à une pratique trompeuse à propos de l'obligation sur laquelle se fonde l'action en responsabilité ; ou

(iii) une société membre d'une entreprise multinationale cesse ses activités, entre en liquidation, ou est mise en faillite, afin de contribuer à l'indemnisation de ses employés conformément à la loi du lieu d'activité ou d'engagement.

(b) La responsabilité non contractuelle peut être imputée à l'entité de contrôle dans les circonstances, telles que des catastrophes, dans lesquelles les ressources de la société membre ou des sociétés membres directement impliquées apparaissent comme insuffisantes pour satisfaire complètement aux réclamations présentées.

(c) La responsabilité découlant des relations contractuelles et la responsabilité non contractuelle peuvent aussi être imputées à une autre société membre de l'entreprise multinationale dans les circonstances où l'entité de contrôle pourrait conformément aux paragraphes (a) ou (b) être tenue responsable, lorsque cette autre société membre a participé à l'activité sur laquelle l'action en responsabilité est fondée ou a profité directement de cette activité.

3. En plus de toute autre compétence des juridictions d'un Etat à l'égard de personnes non établies sur son territoire, y compris la compétence qui dérive du lieu où un fait dommageable s'est produit ou du lieu où un contrat a été conclu ou n'a pas été exécuté, un Etat peut, lorsque l'obligation qui sert de base à l'action a sa source dans des activités conduites dans un Etat par une entreprise multinationale ou pour son compte, ou qui est étroitement liée à ces activités, prévoir la compétence de ses juridictions :

(a) à l'égard d'une société-mère ou d'une entité de contrôle d'une entreprise multinationale

(i) en raison de la présence permanente sur son territoire d'une succursale ou d'un établissement comparable de l'entreprise multinationale ;

(ii) en raison de la présence permanente sur son territoire d'une filiale si étroitement liée à l'entreprise multinationale par une communauté de propriété, ou de contrôle, de personnel de direction ou d'activité que cette filiale peut être justement considérée comme un simple département ou un *alter ego* de l'entreprise multinationale ; ou

(iii) en raison de l'existence des circonstances qui pourraient justifier l'imputation de responsabilité de la société-mère ou de l'entité de contrôle en conformité avec le paragraphe 2(a) ou (b) des présents Principes,

(b) à l'égard d'un autre membre de l'entreprise multinationale en raison de l'existence des circonstances qui pourraient justifier l'imputation de responsabilité de cet autre membre en conformité avec le paragraphe 2(c) des présents Principes.

4. La reconnaissance ou l'exécution d'une décision judiciaire ou d'une sentence arbitrale - remplissant par ailleurs les conditions de reconnaissance ou d'exécution selon les règles en vigueur dans l'Etat où est demandée la reconnaissance ou l'exécution - qui a établi la responsabilité d'une société-mère, d'une entité de contrôle ou d'une autre société membre de l'entreprise multinationale, ne devrait pas être refusée par cet Etat si la responsabilité a été établie en conformité avec les présents Principes.

5. Lorsqu'une filiale d'une entreprise multinationale est établie dans un Etat et se livre régulièrement à des activités économiques avec la société-mère ou avec d'autres sociétés membres de l'entreprise multinationale, cet Etat peut soumettre l'entreprise et les sociétés qui en sont membres à des exigences raisonnables en ce qui concerne la fourniture d'informations, la présentation de comptes rendus financiers et la conformité aux réglementations économiques qui ont un effet direct dans l'Etat de réglementation.

6(a) Un Etat peut soumettre une entreprise multinationale dont la société-mère est établie sur son territoire à une réglementation raisonnable pour ce qui concerne l'activité de ses filiales établies dans d'autres Etats, pour autant que cette réglementation fasse partie d'un programme d'application générale. En appliquant une telle réglementation, un Etat devrait s'efforcer d'éviter un conflit avec les lois ou les réglementations des Etats dans lesquels les filiales sont établies ou dans lesquels les activités se déroulent.

(b) En cas de conflit entre les réglementations instituées par deux ou plusieurs Etats à l'égard d'une entreprise multinationale ou des sociétés qui la constituent,

(i) chaque Etat est tenu de peser les intérêts de l'autre Etat par rapport à la réglementation en question ;

(ii) lorsqu'aucun accommodement n'est possible entre les réglementations en conflit, le poids le plus important devrait généralement être donné à la loi de l'Etat dans lequel se déroule l'activité à réglementer ou dans lequel est constituée ou établie la société membre de l'entreprise multinationale dont on cherche à réglementer l'activité.

*

(1er septembre 1995)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session de Strasbourg - 1997

L'enseignement du droit international privé et public

(Dixième Commission, Rapporteur : M. Ronald Macdonald)

(Le texte anglais fait foi, le texte français est une traduction.)

L'Institut de Droit international,

Réaffirmant la Résolution adoptée à la Session d'Athènes, le 12 septembre 1979, sur l'enseignement du droit international ;

Soulignant que le droit international affecte de plus en plus le contenu du droit national et qu'une connaissance du droit international est nécessaire pour s'acquitter d'un large éventail de responsabilités professionnelles au niveau national et des responsabilités qui incombent aux individus dans une société internationale caractérisée par une cohésion croissante ;

Réaffirmant que, dans les conditions qui prédominent dans le monde actuel, l'enseignement du droit est incomplet s'il n'englobe pas les éléments fondamentaux du droit international, public et privé ;

Notant que la communauté internationale évolue vers un système plus complexe dans lequel les acteurs non étatiques prennent une importance grandissante et que le droit international et les droits nationaux sont de plus en plus liés entre eux ;

Soucieux d'adapter l'enseignement du droit international à l'évolution du système international ainsi qu'au rôle et aux intérêts des divers acteurs non étatiques, y compris les individus ;

Désirant contribuer aux efforts d'ensemble tendant à renforcer l'enseignement, l'étude, la diffusion et une compréhension plus large du droit international dans le cadre de la Décennie des Nations Unies pour le droit international en vue de la réalisation des buts fixés par la Résolution 44/23 de l'Assemblée générale du 17 novembre 1989 ;

I

Recommande ce qui suit :

1. Chaque faculté ou institut de droit devrait offrir un enseignement de base consistant en un ou plusieurs cours de droit international public et privé. Le but de cet enseignement est de familiariser les étudiants avec les éléments fondamentaux du droit international public et privé et de fournir le point de départ d'une formation plus spécialisée, susceptible d'être acquise à des stades ultérieurs du processus éducatif.

2. L'obtention d'un diplôme de fin d'études dans les facultés ou instituts de droit ainsi que l'admission dans une profession juridique, dans la magistrature, ou dans le service diplomatique devrait être subordonnée à la sanction préalable d'un ou de plusieurs enseignements de base en droit international public et privé. Ces enseignements pourraient utilement comprendre les sujets visé à l'Annexe I.

3. Les facultés ou instituts de droit devraient offrir un éventail de cours et de séminaires facultatifs destinés à compléter l'enseignement général décrit au paragraphe 1. Les sujets qui pourraient être proposés à titre facultatif aux niveaux supérieurs de cet enseignement de droit international public et privé sont visés à l'Annexe II.

4. Lorsque deux cours distincts sont offerts en droit international public et privé, il est établi une corrélation et une coordination étroites entre eux.

5. Lorsque l'admission dans une profession juridique a lieu au moyen d'un examen professionnel, cet examen ou ces examens devraient comprendre des épreuves de droit international public et privé.

6. (1) Les programmes des facultés de sciences politiques et d'autres institutions universitaires similaires devraient comporter un enseignement de base en droit international public et privé.

(2) Les programmes des académies militaires et des institutions similaires de formation des officiers et sous-officiers devraient comporter, outre cet enseignement de matières générales, un cour portant sur le droit des conflits armés, y compris le droit international humanitaire. Les principales règles de ce droit devraient aussi faire partie de la formation de tous les membres des forces armées.

(3) Un effort spécial doit être fait pour dispenser dans les écoles secondaires une initiation au système juridique international.

II

Invite le Bureau à créer dans le cadre de l'Institut une Commission permanente chargée de faciliter la réalisation des objectifs de la présente Résolution. Une attention spéciale devrait être accordée à l'enseignement du droit international public et privé dans les pays en développement, y compris l'accès aux informations juridiques et la dotation nécessaire aux bibliothèques et centres de documentation.

*

(4 septembre 1997)

ANNEXE I

En droit international public, l'enseignement de base pourrait utilement comprendre les sujets suivants :

(i) L'histoire, la nature et la fonction du droit international.
(ii) Les sources du droit international.
(iii) Le droit des traités.
(iv) Les rapports entre le droit international public et le droit international privé.
(v) Les rapports entre le droit international et le droit national.
(vi) Les sujets du droit international, y compris l'individu.
(vii) Le droit du territoire terrestre, de la mer, de l'air et de l'espace.
(viii) Juridiction et immunités ; nationalité ; étrangers ; réfugiés.
(ix) Le droit international des droits de l'homme.
(x) La responsabilité des Etats.
(xi) Le règlement pacifique des différends.
(xii) L'emploi de la force et le système de sécurité collective des Nations Unies.

En droit international privé, l'enseignement de base pourrait utilement comprendre les sujets suivants :

(i) Les sources du droit international privé.
(ii) Les rapports entre le droit international privé et le droit international public.
(iii) Les principes de la compétence judiciaire.
(iv) La loi applicable (facteurs de rattachement, qualification, ordre public).
(v) La reconnaissance et l'exécution des décisions judiciaires étrangères.

ANNEXE II

En droit international public, les sujets suivants, entre autres, pourraient être proposés à titre facultatif :

(i) Le droit des Nations Unies : principes, buts et pratiques.
(ii) Le droit des institutions internationales.
(iii) Le droit des relations diplomatiques et consulaires.
(iv) Le droit international du développement.
(v) Le droit international de l'environnement.
(vi) Le droit économique international.
(vii) Le droit pénal international.
(viii) Le droit international humanitaire.
(ix) Le droit international du travail.
(x) Le droit administratif international.
(xi) Le droit de l'utilisation et de la réglementation des ressources naturelles.
(xii) Le droit international du désarmement.
(xiii) Le droit international de la mer et le droit maritime international.
(xiv) Le droit international de l'intégration régionale.
(xv) Le droit de l'unification, de l'intégration et de l'harmonisation.

En droit international privé, les sujets suivants, entre autres, pourraient être proposés à titre facultatif :

(i) L'arbitrage international.
(ii) Les contrats internationaux.
(iii) Le droit international des sociétés.
(iv) La responsabilité délictuelle et quasi-délictuelle.
(v) Le droit international de la famille et de la succession.

*

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session de Strasbourg - 1997

L'environnement

(Huitième Commission, Rapporteur : M. Luigi Ferrari Bravo)

(Le texte français fait foi, le texte anglais est une traduction.)

L'Institut de Droit international,

Ayant considéré, au cours de Sessions précédentes, les problèmes posés par la gestion de l'environnement, tant au niveau du droit international qu'à celui des conflits de lois et de l'harmonisation des systèmes de droit interne ;

Ayant à l'esprit que la recherche de nouvelles réglementations, notamment en ce qui concerne les principes de prévention et de précaution, est liée aux exigences du développement durable des collectivités humaines, telles que déterminées par les pouvoirs qui gouvernent ces collectivités ;

Rappelant que l'Institut s'est déjà prononcé sur des questions d'environnement avec les Résolutions adoptées à Athènes en 1979 et au Caire en 1987, Résolutions traitant respectivement de la "pollution des fleuves et des lacs et le droit international" et de "la pollution transfrontière de l'air" ;

Rappelant le souci de l'Institut de contribuer à la décennie des Nations Unies pour le droit international ;

Ayant à l'esprit que la présente Résolution ne touche que certains aspects de l'architecture générale du droit international de l'environnement et considérant, en conséquence, que l'environnement en tant que thème général doit rester présent dans les travaux futurs de l'Institut, tant sur le plan du droit international public que sur le plan du droit international privé,

Adopte la présente Résolution :

Article premier

Aux fins de la présente Résolution, le concept d' “environnement” englobe les ressources naturelles abiotiques et biotiques, notamment l'air, l'eau, le sol, la faune et la flore ainsi que l'interaction entre ces mêmes facteurs. Il comprend aussi les aspects caractéristiques du paysage.

Article 2

Tout être humain a le droit de vivre dans un environnement sain.

Article 3

La réalisation effective du droit de vivre dans un environnement sain doit être intégrée dans les objectifs du développement durable.

Article 4

Le droit international détermine les principes fondamentaux et les règles minimales de la protection de l'environnement.

Le droit international établit aussi les règles nécessaires lorsque la réglementation nationale est insuffisante ou inadéquate.

Article 5

L'évaluation des effets sur l'environnement de tout projet susceptible d'avoir de tels effets, qu'il soit international, national ou local, doit tenir compte des conditions de vie et des perspectives de développement des collectivités humaines concernées par ce projet. Elle s'effectue selon des critères qui soient comparables à ceux des autres pays et dans un esprit de coopération internationale.

Article 6

Tout Etat, lorsqu'il intervient par des décisions prises dans l'exercice de sa souveraineté dans des domaines d'activité où les effets de ces décisions sur l'environnement sont évidentes, a le devoir de faire en sorte que les activités exercées dans les limites de sa juridiction ou sous son contrôle ne causent pas de dommages qui puissent affecter la vie des générations présentes ou futures.

A cet effet, ces activités doivent être décidées et exercées à la lumière des données scientifiques disponibles.

Si les activités visées ci-dessus risquent de causer un dommage significatif à l'environnement, l'Etat doit en prévenir suffisamment à l'avance les Etats susceptibles d'être affectés.

Article 7

Lorsqu'un Etat dispose d'un système d'observation susceptible de l'avertir de tout risque d'atteinte à l'environnement découlant d'activités conduites sur son territoire, il doit mettre immédiatement toute observation recueillie à la disposition des pays où un tel risque peut se réaliser et, si besoin en est, de la communauté internationale.

Lorsqu'un Etat dispose d'un système d'observation susceptible de l'avertir de tout risque d'attente à l'environnement découlant d'activités conduites en dehors de ses frontières, il doit mettre immédiatement toute observation recueillie à la disposition du pays où le danger pour l'environnement peut trouver sa source ainsi que, si besoin en est, de la communauté internationale.

Dans ce domaine, la coopération internationale à travers des institutions appropriées est hautement recommandée.

Article 8

Tout Etat qui craint que des activités exercées par un autre Etat dans les limites de sa propre juridiction ou sous son contrôle portent attente à ses droits peut faire vérifier, de façon impartiale, les conséquences ultimes de ces activités. L'Etat dont les activités sont mises en cause a le devoir de faciliter de telles vérifications.

Article 9

Les Etats, les administrations régionales ou locales, les personnes juridiques ou physiques doivent, dans toute la mesure du possible, faire en sorte que leurs activités ne causent pas de dommage à l'environnement qui soit susceptible d'en réduire de façon appréciable la jouissance par d'autres sujets de droit. A cet égard, ils doivent apporter toute la vigilance nécessaire.

L'obligation de prévenir le dommage existe indépendamment de toute obligation d'indemnisation.

Article 10

L'évaluation des circonstances qui ont donné lieu à un dommage à cause duquel une indemnisation est requise ainsi que de tout élément de fait concernant l'environnement doit se faire de manière à être fiable, que la question se pose sur le plan de l'ordre juridique international ou au sein d'un ordre juridique interne compétent.

A cette fin, il est nécessaire que toute enquête soit menée par des autorités impartiales et que les résultats auxquels elle parvient soient acceptables aussi bien sur le plan interne que sur le plan international. Il est vivement recommandé que les organisations internationales compétentes accordent leur aide dans ce domaine.

Article 11

Les procédures internationales de règlement de différends relatifs à des questions d'environnement devraient permettre à tout intéressé de faire valoir son point de vue, même s'il n'est pas sujet de droit international.

*

(4 septembre 1997)

Justitia et Pace
Institut de Droit international

Session de Strasbourg - 1997

La responsabilité en droit international en cas de dommages causés à l'environnement

(Huitième Commission, Rapporteur : M. Francisco Orrego Vicuña)

(Le texte anglais fait foi. Le texte français est une traduction.)

L'Institut de Droit international,

Rappelant la "Déclaration relative à un programme d'action pour la protection de l'environnement mondial adoptée" à Bâle à sa 65e Session ;

Conscient de l'accroissement des activités qui comportent des risques de dommages pour l'environnement pouvant avoir des effets transfrontière et mondiaux ;

Tenant compte de l'évolution des principes et des critères qui régissent, tant en droit international qu'en droit interne, la responsabilité des Etats pour fait illicite, la responsabilité pour simple préjudice et la responsabilité civile ;

Prenant note en particulier du principe 21 de la Déclaration de Stockholm et du principe 2 de la Déclaration de Rio sur la responsabilité qui incombe aux Etats de veiller à ce que les activités menées sous leur juridiction ou sous leur contrôle ne causent pas de dommages à l'environnement dans d'autres Etats ou dans les régions situées au-delà des limites de la juridiction nationale ;

Conscient que tant la responsabilité internationale pour fait illicite que la responsabilité internationale pour simple préjudice et la responsabilité civile ont, outre leur fonction traditionnelle de garantir la restitution en nature ou l'indemnisation, celle de renforcer la prévention des dommages à l'environnement ;

Cherchant à identifier, à harmoniser et, dans la mesure nécessaire, à développer les principes du droit international applicables à ces différents types de responsabilité de cas de dommages causés à l'environnement ;

Désireux de formuler des recommandations utiles pour la négociation et la gestion des régimes relatifs à la responsabilité du fait de dommages causés à l'environnement qui sont institués par conventions internationales en vue de la poursuite des objectifs de protection adéquate de l'environnement (ci-après dénommés "régimes en matière d'environnement") ;

Conscient que le droit international de l'environnement est en train d'établir d'importants liens nouveaux avec les concepts d'équité entre générations, de précaution, de développement durable, de sécurité de l'environnement et les droits de l'homme, ainsi qu'avec le principe de responsabilité partagée mais différenciée, influençant par là aussi les questions de responsabilité,

Adopte la présente Résolution :

Distinction fondamentale entre responsabilité internationale et responsabilité civile

Article premier

Le manquement à une obligation de protection de l'environnement établie en droit international engage la responsabilité internationale de l'Etat pour fait illicite (responsabilité internationale pour fait illicite) ; cette responsabilité a pour conséquence l'obligation de réparer (restitution en nature on indemnisation).

L'obligation de restitution en nature ou d'indemnisation peut résulter de normes de droit international prévoyant un dédommagement du seul fait de la survenance d'un préjudice, notamment à l'occasion d'activités ayant un caractère très dangereux (responsabilité internationale pour simple préjudice).

La responsabilité civile des opérateurs peut être engagée au titre du droit interne ou des règles pertinentes du droit international indépendamment de la licéité de l'activité en cause si celle-ci entraîne des dommages pour l'environnement.

Les dispositions qui précèdent ne préjugent pas la question de la responsabilité pénale des personnes physiques ou morales.

Article 2

Sans préjudice de l'application des règles de droit international général, les régimes en matière d'environnement devraient, afin d'assurer leur efficacité, inclure des règles spécifiques en matière de responsabilité internationale et civile, destinées à la fois à encourager la prévention et à assurer la restitution en nature ou l'indemnisation. En fixant la portée de ces règles, il y a lieu de tenir compte de l'objet et du but de chaque régime.

Responsabilité internationale pour fait illicite

Article 3

Les principes du droit international qui régissent la responsabilité internationale pour fait illicite s'appliquent également aux obligations de protection de l'environnement.

Lorsque l'obligation de vigilance (*due diligence*) sert de critère pour la mise en œuvre de la responsabilité pour fait illicite, elle devrait être mesurée selon des normes objectives concernant la conduite à attendre d'un bon gouvernement et être détachée de toute subjectivité. Les règles et normes internationales généralement acceptées constituent, en outre, des éléments objectifs pour apprécier le contenu de l'obligation de vigilance.

Responsabilité pour simple préjudice

Article 4

Les normes de droit international peuvent également prévoir la mise en jeu de la responsabilité de l'Etat pour simple préjudice. Ce type de responsabilité est particulièrement adéquat en cas d'activités ayant un caractère très dangereux et d'activités impliquant un risque ou présentant d'autres caractéristiques similaires.

Le fait qu'un Etat n'adopte pas les règles et n'institue pas les contrôles appropriés prescrits par les régimes en matière d'environnement, même si cette omission n'équivaut pas en tant que telle à un manquement à une obligation, peut engager sa responsabilité pour simple préjudice s'il en résulte des dommages et notamment des dommages provoqués par des opérateurs qui exercent leurs activités sous la juridiction ou sous le contrôle de cet Etat.

Les régimes en question devraient prévoir l'emploi de méthodes qui facilitent l'administration de la preuve requise pour fonder une demande en réparation de dommages causés à l'environnement.

Responsabilité civile

Article 5

Même si la législation nationale prévoit comme normes de la responsabilité civile la responsabilité pour faute, la responsabilité objective et la responsabilité absolue, les régimes en matière d'environnement devraient donner la préférence à la responsabilité objective des opérateurs en tant que norme ordinaire applicable selon leurs dispositions, se fondant ainsi sur le fait objectif du préjudice subi tout en prévoyant des exceptions et des limites appropriées à la responsabilité civile. Cette solution ne préjuge pas la fonction d'harmonisation des lois nationales, ni l'application, dans ce cadre, des normes généralement applicables en vertu des législations nationales.

Article 6

Les régimes en matière d'environnement devraient normalement imputer la responsabilité principale aux opérateurs. Les Etats qui se livrent à des activités en qualité d'opérateurs sont soumis à cette règle.

Cette disposition ne préjuge pas la question de la mise en jeu de la responsabilité internationale de l'Etat pour fait illicite lorsque celui-ci ne s'est pas conformé à l'obligation d'instituer et de mettre en œuvre, en droit interne, des mécanismes de responsabilité civile, et notamment des systèmes d'assurance, des fonds d'indemnisation et d'autres recours ou garanties, tels que prévus par les régimes en question.

Les régimes en matière d'environnement peuvent exonérer de la responsabilité civile, en cas de dommages causés à l'environnement, un opérateur qui s'est pleinement conformé aux règles et normes applicables en droit interne et qui s'est soumis aux contrôles officiels. Dans un tel cas, les règles énoncées ci-dessus sur la responsabilité internationale de l'Etat pour fait illicite et sur la responsabilité pour simple préjudice peuvent s'appliquer.

Article 7

Les régimes en matière d'environnement doivent normalement exiger un rapport de causalité entre l'activité entreprise et les dommages qui en résultent. Cette disposition ne préjuge pas la question de l'établissement de présomptions de causalité relatives à des activités dangereuses ou à des dommages cumulés ou durables imputables, non à une seule entité, mais à un secteur ou type d'activité.

Article 8

Les régimes en matière d'environnement devraient prévoir, au cas où l'opérateur responsable à titre principal est dans l'incapacité de payer les indemnités exigées, le recours à des systèmes de responsabilité complémentaire, à savoir la responsabilité subsidiaire de l'Etat, le versement par l'Etat de contributions à des fonds internationaux et d'autres formes de participation de l'Etat à des fonds d'indemnisation. Cette disposition ne préjuge pas la question du remboursement que l'Etat peut obtenir des opérateurs dans le cadre du droit interne.

Limites de la responsabilité pour simple préjudice et de la responsabilité civile

Article 9

Conformément à l'évolution des règles du droit international, il est approprié que les régimes en matière d'environnement fixent des limites raisonnables au montant des indemnités dues au titre de la responsabilité pour simple préjudice ou au titre de la responsabilité civile, étant donné, d'une part, l'objectif qui est d'aboutir à une protection efficace de l'environnement et d'assurer une réparation adéquate et, d'autre part, le souci de ne pas décourager les investissements. Les limites ainsi fixées devraient être réexaminées périodiquement.

Assurance

Article 10

Les Etats devraient veiller à ce que les opérateurs aient une capacité financière suffisante pour payer les indemnités éventuellement dues au titre de leur responsabilité et soient tenus de se procurer une assurance ou une autre garantie financière adéquate, compte tenu des prescriptions des législations nationales respectives. Si la couverture par une assurance est impossible ou insuffisante, la création de fonds d'assurance nationaux devrait être envisagée à cette fin. La prévisibilité de dommages en termes généraux de risques ne devrait pas affecter la possibilité de s'assurer.

Partage de la responsabilité
Article 11

Le partage de la responsabilité sous les régimes en matière d'environnement devrait englober toutes les entités qui peuvent légitimement être requises de participer au paiement des indemnités de manière à garantir la réparation intégrale des dommages. A cette fin, il faudrait envisager, en plus de la responsabilité principale et de la responsabilité subsidiaire, des formes de responsabilité solidaire, au vu notamment des opérations menées par les grands consortiums internationaux.

Les régimes en matière d'environnement devraient également prévoir, dans la mesure applicable, une responsabilité du fait des produits afin d'atteindre l'entité qui est responsable en fin de compte d'une pollution on d'autres formes de dommages à l'environnement.

Réparation collective
Article 12

Les régimes en matière d'environnement devraient veiller à ce que, au cas où la source des dommages causés à l'environnement ne serait pas identifiée ou au cas où aucune indemnisation ne pourrait être obtenue de l'entité responsable ou de systèmes complémentaires, les dommages ne demeurent pas sans réparation ; ils pourraient envisager le recours à des fonds d'indemnisation spéciaux ou d'autres mécanismes de réparation collective et, lorsque cela est nécessaire, la mise en place de tels mécanismes.

Les entités qui se livrent à des activités susceptibles de causer des dommages à l'environnement du type de ceux envisagés par un régime déterminé pourraient être requises de contribuer à un fonds spécial ou à un autre mécanisme de réparation collective institué par le régime en question.

Mécanismes préventifs liés à la responsabilité
Article 13

Les régimes en matière d'environnement devraient établir des liens appropriés entre la fonction préventive de la responsabilité et d'autres mécanismes préventifs, tels que la notification et la consultation, l’échange régulier d'informations et un recours accru aux évaluations des effets sur l'environnement. Ils devraient également prendre en considération les implications des principes de précaution, du “pollueur payeur” et de la responsabilité commune mais différenciée.

Actions correctives
Article 14

Les régimes en matière d'environnement devraient instituer des mécanismes supplémentaires garantissant que les opérateurs entreprennent à temps des actions correctives efficaces, notamment par la mise en place des dispositifs d'intervention nécessaires et l'exécution de mesures de remise en état appropriées, destinés à prévenir tous nouveaux dommages et à maîtriser, réduire et éliminer les dommages déjà causés.

En cas d'urgence, les actions correctives et les mesures de remise en état devraient être entreprises également, en tant que besoin, par les Etats, par les organes techniques créés par les régimes en question et par des entités privées autres que l'opérateur.

Article 15

Le manquement aux obligations d'action corrective et de remise en état devrait engager la responsabilité civile des opérateurs, faire intervenir des mécanismes complémentaires de responsabilité et, éventuellement, mettre en jeu la responsabilité internationale pour fait illicite. Le respect des obligations en question ne devrait pas empêcher la mise en oeuvre de la responsabilité pour simple préjudice ou de la responsabilité civile, sauf dans la mesure où ce respect a permis d'éliminer ou de réduire de façon significative les dommages.

Article 16

Les Etats et les autres entités qui entreprennent des actions correctives ou des mesures de remise en état sont en droit de se retourner contre l'entité responsable pour les dépenses encourues en conséquence de l'exécution de ces obligations. Bien que les demandes en remboursement de ces dépenses puissent être présentées indépendamment de la responsabilité pour simple préjudice ou de la responsabilité civile, elles peuvent aussi être jointes à d'autres demandes en réparation des dommages causés à l'environnement.

Activités engageant une responsabilité pour simple préjudice ou une responsabilité civile objective

Article 17

Les régimes en matière d'environnement devraient définir, en tenant compte de la nature des risques impliqués et des conséquences financières d'une telle définition, les activités dangereuses pour l'environnement qui sont susceptibles de mettre en cause la responsabilité pour simple préjudice ou la responsabilité civile objective.

Une telle définition pourrait inclure des secteurs d'activité spécifiques, des listes de substances et d'activités dangereuses ou des activités menées dans des zones sensibles spéciales.

Article 18

Si une activité déterminée relève de plus d'un régime en matière de responsabilité, le régime établi à une date ultérieure devrait prévoir des critères pour la fixation d'un ordre de priorité. La norme la plus favorable à l'environnement ou au dédommagement des victimes devrait être adoptée à cette fin.

Etendue du préjudice

Article 19

Les régimes en matière d'environnement devraient prévoir la réparation des dommages et le paiement d'indemnités chaque fois qu'il y a eu manquement à une obligation. En cas de régime établissant une responsabilité pour simple préjudice, le seuil au-dessus duquel il y a lieu d'indemniser le préjudice doit être clairement fixé.

Article 20

Le fait que les régimes en matière d'environnement soumettent une activité envisagée à une évaluation des effets sur l'environnement n'exonère pas en soi de toute responsabilité pour simple préjudice, ou de toute responsabilité civile, si les effets évalués dépassent la limite jugée admissible. L'évaluation peut être assortie de l'exigence d'une garantie spécifique couvrant, le cas échéant, une réparation adéquate.

Exemption de la responsabilité

Article 21

L'exemption de la responsabilité internationale pour fait illicite est régie par les principes et les règles du droit international. Les régimes en matière d'environnement peuvent prévoir, dans la mesure compatible avec leurs objectifs, des exemptions de la responsabilité pour simple préjudice ou de la responsabilité civile, selon le cas. Le simple fait que des effets sont imprévisibles ne devrait pas, en soi, être admis comme justifiant une exemption.

Article 22

Sans préjudice des règles de droit international applicables aux conflits armés, les régimes en matière d'environnement peuvent considérer comme justifiant une exemption de la responsabilité un tel conflit ainsi qu'un acte de terrorisme, une catastrophe naturelle d'un caractère irrésistible et d'autres situations analogues normalement prévues par les conventions sur la responsabilité civile, sous réserve du principe selon lequel nul ne peut se prévaloir de sa propre faute.

Les actes intentionnels, les actes dus à une négligence grave ou les omissions qui sont le fait d'un tiers justifient normalement une exemption, le tiers devant toutefois être tenu pour pleinement responsable aux fins de 1a réparation des dommages causés. Les dommages résultant d'activités humanitaires peuvent également donner lieu à une exemption de la responsabilité si les circonstances le justifient.

Réparation des dommages

Article 23

Les régimes en matière d'environnement devraient prévoir la réparation des dommages à l'environnement en tant que tel, indépendamment ou en complément de la réparation des préjudices liés à des décès, à des lésions corporelles ou à des pertes de biens ou de valeur économique. Le type spécifique de réparation envisagé dépendra du but et de la nature du régime en question.

Article 24

Les régimes en matière d'environnement devraient adopter une conception large de la réparation, comprenant la cessation de l'activité en cause, la restitution en nature, l'indemnisation et, si nécessaire, la satisfaction.

Les indemnités allouées sous ces régimes devraient couvrir à la fois les pertes économiques et le coût de mesures de réhabilitation et de remise en état. Dans ce contexte, il faudrait également tenir compte de la nécessité d'une évaluation équitable ainsi que d'autres critères dégagés par les conventions internationales et les décisions juridictionnelles.

Article 25

Le fait qu'un dommage en matière d'environnement soit irréparable ou non quantifiable n'exonère pas de l'obligation de réparer. L'entité qui cause un dommage à l'environnement d'un caractère irréparable ne doit pas se trouver en fin de compte dans une situation éventuellement plus favorable que d'autres entités qui ont causé des dommages quantifiables.

Lorsque des dommages sont irréparables en raison de conditions physiques, techniques ou économiques déterminées, il convient de recourir à d'autres critères pour les évaluer. La dégradation de l’usage des biens, de la qualité esthétique et d'autres valeurs non liées à l'usage, les lignes directrices nationales ou internationales existantes, l'équité inter-générationnelle et une évaluation équitable dans son ensemble devraient être considérées comme des critères subsidiaires pour la fixation des indemnités.

La réparation intégrale des dommages causés à l'environnement ne devrait pas donner lieu à l'imposition d'indemnités excessives, exemplaires ou punitives.

Accès à des mécanismes de prévention des litiges et à des voies de recours

Article 26

Les régimes en matière d'environnement devraient prévoir l'accès des Etats, des organisations internationales et des particuliers à des mécanismes qui facilitent le respect de leurs dispositions, et spécialement le recours à des consultations, à des négociations et à d'autres modes de prévention des litiges.

En cas d'insuccès des mécanismes de prévention, il devrait être également possible d'accéder rapidement à des voies de recours et d'introduire des demandes en réparation au titre des dommages causés à l'environnement.

Article 27

Les régimes en matière d'environnement devraient faciliter aux demandeurs, par des modalités souples, la possibilité d'ester en justice, spécialement pour les demandes relatives à l'environnement lui-même et aux dommages causés à des régions situées au-delà des limites de la juridiction nationale. Cette disposition s'entend sans préjudice de l'exigence d'un intérêt juridique direct de la partie lésée ou potentiellement lésée à introduire une demande en matière d'environnement selon le droit international.

Article 28

Les régimes en matière d'environnement devraient déterminer les entités admises à introduire des demandes et à recevoir des indemnités en l'absence d'un intérêt juridique direct, lorsque cela est approprié. Les institutions créées par ces régimes, notamment les médiateurs et les fonds, pourraient être habilitées à cet effet. La désignation d'un haut-commissaire de l'environnement chargé d'agir au nom ou dans l'intérêt de la communauté internationale pourrait également être envisagée.

Article 29

La prévention des litiges pourrait également être facilitée par la participation d'Etats et d'entités qualifiés au processus de planification de grands projets d'un autre Etat dans le cadre des mécanismes de la coopération internationale. L'évaluation nationale et régionale des effets sur l'environnement devrait aussi être requise pour des activités susceptibles d'avoir des effets transfrontière ou d'affecter des régions situées au-delà des limites de la juridiction nationale.

Voies de recours dont disposent les intéressés pour présenter des demandes nationales et transnationales

Article 30

Les régimes en matière d'environnement devraient prévoir l'accès égal, sur une base non discriminatoire, aux juridictions et voies de recours internes pour les entités nationales et étrangères, ainsi que pour toutes autres personnes intéressées.

Article 31

Les régimes en matière d'environnement devraient prévoir la renonciation à l'immunité de juridiction des Etats à l'égard des actions en justice dans les cas appropriés. Les sentences arbitrales et les autres décisions rendues par des juridictions internationales en application de ces régimes devraient avoir la même force sur le plan interne que les décisions nationales.

Article 32

Dans les cas qui comportent des aspects multinationaux, les régimes en matière d'environnement devraient tenir compte des règles existantes en matière de compétence juridictionnelle et de droit applicable et, au besoin, établir de telles règles.

*

(4 septembre 1997)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session de Strasbourg - 1997

Procédures d'adoption et de mise en œuvre des règles en matière d'environnement

(Huitième Commission, Rapporteur : M. Felipe Paolillo)

(Le texte anglais fait foi, le texte français est une traduction.)

L'Institut de Droit international,

Notant qu'au cours des dernières décennies le droit international de l'environnement s'est transformé en un vaste corpus juridique, se composant d'un grand nombre et d'une grande diversité de principes et de règles de valeur juridique variable ;

Considérant que le développement du droit international de l'environnement s'est effectué d'une manière non coordonnée, se traduisant par des doubles emplois, des incohérences et des lacunes, et que la mise en œuvre de ce droit a été inégale et, dans plusieurs régions, non satisfaisante ;

Convaincu que le développement et la mise en œuvre effective du droit international de l'environnement sont essentiels pour répondre aux graves problèmes liés à la dégradation de l'environnement ;

Conscient que les traités et les décisions adoptées par les organisations internationales apparaissent comme les instruments les plus adéquats pour promouvoir le développement du droit international dans le domaine de l'environnement ;

Convaincu que les procédures existantes d'adoption de règles internationales en matière d'environnement et de mécanismes destinés à veiller à la mise en œuvre de ces règles ont besoin d'être adaptées pour mieux répondre à la gravité des problèmes liés à l'environnement,

Adopte la présente Résolution :

I
Adoption des règles en matière d'environnement

Article premier

Les traités multilatéraux en matière d'environnement et les autres instruments internationaux définissant les cadres juridiques généraux devraient prévoir des procédures rapides pour l'adoption, au moyen d'instruments séparés, de règles, règlements et normes complémentaires, ainsi que pour leur réexamen et leur modification, afin d'en assurer une rapide entrée en vigueur et une mise à jour permanente.

Article 2

Lors de la négociation et de l'adoption des traités multilatéraux et des décisions des organisations internationales en matière d'environnement, il conviendrait, afin d'en augmenter les chances d'être généralement acceptés et appliqués, de rechercher une participation aussi large que possible des Etats, en particulier de ceux qui ont un intérêt ou une responsabilité spécifique dans la matière en cours de réglementation.

Article 3

Il conviendrait de mettre à la disposition des pays en développement, afin d'assurer leur participation effective aux processus normatifs en matière d'environnement, une assistance technique et financière, et notamment une assistance qui leur permette de mettre en place une infrastructure institutionnelle appropriée et d'acquérir une expertise en droit international de l'environnement.

Article 4

Les traités multilatéraux en matière d'environnement et les autres instruments internationaux qui prescrivent l'adoption de mesures de protection de l'environnement doivent, sur la base des différences qui existent dans les capacités financières et technologiques des Etats et dans la contribution de ceux-ci au problème de l'environnement, prévoir des incitations économiques, une assistance technique, un transfert de technologies et un traitement différencié dans les cas appropriés.

Article 5

Afin de parvenir à l'acceptation la plus large possible des règles internationales en matière d'environnement et d'assurer leur application effective, il conviendrait de mettre tout en œuvre pour dégager un consensus en vue de leur adoption avant de recourir au vote. Toutefois, les efforts déployés pour aboutir à un consensus ne devraient pas entraîner un affaiblissement significatif du contenu des règles.

Article 6

Les Etats et les organisations internationales devraient donner aux organisations non gouvernementales intéressées la possibilité de contribuer efficacement au développement et à l'application du droit international de l'environnement au moyen, entre autres, d'une participation appropriée au processus normatif, de conseils techniques donnés aux Etats et aux organisations internationales, d'une sensibilisation du public aux problèmes de l'environnement et d'un soutien du public à la réglementation, ainsi que d'un contrôle du respect de celle-ci par les Etats et les acteurs non étatiques qui ont des obligations en matière d'environnement.

Article 7

Les Etats et les organisations internationales devraient également permettre à la communauté scientifique, au milieu industriel, au monde du travail et aux autres entités non étatiques de prendre part, lorsque cela est approprié, au processus juridique d'adoption des règles destinées à régir les questions relatives à l'environnement, ainsi qu'à l'application de ces règles et au contrôle de celle-ci.

II
Mise en œuvre des règles en matière d'environnement

Article 8

Les régimes de protection de l'environnement devraient comporter l'obligation pour les Etats participants de présenter périodiquement à l'organisation internationale compétente des rapports sur l'application des règles internationales en matière d'environnement en vue de leur examen public.

Article 9

Les traités multilatéraux en matière d'environnement et les décision des organisations internationales instituant des obligations en matière d'environnement devraient prévoir des procédures pour :

a) l'adoption, le réexamen et la modification, selon des procédures rapides, des règles, règlements et normes relatifs à la mise en œuvre de ces obligations ;

b) l'examen et l'évaluation des rapports présentés par les Etats sur la mise en œuvre de ces obligations ;

c) le contrôle de l'application et du respect des dispositions en question. Les mécanismes de ce contrôle devraient inclure, entre autres, la présentation de rapports, l'établissement des faits et l'exécution d'inspections.

Article 10

Les organisations internationales en matière d'environnement qui sont investies d'un pouvoir réglementaire devraient prévoir des procédures garantissant que les règles qu'elles ont adoptées ne sont pas en contradiction ou incompatibles avec le cadre juridique qui régit leurs activités.

Article 11

Les Etats qui ont voté en faveur de l'adoption d'un instrument non contraignant contenant des règles claires et précises sur la protection de l'environnement, ou qui y ont acquiescé, devraient agir conformément à ces règles.

Article 12

Afin de prévenir tous litiges et de faciliter le respect des obligations en la matière, les traités multilatéraux en matière d'environnement et les décisions des organisations internationales instituant des régimes de protection de l'environnement devraient prévoir des procédures informelles, non contradictoires, ouvertes aux Etats et, lorsqu'il y a lieu, à d'autre entités ou personnes.

Article 13

Afin de garantir, dans les systèmes juridiques internes, l'exécution des obligations internationales en matière d'environnement, les Etats doivent mettre à la disposition de tout intéressé des procédures judiciaires et extrajudiciaires pour le règlement des litiges nés de violations de ces obligations.

Article 14

Les traités multilatéraux en matière d'environnement et les décisions des organisations internationales prescrivant l'adoption d'une législation interne ou d'autres mesures de mise en œuvre par les Etats parties aux traités ou par les Etats membres des organisations internationales devraient fixer des délais dans lesquels les Etats doivent prendre les mesures prescrites.

Article 15

Les Etats tenus d'adopter une législation interne ou d'autres mesures de mise en œuvre des obligations en matière d'environnement contenues dans un traité auquel ils sont parties ou dans une décision d'une organisation internationale dont ils sont membres adoptent ces mesures dans un délai raisonnable lorsque le traité ou la décision en question n'a pas fixé de délai déterminé.

Article 16

Lorsqu'un Etat tenu, en vertu d'un traité ou d'une décision d'une organisation internationale, d'adopter une législation interne ou d'autres mesures de mise en œuvre des obligations en matière d'environnement ne l'a pas fait dans le délai fixé ou, si aucun délai n'a été fixé, dans un délai raisonnable, il devrait communiquer à la conférence des parties contractantes, aux autres autorités internationales compétentes ou aux autres parties au traité ou membres de l'organisation internationale les raisons pour lesquelles il n'a pas pris les mesures prescrites.

Article 17

Afin d'encourager la participation de tous les intéressés au débat sur les questions relatives à l'environnement, les Etats devraient coopérer avec les organisations non gouvernementales concernées en vue de la diffusion d'une information aussi complète que possible sur les problèmes et les questions qui se posent en matière d'environnement et sur les règles nationales et internationales qui s'y rapportent.

Article 18

Les Etats prennent les dispositions requises pour que des autorités appropriées soient désignées pour traiter des questions relatives à l'application des règles internationales en matière d'environnement dans les limites de leur juridiction et pour assurer le contrôle du respect de ces règles.

Article 19

Les Etats et les organisations internationales compétentes en matière d'environnement devraient donner la publicité voulue aux procédures de mise en œuvre, y compris la publication et la diffusion des rapports présentés par les Etats et des rapports des organes des organisations internationales sur le respect par les Etats de leurs obligations en matière d'environnement. Les activités de mise en œuvre menées par les organisations internationales compétentes en matière d'environnement devraient être ouvertes, dans les cas appropriés, aux organisations non gouvernementales intéressées.

Article 20

Les organisations internationales compétentes en matière d'environnement devraient informer en permanence les gouvernements, les organisations non gouvernementales intéressées et le public en général de leurs activités et de leurs programmes.

*

(4 septembre 1997)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session de Berlin - 1999

La prise en compte du droit international privé étranger

(Quatrième Commission, Rapporteur : M. Kurt Lipstein)

(Le texte anglais fait foi. Le texte français est une traduction.)

L'Institut de Droit international,

Considérant que la fonction du droit international privé est de déterminer les règles juridiques dont l'application est la plus appropriée dans un cas donné ;

Considérant que les règles juridiques dont l'application est la plus appropriée dans un cas donné sont celles qui favorisent la justice, la sécurité juridique, l'efficacité, l'uniformité ou le respect des intentions communes ou des attentes justifiées des parties ;

Considérant que la sécurité juridique de ces règles est favorisée par le recours aux mêmes règles de droit en ce qui a trait aux situations créées et aux actes conclus ;

Considérant que l'efficacité peut être favorisée en portant une attention particulière au droit qui exerce de fait le contrôle ;

Considérant que l'on ne peut parvenir à une uniformité de décision que lorsqu'on retrouve, dans les règles de conflit de lois pertinentes des pays concernés, des règles de conflits de lois identiques et interprétées de façon uniforme, ou encore lorsqu'un des critères de rattachement reçoit priorité ;

Considérant que, même lorsqu'on ne peut parvenir à une uniformité totale de décision, un certain degré d'uniformisation peut cependant, dans un cas donné, être atteint si le tribunal tient compte du droit international privé étranger ;

Considérant que l'intérêt de la justice peut être favorisé par la prise en compte du droit international privé étranger ;

Considérant que, en certaines circonstances, ces objectifs seront poursuivis plus efficacement lorsque non seulement les règles du droit interne étranger, mais aussi celles du droit international privé étranger, seront prises en compte ;

Adopte la Résolution suivante :

La prise en compte du droit international privé étranger

1. ne devrait pas être exclue d'emblée, qu'elle implique ou non un renvoi au premier ou au second degré ;

2. ne devrait pas se voir limitée aux situations dans lesquelles l'uniformité est souhaitable ;

3. devrait être envisagée :

(a) si la validité ou l'efficacité d'un acte ou d'un contrat est tenue pour souhaitable et est ainsi assurée ; ou

(b) si l'uniformité de traitement d'un acte ou d'un contrat est souhaitable et peut être atteinte ; ou

(c) si les parties ont le choix du droit applicable et, l'ayant exercé, ont inclus dans ce droit le droit international privé ; ou

(d) si la validité d'un acte ou d'un contrat établi conformément aux règles de conflit de lois prévues par le droit applicable au moment où l'acte ou le contrat a été établi, est ultérieurement remise en question ; ou

(e) si, pour la décision d'une question préalable, la validité d'un acte peut être maintenue soit par application des règles de conflit de lois de la loi régissant la question principale, soit par application des règles de conflit de lois de la loi régissant la question préalable.

4. ne devrait pas être envisagée :

(a) si la loi du for comporte des règles alternatives de conflit de lois opérant sur un pied d'égalité ;

(b) si les parties ont le choix du droit applicable et, l'ayant exercé, n'ont pas inclus dans celui-ci le droit international privé.

*

(23 août 1999)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session de Berlin - 1999

Le règlement judiciaire et arbitral des différends internationaux impliquant plus de deux Etats

(Onzième Commission, Rapporteur : M. Rudolf Bernhardt)

(Le texte anglais fait foi. Le texte français est une traduction.)

L'Institut de Droit international,

Réaffirmant que le règlement judiciaire et arbitral est un des modes importants par lequel les différends entre Etats sont réglés conformément à la Charte des Nations Unies ;

Observant que le règlement judiciaire et arbitral international est en général entendu comme un processus bilatéral, et que le caractère de plus en plus multilatéral des relations internationales rend nécessaire une adaptation des règles traditionnelles du règlement des différends ;

Considérant que les éventuels effets de normes impératives de droit international et d'obligations *erga omnes* ne sont pas traités par la présente Résolution ;

Adopte la Résolution suivante :

I. Principes

1. Le consentement des Etats est le fondement de la compétence des cours et tribunaux internationaux ; il en résulte qu'on ne peut pas se prononcer sur un litige impliquant plus de deux Etats sans le consentement de tous les Etats concernés. L'absence d'un tel consentement interdit d'aboutir à un règlement, ou ne permet qu'un règlement partiel du différend.

2. Les dispositions portant sur la compétence et sur la procédure figurant dans les statuts et règlements des cours et tribunaux internationaux présentent souvent des caractéristiques particulières et uniques. C'est pourquoi l'interprétation des textes pertinents constitue le point de départ de l'examen de toute affaire, y compris celles qui impliquent plus de deux Etats. Néanmoins il est possible de dégager quelques principes généraux et des dispositions similaires concernant l'intervention et les autres modes de participation d'Etats tiers.

3. Les principes généraux et les règles relatifs à la participation d'Etats tiers valables devant la Cour internationale de Justice peuvent aussi être appliqués, s'ils sont appropriés dans les circonstances de l'espèce, devant d'autres cours ou tribunaux internationaux.

II. Différends impliquant plus de deux Etats parties

4. Lorsque deux ou plus de deux Etats ont des intérêts juridiques identiques ou similaires dans un différend, ces Etats devraient examiner la possibilité d'agir conjointement ou en commun devant la cour ou le tribunal international compétent.

5. Une requête unilatérale devant une cour ou un tribunal émanant d'un ou de plusieurs Etats et dirigée contre plus d'un Etat défendeur requiert, en principe, l'introduction d'instances parallèles et distinctes, à moins qu'un accord préalable en sens contraire n'intervienne entre les Etats impliqués.

6. Sous réserve des instruments juridiques pertinents, la cour ou le tribunal peut, au vu de toutes les circonstances, ordonner la jonction d'instances ou l'organisation de procédures communes. La cour ou le tribunal devra, dans le respect des exigences du caractère équitable de la procédure, déterminer quels effets produira sur celle-ci la jonction d'instances, ou, sans jonction formelle, l'organisation de procédures communes.

III. Intervention

7. Sous réserve des dispositions des instruments régissant le fonctionnement de la cour ou du tribunal, les deux principaux types d'intervention sont les suivants :

(a) intervention par un Etat tiers qui estime que, dans un différend, un intérêt juridique est pour lui en cause ;

(b) intervention par des Etats tiers à un différend mettant en jeu l'interprétation d'un traité multilatéral auquel ils sont également parties.

8. L'intervention d'un Etat tiers ne le rend pas pour autant partie principale à l'instance. Les parties et les intervenants ont des positions et des rôles distincts qui ne peuvent être joints sans un accord à cet effet.

9. Les conséquences de l'intervention dans des affaires qui soulèvent une question d'interprétation d'un traité multilatéral (article 63 du Statut de la Cour internationale de Justice et textes similaires d'autres statuts) sont expressément énoncées dans les textes pertinents. Si l'Etat tiers est partie au traité, il a le droit d'intervenir dans l'instance et d'y participer à titre d'intervenant. Tant les parties au différend que l'Etat intervenant sont liés par l'interprétation donnée par la cour ou le tribunal aux dispositions du traité en cause.

10. L'intervention en vertu de l'article 62 du Statut de la Cour internationale de Justice ou de textes similaires d'autres statuts exige que l'Etat intervenant ait un intérêt juridique à ce faire. Cela signifie que des droits ou obligations dudit Etat, relevant du droit international public, sont susceptibles d'être affectés par la décision. La cour ou le tribunal devra décider, selon les circonstances de l'espèce, si ledit Etat peut se prévaloir d'un tel intérêt, et si la décision rendue affectera ou non cet intérêt. Si la Cour ou le tribunal constate l'existence d'un intérêt juridique, l'Etat sollicitant l'intervention devrait être admis à l'instance à titre d'intervenant.

11. L'intervention ne nécessite pas l'existence d'un lien juridictionnel entre les parties au différend et l'Etat tiers autre que les dispositions du Statut de la Cour Internationale de Justice et des dispositions similaires figurant dans d'autres textes pertinents permettant l'intervention.

12. Un Etat peut présenter une intervention au fond, tout comme au stade de l'examen de la compétence et de la recevabilité ; dans des cas exceptionnels, il peut également présenter une intervention lors d'autres procédures incidentes.

13. Un Etat qui envisage de se porter intervenant peut demander à la cour ou au tribunal de lui faire tenir copie des mémoires. La cour ou le tribunal décide après consultation des parties.

14. Lorsque l'instrument pertinent prévoit la possibilité de nommer un juge *ad hoc*, l'Etat intervenant n'en bénéficie pas.

15. La décision relative à la recevabilité de l'intervention lie les parties et l'Etat intervenant.

16. L'Etat intervenant a le droit de prendre part à la procédure écrite et orale. L'ampleur de sa participation dépendra des règles pertinentes de la cour ou du tribunal ainsi que du besoin de mener les procédures de manière efficace et équitable.

17. La décision de la cour ou du tribunal lie l'Etat intervenant dans les limites dans lesquelles l'intervention a été accueillie. Dans les mêmes limites, la décision est obligatoire pour les parties principales dans leurs relations avec l'Etat intervenant.

18. L'Etat intervenant peut, moyennant l'accord de toutes les parties à l'affaire, devenir partie principale à l'instance avec les droits et obligations correspondants.

IV. Parties indispensables

19. Si les droits ou obligations d'un Etat tiers constituent l'objet même d'un différend porté par d'autres Etats devant une cour ou un tribunal et s'il ne s'avère pas possible d'en arriver à une décision sans prendre parti sur les droits ou obligations de l'Etat tiers, la cour ou le tribunal ne peut procéder que si ledit Etat devient partie principale au litige. Cet Etat tiers est une "partie indispensable" à l'instance.

20. Si les droits ou obligations des parties dans l'affaire peuvent être distingués de ceux d'un Etat tiers, la cour ou le tribunal peut se prononcer sur la partie du litige concernant lesdits droits ou obligations.

21. Un accord peut intervenir entre les Etats impliqués pour que la "partie indispensable" devienne partie principale à l'instance, avec les droits et obligations correspondants, afin de permettre à la cour ou au tribunal d'arrêter une décision sur l'ensemble du litige.

*

(24 août 1999)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session de Berlin - 1999

L'application du droit international humanitaire et des droits fondamentaux de l'homme dans les conflits armés auxquels prennent part des entités non étatiques

(Quatorzième Commission, Rapporteur : M. Milan Šahoviœ)

(Le texte français fait foi. Le texte anglais est une traduction.)

L'Institut de Droit international,

Rappelant ses Résolutions sur les "*Droits et devoirs des Puissances étrangères, au cas de mouvement insurrectionnel envers les gouvernements établis et reconnus qui sont aux prises avec l'insurrection*" (Session de Neuchâtel, 1900), "*Le principe de non-intervention dans les guerres civiles*" (Session de Wiesbaden, 1975) et "*La protection des droits de l'homme et le principe de non-intervention dans les affaires intérieures des Etats*" (Session de Saint-Jacques-de-Compostelle, 1989) ;

Rappelant aussi ses Résolutions sur "*Les conditions d'application des règles humanitaires relatives aux conflits armés aux hostilités dans lesquelles les Forces des Nations Unies peuvent être engagées*" (Session de Zagreb, 1971) et "*Les conditions d'application des règles, autres que les règles humanitaires, relatives aux hostilités dans lesquelles les Forces des Nations Unies peuvent être engagées*" (Session de Wiesbaden, 1975) ;

Considérant que les conflits armés auxquels prennent part des entités non étatiques sont de plus en plus nombreux et qu'ils sont de plus en plus souvent motivés, en particulier, par des causes ethniques, religieuses ou raciales ;

Notant que, dès lors, la population civile est affectée de manière croissante par les conflits armés internes et qu'elle supporte en fin de compte la plus grande part des violences en résultant, ce qui cause de grandes souffrances, des morts et des privations ;

Constatant que les conflits armés auxquels prennent part des entités non étatiques ne concernent pas seulement les Etats dans lesquels ils ont lieu, mais qu'ils touchent les intérêts de la communauté internationale dans son ensemble ;

Ayant à l'esprit que pendant les cinquante dernières années les principes de la Charte des Nations Unies et des droits de l'homme ont substantiellement influencé le développement et l'application du droit international humanitaire ;

Rappelant le prononcé de la Cour internationale de Justice selon lequel l'obligation consacrée à l'article 1 commun aux Conventions de Genève de "respecter et faire respecter" les Conventions "en toutes circonstances" découle de principes généraux du droit international humanitaire, de sorte qu'elle a acquis le statut d'une obligation de droit international coutumier ;

Soulignant le prononcé de la Cour internationale de Justice selon lequel l'article 3 commun aux Conventions de Genève de 1949 reflète des "considérations élémentaires d'humanité" et selon lequel les règles fondamentales du droit humanitaire applicables dans les conflits armés "s'imposent ... parce qu'elles constituent des principes intransgressibles du droit international coutumier" ;

Considérant le prononcé du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie selon lequel un grand nombre de principes et de règles précédemment applicables aux seuls conflits armés internationaux s'appliquent désormais aux conflits armés internes et selon lequel des violations graves du droit international humanitaire commises durant des conflits de ce dernier type constituent des crimes de guerre ;

Appuyant la poursuite et la condamnation, par des juridictions nationales, des responsables de crimes de guerre, de crimes contre l'humanité, de génocide et d'autres violations graves du droit international humanitaire, ainsi que l'établissement de juridictions internationales chargées de cette tâche ;

Reconnaissant que, selon l'article 7 du Statut de Rome de la Cour pénale internationale, les crimes contre l'humanité peuvent être commis par des individus agissant pour le compte d'un Etat ou au nom d'entités non étatiques ;

Notant que les actions entreprises par le Conseil de sécurité sur la base du Chapitre VII de la Charte dans des conflits armés auxquels prenaient part des entités non étatiques démontrent que le respect du droit international humanitaire est un élément intégral du système de sécurité de l'Organisation mondiale ;

Se félicitant de la Décision du Secrétaire général des Nations Unies du 6 août 1999 sur le respect du droit international humanitaire par les Forces des Nations Unies qui réitère l'obligation de ces dernières de respecter strictement ce droit en vue notamment de protéger la population civile et qui prévoit la possibilité de poursuivre pénalement les membres du personnel militaire de ces Forces qui se seraient rendus coupables de violations du droit humanitaire, également dans des situations de conflits armés internes ;

Se félicitant également du rôle important joué par le Comité international de la Croix-Rouge dans des conflits récents auxquels prenaient part des entités non étatiques, aux fins d'assurer la protection humanitaire de toutes les victimes et en invitant les parties aux conflits à respecter les principes élémentaires d'humanité, notamment à protéger la population civile contre les effets de la violence et des dévastations ;

Considérant qu'il est souhaitable de procéder à un réexamen et à l'adaptation du droit international humanitaire aux nouvelles situations en vue de renforcer le respect de ce droit et de mieux protéger les victimes des conflits armés auxquels prennent part des entités non étatiques ;

Adopte la Résolution suivante :

I. Aux fins de la présente Résolution :

- l'expression "*conflits armés auxquels prennent part des entités non étatiques*" vise les conflits armés internes entre les forces armées d'un gouvernement et celles d'une ou plusieurs entités non étatiques, ou entre plusieurs entités non étatiques ; y sont aussi inclus les conflits armés internes dans lesquels interviennent des forces de maintien de la paix ;

- l'expression "*entités non étatiques*" désigne les parties aux conflits armés internes qui s'opposent aux forces armées gouvernementales ou luttent contre des entités de même nature et qui remplissent les conditions prévues à l'article 3 commun aux Conventions de Genève de 1949 pour la protection des victimes de la guerre ou à l'article premier du Protocole de 1977 additionnel aux Conventions de Genève relatif à la protection des victimes des conflits armés non internationaux (Protocole II).

II. Toutes les parties aux conflits armés auxquels prennent part des entités non étatiques, indépendamment de leur statut juridique, de même que les Nations Unies et les organisations régionales et autres organisations internationales compétentes, ont l'obligation de respecter le droit international humanitaire de même que les droits fondamentaux de l'homme. L'application des principes et des règles pertinents n'affecte pas le statut juridique des parties au conflit et ne dépend pas de la reconnaissance de belligérance ou du statut d'insurgés.

III. Le respect du droit international humanitaire et des droits fondamentaux de l'homme constitue un élément intégral de l'ordre international pour le maintien et le rétablissement de la paix et de la sécurité, y compris dans les conflits armés auxquels prennent part des entités non étatiques.

IV. Le droit international applicable dans les conflits armés auxquels prennent part des entités non étatiques comprend :

- l'article 3 commun aux Conventions de Genève de 1949 en tant que principes fondamentaux du droit international humanitaire ;

- le Protocole II et toutes autres conventions applicables aux conflits armés non internationaux ;

- les règles et principes coutumiers du droit international humanitaire sur la conduite des hostilités et la protection des victimes dans les conflits armés internes ;

- les principes et les règles du droit international garantissant les droits fondamentaux de l'homme ;

- les principes et les règles du droit international applicable dans les conflits armés internes relatifs aux crimes de guerre, aux crimes contre l'humanité, au génocide et à d'autres crimes internationaux ;

- les principes du droit international "tels qu'ils résultent des usages établis, des principes de l'humanité et des exigences de la conscience publique".

V. Tout Etat et toute entité non étatique prenant part à un conflit armé sont juridiquement tenus l'un envers l'autre et à l'égard de tous les autres membres de la communauté internationale de respecter le droit international humanitaire en toutes circonstances, tout autre Etat a le droit de demander le respect de ce droit. Aucun Etat et aucune entité non étatique ne peut se soustraire à de telles obligations en niant l'existence d'un conflit armé.

VI. En cas de violations graves du droit international humanitaire ou des droits fondamentaux de l'homme, les Nations Unies et les organisations régionales et autres organisations internationales compétentes ont le droit d'adopter des mesures appropriées conformément au droit international.

VII. Sans préjudice des fonctions et pouvoirs que la Charte attribue aux organes des Nations Unies en cas de violations systématiques et massives du droit humanitaire ou des droits fondamentaux de l'homme, les Etats, agissant individuellement ou collectivement, sont en droit d'adopter, à l'égard de toute partie au conflit armé qui enfreint ses obligations, des mesures diplomatiques, économiques et autres, admises par le droit international.

VIII. Toute violation grave du droit international humanitaire dans les conflits armés auxquels prennent part des entités non étatiques engage la responsabilité individuelle des personnes responsables, quels que soient leur statut ou leur position officielle, en accord avec les instruments internationaux qui confient la répression de ces actes aux juridictions nationales ou internationales.

Les autorités compétentes de l'Etat sur le territoire duquel se trouve une personne contre laquelle est alléguée une violation grave du droit international humanitaire commise dans un conflit armé non international sont en droit de la poursuivre et de la déférer aux tribunaux de celui-ci ; elles sont priées de le faire.

IX. Pour arriver à une protection plus efficace des victimes des conflits armés auxquels prennent part des entités non étatiques et tenant compte des enseignements des récents conflits armés à caractère non international, les mesures suivantes devraient être envisagées :

- la conclusion par les parties à ces conflits, conformément à l'article 3, paragraphe 2, commun aux Conventions de Genève de 1949, d'accords spéciaux sur l'application de tout ou partie des dispositions de celles-ci ;

- le concours des Etats, des Nations Unies, du Comité International de la Croix Rouge et d'autres organismes internationaux à caractère humanitaire à des mesures de vérification et de contrôle de l'application du droit international humanitaire dans les conflits armés internes ; en outre, au cas où l'Etat concerné fait valoir qu'aucun conflit armé interne n'a éclaté, l'autorisation donnée aux Nations Unies ou à toute organisation régionale ou autre organisation internationale compétente de déterminer de manière impartiale si le droit international humanitaire est applicable ;

- l'application du Protocole II à tous les conflits armés non internationaux sans attendre une révision formelle de ce Protocole ;

- l'amendement du Protocole II en vue de compléter ses règles et notamment :

(a) d’établir un organisme international impartial et indépendant habilité à enquêter sur le respect du droit international humanitaire (*cf.* article 90 du Protocole I) ;

(b) d'ajouter une disposition sur les infractions graves traitant notamment de questions de compétence, d'extradition vers un autre Etat et de transfert à une juridiction pénale internationale.

X. Dans la mesure où certains aspects des troubles et tensions internes peuvent ne pas être régis par le droit international humanitaire, les individus demeurent protégés par le droit international garantissant les droits fondamentaux de l’homme. Toutes les parties ont l’obligation de respecter les droits fondamentaux de l’homme, sous le contrôle de la communauté internationale.

XI. L'Institut salue et encourage une adaptation progressive des principes et règles relatifs aux conflits armés internes aux principes et règles applicables dans les conflits armés internationaux. Il est donc souhaitable et nécessaire que les Etats, les Nations Unies et les organisations régionales et autres organisations internationales compétentes, s'inspirant notamment des importants travaux du Comité International de la Croix Rouge dans ce domaine, élaborent et adoptent une convention visant à réglementer tous les conflits armés et à protéger toutes les victimes, que ces conflits aient un caractère international, non international ou mixte.

XII. Tous les Etats et toutes les entités non étatiques sont tenus de diffuser les principes et règles du droit international humanitaire et des droits fondamentaux de l'homme qui sont applicables dans les conflits armés internes.

*

(25 août 1999)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session de Vancouver - 2001

La succession d'Etats en matière de biens et de dettes

(Septième Commission, Rapporteur : M. Georg Ress)

(Le texte français fait foi. Le texte anglais est une traduction.)

L'Institut de Droit international,

Vu le développement de la pratique des Etats depuis la Conférence de Vienne des Nations Unies qui a adopté la Convention sur la succession d'Etats en matière de biens, archives et de dettes d'Etats de 1983, notamment à la suite de la désintégration de l'URSS, de la République Socialiste Fédérative de Yougoslavie et de la République Fédérative Tchèque et Slovaque ainsi que de la réunification de l'Allemagne ;

Convaincu de l'utilité de réaffirmer les règles et principes relatifs à la succession d'Etats en matière de biens et de dettes qui ont été confirmées par la pratique récente des Etats ;

Convaincu également de la nécessité d'indiquer *de lege ferenda* les tendances du développement et les critères du régime à appliquer dans cette matière pour mieux garantir la sécurité juridique dans les relations internationales ;

Estimant que les questions relatives à la succession d'Etats en matière de dettes d'Etat revêtent une importance particulière pour tous les Etats ;

Tenant compte du fait que les phénomènes d'intégration et de désintégration des Etats sont de caractère universel ;

Conscient des problèmes causés par l'incertitude se produisant avant l'achèvement du processus de succession, tant que le statut juridique des Etats en cause n'est pas déterminé ;

Considérant que l'autodétermination des peuples, un principe reconnu par la Charte des Nations Unies, et le principe de démocratie devraient jouer un rôle significatif dans ce processus ;

Affirmant que toute situation conduisant à une succession d'Etats devrait se dérouler en pleine conformité avec le droit international public, et surtout avec le droit humanitaire et avec les droits de l'homme ;

Arrête les principes directeurs suivants concernant la succession d'Etats en matière de biens et de dettes :

Première partie : **Catégories de succession d'Etats**

Article 1 : Notion de succession d'Etats

La succession d'Etats est la substitution d'un Etat à un autre dans la responsabilité des relations internationales d'un territoire.

Article 2 : Catégories de succession d'Etats

Aux fins de la présente Résolution, la succession d'Etats englobe des situations de dissolution d'un Etat (*discontinuité*) ; de cession, c'est-à-dire de transfert d'une partie du territoire d'un Etat à un autre Etat (*continuité* des deux Etats, l'Etat prédécesseur et l'Etat successeur) ; de sécession, c'est-à-dire de séparation d'un territoire se constituant en un nouvel Etat (*continuité* de l'Etat prédécesseur avec création d'un nouvel Etat) ; ainsi que des situations d'unification de deux ou plusieurs Etats (*continuité* d'un Etat avec incorporation dans celui-ci d'un autre Etat ou *discontinuité* de deux ou plusieurs Etats avec création d'un nouvel Etat).

Article 3 : Succession d'Etats et continuité d'Etat

La succession d'Etats et la continuité d'Etat sont des concepts juridiques qui ne s'excluent pas. La continuité d'Etat signifie que la personnalité juridique dans l'ordre juridique international subsiste malgré les changements de territoire, de population, de régime politique et juridique, et de nom. Le fait qu'un Etat reste identique à lui-même dans des situations politiques et juridiques différentes de celles antérieures – fait qualifié parfois de fictif – postule que les changements n'ont pas abouti à la dissolution de l'Etat.

Article 4 : Distinction entre continuité et discontinuité de l'Etat

La distinction entre la sécession d'Etats (continuité de l'Etat prédécesseur) et la dissolution d'Etat (discontinuité) est claire en théorie, mais son application s'avère difficile dans le cas de certaines modifications territoriales complexes. La qualification dépend du développement de plusieurs facteurs dans le temps.

Article 5 : Obligations des Etats pendant une période intermédiaire

1. Aux fins de déterminer le régime juridique applicable tant que la qualification de continuité ou de discontinuité d'un Etat est encore incertaine et contestée, il est tenu compte, dans la mesure du possible, des intérêts des Etats concernés et des exigences de la bonne foi et de l'équité. L'application à titre provisoire des règles de succession n'est pas exclue pendant cette période de temps.

2. Afin de rendre plus clair et d'améliorer le régime des individus, les Etats concernés doivent prendre en considération, au moins de façon temporaire, la situation de fait créée par des changements territoriaux.

Deuxième partie : Règles communes pour la succession des biens et des dettes

Article 6 : Rôle d'un accord entre les Etats concernés

1. En cas de succession, les Etats concernés devraient régler de bonne foi et par voie d'accord entre eux la répartition des biens et des dettes d'Etat, en tenant compte des critères de répartition énoncés par la présente Résolution.

2. Les Etats concernés devraient agir pareillement à l'égard des créanciers privés pour ce qui concerne la répartition des dettes. D'autre part les créanciers privés devraient coopérer avec ces Etats pour ce qui concerne la répartition des biens d'Etat qu'ils détiennent.

Article 7 : Passage des biens et des dettes et éventualité d'une compensation

1. L'application des règles de passage des biens et des dettes est sans préjudice de toute question de compensation équitable (a) entre l'Etat prédécesseur et l'Etat successeur ou (b) entre les Etats successeurs.

2. Une telle compensation est due lorsque l'application des critères énoncés dans la présente Résolution engendre un grave déséquilibre dans la répartition des biens et dettes.

Article 8 : Résultat de la répartition

1. Le résultat de la répartition des biens et dettes doit être équitable.

2. Si la répartition concrète des biens et des dettes n'aboutit pas à un résultat équitable et ne peut être autrement corrigée, l'Etat prédécesseur et l'Etat successeur ou les Etats successeurs doivent régler cette question par une compensation équitable.

3. L'enrichissement injuste doit être évité.

4. La répartition des biens et des dettes doit préserver la capacité des Etats concernés de survivre comme entités viables.

Article 9 : Corrélation entre la proportion des biens et celle des dettes dans la répartition et l'équité

1. Dans toutes les catégories de succession qui impliquent le passage de biens et celui de dettes, une corrélation devrait être assurée entre, d'une part, la proportion des biens, droits et intérêts et, d'autre part, celle des dettes. Ces passages se font ensemble.

2. Pour toutes les catégories de succession, l'équité requiert qu'il n'y ait pas de différence substantielle entre le résultat de la répartition des biens et celui de la répartition des dettes.

Article 10 : Procédure de répartition des biens et dettes d'Etat

1. A moins qu'il en soit autrement convenu par les Etats concernés ou décidé par un organe international approprié, les biens et les dettes passent de l'Etat prédécesseur à l'Etat successeur avec droits et responsabilités *au prorata* de la répartition de ces biens et dettes. La répartition doit être faite selon une clé inspirée notamment des critères énoncés à l'article 11 de la présente Résolution. Il n'existe pas de responsabilité conjointe et solidaire des Etats successeurs.

2. Lorsque la question du passage automatique de certains biens ou dettes à un Etat successeur ne se pose pas, les Etats concernés devraient être considérés comme formant, dès le début de la procédure de répartition, une indivision (*communio incidens*). Si les Etats concernés ne parviennent pas à s'entendre sur la répartition, chacun d'entre eux aura le droit de demander à une instance judiciaire ou arbitrale, nationale ou internationale, de déterminer une clé de répartition entre eux.

3. Les Etats successeurs, ainsi que l'Etat prédécesseur en cas de continuation, ont l'obligation de négocier de bonne foi la répartition des biens et des dettes d'Etat.

4. Les Etats concernés doivent fournir tous les documents et toutes les informations nécessaires pour cette procédure de répartition.

5. Les Etats concernés ont l'obligation d'établir des inventaires des biens et des dettes de la succession et de s'informer mutuellement, dans des délais raisonnables, sur tous les éléments qui peuvent être utiles aux fins de la répartition ; si les Etats n'arrivent pas à dresser en commun un tel inventaire, chacun doit en établir un.

6. Sans préjudice du paragraphe 1er ci-dessus, si les Etats concernés n'arrivent pas à établir en commun une répartition, ils devraient convenir d'une procédure de répartition chargeant une commission d'experts indépendants du soin d'établir l'inventaire de tous les biens et dettes d'Etat en cause et d'en arrêter la répartition entre ces derniers.

Article 11 : Principes de répartition

1. La répartition s'opère au premier chef selon le principe de territorialité ; elle respecte au surplus le principe que tout enrichissement injuste doit être évité.

2. Les biens et dettes qui ne sont pas répartis selon le principe de territorialité doivent être répartis équitablement, tout en tenant compte du résultat de la répartition d'autres biens ou dettes effectuée en application du principe de territorialité.

3. Parmi les critères utilisables pour déterminer une répartition équitable, les Etats devraient prendre en considération :

a. les liens particuliers existant entre les espaces concernés par la succession d'Etats, d'une part, et les activités auxquelles se rapportent les biens et dettes d'Etat à répartir, d'autre part ;

b. les liens entre les biens, droits et intérêts d'Etat qui passent aux Etats successeurs, d'une part, et les dettes d'Etat d'autre part ;

c. les pourcentages respectifs du produit national brut (PNB) des Etats concernés, soit au moment de la succession, soit au moment de la décision ou de l'accord sur la répartition ;

d. la clé de répartition adoptée par le FMI pour les quotas alloués à ces Etats.

4. Si l'application des principes et critères énoncés au présent article ne conduit pas à un résultat satisfaisant, les Etats concernés peuvent notamment prendre en considération la part relative de chacun des Etats concernés dans les revenus d'exportation ou le fait que certains parmi eux ont plus que d'autres contribué au financement ou bénéficié des revenus d'exploitation d'un projet.

Troisième partie : **Biens d'Etat**

Article 12 : Notion de biens d'Etat

1. En principe on entend par l'expression “biens d'Etat de l'Etat prédécesseur” tous les biens, droits et intérêts qui, à la date de la succession d'Etats, appartenaient à un Etat prédécesseur selon son droit interne et en conformité avec le droit international.

2. La notion de bien d'Etat s'étend également aux biens des institutions publiques mais non à ceux des personnes juridiques privées, même si ces personnes ont été créées avec des moyens financiers publics.

Article 13 : Effet du passage des biens d'Etat

1. Le passage de biens d'Etat de l'Etat prédécesseur à l'Etat successeur devrait normalement s'opérer sans compensation financière.

2. Toutefois le passage automatique et gratuit de ces biens ou leur transfert n'exclut pas que des compensations financières soient prévues pour éviter l'enrichissement injuste du prédécesseur ou du successeur.

3. Le passage des biens d’Etat de l'Etat prédécesseur à l'Etat successeur implique l'extinction des droits du premier et la naissance de ceux du second ; sans préjudice d'autres dispositions de la présente Résolution, il opère une novation de leurs droits et obligations.

4. En principe, si l'Etat successeur se substitue à l'Etat prédécesseur, il assume les mêmes droits et obligations que celui-ci.

Article 14 : Information et inventaire

1. Sans préjudice de l'article 10 de la présente Résolution, les Etats concernés doivent coopérer et se consulter pour arriver à un accord sur un inventaire des biens et sur leur répartition.

2. Ils doivent échanger mutuellement et fournir aux institutions internationales compétentes les informations nécessaires pour la répartition des biens et dettes. En cas de désaccord, ils doivent régler les problèmes par recours aux moyens adéquats de règlement des différends.

Article 15 : Date du passage des biens d'Etat

La date du passage des biens d'Etat de l'Etat prédécesseur à l'Etat successeur est normalement celle de la succession d'Etats à moins qu'il n'en soit autrement convenu par les Etats concernés, ou décidé par un organe approprié, pour tout ou partie des biens, en fonction notamment de l'exercice effectif de certains droits ou intérêts par l'Etat ayant réclamé la succession.

Article 16 : Répartition des biens conformément au principe de territorialité

1. Les biens d'Etat qui sont étroitement liés à un territoire passent avec celui-ci à l'Etat successeur.

2. Les biens d'Etat qui ne présentent pas un lien étroit avec un territoire spécifique doivent être équitablement répartis.

3. Si la répartition équitable des biens et des dettes faite conformément aux paragraphes précédents mène à un résultat inadéquat, ce résultat est corrigé par un recours à l'équité. Une telle correction peut s'effectuer au moyen du transfert de certains biens ou par voie de compensation financière.

4. Dans l'application du principe d'équité, il est en général exclu de prendre en considération l'origine physique ou financière des biens, que ceux-ci soient meubles ou immeubles.

5. Les biens ayant une importance majeure pour l'héritage culturel d'un Etat successeur sur le territoire duquel ils ont trouvé leur origine doivent passer à cet Etat. L'Etat successeur doit procéder à l'identification de ces biens dans un délai raisonnable à compter de la succession ; le passage sera réglé entre les Etats concernés.

6. Exception faite du précédent paragraphe, la présente Résolution ne s'applique pas au passage des archives d'Etat.

Article 17 : Absence d'effet d'une succession d'Etats sur les biens d'un Etat tiers

Une succession d'Etat n'affecte pas en tant que telle les biens, droits et intérêts qui à la date de la succession d'Etats sont situés sur le territoire de l'Etat prédécesseur et qui, selon le droit de celui-ci, appartiennent à un Etat tiers.

Article 18 : Conservation des biens d'Etat

Les Etats concernés doivent prendre toutes les mesures nécessaires pour éviter que les biens d'Etat qui passent ou pourraient passer à un autre Etat ne soient endommagés ou détruits.

Article 19 : Biens d'Etats immeubles

1. Les biens immeubles de l'Etat prédécesseur situés sur le territoire auquel se rapporte la succession d'Etats passent à l'Etat successeur sur le territoire duquel ils sont désormais situés.

2. En cas d'unification (*disparition* des Etats prédécesseurs), les biens immeubles des Etats prédécesseurs situés en dehors de leurs territoires passent à l'Etat successeur. En cas d'incorporation d'un Etat dans un autre, les biens immeubles de l'Etat prédécesseur situés en dehors de son territoire passent à l'Etat successeur.

3. En cas de dissolution (*discontinuité*), les biens immeubles de l'Etat prédécesseur situés en dehors de son territoire passent aux Etats successeurs dans des proportions équitables. Les Etats successeurs doivent se mettre d'accord sur une répartition équitable, ou, le cas échéant, procéder à des compensations.

4. En cas de cession et de sécession (*continuité* de l'Etat prédécesseur), les biens immobiliers d'Etat de l'Etat prédécesseur situés en dehors de son territoire restent, en principe, sa propriété. Toutefois les Etats successeurs ont droit à une répartition équitable de ces biens.

Article 20 : Biens meubles et autres biens d'Etats

1. Les biens meubles de l'Etat prédécesseur liés à l'activité de cet Etat en relation avec le territoire auquel se rapporte la succession d'Etats passent à cet Etat successeur.

2. En cas de sécession et de dissolution, les biens meubles de l'Etat prédécesseur autres que ceux mentionnés au paragraphe précédent passent dans une proportion équitable à l'Etat ou aux Etats successeurs.

3. Les autres biens, droits et intérêts de l'Etat ou des Etats prédécesseurs passent selon les mêmes règles (rattachement territorial, répartition équitable) à l'Etat ou aux Etats successeurs.

4. Les règles de l'article 19 de la présente Résolution sur les biens immeubles situés en dehors du territoire des Etats participant à la succession s'appliquent *mutatis mutandis* aux biens meubles et aux autres biens.

Article 21 : Gestion des biens avant leur attribution à l'un des Etats concernés

La gestion des biens est, avant leur attribution à l'un des Etats concernés, assurée selon le droit de l'Etat sur le territoire duquel ils sont situés. Les droits acquis par des tiers sur ces biens en application de ce droit sont respectés.

Quatrième partie : Dettes d'Etat

Article 22 : Dettes d'Etat

L'expression **"**dettes d'Etat**"** s'entend :

a. de toute obligation financière d'un Etat prédécesseur à l'égard d'un autre Etat, d'une organisation internationale ou de tout autre sujet de droit international, née dans le respect du droit international ;

b. de toute obligation financière d'un Etat prédécesseur à l'égard de toute personne physique ou morale de droit interne.

Article 23 : Effet et date du passage des dettes

1. Les effets du passage des dettes d'Etat et la détermination de sa date sont *mutatis mutandis* régis par les règles applicables aux biens telles qu'énoncées dans les articles 13 et suivants de la présente Résolution.

2. A défaut d'un accord sur le passage des dettes d'Etat de l'Etat prédécesseur, de quelque catégorie que soient ces dettes, leur passage se fait dans une proportion équitable, compte tenu notamment des biens, droits et intérêts qui passent en relation avec cette dette à l'Etat ou aux Etats successeurs.

Article 24 : Effets d'une succession d'Etats sur les créanciers et débiteurs privés

1. Une succession d'Etats ne devrait pas porter atteinte aux droits et obligations des créanciers et débiteurs privés.

2. Les Etats successeurs ont l'obligation de reconnaître dans leur ordre juridique l'existence des droits et obligations des créanciers qui ont été établis dans l'ordre juridique de l'Etat prédécesseur.

3. Les créanciers privés ont le droit et l'obligation de participer aux négociations entre les Etats concernés sur la répartition de ces dettes. Ils doivent fournir à ceux-ci toutes les informations en leur possession concernant les actifs de l'Etat prédécesseur qui font l'objet de la succession. Une telle obligation existe également lorsque des créanciers privés étrangers concluent des accords particuliers sur le recouvrement des dettes avec certains Etats participant à la succession. Les Etats prédécesseurs et successeurs ont, *mutatis mutandis*, les mêmes obligations envers les débiteurs privés.

Article 25 : Droits acquis

Les Etats successeurs ont l'obligation de respecter dans toute la mesure du possible les droits acquis des personnes privées dans l'ordre juridique de l'Etat prédécesseur.

Article 26 : Passage des dettes d'Etat dans des proportions équitables

1. En cas de cession d'une partie du territoire, comme en cas de sécession, l'Etat prédécesseur et l'Etat successeur devraient régler le passage des dettes par voie d'accord. Pour les dettes privées de l'Etat prédécesseur, cet accord devrait intervenir avec la participation formelle des créanciers à son élaboration et à sa conclusion.

2. En l'absence d'un tel accord, les dettes publiques d'Etat de l'Etat prédécesseur passent à l'Etat successeur dans une proportion équitable et compte tenu notamment des biens, droits et intérêts passant à l'Etat successeur en relation avec ces dettes d'Etat.

3. Les paragraphes 1 et 2 s'appliquent également lorsqu'une partie du territoire d'un Etat s'en sépare et s'unit à un autre Etat.

Article 27 : Dettes nationales

1. Les dettes d'Etat contractées par l'Etat prédécesseur au bénéfice de l'Etat entier (dettes nationales) sont soumises aux règles de l'article 22 et suivants de la présente Résolution.

2. Les dettes des institutions et entreprises publiques qui ont un champ d'activité national, sont soumises aux mêmes règles, indépendamment du siège de ces institutions ou entreprises.

Article 28 : Dettes localisées

1. Les dettes d'Etat souscrites pour des projets ou objets particuliers à une région spécifique qui ont été contractées par l'Etat prédécesseur ou par une institution ou entreprise publique de cet Etat ayant un champ d'activité national (dettes nationales localisées), sont soumises aux règles de l'article précédent.

2. Toutefois, la répartition d'une telle dette selon l'équité doit prendre en considération le passage de biens (objets/installations) liés à la dette ainsi que le bénéfice généré par ces biens pour l'Etat successeur sur le territoire duquel ils sont situés.

Article 29 : Dettes locales

1. Les dettes des institutions publiques locales (communes, régions, entités fédérées, départements, services publics et autres institutions régionales et locales) passent à l'Etat successeur sur le territoire duquel se trouvent ces institutions.

2. Ces dettes continuent, même après la succession, à être affectées à ces institutions et leur paiement reste à la charge de celles-ci.

3. L'Etat successeur n'est pas responsable pour ces dettes, même en solidarité avec l'institution, sauf si une telle responsabilité existait déjà dans l'Etat prédécesseur ou si l'Etat successeur a directement ou indirectement (par exemple par modification du statut de l'institution intéressée) accepté une telle responsabilité.

4. Les dispositions du présent article s'appliquent aux dettes privées des institutions publiques locales.

5. Dans le cas où des biens appartenant à des institutions publiques locales sont compris dans la succession, l'article 9 de la présente Résolution (corrélation des proportions des biens et des dettes dans la répartition et équité) s'applique au passage des dettes locales.

6. L'Etat prédécesseur et l'Etat ou les Etats successeurs peuvent convenir par voie d'accord du passage des dettes locales selon des modalités différentes. Pour ce qui concerne des dettes privées, les créanciers de celles-ci devraient participer formellement à l'élaboration et à la conclusion de cet accord.

*

(26 août 2001)

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session de Vancouver - 2001

Les immunités de juridiction et d'exécution du chef d'Etat et de gouvernement en droit international

(Treizième Commission, Rapporteur : M. Joe Verhoeven)

(Le texte français fait foi. Le texte anglais est une traduction.)

L'Institut de Droit international,

Rappelant le projet de règlement international sur la compétence des tribunaux dans les procès contre les Etats, souverains et chefs d'Etats étrangers, qu'il a adopté lors de sa 11ème Session (Hambourg, 1891), ainsi que les Résolutions sur "L'immunité de juridiction et d'exécution forcée des Etats étrangers" et sur "Les aspects récents de l'immunité de juridiction et d'exécution des Etats" qu'il a adoptées respectivement lors de ses 46ème (Aix-en-Provence, 1954) et 65ème (Bâle, 1991) Sessions ;

Désireux de dissiper les incertitudes qui entourent, dans la pratique contemporaine, l'inviolabilité et l'immunité de juridiction ou d'exécution dont le chef d'Etat ou de gouvernement est en droit de se prévaloir devant les autorités d'un autre Etat ;

Affirmant qu'un traitement particulier doit être accordé au chef d'Etat ou de gouvernement, en tant que représentant de cet Etat, non pas dans son intérêt personnel, mais parce qu'il lui est nécessaire pour exercer ses fonctions et assumer ses responsabilités de manière indépendante et efficace, dans l'intérêt bien compris tant de l'Etat concerné que de la communauté internationale dans son ensemble ;

Rappelant que les immunités reconnues à un chef d'Etat ou de gouvernement n'impliquent aucunement qu'il soit en droit de ne pas respecter les règles en vigueur sur le territoire du for ;

Soulignant que ces immunités ne devraient pas lui permettre de s'approprier frauduleusement des avoirs de l'Etat qu'il représente et que tous les Etats doivent se prêter mutuellement assistance en vue de la restitution de ces avoirs à l'Etat auquel ils appartiennent, conformément aux principes rappelés par l'Institut dans la Résolution qu'il a adoptée, lors de sa Session d'Oslo (1977), sur "Les demandes fondées par une autorité étrangère ou par un organisme public étranger sur les dispositions de son droit public" ;

Adopte la Résolution suivante :

1ère partie : Le chef d'Etat en exercice

Article 1

La personne du chef d'Etat est inviolable sur le territoire d'un Etat étranger. Elle ne peut y être soumise à aucune forme d'arrestation ou de détention. Les autorités de celui-ci traitent ce chef d'Etat avec le respect qui lui est dû et prennent toutes mesures raisonnables pour empêcher qu'il soit porté atteinte à sa personne, à sa liberté ou à sa dignité.

Article 2

En matière pénale, le chef d'Etat bénéficie de l'immunité de juridiction devant le tribunal d'un Etat étranger pour toute infraction qu'il aurait pu commettre, quelle qu'en soit la gravité.

Article 3

En matière civile ou administrative, le chef d'Etat ne jouit d'aucune immunité de juridiction devant le tribunal d'un Etat étranger, sauf lorsqu'il est assigné en raison d'actes qu'il a accomplis dans l'exercice de ses fonctions officielles ; dans ce dernier cas, il ne jouit pas de l'immunité si la demande est reconventionnelle. Toutefois, aucun acte lié à l'exercice de la fonction juridictionnelle ne peut être accompli à son endroit lorsqu'il se trouve sur le territoire de cet Etat dans l'exercice de ses fonctions officielles.

Article 4

1. Les avoirs personnels du chef d'Etat qui sont localisés dans le territoire d'un autre Etat ne peuvent y être saisis ni y faire l'objet d'une quelconque mesure d'exécution forcée, sauf pour donner effet à un jugement prononcé contre lui et passé en force de chose jugée. Toutefois, ces avoirs ne peuvent faire l'objet d'aucune saisie ou mesure d'exécution lorsque ce chef d'Etat se trouve sur le territoire du for dans l'exercice de ses fonctions officielles.

2. Lorsque la légalité de l'appropriation d'un bien ou de tout autre avoir détenu par ou pour le compte d'un chef d'Etat prête sérieusement à doutes, les dispositions qui précèdent n'empêchent pas les autorités de l'Etat dans le territoire duquel ces biens ou avoirs sont localisés de prendre à leur égard les mesures provisoires jugées indispensables pour en conserver le contrôle tant que la légalité de leur appropriation n'est pas établie à suffisance de droit.

3. Conformément à leur devoir de coopération, les Etats devraient prendre toute mesure utile pour lutter contre les pratiques illicites, notamment en identifiant l'origine des dépôts et des mouvements de fonds et en fournissant toute information à leur propos.

Article 5

Les membres de la famille ou de la suite d'un chef d'Etat ne bénéficient, sauf à titre de courtoisie, d'aucune immunité devant les autorités d'un autre Etat, ce qui ne préjuge pas des immunités qui peuvent leur être reconnues à un autre titre, notamment celui de membre d'une mission spéciale, lorsqu'ils accompagnent ce chef d'Etat dans un déplacement à l'étranger.

Article 6

Les autorités de l'Etat doivent accorder au chef d'Etat étranger, dès l'instant où sa qualité leur est connue, l'inviolabilité, l'immunité de juridiction et l'immunité d'exécution auxquelles il a droit.

Article 7

1. Le chef d'Etat ne jouit plus de l'inviolabilité, de l'immunité de juridiction ou de l'immunité d'exécution qui lui sont accordées en vertu du droit international lorsque son Etat y a renoncé. Cette renonciation peut être explicite ou implicite, pourvu qu'elle soit certaine.

Il appartient au droit national de l'Etat intéressé de déterminer l'organe compétent pour décider de cette renonciation.

2. La renonciation devrait être décidée lorsque le chef d'Etat est suspecté d'avoir commis des infractions particulièrement graves ou lorsque l'exercice de ses fonctions ne paraît pas compromis par les décisions que les autorités du for seraient appelées à prendre.

Article 8

1. Les Etats peuvent par accord apporter à l'inviolabilité, à l'immunité de juridiction et à l'immunité d'exécution de leurs chefs d'Etat les dérogations qu'ils jugent opportunes.

2. Si la dérogation n'est pas explicite, il convient de présumer qu'il n'est pas dérogé à l'inviolabilité et aux immunités visées au paragraphe précédent ; l'existence et l'étendue de cette dérogation doivent être établies sans ambiguïté par toutes voies de droit.

Article 9

Rien dans la présente Résolution n'interdit à un Etat d'accorder unilatéralement, dans le respect du droit international, des immunités plus étendues au chef d'Etat étranger.

Article 10

Rien dans la présente Résolution ne préjuge du droit ou de l'obligation d'un Etat d'accorder ou de refuser l'accès ou le séjour sur son territoire à un chef d'Etat étranger.

Article 11

1. Les dispositions de la présente Résolution ne font pas obstacle :

a. aux obligations qui découlent de la Charte des Nations Unies ;

b. à celles qui résultent des statuts des tribunaux pénaux internationaux ainsi que de celui, pour les Etats qui y sont parties, de la Cour pénale internationale.

2. Les dispositions de la présente Résolution ne préjugent pas :

a. des règles déterminant la compétence du tribunal devant lequel l'immunité est soulevée ;

b. des règles relatives à la détermination des crimes de droit international ;

c. des obligations de coopération qui pèsent en ces matières sur les Etats.

3. Rien dans la présente Résolution n'implique ni ne laisse entendre qu'un chef d'Etat jouisse d'une immunité devant un tribunal international à compétence universelle ou régionale.

Article 12

La présente Résolution ne préjuge pas de l'effet de la reconnaissance ou de la non-reconnaissance d'un Etat ou d'un gouvernement étranger sur l'application de ses dispositions.

2ème Partie : L'ancien chef d'Etat

Article 13

1. Le chef d'Etat qui n'est plus en fonction ne bénéficie d'aucune inviolabilité sur le territoire d'un Etat étranger.

2. Il n'y bénéficie d'aucune immunité de juridiction tant en matière pénale qu'en matière civile ou administrative, sauf lorsqu'il y est assigné ou poursuivi en raison d'actes qu'il a accomplis durant ses fonctions et qui participaient de leur exercice. Il peut toutefois y être poursuivi et jugé lorsque les actes qui lui sont personnellement reprochés sont constitutifs d'un crime de droit international, lorsqu'ils ont été accomplis principalement pour satisfaire un intérêt personnel ou lorsqu'ils sont constitutifs de l'appropriation frauduleuse des avoirs ou des ressources de l'Etat.

3. Il n'y bénéficie d'aucune immunité d'exécution.

Article 14

L'article 4, paragraphes 2 et 3, et les articles 5 à 12 de la présente Résolution s'appliquent, *mutatis mutandis*, aux anciens chefs d'Etat dans la mesure ou ceux-ci bénéficient de l'immunité d'après l'article 13.

3ème Partie : Le chef de gouvernement

Article 15

1. Le chef de gouvernement d'un Etat étranger bénéficie de l'inviolabilité et de l'immunité de juridiction qui sont reconnues, dans la présente Résolution, au chef d'Etat. Cette disposition ne préjuge pas de l'immunité d'exécution qui pourrait lui être reconnue.

2. Le paragraphe premier ne préjuge pas des immunités qui peuvent être reconnues aux autres membres du gouvernement en raison de leurs fonctions officielles.

Article 16

Les dispositions des articles 13 et 14 sont applicables à l'ancien chef de gouvernement.

*

(26 août 2001)

INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL 2.09.2003
Session de Bruges - 2003

2ème COMMISSION

Le recours à la doctrine du *forum non conveniens* et aux « anti-suit injunctions » : principes directeurs

Rapporteur : Sir Lawrence Collins
Co-Rapporteur : M. Georges Droz

RESOLUTION

Considérant que

a. Les procès transnationaux ont connu un important développement ces dernières années.

b. Les systèmes judiciaires nationaux ont développé des solutions différentes en matière de compétence et de litispendance transnationales, en particulier s'agissant du pouvoir du tribunal de refuser d'exercer sa compétence au motif qu'un tribunal d'un autre Etat est plus approprié pour connaître de l'affaire (*forum non conveniens)* et de délivrer des injonctions interdisant aux parties de commencer ou continuer des procédures dans un autre Etat (*anti-suit injunctions*).

c. Ces questions de compétence et de litispendance internationales et d'instruments régionaux font de plus en plus l'objet de conventions internationales et d'instruments régionaux.

d. Des procès parallèles se déroulant dans plus d'un Etat portant sur des affaires identiques ou connexes peuvent mener à des injustices, retards, augmentations de frais et décisions contradictoires.

e. Il est universellement admis (sous réserve de règles spécifiques fondées sur la volonté de protéger les intérêts de la partie faible) que les accords d'élection de for dans les transactions internationales doivent être respectés.

f. Des *anti-suit injunctions* peuvent interférer dans des procédures étrangères en violation de la *Comity*.

g. Rien dans les principes suivants ne vise à empêcher l'octroi de mesures conservatoires ou protectrices prises par un tribunal ayant un lien de rattachement raisonnable avec les parties ou les mesures à prendre.

L'Institut reconnaît dans l'intérêt de la justice le bien fondé des principes suivants qui touchent aux procédures en matière civile et commerciale, à l'exclusion du droit de la famille, sous réserve des conventions internationales ou autres dispositions applicables.

1. Lorsque la compétence du tribunal saisi n'est pas fondée sur un accord d'élection de for exclusif et lorsque son droit permet de le faire, un tribunal peut refuser d'assumer ou d'exercer sa compétence au fond, au motif que les juridictions d'un autre Etat, compétentes d'après leur propre droit, sont clairement plus appropriées pour trancher les questions en cause.

2. Afin de déterminer si les juridictions d'un autre pays constituent clairement un for plus approprié, le tribunal saisi peut tenir compte en particulier : a) du caractère adéquat d'un for alternatif ; b) de la localisation des parties ; c) de la localisation des preuves (témoins et documents) et des procédures permettant de les obtenir ; d) du droit applicable aux questions en cause ; e) des délais de prescription applicables ; f) de l'effectivité et de la possibilité d'exécuter tout jugement au fond.

3. Il faudrait décourager la tenue parallèle, dans plus d'un pays, de procès identiques ou connexes.

4. En principe, le tribunal saisi en premier devrait trancher les questions qui lui sont soumises (y compris celle de savoir s'il est compétent), sauf a) lorsque les parties ont conféré une compétence exclusive aux juridictions d'un autre pays ou b) lorsque le tribunal saisi en premier agit dans le cadre d'une procédure visant (par exemple, par une action négatoire) à contrecarrer une procédure suivie dans un second for clairement plus approprié.

5. Les juridictions qui accordent des *anti-suit injunctions* devraient être sensibles aux exigences de la *comity* et, en particulier, ne devraient accorder de telles injonctions que lorsqu'il y a a) violation d'un accord relatif au choix du tribunal ou d'un accord d'arbitrage ; b) comportement déraisonnable ou oppressif d'un demandeur devant une juridiction étrangère ; ou c) nécessité de protection de leur propre compétence dans des matières telles que l'administration de biens et les procédures d'insolvabilité.

INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Session de Bruges – 2003 **29 août 2003**

DOUZIEME COMMISSION

Le règlement arbitral des différents internationaux autres qu'interétatiques impliquant plus de deux parties

Rapporteur : M. Allan Philip

DECLARATION

L'Institut de Droit international approuve le rapport de la 12ème Commission.

La Commission a étudié les problèmes qui surviennent dans les arbitrages internationaux de droit privé impliquant plus de deux parties (arbitrages multipartites). Ces problèmes concernent, en particulier, la désignation des arbitres, ainsi que les demandes visant à la jonction de plusieurs arbitrages indépendants ou à l'intervention, dans la procédure arbitrale, de parties qui ne sont pas liées par l'accord d'arbitrage. Les arbitrages multipartites ne sont pas rares.

Les travaux de la Commission ont confirmé le principe général qui a inspiré les résolutions antérieures de l'Institut de Droit international, selon lequel le consentement des parties à un accord d'arbitrage international doit être exigé en toutes circonstances.

Des questions telles que la désignation des arbitres dans les arbitrages multipartites internationaux, la jonction de procédures arbitrales internationales et d'autres questions connexes, devraient être régies soit par accord des parties soit par les règlements des institutions arbitrales, et non par un droit national.

A des fins d'économie et d'efficacité, et indépendamment des souhaits des parties, les tribunaux internes peuvent joindre des procédures judiciaires et autoriser des tierces parties à y prendre part. Chercher à transposer ces pratiques à l'arbitrage international risque de compromettre à la fois la spécificité de l'arbitrage, en tant que méthode de règlement des différends, et le principe selon lequel l'arbitrage repose sur le consentement des parties. Les parties devraient conserver le droit de choisir avec qui elles souhaitent recourir à l'arbitrage, de déterminer les règles auxquelles elles désirent se soumettre et de désigner les arbitres auxquels elles confieront la responsabilité de trancher le différend. Plusieurs critères influent sur la désignation des arbitres, et notamment leur expertise et leur expérience dans le type de différend soumis à l'arbitrage. Cela est particulièrement le cas en matière d'arbitrage international, où la connaissance et l'expérience du commerce et des rapports internationaux revêtent souvent une grande importance. Dans le cadre d'une jonction d'arbitrages, auxquels plusieurs des arbitres initialement désignés, sinon la totalité d'entre eux, ne prendraient pas part, il n'est pas évident qu'une partie considère que l'arbitre qu'elle avait choisi a été remplacé de manière appropriée. De même, une partie dispose d'autres droits fondamentaux, comme celui de choisir la partie avec laquelle elle souhaite recourir à l'arbitrage et les règles d'arbitrage applicables, qui peuvent être écartés lorsqu'une jonction ou l'intervention d'une tierce partie sont imposées.

Lorsqu'une jonction ou d'autres mesures similaires sont imposées aux parties sans leur accord, se posera inévitablement la question de savoir si la sentence pourra être exécutée dans d'autres pays.

INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL 02.09.2003
Session de Bruges – 2003

16ème Commission

L'assistance humanitaire

Rapporteur : M. Budislav VUKAS

Résolution

L'Institut de Droit international,

Rappelant ses résolutions sur « Le principe de non-intervention dans les guerres civiles » (session de Wiesbaden, 1975) et « La protection des droits de l'homme et le principe de non-intervention dans les affaires intérieures des États » (session de Saint-Jacques-de-Compostelle, 1989) ;

Considérant que les situations d'urgence et de catastrophe, qui mettent en danger les droits humains fondamentaux et le bien-être d'un nombre important de personnes, sont de plus en plus souvent provoquées par des catastrophes naturelles ou technologiques, par des conflits armés internes ou internationaux, par des troubles ou des violences internes, ou par des activités terroristes ;

Notant que, souvent, les catastrophes de grande ampleur n'affectent pas un seul État, mais plusieurs d'entre eux ou des régions entières, et constituent une source de préoccupation pour la communauté internationale dans son ensemble ;

Soulignant que les États et les organisations internationales compétentes devraient prendre des mesures afin d'améliorer la prise de conscience publique de la nécessité de prévenir les catastrophes d'origine naturelle ou humaine, et d'améliorer l'état de préparation collective par l'éducation, la formation et d'autres moyens ;

Considérant qu'il est impératif d'apporter une assistance rapide et efficace aux victimes de catastrophes et qu'en de nombreuses occasions, l'assistance humanitaire constitue seulement la première étape nécessaire à la réhabilitation, au relèvement et au développement à long terme ;

Gardant à l'esprit le rôle essentiel que les Nations Unies, les organisations intergouvernementales, le Comité international de la Croix-Rouge et les organisations non gouvernementales jouent dans l'organisation, la fourniture et la distribution de l'assistance humanitaire ;

Notant les résolutions adoptées par l'Assemblée générale des Nations Unies sur « le nouvel ordre international humanitaire » et « le renforcement de la coordination de l'assistance humanitaire d'urgence des Nations Unies », et, en particulier, la résolution 46/182 du 19 septembre 1991, ainsi que les divers instruments adoptés par d'autres organisations intergouvernementales universelles et régionales, le Mouvement de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, et par d'autres organisations non gouvernementales ;

Notant les règles spécifiques du droit international humanitaire applicables en cas de conflit armé ;

Considérant qu'il est souhaitable que le droit international des droits de l'homme et le droit international humanitaire continuent à être développés, afin de prévenir ou d'atténuer les souffrances humaines qu'engendrent les catastrophes en temps de paix et en temps de guerre ;

Adopte la Résolution suivante :

I. *Définitions*

Aux fins de la présente Résolution :

1. L'expression « assistance humanitaire » désigne l'ensemble des actes, activités et moyens humains et matériels relatifs à la fourniture de biens et de services d'ordre exclusivement humanitaire, indispensables à la survie et à la satisfaction des besoins essentiels des victimes de catastrophes ;

a) Le terme « biens » désigne notamment les denrées alimentaires, l'eau potable, les fournitures et l'équipement médicaux, les abris, les vêtements, le couchage, les véhicules, ainsi que tous les biens nécessaires à la survie et à la satisfaction des besoins essentiels des victimes ; ce terme n'inclut en aucun cas les armes, les munitions ou tout autre matériel militaire ;

b) Le terme « services » désigne notamment les moyens de transport, les services de recherche, les services médicaux, l'assistance religieuse, spirituelle et psychologique, les services de reconstruction, de déminage, de décontamination, d'aide au retour volontaire des réfugiés et des personnes déplacées, et tout autre service indispensable à la survie et à la satisfaction des besoins essentiels des victimes ;

2. L'expression « catastrophe » désigne les calamités qui mettent en danger la vie, la santé, l'intégrité physique, le droit de ne pas être soumis à des traitements cruels, inhumains ou dégradants, d'autres droits fondamentaux de la personne humaine, ou les besoins essentiels de la population, que ces calamités soient

- d'origine naturelle (comme les tremblements de terre, les éruptions volcaniques, les tempêtes, les pluies torrentielles, les inondations, les glissements de terrain, la sécheresse, les incendies, la famine ou les épidémies),

- d'origine technologique et provoquées par l'homme (comme les catastrophes chimiques ou les explosions nucléaires), ou

- causées par la violence ou les conflits armés (comme les conflits armés internationaux et internes, les troubles ou les violences internes, les activités terroristes).

3. L'expression « victimes » désigne les groupes de personnes dont les droits humains fondamentaux sont menacés ou la satisfaction des besoins essentiels n'est pas assurée dans des situations de catastrophe ;

4. L'expression « État affecté » désigne l'État ou l'entité territoriale où l'assistance humanitaire est nécessaire ;

5. L'expression « État ou organisation assistant(e) » désigne l'État ou l'organisation intergouvernementale, ou l'organisation non gouvernementale nationale ou internationale impartiale, qui organise, fournit ou distribue l'assistance humanitaire.

II. *Droit à l'assistance humanitaire*

1. Le fait de laisser les victimes de catastrophes sans assistance humanitaire constitue une menace à la vie et une atteinte à la dignité humaine et, par conséquent, une violation des droits humains fondamentaux.

2. Les victimes de catastrophes ont le droit de demander et de recevoir une assistance humanitaire. L'assistance peut être sollicitée, au nom des victimes, par des membres du groupe, les autorités locales et régionales, le gouvernement de l'État affecté et par des organisations nationales ou internationales.

3. L'assistance humanitaire doit être offerte et, en cas d'acceptation, distribuée sans discrimination reposant sur des motifs prohibés, compte étant dûment tenu des besoins des groupes les plus vulnérables.

III. *Responsabilité principale de l'État affecté*

1. L'État affecté a le devoir de prendre soin des victimes de catastrophes sur son territoire et exerce, par conséquent, la responsabilité principale dans l'organisation, la fourniture et la distribution de l'assistance humanitaire. Il lui appartient en conséquence de prendre les mesures nécessaires pour prévenir les détournements de l'assistance humanitaire ainsi que d'autres abus.

2. Toute autre autorité, qui exerce sa juridiction ou un contrôle *de facto* sur les victimes de catastrophes (par exemple, en cas de déliquescence de l'autorité gouvernementale), a le devoir de leur fournir l'assistance humanitaire nécessaire et est également investie de tous les autres droits et devoirs incombant à l'État affecté aux termes de la présente Résolution.

3. Lorsque l'État affecté n'est pas en mesure de fournir une assistance humanitaire suffisante aux victimes relevant de sa juridiction ou soumises à son contrôle *de facto*, il doit solliciter l'assistance des organisations internationales compétentes ou des États tiers.

IV. *Droit d'offrir et de fournir une assistance humanitaire*

1. Les États et les organisations ont le droit d'offrir une assistance humanitaire à l'État affecté. Une telle offre ne doit pas être considérée comme une immixtion illicite dans les affaires intérieures de cet État, dès lors qu'elle présente un caractère exclusivement humanitaire.

2. Les États et les organisations ont le droit de fournir une assistance humanitaire aux victimes se trouvant sur le territoire des États affectés, sous réserve du consentement de ces derniers.

V. *Devoirs relatifs à l'assistance humanitaire*

1. Tout État devrait, dans toute la mesure du possible, offrir une assistance humanitaire aux victimes situées dans les États affectés par des catastrophes, sauf lorsque l'octroi d'une telle assistance reviendrait à compromettre gravement sa propre situation économique, sociale ou politique. Les catastrophes affectant les États voisins devraient faire l'objet d'une attention particulière.

2. Les organisations intergouvernementales doivent offrir une assistance humanitaire aux victimes de catastrophes dans le respect de leurs mandats et règles constitutives.

3. L'État ou l'organisation assistants ne peuvent s'immiscer en aucune manière dans les affaires intérieures de l'État affecté.

4. Les États et les organisations assistants, et en particulier les organisations non gouvernementales, doivent prendre les dispositions nécessaires pour empêcher le détournement de biens ou d'autres abus graves (tels que le trafic illicite de personnes, d'armes ou de drogues prohibées) par le personnel placé sous leur responsabilité.

VI. *Devoir de coopérer*

1. Les États et les organisations assistants doivent coopérer avec les autorités du ou des États affectés dans l'organisation, la fourniture et la distribution de l'assistance humanitaire.

2. Dans le cas d'une catastrophe qui menace le territoire et la population de plus d'un État, ou qui survient dans un État et menace le territoire et la population d'un autre État, ces États doivent coopérer en vue d'en minimiser les conséquences.

VII. *Devoir de faciliter l'assistance humanitaire*

1. Les États doivent faciliter l'organisation, la fourniture et la distribution de l'assistance humanitaire octroyée par d'autres États et organisations. Ils doivent accorder à ces derniers notamment les droits de survol et d'atterrissage, les moyens de télécommunication et les immunités nécessaires. Les missions d'assistance humanitaire doivent être exemptées de toute mesure de réquisition, de restriction aux importations, aux exportations et au transit et de droits de douane sur les biens de secours et les services. Lorsque des visas ou des autorisations sont nécessaires, ils doivent être fournis rapidement et gratuitement.

2. Les États devraient adopter les lois et règlements et conclure les traités bilatéraux et multilatéraux nécessaires à la disponibilité des facilités sus-mentionnées en ce qui concerne l'assistance humanitaire.

3. Les États affectés doivent permettre au personnel humanitaire d'avoir accès pleinement et librement à toutes les victimes et assurer la liberté de circulation et la protection du personnel, des biens et des services fournis.

VIII. *Devoir des États affectés de ne pas rejeter arbitrairement une assistance humanitaire offerte de bonne foi*

1. Les États affectés ont l'obligation de ne pas refuser de façon arbitraire et injustifiée une offre de bonne foi, exclusivement destinée à fournir une assistance humanitaire, ou l'accès aux victimes. Ils ne peuvent, en particulier, refuser cette offre ou cet accès si un tel refus est susceptible de mettre en danger les droits humains fondamentaux des victimes ou si ce comportement revient à violer l'interdiction d'affamer les populations civiles en tant que méthode de guerre.

2. En cas de refus de l'offre d'assistance humanitaire ou de l'accès aux victimes, les États ou les organisations qui offrent l'assistance peuvent, s'ils estiment qu'un tel refus peut entraîner une catastrophe humanitaire plus grave, demander aux organes des Nations Unies qui traitent des problèmes humanitaires ainsi qu'aux autres organisations internationales, universelles ou régionales, compétentes d'envisager de prendre les mesures appropriées, conformément au droit international et à leurs règles constitutives, afin d'amener l'État affecté à s'acquitter de ses obligations.

3. Si le refus d'accepter une offre d'assistance humanitaire faite de bonne foi ou de permettre l'accès aux victimes entraîne une menace à la paix et à la sécurité internationales, le Conseil de sécurité peut prendre les mesures nécessaires en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies.

IX. *Protection du personnel et des installations engagés dans l'assistance humanitaire*

1. Le fait de mener intentionnellement des attaques contre le personnel, les installations, les biens ou les véhicules impliqués dans une action d'assistance humanitaire est une violation grave des principes fondamentaux du droit international.

2. Si ces violations graves sont commises, les personnes accusées doivent être traduites devant toute juridiction interne ou internationale compétente.

X. *Rapport avec d'autres règles du droit international*

La présente Résolution est sans préjudice :

a) des principes et règles du droit international humanitaire applicables en cas de conflit armé, et notamment des conventions de Genève de 1949 sur la protection des victimes de guerre et des protocoles additionnels de 1977 ; et

b) des règles du droit international régissant l'assistance humanitaire dans des situations particulières.

INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL
Session de Bruges – 2003

DECLARATION DE BRUGES SUR LE RECOURS A LA FORCE

2 septembre 2003

L'Institut de Droit international,

Rappelle l'article premier de ses Statuts adoptés par la conférence juridique internationale de Gand le 10 septembre 1873 par lequel il est exprimé que l'Institut

> « 2. […] a pour but de favoriser le progrès du droit international […] d) en contribuant, dans les limites de sa compétence, soit au maintien de la paix, soit à l'observation des lois de la guerre ».

Il rappelle sa résolution adoptée à la session de Zurich en 1877 intitulée « Application du Droit des gens à la guerre de 1877 entre la Russie et la Turquie » par laquelle il estimait « ne pas pouvoir clore la présente session sans élever de nouveau la voix en faveur du droit et de l'humanité ».

L'Institut estime de son devoir de réaffirmer que le recours à la force par les Etats dans les relations internationales est régi par le droit international. L'un des grands acquis du XXe siècle est la mise « hors la loi » de la guerre, en particulier par le Pacte Briand-Kellogg, dont on célèbre le 75e anniversaire, et par la Charte des Nations Unies, sur la base de laquelle les principes fondamentaux suivants ont été proclamés :

- la menace ou l'emploi de la force sont interdits et les Etats sont tenus de régler pacifiquement leurs différends ;

- une guerre d'agression constitue un crime international ;

- la force ne peut être utilisée que dans l'exercice du droit de légitime défense ou en vertu de l'autorisation du Conseil de sécurité ;

- la responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité internationales est confiée au Conseil de sécurité.

Seul le Conseil de sécurité, ou l'Assemblée générale agissant dans le cadre plus limité de la résolution « Union pour le maintien de la paix » de 1950, peut, en fonction des circonstances particulières, décider qu'une situation déterminée constitue une menace contre la paix et la sécurité internationales, sans que pour autant le recours à la force soit la seule réponse adéquate.

L'Institut réaffirme également que les actes de terrorisme, quelle qu'en soit la source, sont interdits par le droit international et constituent des crimes internationaux.

De plus, le déclenchement d'un conflit armé entraîne l'application de l'ensemble du droit international humanitaire et en particulier des principes suivants :

- la distinction entre personnes civiles et personnel militaire et entre biens civils et objectifs militaires doit être respectée en toute circonstance ; les personnes et les objets civils ne doivent jamais être pris pour cible ;

- les combattants capturés ont droit à être traités comme prisonniers de guerre ; en cas de doute, leur statut doit être déterminé par un tribunal ; et même si un tel tribunal décide qu'ils ne remplissent pas les conditions du statut de prisonnier de guerre, ils bénéficient néanmoins des droits garantis par le droit international humanitaire à toute personne au pouvoir de l'ennemi (qui sont codifiés dans l'article 75 du premier Protocole additionnel de 1977 aux Conventions de Genève de 1949).

L'occupation belligérante d'un territoire entraîne l'application des règles du droit international humanitaire codifiées dans le Règlement de La Haye de 1907, la Convention IV de Genève de 1949 et le premier Protocole additionnel :

- l'occupation belligérante ne transfère pas la souveraineté sur le territoire à la puissance occupante ;

- la puissance occupante ne peut disposer des ressources du territoire occupé que dans la mesure nécessaire pour l'administration courante du territoire et pour pourvoir aux besoins essentiels de la population ;

- la puissance occupante assume la responsabilité et l'obligation de maintenir l'ordre et de garantir la sécurité des habitants de ce territoire et de protéger l'héritage historique, les biens culturels et les installations essentielles aux besoins de la population ;

- la puissance occupante a l'obligation de pourvoir aux besoins essentiels de la population ;

- la puissance occupante a l'obligation de respecter les droits des habitants du territoire occupé qui sont garantis par le droit international humanitaire et le droit international des droits de l'homme, dont le minimum est codifié par l'article 75 du premier Protocole additionnel.

L'Institut de Droit international, faisant appel à la conscience universelle, demande instamment à tous les Etats de respecter les principes fondamentaux précités.

JUSTITIA ET PACE

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL
Session de Cracovie - 2005

CINQUIEME COMMISSION
Les obligations et les droits *erga omnes* en droit international

FIFTH COMMISSION
Obligations and rights* erga omnes *in international law

Rapporteur : M. Giorgio Gaja

RESOLUTION

LES OBLIGATIONS *ERGA OMNES* EN DROIT INTERNATIONAL

L'*Institut de droit international*,

Considérant qu'en vertu du droit international, certaines obligations s'imposent à tous les sujets du droit international dans le but de préserver les valeurs fondamentales de la communauté internationale ;

Considérant qu'il existe un large consensus pour admettre que l'interdiction des actes d'agression, la prohibition du génocide, les obligations concernant la protection des droits fondamentaux de la personne humaine, les obligations liées au droit à l'autodétermination et les obligations relatives à l'environnement des espaces communs, constituent des exemples d' obligations qui reflètent lesdites valeurs fondamentales;

Désirant entamer une première réflexion en la matière, en clarifiant certains aspects des rapports interétatiques créés par ces obligations, en particulier les conséquences de leur violation et les moyens d'y porter remède, tout en reconnaissant que certaines de ces obligations existent également à l'égard de sujets de droit international autres que les Etats ;

Adopte la Résolution suivante *:*

Article 1

Aux fins des présents articles, une obligation *erga omnes* est :

a) une obligation relevant du droit international général à laquelle un Etat est tenu en toutes circonstances envers la communauté internationale, en raison de ses valeurs communes et de son intérêt à ce que cette obligation soit respectée, de telle sorte que sa violation autorise tous les Etats à réagir ; ou

b) une obligation relevant d'un traité multilatéral à laquelle un Etat partie à ce traité est tenu en toutes circonstances envers tous les autres Etats parties au traité, en raison des valeurs qui leur sont communes et de leur intérêt à ce que cette obligation soit respectée, de telle sorte que sa violation autorise tous ces autres Etats à réagir.

Article 2

Lorsqu'un Etat viole une obligation *erga omnes,* tous les Etats auxquels l'obligation est due ont le droit, même s'ils ne sont pas spécialement atteints par la violation, d'exiger de l'Etat responsable en particulier :

a) la cessation du fait internationalement illicite ;

b) l'exécution de l'obligation de réparation dans l'intérêt de l'Etat, de l'entité ou de l'individu qui est spécialement atteint par la violation. La restitution devrait être effectuée si elle n'est pas matériellement impossible.

Article 3

S'il existe un lien juridictionnel entre l' Etat prétendument responsable de la violation d'une obligation *erga omnes* et un autre Etat auquel cette obligation est due, ce dernier Etat a qualité pour soumettre à la Cour internationale de Justice ou à un autre tribunal international une demande relative à un différend portant sur le respect de cette obligation.

Article 4

La Cour internationale de Justice ou un autre tribunal international devrait donner à un Etat auquel une obligation *erga omnes* est due la possibilité de participer à une procédure pendante devant la Cour ou devant ce tribunal, qui est relative à cette obligation. Des règles spécifiques devraient régir une telle participation.

Article 5

Si une violation grave, largement reconnue, d'une obligation *erga omnes* a lieu, tous les Etats auxquels l'obligation est due :

a) doivent s'efforcer de mettre un terme à cette violation en recourant à des moyens licites conformément à la Charte des Nations Unies ;

b) doivent ne pas reconnaître comme licite une situation créée par cette violation ;

c) ont la faculté de prendre des contre-mesures n'impliquant pas le recours à la force dans des conditions analogues à celles qui s'appliquent à un Etat spécialement atteint par la violation.

Article 6

Les articles précédents sont sans préjudice :

a) des droits et des facultés appartenant à un Etat qui est spécialement atteint par la violation d'une obligation *erga omnes* ;

b) de l'application des règles qui concernent spécifiquement la violation de certaines obligations *erga omnes* ;

c) des droits dont un Etat partie à un traité multilatéral dispose, en vertu du droit des traités, par suite de la violation de celui-ci.

Adoptée le 27 août 2005.

Le texte anglais fait foi. Le texte français est une traduction

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL
SESSION DE CRACOVIE - 2005

NEUVIEME COMMISSION
Différences culturelles et ordre public en droit international privé de la famille

NINTH COMMISSION
Cultural differences and ordre public *in family private international law*

Rapporteur : M. Paul Lagarde

RESOLUTION

L'Institut de droit international,

Constatant que les mouvements de population rendent aujourd'hui très fréquente la confrontation de lois émanant de cultures juridiques différentes, spécialement dans le domaine du droit de la famille ;

Constatant que l'opposition entre les diverses cultures juridiques découle notamment de l'opposition entre les doctrines laïques et les doctrines religieuses ;

Considérant que l'exclusion réciproque systématique des lois de cultures différentes au moyen de l'exception d'ordre public méconnaîtrait l'exigence de coordination des systèmes juridiques ;

Considérant que le respect des identités culturelles est devenu un objectif du droit international qui doit trouver à s'appliquer en droit international privé ;

Rappelant toutefois la primauté des principes d'égalité et de non-discrimination, particulièrement en raison du sexe et de la religion, reconnus par le droit international coutumier et proclamés par de nombreux textes internationaux, universels et régionaux, notamment par les pactes internationaux des Nations unies du 19 décembre 1966, la convention du 7 mars 1966 sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, la convention du 1er mars 1980 sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, la convention du 20 novembre 1989 relative aux droits de l'enfant, ainsi que par la convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales du 4 novembre 1950, la convention américaine des droits de l'homme (pacte de San José) du 22 novembre 1969, la charte africaine des droits de l'homme et des peuples du 27 juin 1981 et la charte arabe des droits de l'homme du 23 mai 2004 ;

Considérant que le droit de toute personne à la liberté de religion, de pensée et d'opinion inclut le droit de ne pas avoir de religion et celui d'en changer ;

Rappelant sa résolution du Caire de 1987 sur la dualité des principes de nationalité et de domicile en droit international privé ;

Adopte les dispositions suivantes :

A. Principes généraux

1. Les Etats doivent éviter d'utiliser la religion comme critère de rattachement pour déterminer le droit applicable au statut personnel des étrangers. Ils devraient aménager pour ceux-ci une faculté d'option entre leur loi nationale et la loi de leur domicile dans le cas où l'Etat national est différent de l'Etat où est situé le domicile.

2. L'exception d'ordre public ne devrait pas être opposée au droit étranger applicable pour la seule raison que ce droit est un droit religieux ou un droit laïque.

3. L'exception d'ordre public ne devrait être opposée au droit étranger normalement applicable que dans la mesure où, dans les circonstances de l'espèce, son application porterait atteinte aux principes d'égalité, de non-discrimination et de liberté de religion.

B. Mariage

1. Les Etats doivent garantir le respect de la liberté du mariage, ce qui conduit, en droit international privé, à opposer l'ordre public aux lois étrangères comportant des empêchements de caractère racial ou religieux et à reconnaître la validité d'un mariage célébré en violation de prescriptions religieuses du droit normalement applicable.

2. Les Etats ne devraient pas refuser de reconnaître des mariages célébrés à l'étranger, même impliquant leurs nationaux, au motif que le mode de célébration, religieux ou laïque, est inconnu de leur droit. Ils ne seront pas tenus de reconnaître les mariages célébrés à l'étranger selon un mode de célébration non reconnu par la loi de l'Etat où le mariage a été célébré.

3. Les Etats ne devraient pas opposer l'ordre public à la reconnaissance de la validité de principe d'unions polygamiques célébrées dans un Etat admettant la polygamie. Ils ne seront pas tenus de reconnaître ces unions si les deux époux avaient leur résidence habituelle, lors de la célébration, dans un Etat n'admettant pas la polygamie, ou si la première épouse a la nationalité d'un tel Etat ou y a sa résidence habituelle.

C. Divorce

1. Sous réserve du point 2, l'ordre public ne devrait pas être opposé à la reconnaissance d'un divorce prononcé ou enregistré dans un Etat étranger par une autorité compétente selon la loi de cet Etat, au motif que la procédure suivie est inconnue dans l'Etat de reconnaissance.

2. L'ordre public pourra être opposé à la reconnaissance d'une répudiation unilatérale de la femme par son mari lorsque la femme a ou a eu la nationalité de l'Etat de reconnaissance ou d'un Etat refusant la répudiation ou lorsqu'elle a sa résidence habituelle dans l'un de ces Etats, à moins qu'elle y ait consenti ou qu'elle ait bénéficié d'une protection pécuniaire suffisante.

D. Filiation

Les Etats pourront opposer l'ordre public aux lois étrangères prohibant l'établissement de la filiation hors mariage, en tout cas lorsque l'enfant se rattache par sa nationalité ou sa résidence habituelle à l'Etat du for ou à un Etat permettant l'établissement de cette filiation.

E. Succession

Les Etats pourront opposer l'ordre public aux lois successorales étrangères comportant des discriminations fondées sur le sexe ou la religion lorsque des biens de la succession se trouvaient dans l'Etat du for au moment du décès.

Adoptée le 25 août 2005.

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL
SESSION DE CRACOVIE - 2005

DIX-SEPTIEME COMMISSION
La compétence universelle en matière pénale à l'égard du crime de génocide, des crimes contre l'humanité et des crimes de guerre

SEVENTEENTH COMMISSION
Universal criminal jurisdiction with regard to the crime of genocide, crimes against humanity and war crimes

Rapporteur : M. Christian Tomuschat

RESOLUTION

L'Institut de droit international,

Considérant que des valeurs fondamentales de la communauté internationale sont violées par les crimes internationaux graves tels que définis par le droit international (ci-dessous : crimes internationaux) ;

Soulignant que la compétence universelle a pour objet de protéger ces valeurs, en particulier la vie humaine, la dignité humaine et l'intégrité physique, en permettant la poursuite de crimes internationaux ;

Désirant en conséquence contribuer à la prévention et à la répression de ces crimes en vue de mettre fin à l'impunité, qui peut en particulier résulter du manque de volonté ou de l'incapacité d'autorités étatiques de prendre les mesures de poursuite nécessaires ;

Rappelant que tous les Etats ont la responsabilité principale de poursuivre effectivement les crimes internationaux relevant de leur juridiction ou commis par des personnes sous leur contrôle ;

Conscient de l'importance des institutions judiciaires internationales chargées de la répression de crimes internationaux qui ne sont pas ou pas adéquatement poursuivis par les autorités judiciaires nationales compétentes ;

Notant que la compétence universelle est un moyen additionnel effectif de prévenir l'impunité des crimes internationaux ;

Soulignant que la compétence des Etats de poursuivre des crimes commis sur le territoire d'un autre Etat par des personnes n'ayant pas leur nationalité doit être régie par des règles claires afin d'assurer la sécurité juridique et l'utilisation raisonnable de cette compétence ;

Adopte la Résolution suivante *:*

1. La compétence universelle en matière criminelle, en tant que titre additionnel de compétence, comprend la compétence d'un Etat de poursuivre tout suspect et de le punir s'il est reconnu coupable, indépendamment du lieu de la commission des crimes et sans avoir égard à un lien de nationalité active ou passive, ou à d'autres fondements de compétence reconnus par le droit international.

2. La compétence universelle est fondée en premier lieu sur le droit international coutumier. Elle peut également être établie par un traité multilatéral dans les relations entre les Etats parties à ce traité, en particulier en vertu de clauses prévoyant qu'un Etat partie sur le territoire duquel un suspect est trouvé devra l'extrader ou le juger.

3. L'exercice de la compétence universelle est subordonné aux dispositions ci-après, à moins qu'il en soit convenu autrement de manière licite :

a) La compétence universelle peut être exercée en cas de crimes internationaux identifiés par le droit international comme relevant de cette compétence dans les matières telles que le génocide, les crimes contre l'humanité, les violations graves des conventions de Genève de 1949 sur la protection des victimes de guerre, ou d'autres violations sérieuses du droit international humanitaire commises durant un conflit armé international ou non international.

b) Mis à part les actes d'instruction et les demandes d'extradition, l'exercice de la compétence universelle requiert la présence du suspect sur le territoire de l'Etat qui le poursuit, ou sa présence à bord d'un navire battant son pavillon ou d'un aéronef immatriculé conformément à sa législation, ou d'autres formes licites de contrôle à son égard.

c) L'Etat détenant un suspect devrait, avant l'ouverture d'un procès fondé sur la compétence universelle, demander à l'Etat sur le territoire duquel le crime a été commis, ou à l'Etat de la nationalité de la personne concernée, s'il est disposé à poursuivre cette personne, sauf si ces Etats n'en ont manifestement pas la volonté ou sont dans l'incapacité de le faire. Il tient également compte de la compétence des juridictions pénales internationales.

d) Dans la mesure où il se fonde uniquement sur la compétence universelle, l'Etat détenant un suspect devrait envisager avec toute l'attention requise de donner, le cas échéant, suite à une demande d'extradition qui lui est adressée par un Etat ayant un lien significatif, tel que principalement la territorialité ou la nationalité, avec le crime, le suspect ou la victime, pour autant que ce dernier Etat soit clairement capable de le poursuivre et en ait la volonté.

4. Tout Etat poursuivant un suspect sur la base de la compétence universelle est tenu d'observer les standards généralement reconnus concernant les droits de l'homme et le droit international humanitaire.

5. Les Etats devraient, le cas échéant, s'aider et coopérer entre eux pour détecter, instruire, recueillir les preuves, arrêter et traduire en justice les personnes suspectées d'avoir commis des crimes internationaux et prendre toutes mesures adéquates à cet effet.

6. Les dispositions qui précèdent sont sans préjudice des immunités établies par le droit international.

Adoptée le 26 août 2005.

Le texte anglais fait foi. Le texte français est une traduction.

INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL
Session de Santiago – 2007

1 RESOLUTION FR
27 octobre 2007
1ère Commission

PREMIERE COMMISSION
La substitution et l'équivalence en droit international privé

FIRST COMMISSION
Substitution and Equivalence in Private International Law

Rapporteur : M. Erik Jayme/Andreas Bucher

RESOLUTION

L'*Institut de droit international*,

Rappelant qu'un objectif fondamental du droit international privé est d'assurer l'harmonie et la continuité des rapports juridiques dans les situations transfrontières ;

Considérant que la réalisation de cet objectif appelle une prise en compte des similitudes entre les rapports juridiques nonobstant leurs différences entre les droits en présence ;

Adopte la résolution suivante :

Article 1

La substitution permet à un rapport de droit ou un acte établis sous l'empire d'une loi donnée de produire tout ou partie des effets attachés à un rapport de droit ou un acte similaires connus de la loi d'un autre Etat.

Article 2

L'équivalence est la condition essentielle de la substitution. Elle est fondée sur une comparaison fonctionnelle des dispositions de la loi régissant les effets du rapport de droit ou de l'acte et de la loi selon laquelle le rapport de droit ou l'acte pris en considération s'est formé.

Article 3

La substitution n'exige pas que les lois en présence soient identiques ; une similitude des buts et intérêts poursuivis respectivement par ces lois suffit.

Article 4

L'équivalence se détermine par référence à la loi applicable aux effets du rapport de droit ou de l'acte qui fait l'objet de la comparaison.

La possibilité et l'étendue de la substitution sont déterminées par cette même loi.

Article 5

A l'acte qui suppose l'intervention d'une autorité telle qu'un juge, notaire ou officier public se substitue l'acte équivalent d'une autorité d'un autre Etat si celle-ci exerce les mêmes fonctions ou des fonctions similaires. Il peut s'agir le cas échéant de l'acte d'une autorité religieuse.

Article 6

S'agissant de la forme des actes, si la loi locale ne connaît pas le type d'acte prévu par la loi régissant le fond, il suffit que soient respectées les conditions de forme prévues par la loi locale pour un acte fonctionnellement équivalent.

INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL
Session de Santiago – 2007

10A RESOLUTION FR
27 octobre 2007
10ème Commission

DIXIEME COMMISSION
Problèmes actuels du recours à la force en droit international

A. Légitime défense

Rapporteur: M. Emmanuel Roucounas

RESOLUTION

L'Institut,

Conscient des problèmes que pose l'emploi de la force dans les relations internationales ;

Convaincu que le système de sécurité collective établi par la Charte des Nations Unies renforce la paix et la sécurité internationales ;

Reconnaissant l'importance fondamentale de la légitime défense individuelle et collective en tant que réaction des Etats à l'emploi illicite de la force ;

Conscient que les problèmes de la légitime défense des Etats face aux attaques armées par des acteurs non étatiques, ainsi que ceux des rapports entre légitime défense et organisations internationales, nécessitent des études ultérieures de l'Institut ;

Adopte la Résolution suivante :

1. L'article 51 de la Charte des Nations Unies, tel que complété par le droit international coutumier, régit adéquatement l'exercice du droit de légitime défense individuelle et collective.

2. La nécessité et la proportionnalité sont des éléments essentiels des règles applicables à la légitime défense.

3. Le droit de légitime défense de l'Etat visé prend naissance en cas d'attaque armée (« agression armée ») en cours de réalisation ou manifestement imminente. Il ne peut être exercé que lorsqu'il n'existe pas d'alternative licite praticable pour empêcher, arrêter ou

repousser l'attaque armée, jusqu'à ce que le Conseil de sécurité ait pris les mesures effectives nécessaires pour maintenir ou rétablir la paix et la sécurité internationales.

4. L'Etat visé doit faire immédiatement rapport au Conseil de sécurité sur les actions de légitime défense qu'il a entreprises.

5. Une attaque armée déclenchant le droit de légitime défense doit avoir un certain degré de gravité. Les actions impliquant un emploi de la force de moindre intensité peuvent donner lieu à des contre-mesures conformes au droit international. En cas d'attaque de moindre intensité, l'Etat visé peut également prendre les mesures de police strictement nécessaires pour repousser l'attaque. Il est entendu que le Conseil de sécurité peut prendre des mesures visées au paragraphe 3.

6. Les doctrines de légitime défense « préventive », en l'absence d'une attaque armée en cours de réalisation ou manifestement imminente, n'ont pas de fondement en droit international.

7. En cas de menace d'une attaque armée contre un Etat, seul le Conseil de sécurité a le pouvoir de décider de l'emploi de la force ou de l'autoriser.

8. La légitime défense collective ne peut être exercée qu'à la demande de l'Etat visé.

9. Lorsque le Conseil de sécurité décide, dans le cadre de la sécurité collective, des mesures requises pour le rétablissement de la paix et de la sécurité internationale, il peut indiquer les conditions auxquelles l'Etat visé est en droit de continuer à employer la force armée.

10. En cas d'attaque armée d'un Etat par un acteur non étatique, l'article 51 de la Charte, tel que complété par le droit international coutumier, s'applique en principe.

    Un certain nombre de situations d'attaque armée par des acteurs non étatiques ont été envisagées et quelques réponses préliminaires aux problèmes complexes qu'elles soulèvent pourraient être les suivantes :

    (i) Si des acteurs non étatiques lancent une attaque armée sur les instructions, la direction ou le contrôle d'un Etat, ce dernier peut devenir l'objet de l'action en légitime défense de l'Etat visé.

    (ii) Si une attaque armée par des acteurs non étatiques est lancée depuis un espace situé hors la juridiction de tout Etat, l'Etat visé peut exercer son droit de légitime défense dans cet espace contre ces acteurs non étatiques.

    L'Etat à partir duquel l'attaque armée d'acteurs non étatiques est lancée doit coopérer avec l'Etat visé.

INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL
Session de Santiago – 2007

10B RESOLUTION FR
27 octobre 2007
10ème Commission
Sous-groupe B

DIXIEME COMMISSION

Problèmes actuels du recours à la force en droit international

- Actions humanitaires -

Rapporteurs: M. Reisman/M. Owada

RESOLUTION

L'Institut de droit international,

Ayant considéré le sujet des actions humanitaires destinées à mettre fin au génocide, aux crimes contre l'humanité de grande ampleur et aux crimes de guerre de grande ampleur ;

Approuve la présente Résolution, de même qu'une Déclaration du Président auquel il fut demandé de faire part de cette Déclaration afin d'exprimer la position de l'Institut au sujet de la question des actions militaires n'ayant pas été autorisées par les Nations Unies :

La Déclaration du Président est la suivante :

« L'Institut a débattu de manière approfondie la question de la licéité des actions militaires qui n'ont pas été autorisées par les Nations Unies mais dont l'objectif déclaré est de mettre fin à un génocide, à des crimes contre l'humanité de grande ampleur ou à des crimes de guerre de grande ampleur. Tandis que certains Membres furent d'avis que ces actions pourraient être licites dans certaines circonstances et moyennant certaines conditions, certains autres Membres furent d'avis que tel n'est pas le cas en droit international contemporain, et en particulier selon la Charte des Nations Unies.

Vu ces différences d'opinions et considérant qu'un autre sous-groupe traite spécifiquement des problèmes actuels du recours à la force en droit international et de l'autorisation du recours à la force par les Nations Unies, l'Institut a décidé de renvoyer cette question particulière à ce sous-groupe afin d'en débattre lors d'une session ultérieure.

Par conséquent, l'article VI de la Résolution dispose que son texte ne porte pas sur cette question et, dès lors, son renvoi à un autre sous-groupe n'anticipe ni ne préjuge d'aucune manière le débat relatif à cette question lors d'une session ultérieure. »

Le texte de la Résolution est le suivant :

I. Le droit international consacre le droit à la protection de la vie humaine et de la dignité humaine contre le génocide, les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre. Chaque Etat est obligé de prévenir ou de mettre fin rapidement au génocide, aux crimes contre l'humanité et aux crimes de guerre et qui surviennent sous sa juridiction ou son contrôle.

II. Le génocide, les crimes contre l'humanité de grande ampleur ou les crimes de guerre de grande ampleur devraient être considérés comme une menace à la paix et à la sécurité internationales, conformément à l'article 39 de la Charte des Nations Unies.

III. Les organes compétents des Nations Unies devraient user de tous les pouvoirs statutaires dont ils disposent pour agir rapidement dans le but de mettre fin au génocide, aux crimes contre l'humanité de grande ampleur ou aux crimes de guerre de grande ampleur auxquels l'Etat sous la juridiction ou le contrôle duquel ils surviennent n'aurait pas mis un terme.

IV. Les mesures prises afin de mettre fin au génocide, aux crimes contre l'humanité de grande ampleur ou aux crimes de guerre de grande ampleur seront conformes au droit international.

V. Si une action militaire est entreprise, son seul objectif sera de mettre fin au génocide, aux crimes contre l'humanité de grande ampleur, ou aux crimes de guerre de grande ampleur. Le droit international humanitaire sera strictement respecté pendant et après l'opération, de manière à assurer notamment la protection maximale de la population civile. Le présent paragraphe est sans préjudice de toute obligation relative à la répression des crimes internationaux.

VI. Cette Résolution ne porte pas sur la question de la licéité des actions militaires qui n'ont pas été autorisées par les Nations Unies, mais dont l'objectif déclaré est de mettre fin à un génocide, à des crimes contre l'humanité de grande ampleur ou à des crimes de guerre de grande ampleur.

TROISIEME COMMISSION

Résolution sur l'immunité de juridiction de l'Etat et de ses agents en cas de crimes internationaux

Rapporteur : Lady Fox

RESOLUTION

L'Institut de droit international,

Rappelant que l'Institut s'est prononcé sur l'immunité de juridiction ou d'exécution des Etats dans la résolution de Hambourg de 1891 sur la compétence des tribunaux dans les procès contre les Etats, souverains ou chefs d'Etat étrangers, dans la résolution d'Aix-en-Provence de 1954 sur l'immunité de juridiction et d'exécution forcée des Etats étrangers, dans la résolution de Bâle de 1991 sur les aspects récents de l'immunité de juridiction et d'exécution des Etats, et dans la résolution de Vancouver de 2001 sur les immunités de juridiction et d'exécution du chef d'Etat et de gouvernement en droit international ;

Conscient que, selon le droit international conventionnel et coutumier, un Etat est obligé de respecter et de garantir les droits de l'homme de toutes les personnes relevant de sa juridiction ;

Considérant le conflit latent entre les immunités de juridiction des Etats et de leurs agents, d'une part, et les réclamations liées à des crimes internationaux, d'autre part ;

Désireux de contribuer à la solution de ce conflit;

Reconnaissant que la levée de l'immunité lors de procédures engagées devant des juridictions nationales est un des moyens d'assurer aux victimes de crimes internationaux une réparation effective ;

Adopte la résolution suivante :

Article I : Définitions

1. Pour les besoins de la présente résolution, l'expression « crimes internationaux » s'entend des crimes graves en droit international tels que le génocide, les crimes contre l'humanité, la torture et les crimes de guerre, ainsi que cela ressort des traités applicables ou du statut et de la jurisprudence des juridictions internationales.

2. Pour les besoins de la présente résolution, l'expression « juridiction » s'entend de la compétence pénale, civile ou administrative des tribunaux nationaux d'un Etat en tant qu' elle se rapporte aux immunités conférées à un autre Etat ou à ses agents par le droit international conventionnel ou coutumier.

Article II : Principes

1. Les immunités sont accordées en vue d'assurer conformément au droit international une répartition et un exercice ordonnés de la compétence juridictionnelle dans les litiges impliquant des Etats, de respecter l'égalité souveraine de ceux-ci, et de permettre aux personnes qui agissent en leur nom de remplir effectivement leurs fonctions.

2. Conformément au droit international conventionnel et coutumier, les Etats ont l'obligation de prévenir et de réprimer les crimes internationaux. Les immunités ne devraient pas faire obstacle à la réparation que les victimes des crimes visés par la présente résolution sont en droit d'obtenir.

3. Les Etats devraient envisager de lever l'immunité de leurs agents lorsque ceux-ci sont accusés de crimes internationaux.

Article III : Immunités des personnes agissant au nom d'un Etat

1. Hors l'immunité personnelle dont un individu bénéficierait en vertu du droit international, aucune immunité n'est applicable en cas de crimes internationaux.

2. L'immunité personnelle prend fin au terme de la fonction ou de la mission de son bénéficiaire.

3. Les dispositions ci-dessus sont sans préjudice de :

(a) la responsabilité en vertu du droit international de toute personne visée aux paragraphes précédents;

(b) l'imputation à un Etat des actes de cette personne qui sont constitutifs de crimes internationaux.

Article IV : Immunité de l'Etat

Dans une affaire civile mettant en cause le crime international commis par l'agent d'un Etat, les dispositions qui précèdent ne préjugent pas de l'existence et des conditions d'application de l'immunité de juridiction dont cet Etat peut le cas échéant se prévaloir devant les tribunaux d'un autre Etat.

_____

10 septembre 2009

RESOLUTION DE L'INSTITUT

DECLARATION SUR LA PIRATERIE

L'Institut de droit international,

Profondément préoccupé par l'augmentation des actes de piraterie et autres actes de violence mettant en danger la sécurité de la navigation et du commerce internationaux, ainsi que lavie et la liberté des gens de mer ;

Reconnaissant que le droit international actuel sur la piraterie, tel qu'il est énoncé par la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer de 1982, est limité aux actes de violence commis en haute mer par un navire à l'encontre d'un autre navire et ne couvre pas complètement tous les actes de violence mettant en danger la sécurité de la navigation internationale ;

Notant l'absence de capacité, de la part de certains États côtiers, d'assumer leur responsabilité d'assurer la sécurité de la navigation en mer territoriale et d'agir efficacement sur leur territoire, en ce compris leurs eaux intérieures, pour prévenir les actes de piraterie et autres actes de violence en mer, ainsi que les activités connexes ;

Salue les résolutions 1816 (2008) et subséquentes du Conseil de sécurité élargissant et adaptant, pour répondre à la situation actuelle la plus grave et sans préjudice du droit international général, la portée des règles existantes du droit international sur la piraterie afin d'y inclure, en particulier, les actes commis contre des navires dans la mer territoriale ;

Exprime son inquiétude face à la réticence des Etats d'exercer les compétences qui leur sont reconnues par la Convention des Nations Unis sur le droit de la mer en vue de poursuivre les pirates et autres auteurs d'actes de violence en mer et de mettre en œuvre la Convention de 1988 pour la répression d'actes illicites contre la sécurité de la navigation maritime, ainsi que la Convention de 1979 contre la prise d'otages ;

Exprime son inquiétude face au manque d'uniformité et, parfois, à l'inadéquation des politiques et des législations nationales relatives aux pirates et autres auteurs d'actes de violence en mer se trouvant sous leur juridiction,

Appelle les États à mettre en œuvre, dans le strict respect des droits de l'homme vis-à-vis des victimes et autres personnes en cause, les Résolutions du Conseil de sécurité et, en particulier :

a) à adopter et développer des lois et procédures internes effectives en vue de prévenir et de réprimer les actes de piraterie et autres actes de violence en mer ;

b) à adopter des mécanismes de coopération relatifs à la piraterie et autres actes de violence en mer, y compris la préparation et le déploiement de réponses navales effectives et l'assistance à apporter aux Etats côtiers dépourvus des moyens de lutter contre la piraterie et autres actes de violence en mer et de poursuivre leurs auteurs.

Naples, 10 septembre 2009

_____

INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL
Session de Rhodes – 2011

6 RES FR FINAL
9 septembre 2011
6ème Commission

SIXIEME COMMISSION

La situation du juge international

Rapporteur : M. Gilbert Guillaume

RESOLUTION

L'*Institut de droit international*,

Rappelant ses résolutions relatives au Statut de la Cour internationale de Justice adoptées lors de la session de Sienne le 24 avril 1952 et de la session d'Aix-en-Provence le 26 avril 1954 ;

Constatant la profonde évolution de la justice internationale depuis cette époque et notamment l'apparition, aux côtés de la Cour internationale de Justice, de nombreuses juridictions spécialisées, tant au niveau mondial qu'au niveau régional ;

Conscient tant de la diversité des juridictions internationales que du caractère commun de leurs mission, besoins et exigences ;

Désireux de contribuer au progrès de la justice internationale et *soucieux* d'en renforcer l'autorité et l'efficacité ;

Vu le rapport de sa sixième commission ;

Formule les lignes directrices suivantes :

Article 1
Choix des juges

1. La qualité des juridictions internationales est avant tout fonction de la qualité intellectuelle et morale des juges qui les composent. Dès lors le plus grand soin doit être apporté à la sélection de ces derniers. Les Etats doivent en outre veiller à assurer une représentation géographique adéquate au sein des juridictions. Ils doivent aussi s'assurer que les juges possèdent la compétence requise et que la juridiction peut dûment traiter les questions de droit international général. L'aptitude à exercer de hautes fonctions juridictionnelles n'en doit pas moins demeurer le premier critère de choix, comme l'avait souligné l'Institut dans sa résolution de 1954.

2. Les procédures de sélection des candidats tant au plan national qu'au plan international devraient permettre de satisfaire aux principes énoncés au paragraphe précédent et devraient être améliorées à cet effet, dans la mesure où cela est nécessaire.

3. Dans cette perspective, il apparaît que les groupes nationaux de la Cour permanente d'Arbitrage ne jouent pas toujours le rôle qui leur est dévolu par les textes applicables. Il conviendrait à cet égard que tous les Etats parties aux Conventions de La Haye de 1899 et 1907, comme ils en ont d'ailleurs l'obligation, constituent un groupe national permanent, qu'ils en notifient la composition au bureau de la Cour et qu'ils en assurent le renouvellement périodique. Il est en outre important que les groupes nationaux, avant de présenter en toute indépendance des candidatures à la Cour internationale de Justice ou à la Cour pénale internationale, procèdent aux consultations des autorités judiciaires et universitaires prévues à l'article 6 du Statut de la Cour internationale de Justice. Les candidatures doivent être accompagnées d'un document détaillé montrant que le candidat présente les qualités requises.

4. Les groupes nationaux jouent dans certains pays un rôle dans le choix des candidats à d'autres juridictions internationales. Cette pratique mérite d'être plus largement adoptée.

5. En tout état de cause, les procédures retenues doivent être telles qu'elles conduisent au choix de candidats ayant la stature morale, la compétence et l'expérience requises, sans discrimination fondée en particulier sur le sexe, l'origine ou les croyances.

6. Le choix des juges doit être opéré en prenant avant tout en considération les qualifications des candidats, dont les autorités politiques doivent être pleinement informées. Il convient notamment de souligner que les élections des juges ne doivent pas faire l'objet de tractations préalables au cours desquelles les votes pour ces élections seraient subordonnés à des votes dans d'autres élections.

Article 2
Durée de fonctions des juges

1. En vue de renforcer l'indépendance des juges, il serait souhaitable que ceux-ci bénéficient de mandats de longue durée, de l'ordre de neuf à douze ans. Ces mandats ne seraient pas renouvelables.

2. Pendant toute la durée de leur mandat, les juges doivent bénéficier de l'inamovibilité. Il ne peut être mis fin à leurs fonctions que dans le cas où ils ne rempliraient plus les conditions requises pour l'exercice de ces fonctions et à la suite d'une décision prise par leurs pairs à l'issue d'une procédure équitable. Une telle décision peut être précédée, si nécessaire, d'une mesure de suspension. Ces décisions ne sauraient être prises que par une majorité qualifiée, qui pourrait être des trois quarts.

Article 3
Statut des juges

1. Les membres de chaque juridiction internationale doivent être traités sur un pied d'égalité absolue, y compris en ce qui concerne leur rémunération.

2. Ils ne peuvent exercer aucune fonction politique ou d'administration, ni aucune fonction d'agent, avocat ou conseil devant quelque juridiction que ce soit.

3. S'ils se livrent à d'autres activités extérieures, telles que l'enseignement ou l'arbitrage, lorsque ces activités ne sont pas interdites par leur statut, ils doivent accorder priorité absolue aux travaux de la juridiction à laquelle ils appartiennent. Tout juge doit en outre s'interdire toute activité de nature à porter atteinte à son indépendance ou à jeter un doute sur son impartialité dans une affaire donnée.

4. Il n'est pas souhaitable, dans le cas de juridictions ayant une lourde charge de travail, que les juges s'engagent dans des arbitrages ou des activités substantielles d'enseignement.

5. Des procédures doivent être mises au point au sein de chaque juridiction pour régler ces questions. Dans tous les cas, les juges doivent au préalable solliciter l'autorisation du président de la juridiction à laquelle ils appartiennent. Le président doit se prononcer en ayant avant tout à l'esprit les intérêts et les besoins de cette juridiction. Une procédure analogue est requise lorsque des risques d'incompatibilité apparaissent dans un cas particulier.

6. Un ancien juge ne saurait se présenter comme agent, conseil ou avocat devant la juridiction à laquelle il a appartenu au moins pendant les trois années ayant suivi la fin de son mandat.

Article 4
Rémunération et conditions de service

1. Les juges internationaux doivent percevoir une rémunération leur permettant d'exercer leurs fonctions en toute sérénité. Cette rémunération ne peut être réduite en cours de mandat. Aussi doit-elle être périodiquement révisée en fonction du coût de la vie dans le pays où la juridiction a son siège. Un régime de pension approprié doit être établi pour les juges à plein temps des juridictions internationales.

2. Les juges doivent disposer d'une assistance leur permettant de remplir leurs fonctions de manière satisfaisante.

Article 5
Organisation des juridictions

L'indépendance d'une juridiction est fonction, non seulement des conditions de nomination des juges et de leur statut, mais encore des modalités d'organisation et de fonctionnement de cette juridiction. A cet égard, les greffes des cours et tribunaux, tout en jouissant de l'autonomie nécessaire à une bonne gestion, doivent en dernier ressort demeurer sous l'autorité de la cour ou du tribunal concerné. La cour ou le tribunal doit en outre rester seul responsable des propositions à faire aux autorités budgétaires et doit pouvoir les défendre directement devant ces autorités. Ces dernières ne sauraient substituer leur appréciation à celle de la cour ou du tribunal dans la gestion de son personnel.

Article 6
Immunités et privilèges

Les immunités et privilèges ont pour but premier d'assurer l'indépendance des juges. Aussi les juges ayant la nationalité du pays hôte ou la qualité de résident permanent dans ce pays lors de leur nomination doivent-ils bénéficier des mêmes immunités et privilèges que leurs collègues.

Article 7
Juges internationaux à temps partiel

Les principes retenus dans la présente résolution concernant les qualifications et l'indépendance des juges sont également applicables aux juges à temps partiel. Les autres dispositions de la présente résolution ne leur sont applicables qu'en tant que de besoin.

***

INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL
Session de Rhodes – 2011

10ème Commission – Sous-groupe C
PLENIERE
8 septembre 2011

DIXIEME COMMISSION
Problèmes actuels du recours à la force en droit international

Sous-groupe C – Assistance militaire sollicitée

Rapporteur : M. Gerhard Hafner

RESOLUTION

L'*Institut de droit international*,

Gardant à l'esprit les buts et principes de la Charte des Nations Unies relatifs au maintien de la paix et de la sécurité internationales et à la promotion de relations amicales et de bon voisinage et de la coopération entre les Etats ;

Rappelant en particulier les dispositions de la Déclaration relative aux principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats conformément à la Charte des Nations Unies (AG Res. 2625 (XXV) du 24 octobre 1970) ;

Rappelant la résolution de l'Institut sur le « Principe de non-intervention dans les guerres civiles » (Session de Wiesbaden, 1975) ;

Eu égard à la pratique étatique relative à l'assistance militaire sollicitée ;

Rappelant que le principe de non-intervention doit être strictement respecté ;

Considérant que tout Etat doit respecter le principe de l'égalité de droits des peuples et de leur droit à disposer d'eux-mêmes, tel que formulé par l'Article 1, paragraphe 2, de la Charte des Nations Unies ;

Rappelant par ailleurs la nécessité de respecter strictement la Charte des Nations Unies, en particulier son article 2(4) et son article 2(7) ;

Adopte la présente résolution :

Article 1
Définitions

Dans la présente résolution :

a) L'« assistance militaire sollicitée » s'entend de l'assistance militaire directe au moyen de l'envoi de forces armées par un Etat à un autre Etat, à la demande de ce dernier.

b) La « demande » s'entend d'une demande reflétant la libre expression de volonté de l'Etat requérant ainsi que son consentement quant aux conditions et aux modalités de l'assistance militaire.

Article 2
Portée

1. La présente résolution s'applique aux situations de tensions internes, de troubles intérieurs, comme les émeutes, les actes isolés et sporadiques de violence et autres actes analogues, y compris les actes de terrorisme, n'atteignant pas le seuil des conflits armés non internationaux au sens de l'Article 1 du deuxième Protocole Additionnel aux Conventions de Genève relatif à la protection des victimes des conflits armés non internationaux de 1977.

2. L'objectif de l'assistance militaire est d'assister l'Etat requérant dans sa lutte contre des acteurs non étatiques ou des personnes privées sur son territoire, dans le plein respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

Article 3
Interdiction de l'assistance militaire

1. L'assistance militaire est interdite lorsqu'elle s'exerce en violation de la Charte des Nations Unies, des principes de non-intervention, de l'égalité de droits des peuples et de leur droit à disposer d'eux-mêmes, ainsi que des normes généralement reconnues en matière de droits de l'homme et, en particulier, lorsqu'elle a pour objet de soutenir un gouvernement établi contre sa propre population.

2. L'assistance militaire ne peut être octroyée si elle est contraire à une résolution du Conseil de sécurité relative à la situation en cause, adoptée sur la base du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies.

Article 4
Demande

1. L'assistance militaire ne peut être octroyée qu'à la demande de l'Etat requérant.

2. La demande doit être valable, spécifique et conforme aux obligations internationales de l'Etat requérant.

3. Si l'assistance militaire est fondée sur un traité, une demande *ad hoc* est requise pour le cas particulier.

4. Toute demande suivie d'une assistance militaire doit être notifiée au Secrétaire général des Nations Unies.

Article 5
Retrait

L'Etat requérant est libre de mettre fin à sa demande ou de retirer son consentement à l'octroi de l'assistance militaire à tout instant, quand bien même le consentement aurait été exprimé dans un traité.

Article 6
Autres limites à l'octroi de l'assistance militaire

1. L'assistance militaire doit être conduite conformément aux conditions et aux modalités de la demande.

2. L'assistance militaire ne peut être octroyée au-delà du terme accepté par l'Etat requérant, à défaut d'accord ultérieur.

3. L'assistance militaire ne peut constituer une mesure coercitive destinée à obtenir d'un Etat qu'il assujettisse l'exercice de ses prérogatives souveraines.

Article 7
Obligation supplémentaire de l'Etat requérant

L'Etat requérant ne peut utiliser l'assistance militaire afin de contourner ses obligations internationales.

_____

INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL
Session de Rhodes – 2011

10ème Commission – Sous-groupe D
PLENIERE
9 septembre 2011

DIXIEME COMMISSION

Problèmes actuels du recours à la force en droit international

Sous-groupe D - L'autorisation du recours à la force par les Nations Unies

Rapporteur : M. Raúl Emilio Vinuesa

RESOLUTION

L'*Institut de droit international*,

Rappelant ses résolutions sur « La protection des droits de l'homme et le principe de non-intervention dans les affaires intérieures des Etats » (Saint-Jacques-de-Compostelle, 1989), et sur la « Légitime défense » et les « Actions humanitaires » (Santiago du Chili, 2007) ;

Considérant que le but essentiel des Nations Unies est de maintenir la paix et la sécurité internationales, et à cette fin, de prendre des mesures collectives efficaces en vue de prévenir et d'écarter les menaces à la paix, et de réprimer tout acte d'agression ou autre rupture de la paix ;

Considérant que dans la poursuite de ce but, tous les Etats membres s'abstiennent dans leurs relations internationales, de recourir à la menace ou à l'emploi de la force, soit contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de tout Etat, soit de toute autre manière incompatible avec les buts des Nations Unies ;

Rappelant que le principe de non-intervention dans les affaires relevant essentiellement de la compétence nationale d'un Etat ne porte pas atteinte à l'application de mesures coercitives au titre du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies ;

Reconnaissant en outre qu'afin d'assurer l'action rapide et efficace des Nations Unies, ses Membres ont conféré au Conseil de sécurité la responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité internationales, et qu'en s'acquittant des devoirs que lui impose cette responsabilité le Conseil de sécurité doit agir conformément aux buts et principes des Nations Unies ;

Adopte la résolution suivante :

Article 1

En vertu des Chapitres VII et VIII de la Charte des Nations Unies, et sans préjudice de son pouvoir de mener des opérations de maintien ou d'imposition de la paix de son propre chef, le Conseil de sécurité a le pouvoir d'autoriser les Etats membres ou les accords ou organismes régionaux à prendre toutes les mesures nécessaires, y compris l'emploi de la force, aux fins de maintenir ou de rétablir la paix et la sécurité internationales.

Article 2

Lorsqu'il autorise l'emploi de la force, le Conseil de sécurité précisera les objectifs, le champ d'application et les modalités de contrôle de toute mesure prise en application de cette autorisation.

Article 3

Lorsque le Conseil de sécurité autorise un Etat ou un accord ou organisme régional à prendre les mesures visées à l'article 1, il peut par la suite modifier ou mettre fin à cette autorisation.

Article 4

Le Conseil de sécurité ne peut autoriser l'emploi de la force par les Etats membres ou les accords ou organismes régionaux qu'après avoir constaté l'existence d'une menace contre la paix, d'une rupture de la paix ou d'un acte d'agression.

Article 5

Les constatations relatives à l'existence d'une menace contre la paix, d'une rupture de la paix ou d'un acte d'agression sont effectuées par le Conseil de sécurité dans le respect des buts et des principes des Nations Unies.

Article 6

Toute situation de violations graves et massives des droits de l'homme et/ou d'atteintes graves au droit international humanitaire devrait être considérée par le Conseil de sécurité comme une menace contre la paix à l'égard de laquelle il devrait immédiatement prendre les mesures qu'il juge appropriées dans les circonstances, y compris l'emploi de la force.

Article 7

Lorsque le Conseil de sécurité est dans l'impossibilité de s'acquitter de sa responsabilité principale de maintenir la paix et la sécurité internationales en raison de l'absence d'unanimité des membres permanents, l'Assemblée générale devrait, en vertu de la Résolution « L'Union pour le maintien de la paix », exercer sa compétence de recommander les mesures qu'elle juge appropriées.

Article 8

Dans tous les cas, l'emploi de la force ne devrait être autorisé qu'en dernier recours.

Article 9

Les objectifs, le champ d'application et les modalités de contrôle de chaque autorisation seront strictement interprétés et appliqués. Quand l'emploi de la force est autorisé, il doit être mis en œuvre proportionnellement à la gravité de la situation et dans le plein respect du droit international humanitaire.

Article 10

Une autorisation précédemment accordée ne peut en aucun cas être invoquée pour un quelconque but allant au-delà de ses objectifs, de sa durée et de son champ d'application spécifiques.

Article 11

Lorsque le Conseil de sécurité autorise les Etats membres ou les accords ou organismes régionaux à mettre en œuvre ses décisions, les moyens choisis à cet effet doivent demeurer dans le cadre du mandat.

Article 12

Les Etats ne participant pas aux opérations militaires dûment autorisées par le Conseil de sécurité et menées conformément à cette autorisation n'interfèrent pas avec elles.

Article 13

L'absence de réaction du Conseil de sécurité à l'emploi de la force sans autorisation préalable, ou de sa condamnation par le Conseil, ne peut être interprétée comme une autorisation implicite ou *ex post facto*. Cela est sans préjudice du pouvoir du Conseil de sécurité d'examiner la situation et d'autoriser des opérations militaires en cours.

***

10ème Commission – Sous-Groupe D
PLENIERE
9 septembre 2011

Déclaration de M. Roucounas, Président de l'Institut

A la suite de la résolution de l'Institut sur les « Actions humanitaires », adoptée lors de la session de Santiago de 2007, et conformément à la Déclaration du Président incluse dans cette résolution, le sous-groupe D sur « L'autorisation du recours à la force par les Nations Unies » de la Dixième Commission a dûment étudié et débattu de la question controversée de la licéité des actions militaires qui n'ont pas été autorisées par les Nations Unies mais dont l'objectif déclaré est de mettre fin à un génocide, à des crimes contre l'humanité ou à des crimes de guerre de grande ampleur.

Au cours de la présente session de Rhodes, cette question a également fait l'objet de débats en séance plénière.

Eu égard aux très sérieux problèmes soulevés par cette question et aux différences d'opinions parmi ses membres, l'Institut considère que ce sujet mérite davantage d'attention et d'études.

Pour cette raison, la présente résolution sur « L'autorisation du recours à la force par les Nations Unies » ne porte pas sur cette question et est sans préjudice de travaux ultérieurs de l'Institut à cet égard.

_____

III. RESOLUTION

DIX-HUITIEME COMMISSION

LES ASPECTS JURIDIQUES DU RECOURS A L'ARBITRAGE PAR UN INVESTISSEUR CONTRE LES AUTORITES DE L'ETAT HOTE EN VERTU D'UN TRAITE INTERETATIQUE

Rapporteur : Andrea Giardina

RESOLUTION

L'*Institut de droit international*,

Considérant que l'Institut a adopté, lors de sa session d'Amsterdam en 1957, une résolution en matière d'arbitrage en droit international privé, lors de sa session d'Athènes en 1979, une résolution relative à la loi du contrat dans les accords entre un Etat et une personne privée étrangère, et, lors de sa session de Santiago de Compostela en 1989, une résolution sur l'arbitrage entre Etats, entreprises d'État ou entités étatiques et entreprises étrangères ;

Soulignant l'importance des investissements internationaux pour le développement économique et social, aussi bien dans les périodes d'expansion que dans les périodes de crise, et la nécessité d'assurer une protection équilibrée entre les intérêts des parties concernées, garantissant la protection des droits des investisseurs et le droit des Etats de poursuivre, de manière non discriminatoire, leurs propres fins publiques et réglementaires ;

Rappelant les divergences qui, depuis longtemps, font obstacle à la négociation et à l'adoption d'une convention multilatérale générale sur les investissements étrangers ;

Considérant le nombre croissant de traités bilatéraux et d'accords régionaux pour la promotion et la protection des investissements ;

Considérant l'évolution importante permettant aux investisseurs d'accéder directement à l'arbitrage international contre un Etat sur la base d'un consentement à l'arbitrage exprimé par celui-ci dans un traité international ou une loi nationale ;

Considérant les développements les plus récents en matière d'investissements internationaux dans certaines zones régionales, zones de libre-échange ou zones d'échanges préférentiels, qui régissent le commerce et les investissements ou dans des conventions régissant des secteurs économiques spécifiques, et la situation résultant de la compétence de l'Union européenne en matière d'investissement étranger ;

Considérant le nombre élevé et croissant de sentences arbitrales portant sur des litiges entre investisseurs et États et l'opportunité d'établir une jurisprudence cohérente qui favoriserait une prévisibilité raisonnable, ainsi que la confirmation et la consolidation des droits et devoirs aussi bien des investisseurs étrangers que des Etats hôtes ;

Considérant qu'un certain nombre de difficultés identifiées comme récurrentes incite à formuler des principes faisant l'objet d'un large accord, et *réservant* pour certaines d'entre elles des solutions plus précises à de futurs débats ;

Invite

les États et les organisations internationales parties aux traités bilatéraux et multilatéraux relatifs à la promotion et la protection des investissements,

les parties privées recourant ou participant aux mécanismes arbitraux pour la résolution des différends relatifs aux investissements tels que prévus dans les traités susvisés,

les arbitres désignés en vue de la résolution des différends relatifs aux investissements, et / ou les autorités chargées du contrôle et de l'exécution des sentences arbitrales,

les institutions internationales publiques et privées chargées de l'administration de ces procédures arbitrales,

à reconnaître et à appliquer les principes et les règles suivants, ainsi qu'à promouvoir leur respect :

QUESTIONS GENERALES

Article 1

L'interprétation et l'application des instruments internationaux bilatéraux ou multilatéraux de protection des investissements internationaux sont assurées conformément aux règles générales de droit international telles que reflétées par la Convention de Vienne sur le droit des traités.

Article 2

La cohérence des solutions en matière d'arbitrage d'investissement contribue à la sécurité juridique pour tous les acteurs impliqués. La quête de cohérence n'exige pas l'application mécanique de solutions antérieures sans égard aux circonstances particulières du cas ni ne constitue un obstacle à l'interprétation et au développement du droit.

Article 3

Les exigences et les caractéristiques des mécanismes d'arbitrage d'investissement choisis par les parties doivent être respectées et leurs effets propres reconnus. Cela s'applique, entre autres, à l'existence du consentement des parties (États hôtes et investisseurs) et à l'existence d'un investissement conforme aux instruments internationaux applicables en respectant, en particulier, les spécificités des différents mécanismes d'arbitrage CIRDI comme non CIRDI.

Article 4

Les tribunaux arbitraux lorsqu'ils se réfèrent à des notions définies par un droit interne, telles que celle de nationalité ou de personnalité morale, veillent à respecter simultanément les règles pertinentes du droit international.

Article 5

Le développement de règlements spécifiques en matière d'investissements étrangers dans certains groupements économiques régionaux ne doit pas porter atteinte aux droits des investisseurs d'Etats tiers acquis sur la base de traités conclus entre ces Etats tiers et les Etats membres de ces groupements.

Article 6

La transparence de l'arbitrage d'investissement et, en particulier, l'intervention d'*amici curiae* sont aménagées dans le respect de la volonté des parties et conformément aux règles d'arbitrage applicables, ainsi qu'en considération des impératifs de confidentialité propres à chaque affaire.

Article 7

La possibilité pour les tribunaux arbitraux de statuer sur des réclamations de masse devrait faire l'objet de dispositions appropriées dans les instruments régissant les procédures arbitrales d'investissement.

Article 8

Les conflits d'intérêts doivent être évités dans l'arbitrage entre investisseurs et État. Une attention particulière doit être prêtée aux problèmes susceptibles de naître du fait du financement d'une partie par des tiers.

Article 9

L'acceptation de rôles différents à titre de conseil, d'arbitres, de membres de comités *ad hoc* du CIRDI ne doit pas avoir pour effet de compromettre l'impartialité et l'indépendance des arbitres.

QUESTIONS SUBSTANTIELLES

Article 10

La définition de l'investissement est déterminée conformément aux instruments internationaux applicables, selon les règles d'interprétation évoquées aux Articles 1-2 et 4 ci-dessus.

Du fait que l'arbitrage d'investissement peut être engagé par les investisseurs sur le seul fondement d'un traité, une attention particulière doit être portée à l'exigence que l'investissement contribue au développement de l'Etat hôte, éventuellement formulée dans les instruments applicables.

Article 11

Les clauses de respect des engagements particuliers de l'Etat (« clauses parapluie »), souvent insérées dans les traités bilatéraux d'investissement, doivent être interprétées eu égard aux termes spécifiques de chaque clause et à l'instrument dans lequel elle est incluse pour déterminer si une violation d'une obligation constitue une violation du traité.

Article 12

Le traitement de la nation la plus favorisée nécessite une interprétation des termes spécifiques de la clause du traité qui le prévoit, afin de respecter les intentions des États parties. Il en est particulièrement ainsi lorsque la clause est invoquée afin d'englober des dispositions relatives au règlement des différends.

Des exceptions à la clause de la nation la plus favorisée sont admises dans le cadre des unions douanières et d'autres accords économiques régionaux.

Le traitement de la nation la plus favorisée stipulé par un traité d'investissement qui ne comporte pas de clause parapluie ne s'applique pas à une telle clause figurant dans un traité conclu par l'État hôte avec un pays tiers.

Article 13

Le traitement juste et équitable, standard clé de protection des investissements, doit en particulier garantir aux investisseurs et aux investissements : (i) des procédures justes et équitables, (ii) la non-discrimination et l'absence d'arbitraire, (iii) la diligence due, et (iv) le respect des attentes légitimes.

La notion d'attentes légitimes, appliquée à l'investisseur, ne doit pas être entendue comme incluant les simples espérances de profit en l'absence d'engagements spécifiques pris à leur égard par les organes étatiques compétents.

L'indemnité due à un investisseur en cas de violation du standard de traitement juste et équitable est déterminée sans égard à celle qui serait allouée en cas d'expropriation, en fonction du dommage subi par l'investisseur.

Article 14

L'expropriation de biens étrangers, qu'elle soit directe ou indirecte y compris les mesures ayant un effet équivalent à une expropriation, est soumise aux règles suivantes. Les biens étrangers ne peuvent pas être expropriés sauf : (i) à des fins d'utilité publique, (ii) sur une base non discriminatoire, (iii) selon une procédure juste et équitable, et (iv) moyennant indemnisation.

Sans préjudice des dispositions particulières d'un traité applicable ou de l'accord particulier à l'origine de l'investissement, l'indemnisation doit être: (i) prompte, (ii) adéquate, et (iii) effective. En matière d'interprétation et d'application de la notion d'indemnisation « adéquate », un équilibre approprié doit être assuré entre les intérêts de l'investisseur et les fins publiques de l'Etat.

En principe, ces règles sont également applicables aux nationalisations à défaut d'une réglementation spéciale convenue.

***

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL
Session de Tallinn – 2015

1ère Commission
PLENIERE
30 août 2015

PREMIÈRE COMMISSION

La compétence universelle civile en matière de réparation pour crimes internationaux

Rapporteur : M. Andreas Bucher

RESOLUTION

L'*Institut de droit international*,

Conscient que la réparation du préjudice subi par les victimes de crimes internationaux doit être assurée de manière appropriée et effective ;

Considérant que l'expression « crimes internationaux » s'entend des crimes graves en droit international tels que le génocide, la torture et les autres crimes contre l'humanité et les crimes de guerre ;

Rappelant que la compétence universelle pénale est un moyen de prévenir ces crimes et de mettre fin à leur impunité, tel qu'affirmé dans la résolution de Cracovie de 2005 sur « la compétence universelle en matière pénale à l'égard du crime de génocide, des crimes contre l'humanité et des crimes de guerre »;

Notant que la poursuite des auteurs de crimes internationaux et leur punition n'offrent qu'une satisfaction partielle aux victimes ;

Considérant que la compétence universelle civile est un moyen d'éviter que les victimes de crimes internationaux soient privées de la réparation du préjudice subi, notamment du fait que les fors normalement compétents n'offrent pas de recours disponible pour assurer la réparation ;

Adopte la résolution suivante :

Article premier

1. Les victimes de crimes internationaux ont droit à une réparation appropriée et effective à la charge du ou des sujets responsables de leur préjudice.

2. Elles ont droit à un accès effectif à la justice afin de demander réparation.

3. Ces droits ne dépendent pas d'une condamnation pénale de l'auteur du crime.

Article 2

1. Un tribunal devrait exercer sa compétence pour connaître des demandes en réparation des victimes à condition que :
   a) aucun autre Etat n'ait des liens plus étroits avec le litige, eu égard aux liens avec les victimes et les défendeurs ainsi qu'aux faits et circonstances pertinents ; ou
   b) dans le cas où un ou plusieurs autres Etats ont de tels liens, aucun d'eux ne connaisse un moyen de recours disponible pour les victimes.

2. Aux fins du paragraphe 1 b), les tribunaux sont considérés comme offrant un recours disponible s'ils sont compétents pour connaître de la demande et en mesure de mener une procédure répondant aux exigences d'un procès équitable *(due process)* et susceptible de conduire à une réparation appropriée et effective.

3. Le tribunal saisi de demandes en réparation des victimes devrait décliner sa compétence ou surseoir à statuer, compte tenu des circonstances, lorsque les demandes des victimes ont été portées devant :
   a) une juridiction internationale, telle la Cour pénale internationale ;
   b) une autorité de conciliation ou d'indemnisation établie en vertu du droit international ; ou
   c) un tribunal d'un autre Etat ayant des liens plus étroits et connaissant un moyen de recours disponible au sens des paragraphes précédents.

Article 3

Les Etats devraient veiller à ce que les obstacles juridiques et financiers rencontrés par les victimes et leurs représentants soient limités autant que possible lors de procédures relatives aux demandes de réparation.

Article 4

Les Etats devraient s'efforcer de mettre en place des procédures permettant à des groupes de victimes de présenter des demandes de réparation.

Article 5

L'immunité des Etats ne devrait pas priver les victimes de leur droit à réparation.

Article 6

Il est recommandé que lors de l'élaboration d'un instrument relatif à la compétence et l'exécution des jugements en matière civile et commerciale, en particulier au sein de la Conférence de La Haye de droit international privé, le droit des victimes au sens des articles qui précèdent soit pris en compte.

JUSTITIA ET PACE
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL
Session de Tallinn – 2015

9ème Commission
PLENIERE
29 août 2015

NEUVIEME COMMISSION

Le régime juridique des épaves des navires de guerre et des épaves des autres navires d'Etat en droit international

Rapporteur : M. Natalino Ronzitti

RESOLUTION

L'*Institut de droit international*,

Soulignant le devoir de coopération pour la préservation et la protection du patrimoine culturel ;

Conscient du devoir de protéger et de préserver l'environnement marin ;

Guidé par les règles de droit international coutumier inscrites dans la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (1982) ;

Rappelant la Convention pour la protection du patrimoine culturel subaquatique (2001) aussi bien que la Convention concernant les mesures à prendre pour interdire et empêcher l'importation, l'exportation et le transfert de propriété illicites des biens culturels (1970) et la Convention d'UNIDROIT sur les biens culturels volés ou illicitement exportés (1995) ;

Prenant acte de la Convention internationale de Nairobi sur l'enlèvement des épaves (2007) ;

Prenant également acte de la Convention des Nations Unies sur les immunités juridictionnelles des Etats et de leurs biens (2004) ;

Eu égard au droit des conflits armés en mer aussi bien que les règles coutumières sur la succession d'Etats ;

Conscient des incertitudes qui continuent d'entourer la question des épaves des navires de guerre et désirant contribuer à la clarification du droit international en cette matière ;

Adopte la résolution suivante :

Article 1
Définitions

Aux termes de cette résolution :

1. « Épave » signifie un navire d'État coulé qui n'est plus opérationnel, ou une partie quelconque de celui-ci, y compris tout objet qui est ou a été à bord de ce navire.

2. « Navire d'État coulé » signifie un navire de guerre, un navire auxiliaire ou tout autre navire appartenant à un État et exclusivement utilisé à des fins gouvernementales non commerciales au moment du naufrage. Un navire d'Etat coulé comprend tout ou partie de la cargaison ou tout autre objet rattaché à ce navire, que la cargaison appartienne à l'Etat ou à une personne privée. Cette définition n'inclut pas les navires échoués ou en train de couler ni les plateformes pétrolières.

Article 2
Patrimoine culturel

1. Une épave de nature archéologique ou historique fait partie du patrimoine culturel dès lors qu'elle est submergée depuis au moins 100 ans.

2. Tous les Etats prennent les mesures nécessaires pour assurer la protection des épaves faisant partie du patrimoine culturel.

3. Dans la mesure de ce qui est approprié, les épaves visées au paragraphe 1 devraient être préservées *in situ*.

4. Les épaves visées au paragraphe 1 non préservées *in situ* devraient être récupérées en suivant les pratiques archéologiques appropriées et exposées de manière convenable.

5. Les Etats prennent les mesures nécessaires pour empêcher ou contrôler l'exploitation commerciale ou le pillage des navires d'Etat coulés qui font partie du patrimoine culturel, qui sont incompatibles avec les obligations posées au présent article ainsi que dans les traités applicables.

Article 3
Immunité des navires d'Etat coulés

Sous réserve des autres dispositions de cette résolution, les navires d'Etat coulés bénéficient de l'immunité de juridiction vis-à-vis de tout Etat autre que l'Etat du pavillon.

Article 4
Navires d'Etat coulés en tant que propriété de l'Etat du pavillon

Les navires d'Etat coulés restent la propriété de l'Etat du pavillon sauf si cet Etat a clairement déclaré abandonner cette épave ou y renoncer ou transférer son titre de propriété sur elle.

Article 5
Statut de la cargaison

1. La cargaison à bord de navires coulés jouit de l'immunité de juridiction vis-à-vis de tout Etat autre que l'Etat du pavillon.

2. La cargaison appartenant à l'Etat du pavillon reste la propriété de cet Etat.

3. La cargaison appartenant à d'autres Etats demeure la propriété de ces Etats.

4. Le naufrage d'un navire n'affecte pas les droits de propriété relatifs à la cargaison. Toutefois, la cargaison ne peut faire l'objet d'atteinte ou d'enlèvement sans le consentement de l'Etat du pavillon.

Article 6
Conflit armé en mer

Les épaves de navires d'Etat capturés sont la propriété de l'Etat capteur si la capture a eu lieu conformément aux règles applicables du droit international.

Article 7
Navires d'Etat coulés dans les eaux intérieures, les eaux archipélagiques ou la mer territoriale

Dans l'exercice de sa souveraineté, l'Etat côtier a le droit exclusif de réglementer les activités sur les épaves dans ses eaux intérieures, ses eaux archipélagiques et sa mer territoriale sous réserve de l'article 3 de cette résolution.

Article 8
Navires d'Etat coulés dans la zone contiguë

Conformément à l'article 303 de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, l'Etat côtier peut réglementer l'enlèvement des navires d'Etat coulés dans sa zone contiguë.

Article 9
Navires d'Etat coulés dans la zone économique exclusive ou sur le plateau continental

Toute activité de l'Etat du pavillon entreprise sur un navire coulé se trouvant dans la zone économique exclusive ou sur le plateau continental d'un autre Etat devrait être conduite en tenant dûment compte des droits souverains et de la juridiction de l'Etat côtier. Conformément aux traités applicables, l'Etat du pavillon devrait notifier à l'Etat côtier toute activité qu'il entend entreprendre sur l'épave. L'Etat côtier a le droit d'enlever une épave entravant l'exercice de ses droits souverains si l'Etat du pavillon ne prend aucune mesure après avoir été requis de coopérer avec l'Etat côtier pour enlever l'épave.

Article 10
Navires d'Etat coulés dans la Zone

Sous réserve de l'article 149 de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, les épaves de navires d'Etat coulés dans la Zone sont soumises à la juridiction exclusive de l'Etat du pavillon.

Article 11
Succession d'Etats

Les dispositions de cette résolution sont sans préjudice des principes et règles du droit international concernant la succession d'Etats.

Article 12
Tombes de guerre

Les dépouilles, se trouvant sur un navire d'Etat coulé, doivent être respectées comme il se doit. Cette obligation peut être accomplie en faisant de l'épave en cimetière de guerre ou en accordant aux dépouilles un traitement adéquat et des funérailles si l'épave est récupérée. Les Etats intéressés devraient veiller à l'établissement de cimetières de guerre sur les épaves.

Article 13
Récupération

La récupération des navires d'Etats coulés est régie par les règles applicables du droit international, les dispositions de la présente résolution et les pratiques archéologiques appropriées.

Article 14
Risques à la navigation et protection de l'environnement marin

1. Sans préjudice de l'article 7 de cette résolution, l'Etat du pavillon enlève les épaves constituant un risque pour la navigation ou une source ou une menace de pollution marine.

2. L'Etat côtier peut prendre les mesures nécessaires pour éliminer ou limiter un danger imminent.

Article 15
Devoir de coopération

1. Tous les Etats devraient coopérer pour protéger et préserver les épaves faisant partie du patrimoine culturel, pour enlever les épaves qui posent un risque pour la navigation, et pour assurer que les épaves ne causent ou ne menacent de causer la pollution de l'environnement marin.

2. En particulier les Etats riverains d'une mer fermée ou semi-fermée devraient coopérer dans l'exécution de leurs obligations aux termes de cette résolution, conformément aux droits et obligations des autres Etats.

_____

JUSTITIA ET PACE 14ème Commission
INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL
Session de Tallinn – 2015 28 août 2015

QUATORZIEME COMMISSION

La succession d'Etats en matière de responsabilité internationale

Rapporteur : M. Marcelo Kohen

RESOLUTION
(TEXTE FINAL)

L'*Institut de droit international*,

Constatant que le travail de codification et de développement progressif réalisé dans le domaine de la succession d'Etats n'a pas couvert les questions relatives à la responsabilité de l'Etat, et que celui réalisé dans le domaine de la responsabilité de l'Etat n'a pas examiné les questions relatives à la succession d'Etats,

Convaincu de la nécessité de codifier et développer progressivement les règles relatives à la succession d'Etats en matière de responsabilité internationale de l'Etat, afin de garantir une plus grande sécurité juridique dans les relations internationales,

Ayant présent à l'esprit que les cas de succession d'Etats ne doivent pas constituer une raison pour ne pas mettre en œuvre les conséquences qui découlent d'un fait internationalement illicite,

Compte tenu du fait que les différentes catégories de succession d'Etats ainsi que leurs circonstances particulières peuvent conduire à des solutions différentes,

Considérant que, le droit et l'équité imposent que soient déterminés, après la date de succession d'Etats, à quels Etats ou d'autres sujets de droit international incomberont les droits et les obligations qui découlent des faits internationalement illicites commis ou subis par l'Etat prédécesseur,

Attendu que les principes du libre consentement, de la bonne foi, de l'équité et *pacta sunt servanda* sont universellement reconnus,

Rappelant les principes de droit international incorporés dans la Charte des Nations Unies, tels que les principes concernant l'égalité des droits des peuples et leur droit à disposer d'eux-mêmes, l'égalité souveraine et l'indépendance de tous les Etats, la non-ingérence dans les affaires intérieures des Etats, l'interdiction de la menace ou de l'emploi de la force et le respect universel et effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous,

Attendu que le respect de l'intégrité territoriale et de l'indépendance politique de tout Etat est exigé par la Charte des Nations Unies,

Adopte la résolution suivante :

CHAPITRE I : DISPOSITIONS GENERALES

Article 1: Expressions employées

Aux fins de la présente résolution :

a) L'expression « succession d'Etats » s'entend de la substitution d'un Etat à un autre dans la responsabilité des relations internationales d'un territoire.

b) L'expression « Etat prédécesseur » s'entend de l'Etat auquel un autre Etat s'est substitué à l'occasion d'une succession d'Etats.

c) L'expression « Etat successeur » s'entend de l'Etat qui s'est substitué à un autre Etat à l'occasion d'une succession d'Etats.

d) L'expression « date de la succession d'Etats » s'entend de la date à laquelle l'Etat successeur s'est substitué à l'Etat prédécesseur dans la responsabilité des relations internationales du territoire auquel se rapporte la succession d'Etats.

e) L'expression « Etat nouvellement indépendant » s'entend d'un Etat successeur dont le territoire, immédiatement avant la date de la succession d'Etats, était un territoire dépendant dont l'Etat prédécesseur avait la responsabilité des relations internationales.

f) L'expression « accord de dévolution » s'entend d'un accord conclu entre l'Etat prédécesseur et l'Etat successeur ou un mouvement de libération nationale, insurrectionnel ou autre, ou une entité ou un organe qui devient ultérieurement l'organe de l'Etat successeur, stipulant que les droits et/ou obligations de l'Etat prédécesseur sont dévolus à l'Etat successeur.

g) L'expression « fait internationalement illicite » s'entend d'un comportement consistant en une action ou une omission : (i) attribuable à l'Etat ou à un autre sujet en vertu du droit international; et (ii) constituant une violation d'une obligation internationale de l'Etat ou de l'autre sujet. La qualification du fait comme internationalement illicite relève du droit international.

h) L'expression « responsabilité internationale » s'entend des conséquences juridiques d'un fait internationalement illicite.

Article 2 : Portée de la présente résolution

1. La présente résolution s'applique aux effets d'une succession d'Etats relatifs aux droits et obligations qui découlent d'un fait internationalement illicite commis par l'Etat prédécesseur contre un autre Etat ou un autre sujet de droit international avant la date de la succession

d'Etats, ou commis par un Etat ou un autre sujet de droit international contre l'Etat prédécesseur avant cette date.

2. La présente résolution s'applique uniquement aux effets d'une succession d'Etats se produisant conformément au droit international, et plus particulièrement aux principes du droit international incorporés dans la Charte des Nations Unies.

3. Les présents articles ne régissent pas les situations résultant de changements politiques internes à l'Etat, y compris les changements de régime ou de nom de l'Etat.

CHAPITRE II : REGLES COMMUNES

Article 3: Caractère subsidiaire des principes directeurs

Les principes directeurs mentionnés ci-après sont d'application en l'absence de toute autre solution convenue entre les parties concernées par la situation de succession d'Etats, y compris l'Etat ou le sujet lésé par le fait internationalement illicite.

Article 4 : Invocation de la responsabilité pour un fait internationalement illicite commis par l'Etat prédécesseur avant la date de la succession d'Etats

1. La responsabilité internationale découlant d'un fait internationalement illicite commis avant la date d'une succession d'Etats par un Etat prédécesseur incombe à cet Etat.

2. Si l'Etat prédécesseur continue d'exister, l'Etat ou le sujet lésé peut, même après la date de la succession, invoquer la responsabilité internationale de l'Etat prédécesseur pour le fait internationalement illicite qu'il a commis avant la date de la succession et lui demander réparation pour le préjudice causé par ce fait internationalement illicite.

3. Conformément aux articles suivants, l'Etat ou le sujet lésé peut demander réparation également ou uniquement à l'Etat ou Etats successeurs pour le préjudice causé par le fait internationalement illicite commis par l'Etat prédécesseur.

Article 5 : Invocation de la responsabilité pour un fait internationalement illicite commis contre l'Etat prédécesseur avant la date de la succession d'Etats

1. L'Etat prédécesseur qui continue d'exister après la date de la succession d'Etats peut invoquer la responsabilité internationale pour le fait internationalement illicite commis à son égard avant cette date par un autre Etat ou sujet de droit international et peut demander réparation pour le préjudice causé par ce fait.

2. Si le préjudice causé par un fait internationalement illicite commis avant la date de la succession d'Etats contre l'Etat prédécesseur affecte le territoire ou des personnes qui, après cette date, sont sous la juridiction d'un Etat successeur, l'Etat successeur peut demander une réparation pour le préjudice causé par ce fait, conformément aux articles suivants, à moins que la réparation n'ait été intégralement obtenue avant la date de la succession d'Etats.

Article 6 : Accords de dévolution et actes unilatéraux

1. Les accords de dévolution conclus avant la date de succession d'Etats entre l'Etat prédécesseur et une entité ou mouvement de libération nationale qui représente un peuple ayant le droit de disposer de lui-même, de même que les accords conclus par les Etats intéressés après la date de succession d'Etats, sont soumis aux règles relatives au consentement des parties et à la validité des traités, telles qu'énoncées par la Convention de Vienne sur le droit des traités. Le même principe s'applique aux accords de dévolution conclus entre l'Etat prédécesseur et une de ses entités autonomes qui deviendrait plus tard un Etat successeur.

2. Les obligations d'un Etat prédécesseur découlant d'un fait internationalement illicite qu'il a commis à l'égard d'un autre Etat ou d'un autre sujet de droit international avant la date de la succession d'Etats ne deviennent pas les obligations de l'Etat successeur vis-à-vis de l'Etat ou du sujet lésé du seul fait que l'Etat prédécesseur et l'Etat successeur ont conclu un accord stipulant que lesdites obligations sont dévolues à l'Etat successeur.

3. Les obligations d'un Etat prédécesseur découlant d'un fait internationalement illicite qu'il a commis à l'égard d'un autre Etat ou d'un autre sujet de droit international avant la date de la succession d'Etats ne deviennent pas les obligations de l'Etat successeur vis-à-vis de l'Etat ou du sujet lésé du seul fait que l'Etat successeur ait accepté que lesdites obligations lui soient dévolues.

4. Lorsque l'Etat lésé ou le sujet de droit international lésé n'accepte pas la solution envisagée par l'accord de dévolution ou par l'acte unilatéral, des négociations doivent être poursuivies de bonne foi par les Etats ou sujets intéressés. Si ces négociations n'aboutissent pas dans un délai raisonnable, la solution envisagée par l'article pertinent du chapitre III de la présente résolution est applicable.

Article 7: Pluralité d'Etats successeurs

1. Dans les cas de succession où il n'est pas possible d'identifier un Etat successeur unique, tous les Etats successeurs seront bénéficiaires de droits ou assumeront les obligations découlant de la commission d'un fait internationalement illicite d'une manière équitable, à moins qu'il n'en soit convenu autrement par les Etats ou sujets intéressés.

2. Pour établir une répartition équitable des droits ou obligations entre les Etats successeurs, pourront être pris en considération des critères tels que l'existence de liens spéciaux avec l'acte qui engage la responsabilité internationale, l'étendue du territoire et la taille de la population, les participations respectives dans le produit national brut des Etats concernés à la date de la succession, la nécessité d'éviter toute situation d'enrichissement sans cause et toute autre circonstance pertinente.

3. Des négociations doivent être poursuivies de bonne foi par les Etats successeurs en vue d'aboutir à une solution dans un délai raisonnable.

Article 8 : Etats ou sujets de droit international intéressés

Aux fins des articles 6 et 7, les « Etats ou sujets de droit international intéressés » sont :

a) dans le cas d'un fait internationalement illicite commis par l'Etat prédécesseur, l'Etat lésé ou le sujet de droit international lésé et tous les Etats successeurs ;

b) dans le cas d'un fait internationalement illicite subi par l'Etat prédécesseur, tous les Etats successeurs.

Article 9 : Faits internationalement illicites à caractère continu ou composite s'étant produits ou achevés après la date de la succession d'Etats

1. Quand un Etat successeur poursuit la violation d'une obligation internationale par un fait à caractère continu de l'Etat prédécesseur, la responsabilité internationale de l'Etat successeur pour la violation s'étend sur toute la période durant laquelle le fait se poursuit et reste non conforme à l'obligation internationale.

2. Quand l'Etat successeur complète une série d'actions ou omissions initiées par l'Etat prédécesseur définies dans leur ensemble comme illicites, la responsabilité internationale de l'Etat successeur pour la violation s'étend sur toute la période débutant avec la première des actions ou omissions de la série et dure aussi longtemps que ces actions ou omissions se répètent et restent non conformes à ladite obligation internationale.

3. Les dispositions du présent article sont sans préjudice de toute responsabilité qui incombe à l'Etat prédécesseur s'il continue d'exister.

Article 10: Protection diplomatique

1. Un Etat successeur est en droit d'exercer la protection diplomatique à l'égard d'une personne ou d'une société qui a sa nationalité à la date de la présentation officielle de la réclamation mais qui n'avait pas cette nationalité à la date du préjudice, à condition que la personne ou société ait eu la nationalité de l'État prédécesseur ou qu'elle ait perdu sa première nationalité et acquis, pour une raison sans rapport avec la présentation de la réclamation, la nationalité de l'État successeur d'une manière non contraire au droit international.

2. Une réclamation présentée par l'Etat prédécesseur dans l'exercice de la protection diplomatique peut être poursuivie après la date de la succession d'Etats par l'Etat successeur dans les mêmes conditions énoncées au paragraphe premier du présent article.

3. Une réclamation présentée par un Etat dans l'exercice de la protection diplomatique contre l'Etat prédécesseur peut être poursuivie contre l'Etat successeur si l'Etat prédécesseur a cessé d'exister. Dans le cas d'une pluralité d'Etats successeurs, la réclamation sera adressée à l'Etat successeur ayant le lien le plus direct avec le fait qui donne lieu à l'exercice de la protection diplomatique. S'il n'est pas possible d'identifier un Etat successeur unique ayant ce lien direct, la réclamation pourra être poursuivie contre tous les Etats successeurs. Les dispositions énoncées à l'article 7 s'appliquent *mutatis mutandis.*

4. Lorsque l'Etat prédécesseur continue d'exister et la personne ou la société possède la nationalité de l'Etat prédécesseur et celle de l'Etat successeur, ou celle d'un Etat tiers, la question est régie par les règles relatives à la protection diplomatique concernant la double ou multiple nationalité.

CHAPITRE III: DISPOSITIONS CONCERNANT DES CATEGORIES SPECIFIQUES DE SUCCESSION D'ETATS

Article 11 : Transfert d'une partie du territoire d'un Etat

1. A l'exception des situations visées aux paragraphes suivants, les droits et les obligations qui découlent d'un fait internationalement illicite à l'égard duquel l'Etat prédécesseur a été soit l'auteur soit l'Etat lésé, ne passent pas à l'Etat successeur, lorsqu'une partie du territoire de l'Etat prédécesseur, ou tout territoire pour lequel celui-ci a la responsabilité des relations internationales, devient partie du territoire de l'Etat successeur.

2. Les droits qui découlent d'un fait internationalement illicite commis contre l'Etat prédécesseur passent à l'Etat successeur s'il existe un lien direct entre les conséquences de ce fait et le territoire transféré et/ou la population.

3. Si des circonstances particulières l'exigent, les obligations qui découlent d'un fait internationalement illicite passent à l'Etat successeur, pourvu que l'auteur de ce fait ait été un organe de l'unité territoriale qui plus tard est devenu un organe de l'Etat successeur.

Article 12 : Séparation de parties d'un Etat

1. A l'exception des situations visées aux paragraphes 2 à 4, les droits et les obligations qui découlent d'un fait internationalement illicite à l'égard duquel l'Etat prédécesseur a été soit l'auteur soit l'Etat lésé ne passent pas à l'Etat ou aux Etats successeurs lorsqu'une partie ou plusieurs parties du territoire d'un Etat s'en séparent pour former un ou plusieurs Etats et que l'Etat prédécesseur continue d'exister.

2. Les droits qui découlent d'un fait internationalement illicite commis contre l'Etat prédécesseur passent à l'Etat ou aux Etats successeurs s'il existe un lien direct entre les conséquences de ce fait et le territoire ou la population de l'Etat ou des Etats successeurs.

3. Si des circonstances particulières l'exigent, les obligations qui découlent du fait internationalement illicite commis par l'Etat prédécesseur passent à l'Etat successeur pourvu que l'auteur de ce fait ait été un organe de l'unité territoriale de l'Etat prédécesseur qui plus tard est devenu organe de l'Etat successeur.

4. Si les circonstances particulières indiquées aux paragraphes 2 et 3 du présent article l'exigent, les obligations qui découlent d'un fait internationalement illicite commis avant la date de la succession d'Etats sont assumées par l'Etat prédécesseur et l'Etat ou les Etats successeurs.

5. Pour établir une répartition équitable des droits ou obligations des Etats prédécesseur et successeur, pourront être pris en considération des critères tels que l'existence de liens spéciaux avec l'acte qui engage la responsabilité internationale, l'étendue du territoire et la taille de la population, les participations respectives dans le produit national brut des Etats concernés à la date de la succession de l'Etat, la nécessité d'éviter l'enrichissement sans cause et toute autre circonstance pertinente. Les dispositions de l'article 7 s'appliquent *mutatis mutandis*.

6. Le fait internationalement illicite d'un mouvement, insurrectionnel ou autre, qui parvient à créer un nouvel Etat sur une partie du territoire d'un Etat préexistant ou sur un territoire sous l'administration de ce dernier est considéré comme un fait de ce nouvel Etat d'après le droit international. En conséquence, l'Etat prédécesseur n'encourt pas de responsabilité pour des faits commis par le mouvement insurrectionnel ou autre.

Article 13 : Fusion d'Etats

Lorsque deux ou plusieurs Etats s'unissent pour former un nouvel Etat sans laisser subsister d'Etat prédécesseur, les droits ou obligations qui découlent d'un fait internationalement illicite à l'égard duquel l'Etat prédécesseur a été soit l'auteur soit l'Etat lésé passent à l'Etat successeur.

Article 14: Incorporation d'un Etat dans un autre Etat préexistant

Lorsqu'un Etat est incorporé dans un autre Etat préexistant et cesse d'exister, les droits ou les obligations qui découlent d'un fait internationalement illicite à l'égard duquel l'Etat prédécesseur a été l'auteur ou l'Etat lésé passent à l'Etat successeur.

Article 15 : Dissolution d'un Etat

1. Lorsqu'un Etat est dissout et cesse d'exister et que les parties de son territoire forment deux ou plusieurs Etats successeurs, les droits ou les obligations découlant d'un fait internationalement illicite à l'égard duquel l'Etat prédécesseur a été l'auteur ou l'Etat lésé passent, compte tenu du devoir de négocier et selon les circonstances mentionnées aux paragraphes 2 et 3 du présent article, à l'un, plusieurs ou à tous les Etats successeurs.

2. Afin de déterminer lequel des Etats successeurs devient le titulaire des droits énoncés au paragraphe précédent, il sera notamment tenu compte de l'existence d'un lien direct entre les conséquences du fait internationalement illicite commis contre l'Etat prédécesseur et le territoire ou la population de l'Etat ou des Etats successeurs.

3. Afin de déterminer lequel des Etats successeurs devient le titulaire des obligations énoncées au paragraphe premier, il sera notamment tenu compte, outre le facteur énoncé au paragraphe 2, du fait que l'auteur du fait internationalement illicite ait été un organe de l'Etat prédécesseur qui est devenu ensuite un organe de l'Etat successeur.

Article 16 : Etats nouvellement indépendants

1. Quand l'Etat successeur est un Etat nouvellement indépendant, les obligations découlant d'un fait internationalement illicite commis par l'Etat prédécesseur ne passent pas à l'Etat successeur.

2. Quand l'Etat successeur est un Etat nouvellement indépendant, les droits découlant d'un fait internationalement illicite commis contre l'Etat prédécesseur passent à l'Etat successeur si ce fait a un lien direct avec le territoire ou la population de l'Etat nouvellement indépendant.

3. Le comportement, avant la date de succession d'Etats, d'un mouvement de libération nationale qui parvient à créer un Etat nouvellement indépendant, sera considéré comme le fait de ce nouvel Etat d'après le droit international.

4. Les droits qui découlent d'un fait internationalement illicite commis avant la date de succession d'Etats par l'Etat prédécesseur ou un autre Etat contre un peuple bénéficiant du droit de disposer de lui-même passent après cette date à l'Etat nouvellement indépendant créé par ce peuple.

_____

INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL
JUSTITIA ET PACE

SESSION DE HYDERABAD – 2017

FINAL
12ème Commission
9 septembre 2017

12ème COMMISSION

Le contrôle juridictionnel des décisions du Conseil de sécurité

Rapporteur : M. *Rüdiger Wolfrum*

Contrôle des mesures de mise en œuvre des décisions du Conseil de sécurité en matière de sanctions ciblées

RESOLUTION FINALE

L'*Institut de Droit international*,

Prenant en considération l'article 24 paragraphe 2 de la Charte des Nations Unies selon lequel le Conseil de sécurité « agit conformément aux buts et principes des Nations Unies » et qui prévoit que « les pouvoirs spécifiques accordés au Conseil de sécurité pour lui permettre d'accomplir lesdits devoirs sont définis aux Chapitres VI, VII, VIII et XII »,

Prenant en considération la Déclaration adoptée le 24 septembre 2012 par l'Assemblée générale lors de la réunion de haut niveau sur les exigences l'état de droit aux niveaux national et international (A/RES/67/1*), dont le paragraphe 2 affirme que « l'état de droit vaut aussi bien pour tous les États que pour les organisations internationales, y compris l'Organisation des Nations Unies et ses organes principaux, et que le respect et la promotion de l'état de droit et de la justice devraient guider toutes leurs activités » et dont le paragraphe 29 souligne que « nous encourageons le Conseil de sécurité à continuer de veiller à mettre les sanctions ciblées avec soin au service d'objectifs clairs et à en limiter les éventuels contrecoups, et à continuer également à suivre des procédures équitables et claires et à les préciser »,

Rappelant la résolution 2178 (2014) du Conseil de sécurité réaffirmant que les Etats membres doivent veiller « à ce que les mesures qu'ils prennent pour combattre le terrorisme soient conformes à toutes les obligations que leur fait le droit international, en particulier le droit international des droits de l'homme, le droit international des réfugiés et le droit international humanitaire »,

Gardant à l'esprit que, de manière générale, l'état de droit participe d'un principe aux termes duquel toutes personnes, privées ou publiques, y compris l'Etat lui-même, répondent de toute loi dûment adoptée, publiée et mise en œuvre en toute indépendance[1],

Rappelant que, dès 1957, l'Institut a adopté à Amsterdam une résolution sur le « Recours judiciaire à instituer contre les décisions d'organes internationaux » (*Annuaire*, vol. 47-I), dans laquelle il est souligné qu'il est du devoir de « toute organisation internationale de respecter le Droit et de le faire respecter par ses agents et fonctionnaires [et] que le même devoir incombe aux Etats membres en cette qualité »,

Conscient que l'objectif de l'Institut doit être de promouvoir l'état de droit en tant que principe fondamental pour les Etats et les organisations internationales, y compris les Nations Unies et leurs principaux organes,

Constatant que l'existence d'un état de droit, y compris la protection des droits de l'homme, dépend elle-même du maintien de la paix et de la sécurité internationales,

Prenant note également du fait que plusieurs décisions prises par des juridictions nationales autant que régionales ont déclaré que certaines mesures adoptées par des autorités nationales ou l'Union européenne pour mettre en œuvre des sanctions ciblées contre des particuliers ou autres entités sont incompatibles avec les droits fondamentaux de la personne humaine, y compris le droit à un procès équitable,

Notant enfin que, lors de l'adoption des mesures destinées à mettre en œuvre des sanctions ciblées, il importe de veiller à ce que la protection des droits et libertés fondamentaux soit assurée, car ces droits et libertés représentent des valeurs internationales communes,

Adopte les principes directeurs suivants :

CHAPITRE I
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 1
Expressions employées

Aux fins de la présente résolution :

a) Par « contrôle », on entend le contrôle *ex post* d'une décision ou d'un acte dans le but de vérifier s'ils sont conformes au droit applicable.

Le contrôle peut prendre différentes formes. Il peut être juridictionnel, administratif ou interne ; et il peut être direct ou indirect.

[1] Voir le Rapport du Secrétaire général sur le Rétablissement de l'état de droit et l'administration de la justice pendant la période de transition dans les sociétés en proie à un conflit ou sortant d'un conflit (S/2004/616*), paragraphe 6.

b) Par « décision du Conseil de sécurité », on entend toute décision prise par le Conseil lui-même ou par un organe subsidiaire, tel un comité des sanctions, qui oblige les Etats membres ou non des Nations Unies ainsi que toute autre entité ou tout particulier visé par le Conseil de sécurité et qui doit être appliquée.

c) Par « sanctions ciblées », on entend les décisions du Conseil de sécurité, des comités des sanctions ou de tout autre organe subsidiaire qui obligent les Etats à prendre les mesures prévues par la résolution du Conseil de sécurité pour donner effet aux sanctions prononcées à l'encontre de particuliers ou d'entités privées par le comité des sanctions compétent.

d) Par « mesures d'exécution » on entend les mesures prises par des Etats ou par des organisations régionales pour mettre en œuvre les sanctions décidées par le Conseil de sécurité.

Article 2
Champ d'application

La présente résolution porte sur le contrôle des mesures de mise en œuvre des décisions du Conseil de sécurité en matière de sanctions ciblées adoptées par des Etats ou des organisations régionales.

Article 3
Cadre juridique des décisions du Conseil de sécurité

1. Le Conseil de sécurité agit conformément à la Charte des Nations Unies, y compris les dispositions protégeant les droits de l'homme.

2. Considérant qu'il appartient principalement au Conseil de sécurité d'établir des procédures d'inscription et de radiation conformes aux normes de la Charte des Nations Unies, y compris les dispositions protégeant les droits de l'homme, le Conseil de sécurité devrait établir des procédures supplémentaires ayant pour but d'assurer une meilleure protection des droits des particuliers ou entités ciblés.

Article 4
Contrôle des décisions du Conseil de sécurité

1. La Charte des Nations Unies ne prévoit pas de contrôle des décisions du Conseil de sécurité par des juridictions nationales ou régionales.

2. Toutefois, les mesures de mise en œuvre des sanctions ciblées peuvent faire l'objet d'un contrôle par les juridictions nationales ou régionales. Celles-ci peuvent, lors de ce contrôle, interpréter les décisions du Conseil de sécurité.

CHAPITRE II
MESURES DE MISE EN ŒUVRE DES SANCTIONS CIBLÉES DU CONSEIL DE SÉCURITÉ

Article 5
Décisions d'inscription et de radiation adoptées par les comités des sanctions

1. Les comités des sanctions se conforment pleinement aux dispositions de la Charte des Nations Unies, y compris celles qui protègent les droits de l'homme.

2. La décision d'inscrire ou de ne pas radier un particulier ou une entité privée d'une liste de sanctions, adoptée par un comité des sanctions, ne peut faire l'objet d'un contrôle direct par des juridictions régionales ou nationales.

3. L'interdiction de soumettre à un tribunal les décisions d'un comité des sanctions, visée au paragraphe 2, ne fait pas d'obstacle à un réexamen des mesures de mise en œuvre des dispositions prises par des Etats ou des organisations régionales pour donner effet à ces décisions.

CHAPITRE III
INSCRIPTION ET RADIATION

Article 6
Amélioration des procédures d'inscription et de radiation

Une amélioration de la procédure d'inscription ou de radiation par le Conseil de sécurité serait conforme aux principes généraux de droit et pourrait en outre réduire la nécessité, ressentie par des particuliers ou des entités, de recourir à des juridictions nationales ou régionales.

Article 7
Recours au médiateur

1. La procédure applicable à la radiation, en particulier celle du recours au médiateur, introduit un nouveau mécanisme procédural de radiation qui améliore de manière significative la possibilité pour les requérants de faire valoir leurs droits. Elle est principalement conçue en tant que mécanisme d'assistance au comité des sanctions lorsque celui-ci est appelé à décider d'une radiation plutôt qu'à en réviser les termes.

2. La présente procédure n'est applicable qu'à certains régimes de sanctions. Toutefois, elle ne s'applique pas à d'autres régimes, qui visent eux aussi des particuliers ou des entités privées dont les conséquences peuvent être semblables dans le domaine des droits de l'homme.

3. Il est dès lors recommandé que la procédure de recours au médiateur soit étendue à tout autre régime de cette nature, présent ou futur, qui prévoit des sanctions ciblées. Il est en outre recommandé que cette procédure soit rendue plus transparente.

4. Il est également recommandé que le bureau du médiateur devienne une institution indépendante dotée de ressources appropriées.

Article 8

Autres améliorations des procédures d'inscription et de radiation

Conformément à l'article 3, le Conseil de sécurité devrait améliorer les procédures d'inscription et de radiation. Ces améliorations pourraient comprendre les éléments suivants :

a) le renforcement de la procédure interne de révision du Conseil de sécurité ;

b) l'introduction d'un examen périodique permettant de vérifier si les conditions ayant permis de prononcer des sanctions ciblées contre des particuliers ou d'autres entités sont toujours réunies :

c) l'attribution aux Etats et aux organisations régionales d'un certain pouvoir discrétionnaire dans la mise en œuvre des mesures requises, en tenant compte des circonstances propres à chaque cas particulier ; et

d) l'amélioration de la procédure d'inscription en impliquant l'Etat de la nationalité et l'Etat de résidence dans la procédure dont un Etat tiers aurait pris l'initiative.

CHAPITRE IV
CONTRÔLE

Article 9

Identification des particuliers ou des entités pour l'inscription et la radiation

1. Vu que l'identification des particuliers ou autres entités visés par une inscription tire son origine des Etats qui en prennent l'initiative, on relèvera que :

a) le processus qui peut conduire à une inscription devrait être transparent pour le particulier ou l'entité qui en est le destinataire ;

b) compte tenu des conséquences possibles que l'inscription peut avoir sur les droits de l'homme, une telle procédure doit respecter les normes internationales, régionales et nationales en matière de droits de l'homme ;

c) tout particulier ou toute entité devrait se voir accorder la possibilité d'un contrôle judiciaire conformément aux règles pertinentes du droit national de la décision nationale ou régionale d'inscription sur la liste.

2. Ces principes doivent être suivis par les autorités de l'Etat ayant pris l'initiative de l'inscription, celles de l'Etat de nationalité et celles de l'Etat de résidence, selon les circonstances, lorsqu'elles envisagent de demander ou d'appuyer la radiation du particulier ou de l'entité en cause.

3. Tant les autorités nationales que les entités impliquées dans ce processus d'inscription et de radiation prennent en considération l'objet et le but des sanctions ciblées.

Article 10

Mise en œuvre des sanctions ciblées

1. Lorsqu'ils mettent en œuvre des sanctions ciblées, les Etats ou les organisations régionales agissent conformément aux obligations découlant de la Charte des Nations Unies relatives aux décisions du Conseil de sécurité.

2. Cela n'exclut pas que les mesures prises à cet effet par des Etats ou par des organisations régionales puissent être contrôlées conformément à l'article 4.

Article 11

Contrôle par les tribunaux nationaux ou régionaux

1. Tout contrôle juridictionnel des mesures de mise en œuvre de sanctions ciblées tient compte de l'objet et du but des sanctions. Dans ce contexte, une attention particulière est accordée à l'article 103 de la Charte des Nations Unies.

2. Il conviendrait de tenir compte également de tout contrôle juridictionnel, national ou régional, qui aurait été exercé, de manière à vérifier si le demandeur a sollicité ou non une radiation conformément à la procédure applicable. En particulier, toute recommandation du médiateur devrait être prise en considération.

3. Le contrôle des mesures de mise en œuvre des décisions du Conseil de sécurité est conforme aux dispositions pertinentes de la Charte des Nations Unies, et en particulier aux articles 24, 25 et 103.

4. Si la mise en œuvre des sanctions est déclarée non conforme aux normes pertinentes relatives à la protection des droits de l'homme, les cours et tribunaux, nationaux ou régionaux, devraient prendre en compte que leur décision ne dispense pas l'Etat ou l'organisation régionale de s'acquitter de ses obligations en vertu de la Charte des Nations Unies, lesquelles conservent leur validité.

INSTITUT
DE DROIT
INTERNATIONAL
JUSTITIA ET PACE

SESSION DE HYDERABAD – 2017

FINAL
16ème Commission
9 septembre 2017

16ème COMMISSION

Migrations de masse

Rapporteur : M. Maurice Kamto

RESOLUTION FINALE

L'*Institut de Droit international*,

Considérant que la migration internationale de masse est un des phénomènes marquants du monde contemporain affectant profondément les individus, les peuples et les Etats,

Conscient de ce que les migrants apportent généralement une contribution positive à un progrès économique et social inclusif et à un développement durable, mais que les déplacements forcés et les flux migratoires irréguliers soulèvent souvent des problèmes complexes,

Rappelant les principes proclamés par la Charte des Nations Unies et divers instruments de protection des droits de l'homme, du droit international humanitaire et du droit des réfugiés qui reconnaissent la dignité inhérente à la personne humaine et les droits égaux et inaliénables de tous les membres de la famille humaine,

Reconnaissant le droit légitime des Etats de contrôler leurs frontières et d'exercer leur souveraineté en matière d'entrée et de séjour sur leur territoire,

Reconnaissant également que la situation des migrants de masse demande de la part des Etats et de la communauté internationale une attention particulière répondant aux considérations élémentaires d'humanité,

Rappelant à cet égard, notamment les principes relatifs à la protection de la personne humaine énoncés dans les instruments visant le sort des réfugiés et des travailleurs migrants et des membres de leur famille,

Considérant l'importance de la solidarité entre les Etats et de la coopération internationale entre les différents intervenants dans la gestion des flux massifs des migrants,

Considérant en outre la nécessité de tenir compte de la capacité de chaque Etat à faire face à une situation de migration de masse,

Considérant que les Etats d'origine doivent, autant que faire se peut, remédier aux situations qui sont à l'origine des migrations de masse,

Convaincu de la nécessité et de l'utilité de dégager des règles et propositions de base de droit international relatives à la migration de masse,

Considérant à cet égard les travaux antérieurs de l'Institut relatifs à divers aspects du mouvement interne des personnes, notamment ses résolutions de Genève (1892), de Copenhague (1897) et de Bath (1950),

Reconnaissant l'importance des efforts déployés au cours des dernières décennies dans certaines régions du monde pour élargir la protection des personnes vulnérables ou dépourvues de toute protection de manière à englober tous ceux qui sont touchés par les migrations de masse,

Considérant par ailleurs la résolution A/RES/71/1, adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 19 septembre 2016, portant Déclaration de New York pour les réfugiés et les migrants,

Convaincu de la nécessité de renforcer le cadre conventionnel régissant les mouvements migratoires de masse,

Adopte la résolution suivante :

PREMIÈRE PARTIE
OBJET, CHAMP D'APPLICATION ET DÉFINITIONS

Article 1
Objet

La présente résolution a pour objet de rappeler les règles applicables à la migration internationale de masse et de contribuer à leur développement.

Article 2
Champ d'application de la présente résolution

La présente résolution s'applique à la migration et aux migrants de masse, qu'ils aient droit au statut de réfugié ou non, du départ de l'Etat d'origine à l'entrée dans l'Etat d'accueil[1].

Article 3
Définitions

Aux fins du présent projet de résolution, on entend par :

a) « Migrants de masse », des personnes amenées à quitter collectivement, en grand nombre, leur pays en vue de trouver refuge ou de s'établir dans un autre pays ;

[1] Dans la présente résolution, le terme « Etat » renvoie également, selon les circonstances, aux organisations régionales auxquelles les Etats ont transféré des compétences en matière de migration.

b) « Etat de transit », l'Etat par lequel passent ou veulent passer des migrants, sans intention d'y trouver refuge ou de s'établir, pour se rendre dans un Etat de destination ou d'accueil;

c) « Etat de destination », l'Etat où les migrants de masse ont l'intention de se rendre comme destination finale pour leur demande de refuge ou pour leur établissement, mais dont ils n'ont pas encore franchi la frontière.

d) « Etat d'accueil », l'Etat où les migrants de masse ont effectivement trouvé refuge ou sont présents.

e) « Etat d'origine », l'Etat dont le migrant est le ressortissant ou dans lequel il a sa résidence habituelle.

DEUXIÈME PARTIE
LIBERTÉ DE MOUVEMENT DES MIGRANTS DE MASSE

Article 4
Droit de quitter un pays

Les migrants de masse ont le droit de quitter tout pays, y compris le leur, sous réserve des restrictions prévues par la loi, nécessaires pour la sécurité nationale, l'ordre public, la santé ou la moralité publique, ou les droits et libertés d'autrui, et compatibles avec les autres droits reconnus par le Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

Article 5
Droit de retourner dans son propre pays

Les migrants de masse ne peuvent être arbitrairement privés du droit de retourner dans leur pays. L'Etat d'origine doit accepter le retour des migrants qui sont ses ressortissants, ou qui ont un droit de résidence permanente sur son territoire au moment de leur renvoi.

TROISIÈME PARTIE
OBLIGATIONS DES ÉTATS

Article 6
Non-refoulement

1. Tout Etat est tenu par l'obligation de non refoulement. Cette obligation ne s'applique qu'aux réfugiés, à l'exclusion des migrants de masse économique.

2. Toutefois, le bénéfice du principe de non-refoulement ne peut être invoqué par un réfugié s'il y a des raisons sérieuses de le considérer comme un danger pour la sécurité du pays où il se trouve ou si, ayant été l'objet d'une condamnation définitive pour crime ou délit particulièrement grave, il constitue une menace pour la communauté de ce pays.

3. Le principe de non-refoulement s'applique également sur un navire en haute mer.

Article 7
Devoir d'assistance

Les Etats de transit, de destination et d'accueil ont le devoir de porter assistance aux migrants de masse, au nom des considérations élémentaires d'humanité.

Article 8
Passage des migrants de masse dans l'État de transit

Sans préjudice des dispositions de l'article 4, l'Etat de transit ne devrait pas entraver le passage des migrants de masse en transit sur son territoire. Il peut en assurer l'organisation, le cas échéant en coopération avec le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, les organisations de secours et l'Etat de destination.

Article 9
Non discrimination

1. Les migrants de masse doivent être traités sans discrimination, conformément au droit international.

2 Nonobstant les dispositions du paragraphe 1, des distinctions peuvent être faites entre les migrants sur la base de la législation existante de l'Etat en matière d'entrée et de séjour, à condition qu'elles poursuivent un but légitime et raisonnable et se fondent sur des considérations objectives.

Article 10
Conditions de renvoi d'un réfugié

1. Un réfugié ne peut être renvoyé par l'Etat d'accueil que si celui-ci a des raisons sérieuses de le considérer comme un danger pour la sécurité du pays ou s'il a fait l'objet d'une condamnation définitive pour crime ou délit particulièrement grave et constitue ainsi une menace pour la communauté de ce pays.

2. Le renvoi du réfugié en question n'est qu'une option à la discrétion de l'Etat d'accueil, qui est libre de choisir d'autres options moins rigoureuses.

Article 11
Interdiction du renvoi collectif de migrants

1. Le renvoi collectif des migrants de masse est interdit.

2. Le renvoi collectif s'entend de toute mesure par laquelle l'Etat d'accueil contraint des migrants de masse en tant que groupe, non admis au statut de réfugiés ou au droit d'asile, à retourner dans leur pays d'origine ou de provenance, sans une appréciation de la situation particulière de chacun d'eux.

QUATRIÈME PARTIE
ASSISTANCE AUX MIGRANTS DE MASSE EN MER

Article 12
Devoir de prêter assistance en mer

1. Tous les Etats doivent coopérer pour prêter assistance aux migrants de masse en détresse ou en danger en mer.

2. Chaque Etat veille à ce que tout navire battant son pavillon prête assistance aux migrants de masse en détresse ou en danger en mer.

3. Tout Etat côtier doit prêter assistance aux migrants de masse en détresse ou en danger dans les espaces maritimes relevant de sa souveraineté.

4. Les Etats s'efforcent de prêter assistance aux migrants de masse en détresse ou en danger dans les zones maritimes situés au-delà de leur souveraineté.

5. Le présent article s'applique en conformité avec les dispositions pertinentes de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer

6. Cet article est sans préjudice des dispositions de l'article 4.

CINQUIÈME PARTIE
DROITS DE L'HOMME DES MIGRANTS DE MASSE

Article 13
Respect de la dignité humaine et principe d'humanité

1. Dans la gestion de la situation résultant de la migration de masse, les Etats doivent respecter et faire respecter la dignité humaine des migrants. Ils doivent agir conformément aux principes d'humanité, au droit international des droits de l'homme, au droit des réfugiés et au droit international humanitaire.

2. A cette fin, l'Etat d'accueil doit déterminer le statut des migrants avec toute la célérité possible. Dans l'attente de la détermination de ce statut, l'Etat d'accueil doit permettre l'accès à l'éducation et à la formation des migrants de masse.

Article 14
Protection de la vie et interdiction de la torture et des traitements inhumains et dégradants

Les migrants de masse ne peuvent être renvoyés dans un Etat où ils risquent d'être soumis à la torture ou à des traitements inhumains et dégradants, ou vers un État où leur vie serait menacée en raison notamment de leur race, de leur couleur, de leur sexe, de leur langue, de leur religion, de leur opinion politique ou de toute autre opinion, de leur origine nationale, ethnique ou sociale, de leur fortune, de leur naissance ou de toute autre situation, ou de tout autre motif non admis en droit international.

Article 15

Situation particulière des femmes, des enfants et d'autres personnes vulnérables

1. Dans la gestion de la situation résultant de la migration de masse, les Etats doivent tenir compte de la situation particulière des femmes, des enfants et d'autres personnes vulnérables, conformément au droit international.

2. Les Etats qui ne sont pas encore devenus Parties aux conventions internationales protégeant ces personnes sont encouragés à le devenir.

SIXIÈME PARTIE
RÉPARTITION DES CHARGES DANS LA GESTION DE LA MIGRATION DE MASSE

Article 16

Partage de la charge de l'accueil des migrants de masse avec des « pays sûrs »

1. Afin d'alléger la charge de l'accueil des migrants de masse qui pèsent sur lui, un Etat peut orienter une partie de ces derniers vers un ou plusieurs « pays sûrs » qui acceptent de les accueillir, dans le cadre d'arrangements bilatéraux ou multilatéraux.

2. A cet égard, la notion de « pays sûr » doit faire l'objet d'une définition suivant des critères précis convenus par les Etats. La détermination d'un Etat comme « pays sûr » devrait être confiée à une instance internationale *ad hoc* qui pourrait être composée de représentants des principaux organismes internationaux chargés des questions concernant les droits de l'homme, les réfugiés, les migrations internationales et les questions humanitaires.

Article 17

Solidarité et responsabilité commune et partagée

1. La gestion de la migration de masse requiert la solidarité de tous les Etats, compte étant tenu de leur situation géographique, de leurs capacités et de leurs ressources.

2. Elle engage plus particulièrement la responsabilité des Etats ou des organisations internationales qui sont à l'origine ou sont impliqué(e)s dans la situation génératrice de la migration de masse. La contribution de ces Etats ou organisations à la gestion de la situation doit être fonction du niveau de leur implication dans la survenance de cette situation.

Article 18

Assistance particulière à l'État d'accueil

En raison des efforts particuliers que l'Etat d'accueil fournit dans le cadre de la gestion de la migration de masse, il a droit à une assistance adéquate de la communauté internationale en rapport avec la charge qu'il supporte dans l'intérêt de l'humanité. Cette assistance doit tenir compte en particulier de la situation où un afflux massif des migrants est de nature à constituer une menace pour la stabilité de l'Etat d'accueil par la désorganisation de ses institutions et structures sociales.

Article 19
Responsabilité pour fait internationalement illicite

Si le fait générateur de la migration de masse est illicite, l'Etat ou l'organisation internationale responsable est assujetti au régime de la responsabilité internationale pour fait internationalement illicite.

SEPTIÈME PARTIE
COOPÉRATION ENTRE ÉTATS ET AVEC LES ORGANISMES DE SECOURS ET D'ASSISTANCE AUX RÉFUGIÉS

Article 20
Coordination et coopération

Dans la gestion de la situation résultant de la migration de masse, les Etats doivent coopérer et coordonner leurs actions entre eux et avec les organisations internationales ainsi que les organisations non gouvernementales compétentes.

Article 21
Accords de réadmission

Les Etats sont encouragés à conclure des accords de réadmission des migrants de masse non admis dans l'Etat accueil afin d'assurer un retour organisé de ces migrants, dans le respect de leur dignité humaine et de leurs droits.

HUITIÈME PARTIE
RENFORCEMENT DU CADRE CONVENTIONNEL RÉGISSANT LA MIGRATION DE MASSE

Article 22
Conclusion d'un instrument juridique-cadre sur la migration de masse

Les Etats sont encouragés à négocier un instrument juridique-cadre de base, de caractère universel, encadrant la coopération directe entre Etats d'origine et Etats d'accueil des flux migratoires de masse, notamment des flux migratoires temporaires.

INSTITUT
DE DROIT
INTERNATIONAL
JUSTITIA ET PACE

SESSION DE HYDERABAD – 2017

FINAL
3ème Commission
8 septembre 2017

TROISIEME COMMISSION

Mesures provisoires

Rapporteur : Lord Collins of Mapesbury

RESOLUTION FINALE

L'*Institut de Droit international*,

Considérant qu'une comparaison étendue du droit et de la pratique des juridictions internationales et nationales démontre que la possibilité pour ces juridictions d'indiquer des mesures provisoires et conservatoires (« mesures provisoires ») est un élément constant de ce droit et de cette pratique,

Considérant que le droit et la pratique des juridictions nationales sont suffisamment uniformes pour être considérés comme des principes généraux de droit au sens de l'article 38, paragraphe 1, lettre c), du Statut de la Cour internationale de Justice,

Considérant que l'adoption de principes relatifs à l'indication de mesures provisoires contribuera au développement du droit international autant que du droit national,

Adopte les principes directeurs suivants :

1. Un principe général de droit veut que les juridictions internationales et nationales peuvent indiquer des mesures provisoires pour préserver le *statu quo* en attendant la décision sur le fond du différend ainsi que pour permettre à la juridiction concernée de rendre une décision effective sur le fond.[1]

[1] Des causes spécifiques d'octroi de mesures provisoires peuvent être prévues par le texte des instruments pertinents. Tel est le cas de la prévention d'un dommage grave au milieu marin en vertu de l'article 290 (1) de la Convention des Nations Unies sur le Droit de la Mer. C'est le cas également de la prévention du dommage aux stocks de poissons en vertu de l'article 31, paragraphe 2, de l'Accord aux fins de l'application des dispositions de la Convention de Nations Unies sur le droit de la mer du 10 décembre 1982 relatif à la conservation et à la gestion des stocks de poissons dont les déplacements s'effectuent tant à l'intérieur qu'au-delà de zones économiques exclusives (stocks chevauchants) et des stocks de poissons grands migrateurs, adopté le 4 août 1995.

2. Des mesures provisoires peuvent être indiquées si le requérant peut établir que : a) la demande principale paraît fondée *prima facie*; b) il y a un risque de préjudice irréparable aux droits en cause avant que n'intervienne la décision finale ; c) le risque de préjudice aux droits du requérant l'emporte sur le risque de préjudice aux droits du défendeur ; et que d) les mesures sont proportionnées aux risques de préjudice.

3. Dans des cas d'extrême urgence, des mesures provisoires peuvent être indiquées sans qu'il ne soit nécessaire d'entendre le défendeur (*ex parte*). Toutefois, le défendeur a le droit d'être notifié immédiatement des mesures indiquées et de formuler des objections.

4. Les juridictions internationales peuvent indiquer des mesures provisoires visant à éviter l'aggravation du différend.

5. Dans les ordres juridiques nationaux, la partie ayant requis des mesures provisoires doit en principe indemniser la partie visée par ces mesures si, subséquemment, le tribunal détermine que ces mesures n'auraient pas dû être indiquées. Si les circonstances le justifient, le tribunal peut imposer un comportement donné, un dépôt de garantie ou d'autres sûretés pour garantir le droit du défendeur à être indemnisé s'il s'avère en définitive que les mesures visées n'auraient pas dû être indiquées.

6. Les mesures provisoires indiquées par les juridictions internationales et nationales sont obligatoires. Elles peuvent être modifiées ou levées par le tribunal qui les a indiquées.

7. Une juridiction internationale ou nationale peut indiquer des mesures provisoires si elle est compétente *prima facie* sur le fond.

8. Un tribunal national peut indiquer des mesures provisoires portant sur des biens situés dans le territoire de l'Etat du for ou sur des actes qui s'y sont produits même si un tribunal d'un Etat tiers est compétent pour connaître du fond de l'affaire. Ce pouvoir peut être exercé à condition de ne pas porter atteinte à la compétence exclusive des tribunaux étrangers.

9. Lorsque des mesures provisoires sont indiquées par un tribunal national ayant compétence sur le fond de l'affaire et qu'elles ont été notifiées au défendeur avant leur exécution, les tribunaux des Etats tiers doivent les reconnaître et, si possible, prêter leur concours à leur exécution.

10. Dans les procédures relatives à l'arbitrage commercial, une partie peut demander aux juridictions de l'Etat du siège du tribunal ou de tout autre Etat d'indiquer des mesures permettant d'assurer l'effectivité de celles émanant du tribunal arbitral.

11. Les principes directeurs qui précèdent s'appliquent sous réserve des dispositions particulières contenues dans les actes constitutifs des juridictions internationales ou, le cas échéant, de celles contenues dans les ordres juridiques nationaux.